

1964

Franco-American Album 1904-1964 (Scrapbook #2)

Franco-American Collection

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.usm.maine.edu/fac-scrapbooks>

 Part of the [American Studies Commons](#), [Canadian History Commons](#), [Cultural History Commons](#), [French and Francophone Language and Literature Commons](#), [Public History Commons](#), [Social History Commons](#), and the [United States History Commons](#)

Recommended Citation

Publications, Franco-American Collection, University of Southern Maine Libraries.

This Scrapbook is brought to you for free and open access by the Publications at USM Digital Commons. It has been accepted for inclusion in Scrapbooks by an authorized administrator of USM Digital Commons. For more information, please contact jessica.c.hovey@maine.edu.

- 47 Voting Machines
- 48 Finance Board
- 49 Finance Board
- 50 Voting machines, Bates mfg, EAST AVE 20729
- 51 Voting machines
- 52 Mayor MARLOTTE
- 53 ALSAC; BOSSIERE; Trip to Chicago
- 54 Chorale St. Pierre
- 55 PERSONALS: weddings, City Photos (public fig ins)
- 60 Prop. TAX
- Local Govt - Construction - SEWERS, Library, &c
URBAN RENEWAL
- LEWIS BLUE LAWS
- 81 LEV: not fit to live in? American magazine: 10 worst cities
- 82 "
- 83 "
- 85 "
- 86 " Mayor Gagne Boards, Appt.
- 87 " Municipal issues
Removal Longtin, Thomas from Boards
Mayor Gagne
Old Pictures - Misc. news - Personals -
Mayors' inaugurations, Gagne,
~~Proctor~~
Pictures: Banquets.
- 148

- Page 1 4R. 1904 Republican State Convention
2 First Franco in municipal function; Le MESSENGER 10/10/1921
3,4 List of Lew. Mayors, Aldermen 1918
5 Mayor DONAT LEVESQUE
6 J.C. BOUCHER
7 Regis LEPAGE
8 Home Rule
9 Mayor MARCOTTE 1964
to 17
20 ZONE Change EAST AVE
21 new fire station
22 Public Hearing SET for EAST AVE.
23 ZONE Change EAST AVE
24 " "
25 Budgets 1961
26 EAST AVE. Zoning Change DENIED
27 Budgets
DENIAL W.T. GRANT to Build store EAST AVE. Zoning
28 Bids Sidewalk
29 Possibility Pub. Works strike
30 FRANK BOSSIERE
31 Wages City Employees
32 Thorne's COR. project
33 Tri. Motor Airplane
34 Regional plans AVRPC
Editorial RE: Bates mty SALE of bldgs.
35 Lew. High School: 2 SESSIONS
SUMMER FESTIVAL
36 Bates mty.
37 Key to the City of FLEUR DE LYS
38 Tr. Can. Train
39 MAYORS MARCOTTE & Hamel (Québec)
40 Summer Festival
41 Québec Mayor
42
43 St. Croix Ch. Union Ground BREKIDAY
44 Boards, meetings
15 Urban RENEWAL
Mayor MARCOTTE

Chairman, Hays W. H. Election of
Lewiston
Vice-President
Orville H. W. Brackett, Pull
hips
Franklin George M. Farr, Range
leg
Andrew W. T. G. G. G. G. G.
John
Sergeant, C. E. Norman, Rockland
Liberal, John B. R.
Knox, E. E. Shum, H. Shum
Secretary
Devel - W. H. J.

[illegible]

LES NOTRES en POLITIQUE

Le premier des nôtres élu au conseil municipal siégea en 1880. — Nos progrès depuis.

(Du Messenger—10 octobre 1921)

La fondation du Messenger, en mars 1880, coïncide avec l'élection du premier Franco-américain comme conseiller municipal. C'était M. Léon Lefebvre, représentant le quartier Six. Cette première victoire politique fut bien humble mais devait, en quelques années prendre des proportions dépassant les espérances des premiers Canadiens de Lewiston qui se dévouèrent, et sacrifièrent même pour l'avancement politique et social des nôtres en ce pays d'adoption.

Nous étions alors une poignée de votants, quelques centaines à peine, mais en moins d'une génération nous avons plusieurs fois multiplié ce noyau et notre représentation dans le gouvernement municipal formait un groupe respectable et respecté.

Puis vint l'heure de la nouvelle génération. L'heure des jeunes qui sont nés à Lewiston, qui furent formés dans nos écoles paroissiales et publiques et qui, en prenant la haute main

dans les professions et le commerce, voulurent aussi s'intéresser à la grande question politique qui ne doit laisser nul bon citoyen indifférent.

Aujourd'hui, à peine quarante ans après le premier succès, nous avons atteint pour ainsi dire le pinacle dans la vie politique de notre ville et du comté. Nous comptons près de 4,000 votants et plus des trois-quarts des charges municipales sont occupées par des Franco-Américains, qui sont de BONS AMERICAINS, mais qui parlent parfaitement le français et qui n'ont pas honte de leurs origines canadienne et française.

En 1914, nous avions le plaisir d'élire notre premier maire, M. le Dr Robert J. Wiseman, et son administration fut absolument remarquable au double point de vue financier et civil.

Trois ans plus tard, en 1917, M. Charles P. Lemaire, un jeune d'à peine 29 ans, né à Lewiston et ayant toujours vécu ici, était élu maire sur le billet d'

mocratique alors que le gouvernement était du parti opposé. En trois autres occasions consécutives, ce jeune et énergique patriote fut réélu au même poste honorifique, et la dernière fois, en 1920, il obtenait une majorité écrasante.

Son administration de quatre années fut une vraie période de renaissance pendant laquelle plusieurs vieilles routines du rouage municipal, datant de plus de soixante ans passés, furent mises au rancart et remplacées par de vraies méthodes modernes. Cette période fut aussi marquée de luttes très acerbées que notre Maire traversa avec courage, succès et honneur. Son bon travail et son courage soulevèrent l'admiration générale et lui valurent le titre de "Fighting boy mayor of Lewiston."

Depuis dix ans, à peu près, l'avancement des nôtres ici s'est fait à pas de géant et actuellement notre nationalité s'est élevée au plus haut niveau politique et social encore atteint par les Franco-Américains dans n'importe quelle ville de la Nouvelle-Angleterre, et cela sans considérer la population ou les proportions. Cette déclaration peut d'abord paraître un peu prétentieuse, mais elle n'est pas faite à la légère et nous tenons à l'appuyer par l'énumération des officiers municipaux actuellement en fonction dans notre ville.

On pourra constater que ces emplois civiques sont parmi les

plus importants et que nos compatriotes en détiennent 15 sur vingt. De plus, nous donnons la liste des officiers municipaux dont le poste est honorifique seulement, mais qui cependant

assument une grande responsabilité dans l'administration vraiment admirable de notre petite

ville. On pourra ainsi juger, et en ajoutant ces détails à ceux que nous donnons ci-bas sur le progrès des nôtres dans les professions et le commerce, une comparaison avec les autres centres franco-américains de la Nouvelle-Angleterre pourra être établie.

✓ Pour l'année fiscale 1921-22, des Franco-Américains occupent les postes suivants dans notre administration municipale:

Président du Conseil — M. le docteur Robert J. Wiseman, ancien maire et échevin actuel du quartier 4.

Echevins — MM. Adélaïde P. Roy, représentant le quartier 5, et George Bérubé, le quartier 6.

Greffier de la Ville — M. Napoléon H. Hamel, actuellement dans sa troisième année.

Médecin — Dr Roméo J. Morin.

Commissaire de la Voirie — M. Charles P. Lemaire, ancien maire et greffier municipal.

Surintendant des rues — M. A. G. Roy, qui est à la tête de ce département depuis huit ans.

Commissaire de police — M. F. X. Marcotte.

Capitaines de police — M. Joseph Picard, qui fait partie du département depuis une quinzaine d'années.

Inspecteurs de Police — MM. Maxime Beaulieu et Eugène Cloutier.

Surintendant de l'Aqueduc — M. Louis Trial, en charge de ce département depuis plusieurs années.

Surintendant de la ferme des pauvres — M. George Hamel, depuis deux ans.

Collecteur des taxes — M. George Z. Bernier, qui occupe ce poste important depuis deux ans.

Assesseur des taxes — M. Napoléon Royer.

Officier de santé — Dr Ludovic J. Dumont. Ce poste, l'un des plus importants de notre gouvernement, fut créé par la Législature il y a un an et le Dr Dumont en fut nommé le titulaire.

Surintendant de l'éclairage municipal — M. Charles Guimond, en tête de ce département depuis neuf ans.

Chef des pompiers — M. Wilfrid Samson.

Président de la commission scolaire — Dr L. Raoul Lafond.

Membres de la commission scolaire — Mlle Marie Saucier, Mme Marie Provost, Dr J. A. Girard, MM. J. B. Marcotte, Daniel Levesque, Florian Marquis et le Dr Lafond, soit sept membres sur une commission de quatorze.

Membres de la commission de l'aqueduc — MM. Charles Martel et Napoléon Bolduc.

Membres de la commission de la Bibliothèque publique — MM. F. X. Belleau et L. Raoul Lafond.

Depuis les débuts

Voici la liste des Franco-Américains de Lewiston qui ont tenu des positions civiques importantes dans le gouvernement municipal, la Législature, d'Etat et l'administration du comté depuis

que l'influence politique des nôtres a commencé à compter:

Greffier municipal—

1889-1891-1899 — F. X. Belleau.
1902 — Wm. P. Lambert.
1905-06 — Albert D. Morneau.
1907-08-09 — L. N. Lajeunesse.
1910 à 1-916 — C. P. Lemaire.
1917 — Arthur Landry.
1918 à 1921 — Nap. H. Hamel.

Chef de police—

1906 à 1913 — Arsène Cailler.

Surintendant des rues—

Depuis 1907 — Auguste G. Roy.

Percussion des taxes—

1914 — Joseph Voyer.
1915-16-18 — Albert Langelier.
1917 — Patrick F. Tremblay, >

1920-21 — George Z. Bernier.

Le comté

Dans le comté, nous sommes actuellement représentés par M. L. T. Chabot qui occupe le poste de trésorier depuis 1912.

L'honorable F. X. Belleau fut le greffier des cours de 1907 à 1918, et M. Hector Blouin occupa l'importante position de commissaire du comté depuis 1918 jusqu'à sa mort il y a quelques semaines.

La Législature

Les représentants franco-américains de Lewiston à la Législature sont MM. Albert D. Morneau, Edward Gagné et Robert J. Wiseman.

Les représentants franco-américains de Lewiston qui ont siégé à la Chambre d'Augusta sont:

1885—Louis J. Martel.
1887-89—Joseph E. Cloutier.
1893-99-1905—F. X. Belleau.
1897—C. A. Forest.
1901—William Sabourin.
1903—Patrick F. Tremblay.
1907-09—A. D. Morneau.
1909-11—J. B. Couture.
1915—George Z. Bernier.
1917—Nap. Bolduc et
L. N. Coulombe.

Depuis trente ans

Depuis 1921-22, les Américains

de langue française ont si bien pris la haute-main dans le domaine politique local qu'il serait impossible d'énumérer tous et chacun de ceux qui ont détenu ou qui détiennent présentement les postes municipaux, ou du comté ou même les membres du Sénat d'Etat et les Représentants à la Législature.

Nous ferons donc grâce de cette liste à nos lecteurs. Qu'il suffise de dire qu'il est maintenant traditionnel pour Lewiston d'avoir un maire d'origine française; pour le comté d'Androskoggin d'avoir trois sénateurs d'Etat franco-américains; pour la ville d'avoir cinq Représentants de langue française à la Législature; pour le comté d'avoir un shérif, des commissaires et des fonctionnaires franco-américains, etc. etc.

En somme, notre élément a tout simplement la force du nombre.

LEWISTON CITY GOVERNMENT - MAYORS

1863-1864 Jacob B. Ham
 1865-1866 William P. Frye
 1867 George H. Pillsbury
 1868-1869 Isaac N. Parker
 1870 William H. Stevens
 1871 Alonzo Garcelon
 1872 David Cowan
 1873 N. W. Farwell
 1874 H. H. Dickey
 1875-1877 Edmund Russell
 1878 Jesse S. Lyford
 1879-1880 Joseph H. Day
 1881 Manderville T. Ludden
 1882 David Farrar
 1883 Alonzo M. Garcelon
 1884 Nelson Howard
 1885 Charles Walker
 1886 David Cowan
 1887 D. J. McGillicuddy
 1888-1889 Horace C. Little
 1890 D. J. McGillicuddy
 1891-1892 William H. Newell
 1893 Seth Chandler
 1894-1897 Frank L. Noble
 (John H. Callahan acting)
 1897 Wilbur H. Judkins
 1898 William H. Newell
 1899 George Pottle
 1900-1901 George W. Furbush
 1902 Daniel J. McGillicuddy
 1903-1904 William B. Skelton
 1905-1906 William A. Webster
 1907-1912 Frank A. Morey
 1913 William H. Hines
 1914 Robert J. Wiseman
 1915-1916 Louis J. Brann
 1917-1920 Charles P. Lemaire
 1921 William H. Newell
 1922-1924 Louis J. Brann
 1925-1929 Robert J. Wiseman
 1930-1931 Harold N. Skelton
 1932 Henry N. Paradis
 1933-1935 Robert J. Wiseman
 1936-1938 Donat J. Levesque
 1939 Edward J. Beauchamp (To May 8)
 1939-1940 Fernand Despins
 1941-1942 Edmond J. Lambert
 1943-1944 Jean Charles Boucher
 1945-1946 Alton A. Lessard
 1947-1948 Louis P. Gagne
 1949-1950 Armand G. Sansoucy
 1951 Ernest Malenfant
 1952-1953 Roland L. Marcotte
 1954-1955 Ernest Malenfant
 1956-1957 Georges Rancourt
 1958-1959 Romeo T. Boisvert

LEWISTON CITY GOVERNMENT - OFFICIALS OF 1918

MAYOR Mr. Charles Lemaire (served 4 terms 1917-1918-1919-1920)

MEMBERS OF THE BOARD OF ALDERMEN

WARD 1	Mr. Ernest Saunders	Florist
2	Mr. Henry A. Coombs	Architect
3	Mr. Jeremiah Hassett	
4	Mr. Theophile Malenfant *	Shoe shop worker
5	Mr. Adelard P. Roy	Subscription solicitor- <u>Messag</u>
6	Mr. George Berube	Salesman
7	Mr. James A. Trak	Storekeeper

*President

MEMBERS OF THE COMMON COUNCIL

1	Mr. Joseph M. Mitchell	-Urgel Genereux	-Edward A. Ne
2	Herbert A. Shurtleff	George S. McCarty	James S. Kenn
3	John E. Whithee	Stephen Owens	Benj. Rogers
4	Albert Trial	Charles Elie, Jr.	Euguest Case
5	Louis Gendron	Jos. A. Orlandine-	John Carbonnea
6	Wilbrod Paradis	John B. Dauphin	Wilfrid Lege
7	William H. O'Brian	William H. Quimby	Camille Laga

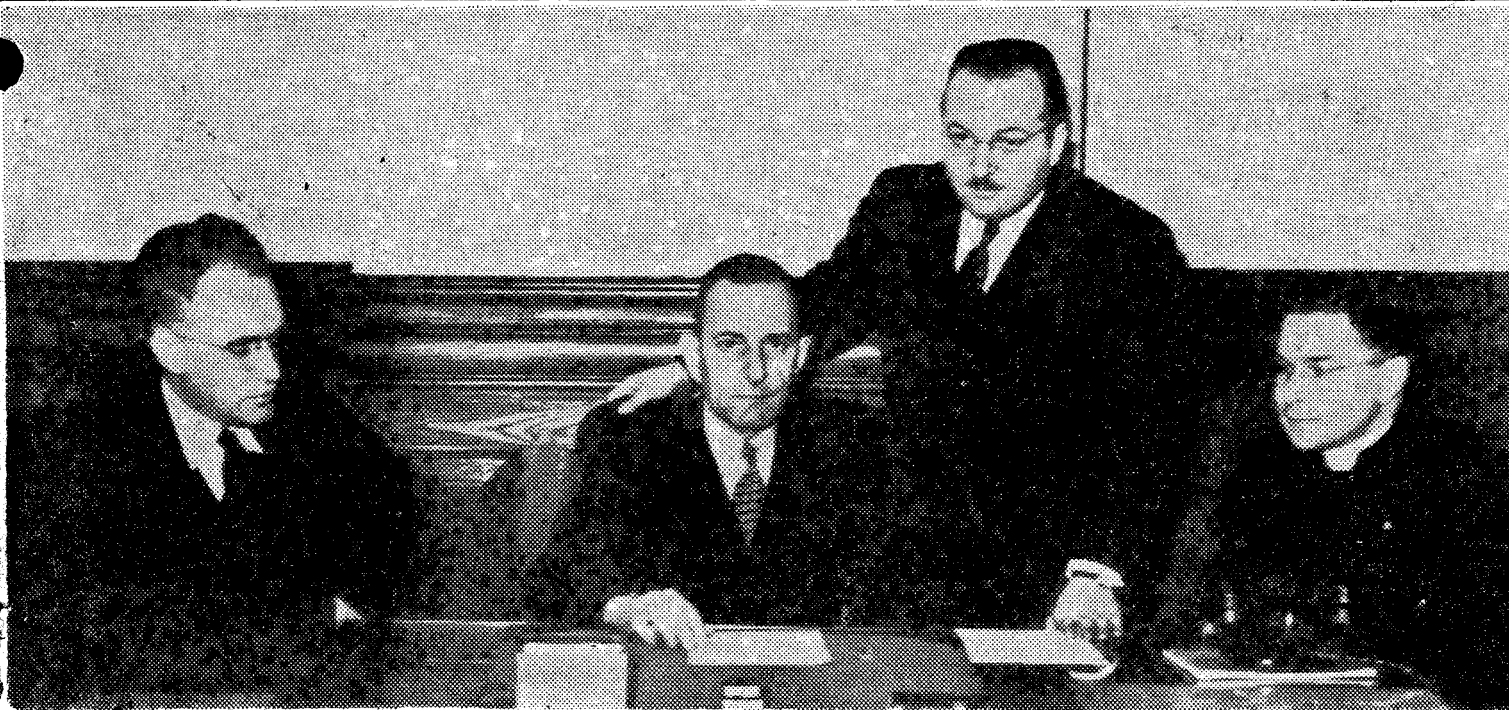
* President

Mr. Napoleon Hamel

CITY CLERK

CLERK OF COMMON COUNCIL Mr. Edmond Cyr

By Adelard Janelle



FOR BROTHERHOOD WEEK—Lewiston clergymen head an interdenominational committee formed today for the local observance of brotherhood week, Feb. 22-28. Mayor Fernand Despins has accepted the honorary chairmanship, and Rabbi David Berent, who stands here next to Mayor Despins, is local chairman. At left, is Dr. Percy L. Vernon, pastor of the Lewiston United Baptist church. at right, Rev. Francois M. Drouin, O. P., pastor of SS. Peter and Paul Catholic church of this city.

Brotherhood Week Will Be Observed Feb. 22-28

Brotherhood Week will be observed in Lewiston-Auburn, Feb. 22-28, as part of a nation-wide program sponsored by the National Conference of Christians and Jews. In Lewiston, Rabbi David Berent of Beth Jacob synagog, is chairman, and today Mayor Fernand Despins was appointed honorary chairman. Other local leaders who serve on this committee are Rev. Percy L. Vernon, pastor of the Lewiston United Baptist church; and Rev. Francois M. Drouin, O.P. pastor of SS. Peter and Paul church, this city.

The National Conference was founded 13 years ago by three distinguished Americans: Newton D. Baker, formerly secretary of war, Dr. S. Parkes Cadman, eminent clergyman; and Chief Justice Charles Evans Hughes. The latter is the only survivor of these three. Its primal aim is to foster better understanding, and Chief Justice Hughes explains the need of this by saying:

"Popular elections express the will of the people, but back of that will must be the true democratic spirit which alone can save us from the excesses of the rule of force. Liberty cannot be conserved by majority rule unless the majority hold sacred basic individual rights regardless of race or creed, so that, along with our differences of view, political and religious, we

have a deep and abiding sense of human dignity and worth, and hence of our capacity for friendly cooperation in pursuit of common ideals of justice.

"Rancor and bigotry, racial animosities and intolerance, are wholly incompatible with that cooperation. They are the deadly enemies of true democracy, more dangerous than any external force because they undermine the very foundations of democratic effort."

In sending greetings to the conference which unites Protestants, Jews and Catholics, President Franklin D. Roosevelt, supports the aims of the conference and encourages its continued efforts. He says in part:

"At this time when America is concentrating on the vital problem of military defense, it is most essential for us to emphasize anew the necessity for spiritual and ethical preparedness.

Your conference can contribute immeasurably to the national strength by encouraging the leaders of all religious faiths to keep in communication with each other and to work together as citizens to increase the moral tone of the nation, to quicken the conscience of the people with regard to economic justice for all and to deepen the sense of national unity at a time when the values of western civilization and its institutions are under fire."

Despins Only Maine Speaker At Quebec French Congress

Lewiston will have a representative on the program of the Second French Congress being held in Quebec June 27-July 1, according to more detailed programs of this five-day event received here, Tuesday. Fernand Despins, Lewiston attorney who serves as secretary of the committee that has worked in Maine to promote the Congress, is that representative, and he is the only speaker either from this city or from Maine to appear on any of the programs.

His subject will be "Lendemain de Congres." It has already been announced that promoters of the Congress hope to form a permanent committee to continue promotions started among all persons of French descent on this continent in preparation for the forthcoming event. By titling his talk the "Tomorrows of the Congress", it is assumed Mr. Despins will speak of possible aftermaths of the Congress.

He will speak June 29 at an outdoor program to be held at 5 p.m. on the lawn surrounding the Champlain monument fronting Chateau Fontenac in Quebec.

The program on which Mr. Despins is appearing is one dedicated solely to the "Franco-American Manifestation," and it is so titled. Other Franco-Americans to take part on this program are Judge Edouard Lajoie of Fall River, Mass., who will preside; Antonio Prince of Woonsocket, R. I., who will give the "Homage des Franco-Américains à Champlain"; Rodolphe Pepin of Lowell, Mass., who will speak of "Les Amitiés Françaises en Amérique." Wilfried Beaulieu of Worcester, Mass., on "Quebec source d'in-



Fernand Despins

spiration"; and Mr. Despins, as already stated, coming last on the program.

Miss Gertrude Laroche of Manchester, N. H., will then place flowers at the foot of the monument, and the assembled spectators will join in the singing of "The Star Spangled Banner."

While this program is of special interest locally, the new programs received list the many speakers at the various public meetings beginning Sunday, and much important general information to be published later.

What a Bite! What a Bite!



'Tis apple week, and Mayor Fernand Despins started it off today by taking one whale of a big bite of the fine apple specimen presented to him at City Hall by the State's Apple Annie—Miss Theresa (Teddy) Cosgrove of Lewiston. "Yum, yum," said the Mayor.

Mayor Levesque Gives Statement on Committees

In a prepared statement, Mayor Donat J. Levesque outlines his reason for naming a list of committees, claiming he was illegally relieved of that power two weeks ago. He proposes to refer the case to three Supreme court justices as soon as possible and abide by their decision, expecting the opposition to do the same. His statement:

I did not in the first instance seek the office of Mayor. I was waited on by a committee of taxpayers and urged to become a candidate for the Democratic nomination. At first I was inclined not to do so, but finally consented.

In the pre-primary campaign I was opposed by the so-called Democratic leaders almost to a man. These leaders had a right to their preference of candidates and I then found and now find no fault with their attitude in the matter.

Noted For Change

I was nominated by a large majority. I interpreted this not as a personal tribute, but rather as strong evidence that, notwithstanding the position taken by the party leaders, the rank and file of the party voters demanded a change in the administration of city affairs.

In the election which followed I was chosen Mayor by the largest majority in the history of the city.

The Mayor has certain recognized prerogatives, among them the appointment of the regular standing committees. This is provided for by the Rules of the Board of Aldermen, and, when he and the majority of the Board are of the same political party, this prerogative is never taken away from him.

Naming Committees

Upon the organization of the present city government on March 16, the rules of the preceding year were adopted. These rules provide that the Mayor shall appoint the standing committees. The legality of this vote was sustained by the

opinion of the corporation counsel who was present at the meeting. He further characterized as ineffective an attempt made at that meeting to reconsider the vote.

At the next meeting of the Board of Mayor and Aldermen a motion was made and carried to reconsider the previous vote and another vote passed to adopt rules giving the appointment of committees to the President of the Board.

The vote to reconsider the vote at the preceding meeting was, I firmly believe, illegal and not in accordance with the recognized rules of parliamentary procedure. I have therefore disregarded the vote and have appointed the usual standing committees. I have done this, not from any selfish motive, not because I desired to personally appoint them, but because, having been elected Mayor by the citizens of Lewiston, I believed it my duty to assume the prerogatives which as Mayor the voters had a right to believe I would assume.

Opposition Leaders Active

It is my best information and belief that the same party leaders who opposed my nomination are standing solidly against me in the matter of the appointment of the committees. Regardless of the fact that I was elected by an unprecedented majority, they apparently wish to have me stripped of the power which goes with the office. The question as to why they so desire, they and not I are the better qualified to answer.

The Lewiston Journal of March 17th contained a strong editorial from which I take the liberty to quote.

"Mayor Levesque who became Lewiston's chief executive yesterday has all the tools and all the material with which to keep his promises to give the city an efficient and business-like administration.

He has, it is safe to assume, the support of the people that elected him by the largest majority ever accorded a mayor in this city.

He has a powerful weapon in the newspaper press—by merely opening the doors to all that goes on in city building.

Let In Daylight

Let a little daylight into city hall—the ultra violet rays of public information would be healthful for the city.

Put any public official, alderman or otherwise on the spot of publicity if the occasion requires, and by all means, keep the doors to the mayor's office OPEN.

The newspaper will tell the story.

The people is the jury.

Mayor Levesque was elected as a Democrat. He should forget his party lines in administering the affairs of the city.

He is now Mayor of all the Democrats, all the Republicans and all the rest of Lewiston.

It is going to be a difficult year. As it is understood here Santa Claus is having a hard time to make both ends meet. He may recover in time to make his ancient and honorable excursion next December but the latest from him is that he will keep strictly away from all municipal chimneys—too much soot in them for one thing, and he's out of soap.

The welfare and relief problem is rapidly growing acute.

The year demands teamwork—the Mayor and the Aldermen."

I assume that editorially the Journal has not changed its position, but the tone of its news columns has recently become essentially different from that of the editorial from which I have quoted. It apparently reflects the views and wishes of the party leaders who have opposed me and who are still opposing me.

(Note: The Lewiston Journal has reported only the news of Mayor Levesque's break with the aldermen and can not undertake to suppress news if it appears unfavorable to the mayor or any public official. The Journal's city hall reporter has called upon the mayor and his secretary several times daily. This newspaper has published every statement of the mayor's in full)

and will continue to do so. It will also continue letting daylight into city hall, illuminate whom it will. Editor)

Pledge Best Efforts

However, that is neither here nor there, I took my oath as Mayor of Lewiston unhampered by pre-election promises. My only pledge was a pledge of my best efforts for an honest, business-like and economical administration. That pledge I intend to carry out.

I am entitled to, and I have a right to expect, the unselfish cooperation of the Aldermen, both collectively and individually, of every city official and of every citizen. But, whether I have this cooperation or not, I intend to make good my pledge.

City Faced Deficit

This is an unusual year for Lewiston. Our tax rate for last year was 34 mills. Toward the close of the year the city faced a deficit and was obliged to borrow \$100,000.00 to make up this deficit. \$100,000.00 means approximately 3 mills of our tax rate. If this money thus borrowed is repaid out of this year's receipts, and if our receipts and expenses for the year are the same as those of last year, it will mean, if we square up at the end of the year, and it may not be possible to square up, a tax rate for the year of 40 mills. This can be avoided only by the strictest economy in every department of the city and the cooperation of every officer, elected or appointed.

Must Cut Expenses

Real estate in Lewiston under present conditions cannot stand a tax rate of 40 mills. Neither can we keep on getting further into debt.

Our receipts for the year are not likely to be more than those of last year. Our expenses must therefore be cut down, and cut down very substantially. This I pledge myself to do as far as lies in my power, and in my endeavor to do so I ask for public support and cooperation.

I have no personal axes to grind. My only desire is that when I retire from the office of Mayor I shall leave behind me an honorable record, a record of efficiency and economy.

Let Court Decide

As far as the right to appoint the standing committees is concerned, I realize that either side may be legally right or legally wrong. While I feel that I am right, I am willing to have the matter judicially and finally determined. To that end I am willing that the matter should be referred to three Justices of the Supreme Judicial Court of Maine, one Justice to be chosen by the President of the Board of Aldermen, one by myself and the third by the two so chosen, a hearing to be had at the earliest possible moment. If the decision is against my contention, I shall accept it cheerfully. If the decision is in favor of my contention, I shall expect the opposition to accept it cheerfully.



Citizens' Committee of Inquiry

Mr. Mayor

11-37

OF THE CITY OF LEWISTON:

We are a hospitable, understanding people and ordinarily never question the previous citizenship of anybody who seeks to make their home within the confines of our city. But Mr. Mayor on March 6 last, in your meteoric rise to "Political Fame" you asked the people to elevate you to the highest office within our body politic; a position of great trust.

Today, you solicit a renewal of that great confidence without assurance, or beyond any reasonable doubt, that you can prove you gained a legal residence in our city in 1936, although you so declared such qualifications under oath, before our local Board of Registration.

In no way Mr. Mayor are the following inquiries intended to humble you or to embarrass you, or to be construed as personal, only to the extent that you, yourself may have made them so, by the conflicting information we have at hand.

Question No. 1

Did you not Mr. Mayor, on February 12, 1936, register as a legally qualified voter of the City of Lewiston and at that time, enroll as a Republican? Please Answer.

Question No. 2

Did you not Mr. Mayor, on November 16, 1936, nine months later, return to Washington, D. C., for the purpose of filing a petition in the District Court, and did you not in that petition set forth that, you, then and there were a bonafide resident of Washington, D. C. and had been since 1934? Please Answer.

Question No. 3

During 1936 were you a resident of Washington, D. C., or the City of Lewiston? Please Answer.

**Tomorrow 3 More Questions
Will Be Propounded**

Citizens' Committee of Inquiry,
(Signed) Emile Sacre

La rue Stewart et l'Echevin J. C. Boucher

Le président des échevins répond de magistrale façon aux attaques qui lui ont été faites

M. Jean-Charles Boucher, échevin du quartier Sept et président du conseil municipal, nous transmet la communication suivante pour répondre à ceux qui, depuis quelque temps, n'ont cessé de critiquer la bonne attention qu'il a portée à son quartier:

"Je crois qu'il est de mon devoir de vous donner LES FAITS concernant les critiques de mes adversaires au sujet du prétendu scandale de la rue Stewart.

"La rue Stewart existe depuis une dizaine d'années, car deux maisons furent construites sur cette rue à cette époque. Ce n'est donc pas une rue nouvelle ouverte à mon profit personnel, comme le prétendent mes adversaires.

"Elle est située sur une route d'Etat, en dedans de 500 pieds d'une église catholique et d'une école paroissiale. Elle n'est pas dans un marécage (swamp) puisque son niveau est de 290 pieds au-dessus du niveau de la mer, ce qui est 100 pieds plus élevé que le site du Bureau de Poste et aussi plus élevée que la plus grande partie de notre ville.

"Comme la rue Stewart, de la rue Sabattus à la rue Hevey, n'a que 700 pieds de long, je ne comprends pas comment mes adversaires peuvent allonger la distance jusqu'à mille pieds. Ils en ont mentionné les trottoirs et cependant les résidents de cette rue ne peuvent les trouver pour l'excellente raison que ces trottoirs n'ont pas encore été construits. Il est vrai que le système de l'aqueduc y a été installé comme partout ailleurs, et aussi, comme partout ailleurs, le service pour chaque nouvelle maison a été payé.

"Quant aux milliers de chargements de gravois et de sable qui sont supposés avoir été faits sur cette rue, ils ont dû s'égarer quelque part, car tout ce qui a été apporté sur cette rue fut 250 voyages de terre et cette terre provenait tout simplement de la carrière municipale où tous les jours il faut nécessairement en enlever une certaine quantité afin d'atteindre le roc. Cela prouve donc qu'on s'est ému un peu trop fort au sujet de cette terre, car si elle n'avait pas été transportée sur la rue Stewart, on aurait tout simplement été obligé de la jeter ailleurs.

"Le nivelage a été fait d'après les instructions de M. George Barron, ingénieur de la ville, qui fixe le niveau des différentes rues, et cela a été fait contre mes désirs, car en élevant le niveau de la rue, cela augmentait mes dépenses pour niveler les terrains des maisons en construction.

"Mes adversaires ne trouvent pas de scandales dans le fait que les compagnies d'utilités publiques telles que la Lewiston Gas Light Co. et la Central Maine Power Co. soient venues, à ma demande, installer leurs services d'une extrémité à l'autre de la rue, sans que cela ait coûté un sou à qui que ce fut.

"Il y a aussi deux lumières électriques installées sur les po-

teaux de la Central Maine Power, ce qui fait à peu près une à tous les 300 pieds, tout comme dans les rues avoisinantes.

"D'ailleurs, j'invite tous ceux que la chose pourrait intéresser d'aller visiter la rue Stewart et de se rendre compte eux-mêmes si cette rue a été favorisée au détriment de n'importe quelle autre de ce canton ou du quartier. Au lieu d'écouter les racontars de Pierre, Jean ou Jacques, qu'on aille se rendre compte des faits soi-même.

"Le vrai scandale (!) que je puisse voir dans toute cette affaire (et mes adversaires ont bien la prudence de ne pas le dire ouvertement), c'est le fait que j'ai construit cinq maisons nouvelles l'année dernière sur cette rue, maisons qui rapporteront plusieurs centaines de dollars à la ville en taxes.

"Il me souvient pourtant, qu'il y a quelques années, un citoyen du quartier Cinq, alors candidat à l'échevinage, avait avec raison, comme principal carte d'atout dans sa candidature, fait ressortir le fait qu'il avait construit pratiquement toute une section de ce quartier, prouvant ainsi l'intérêt qu'il avait manifesté à sa ville. Et si je ne me trompe pas, ce même candidat d'alors avait, comme principaux lieutenants, ceux-là même qui, aujourd'hui, me reprochent le même dévouement dans mon quartier...

"Si un autre que Jean-Charles Boucher avait construit ces maisons sur la rue Stewart, mes adversaires se seraient sans doute fermé le bec, et je puis le prouver dans la liste suivante de plusieurs autres rues nouvelles dans le quartier Sept et ailleurs, rues qui sont même en meilleure condition que la rue Stewart, mais qui, pourtant, n'ont été l'objet d'aucune critique. J'ai cependant la satisfaction de dire que les améliorations qu'elles ont subies sont dues en partie à l'intérêt que je leur ai porté: les égouts, trottoirs, nivelage avec gravois, et huilage des rues suivantes: Dill, Eustis, Foch, Cassell; les égouts et nivelage avec gravois, des rues Genest, Dion, Hevey, Haley, extension de la Boston Avenue, Glenwood Avenue, East Avenue; trottoirs sur les rues suivantes: avenue Arcadia (en chemin), Sabattus, depuis l'East Avenue jusqu'à la Grove (au-delà de deux milles de long), canton de Rideout, Lisbon Road, etc.

"Le système de l'aqueduc a été amélioré, renouvelé et agrandi dans le canton de Rideout et cela de Thorne's Corner, Sabattus Road, Webster Road et Lisbon Road.

"Les routes suivantes ont été reconstruites et huilées: Webster Road et Old Lisbon Road.

"Le Chadbourn Road a été largi et nivelé.

"La côte de la rue Dean, qui était impraticable, a été élevée et nivelée.

"Voici, de plus, les travaux de construction qui se font ac-

ment dans le quartier Sept: système d'égout sur les rues Webster et East Avenue; extension de la rue Farwell jusqu'à la rue Sabattus, depuis la rue Webster ("scandale" que j'approuve); extension du Scribner Boulevard, depuis la rue Lisbon jusqu'à la rue Webster (autre "scandale" que j'approuve.)

"Et maintenant, allons visiter les "scandales" en dehors du quartier Sept: La rue Russell qui, après des mois d'ouvrage, est devenue un magnifique Boulevard; l'avenue Bellegarde, qui a été construite depuis les trois dernières années et qui est aujourd'hui une des plus belles rues résidentielles de la ville. (Heureusement que M. Bellegarde n'est pas échevin.) Les magnifiques trottoirs construits dans tous les différents quartiers de la ville. Le grand égout dans le terrain Franklin, et qui va éliminer une menace à la santé publique. La construction de la rue Bartlett jusqu'à la East Avenue, ce qui va permettre d'ouvrir toute une section nouvelle de la ville pour fins de construction, etc. etc.

"Pour terminer, permettez-moi de déclarer une fois de plus que je suis un ardent partisan du maire Wiseman et que je l'admire pour le magnifique travail qu'il a fait comme maire de la ville, surtout depuis les trois dernières années, puisque, comme échevin, j'ai été plus à même de connaître de près le dévouement qu'il a consacré à sa municipalité.

"Je demande maintenant à l'electorat du quartier Sept de me renouveler mon mandat pour un autre terme et j'ai confiance qu'il me sera accordé lundi prochain, aux primaires."

J.-C. Boucher.



Honorable Donat J. Levesque

Mayor of Lewiston

1936-37

Oct 19-38

LE MESSENGER

UNE ANNÉE QUI COMMENCE



Cette photographie a été prise lundi midi, à l'hôtel DeWitt, avant le banquet qui eut lieu en l'honneur du maire Jean-Charles Boucher qui venait d'être inauguré. Assis, de gauche à droite. MM. Ernest Damours, de Manchester, N. H., avocat-conseil de l'Association Canado-Américaine et assistant-procureur général de l'Etat; M. Beaudry, aussi de Manchester, organisateur général de l'Association; M. Fernand Jalbert, président de la Cour Martel de l'Association, à Lewiston; le Dr Damase Caron, maire de Manchester depuis dix ans et médecin de l'Association. Debout: MM. Antoine Jean, officier de la Cour Martel; M. Pierre Levêque, ex-membre de la Législature; M. Ernest Desjardins, officier de la Cour Martel; un visiteur du New Hampshire; le maire Jean-Charles Boucher; le Dr Robert J. Wiseman Jr, officier d'Hygiène; M. Roland Faucher, secrétaire au bureau de l'Aqueduc.

La première pharmacie

La première pharmacie à Lewiston fut ouverte par le docteur Louis J. Martel et M. J. E. Cloutier en 1877. Elle était située sur la rue Chestnut, en face des quartiers qui furent plus tard occupés par le "Messenger."

Oct. 1938

lorsqu'il n'était âgé que de 18 ans. Il fut contremaître dans une boulangerie locale pendant quelque temps avant de fonder celle qui aujourd'hui porte son nom. La firme fut incorporée en 1936 et ses officiers sont: M. F. R. Le-



REGIS LEPAGE

La Cie Lepage fait du pain depuis 44 ans

La boulangerie Lepage fut fondée en 1903 par M. F. R. Lepage,



F. R. LEPAGE

et était alors située dans l'édifice Wiseman, sur la rue Chestnut. Un peu plus tard, et depuis plusieurs années, la boulangerie est située à 189-193 rue Park.

M. Lepage est natif de Québec, et vint s'établir aux Etats-Unis

page, président; M. Regis Lepage, vice-président; Mlle Germaine Lepage, trésorière et Mlle Dolores Cloutier, secrétaire.

Un bon nombre des employés sont avec la firme depuis plusieurs années. M. Eugène Coulombe par exemple, contremaître du département du pain, est avec la compagnie depuis 26 ans et pendant cette période de temps, il a dirigé la production de plus de 3,000,000 de livres de pain. M. Pierre Samson est avec la compagnie depuis 33 ans, et pendant ce temps, il a dirigé la production de plus de 6,000,000 de livres de gâteau, 3,000,000 de douzaines de biscuits 2000,000 de douzaines de pâtisserie et 3,000,000 de douzaines de beignes.

M. Maurice Cloutier, gérant de la production est gradué du American Institute of Baking de Chicago, et est employé par la boulangerie Lepage depuis sept ans.

M. Louis Bossé, qui est employé par cette maison depuis 12 ans, est gradué de la Lambert Decorating School de Boston. M. Julien Cloutier, gérant de ventes de la compagnie est à l'emploi de la boulangerie depuis six ans.

Le gérant de la populaire boulangerie est M Régis Lepage, fils du fondateur.

o:

X. venait de perdre son père (possesseur d'une immense fortune rapidement acquise). Et les amis du cercle montraient leur sympathie à l'orphelin:

—De quoi donc est-il mort?

—Oh! de vieillesse!

Et l'on entendit l'un d'eux qui disait dans son coin:

—D'usure!

TWIN CITY BAKING CO., INC.

Fabricants de

PAIN — "TOPPER" — BEIGNETS

ADRESSENT LEURS FÉLICITATIONS

AU MESSENGER, À L'OCCASION

DE SON 60^{ème} ANNIVERSAIRE

10 RUE CHESTNUT, Lewiston Téléphone 1765-J

LONGUE VIE AU MESSENGER !



L. C. PELLETIER CO.

Contracteurs électriciens

Vente et service d'appareils de TV

Accessoires d'éclairage

Brochage industriel et domestique

86 rue Chestnut

Lewiston

Tél. 4-5561

Félicitations au Messenger

Diane's Beauty Salon

DIANE GASTONGUAY, Propriétaire

Ondulations Permanentes et toutes les Branches de
la Culture de Beauté

108 RUE CHESTNUT

Téléphone 1602

Le Bill de Police

Le maire Boucher, M. Fernand Despins et M. Anctil, appuyés par les cinq représentants locaux à la Législature, réclament le Home Rule pour Lewiston.—L'ancien juge Edward Parent revient avec la même chanson que l'an dernier et pose à la vertu !—Le ministre baptiste Percy Vernon dans la même galère.

Plusieurs citoyens de Lewiston sont allés à Augusta, hier, devant le comité des Affaires Légales, pour discuter le bill proposé par le sénateur Jean-Charles Boucher, maire de Lewiston, en faveur de rétablir le système de Home Rule à notre ville en ayant une commission de police nommée par le maire au lieu de l'être par le gouverneur, comme la chose se fait depuis 26 ans.

Va sans dire que même dans un temps comme aujourd'hui, où nos soldats se font inscrire par le gouvernement pour aller se battre pour "nos libertés", il se trouve des individus comme l'ancien juge Edward Parent, et son acolyte, le révérend Percy Vernon, de l'église baptiste, qui crient "au meurtre!" dès l'instant où quelqu'un parle de Home Rule pour une ville comme Lewiston, dont les sept-huitièmes sont de langue française.

Ces deux individus se sont donc trouvés à Augusta, hier, pour débâter contre notre population, au risque même de la faire passer comme criminelle de la pire espèce, dangereuse, corrompue et digne de la potence, aux yeux des législateurs chargés d'entendre la cause à Augusta.

Depuis vingt-six ans, lorsque la Législature presque toute républicaine d'alors, imposa une commission de police d'Etat à Lewiston, sans même daigner accorder un referendum, les citoyens de notre ville ont souvent réclamé de la Législature le droit de se gouverner elle-même. Chaque année, ces mêmes individus, qui se croient peut-être tous "au-dessus de tout soupçon", comme cette femme dont parle les livres anciens, se sont présentés devant

les législateurs, bien souvent moyennant une forte rémunération comme avocats, pour empêcher le Home Rule d'être rétabli.

Ce fut la même chanson, hier, lorsque l'ex-juge Parent, qui avait si bien dégobillé sur nos citoyens l'année dernière, chercha à prêcher la vertu au nom de notre ville en disant qu'il ne voulait pas voir le retour des jours anciens, des jours de 1917, alors que, dit-il, Lewiston passait pour la ville la plus corrompue et la plus pourrie de la Nouvelle-Angleterre.

Evidemment, ce n'est pas dans la bouche d'un juge Parent qu'on peut s'attendre de voir sortir des paroles de louanges à l'adresse de notre élément!

Le révérend Percy Vernon y est allé, lui aussi, de son petit boniment, comme il y est déjà allé dans une certaine presse locale en débâterant contre les politiciens et les plats politiques! Comme s'il avait oublié que le gouverneur a déjà, il n'y a pas si longtemps, donné un fameux plat politique à l'ex-sénateur Harkins, devenu membre de la commission de police.

Pour le Home Rule

Le maire Boucher a présenté la cause du Home Rule et a déclaré qu'il était à peu près temps que la Législature accorde à notre ville le droit de se gouverner elle-même, d'autant plus que lorsqu'on lui a imposé la commission de police nommée par le gouverneur, en 1917, il n'y eut même pas de referendum.

Généralement, dit-il, on accorde même à un criminel le droit de se faire entendre, tandis que la Législature a toujours refusé ce droit aux citoyens de Lewiston. Il devrait être temps de

M. Boucher dit que l'opposition présentera peut-être des lettres à l'appui de la commission actuelle, mais qu'il serait facile de recueillir des milliers de signatures en faveur du Home Rule. Le sénateur Boucher dit que des officiers de police lui ont révélé qu'ils avaient été forcés de collecter des lettres à la demande du chef Johnson. Ce n'est pas de la politique, cela, je suppose? dit-il.

M. Fernand Despins fait aussi un vibrant plaidoyer pour le Home Rule et dit qu'il représente l'Association des Vigilants qui a amené la nouvelle charte à Lewiston. Il dit que la Législature devrait au moins accorder aux citoyens de notre ville (la mieux administrée de la Nouvelle-Angleterre) le droit de se prononcer elle-même au moyen de la boîte de scrutin, d'autant plus que notre ville est la seule du Maine à avoir une commission de police nommée par le gouverneur.

M. Adrien Anctil, percepteur des taxes et trésorier, a également appuyé le bill Boucher et réclamé le droit des citoyens de se prononcer dans un referendum.

Le sénateur Boucher a souligné le fait que par un oubli de l'imprimeur, le referendum attaché à son bill avait été omis. Il insiste pour qu'il soit attaché. De plus, M. Boucher a présenté un bill "compagnon" qui imposerait à toutes les municipalités du Maine une commission de police nommée par le gouverneur, si on refuse à Lewiston le droit dont jouissent ces autres municipalités. C'est un bill de logique qui, d'ailleurs, n'a pas eu d'opposition.

Nos cinq représentants

Les cinq représentants de Lewiston ont eu une tenue magnifique, hier, en se ralliant tous en faveur du bill du Home Rule. Ils ont donné là un bel exemple de leur esprit d'union. Ce sont MM. Henri F. Roy, Henry Forgue, Léo L. Grenier, Léo Bernier et Ernest Boutin. Nul doute que les électeurs se rappelleront de ce geste en temps et lieu, car ils ont rempli, hier, le vrai mandat qui leur avait été confié par les citoyens.

Beauchamp et Redding contre

Ajoutons que l'ex-maire Edw. J. Beauchamp et l'avocat Harold Redding se sont rangés avec le révérend Vernon et l'ex-juge Parent pour demander qu'on refuse aux citoyens de Lewiston le droit de se prononcer eux-mêmes et pour laisser entendre que notre ville n'est pas en mesure de se gouverner elle-même.

Oct. 1938

Will Attempt to Draft Slate for March Election



Left to right—Fernand Despins, Henry Michaud, Dr. H. Irene Marcotte, Ovila Hamel, Bernard L. Harkins, Louis P. Gagne, Henry N. Paradis, Harold N. Skelton, Eugene A. Cloutier, Edgar St. Hilaire, Alfred LeBlanc, and Walter W. Haynes.

Heads of Lewiston's two city committees and of three civic organizations will bring in suggestions for candidates and attempt to draw up a tentative slate when they hold their second meeting at the Lewiston Chamber of Commerce at 8 p.m., Tuesday, Dec. 27.

At their initial meeting, last evening, discussion was led by former mayor Harold N. Skelton, representing the civics division of the Lewiston Chamber of Commerce.

Present on invitation were Alfred J. Leblanc of the chamber; former mayor Henry N. Paradis and Dr. H. Irene Marcotte from the Cercle Commercial; Fernand Despins and Louis P. Gagne from the Vigilants; Walter W. Haynes and Eugene A. Cloutier from the Republican City Committee, and Ovila Hamel, Bernard L. Harkins, and Edgar St. Hilaire from the Democratic City Committee. Henry Michaud, a

member of the latter organization, also was present, as was Arthur B. Landry, secretary of the Lewiston Chamber of Commerce.

The selection of two office holders, Aldermen Harkins and St. Hilaire, was not in the original plan and, inasmuch as the purpose of the conference is to eliminate party politics from the March election, it was considered likely the next conference would include nobody now in office.

It was decided, last night, that each member of the committee should bring in suggestions of candidates for the various elective offices and that the committee would then try to draw up a slate. This in turn would be submitted by the committeemen to the organizations they represent, success of the movement depending on approval or rejection of the slate resulting from the conference.

"Jarrets Noirs"

1930

Voici le texte d'une lettre adressée au "Devoir" de Montréal:
Ste Marie de Beauce,
Octobre 1930

M. le Rédacteur,

Dans votre colonne des Bloc-notes, sous le titre Sobriquets, je viens de lire ces mots: "Qui expliquera chez nous que les gens de telle région du bas de la province s'appelaient jadis: des-blancs, tels autres, jarrets-noirs, etc.?"

Je me laisse aller à la fantaisie de vous écrire au sujet des jarrets-noirs, nom autrefois donné aux gens

de la Beauce particulièrement. En passant, je ferai remarquer,—non pas aux journalistes, mais j'ai constaté que l'erreur se rencontre chez nombre de profanes—que la Beauce n'est pas située dans le bas, mais bien au centre de la province puis qu'elle commence à quelque trente milles au sud de Québec et s'étend encore vers le sud jusqu'à la frontière américaine.

Donc, d'après la tradition, le nom de jarrets-noirs avait été donné aux Beaucerons, par les gens de Québec—les gens de la ville naturellement—aux premiers temps de la colonisation, quand les habitants de la Beauce allaient vendre leurs produits en voiture, sur le marché de Québec.

Ceux qui ont un peu voyagé dan

LE MESSAGE,

la région savent qu'entre Saint-Isidore et Saint-Henri, paroisses situées sur le parcours de la Beauce à Québec, se trouve une savane, une région marécageuse, encore inhabitée parce que trop humide. Autrefois, avant l'époque de la gravelle, à l'âge des "pavés" et des "pontages" en roche, le chemin traversait cette même région. La route était si mauvaise que bien souvent on était obligé de sortir les chevaux embourbés au moyen de grandes perches. Comme les voitures devaient être chargées de produits agricoles,—sucre, beurre, viande, etc.,—j'imagine que la plupart des voyageurs, sinon tous, descendaient de la charrette pour soulager le cheval et traversaient cette plée à pied, ce qui fait qu'habituellement cheval et carretier arrivaient à Québec avec les jambes sales, couvertes de terre noire:

Dans ce temps-là, quand nos grands-pères étaient jeunes, ils étaient beaucoup plus marcheurs que nous ne le sommes aujourd'hui. Ce n'était pas une très grosse affaire alors de partir de Sainte-Marie et de descendre à Québec à pied. J'ai souvent entendu le récit de cet exploit raconté par les vieux de la paroisse et accompli par leurs pères. Les piétons, comme ceux qui allaient en voiture, avaient aussi les jambes sales. Ce qui fait que les Québécois se sont mis à appeler les Beaucerons: Jarrets-noirs. Le caractère étant typique, le nom est vite devenu populaire et général.

Voilà l'histoire que nous racontent les vieux et qu'il faut se hâter de recueillir avant qu'elle ne tombe dans l'oubli.

Si les sobriquets comportent parfois un sens moqueur, pour ridiculiser certains travers des gens, on peut dire que celui de jarrets-noirs est presque un titre de noblesse. Il rappelle, en effet, les exploits et la vie laborieuse de ces braves qui ont traversé un territoire difficile; surmonté des obstacles naturels considérables pour venir fonder les paroisses qui s'échelonnent maintenant avec orgueil sur les bords de la Chaudière.

Il en fallait un courage, une volonté de vivre pour partir de l'île d'Orléans ou de la Côte de Beaupré et s'en aller dans la forêt, à 30, 40 ou 50 milles de Québec, ouvrir une région qui n'avait comme moyen de communications qu'un mauvais chemin de terre. Plusieurs de ces colons—tel mon arrière-grand-père—n'avaient pour toutes ressources qu'une hache, deux bras solides et un courage à toute épreuve.

Les temps sont changés. Aujourd'hui, avec nos moyens de transport, nous faisons confortablement dans une heure,—nous pouvons même le

faire dans un quart d'heure,—que nos devanciers faisaient péniblement dans une de leurs journées qui commençaient à trois heures du matin. Si un jour nous arrivons, si les ressources du progrès ne nous servent pas à l'impatience, nous nous impatientons. Pourtant nous n'aurions pas à monter bien loin dans le passé pour trouver de grandes leçons de patience, de résignation, de belle simplicité et de mâle courage.

UN JARRET-NOIR

ACHETEZ LA LEW-AUB.

Mayor Marcotte Announces He Won't Seek Re-Election

By PAUL MARCOTTE

The Lewiston mayoralty seat was tossed wide open today as Mayor Roland L. Marcotte announced he would not seek the city's top elective post in the upcoming municipal election.

Mayor Marcotte told the Journal, in his statement that advocated a switch from the present form of government to the city manager type, that the job of mayor of the city was too time-consuming and that he would not be able to keep up the pace of holding two positions for another year.

The announcement will undoubtedly make heads spin as political aspirants with an eye toward the mayor's job now see a good shot at that position this year.

Mayor Marcotte, who was instrumental in getting a large number of projects underway this year, including the Lewiston Summer Festival, was expected to seek a second term.

The proprietor of Marcotte Chevrolet, Minot Ave., Auburn, Mayor Marcotte served as mayor in 1952 and 1953, after having been Ward One Alderman in 1949 and 1950.

The mayor's statement is as follows:

"It is impossible for me to muster the additional time re-

quired to carry on a second spirited campaign in a twelve-month period and be physically capable of simultaneously conducting the duties of mayor, my personal business and do justice to my family, therefore, it is my decision not to seek another term as your Chief Magistrate.

"During the last year's campaign, I promised our citizens action on many needed services and programs, which I felt had been neglected for many years, but were necessary, if Lewiston was to move ahead and keep abreast with the rest of the progressive and visionary communities of our country.

"It was my opinion then and is now that negative thinking on the part of too many citizens and negative leadership in government, had to be wiped out if we were to achieve responsible government. The total accomplishments of this year's administration, stands as proof toward removing this negative trend. As a matter of fact, Lewiston is now on the move.

"Twelve years ago, I made my opinion known regarding our present form of government, and that a change was necessary. I am now even more convinced, that a change

Too Busy



MAYOR MARCOTTE

will have to occur in the near future.

"We need more leadership, planning, continuity and efficiency in government, if we are to progress properly, than our present form of government can provide for us.

"Government, like business, is becoming more complex, as the days roll by, and a City Manager with full responsibility of administering all of our City Departments, is surely needed and inevitable.

"I am proud to have been able to serve during this 1964 administration and I continue to serve it to the best of my ability for the remainder of this term."

The mayor pointed out that during the past nine months since he took over this administration, there have been over a dozen new projects or ground-laying work instituted, to get, as he stated, "Lewiston on the move."

One of the largest street and sidewalk programs got underway this year, with work going on at a variety of locations throughout the city.

Recreation Program

During Marcotte's term, the city undertook a city-wide year-round recreational program, with functional headquarters in the Memorial Armory, headed by a full-time recreation director.

Other major projects include the Lewiston Summer Festival, the Thorne's Corner Sewer Project, and a new and closer liaison between city governments and industrial leaders, known as the breakfast meetings.

Mayor Marcotte said he also promoted closer relations between the two communities, sustained support of Urban Renewal and housing for the elderly, and established dignity and decorum at city meetings.

During the past year, the mayor has also promoted the creation of new and good-paying jobs, and the modernization of activities in the Department of Economic Development.

The mayor feels he has made quality appointments to the various boards, and aided in settling the financing of the revaluation project, the purchase of a new fire truck, and a situation concerning the Lewiston sub-station and the Central Maine Power Company, all of which were handed over to him when he took office last January.

Mayor Marcotte has also made application to the Federal government for Accelerated Public Works funds to revamp the city's water supply, and has laid the groundwork for a survey to up-date the city's water rates.

A pilot in the U. S. Air Force during World War II, Marcotte is a member of St. Joseph's parish.

He is married to the former Eileen Hopkins and they have three children, Roland L. Jr., Brian and Mary. The Marcottes reside at 21 Brooks Avenue.

Lewiston's Loss

The decision of Roland L. Marcotte not to seek a second term as Mayor of Lewiston is, in our opinion, Lewiston's loss. Under Marcotte's leadership the city has made progress. This progress has been both material and, for use of a better word, psychological.

In terms of material advancement one can point to the large scale street and sidewalk program and to the expanded programs covering water and sewer systems. In his announcement to the people of Lewiston that he would not seek a second term, the Mayor emphasized his belief that his administration had helped remove what had been a "negative trend" in government. This also seems evident. We only hope the next mayor of the city will be as equally farsighted as Marcotte.

It is no exaggeration to say that Lewiston has made more progress this year than was made in any three or four previous year. A major reason for this was the shift in attitude from "we can't do this" to an affirmative stand that certain things needed to be done and would be done.

As part of his announcement the Mayor advocated an eventual replacement of Lewiston's commission form of government by a city manager type of government. We agree with Marcotte that such a system would be more efficient, but we would want assurances that the setting up of a city manager form of government here would be based upon a charter wherein the manager truly would be able to "manage."

On the basis of the record of the average Board of Mayor and Aldermen in this city over the past two decades, we doubt if many of these boards would have given a city manager a status much above that of errand boy. No city manager worth his salt would work under such conditions, and until Lewiston is prepared to grow up politically we believe a city manager system here would not work well.

We commend Mayor Marcotte for the excellent job he has done while in office.

Lewiston's Loss 10-3

The decision of Roland L. Marcotte not to seek a second term as Mayor of Lewiston is, in our opinion, Lewiston's loss. Under Marcotte's leadership the city has made progress. This progress has been both material and, for use of a better word, psychological.

In terms of material advancement one can point to the large scale street and sidewalk program and to the expanded programs covering water and sewer systems. In his announcement to the people of Lewiston that he would not seek a second term, the Mayor emphasized his belief that his administration had helped remove what had been a "negative trend" in government. This also seems evident. We only hope the next mayor of the city will be as equally farsighted as Marcotte.

It is no exaggeration to say that Lewiston has made more progress this year than was made in any three or four previous year. A major reason for this was the shift in attitude from "we can't do this" to an affirmative stand that certain things needed to be done and would be done.

As part of his announcement the Mayor advocated an eventual replacement of Lewiston's commission form of government by a city manager type of government. We agree with Marcotte that such a system would be more efficient, but we want assurances that the setting up of a city manager form of government here would be based upon a charter wherein the manager truly would be able to "manage."

On the basis of the record of the average Board of Mayor and Aldermen in this city over the past two decades, we doubt if many of these boards would have given a city manager a status much above that of errand boy. No city manager worth his salt would work under such conditions, and until Lewiston is prepared to grow up politically we believe a city manager system here would not work well.

We commend Mayor Marcotte for the excellent job he has done while in office.

Municipalities Face Strain On Budgets, Little State Aid

Oct 18-64

By E. F. PORTER JR.
City Hall Reporter

Maine cities and towns are facing an increasing strain on municipal budgets — and diminishing chances of any substantial help from the state for at least two years.

The subject, nonetheless, is expected to be among the leading topics of conversation among local officials when they gather here Nov. 10 for the annual three-day convention of the Maine Municipal Association.

THE STATE'S local governments, according to MMA estimates, now need from \$20 million to \$22 million to support themselves at their present level of service. At the present rate of increase, this figure will rise to \$34 million by 1970 and will be more than \$40 million by 1973.

While the municipalities receive about \$20 million a year from the state in educational subsidy and smaller amounts from the state and federal government for other purposes, they rely principally on the local property tax.

Of the \$99.6 million collected last year in local taxes in Maine, \$99.3 million was in the form of property taxes.

The effect of this has been to make the property tax in Maine higher than that in any other state save Massachusetts.

The effective rate — that is, the annual tax as a percentage of the real market value of the property assessed — runs 2.4 per cent in both states. Nationally the figure is about 1.4 per cent. In Portland it's about 3.5 per cent.

THE ATTACK ON THE problem could be broken down into two general types of strategies. One is to increase the amount of assistance flowing from the state into municipal coffers. The other is to grant the municipalities new devices for raising their own money.

Both involve action by the Maine Legislature, which has always been reluctant both to increase state taxes and to grant municipalities additional taxing powers.

do the trick but it's considered politically improbable.

According to the best available educated guesses, the legislature will confine its tax hiking activities to incidental taxes like cigarettes and liquor and entirely for the purpose of helping the state budget of the next two-year hump.

There is still a slight possibility, however, that if the voters send a large number of Democrats to Augusta that a move will grow for a state income tax.

While the Democratic state organization is officially cool about income taxes many of its individual members are known to favor it and even some Republicans have indicated they feel it's inevitable.

ON THE SIDE of increased local taxing powers, there are literally dozens of devices in use in other parts of the country which haven't been tried in Maine.

Among them are special sewer service taxes, with businesses and households tied into public sewers, as distinct from those who aren't; park land charges, levied on households according to their proximity to the nearest public open space, and occupational and business taxes,

which are sort of like licenses with fees geared to the volume and type of business.

The MMA's 55-member legislative committee held a closed strategy meeting last week in Augusta to discuss the problem. While MMA executive secretary, Frank G. Chapman was reticent about the proceedings, it was learned unofficially that the group has thrown in the sponge on any major tax proposal that would yield substantial amounts to the municipalities.

They did, however, form a three-man subcommittee to redraft the MMA's official policy statement on taxation for presentation to the annual meeting. The policy statement as it now reads confines the MMA to support only increases in the sales tax and it is reliably reported that the new statement will be more open ended.

Apparently this is a move designed to prepare the MMA to jump on the bandwagon if a strong move for additional taxes develops from some other quarter.

Also in the MMA's tactical arsenal is a public relations program aimed at educating

citizens and lawmakers on the needs of local governments.

The association recently hired a public relations firm to write press releases and prepare speeches on the problem. This helps to insure that the utterances of municipal officials will be knowledgeable and well worded and not embarrassing to the cause of municipal poverty.

THE FINANCIAL problem will come up formally at the annual convention at a symposium featuring Westbrook Mayor Leigh W. Flint, Lewiston Mayor Roland Marcotte, Augusta Mayor Sylvio J. Gilbert and city council chairmen J. Weston Walch, Portland, and Nicholas P. Brountas, Bangor. Other sessions scheduled for the convention:

Planners — Housing code enforcement and urban renewal.

Public Works Officials — Prestressed Concrete and Water pollution.

Police Chiefs — Civil rights disturbances, juvenile delinquency, the role of photography in investigation.

Assessors — Public relations in a revaluation program.

Fire Chiefs — Building new stations, mutual aid (with other communities).

It is unlikely, furthermore, that the legislature at its next session could be persuaded to pass a major tax increase. A small increment in state revenue may be needed to support the next biennial state budget, but last week Gov. John H. Reed indicated at a press conference that no major increase would be called for.

To meet the municipalities needs, would mean a general increase. Even a one-cent increase in the sales tax, the state's principal revenue source, would yield only \$10 million a year, which is half what the MMA says is needed.

A removal of the sales exemption of food would yield perhaps \$14 million, and even that isn't enough. A combination of the two — a five per cent sales tax plus repeal of the food exemption — would

Oct 3-64

Mayor's Announcement Stirs The Lewiston Political Pot

Now that Lewiston Mayor Roland L. Marcotte has officially announced he will not be a candidate for mayor in the next municipal election (see story Page One) all eyes are turned to other possible candidates who may be seeking the job.

Mayor Marcotte's decision not to run for a second term has taken many local politicians by surprise, possibly forcing some to change their tactics and probably the office they had in mind.

It has been reported that former Ward Four Alderman Joseph T. Poulin, who lost in his bid for the mayor's job last year by 434 votes, will run again this year.

Poulin was one of the first candidates to take out nomination papers at the City Clerk's office this week, but he did not officially state which post he is after this year.

Marcotte, in the run-off elec-

tion last December, polled 5,327 votes, to Poulin's 4,893.

Others who ran unsuccessfully in the last mayoralty race were Ernest M. Malenfant, who polled 2,127, and State Sen. Romeo Boisvert, 1,818.

Malenfant also has taken out nomination papers, but has not up to now announced if he would seek the mayor's job again. Perhaps Mayor Marcotte's decision not to run may help Malenfant make up his mind.

There has been no news from Sen. Boisvert's political camp, and observers have no comments regarding his chances this year.

It has been reported that a member of the Board of Aldermen may turn down re-election to his ward seat and instead go for the top job.

In any event, the race is now open to all political aspirants, and it looks like a hot campaign, with possibly a run-off to decide the winner.

Lewiston-Webster Merger

Oct 10, 1964

We admire the enterprise of the residents of Webster who have organized a committee to study the feasibility of a merger of the town with Lewiston. The idea appears to be one which would provide a solution to many of the major problems, financial and educational, of Webster. It also would resolve the future expansion problem of Lewiston.

The question of whether a merger would be too one-sided, to the disadvantage of Lewiston taxpayers, is one which should be faced squarely and honestly. There can be little doubt but what the addition of thirty square miles of territory to the Lewiston area would mean a mushrooming of costs for police and fire protection, for public works service and for education, to mention three principal areas. The initial impact on the city's finances would be severe.

Merging Lewiston and Webster is in an entirely different category from the proposed Lewiston-Auburn merger. We endorsed the latter. We feel that thorough study and definite planning are necessary before any steps toward the former would be justified.

A Lewiston-Webster merger must do much more than solve the town's financial problems. To be desirable, such a merger must hold sufficient guarantee of future benefits to Lewiston to warrant the heavy burden which the city will have to shoulder from the very beginning.

We favor a full exploration of the proposal, as well as public discussion of it. Formation of the Webster committee is a good starting point.

Merger Of Lewiston With Nearby Communities Inevitable, Says Marcotte

By NORMAN FOURNIER
Staff Reporter

LEWISTON — Mayor Roland L. Marcotte says a merger of this city and several of its neighboring communities is "inevitable."

"I may not live to see this merger," he concedes, "but economic conditions will sooner or later necessitate steps in this direction."

Marcotte, who earlier this year proposed an eventual merger of Lewiston with neighboring Auburn, points to a recent proposal by Webster citizens that the town be annexed by the Spindle City.

"The proposal has considerable merit," says the mayor. "Some people of Webster realize that providing adequate education for their youngsters is becoming increasingly difficult, if not impossible. Merging with Lewiston would pro-

vide them with better educational facilities."

THE MAYOR PREDICTS that the growing complexities of municipal government will force the eventual merger of small towns throughout the state into larger units of government.

"It's going to happen, I'll tell you right now," Marcotte says. "The small towns are going out of business."

Webster, with 1,300 residents, is about seven miles from this city's center. The town has several lakes and about 30 square miles of land.

Both of these assets, Marcotte believes, could prove useful to Lewiston's future development if a merger were to take place. The city needs more water, he notes, and the added land — mostly undeveloped — could be used for industrial expansion.

WEBSTER MAINTAINS a small high school, but in recent years the town, according to some, has found it increasingly difficult to raise additional funds to insure adequate educational facilities.

Marcotte believes more and more small towns soon will come to the realization that they can't adequately finance their school systems. It's the responsibility of the state's larger communities, he says, to absorb these economically distressed small towns and pro-

vide all youngsters with adequate educational facilities.

A group of Webster citizens headed by Aime Vachon — a 30-year resident of the town — has been organized to study a proposal to merge with Lewiston. Vachon believes "both communities would benefit from a merger."

Vachon notes that the town's high school is completely inadequate and cannot be adequately maintained to meet the requirements set by the State Board of Education for accreditation.

WEBSTER HAS no town sewers or water systems. Property owners maintain their own septic tanks and wells.

Vachon says his committee will ask the next town meeting to consider an article proposing the merger of Webster with Lewiston.

Meanwhile, Lewiston city officials, other than Mayor Marcotte, have maintained a cautious attitude toward the merger proposal. The feeling seems to be that the proposal has considerable merit, but should be studied carefully before any action is taken.

Marcotte's proposal earlier this year to merge Lewiston and Auburn into one city was referred for further study to citizens advisory committees of both cities. Thus far, the committees have not reported on Marcotte's suggestion.

MARCOTTE, who says the state must soon act to streamline all levels of government in order to keep up with the rest of the country, is convinced a Lewiston-Auburn merger would be easier to arrange than a Lewiston-Webster merger.

Geography and local politics, he says, would seem to indicate as much. But he concedes that his merger proposal may be many years in coming.

Marcotte, who does not seek re-election in the upcoming municipal election, has reiterated his belief that state leaders must assume the responsibility of producing local governments that are more economical to operate.

He advocates abolition of county governments and the merger of many small towns into larger units of local government. Taking a step in this direction, he says, would produce tax savings "undreamed of" by local and state officials.

THE RECENT WEBSTER proposal to merge with Lewiston was an echo of a similar suggestion made by Lisbon Village residents several years ago. Nothing has developed from the proposal to merge Lisbon Village with Lewiston.

Marcotte predicts more merger proposals will be heard in the years to come, as the cost of local governments continue to rise.

SCHOOL CONSTRUCTION GROUP FOR TEXTILE CITY APPOINTED BY MARCOTTE

By ARTHUR BISSON

Mayor Roland L. Marcotte appointed his special ten-member school building committee, Sunday night, to formulate plans for the necessary expansions of three Textile City schools.

Appointed to the special committee, which will oversee the school expansion program, were City Council President William Donovan Jr. of Ward One and Ward Five Alderman Robert L. Couturier. Representing the Finance Board will be Attys. Harold S. Skelton and Phillip Isaacson.

The Education Board's two members on the committee will be Chairman Lionel Raymond and Dean Milton Lindholm. Gerald Lessard will represent the Planning Board.

The three members-at-large, as recommended by the Board of Aldermen last Tuesday, will be Charles Bellegarde of Columbia Avenue, Maurice Laurendeau of 136 Cottage St., and Dr. Fred DiBello of 86 College Rd.

In making the announcement, Mayor Marcotte said a special meeting of the building committee will be called for later this week to begin work.

He said the first item on the agenda will be the election of a chairman and the appointment of an executive secretary. Schools Supt. J. Weldon Russell was named to the secretarial post by Mayor Marcotte and the committee is expected to confirm the appointment.

Mayor Marcotte said he would be sending out letters early this week to all committee members.

The functions of the building committee, as agreed to by the Finance Board's vote of two weeks ago, is that the group will hire an architect, select a design, and build and equip the school additions.

The FB was first approached following a recommendation from the Planning Board which indicated the PB favored the proposed additions to three schools, as recommended by the school board.

The FB also gave the Education Board's proposal the green light and thus authorized the establishment of the building com-

mittee, providing the city council went along.

Last Tuesday, the aldermen approved the plan by a 4-3 margin, placing a \$750,000 price limit on it.

Opposing the proposal were a three-man aldermanic subcommittee which had favored the construction of a new elementary school on a Marcotte Park site. The aldermanic committee was composed of Ward Three Alderman George F. Call, Ward Six Alderman Paul A. Couture and Alderman Couturier.

Couture last week reported he may still try to "adjust" the three-school expansion plan which has the blessings of the FB and PB.

Involved in the expansion program are Lewiston High School and Pettingill and Martel schools. The high school is expected to be increased in size by 20 classrooms. Pettingill would get seven new rooms, and Martel would have four additional classrooms.

At present, the estimated cost of the expansion program has been set at \$720,000.

Supt. Russell requested the FB to establish the committee two weeks ago so that work on the project could be initiated immediately. The school official has pointed out to municipal boards the immediate need for extra classrooms.

Lisbon Voters Okay \$5,000 For Industrial Development

Telegram News Service

LISBON FALLS — This town met in special session Saturday to raise \$5,000 for industrial development. The money is to be expended under supervision of the selectmen.

Approximately 50 voters attended the special town meeting. There was no true opposition although some questions were asked regarding the use to which the money will be put. The motion to raise the funds through borrowing was carried by a four to one margin.

A portion of the \$5,000 will be used to finance the hiring of an industrial agent who will be employed on a part-time basis. As a matter of fact the town of Lisbon, through its Industrial Development Corporation, has already named James Pelletier, formerly with the Maine Department of Economic Development, to help bring in new industries.

First Selectman Amel Kisonak, principal speaker at the meeting, also urged the citizens to cooperate with the townwide survey Monday and Tuesday. This is aimed at obtaining an accurate count of people who are unemployed or about to lose their jobs when Worumbo closes in mid-November.

Kisonak said some people were questioning the manner in which the poll by high school students and teachers

is to be conducted. He assured the citizens the questionnaires will be filled out by the individual and placed in a sealed envelope which will be opened and examined only by those who are making the tabulation.

Kisonak also stressed that next week's manpower survey does not cancel out the data being collected by the Maine Employment Security Commission. The latter, the first selectman explained, involves a personal interview and is intended for use when a prospective industry wants information on types of skills available in Lisbon.

LEWISTONEVENING JOURNAL

LEWISTON-AUBURN, MAINE FRIDAY, OCTOBER 23, 1964

Road Building Price Fix Alleged

Grand Jury Names Bridge Const. Co. And Head Of Firm

Jury Probing Allegations Uncovered by The Journal Also Alleges Conspiracy

By R. BRUCE HUNTINGTON

PORTLAND—A special Federal Grand Jury enpaneled last January to investigate alleged collusion in highway bidding practices in Maine rose today and indicted a prominent Maine highway contractor, Chester G. Bridge of Augusta, on two counts alleging price fixing and defrauding the United States.

Following several months of investigation instigated by a series of Journal articles on the subject early in 1963, the Grand Jury was enpaneled January 16 this year.

U. S. District Attorney Alton A. Lessard of Lewiston today asked the Federal Court for permission to continue the activities of the special Grand Jury for further investigation—which led to the conclusion that more indictments may possibly be forthcoming in the future.

Not Over

Special prosecutor John J. Galgay indicated the investigation isn't over.

The head of the Justice Department's anti-trust division office in New York said:

"Let's just say that the first phase of it is completed."

He wouldn't elaborate.

W. J. Hunt

Co-Conspirators

The indictment, handed down early this afternoon, cited co-conspirators but named only one of them, David Bridge, secretary - treasurer of the Bridge Construction Corp., which also was named as a defendant.

The co-conspirators cited by the Grand Jury were not indicted. Only the Bridge Construction Corp. and its president, Chester G. Bridge, were named in indictments.

The indictment charged that the defendants conspired with other highway contractors in Maine from 1961 to late 1963 to raise and fix prices on highway building projects in Aroostook County—to allocate this business among the conspirators—and to submit rigged bids to the Maine State Highway Commission.

Substantial Funds

The indictment also charged the defendants with conspiring to defraud the United States Government by obstructing lawful functions of the Bureau of Public Roads and by depriving the government of substantial funds allocated by law to build Federal Aid highways.

The indictment alleged that the defendants and co-conspirators knew that under the Federal Highway Act of 1958 the State of Maine would apply for and receive from the United States payments covering 50 per cent of the reimbursable costs incurred in the construction of Federal Aid primary and secondary highways in Maine.

The indictment charges that the defendants and co-conspirators "secretly, deceitfully and collusively agreed to prevent, eliminate and suppress competition by allotting among themselves various Federal Aid, primary and secondary highway construction contracts x x x and secretly agreed to submit collusive, non-competitive bids for said contracts x x x at prices higher than those which would have prevailed had there been no such allocation."

Phone Talks

The Grand Jury charged that on or about July 11, 1961, Bridge, in telephone conversations with at least two individual co-conspirators, discussed an advertised highway contract involving Route 165 in Limestone and the next day at Augusta the corporate defendant and two co-conspirators submitted bids to the Maine State Highway Commission for the contract to construct the Limestone projects.

It also was alleged that on or about July 25, 1962, at Presque Isle, the defendant met with the co-conspirators to discuss the contract to be let for the construction of Routes 163 and 167 at Presque Isle, and then on Aug. 1 the defendant and one co-conspirator submitted bids for the construction of those projects.

The special Grand Jury further stated that on or about

March 5, 1963, David Bridge, secretary-treasurer of the Augusta firm, and a co-conspirator in the indictment, "personally met with another co-conspirator in the offices of the corporate defendant in Augusta, Maine," to discuss contracts to be let for construction of highway projects at U.S. Route 1 and Fairfield-Limestone and then on March 6 submitted bids for the projects.

In another allegation the Grand Jury said that on or about June 4, 1963, Chester Bridge communicated by telephone with two co-conspirators concerning a project titled Dyer Brook-Merrill-Smyrna U.S. Route 2 and then on June 5 the three bid on the job.

"Sham"

The Grand Jury stated in its indictment that "pursuant to said conspiracy and as a result of the acts done in furtherance thereof, the corporate defendant and one co-conspirator were awarded contracts for the construction x x x and have received payments thereunder on the basis of the bids they submitted x x x which they falsely and fraudulently represented to be bonafide, independent, competitive and not the products of collusion or agreement, whereas in fact known to the defendant, but unknown to the United States of America, the said bids submitted were sham, collusive and non-competitive and the said prices were unreasonable, arbitrary and not the result of open competition."

The investigation got underway in March of 1963 when the Journal published a story in which it was revealed that a letter charging collusive bidding practices had been filed away in the offices of the State Highway Commission for two weeks.

At that time, Gov. John H. Reed told the Journal he had no knowledge of the letter having been in possession of the Highway Commission.

Information obtained through a Journal investigation of the allegations set forth in the letter from J. R. Cianchette were subpoenaed by the Federal Grand Jury early in its investigation, and a Journal informant was made available to Federal investigators working on the case.

It was understood that information gained from this informant whose name has not been made public, was instrumental in the preparation of today's indictments.

PB Elects Mrs. Ward As Secretary

The Lewiston Planning Board last evening elected Mrs. Lawrence Ward, its new member, secretary, taking the place of Gerald Lessard who resigned recently.

Read to the assembled board members was a communication from the Union Water Power Co. outlining the need for federal approval of recreational plans for the Androscoggin River.

Board Chairman Lionel Lachance observed: "The river stinks and who wants to have a recreational area on a river that smells like that."

Maybe in 15 or 20 years the community will have such an area but that is in the future, Lachance said. He said he had gone skindiving in the Androscoggin and had seen the bottom of the river and said that no one would want to go swimming there.

Chairman Lachance then pointed out that if the cities along the Androscoggin did not clean up the river, the Federal Government would step in and do the job.

Attorney Daniel Murphy, a board member, told he board that Paul W. Bean of the Union Water Power Co. had contacted him and told him that the Federal Power Commission must give permission in the form of a license in order for UWPC to operate a dam on the river and that reports must be filed with the Federal Power Commission periodically. Murphy said that it is a federal requirement that any plans for a recreational area on rivers must be reported to Washington.

It was suggested that the communication from the board to the Union Water Power Co. inform the company that Lewiston doesn't have any plans now for a recreational area on the Androscoggin River.

Joseph P. R. Roy observed that as river conditions improve the city may be more interested.

Mrs. Lawrence Ward, the new board member, pointed out that as the river pollution is cleared the land around the river will increase in value.

She said that plans to acquire land should be made now instead of later.

Chairman Lachance pointed out that before any plans for the acquisition of land are made, the board members must meet with the counterpart boards of Auburn, Turner, Greene and others. "According to surveys, Auburn has more than one-half of the river land."

Discussion continued about water pollution and the general condition of the Androscoggin River and then discussion centered on why the Androscoggin had not been cleaned up before this. Romeo Begin commented there are a lot of things going on behind the scenes that people are not aware of. Politics are involved and the general public is not informed, he said.

Attorney Daniel Murphy was appointed a committee of one to investigate the federal licensing requirements and report to the board at their next regular meeting.

Lachance then mentioned a letter written by Mayor Roland Marcotte concerning sub-division regulations.

Transfer Funds

John Telow suggested the board appear before the board of Mayor and Alderman to request a transfer of funds so the board could have printed copies of the comprehensive plan book, a volume that contains housing codes and sub-division regulations.

The board members voted unanimously to appear before the board of Mayor and Alderman to request the transfer of funds needed for the printing of the manual.

Chairman Lachance said the Planning Board still has money in its budget, and he did not see why it could not get a transfer to finance the manual print-

Marcotte Urges Lewiston Voters Approve Amendment Allowing Sewer Bond Issue

Lewiston Mayor Roland L. Marcotte today urged Lewiston voters to vote "Yes" next Tuesday on the Constitutional Amendment which would provide a \$25 million bond issue for construction and equipment of pollution abatement facilities in Maine.

The Lewiston mayor pointed out that in the near future Lewiston will be called upon to create sewage treatment facilities in order to alleviate Androscoggin River pollution.

Mayor Marcotte pointed out that the State Legislature, "probably at the coming session, will classify the waters of the Androscoggin and give the city a period of time in which it must do its part in cleaning up the river."

He said that Lewiston, along with Auburn, already has looked into the possible costs concerned in creating a sewage treatment plant and the survey figures were—\$7,575,000. "An impossible sum for Lewiston to come up with unassisted," he said.

The \$25-million bond issue, the mayor pointed out, will be money which will be used to match federal and local funds. The state and federal shares, combined, will be 60 per cent while the local share will be 40 per cent.

"If the state cannot provide the funds to match the federal grants in aid," he said, "the cities involved will have to come up with the whole tab—some \$10-\$12 million for Lewiston-Auburn."

More Reasonable

"On the other hand," he pointed out, "if the money is available at the state level, Lewiston's share would be about \$3 million—a more reasonable bill."

The mayor contended that an example of this is the Thorne's Corner sewer project. He said the state ran out of allocated funds for such work and if it hadn't been for the fact that Skowhegan turned down a sewer project, the money would not have been available for use in Lewiston.

Presently each Legislature has to appropriate funds for planned sewer work. The bond issue, on the other hand, would provide readily available funds for use over the next several years—"without the fear of someone losing out on federal funds because of a lack of appropriation."

In fact, if the bond issue isn't passed at the coming election, he pointed out, the state will lose out on \$700,000 federal money which is available to the state, but cannot be accepted unless it is matched before December.

Mayor Marcotte Calls for "Community Wide Action"

Mayor Roland L. Marcotte of Lewiston has called for "community-wide action" as the citizens of the two cities prepare for participation in the fall Clean-Up Campaign during the week of Oct. 25.

Noting that previous campaigns have been exceptionally successful, Mayor Marcotte said he is quite confident this year's drive will exceed all others "because of the cooperative attitude demonstrated by our property owners, merchants and industrial establishments."

The Textile City mayor pointed out the spring clean-up campaign resulted in 536 loads of trash and 63 junked automobiles being hauled to the municipal dump.

"I would like to particularly commend the Public Works Department for this unusual service — a service that has been a big factor in improving the appearance of the city," the mayor said.

He added that visitors to Lewiston during the Summer Festival commented to city officials about the cleanliness of the streets and yards. "The clean-up campaigns have been an important factor in improving the appearance of the city," he explained.

"I am now calling for community-wide action because the cooperation and unreserved action by everyone is needed to keep our community looking its best. There is room for improvement and I hope this is done in this campaign. I have noted several display signs at the approaches to the city that are either damaged, falling down or are so deteriorated that they are certainly no asset to the owners, or the city."

The mayor urged owners of retail stores, wholesale establishments, garages, filling stations, etc. . . to double check their property to assure the removal of unnecessary or discarded material.

"The impression people get when driving into this city is most important," continued the mayor. "We want visitors to Lewiston to get the right impression that we are people who take pride in our community and the appearance of our property is one way to showing this."

"I will make every effort personally to see that this campaign is a success and I assure all citizens of the complete cooperation of all municipal departments," Mayor Marcotte concluded.

10-64

WEDNESDAY OCTOBER 21 1964

Creation of Central Inspectors' Office Is Approved

10-21

The creation of a central office for Lewiston's various inspectors was unanimously approved at a meeting of the city inspectors last night.

Lewiston Mayor Roland Marcotte outlined for the group the purpose of the meeting. Marcotte said a temporary solution would be to find space to keep the reports and files of inspectors. A long-range solution would be to have an individual inspector for all departments so that the codes of the several departments do not overlap. Under the present system, three and sometimes four inspectors have to go to the same home.

Marcotte said that he is in favor of having a full-time Department of Inspection which would enforce all municipal codes.

William MacDonald, director of the urban renewal authority, gave his ideas on the subject. He said that the federal government requires a comprehensive code and enforcement. MacDonald said homes in Lewiston should be inspected at least once every five years. He said that Washington, before they will approve money for an urban renewal project or other federal grants, must be shown that the codes of a city will be strictly enforced.

MacDonald said he was in favor of having one agency, one department head.

Mayor Marcotte then added that the federal government doesn't want to have to keep going over the codes of cities. They want to be assured that the code is efficient and that the code will be strictly enforced. Marcotte then left the meeting to attend the Board of Mayor and Aldermen's meeting.

Phil Roy, a contractor and a member of the citizens advisory committee, told the meeting about Portland's code and how strict the enforcement is.

Permission Not Given

Roy said that if any proposed building at Portland doesn't meet the code, permission for the building addition is not given.

Health Officer Cecile Levasseur pointed out to the group that Bangor has three full-time inspectors and that Bangor is not as big as Lewiston population-wise.

Fire Chief Roland Dumais said he knew the people of Lewiston did not want to be "restricted" in their actions but he felt a central office for all inspectors with every record kept in that office; the records of the electrical department, the plumbing inspector, and building inspector was a necessity. He said the city should hire full-time inspectors and they should be paid weekly fees.

Building Inspector Charles Buteau agreed with the comments of the group and said that he favored one central office where all files of the various inspectors would be kept.

Looks Bad

Chief Dumais brought up the point that it was possible the various commissions of the various departments would not go along with the ideas of the group. It was agreed by those present that it would be necessary to "check" with each commission.

It was suggested that space be found for a desk, office equipment and two people to work in the office to answer telephones and to help whoever came into the office.

Joseph P. R. Roy, a member of the citizen's advisory committee, said he saw no reason

for employing two people at the start. He said he had never seen an office where a stenographer could not do her work and still answer the telephone. "It looks bad to come into an office and see someone just sitting there," said Roy.

Director MacDonald was asked how long before the work must be done. He said that if possible it should be done by the end of the year and by spring at the latest.

Not Fair to Leblond

Chief Dumais pointed out Electrical Inspector Frederick Leblond was operating under a system of fee payment that was

instituted in 1934. All those in attendance agreed that this was not fair to Leblond.

It was agreed to present the findings of the committee to Mayor Marcotte. Anthony Repose, chairman of the citizen's advisory committee, will meet with Marcotte to discuss costs of the project and to find available space for the office before meeting again.

Marcotte Suggests State Income Tax

Lewiston Mayor Roland L. Marcotte, in an address before the Maine Municipal Association at Portland yesterday afternoon, contended there is poor state leadership on the part of elected officials, and suggested that a state income tax is the only source which can relieve the property owner of the tax burden now falling on him.

"It is my opinion," the mayor said, "that much is due to the lack of leadership by our elected state officials. We are being 'short - changed.' The leaders of this state do not seem to recognize the cold, hard facts of governmental life as it exists in this country today."

The officials, he said, "have become so self - satisfied, indifferent and content with mediocrity that they invariably turn their backs when the truth stares them in the face and become progressively more irresponsible toward their charges, the cities and towns of Maine."

Many Islands

"Some of our leaders almost seem to see our state as a 'great ocean' filled with many islands, each independent from the other, where each can practice isolationism," said Marcotte.

"If nations can no longer practice isolationism, then how can this state or any community therein expect to stand alone; expect to be safe in distance; or expect complete detachment from the daily events going on all around them?"

Mayor Marcotte remarked that "experts in economics, leaders of government, and others associated with important phases of our system have been pointing out the great benefits which have come about through consolidation, merger, and pooling of reserves by many communities."

"We need to rally the resources, the talents, the brain power, and the faithful effort of every responsible citizen to bring the benefits of district organization to our state."

Marcotte went on to say that probably ten such districts could replace the 16 counties and effectively eliminate duplication of effort.

"Yankee Ingenuity"

"I think that the people of Maine are ready to use their 'Yankee ingenuity' and are willing to support a government that will work to bring about a more favorable climate in our state."

"We just can't be like any other states:

— Our leaders: Need to be more aggressive in pursuing governmental economies.

— Our leaders: Need to be more practical in the functions of government.

— Our leaders: Need to analyze, with vision, our antiquated governmental functions, particularly county government.

— Our leaders: Need to be more frugal than those in other states.

— Our leaders: Must have more vision than those in other states' and

— Our leaders: Need to have greater motivation than those in other states.

"Need Help"

"If we are to survive, as cities and towns in this highly competitive business, then, if for no purpose other than our geographical location, reason dictates that we need to do all these things better than any other state just to achieve the same goals."

"I am not one who believes in the 'omnipotent' federal government, but right now the cities and towns of Maine need help."

"We need help from the federal government. We need help from the state government. We need help from our state leaders. And I for one am not too proud to admit it."

Income Tax

Marcotte expressed his belief that a state income tax is the only potential new tax source of sufficient scope to help property taxpayers. The same opinion was voiced by J. Weston Walch, chairman of the Portland City Council, who also spoke at the meeting.

Marcotte said, however, that such a tax should not include corporate income taxation, in order not to scare off potential new industry.

Marcotte also advocated shared revenues, that is a tax revenue shared by the state and municipalities with the state collecting the money and returning it to the cities, minus a small administration fee.

Walch attacked the notion that property ownership is a valid criterion of ability to pay. He cited as an example the case of a once affluent wage earner who now lives on a small fixed income and is taxed the same on his property despite the fact his ability to pay has been considerably reduced.

MMA Executive Secretary Frank G. Chapman said the property tax is less equitable than a gross receipts tax.

The property tax makes no distinction between the healthy and floundering business, he said, whereas the gross receipts tax would make the amount of taxation contingent upon the dollar volume done by a business.

Other speakers at the opening session of the three-day meeting were John W. Conti, chairman of the Bangor City Council, Westbrook Mayor Leigh W. Flint, and Mayor Sylvio J. Gilbert of Augusta.

COURT LEASE IS APPROVED BY 5-0 VOTE

Clifford Says Court Standing Firm on Escape Clause

Lewiston's Board of Mayor and Aldermen went on record Wednesday night favoring a proposed lease of space for the District Court quarters.

The vote was taken following the reading of a report from Corporation Counsel Jere R. Clifford who had investigated a proposal by Ward Six Alderman Paul A. Couture that the "escape clause" be removed from the proposed contract.

Couture objected to the fact that the court would not be liable should an act of the Legislature abolish the system or move the court to a new location. The aldermen had asked that the court be approached on accepting a recommendation that it be liable.

Clifford's ruling was read to the board and was accepted. Ward Seven Alderman Emile Jacques moved that the contract be approved.

A 5-0 vote was taken with Couture and Ward One Alderman William Donovan absent. Both came in later during the session.

In his report, Clifford said that he "contacted Chief Judge Richard Chapman of the Maine District Court relative to the proposed lease. I told him that the board had objected to the provision permitting the District court to be relieved of liability in the event that the court system were abolished or the site of the court were changed by an act of Legislature."

Clifford then went on to note that Chapman was "very firm that this provision had to be in the lease. This is the position of both the Bureau of Public Improvements and the Attorney General's office."

"He also stated," Clifford remarked, "that some 15 other leases have been worked out with various communities throughout the state to date and this provision has been in each of the leases and that no objection has been encountered from any community."

"If the provision is not in the lease," the counsel wrote, "there will be no lease and the District Court will have to seek quarters elsewhere."

The council also tabled a request for a zoning ordinance variance until more information is obtained from the State Fire Insurance Department on the opening of an auction room on Bailey Avenue.

Ward Two Aldermen Bruce J. Clark brought the matter to the floor, explaining that Clarence Footman had received permission to open the unit with the approval of the aldermen.



RESIGNS—Joseph P. R. Roy of Lewiston has resigned from his post on the Citizens Advisory Committee for Urban Renewal, it was announced Wednesday night to the board of aldermen by Mayor Roland L. Marcotte. The mayor pointed out the resignation was due to personal reasons. Roy also serves on the Planning Board and other civic committees.

Building Inspector Charles Buteau, who also was on hand, noted that under law, the unit, which formally served as a chicken house, must have a sprinkler system, but that Footman could be given permission providing one-half inch plaster board be installed throughout the unit.

At first, Footman thought Buteau meant just in the boiler room, so he agreed to the request. A motion was made and further discussion ensued. Then realizing that the project was for the entire building, Footman explained that this would be quite expensive.

Footman told the board some inspectors visited the building and indicated that they were supposed to submit reports, but he has yet to receive any.

At this point, Mayor Roland L. Marcotte explained the board could do nothing until some of the reports are received. A tabling motion was made and action will be taken after the state commissioner completes his report.

In other business, the board approved a Finance Board vote that \$22,000 be borrowed from the Montello Junior High School bond issue to take care of paying a note in the Serial Bond Account and that the money be paid back at the end of the fiscal year providing there is a surplus. The aldermen had sent the recommendation to the FB last week.

A transfer of funds in the amount of \$88.16 from the burial and ambulance services account of the Welfare Department budget for tires and tubes for a loadpacker was also approved.

The council also voted to release for bids a radio monitor which is presently stored in the Police Department. The piece of equipment is old and of no use to the department, the board was told.

To Remove Trees

A report from Public Works Department Director George J. Maher and City Engineer William Adams was accepted and filed and the aldermen approved the acceptance of Jeffrey and Donnelly streets and Marie Circle, providing some discrepancies noted are corrected. The board voted to post for viewing Valley Street and Heathwood Lane which have been presented for formal acceptance. The viewing will be held at 4 p.m. Nov. 13.

A request from Napoleon St. Hilaire for a zoning ordinance variance granting him permission to construct a canopy over a loading platform in the Grand Truck yard was also approved unanimously.

Also receiving passage was an ordinance calling for the installation of a stop sign on Bridge Street at Spring Street. Approval was also granted to a request that nine trees on the Pond Road be cut because of a street project currently underway.

In other business, the board approved the official election returns on Nov. 3, granted pole

permits to the Central Maine Power and New England Telephone and Telegraph companies. Also approved were city licenses, an amusement permit, and a liquor application for the Fairgrounds Hotel and Restaurant.

The Lewiston Daily Sun

Friday, November 13, 1964

Financing Cities and Towns

Mayor Roland L. Marcotte could not have picked a more appropriate time to call public attention to the fact that cities and towns of this state are in desperate need of financial relief. They now must depend almost entirely upon the general property tax for their revenues, and the rates have risen to the point that they are discriminatory.

In his address before the Maine Municipal Association convention in Portland, Mayor Marcotte displayed the same kind of enlightened vision which he showed in his fine inaugural earlier this year. But instead of applying it to a single city, the Mayor applied his vision to the entire state.

Mayor Marcotte emphasized his conviction that "the leaders of this state do not seem to recognize the cold, hard facts of governmental life as it exists in this country today. They have become so self-satisfied, indifferent and content with mediocrity that they invariably turn their backs when the truth stares them in the face and become progressively more irresponsible to their charges, the cities and towns of Maine."

To move forward, he contended, Maine leadership must be more aggressive, more progressive, more frugal, more far sighted, and more motivated than that of other states.

The Mayor's incisive address was not a political speech. He was not attacking either political party. But the very fact that the Republicans have been in power during the years that the financial problem of the towns and cities has risen to critical proportions, and that the electorate just has turned over control of the Legislature to the Democrats, adds political overtones.

Mayor Marcotte was not speaking for the Democratic Party, of which he is a member. But his party will be making a big mistake if it fails to heed his voice. While we do not share the Mayor's conviction that Maine must pass a personal income tax to meet its obligations to the cities and towns, we do feel that the state must share more revenues with the municipalities, as well as open new sources of income to them.

The Democrats have the opportunity to show the way.

DAILY SUN LEWISTON-A LEADERS ARE CRITICIZED BY MARCOTTE

Income Tax Necessary to Relieve Burden from Taxpayers

MMA Told State Officials Are Self-Satisfied and Indifferent

Poor state leadership on the part of elected officials was emphasized Tuesday afternoon by Lewiston Mayor Roland L. Marcotte as he addressed a session of the Maine Municipal Association at Portland.

In his remarks, Mayor Marcotte pointed out that a state income tax is the only potential new tax source of sufficient dimension to relieve the burden of property taxpayers.

"It is my opinion," the mayor said, "that much is due to the lack of leadership by our elected state officials. We are being 'short - changed.' The leaders of this state do not seem to recognize the cold, hard facts of governmental life as it exists in this country today."

The officials, he said, "have become so self - satisfied, indifferent and content with mediocrity that they invariably turn their backs when the truth stares them in the face and become progressively more irresponsible toward their charges, the cities and towns of Maine."

Many Islands

"Some of our leaders almost seem to see our state as a 'great ocean' filled with many islands, each independent from the other, where each can practice isolationism," said Marcotte.

"If nations can no longer practice isolationism, then how can this state or any community therein expect to stand alone; expect to be safe in distance; or expect complete detachment from the daily events going on all around them?"

Mayor Marcotte remarked that "experts in economics, leaders of government, and others associated with important phases of our system have been pointing out the great benefits which have come about through consolidation, merger, and pooling of resources by many communities."

"We need to rally the resources, the talents, the brain power, and the faithful effort of every responsible citizen to bring the benefits of district organization to our state."

Marcotte went on to say that probably ten such districts could replace the 16 counties and effectively eliminate duplication of effort.

our
state

They need it wherever they can find it. And for those communities who are willing to help themselves, they indeed need encouragement.

"We need help from the federal government. We need help from the state government. We need help from our state leaders. And I for one am not too proud to admit it."

Income Tax

Marcotte expressed his belief that a state income tax is the only potential new tax source of sufficient scope to help property taxpayers. The same opinion was voiced by J. Weston Walch, chairman of the Portland City Council, who also spoke at the meeting.

Marcotte said, however, that such a tax should not include corporate income taxation, in order not to scare off potential new industry.

Marcotte also advocated shared revenues, that is a tax revenue shared by the state and municipalities with the state collecting the money and returning it to the cities, minus a small administration fee.

Walch attacked the notion that property ownership is a valid criterion of ability to pay. He cited as an example the case of a once affluent wage earner who now lives on a small fixed income and is taxed the same on his property despite the fact his ability to pay has been considerably reduced.

MMA Executive Secretary Frank G. Chapman said the property tax is less equitable than a gross receipts tax.

The property tax makes no distinction between the healthy and floundering business, he said, whereas the gross receipts tax would make the amount of taxation contingent upon the dollar volume done by a business.

Other speakers at the opening session of the three-day meeting were John W. Conti, chairman of the Bangor City Council, Westbrook Mayor Leigh W. Flint, and Mayor Sylvio J. Gilbert of Augusta.

"Yankee Ingenuity"

~~But think that the people of~~
Maine are ready to use their "Yankee ingenuity" and are willing to support a government that will work to bring about a more favorable climate in our state.

"We just can't be like any other states:

— Our leaders: Need to be more aggressive in pursuing governmental economies.

— Our leaders: Need to be more practical in the functions of government.

— Our leaders: Need to analyze, with vision, our antiquated governmental functions, particularly county government.

— Our leaders: Need to be more frugal than those in other states.

— Our leaders: Must have more vision than those in other states' and

— Our leaders: Need to have greater motivation than those in other states.

"Need Help"

"If we are to survive, as cities and towns in this highly competitive business, then, if for no purpose other than our geographical location, reason dictates that we need to do all these things better than any other state just to achieve the same goals.

"I am not one who believes in the 'omnipotent' federal government, but right now the cities and towns of Maine need help.

New Housing Law May

By NORMAN FOURNIER
and E. F. PORTER JR.

LEWISTON — Provisions of the recently adopted Housing Act of 1964 may delay execution of a \$2.25 million downtown urban renewal project here.

Mayor Roland L. Marcotte Saturday appeared concerned with new federal regulations dealing with rehabilitation of buildings deemed environmentally deficient but not structurally unsound.

Nineteen of the 54 buildings slated for demolition in the city's proposed Park Street project fit in this category. Under the newly passed Housing Act, owners of these buildings may be eligible for low interest loans to rehabilitate their properties.

Controversy over the so-called Erieview renewal in Cleveland, Ohio, says Marcotte, may have precipitated the new rehabilitation provision.

MARCOTTE FEARS the new regulations may delay federal approval of the city's first renewal project. Earlier, city officials had anticipated the project would be ready for City Council action sometime this month. Now, says Marcotte, the picture may have changed.

William MacDonald, executive director of the Lewiston Urban Renewal Authority, agrees the new housing act "will present some complications." But MacDonald says the complications are not insurmountable. He explains the new law will require that he provide the federal government with additional information on the 19 buildings which are still structurally sound but considered environmentally deficient.

MacDonald says demolition of these buildings is necessary to make possible the proposed clearance of the 15-acre Park Street project. This assurance, he adds, is one of the new federal requirements demanded of local renewal authorities. Federal officials will decide if the clearance is necessary.

In addition, it's possible the City Council may be asked to approve, separately, demolition of the buildings considered structurally sound but environmentally deficient.

MACDONALD SAYS he is uncertain how the new regulations will be interpreted. At this point, he says, "no one really knows what it means."

Section 307 of the Housing Law—the section in question—bans demolition in renewal projects "unless the administrator (of the Housing and Home Finance Agency) determines that the objectives of the urban renewal plan could not be achieved through rehabilitation of the project area."

While this may alarm officials connecting with major demolition projects such as Lewiston's, veterans in the field point out that this still leaves the question of rehabilitation—as opposed to demolition—pretty much up to the discretion of federal renewal officials.

Just how they will use this discretion, no one is exactly sure, since no administrative regulations incorporating the new law have yet been promulgated.

According to James McKeon, staff assistant of the House subcommittee on housing, Section 307 is merely "hortatory" and has no real teeth in it. In effect, he says, it urges HHFA to give all possible consideration to rehabilitation before authorizing bulldozers.

THE SECTION has no effect on projects already approved or under way, he notes.

McKeon says the section is known as the Widnall Amendment, after its sponsor, Rep. William Beck Widnall, a conservative New Jersey Republican who serves on the housing subcommittee and is hostile to renewal.

The section was included to mollify Widnall and others in his camp as an alternative to amendments which would cripple the program, McKeon indicates. As much as anything, it was a face-saving device, McKeon hints.

According to Portland Renewal Authority Director Howard U. Heller, the predictable effect of Section 307 is one more item of red tape. It will require local governments to include a paragraph in their resolutions on clearance projects to the effect that rehabilitation is not feasible.

Hamper Lewiston Renewal

Portland, Maine, Sunday Telegram, October 18, 1964

In this respect, Heller indicates, it will become meaningless boiler plate—just words stuck in because they're required but which perform no useful function.

DETERMINATION of whether a building—to say nothing of an area—is worth salvaging is extremely difficult and sometimes subjective, Heller continues. "It's impossible to stand in the street and look at a building, and say whether it can be economically rehabilitated," he points out.

The danger of the new legal provision is that inexperienced renewal officials might be more tempted to launch a rehabilitation project in an area which really ought to be torn down," Heller says.

Efforts to substitute rehabilitation for clearance are often disappointing, Heller adds, pointing to Portland's Bayside project area.

In Bayside, a rundown, low income residential area, a number of buildings that once were slated for rehabilitation have had to come down because no one could be found to do the rehabilitation despite the availability of special financing. The result is that the Renewal Authority is having to ask the federal government for money with which to complete the project.

HELLER suggested that Section 307 may work to put a crimp in future projects such as Erieview in Cleveland, and clearance for an intown University of Illinois campus in Chicago. Both have been criticized and even beset with litigation because they involved ripping down standard buildings to make room for bold new development.

It may be that local renewal authorities will be forced to make more of an effort to prove that the old buildings have outworn their usefulness. Renewal largely for the sake of making room for new development may have seen its day.

Oct 18-64
In Lewiston Area

Fantus Co. Ends Contract With ARA For Survey

LEWISTON — The Fantus Co., one of this nation's most prominent industrial locating firms, has ended its contract with the Area Redevelopment Administration to conduct a \$27,000 survey of the Lewiston-Auburn-Lisbon Falls area to discover what industries are best suited to come into that area.

Confirmation came from Afons M. Tavares Jr., Westfield, N.J., executive director of the Auburn Business Development Corp. from 1958 to 1961 and the man Fantus sent here to conduct the survey.

Tavares came to this area last week. Friday, he left for good, he said. Contacted at his home Saturday, Tavares said Fantus and the ARA had reached an "amicable agreement" the firm wouldn't continue with the contract.

Leonard C. Yaseen, Larchmont, N.Y., Fantus president, would make no comment.

Iverson Mitchell, Washington, D. C., director of the ARA part of the project, couldn't be contacted. Ralph Barnett, Cape Elizabeth, ARA Maine field head, also couldn't be reached.

Exact reasons for the contract split aren't clear. ARA officials perhaps will supply some later.

RUMORS HAVE already been printed that political pressure exerted on Fantus angered company officials and decided them to pull out. It's been reported Tavares felt personal grudges made here while he was ABDC director had to do with that pressure.

In Lisbon Falls, John D. Harris, president of the Lisbon Industrial Development Corp., said many in his economically-stricken community "couldn't see why another survey should be made."

"It looked to many of us that this was a long-range program that would do little for the Lisbon Falls area," Harris said.

"Tavares admitted it wouldn't do much for us. The Fantus Co. is certainly well-known and

recognized in its field but we think it should have put more thought into this program."

Harris said that these views of people in Lisbon and Lisbon Falls were known to Mitchell.

Harris denied James Pelletier, former industrial development agent and consultant for the Department of Economic Development and now working for the Lisbon group, had made any recommendations on Tavares.

The Lisbon-Lisbon Falls area has been hit by the closing of the Deering Milliken Company's Farnsworth Mill and the coming shutdown of the J. P. Stevens Company's Worumbo Mill.

Samuel Michael, Lewiston economic development department chief, said he had been questioned about Tavares by representatives of Sen. Muskie's office. He wouldn't name who they were. Others asked him about the Fantus program for the area. Most of the questions came Tuesday during the visit of Sen. Hubert H. Humphrey here, he said.

"I told them that Al was all right personally," Michael reported Saturday. "However, I know there are other people in the area who questioned whether a man who was fired from his Auburn post should head up such a project."

MONROE S. FITZHERBERT, who was president of the Auburn Business Development Corp. at the time Tavares left, denied flatly Saturday that Tavares had been fired from his ABDC post.

Michael said he first felt that the Fantus program wouldn't be helpful for the Lisbon area. However, a Fantus vice president visited him and, after a talk, Michael said, he became convinced that the \$27,000 project would do something new for the area and help it.

On the political pressure side, John Jabar, Sen. Muskie's area representative, said he hadn't been contacted at all about the Fantus situation and knew nothing of the decision to pull out of the project.

Lincoln Street Sub Station Is Accepted

The Lewiston Board of Mayor and Aldermen last evening accepted the Lincoln Street fire sub-station which, since it was constructed some months ago, has been a point of contention. The \$100,000 building was approved with one condition, that a kitchen door jam be adjusted so it fits properly.

In addition, the official documents accepting the station will not be signed by Mayor Roland L. Marcotte until the work is completed and meets with the approval of a special two-member committee consisting of Mayor Marcotte and Ward Six Alderman Paul A. Couture.

The station, which was officially accepted by the Fire Commission earlier this year, was accepted by the city council by a 5-2 vote on Wednesday with Couture and Ward Three Alderman George F. Call casting ballots in opposition.

No Change

Couture, who had led a majority faction of the council opposing the acceptance of the new station for alleged discrepancies, again objected to the approval.

The veteran city council member informed the board, after looking over the station for about 15 minutes, that he "didn't see any change" since the council visited the building about one month ago.

"Those cracks have been filled with gum or something like that, I don't know what it is," declared Couture as he attempted to have the council delay acceptance again. He noted that cracks in a storage room, along a wall in the stairwell, and near windows were still evident.

After deliberating for some time, Ward Seven Alderman Emile Jacques asked Couture, "What else can they do?" Couture noted that the kitchen door, which has since been weather stripped, is still not a proper fit and this should be corrected.

"This board can do what it wants," Couture said, "but I am not ready to accept this, if I am here to protect the people."

Two-Man Committee

"We are the guardians of the taxpayers' money," Couture added. Jacques then sided with Couture, conceding there "is quite a crack. There's no getting around it."

But, Jacques came up with an alternative. "Why can't we accept it with a stipulation" that the door be adjusted.

Couture was quick to retaliate, "Why didn't they fix it? They've had plenty of time."

Mayor Marcotte told Couture that if the motion, as amended, met with the board's approval, he would make sure that the work is done. But Couture objected to the acceptance once again.

The Ward Six alderman insisted the board could accept the building only when it is actually ready. Jacques then formally made his recommendation as an amendment to a motion made by Ward Two Alderman Bruce J. Clark in the city council chambers almost one hour earlier.

"They did a nice job," Marcotte said referring to the bonding company's part in the project. He then informed the board that before he would sign the papers officially accepting the building, he would appoint a committee of two to check the unit. "That committee," Marcotte said, "can consist of you (looking at Couture) and me."

Stands Firm

Couture stood firm. He told the board members that they could vote anyway they wanted but that he would have to cast a negative ballot.

On a motion to approve the amendment, a 5-2 vote was cast with both Couture and Call objecting. The formal acceptance of the unit was by a 5-2 vote with the same members opposing the action. The votes were taken at the station, about one hour after the subject was brought to the floor.

The council held its regular session at the city building chambers and was about ready to go home when Mayor Marcotte presented a report from the bonding company saying everything had been completed.

Clark made a motion that the building be accepted and it was seconded by Ward Four Alderman Leo St. Pierre. But Call then asked for a five-minute recess because Couture had not arrived and did have an opinion to express.



RICHELIEU SPEAKER—

Lewiston Mayor Roland L. Marcotte will address the semi-monthly dinner meeting of the Richelieu Club which will be held at 6:30 p.m. Wednesday at

OUR ROOMS, bath, heated, shed, 52
Shawmut St., Lew.

Mayor Doesn't Accept Fire Station; Work Being Done 11-7

Mayor Roland L. Marcotte of Lewiston met with a representative of the bonding company at the Lincoln Street fire substation, late Friday afternoon, but the building wasn't accepted.

"There are still some odds and ends to be done," Marcotte said afterward when contacted by a newsman.

Earlier this week, the City Council voted to accept the substation on condition a kitchen door is repaired. A few other things were pointed out as well, at the Friday afternoon session which was attended by Ward Six Alderman Paul A. Couture, City Controller Laurier T. Raymond, Roger Whitmore of the bonding company, Marcotte and a representative

of the Cote contracting company.

"There are a few small items there," the mayor reported. "I will wait until it's all ironed out."

The mayor reported the station should be ready for acceptance next week. He said the work is being done now.

Marcotte has authority from the City Council to sign the official acceptance papers as soon as the mayor feels everything is in proper order. The Fire Department will move in men and equipment as soon as the substation, a \$100,000 Accelerated Public Works Act project, is turned over to the city. The firemen have been waiting nearly a year from the original estimated completion date.

Open House at Lewiston's New Fire Station Planned 11-7

Lewiston Fire Chief Roland G. Dumais said today that "if things go well" there may be an open house next Sunday (Nov. 15) at the new Lincoln St. Fire Station.

The chief and Mayor Roland L. Marcotte said that the little things holding up final acceptance of the fire station, should be ironed out by Mon-

day.

If the building is accepted early next week, Chief Dumais will probably call together the fire commissioners, to decide when the department will move into its new quarters.

Dumais said he has received a firm date from the telephone company, that phone service would be ready by Thursday at the latest, and it is expected to be sooner than that.

The fire department would not move into the new building without proper telephone facilities being available, the chief indicated.

"It will take only a few hours for us to move into the new building," Dumais said.

The open house will not be officially scheduled until the commissioners have agreed on it.

Mayor Marcotte told the Journal today that the condition of the kitchen door, which had held up the final approval this week, is now okay, but there is now another door holding up approval.

Goodwill Industries To Be Introduced at Luncheon

More than a dozen Lewiston-Auburn residents have been invited to attend a luncheon tomorrow, scheduled for the purpose of introducing Goodwill Industries to the Twin Cities area.

Robert Gremley, Auburn banker and chairman of the luncheon, noted today that the organization, a non-profit, non-sectarian group, will open facilities in Lewiston in the near future. Tomorrow's luncheon, to be held at the Holiday Inn in Auburn, at noon, is designed to introduce the organization to the Lewiston-Auburn area.

Gremley said Goodwill Industries, highly respected nationwide, specializes in the training of handicapped persons. He said that the group gathers used material and employs handicapped persons to repair the items for distribution.

Goodwill Industries currently has a number of warehouses and needs retail outlets for its merchandise. The organization has obtained space formerly occupied by the Camera Service Center at 204 Lisbon Street in Lewiston and will operate the property as a store.

Training Program

Gremley, an official of the Casco Bank and Trust Co., said the organization, which has operated in the Portland area for some time, hopes to set up a training program in the Twin Cities.

On hand from the Portland area tomorrow will be W. Harper Welch, president of the Portland branch of Goodwill Industries, and businessmen Paul Niven, Israel Bernstein and Louis Benoit.

Invited to attend the session from the Twin Cities are Mrs. Cynthia Rydholm, president of the Pepsi Cola Bottling Co.; William P. Tewhey, executive vice-president of the Lewiston-Auburn Area Chamber of Commerce; Rev. Frederick D. Hayes, pastor of the High Street Congregational Church; Jerome Ross, proprietor of Star Millinery and Cloak Co.; Faunce Pendexter, editorial writer for the Lewiston Evening Journal; Arthur Bennett,

director of the Lewiston-Auburn School for Intellectually Handicapped; George Orestis, president of the George Orestis Investment Corp.; Charles Levin, Lewiston realtor; Rev. T. Lee Burns of St. Patrick's Church.

H. L. Gosselin, assistant to the president of the Bates Manufacturing Co.; Lewiston Mayor Roland L. Marcotte; Auburn Mayor Harry W. Woodard; Auburn Postmaster Donald C. Gautier; Robert Hudson, district supervisor for the Central Maine Power Co.; Maine Supreme Court Justice Donald W. Webber; and Stanley G. Snow, president of Snow's, Inc.

Insurance Contract Approved

Following several months of deliberations, the Lewiston Board of Finance last night approved a contract to two low bidders for municipal property insurance.

The cost of the coverage is \$14,236 per year, which means a saving of about \$8,264 annually over the old system.

When the question of insuring the city came up several months ago, it was revealed by the Lewiston Insurance Committee, made up of local insurance agents, that it would be impossible to furnish the city the needed insurance any cheaper.

Making the recommendation to the FB members was City Controller Laurier T. Raymond.

In his report to the board, Raymond said that all bids "submitted on the city's Special Multi-Peril Insurance Program have been tabulated and evaluated as to their conforming with the specifications prepared on the basis of the city's present blanket coverage.

"The low bids submitted by Cobb-Winslow Company and Walter Emerson & Son, from all indications, comply with the bid specifications.

"In view of the fact that the two bids are identical," Raymond went on, "it would be my recommendation that the board consider awarding the bid to both bidders to be divided equally, subject to a final check on the receipt of the new policy.

"After consulting with the Insurance Committee and also with a private insurance consultant relative to the cancellation cost, it is recommended that the present policy be canceled as of Dec. 10, 1964, which is the eight-month anniversary date of the policy."

Raymond then went on to give a cost analysis of the cancellation of the present policy, which, prepaid as of April 10, 1964, is \$47,829. The controller noted that the total return premium is \$30,132.27 which includes a penalty charge (for canceling) of \$1,721.84. Deducting the premium of the new policy would result in a net return premium of \$15,896.27.

Cobb-Winslow Inc. is represented by the Phoenix Association Company of New York, one of the ten leading insurance firms in the country, the board was told.

Under the policy currently in effect, the annual premium is \$22,500, multiplied by three years for a total premium cost of \$67,500. The plan, which was approved Monday, calls for the annual premium of \$14,238, or \$42,708 over a three-year period.

While discussing it, Goudreau asked Raymond if the \$15,000 return premium would be received by the end of the year and the controller replied in the affirmative.

Mayor Roland L. Marcotte urged the board to make sure that the specifications of the contract are followed through prior to the actual acceptance of the policy.

Raymond said he spoke with representatives of both firms involved and both parties are prepared to share the policy. He further added that the contract approval would be "subject to a final check of the policy."

Dr. Michael J. Harkins then expressed his appreciation to Goudreau "for getting this ball rolling and saving the city a considerable amount."

The new policy calls for total fire coverage in the amount of \$10,960,989, plus public liability insurance. Raymond noted that the new policy would go into effect Dec. 10.

The firms awarded the contract were among 11 companies that bid on the city's insurance program. Atty. Harold Skelton was the only board member absent from the session.

LEADERS ARE CRITICIZED BY MARCOTTE

Income Tax Necessary to Relieve Burden from Taxpayers

MMA Told State Officials Are Self-Satisfied and Indifferent

Poor state leadership on the part of elected officials was emphasized Tuesday afternoon by Lewiston Mayor Roland L. Marcotte as he addressed a session of the Maine Municipal Association at Portland.

In his remarks, Mayor Marcotte pointed out that a state income tax is the only potential new tax source of sufficient dimension to relieve the burden of property taxpayers.

"It is my opinion," the mayor said, "that much is due to the lack of leadership by our elected state officials. We are being 'short - changed.' The leaders of this state do not seem to recognize the cold, hard facts of governmental life as it exists in this country today."

The officials, he said, "have become so self - satisfied, indifferent and content with mediocrity that they invariably turn their backs when the truth stares them in the face and become progressively more irresponsible toward their charges, the cities and towns of Maine."

Many Islands

"Some of our leaders almost seem to see our state as a 'great ocean' filled with many islands, each independent from the other, where each can practice isolationism," said Marcotte.

"If nations can no longer practice isolationism, then how can this state or any community therein expect to stand alone; expect to be safe in distance; or expect complete detachment from the daily events going on all around them?"

Mayor Marcotte remarked that "experts in economics, leaders of government, and others associated with important phases of our system have been pointing out the great benefits which have come about through consolidation, merger, and pooling of reserves by many communities."

"We need to rally the resources, the talents, the brain power, and the faithful effort of every responsible citizen to bring the benefits of district organization to our state."

Marcotte went on to say that probably ten such districts could replace the 16 counties and effectively eliminate duplication of effort.

"Yankee Ingenuity"

"I think that the people of Maine are ready to use their 'Yankee ingenuity' and are willing to support a government that will work to bring about a more favorable climate in our state."

"We just can't be like any other states:

— Our leaders: Need to be more aggressive in pursuing governmental economies.

— Our leaders: Need to be more practical in the functions of government.

— Our leaders: Need to analyze, with vision, our antiquated governmental functions, particularly county government.

— Our leaders: Need to be more frugal than those in other states.

— Our leaders: Must have more vision than those in other states; and

— Our leaders: Need to have greater motivation than those in other states.

"Need Help"

"If we are to survive, as cities and towns in this highly competitive business, then, if for no purpose other than our geographical location, reason dictates that we need to do all these things better than any other state just to achieve the same goals."

"I am not one who believes in the 'omnipotent' federal government, but right now the cities and towns of Maine need help."

They need it wherever they can find it. And for those communities who are willing to help themselves, they indeed need encouragement.

"We need help from the federal government. We need help from the state government. We need help from our state leaders. And I for one am not too proud to admit it."

Income Tax

Marcotte expressed his belief that a state income tax is the only potential new tax source of sufficient scope to help property taxpayers. The same opinion was voiced by J. Weston Walch, chairman of the Portland City Council, who also spoke at the meeting.

Marcotte said, however, that such a tax should not include corporate income taxation, in order not to scare off potential new industry.

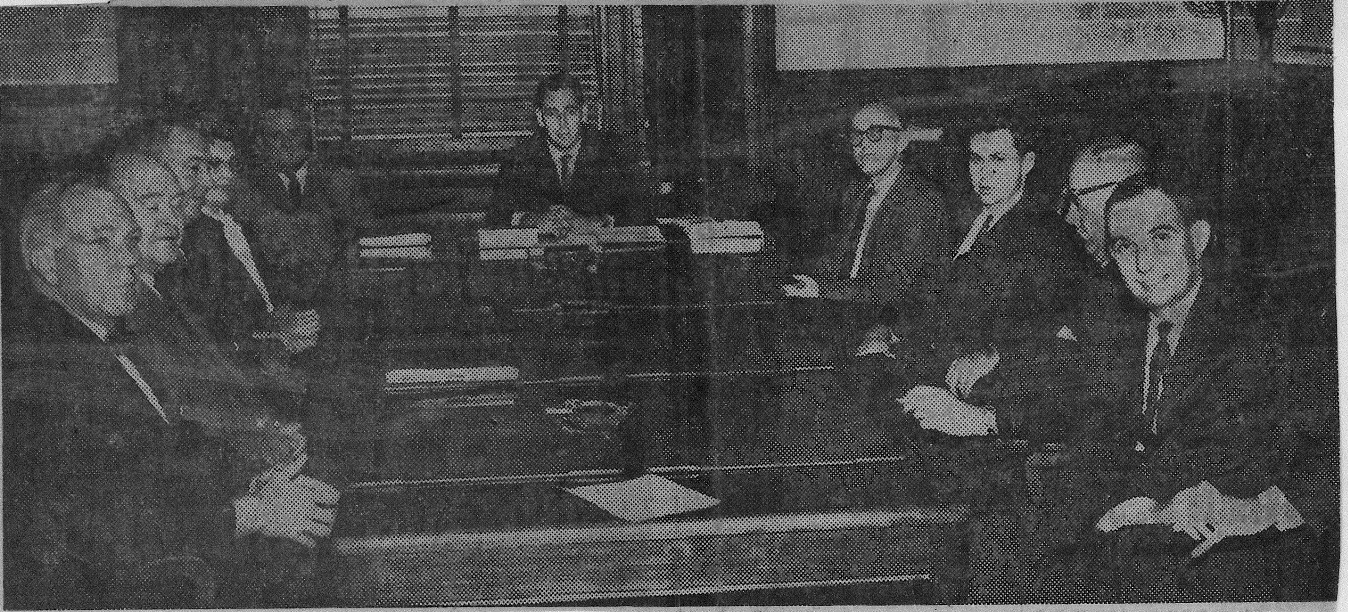
Marcotte also advocated shared revenues, that is a tax revenue shared by the state and municipalities with the state collecting the money and returning it to the cities, minus a small administration fee.

Walch attacked the notion that property ownership is a valid criterion of ability to pay. He cited as an example the case of a once affluent wage earner who now lives on a small fixed income and is taxed the same on his property despite the fact his ability to pay has been considerably reduced.

MMA Executive Secretary Frank G. Chapman said the property tax is less equitable than a gross receipts tax.

The property tax makes no distinction between the healthy and floundering business, he said, whereas the gross receipts tax would make the amount of taxation contingent upon the dollar volume done by a business.

Other speakers at the opening session of the three-day meeting were John W. Conti, chairman of the Bangor City Council, Westbrook Mayor Leigh W. Flint, and Mayor Sylvio J. Gilbert of Augusta.



EAST AVENUE ZONE CHANGE AIRED AGAIN

New Twist Developed in Rezoning Plan for Lisbon St.

Area Residents Are Up in
Arms, Many Ready to
Fight Once More

By ARTHUR BISSON

The controversial issue of rezoning a segment of East Avenue, between Lisbon and Bartlett streets, is once again making the headlines, but this time with a new twist.

Instead of re-zoning East Avenue, the request, which is expected to be presented to the Board of Mayor and Aldermen as soon as the Zoning Board of Appeals and Planning Board take appropriate action, is that of extending a commercialized section of Lisbon Street, between East and Androscoggin avenues, to Bartlett Street.

The request has not been presented to the city council, although some aldermen are familiar with the plan, nor has it been presented to the ZBA and PB. The two latter boards met Tuesday night to hear a request for a public meeting to discuss the probability of locating a large department store on East Avenue Franklin Company land and adjacent properties.

Table Request

The results of Tuesday's joint session found the ZBA favoring a public meeting, but the desire to think over the proposal and thus tabled the matter until their regular meeting slated for 7:30 p.m. next Tuesday at the Park Street building.

At the joint meeting, Maurice L. Goulet of Lewiston, who identified himself as a business and insurance consultant, approached the two groups with the public hearing request, noting that Mayor Roland L. Marcotte had been working with him in trying to locate a huge one-story department store in Lewiston.

Goulet advised the boards that his client was interested in locating as close to the downtown area as possible, and after looking over the Main and Sabbattus streets area, the only conclusion was the area from Lisbon to Bartlett streets, between East and Androscoggin avenues, was the only possible place.

The consultant reported his client would have the main entrance to the department store on Lisbon Street, with plenty of parking area for customers. He noted that the firm was interested in purchasing about 15 acres of land.

In addition, Goulet told the boards his client was willing to put in writing a deed giving the city a parcel of land at the Bartlett Street-East Avenue corner to be used as a playground area.

He noted the building would occupy 100,000 square feet of land and would be set back from Lisbon Street and would be 180 feet from East Avenue. The plans, he also pointed out, would call for entrances on Bartlett Street and possibly on East Avenue.

As his plans were explained, PB member John Telow voiced strong opposition. Telow remarked he was "not against new businesses coming into town," but said he did not favor "hurting the people" of the area.

Since Tuesday, residents of the area have become alarmed with the plans, remembering that it was only two months ago that a firm interested in locating a shopping center in that area was refused a zone change.

Members of the ZBA and PB were somewhat disturbed Tuesday night when they arrived for the special meeting called by Mayor Marcotte. None of those present, other than Goulet and

Building Inspector Charles A. Buteau, who had been briefed only a short time previously, had any idea what the session was for.

But when the plans were discussed, several members expressed dissatisfaction as they remarked this was the same problem which was faced late this summer.

PB Vice Chairman Telow again expressed his stand on the question Thursday night as he spoke with a newsman. Telow was worried about another special meeting which has been called by Mayor Marcotte for 7 p.m. next Tuesday night of both the PB and ZBA.

Apparently, Mayor Marcotte is interested in getting the story straight and he is expected to address both boards at that session.

The question Telow has is that his board is not slated to act on the Goulet request until its regular meeting at 7:30 p.m. next Tuesday.

The PB official reported Thursday that his group has an agenda planned for Tuesday next which calls for the board's attendance at a city council meeting to request a transfer of funds for the printing of a manual.

Questioned on the legality of the special meeting, Corporation Counsel Jere R. Clifford reported the session can be held. It was also noted that if the PB wants to conduct its regular meeting at 7:30 p.m., it can call for a recess of the special meeting and then conduct its regular business.

Meanwhile, the East Avenue area residents had loaded their mental weapons. Some are expected to report to the next joint meeting to express some dissatisfaction in the proposal, and to reiterate their charges that they have faced this problem before.

City Council Will Get Report on Cost of First Annual Summer Festival

Members of the Lewiston City Council, at their regular meeting on Tuesday evening, will learn from the City Treasurer that it cost the taxpayers of Lewiston just under \$1,100 to sponsor the first annual Lewiston Summer Festival this year.

Alfred Plourde, the city's treasurer and tax collector, who also maintained the book-keeping records for the festival held this past August, has returned to the city \$302.84, bringing the cost of the festival to \$1,097.16.

Festival planners were confident that proceeds from the major functions would bring in enough money to make it completely profitable with no taxpayers money needed, but rain on the last day of the week-long festival, plus small attendance at a few of the evening affairs during the week failed to provide enough cash. The cost of the Don McNeil Breakfast Club Show also supplied a drain on festival proceeds.

City Engineer William R. Adams will also appear at the council meeting, slated to get

underway at 7:30 p.m., to discuss the Thorne's Corner Sewerage project.

The Planning Board is also due to address the members of the City Council on the proposed printing of comprehensive plan books, but a recently-scheduled joint meeting of that board with the Zoning Board of Appeals, on the same evening, may postpone this item.

Other items on the agenda include a petition requesting acceptance of an extension of Lemay Avenue; three pole permits; city licenses; 27 liquor applications, and 9 amusement permits.

The aldermen will also hold a public hearing on a request to locate a repair shop on the Randall Road, which was turned down by the building inspector because the area is a residential zone.

Explains Grants For Sewer Planning

City Engineer William Adams last night appeared before the Board of Mayor and Aldermen to explain grants for the planning of the Thorne's Corner Sewerage project and for the interceptor sewer for Jepson Brook, both of which were accepted by the aldermen.

The first grant, for Thorne's Corner, was in the amount of \$22,000. The Jepson Brook project involved a grant for \$122,000. Both plans were accepted previously and all that was required was the official acceptance by the municipal fathers.

Final action on the grants will be taken Wednesday night at a meeting of the Board of Finance. The plans and resolves will then be forwarded to the Housing and Home Finance Agency.

In other action, by a unanimous vote of the Board of Aldermen, Mayor Roland L. Marcotte requested that Corporation Counsel Jere R. Clifford and Building Inspector Charles A. Buteau get together with Gilbert Dubuc of Burbank Street.

Dubuc appeared before the board and explained he had been given one week to remove some cartons of appliances he recently moved into his new home on Burbank Street. He explained he was caught short when a shipment of appliances arrived at his Lisbon Street business establishment and the only place to store the excess ma-

terial was in his new home.

But, Dubuc explained during discussion that East Avenue "is really commercial." He noted he was being opposed by the majority of his neighbors in every move he made, and then began elaborating. Dubuc said there are currently 16 businesses on East Avenue, between Burbank and Lisbon streets.

In the process he intimated that some of the firms may be operating without having been officially given permission to, and then noted that a sign had been moved from its original location without a permit.

The discussion was getting heated and Mayor Marcotte came up with the recommendation that Clifford, Buteau and Dubuc get together and list each complaint Dubuc may have and present the report to the aldermen at the next meeting.

Ward Six Alderman Paul A. Couture raised strong objections during the discussion and asked the mayor what seemed to be going wrong with the Zoning Board of Appeals. "What's going on?" Couture declared.

Mayor Marcotte replied, "I don't know, I just made a speech to them myself." The mayor had moments earlier appeared before a joint session of the Planning Board and the ZBA expressing his firm stand on an East Avenue zone change proposal.

In other business, the board approved a request for a sound permit for the Central Area Crusade Incorporated for a crusade meeting slated at the city building.

City Treasurer Alfred J. Plourde Jr. gave the council a report on the Summer Festival expenses which totaled \$1,097.16, and also returned \$302.84 which was appropriated by the aldermen.

Posted for viewing was a request to accept Lemay Avenue Extension. The council approved three pole permits for the telephone company, several city licenses, 27 liquor licenses, and nine amusement permits.

In addition, the board accepted Valley Street and Heathwood Lane. It also moved for the acceptance of Marie's Circle providing specifications are met, and then agreed to remove a decaying tree at 10 Vale St.

A request for a "one-hour parking" sign limitation at Spring and Bridge streets was referred to the Police Commission for a recommendation.

New Fire Station Approved

Lewiston Mayor Roland L. Marcotte yesterday afternoon approved the new Lincoln Street Fire Station, following an inspection of the building, and the firemen were expected to start moving into the new building today.

The acceptance of the two-story concrete building ends several months of complaint by Ward Six Alderman Paul A. Couture who objected to several alleged defects in the construction of the unit.

"Now City Property"

Upon completing the tour of the new fire house, Mayor Marcotte reported, "I have made final inspection of the Lincoln Street fire substation on this date, accompanied by the architect, Mr. George Head, City Controller Laurier T. Raymond and Fire Chief Roland Dumais.

"All the necessary work has been completed and I have informed the bonding company, the federal representative and Chief Dumais that the building is now acceptable and by authority of the Board of Aldermen, it now officially becomes city property.

"This is a very substantial addition to our city property and is the best fire station in our system. Besides housing some of our fire fighting personnel and equipment, the basement will also serve a dual purpose as a meeting and training area for many groups, including civil defense units, and as a bomb shelter for citizens of that area if the occasion ever arises," the mayor remarked.

The city's chief magistrate, who expressed personal satisfaction in accepting the new fire station, commented that the "building represents a considerable amount of additional value than that which was invested by the city of Lewiston, namely \$49,500." The new station cost an estimated \$99,000 with the federal government picking up half of the tab.

"Chief Dumais," the mayor said, "reported that he will organize an open house for the inspection by the general public on Sunday, Nov. 21." "I encourage all citizens of our community to visit this well equipped and modern plant," said Mayor Marcotte.

Moments after the building was accepted by Mayor Marcotte, crews of the fire department were spotted cleaning the floor in the upstairs portion of the building where the fire fighters will have their sleeping quarters.

Chief Dumais reported that the new building will house Engine Two from the old Lincoln Street station, and Aerial Two from the Central Fire Station on Ash Street.

He said that beginning Friday afternoon, department personnel will begin moving fire fighting equipment from the old structure into the new headquarters.

"The men will be sleeping here" Friday night, Chief Dumais remarked, as he classified the new station as a "good building."

The fire chief said that Captains Willie Mailhot and Louis Malo will be in charge of the two platoons that will be housed in the new Lincoln Street substation.

"We are most grateful," Chief Dumais said, "to be able to occupy it (the new station) in this weather," indicating that winter will soon be around the corner.

FIRE STATION IS ACCEPTED BY MARCOTTE

Final "Okay" Voiced Following Mayor's Inspection

Fire Department Will Move Into New Headquarters Friday Afternoon

By ARTHUR BISSON

The final and official stamp of approval was placed on the new \$100,000 fire substation on Lincoln Street shortly after 2 p.m. Thursday following an inspection conducted by Lewiston Mayor Roland L. Marcotte.

With the mayor's official "okay," crews from the Lewiston Fire department will begin moving into the new headquarters on Friday, it was reported by Fire Chief Roland G. Dumais.

The mayor and some members of the municipal family met at the Lincoln Street building at approximately 2 p.m. Thursday to conduct what was expected to be the final inspection of the unit.

The acceptance of the two-story concrete building ends several months of complaint by Ward Six Alderman Paul A. Couture who objected to several alleged defects in the construction of the unit.

"Now City Property"

Upon completing the tour of the new fire house, Mayor Marcotte reported, "I have made final inspection of the Lincoln Street fire substation on this date, accompanied by the architect, Mr. George Head, City Controller Laurier T. Raymond and Fire Chief Roland Dumais.

"All the necessary work has been completed and I have informed the bonding company, the federal representative and Chief Dumais that the building is now acceptable and by authority of the Board of Aldermen, it now officially becomes city property.

"This is a very substantial addition to our city property and is the best fire station in our system. Besides housing some of our fire fighting personnel and equipment, the basement will also serve a dual purpose as a meeting and training area for many groups, including civil defense units, and as a bomb shelter for citizens of that area if the occasion ever arises," the mayor remarked.

The city's chief magistrate, who expressed personal satisfaction in accepting the new fire station, commented that the "building represents a considerable amount of additional value than that which was invested by the city of Lewiston, namely \$49,500." The new station cost an estimated \$99,000 with the federal government picking up half of the tab.

"Chief Dumais," the mayor said, "reported that he will organize an open house for the inspection by the general public on Sunday, Nov. 21." "I encourage all citizens of our community to visit this well equipped and modern plant," said Mayor Marcotte.

Moments after the building was accepted by Mayor Marcotte, crews of the fire department were spotted cleaning the floor in the upstairs portion of the building where the fire fighters will have their sleeping quarters.

Chief Dumais reported that

the new building will house Engine Two from the old Lincoln Street station, and Aerial Two from the Central Fire Station on Ash Street.

He said that beginning Friday afternoon, department personnel will begin moving fire fighting equipment from the old structure into the new headquarters.

"The men will be sleeping here" Friday night, Chief Dumais remarked, as he classified the new station as a "good building."

The fire chief said that Captains Willie Mailhot and Louis Malo will be in charge of the two platoons that will be housed in the new Lincoln Street substation.

"We are most grateful," Chief Dumais said, "to be able to occupy it (the new station) in this weather," indicating that winter will soon be around the corner.

Friday, November 13, 1964

Financing Cities and Towns

Mayor Roland L. Marcotte could not have picked a more appropriate time to call public attention to the fact that cities and towns of this state are in desperate need of financial relief. They now must depend almost entirely upon the general property tax for their revenues, and the rates have risen to the point that they are discriminatory.

In his address before the Maine Municipal Association convention in Portland, Mayor Marcotte displayed the same kind of enlightened vision which he showed in his fine inaugural earlier this year. But instead of applying it to a single city, the Mayor applied his vision to the entire state.

Mayor Marcotte emphasized his conviction that "the leaders of this state do not seem to recognize the cold, hard facts of governmental life as it exists in this country today. They have become so self-satisfied, indifferent and content with mediocrity that they invariably turn their backs when the truth stares them in the face and become progressively more irresponsible to their charges, the cities and towns of Maine."

To move forward, he contended, Maine leadership must be more aggressive, more progressive, more frugal, more far sighted, and more motivated than that of other states.

The Mayor's incisive address was not a political speech. He was not attacking either political party. But the very fact that the Republicans have been in power during the years that the financial problem of the towns and cities has risen to critical proportions, and that the electorate just has turned over control of the Legislature to the Democrats, adds political overtones.

Mayor Marcotte was not speaking for the Democratic Party, of which he is a member. But his party will be making a big mistake if it fails to heed his voice. While we do not share the Mayor's conviction that Maine must pass a personal income tax to meet its obligations to the cities and towns, we do feel that the state must share more revenues with the municipalities, as well as open new sources of income to them.

The Democrats have the opportunity to show the way.



Staff Photo By Philbrick

SET PUBLIC HEARING ON EAST AVENUE

11-18

Announce W. T. Grant Is Interested in Building Store

Crowd Appears for Tuesday Meeting of Planners and Lewiston Zoning Board

By DAVID SARGENT

A public hearing on the proposed controversial zoning change for East Avenue was set Tuesday for Thursday night at a joint meeting of the Lewiston Planning Board and the Lewiston Zoning Board of Appeals. The vote followed announcement that W. T. Grant Company is interested in constructing a large store at the site.

About 50 residents of the East Avenue section of Lewiston crowded into the Planning Board's meeting room at the Park Street building, although the session was not slated to be an open hearing. An attempt was made to turn the session into a debate between the two sides, but questioning was limited primarily to members of the two boards.

The meeting was called by Mayor Roland L. Marcotte, who also appeared to "clear the air" and to offer his support to the change to a commercial zone to allow construction of the store. Several previous attempts to change the area's classification from residential have been defeated.

Mayor Marcotte

Mayor Marcotte had some strong words of criticism for those who question his motives in favoring the proposal. He also denied any personal connection with the firm wishing to develop the land and emphasized that his actions have been "only fulfilling my duty as mayor and nothing else."

In an explanation of the proposed store, representatives of the development concern revealed that a 100,000 square-foot "W. T. Grant City" is contemplated. It also was disclosed that W. T. Grant Company has no legal commitment to locate in Lewiston, but the developers "have proposed the plan to W. T. Grant and they're interested."

This information resulted in many questions from the board members who tried to learn what would be included in the store, and how a section of land would be deeded to the city for a playground, as suggested.

Many of the citizens present at the meeting obviously resented the fact that the meeting was not a public hearing, and therefore would not provide time for them to speak out. At one point, several persons got up and stalked out, and several times spectators interrupted the proceeding with comments, forcing Planning Board Chairman Lionel Lachance to call for order.

Hearing Set

Following presentation of the plan and the ensuing discussion, the two boards debated several possible lines of action, finally settling on a vote to hold another joint meeting for a public hearing at 7:30 p.m., Thursday at the Lewiston Municipal Court Room after the Zoning Board's regular meeting at 7 o'clock.

Maurice Goulet, who has been serving as a consultant for the development concern seeking the zone change and has been acting as their spokesman, repeated several of the arguments for allowing the store to build on the East Avenue site. He stressed the point that he is not a real estate broker and is only a consultant. He said his only interest in the matter is a sincere belief the store would be a benefit to Lewiston.

He said the city "is fortunate to have only partial zoning," making it possible to seek changes where it is desirable. However, he declared, "We in Lewiston are dying on our feet. If we have someone who wants to bring a couple of million dollars into the area, they can't do it."

Grant's Interested

The proposed W. T. Grant store, Goulet continued, "will bring enough business back into Lewiston, Maine, so that we can be justifiably proud." He cited other Maine cities with thriving shopping centers, adding, "We are dying because we are not growing."

He agreed that the new store would be some competition for other Lisbon Street stores, but on the other hand, he said it would provide many jobs and more tax revenue.

John Telow, a member of the Planning Board, interrupted Goulet at this point, calling the chairman's attention to the time.

"Mr. Chairman. It's 7:30," he said. "This is not a public meeting. If he wants to take up all their time, it's his fault."

Telow suggested that the representatives of the development firm be given five minutes to present their plan. "I'm saying all sides should be heard at the public hearing from then on," Telow concluded.

Goulet agreed and introduced the two representatives of the development firm, Gerald McCarthy and Edward Connors, both of Massachusetts.

"Wanted to Pull Out"

McCarthy took over the presentation, outlining the proposed store if the zoning change is granted.

"Half an hour ago we felt like we wanted to pull out," McCarthy commented, noting that he had not been aware of the ill feeling toward the plan from area residents.

He said his firm, Commercial Development Corporation, which has an office at Portland, has options on the land. The

more details

proposed store—on under one roof—would cover 100,000 square feet and would have 200 employees, he said.

His company will guarantee everything that has been said, McCarthy declared, contingent upon the approval of the zone change. He said the firm actually wants only an extension of the 200-foot commercial zone off Lisbon Street rather than a change of the East Avenue residential zone.

The large W. T. Grant store would act as a magnet, he declared, increasing the area's dollar volume. It would be largest store of its type in Maine, Vermont, New Hampshire or Massachusetts.

Playground

Frontage on Lisbon Street would measure 350 feet, he said, with access also coming from East Avenue. The city would be deeded any section of the land it wants as a playground, McCarthy noted.

Although it would be all under one roof, he remarked that other smaller stores or a branch bank might be located with the W. T. Grant store. The firm also would be willing to sit down with residents of the area to discuss the development with them and listen to their suggestions.

Telow asked why W. T. Grant's own representatives were not present to explain the plan.

"We're developers," McCarthy replied, "and we've proposed to W. T. Grant's and they're interested."

"Being interested and being legally committed are two different things," a citizen commented. Another spectator cut in, reminding the chairman that spectators were not allowed to participate in the discussion.

Answering another question from Zoning Board member Donald Bisson, McCarthy said the other two Grant's stores in Lewiston would remain operative.

No Amount Set

Goulet remarked that a minimum of one acre of the land would be deeded to the city for a playground.

"I thought you told us four acres," Telow replied.

"No, no," Goulet corrected. "You were not told the amount of land that was going to be deeded."

"Would a market be included in this," asked Mrs. Larry Ward, another Planning Board member.

"There may be food carried," answered McCarthy. He added that other stores might include a dry cleaner or other "convenience stores."

Coming back to the discussion of the new W. T. Grant's possible effect on the other two Lewiston stores, Telow pointed out that 100,000 square feet of floor space would require a \$4 million volume. "I don't see them coming in and killing themselves off," he said.

Daniel Murphy, also of the Planning Board, asked if the development firm had taken into consideration the various economic studies done recently in the Lewiston area. He pointed out that they discourage any more shopping centers for the city.

Shapiro

These had not been considered, McCarthy said, but he repeated his firm's findings show Lewiston can support such a store.

In reply to another question from Mrs. Ward, Goulet said the development firm had been shown six other Lewiston locations, and found the East Avenue site to be the only suitable one.

Other topics which were mentioned were proposed roads which cut through the land in question, and the amount of space which would be required for parking area.

Chairman Lachance cut off the discussion after allowing five minutes to a single spokesman for the many East Avenue residents in attendance. He explained that everyone would have a chance to be heard at the hearing.

Speaking for the opposition group was Harold Shapiro of 151 East Avenue.

Reading from a prepared statement, he said, "We request of you that this move to commercialize the East Avenue area be denied another hearing. We further ask that it be passed on to the Board of Mayor and Aldermen for their decision."

"Should Be Denied"

"We feel that this should be denied on the basis that this entire matter has had complete hearings on both sides of this issue before the Planning Board about three months ago. The Planning Board unanimously considered it against the best interests of the citizens and the city, and voted it down," he continued.

"We also wish to recall for the board members that this matter has been turned down as undesirable for Lewiston by five boards in two years; a school board; a planning board; and three Boards of Mayor and

Aldermen."

"We also feel we are being subjected to a great deal of harassment," Shapiro said. "We have had to go to a lot of time and expense merely to safeguard our rights."

He pointed out that the city already has a playground at Martel School right across the street. If Lewiston is dying on her feet, he concluded, it is because of lack of industry, not lack of shopping centers.

The two boards wound up the open session, and voted on the public hearing after the spectators had left.

Ordinance Change

It was suggested by Mrs. Ward that an ordinance change be drawn up in the near future, so that requests for zone changes on the same parcel of land cannot come up for a period of six months following its consideration. The second time the matter could come up would have to be a year later.

This proposal was agreed to by the members of the two boards, and it was decided to go into the idea further. Corporation Counsel Jere R. Clifford will be consulted on the ordinance change.

Following the vote to hold the public hearing, it was agreed to limit discussion to one hour for each side. The time for each person's remarks will be determined by the number of spokesmen present.

LEWISTON PLANNERS DISCUSS EAST AVENUE—

Members of the Lewiston Planning Board are shown here at Tuesday night's meeting with the Lewiston Zoning Board of Appeals called by Mayor Roland L. Marcotte to discuss a public hearing on a proposed controversial zoning change for East Avenue. Mayor Marcotte, leaning across the table, is reading a prepared statement supporting the proposed change. Seated clockwise around the table from Marcotte's left are Mrs. Lawrence Ward, Paul A. Labbe Jr., Chairman Lionel Lachance, Lorraine Lavigne, the board's secretary; Joseph P. R. Roy, John Telow, and Romeo T. Begin. Standing at the far left is Maurice Goulet, consultant and spokesman for Commercial Development Corporation, which announced plans to locate a large W. T. Grant's store at the East Avenue site.

Staff Photo By Houghton
DISCUSSING ANTI-POVERTY PROGRAM—Lewiston municipal officials are pictured with a U. S. Department of Labor representative discussing the Neighborhood Youth Corps, a subdivision of President Johnson's anti-poverty program.

Pictured, left to right, are Leslie Edmundston and Rand Nichols of the Department of Labor, Schools Supt. J. Weldon Russell, Roberta Austin, Mayor Roland L. Marcotte, Youth Commission Chairman Frederick Hall, Paul Belanger of the Maine Employment Security Commission, Atty. John Beliveau, William P. Tewhey of the Lewiston-Auburn Area Chamber of Commerce, and Finance Board member Atty. Philip Isaacson.

11-18-64 Lewiston Ev

Conflict of Interest

Mayor Roland L. Marcotte made an important point in a statement covering his position on the issue of an East Ave. zone change in the area between Lisbon St. and Bartlett St. The major purpose of the mayor's statement was to emphasize that he is not personally involved with respect to the decision in any manner, that he has no bias or prejudice on the issue and that when the time comes he feels he must speak out on any question he will do so.

But the point we refer to is his advice to members of city boards to beware of taking part in the discussion of problems or in making decisions on problems wherein they find a conflict of interest. Marcotte said: "If any member of any city board finds it rather uncomfortable, under any particular situation, to arrive at an unbiased, fair decision due to personal circumstances, this member can be allowed to refrain from participation in these particular deliberations, by being excused from that portion of any session."

Since the major topic of the East Ave. zoning issue at last night's joint meeting of the Lewiston Planning Board and Lewiston Zoning Board, centered around the interest of W. T. Grant Co. in locating a large store which would serve as the heart of a shopping center in the area, the mayor's remarks seemingly were aimed at Planning Board member John Telow. Mr. Telow is manager of The Mart, one of a number of stores composing the Northwood Park shopping center complex. In view of Telow's position we would think it difficult for him to approach this particular issue on a strictly non-partisan basis.

We believe all members of municipal appointive boards and of the elective Board of Mayor and Aldermen should take care they do not become involved in decisions upon issues which would affect them or their businesses in some manner. Conflict of interest should be avoided studiously by all municipal officials.

Michael Still Under Fire With Contract Running Out

Controversy continues to swirl about the head of Lewiston Industrial Development Director Samuel Michael as the date for signing of his new contract draws near amid attacks upon his job and the salary paid him by the city.

Joining Michael's critics Sunday night was former Lewiston mayor Ernest Malenfant, who said the abolition of the Industrial Development job could save the city upwards of \$20,000 a year. Malenfant also criticized some recent comments of Lewiston Mayor-elect Robert L. Couturier, who said Lewiston cannot afford to lose Michael. Couturier said he intends to fight for renewal of Michael's contract with the \$12,500 salary and \$5,000 expense account—two items which a subcommittee of the Lewiston Finance Board had recommended be cut.

The recommendation for cutting Michael's salary from \$12,500 to \$7,800 and the expense account from \$5,000 to \$2,000 was made to the Finance Board last week, but no action has been taken.

In a statement Sunday night, Malenfant said, "I hope the next administration abolishes the industrial director's job."

"They'll save \$21,000 to \$23,000 a year for the city," he couple of other municipal jobs

continued. "We don't need that job. The taxpayers should get together and force the Finance Board to abolish it."

He also said there are a which should be abolished, including the post of central control clerk.

Malenfant charged that the past year has seen "very poor administration" for the City of Lewiston. He said if Mayor-elect Couturier's comments supporting Michael's position are any indication, "I doubt very much that the next administration is going to be any better."

Malenfant also urged Couturier to make intelligent appointments to the various city boards, especially the Finance Board and the Lewiston Police Commission.

"These two boards are the most important ones," he said. "I hope he puts in men for their ability and honesty—not for their political connections. We need a fighter on these boards."

The former Lewiston mayor also commented that the taxpayers of Lewiston "paid three months taxes for nothing to the city when they changed the date of the fiscal year. That change gave over \$600,000 to the city to play with."

"That money is all gone," continued Malenfant, "and they had to borrow more, and will still have a big deficit. What has happened?"

Mayor Gives Stand on East Ave. Zone Change Request

Lewiston Mayor Roland L. Marcotte, disturbed over recent comments about his sanction of an East Avenue zone change request, issued a statement Tuesday night outlining in detail his stand on the proposal.

Mayor Marcotte made a personal appearance before a joint session of the Zoning Board of Appeals and the Planning Board and made his stand quite clear.

Then, the mayor presided at a city council meeting, and once again set the record straight as to where he stood. His remarks to the council, the same as delivered earlier in the evening to the other boards, were accepted by the aldermen and Ward Four Alderman Leo St. Pierre moved that the remarks be made part of the minutes of the meeting.

The mayor's statement:

"I felt it my duty to be present at this meeting to clear the air on this request made to me by an outside firm seeking to locate on property off Lisbon Street.

"I am here primarily in an attempt to 'cool tempers' of all concerned and bring into proper perspective the responsibilities of the public officials and the citizens.

"During the last few days it has become fashionable to attack my intentions, motives and integrity as a public official. Let me at this time inform all that in my many years in public office, I have never, nor will ever, turn my back nor muzzle any private citizen from being heard during any public meeting over which I may have had the normal rights of chairmanship.

"Looking at the other side of the coin, I also have always brought to the attention of the appropriate boards any request made to me which was acceptable for discussion and debate.

"If it were my intention to 'railroad' this request, I would have by-passed these two boards and carefully maneuvered this particular request before the Board of Aldermen, which I did not choose to do.

"I also fully realize that an elected official may be subject to criticism and character attacks. This, I humbly accept as a penalty for serving in an elective public office. However, some individuals seem to go just a bit too far in their accusations. For instance, take the case of Mr. Joseph H. Clarke, the apparent representative of the residents of the area in question.

"He resorts to the old game of hiding behind 'sniping newspaper articles' with its resulting personal accusations, without foundation. I can only say that he is contributing his fair share at discouraging qualified persons from seeking elective office.

"I suppose that it would be considered fair for me to return his volley with some of my own. But, this would be the easy way out. I would rather choose to refrain from this type of action which only helps in damaging our community image.

"I have no intention of entering into any argument with any board member or private citizen, but rather my role is to bring about decorum and proper deliberations.

"It might also be proper to add that I do not have any ulterior or selfish motive in bringing this request to these boards; I am only fulfilling my duty as mayor and nothing else.

"I would like at this time to state to the best of my knowledge the events as they happened. On approximately the 5th of this month, Mr. Maurice Goulet contacted me regarding a request being made by a firm interested in locating in the area in question. He requested of me the possibility of calling a meeting of the Board of Appeals, to consider a variance for this area. We contacted the building inspector who informed us, in turn, that such a meeting was possible on Tuesday, Nov. 10, and that the Planning Board should also be called to consider this request and make a recommendation.

"From all newspaper articles there seemed to exist at this point, needless confusion, with its resulting accusations. The question of time seemed to have been brought into the discus-

sion, apparently as a result of certain land options, and certain statements made in my name which were not authorized under any circumstance. Whenever I deem it necessary to voice my opinion on certain public issues, I will appear before the appropriate board and so state, as I have done on many occasions in the past.

"I have no business contacts or close relations with the firm in question, nor its representatives, nor Mr. Maurice Goulet. This request needs to be decided, solely on its merits, after businesslike discussions — fair hearing of proponents and opponents — open deliberations — with a resulting negative or affirmative recommendation to the appropriate board.

"If any member of any city board finds it rather uncomfortable, under any particular situation, to arrive at an unbiased, fair decision due to personal circumstances, this member can be allowed to refrain from participation in these particular deliberations, by being excused from that portion of any session.

"Otherwise, nothing else should enter into it. There is no need of personality conflict, no need of name calling, no need of character assassination. You are expected to do the job in a fair and square manner and forward a recommendation, if you desire to do so, whatever that decision might be. This, I am certain, is your wish as well as mine, and you will perform to the best of your ability."



Staff Photo By Philbrick

SET PUBLIC HEARING ON EAST AVENUE

Announce W. T. Grant Is Interested in Building Store

Crowd Appears for Tuesday Meeting of Planners and Lewiston Zoning Board

By DAVID SARGENT

A public hearing on the proposed controversial zoning change for East Avenue was set Tuesday for Thursday night at a joint meeting of the Lewiston Planning Board and the Lewiston Zoning Board of Appeals. The vote followed announcement that W. T. Grant Company is interested in constructing a large store at the site.

About 50 residents of the East Avenue section of Lewiston crowded into the Planning Board's meeting room at the Park Street building, although the session was not slated to be an open hearing. An attempt was made to turn the session into a debate between the two sides, but questioning was limited primarily to members of the two boards.

The meeting was called by Mayor Roland L. Marcotte, who also appeared to "clear the air" and to offer his support to the change to a commercial zone to allow construction of the store. Several previous attempts to change the area's classification from residential have been defeated.

LEWISTON PLANNERS DISCUSS EAST AVENUE

Members of the Lewiston Planning Board are shown here at Tuesday night's meeting with the Lewiston Zoning Board of Appeals called by Mayor Roland L. Marcotte to discuss a public hearing on a proposed controversial zoning change for East Avenue. Mayor Marcotte, leaning across the table, is reading a prepared statement supporting the proposed change. Seated clockwise around the table from Marcotte's left are Mrs. Lawrence Ward, Paul A. Labbe Jr., Chairman Lionel Lachance, Lorraine Lavigne, the board's secretary; Joseph P. R. Roy, John Telow, and Romeo T. Begin. Standing at the far left is Maurice Goulet, consultant and spokesman for Commercial Development Corporation, which announced plans to locate a large W. T. Grant's store at the East Avenue site.

Mayor Marcotte

Mayor Marcotte had some strong words of criticism for those who question his motives in favoring the proposal. He also denied any personal connection with the firm wishing to develop the land and emphasized that his actions have been "only fulfilling my duty as mayor and nothing else."

In an explanation of the proposed store, representatives of the development concern revealed that a 100,000 square-foot "W. T. Grant City" is contemplated. It also was disclosed that W. T. Grant Company has no legal commitment to locate in Lewiston, but the developers "have proposed the plan to W. T. Grant and they're interested."

This information resulted in many questions from the board members who tried to learn what would be included in the store, and how a section of land would be deeded to the city for a playground, as suggested.

Many of the citizens present at the meeting obviously resented the fact that the meeting was not a public hearing, and therefore would not provide time for them to speak out. At one point, several persons got up and stalked out, and several times spectators interrupted the proceeding with comments, forcing Planning Board Chairman Lionel Lachance to call for order.

Hearing Set

Following presentation of the plan and the ensuing discussion, the two boards debated several possible lines of action, finally settling on a vote to hold another joint meeting for a public hearing at 7:30 p.m. Thursday at the Lewiston Municipal Court Room after the Zoning Board's regular meeting at 7 o'clock.

Maurice Goulet, who has been serving as a consultant for the development concern seeking the zone change and has been acting as their spokesman, repeated several of the arguments for allowing the store to build on the East Avenue site. He stressed the point that he is not a real estate broker and is only a consultant. He said his only interest in the matter is a sincere belief the store would be a benefit to Lewiston.

He said the city "is fortunate to have only partial zoning," making it possible to seek changes where it is desirable. However, he declared, "We in Lewiston are dying on our feet. If we have someone who wants to bring a couple of million dollars into the area, they can't do it."

Grant's Interested

The proposed W. T. Grant store, Goulet continued, "will bring enough business back into Lewiston, Maine, so that we can be justifiably proud." He cited other Maine cities with thriving shopping centers, adding, "We are dying because we are not growing."

He agreed that the new store would be some competition for other Lisbon Street stores, but on the other hand, he said it would provide many jobs and more tax revenue.

John Telow, a member of the Planning Board, interrupted Goulet at this point, calling the chairman's attention to the time.

"Mr. Chairman. It's 7:30," he said. "This is not a public meeting. If he wants to take up all their time, it's his fault."

Telow suggested that the representatives of the development firm be given five minutes to present their plan. "I'm saying all sides should be heard at the public hearing from then on," Telow concluded.

Goulet agreed and introduced the two representatives of the development firm, Gerald McCarthy and Edward Connors, both of Massachusetts.

"Wanted to Pull Out"

McCarthy took over the presentation, outlining the proposed store if the zoning change is granted.

"Half an hour ago we felt like we wanted to pull out," McCarthy commented, noting that he had not been aware of the ill feeling toward the plan from area residents.

He said his firm, Commercial Development Corporation, which has an office at Portland, has options on the land. The

proposed store—all under one roof—would cover 100,000 square feet and would have 200 employees, he said.

His company will guarantee everything that has been said, McCarthy declared, contingent upon the approval of the zone change. He said the firm actually wants only an extension of the 200-foot commercial zone off Lisbon Street rather than a change of the East Avenue residential zone.

The large W. T. Grant store would act as a magnet, he declared, increasing the area's dollar volume. It would be the largest store of its type in Maine, Vermont, New Hampshire or Massachusetts.

Playground

Frontage on Lisbon Street would measure 350 feet, he said, with access also coming from East Avenue. The city would be deeded any section of the land it wants as a playground, McCarthy noted.

Although it would be all under one roof, he remarked that other smaller stores or a branch bank might be located with the W. T. Grant store. The firm also would be willing to sit down with residents of the area to discuss the development with them and listen to their suggestions.

Telow asked why W. T. Grant's own representatives were not present to explain the plan.

"We're developers," McCarthy replied, "and we've proposed to W. T. Grant's and they're interested."

"Being interested and being legally committed are two different things," a citizen commented. Another spectator cut in, reminding the chairman that spectators were not allowed to participate in the discussion.

Answering another question from Zoning Board member Donald Bisson, McCarthy said the other two Grant's stores in Lewiston would remain operative.

No Amount Set

Goulet remarked that a minimum of one acre of the land would be deeded to the city for a playground.

"I thought you told us four acres," Telow replied.

"No, no," Goulet corrected. "You were not told the amount of land that was going to be deeded."

"Would a market be included in this," asked Mrs. Larry Ward, another Planning Board member.

"There may be food carried," answered McCarthy. He added that other stores might include a dry cleaner or other "convenience stores."

Coming back to the discussion of the new W. T. Grant's possible effect on the other two Lewiston stores, Telow pointed out that 100,000 square feet of floor space would require a \$4 million volume. "I don't see them coming in and killing themselves off," he said.

Daniel Murphy, also of the Planning Board, asked if the development firm had taken into consideration the various economic studies done recently in the Lewiston area. He pointed out that they discourage any more shopping centers for the city.

Shapiro

These had not been considered, McCarthy said, but he repeated his firm's findings show Lewiston can support such a store.

In reply to another question from Mrs. Ward, Goulet said the development firm had been shown six other Lewiston locations, and found the East Avenue site to be the only suitable one.

Other topics which were mentioned were proposed roads which cut through the land in question, and the amount of space which would be required for parking area.

Chairman Lachance cut off the discussion after allowing five minutes to a single spokesman for the many East Avenue residents in attendance. He explained that everyone would have a chance to be heard at the hearing.

Speaking for the opposition group was Harold Shapiro of 151 East Avenue.

Reading from a prepared statement, he said, "We request of you that this move to commercialize the East Avenue area be denied another hearing. We further ask that it be passed on to the Board of Mayor and Aldermen for their decision."

"Should Be Denied"

"We feel that this should be denied on the basis that this entire matter has had complete hearings on both sides of this issue before the Planning Board about three months ago. The Planning Board unanimously considered it against the best interests of the citizens and the city, and voted it down," he continued.

"We also wish to recall for the board members that this matter has been turned down as undesirable for Lewiston by five boards in two years; a school board; a planning board; and three Boards of Mayor and

Aldermen."

"We also feel we are being subjected to a great deal of harassment," Shapiro said. "We have had to go to a lot of time and expense merely to safeguard our rights."

He pointed out that the city already has a playground at Martel School right across the street. If Lewiston is dying on her feet, he concluded, it is because of lack of industry, not lack of shopping centers.

The two boards wound up the open session, and voted on the public hearing after the spectators had left.

Ordinance Change

It was suggested by Mrs. Ward that an ordinance change be drawn up in the near future, so that requests for zone changes on the same parcel of land cannot come up for a period of six months following its consideration. The second time the matter could come up would have to be a year later.

This proposal was agreed to by the members of the two boards, and it was decided to go into the idea further. Corporation Counsel Jere R. Clifford will be consulted on the ordinance change.

Following the vote to hold the public hearing, it was agreed to limit discussion to one hour for each side. The time for each person's remarks will be determined by the number of spokesmen present.

FINANCE BD. BLUE PENCILS 1965 BUDGETS

**Police, Fire Capital
Outlay Is Trimmed
by 50 Percent**

**Fire Station Addition Is
Cut; Traffic System
Request Is Sliced**

BY ARTHUR BISSON

With sharp pencils at hand, Lewiston's Finance Board began its annual task of blue penciling budget requests for the fiscal year 1965 at a special meeting held Wednesday afternoon in Mayor Roland L. Marcotte's city building office.

The board spent about one hour trimming budget requests presented by the police and fire departments, along with the building and electrical inspectors' appropriations.

The major slicing came under the capital outlay portions of the public safety appropriations where nearly 50% of the requests were deleted. The aggregate public safety request was \$42,874 but when the FB finished, that total had dropped to \$21,429.

During the deliberations, the board, with Dr. Michael J. Harkins the only member absent, deleted the proposed appropriation of \$5,500 for an addition to the Main Street fire substation. This was the second consecutive year that the request has failed to pass by the board whose recommendations will be turned over to the Board of Mayor and Aldermen early next year.

The biggest cut in the appropriations request came under the police department's operational estimates where \$15,808.28 was sliced from the pensions and retirements category, bringing this down to \$50,000. It was reported the police commission had planned for about seven retirements next year, but the FB felt budgeting enough for five retirements would be the limit.

In the capital outlay portions, the heaviest trimming came under the police department request for \$15,245 for the first phase of updating the traffic light system in the city to meet federal specifications.

The board, after discussing briefly the request, agreed to chop the request by \$7,245, leaving the department \$8,000 to begin updating the system.

Also, \$1,290 was omitted from the request which involved improving the traffic signal system at Canal and Main streets. And, \$200 was deleted for the span mounting of traffic signals at South Avenue and Lisbon Street.

Photocopy Machine

The FB spent some time discussing a police department request for a new photocopy machine. The board decided finally that the better of two photocopy machines currently at the city building, one in the police department and the other in the controller's office, would be given to the city engineer, who, it was reported, must travel to the city building several times daily to copy some work.

It was also agreed that \$300 would be placed in the controller's budget for a machine, later to be moved into the central clerk's office, where all departments could utilize it whenever necessary.

Total slicing in the parking meters account netted \$9,035 with an appropriation request of \$17,035 previously listed.

In addition to the fire station addition cut, the board deleted a request for \$3,500 for repairing the roof at the Central Fire Station. Instead, the board agreed to add \$500 to the department's \$1,500 request for repairs and maintenance to buildings and structures.

Operational Budgets

Also, the fire department request was cut by \$770 for beds, mattresses, blankets and linen. The request was made originally should the board agree to a 56-hour work week for department personnel.

A drinking fountain \$25 request for the Main Street station was also deleted, as was \$115 for an intake valve for Engine Four, the latter having been omitted by Fire Chief Roland G. Dumais.

The board sliced by \$2,000 a police request for \$10,000 for six new police cruisers. City Controller Laurier T. Raymond noted the city paid about \$8,000 this year for the same number of new vehicles.

This year, the boards are submitting their budgets in two phases: operational and capital outlay.

In the operational budgets, the police budget was also cut by \$1,150. A total of \$1,000 was deleted from the gas, oil and lubricants request, \$50 each from the traveling expenses and periodical accounts, \$40 from the criminal investigation expenses, and \$10 from medical, surgical supplies accounts.

For the fire department, the FB sliced \$758 from the wearing apparel account which was originally \$1,958.

Little slicing was accomplished in the building and electrical inspectors' requisitions. The board cut \$120 from Building Inspector Charles A. Buteau's \$220 request for printing, binding and stationery. The electrical inspection appropriation was cut by \$25 for printing, binding and stationery.

On Monday, the FB will review for the first time the Board of Education appropriations request, and then it will begin blue penciling the Health-Welfare Department and public library budgets for 1965.

The Public Works Department budget will be reviewed in the future, along with the general government requests.

Give Mayor Approval To Sign Contracts

The Board of Finance yesterday gave Mayor Roland L. Marcotte approval to sign two contracts for federal grants which entitles the city to \$122,000 for the planning of the interceptor sewer for the Jepson Brook, and \$22,000 for the Thorne's Corner Sewer project planning.

On Tuesday, the Board of Mayor and Aldermen endorsed the two measures unanimously.

In other business, the FB voted to recommend to the city council that an ordinance be modified to entitle city employees who wish to assume liability for updating their past service record to do so.

The matter came up for discussion when Mrs. Lea Simpson, a municipal nurse, asked the board for service credit for her pension benefits.

City Controller Laurier T. Raymond noted that after discussing the matter with Corporation Counsel Jere R. Clifford, the city attorney discovered that a present ordinance restricted such action. It was reported the reason for the ordinance was primarily to prevent the city from being liable for such requests and the board decided that if the individual is interested in providing the funds for the updating, the board would go along.

The FB also agreed to allow Twin City Council, United Commercial Travelers, to use Lewiston Memorial Armory Dec. 31 for its annual dance at the charity rate. Local Protestant churches were given permission to use the city hall and armory for evangelistic services in January at the charity rates.

In final action, the FB voted to recommend to the Public Works Board the four bids received and opened Monday for a six-wheel crane truck chassis. The board then began blue-penciling budget requests for 1965.

EAST AVENUE ZONE CHANGE DENIED AGAIN

Appeals Board Takes Itself Out of Public Hearing 11-20

By ARTHUR BISSON L4

A proposal to allow the W. T. Grant Company to locate a one-story department store on Franklin Company land near East Avenue was killed Thursday night by unanimous votes of both the Planning Board and Zoning Board of Appeals at a special public hearing held in the Lewiston Municipal Court room.

The highlight of the so-called "joint session" of both boards took place when ZBA members withdrew prior to the official opening of the meeting which lasted a little over two hours. ZBA Chairman Atty. Roscoe H. Fales, who had just finished conducting a regular ZBA session, addressed the audience of about 100 persons and said Corporation Counsel Jere R. Clifford had noted there was a clause in the zoning ordinance which limits public hearings to the PB and "municipal officers."

"Prisoners' Docket"

Chairman Fales told the audience the ZBA had discussed the matter earlier and had decided that in order to prevent a conflict with the ordinance, it, the ZBA, would step down and sit in the audience along with the spectators, and allow the planners to conduct the hearing.

The ZBA members called for a five-minute recess and both boards discussed the matter of a joint meeting behind closed doors and then returned to the courtroom where the ZBA session was officially adjourned. Then, the ZBA members walked away from the judge's bench and sat in the "prisoners' dockets" area nearby.

Following the two-hour session, ZBA Secretary Donat Boisvert reported the ZBA also voted unanimously to deny a change as far as rezoning the East Avenue area is concerned.

Despite the votes by the two boards, the request for an extension of the commercial zone on Lisbon Street, along East Avenue and as far back as Bartlett Street, will be presented to the Board of Mayor and Aldermen in ten days, as outlined by the ordinance.

Telow Disqualifies Himself

It was only two months ago that the aldermen denied a similar request from another firm interested in locating in the same plot of land.

At the outset of the hearing, PB Vice Chairman John Telow, who was to preside in the ab-

sence of PB Chairman Lionel Lawrence, automatically disqualified himself and turned the chair over to Atty. Daniel J. Murphy.

Telow indicated he was stepping aside primarily for personal reasons but advised the audience he would not take part in any issue if he was to "be muzzled." Telow referred to previously published editorials and a prepared statement issued by Mayor Roland L. Marcotte earlier this week.

Then, Telow explained he was once again reiterating his stand and said "I am not against new businesses" locating here, but that he did object "to seeing people get hurt" by going along with such a proposal.

"City On Trial"

As Murphy took over, he explained the reason for the hearing and said he would allow proponents and opponents each 30 minutes to present their cases and then he gave the proponents, who incidentally spoke first, an extra ten minutes for rebuttal.

First to speak was Maurice L. Goulet, a business and insurance consultant, who originally proposed the change at a meeting last Tuesday.

Goulet told the audience he was not at the meeting for personal gains, but "to do what is correct for the (city's) future and growth."

"The City of Lewiston is on trial here tonight," Goulet said adding that he was not on trial despite what has been written in the past referring to the East Avenue situation. The consultant reported on the steps which were taken by the Grant Company and summed up his introduction by asking, "Are we open to future businesses?" here in Lewiston.

Reads Letter

Goulet remarked that to his knowledge, Lewiston is the only city "that has only one shopping center to offer to its people. I am for progress if progress will help," he declared.

Then, he read a letter from a W. H. Gammon Co. official who endorsed the proposal. Goulet told the audience that during the past two days he has had some people circulating petition papers in "the four corners of the city" obtaining signatures of persons interested in seeing the area commercialized.

Goulet concluded his remarks by saying that "I'm not here to try to hurt the people," but instead to offer the city a "multi-million dollar business" and guarantee "200 jobs."

Speaking in favor of the request was Gerald McCarthy, who represented the firm. McCarthy said that Grant was interested in locating here for several reasons. Its establishment would provide more tax revenues, more jobs, and utilize vacant land. He noted the firm would offer a parcel of land to the city, if it wanted it, for a playground.

Flexible

McCarthy noted the firm is

"completely flexible" and willing to meet with the residents and discuss the plans in a effort to provide something that the people would like. He told the audience the decision was theirs and the Planning Board's. He read a letter from a Grant Company official who was unable to attend the ses-

sion because of the short notice. The two boards had agreed to the special hearing only Tuesday night.

On behalf of the opponents, the first speaker was Harold Shapiro who remarked, "You all know our arguments." Shapiro criticized the Gammon Company letter, and said he

wanted to make sure that McCarthy knew "that there is opposition" to the plan.

With reference to utilities in the area, one proponent noted the city would not have to appropriate any money to complete this work and Shapiro said this wouldn't be necessary because the utilities are "already there."

Joseph H. Clarke was next to speak. He informed those present that he was "spanked" earlier this week and noted it could happen again.

Still Disturbed

But Clarke, who has been spokesman for the East Avenue area residents, told those present "one thing bothers me. This thing smells."

"This is terrible, this is the worst we've ever been" hurt by the situation, he said.

Clarke also said he was "quite confused" and he is "still in the dark as to who is behind what they are doing." He remarked that the "individual's rights have to be protected" and this could not have been done if the request was approved.

"This would be the end of zoning, it would be the end of the Planning Board, the end of the Zoning Board," Clarke remarked. "If it starts here, it's only the beginning."

Charles Levin, another East Avenue area resident, spoke for a few minutes and indicated he was "speaking from experience more than anything else." During his brief presentation, he said Lewiston "has the most progressive stores in the State of Maine," referring to the downtown area where business reportedly is dying daily. On the proposal of having some 200 jobs created, Levin called this "ridiculous."

After a rebuttal from the proponents, there was a brief question and answer, a small five-minute recess which was stretched into about ten minutes, and then the board voted to recommend to the aldermen that the commercial area of Lisbon Street and the residential area on East Avenue and Bartlett Street "remain as is."

↑ Prior to the vote, PB member Mrs. Lawrence Ward informed the audience she had a few words to say. She noted she would vote against a change for two reasons: first, "I am not opposed to more retail establishments in our city," and secondly because "I believe the only issue before us is whether to change this parcel of land from residential to commercial" and she said she objected to this because it was unethical to allow a firm to build there when another was refused just a short time ago, because of the elementary school across the street, because the people have invested in residential property over the years, and because the principles of zoning would be violated if the amendment were to be allowed.



Staff Photo By Philbrick

DISCUSS ARA PROGRAM—Officials of the Area Redevelopment Administration met in the directors' room of the First-Manufacturers National Bank in Lewiston Thursday afternoon to discuss federal assistance under the ARA program to Twin City industrialists.

Pictured, left to right, are Generoso M. Alfand of the Small Business Administration; James P. Nadeau, New Hampshire ARA representative; Mayor Roland L. Marcotte; Anthony De Angelo, chief of the Northeast Division of the ARA; and Jerome H. Barnett, Maine ARA representative.

ARA Program Explained to 11-20-64 Twin City Industrialists

The Area Redevelopment Administration program and how it can assist local industries was explained at a special meeting held Thursday afternoon in the directors' room of the First - Manufacturers National Bank building.

A group of ARA officials from throughout the Northeast met to discuss the program with about 40 Twin Cities industrialists.

Heading the discussion was Anthony DeAngelo, chief of the ARA's Northeast Division, with headquarters in Washington D.C.

The session was held to dis-

cuss the advantages offered by the federal government concerning loans for existing businesses or new industries.

DeAngelo explained the two types of assistance which can be provided by the ARA: technical and re-training assistance.

The technical assistance, Samuel Michael, Lewiston's economic development officer, reported following the session, includes the different types of surveys that can be undertaken to assist local industries.

On the re-training program, money is made available to local industries which want to expand or move into new buildings.

Michael reported that also discussed was the types of loans

the ARA can entertain when it pertains to land, buildings and equipment for industries that are either new or expanding.

The Lewiston official said that as the result of Thursday's session, industrialists locally will hold meetings in the future with Jerome H. Barnett, Maine's ARA representative.

Also on hand for the discussion were James P. Nadeau who is the New Hampshire ARA representative, representatives of the Small Business Administration, and area officials.

Open House Scheduled for 11-20-64 Lincoln Street Substation

A schedule for dedication ceremonies and an open house at the new Lincoln Street Fire Substation was approved Thursday night at the regular meeting of the Lewiston Fire Commission at the substation.

The open house will begin at 9 a.m. Sunday, giving the citizens of Lewiston a chance to inspect the new building. The public will be conducted on a tour of the station between 9 a.m. and noon, and at 1:30 p.m. Sunday dedication ceremonies will be held. The program will feature remarks by Mayor Roland L. Marcotte and other speakers.

Between 2 and 4:30 p.m. and from 7 to 8:30 p.m. the public open house will continue.

During the coming week the station will be open to the public from 7 to 8:30 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday. No tours are planned for Thanksgiving Day, Thursday

Lucien Gosselin, Assistant Lewiston Civil Defense director, appeared at the session to inform the commissioners of displays which will be set up by the CD for the open house. The displays will be in the two CD rooms located in the station's basement.

A complete first aid station, rescue equipment and a complete shelter kit will be displayed. Two large CD informational displays will be on hand, and various posters and literature will be provided.

Gosselin said he expects the CD communications to be set up in time for the open house. CD personnel will be on duty during the open house hours

to explain operations to the public.

Lewiston Fire Chief Roland G. Dumais noted that it will be important for the public to give their full cooperation in keeping the front doors at the station clear throughout the open house. He said plenty of parking will be available Sunday at the rear of the station in the playground yard.

It was voted by the commission to turn the old Lincoln Street Substation back to the Board of Mayor and Aldermen, effective Wednesday. Chief Dumais explained that there are still a few items in the old building to be brought over to the new station.

Other business conducted at the meeting included a report from Chief Dumais on a recent meeting regarding a central inspectors' bureau for Lewiston, and a report on Corporation Counsel Jere R. Clifford's ruling concerning accrued vacation pay for municipal employees.

Clifford said vacation pay paid the same as earned wages which had been earned must be up to the time of an employee's separation from his job.

Approval was voted to allow Privates Reginald Doucette and Armand Roux attend a one-week training program at Augusta the week of Nov. 1 to learn methods of instruction in safety.

The commission also voted to make Sen. Edmund S. Muskie an honorary fire chief of Lewiston at the annual Firemen's Ball Saturday.

FB Will Get Fund Handling¹⁹⁶⁴ Ruling from City Attorney

Lewiston's Finance Board will get a ruling, Monday night, from Corporation Counsel Jere R. Clifford on the handling of funds for the Manpower Training Program.

The ruling was requested by Schools Supt. J. Weldon Russell a few weeks ago when he reported to the FB on the Manpower Training Program. At the time, Russell asked the FB if it wanted him to control the \$304,000 involved in the project, or whether the city would take over the account.

The superintendent explained that the city has been allocated

a grant of \$304,000 for the program which will provide training in some 21 different occupations for persons desiring the instruction.

The city attorney is expected to give his ruling on whether the city should or must take control and also rule on whether the city would be liable should a shortage be discovered in the Manpower Training Program account in the future.

In other business on Monday, the board will receive from City Controller Laurier T. Raymond a request for the transfer of funds for the purchase of an adding machine for the central office and a transfer, in the amount of \$8,300, from the contingent fund to the pension and retirement account.

The Board of Mayor and Aldermen will present the FB with a recommendation that \$325 be transferred from the Planning Board budget for the printing of 75 copies of the city's comprehensive plan which is needed by the PB.

The council will also express its favor for transferring the old Lincoln Street Fire substation to the school department for use as a recreation center.

The FB will open bids on court room renovations, and also for a transformer for the Public Works Department. The PWB will give its recommendation for purchase of a six-wheel truck chassis.

Highlighting Monday's session in Mayor Roland L. Marcotte's city building office will be a budget hearing on the school department appropriations for 1965, and a budget review on the Health-Welfare Department and public library budget for next year.

The auditing department will present the FB with an applica-

NOVEMBER 23, 1964-

Lincoln Street Station Is Turned Over to Fire Comm'n

The Textile City's new \$99,000 fire sub-station on Lincoln Street was officially turned over to the Lewiston Fire Commission in an impressive ceremony Sunday afternoon.

Lewiston Mayor Roland L. Marcotte highlighted the ceremony, which preceeded an afternoon and evening open house program at the new building, by noting that it was his pleasure to turn the building over to the Lewiston Fire Commission.

Fire Commission Chairman Guy H. Nadeau, who presided at the brief ceremony, accepted the station with gratitude, on behalf of the LFC.

In a brief note of introduction, the city's chief magistrate pointed out the beauty and most modern facilities available in the new substation.

Chairman Nadeau, in accepting the building, remarked how wonderful it was for the department to move from a 43-year-old building, located just a few feet away, to the "most modern fire station in the city."

The chairman also thanked the various officials for the co-operation of the Board of Mayor and Aldermen and the various departments in making the new station a reality for the community.

In addition, Nadeau complemented Fire Chief Roland G. Dumais for his efforts in securing the unit for his department,

and then sentiments of gratitude were expressed to former Mayor Donia J. Girard and Mayor Marcotte for their part in the construction and acceptance of the station.

Nadeau, in closing remarks, accepted the building and then started an afternoon and evening open house program for the citizens of the community.

The acceptance program was attended by about 100 persons including members of the Board of Aldermen, the Finance Board, the Fire Commission, and the citizenry.

During the open house program, it was reported several hundred persons turned out to tour the new facility.

Crews from Aerial Two and Engine Two, both housed at the new station, were on hand throughout the day to give guided tours of the building.

Staff members of the Lewiston Civil Defense unit were also on hand to display their equipment and explain their role in the new station.

The basement of the building is equipped as a bomb shelter and boasts ample room for the CD organization should a need arise.

The new station was officially accepted by the city about two weeks ago. The \$99,000 building was built by the city and the federal government with both sharing equally in the expense involved.

Grant Denied Permission For Store

The Lewiston Planning Board and Zoning Board of Appeals last night by a resounding unanimous vote denied the W. T. Grant Co. permission to construct a one story department store on Franklin Co. land near East Ave. The meeting, attended by many, was held in the Lewiston Municipal Courtroom.

The highlight of the so-called "joint session" of both boards took place when ZBA members withdrew prior to the official opening of the meeting which lasted a little over two hours.

ZBA Chairman Atty. Roscoe H. Fales, who had just finished conducting a regular ZBA session, addressed the audience of about 100 persons and said Corporation Counsel Jere R. Clifford had noted there was a clause in the zoning ordinance which limits public hearings to the PB and "municipal officers."

"Prisoners' Docket"

Chairman Fales told the audience the ZBA had discussed the matter earlier and had decided that in order to prevent a conflict with the ordinance, it, the ZBA, would step down and sit in the audience along with the spectators, and allow the planners to conduct the hearing.

The ZBA members called for a five - minute recess and both boards discussed the matter of a joint meeting behind closed doors and then returned to the courtroom where the ZBA session was officially adjourned. Then, the ZBA members walked away from the judge's bench

and sat in the "prisoners' dock-et" area nearby.

Following the two-hour session, ZBA Secretary Donat Boisvert reported the ZBA also voted unanimously to deny a change as far as rezoning the East Avenue area is concerned.

Despite the votes by the two boards, the request for an extension of the commercial zone on Lisbon Street, along East Avenue and as far back as Bartlett Street, will be presented to the Board of Mayor and Aldermen in ten days, as outlined by the ordinance.

Telow Disqualifies Himself

It was only two months ago that the aldermen denied a similar request from another firm interested in locating in the same plot of land.

At the outset of the hearing, PB Vice Chairman John Telow, who was to preside in the absence of PB Chairman Lionel Lachance, automatically disqualified himself and turned the chair over to Atty. Daniel J. Murphy.

Telow indicated he was stepping aside primarily for personal reasons but advised the audience he would not take part in any issue if he was to "be muzzled." Telow referred to previously published editorials and a prepared statement issued by Mayor Roland L. Marcotte earlier this week.

Then, Telow explained he was once again reiterating his stand and said "I am not against new businesses" locating here, but that he did object "to seeing people get hurt" by going along with such a proposal.

"City On Trial"

As Murphy took over, he explained the reason for the hearing and said he would allow proponents and opponents each 30 minutes to present their cases and then he gave the proponents, who incidentally

spoke first, an extra ten minutes for rebuttal.

First to speak was Maurice L. Goulet, a business and insurance consultant, who originally proposed the change at a meeting last Tuesday.

Goulet told the audience he was not at the meeting for personal gains, but "to do what is correct for the (city's) future and growth."

"The City of Lewiston is on trial here tonight," Goulet said adding that he was not on trial despite what has been written in the past referring to the East Avenue situation. The consultant reported on the steps which were taken by the Grant Company and summed up his introduction by asking, "Are we open to future businesses?" here in Lewiston.

Reads Letter

Goulet remarked that to his knowledge, Lewiston is the only city "that has only one shopping center to offer to its people. I am for progress if progress will help," he declared.

Then, he read a letter from a W. H. Gammon Co. official who endorsed the proposal. Goulet told the audience that during the past two days he has had some people circulating petition papers in "the four corners of the city" obtaining signatures of persons interested in seeing the area commercialized.

Goulet concluded his remarks by saying that "I'm not here to try to hurt the people." but instead to offer the city a "multi-million dollar business" and guarantee "200 jobs."

Speaking in favor of the request was Gerald McCarthy, who represented the firm. McCarthy said that Grant was interested in locating here for several reasons. Its establishment would provide more tax revenues, more jobs, and utilize vacant land. He noted the firm would offer a parcel of land to the city, if it wanted it, for a playground.

Flexible

McCarthy noted the firm is "completely flexible" and willing to meet with the residents and discuss the plans in an effort to provide something that the people would like. He told the audience the decision was their's and the Planning Board's. He read a letter from a Grant Company official who was unable to attend the session because of the short notice. The two boards had agreed to the special hearing only Tuesday night.

On behalf of the opponents, the first speaker was Harold Shapiro who remarked, "You all know our arguments."

Shapiro criticized the Gammon Company letter, and said he wanted to make sure that McCarthy knew "that there is opposition" to the plan.

With reference to utilities in the area, one proponent noted the city would not have to appropriate any money to complete this work and Shapiro said this wouldn't be necessary because the utilities are "already there."

Joseph H. Clarke was next to speak. He informed those present that he was "spanked" earlier this week and noted it could happen again.

Still Disturbed

But Clarke, who has been spokesman for the East Avenue area residents, told those present "one thing bothers me. This thing smells."

"This is terrible, this is the worst we've ever been" hurt by the situation, he said.

Clarke also said he was "quite confused" and he is "still in the dark as to who is behind what they are doing." He remarked that the "individual's rights have to be protected" and this could not have been done if the request was approved.

"This would be the end of zoning, it would be the end of the Planning Board, the end of the Zoning Board," Clarke remarked. "If it starts here, it's only the beginning."

Charles Levin, another East Avenue area resident, spoke for a few minutes and indicated he was "speaking from experience more than anything else." During his brief presentation, he said Lewiston "has the most progressive stores in the State of Maine," referring to the downtown area where business reportedly is dying daily. On the proposal of having some 200 jobs created, Levin called this "ridiculous."

After a rebuttal from the proponents, there was a brief question and answer, a small five-minute recess which was stretched into about ten minutes, and then the board voted to recommend to the aldermen that the commercial area of Lisbon Street and the residential area on East Avenue and Bartlett Street "remain as is."

Prior to the vote, PB member Mrs. Lawrence Ward informed the audience she had a few words to say. She noted she would vote against a change for two reasons: first, "I am not opposed to more retail establishments in our city," and secondly because "I believe the only issue before us is whether to change this parcel of land from residential to commercial" and she said she objected to this because it was un-

ethical to allow a firm to build there when another was refused just a short time ago, because of the elementary school across the street, because the people have invested in residential property over the years, and because the principles of zoning would be violated if the amendment were to be allowed.

Two Bids on Sidewalk Work; Bolduc Lawyer Before Board

Two bids were received by the Lewiston Finance Board, Monday night, on Sidewalk Package Project No. 9 which calls for the construction of walks on the southerly side of East Avenue, between Pleasant and Malo streets.

Bidding were Lewiston Crushed Stone Co. Inc., \$3,894, and Blue Rock Sand & Gravel Co., Westbrook, \$2,340. Lewiston Crushed Stone submitted an excavation price of \$45 per cubic yard on ledge and other incidentals while Blue Rock's price is \$25.

The bids were referred to the Public Works Board for study and a recommendation.

Atty. Jack Simmons, representing developer Amedee Bolduc, who has asked the city to install water lines to house foundations he has put up on Mitchell Street, presented a reduced proposition before the FB. Bolduc's original cost estimate for the services, \$15,000, has been cut to \$10,600 as Bolduc is only interested in about 700 feet of line to take care of the foundations he has up, the board was told.

Simmons said he feels that Bolduc "is legally entitled to have the pipe laid at the city's expense." He noted a city policy to go 100 feet for a new home, said he understands under PUC regulations that the city is ob-

ligated here. Simmons asked for a decision by the board, one way or the other, "so we can carry it further if necessary, so we can try to save his foundations before they crack."

Mayor Roland L. Marcotte again called for a specific recommendation in the matter from the Public Works Board—"we would have to know where the money could come from"—as he contended there hasn't been such a recommendation as yet. The FB doesn't have sufficient information as it is. It was suggested Simmons see the PWB.

Later, the FB's Harold S. Skelton suggested the PWB be asked to study and make a recommendation to the FB and aldermen concerning a broad definition and policy covering future procedures on water line charges and rebates for water projects where large developers are concerned. There's none at this time, apparently.

The board voted to ask that the PWB draft such a policy.

A \$1,500 budget transfer, recommended by the Education Board, was voted and sent to the City Council. The funds would come from the high school salary account and be used to purchase textbooks. The book account is \$400 overdrawn now, the FB was informed in a communication from the school department.

PUBLIC WORKS EMPLOYEES WILL GO ON STRIKE IF PAY HIKE DISAPPROVED

By ARTHUR F. BISSON

Employees of the Lewiston Public Works Department have threatened to go on strike next month if a proposed salary increase is disapproved by the city's Board of Finance.

The FB was told Monday night at its regular meeting that the PWD workers would strike if they were denied a \$5 weekly pay increase in fiscal year 1965.

Robert Healy, staff representative for the American Federation of State, County and Municipal employees, said the PWD employees so voted at a recent meeting. Healy, who spoke on behalf of the members of Union 1458 of the PWD, said he wanted to "advise the board" that this action is being planned.

Union officials were on hand for the session and they urged a sizable salary increase, claiming no pay raises have been given for about five years.

Discontinue Plan

Arthur Paradis, president of Local 1458, said the employees will not accept a cent less than he \$5 per man each week.

In addition, the union officials turned down a bid by board member Dr. Michael J.

Harkins for a one-half step wage increase based on the Jacobs plan, the city's master salary plan. The Harkins proposal would be equivalent to a 5½% increase. The requested \$5 pay boost is about an 8½% increase.

The request for a pay hike and the plan to strike were made known at a public hearing on wages and fringe benefits.

Paradis, in his opening remarks, advised the board to "discontinue the Jacobs plan" in 1965 and provide a "general increase for everybody."

When asked by Atty. Harold S. Skelton "how much" of a pay hike, Paradis answered quickly, "five dollars a week per employee." Paradis completed this remark by indicating it would mean an annual pay boost of about \$250 per man for a total department increase of \$31,200.

Still Behind

Dr. Harkins then asked Paradis if the union would accept a half-step increase on the Jacobs plan and the union official replied, "No!"

Paradis said members of the department have been without a salary increase for the "past five years" and he said other personnel should also be reclassified.

He said that with the current trend in the cost of living, a salary increase is definitely a necessity. "We'll still be behind," he declared, even with the \$5 increase.

The board then discussed fringe benefits, but returned to the proposed pay increase subject when City Controller Laurier T. Raymond expressed a desire for a public hearing on all salaries next week.

Healy got up and asked the presiding officer, Dr. Harkins, at what time the budget deliberations on salaries would be concluded and when the budget would be turned over to the Board of Aldermen.

Must Get Raise

Dr. Harkins explained that the budget is turned over to the new city council on Jan. 8, 1965. He added that salary deliberations most probably would be concluded a few days earlier and a public hearing scheduled.

Healy told the board the reason he was inquiring is that the "Public Works employees" approached him to appear before the board and inform the FB that "they must get the \$5 a week (pay boost) across the board."

"They want to go on strike" if the request is denied. "It's about time we get somewhere," he added, noting that he approached the board on the same matter time and time again and has always run "into a stone wall."

"They've instructed me," Healy added, "that this is their

decision. I find it only fair to let you know now."

Paradis added that if the request is denied, he hopes the PWD employees will be given an opportunity to re-open negotiations with the board prior to the budget being turned over to the aldermen.

Fringe Benefits

The union officials also asked the board to consider the fringe benefits once again. Under a program which will be implemented as of Dec. 31, the city employees will be granted nine holidays a year.

The PWD representatives said that if a holiday falls on a Saturday, they should be compensated by having Friday off, or by getting double time and a half. The board said it would consider the proposal and give an answer by next Monday.

Several other departments were represented at the session, all with special requests.

Police Chief Joseph H. Farrand addressed the board on behalf of both the police and fire departments who were requesting that funds be made available for an actuary study on fringe benefits for both departments.

Chief Farrand noted that about \$150 is needed for a study for the two departments and about \$350 is required for a study involving all city employees.

Survivors Benefits

The police chief said the study has met with the approval of the police and fire commissions and initial work on the actuary was recommended in September following the death of a police officer.

The study, it was reported, would provide the city with a cost estimate for providing survivor benefits for city employees.

Patrolman Robert Gladu, president of the Lewiston Police Relief Association, said it would cost the community less to provide survivor benefits to all city employees than it would to provide Social Security protection to solely the police department.

Patrolman Gladu asked the board to authorize Controller Raymond to write to the state indicating an interest in conducting the survey. The officer said if it were necessary, the various associations themselves could provide the necessary money for the actuary study.

Urgent

The request termed urgent in that the various public safety departments are hoping to be able to implement the program with city council's approval, during the next fiscal year.

The study could take only a few days, Patrolman Gladu reported, as he urged the board to give it a green light.

The FB went on record as indicating it had inserted \$350 in the 1965 budget to be used for the purpose of an actuary.

Private Norman Labbe, president of the Lewiston Fire Fighters Association, also was present to make special requests involving municipal employees.

Labbe explained the urgent need for a 56-hour work week for fire fighters as compared to the present 63-hour week. The official also noted a need for competent men in handling \$24,000 fire apparatus and said the fire fighters have no alternative but to make their request known.

Fire Chief Roland G. Dumais was on hand to inform the board that if the "fringe benefit" proposal, which was accepted a few months ago by the board, is to be implemented, the FB should add an extra \$2,600 to the fire department budget for holiday pay.

Chief Dumais explained the fire commission, prior to the acceptance of the fringe benefit plan, had recommended setting the holiday pay at \$1 per hour extra. Under the accepted FB proposal, the employees would be getting double pay.

The chief noted his budget was based on the \$1 an hour holiday pay rather than the double pay and that the extra funds should be included if a new plan is to be followed.

SAMUEL MICHAEL READY TO VACATE HIS OFFICE; CLOSED MEETING HELD

Samuel Michael, Lewiston's economic development officer, declared Monday night he will be ready to vacate his city building office come January, but emphatically remarked he will not resign at this time.

The report was issued by Michael following an hour-long closed door session held in Mayor Roland L. Marcotte's city building office. Michael said the session was concerned entirely with the discussion of his department.

The economic development officer discussed the executive session with a newsman after Mayor Marcotte declined to report on the private meeting. The only remark made by Mayor Marcotte was that "no votes were taken" on anything.

Salary Cut

Last Saturday, plans were announced for the trimming of Michael's salary by almost \$5,000, beginning in 1965, but Michael had reported he will oppose this.

"I did not ask to go before this board," Michael declared after the session. "They asked to talk with me." He was called to the mayor's office about 9:20 p.m. by City Controller Laurier T. Raymond.

Because the board was holding a private session with City Engineer William R. Adams, Michael had to wait his turn in the mayor's ante-room. He walked into the executive session about 9:45 p.m.

Wants Open Meeting

Upon entering the room, Michael informed the board it was all right with him "to have an open meeting." But board members felt the session should be private and the door was closed.

Following the session, Michael gave the following report on the closed door meeting.

He said, "We started discussing my department" and that was the basis of the entire session. The economic development officer remarked that during 90% of the time, he held the floor and informed the board on several matters.

"I told them they are not cutting my salary," Michael said adding the board was instructed it would be slicing "the next industrial agent's salary."

"My contract expires as of Jan. 6, 1965," he remarked, and "I will be ready to vacate that office on that date."

No Right To Fire

Michael said he told the board that they "don't have the right to fire me, nor do they have the right to cut my salary." He

explained this by saying he is under contract until Jan. 6 for a salary of \$12,500 and this cannot be altered.

"I'm certainly not interested in this job at \$7,300," he added, which is the base pay being proposed by an FB subcommittee.

Michael said, "We did not discuss my salary, but the recommended salary proposed by the study committee for the economic development officer."

"I called them on this point," he declared, "that during the past year, they didn't have enough guts to fire me, but now at the end of the year they are making recommendations so that the new administration will have to accept the responsibility."

The economic development officer said he told the mayor, "you appointed a subcommittee and named yourself chairman but never did any of the committee members extend me the courtesy of calling me into this office (the mayor's office) or of coming into my office to discuss the department."

Michael said that only FB member Ludovic Vaillancourt has ever been in his office and "Vic came into my office, sat down and talked with me and discussed my department at length several times during recent years."

Vaillancourt was the only board member not present for the closed door meeting. He was at the session earlier but was called out for personal reasons.

The economic development officer reported to the session with a stack of reference papers at least three inches thick. He told a newsman he was ready for anything.

MORNING, DECEMBER 30, 1

COUNCIL, FB

GIVEN CITY

FARM REPORT

Cost Figures Outlined for Talked Lewiston Land-Fill System

By ARTHUR F. BISSON

A report composed of projected cost estimates and data for a new waste removal and garbage disposal system for Lewiston was presented to members of the Board of Aldermen and the Finance Board at a joint meeting Tuesday afternoon.

Mayor Roland L. Marcotte, who spearheaded a subcommittee studying the City Farm and the proposed land-fill system, reported on the group's findings at a 5 p.m. meeting in his office.

The mayor completed his report by informing both boards that further action is up to them. But, the city council and FB only went on record as accepting the report and placing it on file.

It was indicated, however, the proposal may be aired once the new administration takes office next Monday.

In his report, Mayor Marcotte noted the initial cost of setting up the program would be about \$35,000: about \$25,000 for a big bulldozer and about \$10,000 for site development.

The mayor also noted the annual cost, without considering any extra expense that might be necessary to handle the collection of garbage for commercial establishments, would be about \$28,096.

The estimate is based, it was reported, on using municipal farm land. The costs, however, did not include the expense that might be incurred in maintaining a separate dump for the disposal of auto bodies, trees, stumps, building materials, and the like, that would not be allowed in a sanitary land-fill system.

Mayor Marcotte remarked the second dump could be handled for a short period of time on municipal farm land, without any great additional cost other than for screening with trees, bulldozing and burning, if wooden material is disposed of there.

He said the approximate figure to handle the second dump would be about \$2,000 to \$2,500 per annum.

At the present time, the chief executive said, 70% is from the commercial sectors of the city, with garbage being collected twice a week in residential and apartment-house areas, and once a week in the suburban sections.

The committee report revealed that during the past ten years, there has been a slight decrease in the amount of garbage collected in the residential areas and a slight increase in the commercial areas. Although the total collection has remained "fairly stable," the area service has almost doubled.

On figures, Mayor Marcotte explained the 1964 city farm budget was \$44,285 with a revenue of \$11,000 for the sale of pigs, leaving a net expense for the farm of \$33,285. By deducting the estimated cost for the land-fill system, a saving of \$5,189 would be noted.

Should the farm be closed, about \$21,060 would have to be appropriated for the support of inmates on a contractual basis. This was based on an average of 15 inmates per month, for a net expense increase of \$16,71.

The mayor noted that the es-

timates "have been stated on the high side of the scale and therefore, the estimated net loss or additional expense is rather exaggerated.

The land-fill cost, he said, is on the depreciated basis and the figures for the City Farm do not include any hidden expenses, such as administrative, retirement and depreciation expenses.

"In order to enter into a land-fill program, the Board of Aldermen will also have to consider legislation, setting a regulation for the disposal of commercial garbage by either the installation of garbage disposals or a private means of pick up."

Mayor Marcotte went on to report that it "is the feeling of this committee that the decision to eliminate the City Farm, as a city function, does not necessarily rest solely on the basis of 'savings' and that this decision could only be decided by the majority of the responsible boards.

"The committee," the mayor added, "felt that it would be impossible to arrive at a factual 'dollar and cent figure' without an expensive survey to compile the myriad hidden cost factors, relative to the operation of the farm and the collection of garbage, and there-

fore no definite recommendation is made at this time, other than to convey this information to the board members for their study and possible action."

Ward Seven Alderman Emile Jacques asked Health-Welfare Department Director Robert Y. Baillargeon if he felt the inmate rate would increase once the city farm was eliminated. Baillargeon replied, "Yes, definitely." The director noted that some persons currently refuse welfare assistance once they discover the "city farm" is at their disposal.

Jacques asked the mayor if the committee had considered "leasing the farm" to someone who would care for the inmates and pick up the garbage. Mayor Marcotte said this had not been considered.

Baillargeon pointed out in the discussion that by abandoning the city farm, the city would also be eliminating some services which are presently provided.

Mayor Marcotte reported that other cities currently have programs whereby commercial establishments must assume the responsibility of disposing of garbage, and gave as an example the twin city of Auburn.

Both boards then accepted the report as presented.

BUSSIERE HITS OUTGOING CITY ADMINISTRATION

Frank J. Bussiere, who on Monday returns to office as the Ward Five, Lewiston, alderman, has taken exceptions to statements attributed to Mayor Roland L. Marcotte and Finance Board members Philip M. Isaacson concerning accomplishments of the Marcotte administration during 1964.

"If I were in their place I wouldn't talk too loudly about accomplishments," said Bussiere, who declared that instead they should be ashamed of what he termed the give-away of the nearly \$700,000 surplus resulting from the shortened fiscal year. "I am glad I was not a party to that," said Bussiere.

The alderman charged the administration had failed to fulfill its obligation to return the surplus from the 1963 fiscal year to the taxpayers. "The give-away program by the Finance Board was nothing to be proud of. They spent money like mad. They ought to be ashamed. The people got short-changed in 1964. If it is going to be the same in 1965 I wouldn't want to be a part of it but I am sure we will have a better administration in 1965.

"In reference to the \$59,000 spent by the administration for the revaluation project, that is only taking the taxpayers money to raise their own taxes. The \$25,000 paid to the Central Maine Power Co. for damages to a transformer never should have been paid. I said so before and held this up for some time."

Bussiere also was critical of a reference to Urban Renewal which he has opposed since its inception and in speaking of the proposed housing for the elderly, Bussiere said: "The housing for the elderly will go through but not at the proposed location. No one wants to live in an observation tower."

Keeping Bates Was Big Task in 1964, Reports Marcotte

The continued operation of two Bates Manufacturing plants in Lewiston was listed as the biggest contribution made by the Roland L. Marcotte administration in 1964, it was reported Friday night.

Mayor Marcotte, in a prepared statement, revealed that although the Textile City government was faced with several problems, the most vital one dealt with the maintaining of a textile firm which employs more than 2,000 persons with an annual payroll of approximately \$9 million.

"In my estimation," the outgoing mayor said, "the retaining of over 2,000 jobs as the result of a 'sale-lease back' arrangement between Bates and a local non-profit group was the most important single contribution made by this 1964 administration."

Mayor Marcotte explained that "this arrangement will stand as an example of what can be achieved with the co-operation and single-mindedness of purpose between private enterprise, government and citizens, where these talents are harnessed and guided by leadership."

"Before the final terms were reached, long negotiations were necessary which taxed to the limit, the patience, talent, experience and energy of both parties."



ROLAND L. MARCOTTE

"I will ever be grateful to the Bates management and local citizens advisory group for their efforts when many jobs and a large community payroll were in jeopardy," Mayor Marcotte concluded.

The Mayor Marcotte administration will end at 7 p.m. Monday as the new Board of Mayor and Aldermen assumes office, headed by Mayor-Elect Robert L. Couturier.

12/31/64

Editc

31

Lewiston Eve

Appropriate Decision

Under the circumstances facing the city, we believe the Board of Finance made about as sensible a decision as possible with regard to wage and salary increases for municipal employees. The wage boost was carried out without destroying the fundamental blueprint of the Jacobs master salary and wage plan.

We outlined Tuesday evening the problem facing the Finance Board. Approval of a new salary scale for teachers automatically made it extremely difficult for the board to turn down the members of the Public Works Department in their wage demand. And the granting of a wage increase to PWD employees inevitably would require similar treatment for other city employees.

The working out of the problem through the medium of advancing all workers one grade under the Jacobs plan was an intelligent move. It preserves the plan essentially and, on the basis of the pleased reaction of the Public Works employees, apparently will satisfy Lewiston employees generally.

The cost of the wage hikes will not be oppressively heavy upon the budget. City Controller Laurier T. Raymond estimated it would run around \$70,000, or the equivalent of about a one-mill tax rate increase.

We believe the Finance Board had little alternative with respect to this issue than the one of granting some sort of increase. Prior to the decision to advance teacher salary scales the board possibly might have been in a position to ask employees to agree to holding the line on salaries and wages. Once the decision on teaching personnel was made, this ceased to be a feasible stand.

Nor are we suggesting the Finance Board was wrong in deciding to increase teacher salaries modestly. As noted Tuesday, teachers are involved in a highly competitive market, and unless communities remain in competition they cannot hope to retain a highly competent teaching staff.

An objective view of the total wage and salary increases given employees by the City of Lewiston for 1965 warrants the conclusion that these are not beyond the city's capacity to pay.

THURSDAY DECEMBER 31 1964

ONE LAST WEEK

It Adds Up To Two Wage Hikes For City Employees

A meeting of Lewiston municipal department heads was held today at the office of City Controller Laurier T. Raymond, so that Raymond could explain the wage increases granted by the Finance Board.

Last night, the FB voted to advance all municipal employees one grade under the Jacobs Wage Plan.

And last week, the FB voted for one-step increases to all those entitled under the survey," Raymond noted today.

And so, municipal employees have been granted two raises for next year.

For example, employees now in Grade 15 of the wage survey will be pushed up to Grade 16, "for an automatic increase," Raymond explained.

Under the former wage setup, 82 employees out of 120 working in the Public Works Department, "were not going to get a thing."

However, the wage increases now voted pushed all PWD employees up one grade.

A few other municipal employees who were at the top of scale in their grade were also not scheduled for wage increases this year. But, with the FB action, they are now entitled to more money because they will be in another grade of classification.

Tremendous Job

Raymond asked the department heads to expedite matters by getting all their wage figures into his office as soon as possible. "This is a tremendous job — it will ruin our New Year's weekend, I'm sure of that," Raymond said.

The controller asked the department heads to make a

complete review of all employees. "Put everyone in the proper grade," he said.

He asked that the revised figures reach this office tonight, or no later than Saturday morning.

Attending the brief meeting were Public Works Director George Maher; Mrs. Cecile Levasseur, head of the Health Department; Robert Baillargeon of the Welfare office; Joseph Farrand and Roland Dumais of the police and fire departments, respectively, Paulette Demers, acting city auditor, and Lucien Gosselin, Raymond's assistant.

Five Per Cent

Raymond estimated that last night's Finance Board action will result in an average of five per cent increases for municipal employees, and represents about \$70,000 to be added to next year's budget — about one mill in taxes.

Salary increases voted previously involved about one-third of the municipal employees — only those slated for wage increases this year. He estimated that the cost of those increases to the taxpayers would be between \$20,000 and \$25,000.

Also to be added to this year's budget is another \$7,000 which represents a new pay scale for the city's teachers, approved by the FB earlier this week.

The new scale, which, according to Raymond, means an average of \$300 more for the teachers across-the-board, becomes effective next fall, and the \$7,000 appropriation would provide money for next September through the end of the year.

Actual cost of the new teacher scale however, for the 1966 budget, would exceed \$66,000.

City Ordinance May Prevent PWD Employees from Striking

A possible strike in January by about 125 union members of the Lewiston Public Works Department may be outlawed, according to an interpretation of a city ordinance which has been in effect more than a decade.

PWD employees have threatened an all-out strike if a request for a \$5 per week per man wage increase is denied in current budget deliberations by the Finance Board.

However, a city official noted Tuesday that if the PWD workers strike in January, they also may be out of a job.

The official, who asked to remain anonymous, reported Lewiston has a city ordinance, dating back to 1952, which prohibits municipal employees from going on strike.

Chapter 21 of the city ordinances deals with the organizations of municipal employees and describes fully the guaranteed rights of employees and grievance procedures.

Under Article I of Chapter 21, employees are given the right to "fully and freely associate themselves in organizations of their own choosing for the purpose of promoting, by lawful means, their mutual aid and benefit as such employees."

The ordinance also provides that by belonging to such groups, the employees will not be subject to punishment, discipline or discrimination, nor "shall his status, position, advancement, or any other rights be affected in any way by reason of his membership in any such organization."

Article II of Chapter 21 points out that no "municipal employee, whether a member of any such organization or not, shall directly or indirectly participate, assist, cooperate in or consent to any strike, work stoppage, walk-out, or slow-down against the City of Lewiston."

The official said should the employees decide to strike next

month, in addition to being fired from the jobs as city employees, they also could lose the right to maintain such organizations. The union could well be condemned, the spokesman said.

Article III of the ordinance provides, however, the necessary steps for presenting grievances to city officials. The ordinance specifies that in the event of a grievance or dispute between an employees' organization and any department board or commission, a written request may be submitted to the mayor who may appoint an advisory committee to investigate.

City Clerk Lucien Lebel reported that the Board of Mayor and Aldermen originated the first city ordinances in January 1947, making them effective about 30 days later.

Lebel said the present ordinance, which was adopted to include the strike clause, was amended in November 1952, signed Dec. 3, 1952 by a Maine Supreme Court justice, and became effective in January 1953.

It was noted in checking the previous ordinance that no clause existed prior to 1952 to a ban on strikes.

An official reported the strike clause was inserted at that time because the city had been faced with a strike by PWD employees in that year.

In June 1952, PWD workers went on strike for a period of five days.

Corporation Counsel Jere R. Clifford, questioned on the interpretation of the city ordinance, said he has not studied the regulation.

Arthur Paradis, president of PWD union local 1458, the organization which has threatened to strike, reported this week that the workers will strike. He said the matter is "in the hands of the international," the American Federation of State, County and Municipal employees.

Paradis said the "strike movement" was checked out with the state's attorney general who indicated the PWD employees could stop working by going on strike.

DAILY SUN LEWISTON-AUBURN MAINE WEDNESD. Mayor-Elect Presents Gavel to Departing City Official

Outgoing Mayor Roland L. Marcotte of Lewiston was presented with a new wooden gavel, Tuesday afternoon, by the man who will succeed him next Monday.

Mayor Marcotte received the token of appreciation from Mayor-Elect Robert L. Couturier, the incumbent Ward Five alderman, on behalf of the Board of Aldermen.

Mayor-Elect Couturier presented the mallet to the outgoing chief executive as the final meeting of the current city council was to be adjourned.

The incoming chief executive told Mayor Marcotte the new gavel was "with our appreciation" for his service to the Textile City.

In addition, Mayor-Elect Couturier gave Mayor Marcotte a marble block, the size of brick, bearing the inscription "Jan. 6, 1964, Jan. 4, 1965," the starting and closing days of the Marcotte administration.

The marble piece is the same

one used by Mayor Marcotte during the past year when it was necessary to utilize the gavel. The aldermen, however, managed to sneak the block out to have it engraved.

In accepting the gift, Mayor Marcotte told the board members he appreciated their fine cooperation during the past year. He said 1964 was "an extremely successful year and I appreciate your cooperation."

The chief executive then told the board "we wish you the best of luck, a good and prosperous administration in 1965."

Ward Seven Alderman Emile Jacques had a few words of praise for the outgoing chief executive. Jacques told Mayor Marcotte that "you were the most devoted mayor we've ever had. I certainly enjoyed working with you. You've done a wonderful job and I hope to see you in government in the near future."

This was Marcotte's third term as Textile City mayor. He previously served in 1952 and 1953.

12-30

THE MONEY PILES UP

Thorne's Corner Project Allocated \$22,225 More

A start on Thorne's Corner sewer project drew another step nearer to reality as additional Federal funds were allocated for the project today — totaling \$22,225 — will be used in the final planning of the sewer project.

The total cost of the project is \$420,000. Already available in the way of state and federal grants is \$240,000.

And there may be more even money from the Federal government on the way, if an Accelerated Public Works grant is approved, in the amount of some \$80,000.

This would leave about \$100,000 to be provided for by the city.

City Engineer William R. Adams said this afternoon that the new money announced today by Sen. Edmund S. Muskie will enable his office to hire an engineering firm to work out the plans and specifications for the sewer job, and subsequently, bids can be asked.

This Fall?

Now that the planning money is available, Adams reported that part of the sewer work could be underway as early as this fall.

The project includes the laying of sewer pipe from the pond off No. Temple St., to the Randall Road, where an oxidation pond is to be constructed on a 40-acre plot of land recently purchased by the city.

If the entire project is split up into three different contracts, the laying of pipe could be done as one separate project, and that could be started this fall and be continued on through the winter months.

Adams said that other separate contracts for the same project could involve the construction of the pumping station as one, and the building of the pond, the other.

Special Meeting

While federal and state money keeps pouring in for the project, the alderman have set Monday

night as the date for a special meeting on the subject.

The councilmen have to approve the work, as they vote money for the job.

The Finance Board, at a joint meeting with the aldermen this past Monday night, favored the project 3-2.

The project can still be stymied, however, if the aldermen vote against the measure.

Criticizing the project last night was Ward Six Alderman Paul A. Couture, who said it was his opinion it will not alleviate all sewerage problems in that area.

The project however, is given top priority in the survey of the city's sewerage problems completed by the Boston firm of Camp, Dresser and McKee.

LEWISTON UR PLAN HIT BY COUNCILMAN

Couture Says Original Proposal Changed; Wants Referendum

Aldermen Burned Up About Cutting of Tree in Kennedy Park

By RICHARD KISONAK

Alderman Paul A. Couture said Tuesday night he will ask "when the time comes" that Lewiston's proposed \$2,908,000 urban renewal project be put before the people in referendum.

He also said he is opposed to the urban renewal plans as they now are drawn.

"I've changed my mind," Couture told a meeting of the Board of Aldermen.

Couture said a referendum vote would be the proper move to take on the urban renewal question, but some others questioned if one could be initiated under the framework of the UR program. Approval by the City Council following public hearing is sufficient.

"I'm against the urban renewal plans as they are now," Couture stated. "They changed it themselves, the same way they changed the zoning law."

The City Council should have been advised of any changes in the project plan, he charged.

Fire Station

The city's big downtown project, in the planning stages for months, is now before federal officials for study and approval. The estimated eventual cost to the city, should the project win approval — possibly later this year — is \$222,861.

The Lewiston project includes a proposed public housing development.

Couture said the original UR plan did not include the removal of Central Fire Station but that the current plan does, with a new station being constructed. Other plans were changed, he alleged. Couture said the existing plan is "written differently."

The Ward Six alderman usually carries a lot of weight in council decisions and an open drive against the UR project by him could affect the board's decision when the wrap-up vote is taken.

However, Couture was on the losing end of a decision concerning a UR issue at the council session.

Playground

A motion presented to the board by Alderman George F. Call was to make a request to the Urban Renewal Authority to discontinue its plans "to eliminate or abbreviate the Bates Street Playground." The vote was 4-2 against the motion, with Call and Couture standing alone.

Then, Council President William Donovan Jr. went on record to stand with the majority. He was presiding in the absence of Mayor Roland L. Marcotte. Current urban renewal plans include the extension of College Street through the playground area. Call has started a drive aimed at eliminating the extension.

Alderman Robert L. Couturier, Ward Five, called the issue "a hot potato" and voted against Call. The playground would not be needed in the specific area, he said, with urban renewal programming there. Alderman Emile Jacques said URA people have pointed out there could be a playground in another spot in the same general area.

Earlier, the board asked Corporation Counsel Jere R. Clifford to determine if the council can take "remedial action" against a board which does not conform with correct procedure as outlined in the city charter.

Some aldermen were burned up, it appeared, because the Public Works Department cut a tree at Kennedy Park without authorization from the City Council. The PWD reported the tree was dangerous because of its condition and children might be injured.

Clifford, in a recent legal opinion, stated that municipal trees should not be cut without aldermanic approval. Alderman Couturier, in an address on "the principle behind this whole thing," said it is an example of what has happened to the powers of the council "in this mock democracy which we call city government." He said the charter is supposed to provide for a division of power and either it's this way or it isn't, and if

not, then the city's got a new charter.

"What I want to know," Couturier said, "is are we going to let this thing go on, or aren't we?"

First time Call knew a tree was going down, he said, was when it was reported in the afternoon newspaper. "And it's in my ward," Call said the Public Works Department will say it was an emergency.

Eminent Domain

Replying to an inquiry by Couturier, Clifford said the charter contains a provision on malfeasance and misfeasance "and that sort of thing" but added he was not certain if it applies in this case. He was asked to find out.

Couturier asked for an answer for the board's next regular meeting.

The aldermen also asked Clifford to set in motion the procedure for obtaining land now owned by Steel Service Center by eminent domain proceeding. The city's lease on a piece of land, used for street purposes for years, has expired. Bates Street would be a dead-end at the former railroad station if the street is closed. The strip runs from Bates to the railroad overpass near High Street.

Couture said the firm is asking \$15,000 for the land and declared the price is too high.

In communications to the board, concerning the matter, Fire Chief Roland G. Dumais recommended the street be kept open. Police Chief Joseph H. Farrand said closing of the street would not hamper operations by his department.

Couture reported he wants steps taken now to get the land before it is taken by someone else.

Zone Change

At the request of Alderman Donovan, the board sent along to the Planning Board and Zoning Appeals Board for study a proposal to remove the agricul-

tural zoning stamp from the Merrill Road and put it in an unrestricted area.

Clifford submitted rulings on two damage claims against the city, recommending a claim by Richard and Anita Leblanc be denied, and that a claim by Mrs. Robert Palson be allowed. Mrs. Palson and Mrs. Leblanc were hurt in falls near 272 Sabbathus St. and 108 Nichols St., respectively, and claimed the city was at fault because of the condition of the sidewalks. In the Leblanc case, Clifford told the board, requirements on prior notice and of a defect were not met.

Businessman Roland J. Carbonneau was granted a variance from the building code to permit him to continue with the addition of his Pine Street store without having to install a sprinkler fire alarm system in apartments on upper floors, as the code demands. The change has been approved by state fire officials, the board was told.



TAKING PART IN HISTORIC FLIGHT—Well, maybe it wasn't history making but it's soon to become history. The Ford Tri-Motor airplane, pictured above just before the first demonstration flight over the Twin Cities this morning, will soon become part of the aeronautical display at the Smithsonian Institute in Washington, D. C. Getting ready to board the plane, left to right, are Lewiston Finance Board member Jules G. Goudreau; Lawrence Margolin of the Union Square Travel Bureau; American Airlines Pilot Capt. William Hard; Lewiston Mayor Roland L. Marcotte, Mrs. Marcotte and Mary Elizabeth and Brian Marcotte; and Lewiston Police Commissioner Omar I. Girardin. The plane was in the Twin Cities as part of the Lewiston Summer Festival, continuing all this week.

Staff Photo By Philbrick

mm

'Tin Goose' Makes That First Flight Memorable Affair

By DICK PLANTE

Maybe it's not much of an airplane when compared to the new supersonic jets that cross the United States in a matter of hours, but this reporter will probably never forget "The Tin Goose," a 1929 Ford Tri-Motor aircraft—it was his first trip in any flying machine.

With just a little twinge of nervousness, we climbed on board the cumbersome looking craft in the company of such seasoned flyers as Lewiston Mayor Roland L. Marcotte, Finance Board member Jules G. Goudreau and Police Commissioner Omar I. Girardin. Others on the plane, including Mary Elizabeth and Brian Marcotte were also making their maiden voyage.

Getting into the "Tin Goose" is itself an adventure. Bent almost in two because of the extremely low ceiling, you creep sideways up the extremely narrow aisle and maneuver yourself into a seat which is just about wide enough to hold you.

You sit down and reach for the seat belt which you fasten securely around your middle and then wait for the pilot and co-pilot to enter the plane and close the doors.

From almost any seat in the passenger compartment of the craft, you can look into the

open cockpit and see the maze of dials, gauges and levers and silently wonder how anybody could combine all these things into a system that would get the six-ton craft off the ground.

Sitting in the foremost seat in the cabin, Goudreau looked out the window and commented, "If that prop comes off, I'm liable to get a haircut," as he passed his hand over the rapidly thinning crop on his head.

Mary Elizabeth Marcotte, seated on the opposite side of the plane suddenly pointed to the cover over one of the monstrous motors and asked, "Daddy, what's that safety pin there for." The safety pin, apparently was a spring-steel lock used for holding the motor covers secure.

No Chutes

The pilot and co-pilot entered the plane and the door was closed and locked as they assumed their seats in the nose of the vehicle.

After introducing themselves and making a few brief remarks about the plane, the pilot, Capt. William Hard, turned to face his passengers.

"You'll notice we've eliminated the use of parachutes," he said. "We use this." He held up a small red box across the

top of which were the words "Panic Button." When pressed, the button set off a blinking red light and a buzzer.

The three motors were started and revved up while the plane stood on the apron of the runway. The brakes were released and the big bird taxied slowly to the end of the runway where the motors were again turned up to high speed.

Don't Sit There

Just before take-off, the co-pilot, Capt. Floyd Mace, turned to look over the passengers with a serious frown clouding his brow. He then reached behind his seat and held out a sign which read "Don't Just Sit There. . . WORRY."

Into The Blue

The brakes released and the plane headed down the runway picking up speed rapidly. Sitting next to the motor and wheels, this reporter watched as the wheels came slowly up off the ground and then felt the nose of the plane being turned skyward. We were airborne.

The plane climbed slowly

COMPLYING WITH PLANS FOR REGION

Three Recommendations Made to AVRPC Are Being Followed

Schools, Lewiston Summer Festival Are Meeting Survey Suggestions

By EDMUND A. MacDONALD

At least three of the recommendations and suggestions contained in the Androscoggin Regional Planning Commission's economic survey of the region have been or are being complied with.

Two of the recommendations were contained in the education section of the report prepared following the survey conducted by the Northeastern Research Foundation of Brunswick, and one was listed in the commercial activity section of the survey report.

In the educational field, the report recommends the establishment of a junior college in the region, and the operation of a post-high school vocational institute. Both of these are soon to be created, while the third recommendation to be complied with will be held in two weeks.

The holding of the Lewiston Summer Festival complies almost to the letter with one of the recommendations contained in the survey recommendations under commercial activity.

Recommendations contained in this section are directed toward drawing greater commercial activity to the region. It specifically recommends that "some attention might be given to developing a special activity during the summer. Rockland attracts many people with its Lobster Festival and Belfast with its Broiler Festival. Perhaps something like an annual Maine Products Show could be a major attraction to the area."

The Lewiston Summer Festival is designed to draw visitors to the area as a boost to business. The week-long festivities include a wide variety of activities and obviously complies with this portion of the recommendations of the regional survey.

In the field of education, the recommendation that a junior college be established in the area is in the process of becoming a reality via Bliss College.

At the present time the college is in the process of obtaining the approval of the Internal Revenue Service to have its status changed from a profit making organization to a non-profit organization.

Bliss College already is for all intents and purposes a junior college, based on the courses it offers. But State approval for awarding associate degrees as a junior college by Bliss would have to be obtained through legislative action which can only follow IRS approval of the college's current application for a change of status.

When the college does reach this point in its continued growth the junior college recommendation made in the AVRPC study report will have been complied with. Even this year the college will be using a second classroom building and will have an enrollment of some 150 students.

The third recommendation pertaining to the operation of

a post-high school vocational school is apparently being met by the establishment of the Androscoggin Area Vocational Training Institute. This school will eventually be constructed in Auburn but opens this year on a limited basis in Lewiston.

The AVRPC received its report on July 9, and all three of these items were already in some stage of advancement toward completion.

In addition there are several other points included in the survey which are currently either under consideration by municipalities or private groups.

One of the recommendation called for encouragement by employers to use the highest possible skills and to support training programs. At least the latter part of this recommendation would seem to be in effect now as the shoe and sheetmetal industries have already indicated and are giving their backing to training programs in both of these fields, now in effect in Auburn for the region under the federal Manpower Development Training Act.

A continuation of efforts to attract likely industry, which can use the available resources of the region, was another recommendation. Here too, much is being done by the city of Auburn, as an example, and individual developers, as indicated by the Pioneer Plastics Corp. coming to Auburn, and the purchase in Lewiston of the Androscoggin Mill and the establishing there soon of another industry.

Work is being done on highways, Auburn's Planning Board continues its study of a Union Street by-pass which would become perhaps the main road through the city for traffic headed for the recreational and industrial developments to the north.

The more of these items that are taken care of by individual municipalities or private groups, the less that will have to be done on a regional basis, thereby permitting regional work to be directed through channels where no attention is now being given.

aug
[7-74

Editorials

Lewiston Evening Journal

Bates Says 'No'

The desire of the Bates Manufacturing Company to sell its two large Lewiston plants, then to lease the buildings, and continue operations, is understandable.

As H. L. Gosselin, assistant to the President of the textile firm, said today, such an arrangement would provide the company "with greater working capital for Bates' program of growth and expansion in the rapidly-changing textile industry." The operating expenses of Bates would obviously be reduced. There would, for instance, no longer be a \$300,000 (it was just about that this year) tax bill to pay. While the textile firm would be called on to pay a substantial rental annually, it would be well below this figure.

Gosselin's acknowledgement today that negotiations between the firm and a citizens' group headed by Lewiston Mayor Roland L. Marcotte have broken down, described the final offer of the citizens' group as unacceptable on the basis of "prudent business practices."

The offer of the Marcotte group included purchase of the buildings for \$500,000; a five-year lease, with options available; and an annual rental fee of \$183,000, to be paid by the textile firm.

While no one has said so, in so many words, it is easy to infer that management of Bates feels it can successfully continue operations in Lewiston only if such an arrangement is made, and costs of operation are reduced.

We are puzzled by the statement of Mayor Marcotte that his final offer to Bates "met the conditions which I had been led to believe would be acceptable to Bates."

Y Marcotte said the group negotiating with the firm agreed to a considerable increase in the purchase price; decreased the length of the lease; and okayed "a reduction in rent, even below the \$200,000 which had seemed acceptable to Bates." Apparently, the mayor was given to understand, during talks with Bates' officials, that the offer as it was finally made would be satisfactory.

Gosselin did not reply to this contention by Marcotte, saying only it was "with regret" that the proposal was not acceptable.

The company says it is continuing negotiations with "other parties" so there is still a chance it will successfully conclude the type of arrangement it feels vital to its interests.

Every reasonable effort should be made to assure continuance of the textile operation locally for years to come.

MAY HAVE TWO SESSIONS AT HIGH SCHOOL

Lewiston Schools Supt. Says Accreditation Would Be Lost

School Board, Aldermanic Subcommittee Discuss New Facilities

By RICHARD KISONAK

Schools Supt. J. Weldon Russell of Lewiston said Tuesday it may be necessary, because of crowded conditions, to hold double sessions at the high school during the school year beginning in September.

Registrations already on hand total 1,612, well above the estimated enrollment of 1,505 students, and more anticipated.

"Where we will put them, I don't know," the superintendent told a late-afternoon meeting of the Education Board and a City Council subcommittee which has been studying future school construction needs. "I don't even know if we can find enough seats."

Russell said, "We may have to go into two sessions. If so, accreditation is out."

"It's a real problem, I'm telling you. And I'm concerned."



J. WELDON RUSSELL

The superintendent said the high school may be able to get by one year without going into double sessions but that additional space should be made available by the 1965-66 school year.

Two Plans

✓The high school plant is geared to a 1,250-student capacity and already is crowded well beyond that point, the joint session was informed.

The Education Board and aldermanic subcommittee met with Mayor Roland L. Marcotte in his city building office at 5 p.m. to discuss the reports each group has issued relative to new school facilities. The talks ended in a draw but further talks are likely within a week.

Russell and the Education Board have proposed the construction of 29 additional classrooms for the public school system, 18 of them at the high school. The plan calls for seven more classrooms at Pettingill School, another four rooms at Martel School on the other side of town.

Estimated cost of the Education Board plan is \$725,000.

The aldermanic subcommittee, consisting of councilmen Paul A. Couture, chairman; Robert L. Couturier and George F. Call have proposed an alternative plan for the construction of a new elementary school adjacent to Marcotte Park off Birch Street. A cost estimate has not been presented along with this plan. An elementary school of some 24 rooms has been mentioned.

More Money

Couture said a new elementary school in this location — "the heavily populated section of the city" — would take care of the crowded conditions in other elementary schools, and he suggested moving shop equipment from the high school to Memorial Armory next door to provide more high school classrooms.

The Education Board proposal, Russell held, is the less expensive move and would be in the best interest of the city.

He said it's all right with him if the city wants to build a new elementary school near Marcotte Park "but I feel it will cost the city a lot more money."

As to Couture's proposal to shift shop equipment from the high school to the armory, Russell said: "You're throwing out accreditation. We never could get it accredited and it'll cost the school a lot of money."

State requirements could not be met, using the armory, be-

cause of its structure, Russell added.

A Good Idea

Couture has contended a new school near Marcotte Park would cut down on bus transportation and Russell argued the point. He said children in the area are walking to school now, either Martel, Farwell or Corburn, and added that it would be necessary — on the other hand — to bus pupils to a new elementary school there. The aldermen were told that the addition at Martel and Pettingill would result in some general bus transportation saving.

✓However, Russell conceded, an elementary school at Marcotte Park would be in a strategic location, possibly, should there be a big influx from the parochial schools. He said he knows there will be about 30 St. Mary's parochial school students shifting to the public system this year, because of the cut at the parochial school. It was reported there could be some more from the Marcotte Home and also from a Sabattus convent, where parochial classes reportedly are being reduced or eliminated.

No Other Place

But Russell said the school committee plan is based on likely growth in the city and the influx of families to specific areas. At the Pettingill School area, there are children who have been transported to Montello Junior High School because there isn't any room at Pettingill, the superintendent reported. The addition there would solve this problem.

Couture has understood that some pupils from the Marcotte Park area have been bussed to other schools and this is one of his points for a new elementary school there. Russell said none are bus pupils, and a new school there would not have a sizable effect on the transportation program. Again and again, Couture touched on school transportation, questioning Russell closely, citing a desire to save bus expenses.

Explaining a need for more space at Martel School, Russell said there'll be 11 elementary grades there this fall while only five were planned at the school.

"The people moved out and there's no other place to put them," said Russell.

Some children have been transported from way out on the Sabattus Road to Martel School and Couture asked about it.

"We have to. It's the only place we've got for the kids," said Russell.

Couture said a large number of Martel School students are bus pupils and suggested that a school be built where it's needed, perhaps the Pond Road or outer Webster Street. He said he doesn't think it's sound judgement to add to Martel when a large percentage of the students there have to be brought by bus.

"I just as soon pay more for a new school then give it to the bus company," Couture commented.

Russell touched on the complex bus transportation problem and pointed out a series of smaller school buildings in outlying pockets of the city would cost a lot more money in the long run than bus transportation. He said the picture changes periodically and that the school board is attempting to do what's best and more economical for Lewiston at this time.

New High School

✓It's estimated the EB plan for the 29 classrooms would provide sufficient space for a five-year period at least.

The possibility some day of a new high school was mentioned in the course of the talks. Such a school could cost in the neighborhood of \$4 million.

As the talks concluded, Education Board members asked the aldermen which plan they would submit to the city planners for study and recommendation. Does the subcommittee still propose the new elementary plan near Marcotte Park? Call said he wants to give it more thought. Couture and Couturier did not comment.

Marcotte suggested the subcommittee meet again with the Education Board before next Tuesday's regular City Council meeting, possibly Tuesday afternoon. That night the aldermen would recommend one of the two plans, or both, to the Planning Board.

The shirt-sleeve talks lasted more than an hour. The Education Board had four members on hand, Chairman Lionel A. Raymond, Charles A. Lamey, William S. Provencher and Gregoire M. Lesperance.

41 Lewiston's Pilot Program

Lewiston is fortunate to have been chosen for a pilot program of Industrial Technology, to be offered to a group of junior high school boys beginning in September. This is the kind of special training which has been lacking too long in the school systems of Maine and the nation.

Schooling, at the secondary level, has been oriented primarily for those pupils who planned to go to college. The future artisans, industrial workers, technicians, etc., had to make the best of it.

It took a long time to get commercial subjects into the high schools, again due to the emphasis on the classics and the college bound. Shop courses were even slower in coming.

Yet, far more of the young people find careers outside the academic world than within it.

The Industrial Technology course will be given to 18 boys from the Jordan Junior High School and 18 from the Montello school. Ninth graders who do not plan to go to college are eligible for the program. Realistically, the pilot program is so geared that should a boy decide on college later on, he will have been given the necessary groundwork for college acceptance.

If the pilot program is successful, as we have every confidence it will, the course will be made available to many more boys. This year's class of 36, chosen after careful testing, will blaze a trail for future students. Theirs is a special opportunity and a unique challenge.

We are glad the pilot program is being conducted here. In that regard we commend the efforts of two dedicated educators who worked tirelessly with the State Board of Education to make the program a reality: Nathaniel Crowley, principal of the Jordan school, and Michael McFadden, Jordan teacher. The city owes them a special debt of gratitude.

It'll Help, Come Fall 8-3

Current speculation over the "chances" of Maine Senator Edmund S. Muskie to be selected by President Johnson as his running mate is unrealistic.

While Sen. Muskie's qualifications are certainly as high as those of some other possibilities, and we'd be delighted to see our Senator from Maine a candidate for the vice-presidency, the realities of politics make it extremely unlikely. After all, Maine has but a handful of electoral college votes—not enough by far to make it worthwhile to the President to woo the Pine Tree State in this fashion when there is far more for him to gain by selecting a better-known candidate from a larger state.

Sen. Muskie, of course, is doing nothing to end the speculation. As long as the possibility exists, no matter how remote it may be, logic calls for silence on his part.

Besides, the Senator is up for reelection this year, and at this point would seem to be in for some stern competition from his Republican opponent—veteran Maine Congressman Clifford G. McIntire.

And all this talk about Muskie being considered seriously by the President as his running mate, won't do the Senator a bit of harm in the Fall campaign here in Maine.

8-3-64 *Editor*

Lewiston Eve

Festival Fun-Time Nears

Lewiston's first (first annual, it is hoped) Summer Festival is but two weeks away, and while thousands of "outsiders" are expected to take in the varied program which has been lined up, it's planned as a "fun week" for Lewiston-Auburn residents, too, and we urge wholesale participation in the event by residents of these two cities.

We wish it could have been planned as a Lewiston-Auburn Summer Festival. Perhaps in the future, it can be.

The program, as formulated by a committee headed by Lewiston businessman Ray Geiger, looks most interesting. It is sufficiently varied to offer something to everybody, in abundance. There's to be a "Day in Old Quebec"; a street dance; the revival of the popular French-Irish baseball game; talent shows; barber-shop quartet competition; and many, many other features, too numerous to list in this column.

Our congratulations to Chairman Geiger and to the enthusiastic committee which has put in a lot of time on this worthwhile project.

We hereby extend an invitation to Maine residents wherever they may live, and to our out-of-state friends, vacationing in the Pine Tree State, to come along and have a ball with us.

The Festival starts Aug. 17 and winds up Aug. 22. We guarantee a good time like you've never had before!

LEWISTON GROUP, BATES DROP TALKS ON SALE AND LEASE-BACK OF 2 PLANTS

By ARTHUR BISSON

Negotiations for the sale and subsequent leasing of Bates Manufacturing Company property in Lewiston were suspended Thursday, according to a statement issued by Mayor Roland L. Marcotte.

Mayor Marcotte said much time has been devoted to the proposal by himself, a group of Textile City residents and Bates officials in discussing the suggested arrangements.

"Several weeks ago," the mayor said, "I was approached to negotiate with Bates Manufacturing Company regarding the terms of a proposed arrangement, whereby Bates

could sell their real estate to a local non-profit community corporation."

The corporation, the official noted, would then, in turn, lease the real estate back to the Bates firm.

Fair Arrangement

"The city government," Marcotte noted, "has the same deep concern as the citizens to keep Bates in Lewiston as a happy and profitable industry. Therefore, I have attempted to work out an arrangement which would be fair to Bates as well as the cities of Lewiston and Auburn."

The mayor indicated that the negotiations were conducted under the "close and continuous advice from a local representative group, for whose service to Bates and our communities, I am grateful."

"During all negotiations, I have been guided by a firm belief in the following two principles: One that is it important that all industry be treated equitably and therefore no tax concessions should be considered. Real estate taxes were estimated at a figure which took into consideration the current re-evaluation program."

"Seemed Acceptable"

The second principle was that "industrial buildings, if they are to be worth more than useless brick and mortar must, through their use, result in profitable operations."

"These principles," Marcotte said, "are the only basis on which the present negotiations could be conducted properly."

"The final terms of my proposal, as to a 'sale and lease-back' arrangement were reached only after a careful consideration of the problem's many aspects and, indeed, after sub-

stantial efforts aimed at satisfying Bates in the matters of purchase price, length of the lease and rent.

"Each one of these matters required long negotiations, but in every case, my final proposal met the conditions, which I had been led to believe, would be acceptable to Bates. I have agreed to a considerable increase in purchase price, a decrease in the length of the lease and a reduction in rent, even below the \$200,000 which had seemed acceptable to Bates."

Proposal Terms

In brief, the proposal was as follows: the purchase of buildings (both the Bates and Hill divisions) for \$500,000; lease term of five years with options available; an annual rental fee of \$183,000.

"The transaction was to be carried out by a non-profit local corporation," the mayor said and the "lease was to be on a net-net basis, other than two exceptions: real estate taxes and fire insurance up to \$10,000. Bates would have furnished all other insurance requirements including lease insurance."

"I want to emphasize that my advisors throughout this lengthy negotiation are unanimous in their support of my position and I have been assured that the community can and will raise sufficient funds to accomplish the purchase under the terms of my proposal."

"Not Able To Accept"

"Nevertheless," Mayor Marcotte added, "Bates has not been able to accept this proposal and since I believe that this proposal is the best which the community can prudently offer, I regret that it is now necessary to suspend negotiations."

"My office and my services and that of the Citizen's Group will always be available to Bates Manufacturing Company or any other industrial firm in this area, and I also hope that Bates officials will reconsider my proposal."

Bates made a similar sale-lease back arrangement on an Augusta plant earlier this year.

Last year, officials from the firm sought to obtain a tax concession, but to no avail. For 1964, the firm had a tax bill of \$300,239.76.

JACQUES SAYS CITY SHOULD PAY DAMAGES

8-13 - Urges Appropriation in Connection With Pleasant St. Work

Couture Hits Bridge Plan;
Aldermen Hold Up on
\$12,500 Transfer

By RICHARD KISONAK

Two Lewiston aldermen took issue late Wednesday afternoon with certain aspects of the big Pleasant Street reconstruction project and a suggested transfer of funds—to meet a shortage—was tossed aside for the time being.

Alderman Emile (Bill) Jacques told a joint session of the City Council and Finance Board the city should appropriate funds to cover damages to private property. He suggested about \$5,000.

Plans to scratch bridge work from the Pleasant Street project were hit by Alderman Paul A. Couture.

The boards were together to consider a Public Works Department request for a \$12,500 budget transfer to cover a shortage in the project account. PWD Director George J. Maher said storm sewer work on Pleasant Street ran about \$10,000 more than expected. The remaining \$2,500 would serve as a contingent fund. The PWB recommended the transfer earlier in the afternoon as it awarded the rebuilding contract to Herbert E. Callahan Inc. of Auburn, low bidder at \$57,000.

"Big Ones"

The PWB is suggesting the city use \$5,200 appropriated for bridge work at the Hart Brook crossing with the rest coming from the sidewalk account. Bids on the bridge were "way over" the budgeted amount, Maher reported.

The Finance Board routinely approved the transfer request and then it was the aldermen's turn and the request was tabled, following comment by Aldermen Jacques, Couture and Bruce J. Clark.

Jacques warned the city will be in trouble over land damages unless something's done. He said he knows of five or six cases in which the city will be responsible.

"We have some big ones coming up over there," Jacques declared.

Meeting of Lewiston City Council Will Be Wednesday

Next Tuesday's regularly scheduled meeting of the Lewiston Board of Mayor and Aldermen will be held the following day instead, members of the board decided Wednesday afternoon.

The new meeting date was set because some of the aldermen will be tied up with "French-Canadian Day" activities which are being conducted Tuesday in connection with the Summer Festival here. Alderman Emile (Bill) Jacques is a co-chairman of the day's events with Alderman Bruce Clark chairmanship a French-Irish baseball game to be held at Lewiston Athletic Park at 6 p.m. Another alderman, William Donovan Jr., will serve as an umpire.

Mayor Roland L. Marcotte had the board in his city building office to discuss a street project and he asked the aldermen if they wanted to meet next Tuesday or Wednesday.

They decided to meet at the regular time — 7:30 p.m. — on Wednesday. City Clerk Lucien Lebel said he'll go to the council chambers at the city building on Tuesday night to inform anybody that shows up that the meeting would be held the following night.

The aldermen are scheduled to receive the Planning Board recommendation on the controversial East Avenue zoning proposal at the meeting. However, the board probably will set a date for a public hearing rather than get into more debate at the session. The planners, in opposition to a recent proposal, are suggesting that East Avenue not be commercialized. Home owners along the strip have objected strongly to the proposal to commercialize the street between Lisbon and Bartlett streets.

Other business before the meeting is expected to be of a routine nature.

Looking at Maher, Jacques said the city took care of property damage in connection with the Montello Street rebuilding work and he asked why the city shouldn't do the same thing for Pleasant Street. Maher reported the Montello work was started before the Public Works Board saw the cost of such work was running wild. He pointed out the city corporation counsel, Atty. Jere R. Clifford, was consulted in the Pleasant Street case and reported the city's not liable as long as the grade of the road isn't changed.

In most cases, Maher said, the Pleasant Street complaints involve people who are encroaching upon the right-of-way. Jacques insisted something be done just the same.

Where the bridge is concerned, Couture said the city has spent a lot of time on this project and that it will not be a complete project if the bridge work isn't done.

"I would ask more money to build the bridge, and let's get it over with, like it was started," he suggested.

"And the job they are going

to do there (Pleasant Street) is not good, either," Jacques told the group.

He said it won't be as good as the work done on Montello Street in that the Pleasant Street work is not permanent work. In five years the city will have to start all over again.

"It won't be another roller coaster like Sabattus Street (Thorne's Corner) will it?" asked Alderman Robert L. Couturier.

"It won't be that good. That's a permanent street," Mayor Roland L. Marcotte commented with a grin.

Wants to Check

Jacques, referring to the bridge over Hart Brook, said he got in touch with the State Highway Commission office about state aid and that he'll ask the City Council, when it next meets, to apply for state aid classification for the bridge. Approval would mean county aid, as well, but nothing can be done this summer in connection with the present project.

Clark said he wants to look into the sidewalk budget situation before acting on the transfer request put before the boards at the joint session. The alderman, referring to the approximately \$9,000 surplus in the sidewalk account, felt an error in preparing the budget was made. It's his contention a package sidewalk project was set up involving Bellevue and Brault as well as Blanchette streets and said the budget doesn't contain the first two streets and this could be the reason for the surplus. Clark said he's sure a check of the minutes of the aldermen's meetings will bear this out.

"I'd like to check the minutes first," said Clark.

Other aldermen went along with Clark and the proposed transfer was tabled "for more information."

MAINE TUESDAY MORNING

MARCOTTE HAS NEW KEY FOR QUEBEC MAYOR

8-17-64

"Fleur-de-lis" Emblem
Is Added; Presents
First One Today

Emblem Associated With
French Royal Family,
Is Widely Used

By RICHARD LYSONAK

Mayor Wilfred Hamel of Quebec will be presented Tuesday night with a new key to the City of Lewiston which bears a symbol rich in French history and culture.

Lewiston Mayor Roland L. Marcotte has had the new type keys made and plans to use them while he is in office.

The back end of the brass key has the fleur-de-lis, an emblem Napoleon Bonaparte once tried to destroy. It is now used internationally. An heraldic device, it is very widespread in the amorial bearings of all countries, but more particularly associated with the royal family of France.

Mayor Marcotte said he had the special design of keys made to bring attention to the city's cultural progress, of which he is proud.

The conventional fleur-de-lis represents very imperfectly three flowers of the white lily joined together, the central one erect, and each of the other two curving outward. The fleur-de-lis is common in ancient decorations, notably in India and Egypt, where it was the symbol of life and resurrection, the attribute of the god Horus.

"Ordonnance"

It is uncertain whether the conventional fleur-de-lis was originally meant to represent the lily or the white iris. In Roman and early Gothic architecture, the fleur-de-lis is a frequent ornament. As early as 1120, three fleur-de-lis were sculptured on the capitols of the Chapelle Saint-Aignon at Paris.

The fleur-de-lis was first definitely connected with the French monarchy in an "Ordonnance" of Louis le Jeune (1147) and was first figured on a seal of Philip Augustus in 1180. The use of the fleur-de-lis in heraldy dates from the 12th century, soon after which period it became a very common charge in France, England and Germany where many a gentleman of coat-armour desired to adorn his shield with a loan from the shield of France.



FLEUR-DE-LIS—Mayor Roland L. Marcotte has chosen a design widespread in the amorial bearings of many countries, the fleur-de-lis, for the new keys to the city which he's had made. The first such key will be presented today to the mayor of Quebec. As shown in photo, one side of the key has the mayor's name with the city and state on the reverse side.

In February 1376 Charles V of France reduced the number of fleur-de-lis to three in honor of the trinity—and the kings of France thereafter bore d'azur a trois fleur-de-lis d'or (blue with three lilies).

Tradition soon attributed the origin of the fleur-de-lis to Clovis, the founder of the Frankish monarchy and explained that it represented the lily given him at his baptism by an angel. According to a more rationalistic explanation, it was a figure used instead of a sceptre at the proclamation of the Frankish king.

An order of the lily with the fleur-de-lis for a badge was established in the Roman states by Pope Paul III in 1546; its members were pledged to defend the Patrimony of St. Peter against the enemies of the church. Another order of the lily was founded by Louis XVIII in 1816 in memory of the silver fleur-de-lis which was given by Conte D'Artois to the troops in 1814 as decorations. It was abolished by the revolution of 1830.

At that time, Napoleon Bonaparte added to the fleur-de-lis to make his own emblem — "The Bee"— but he was unable, however, to destroy the famous emblem, which is used internationally.

Mayor Hamel will be presented the first of the new keys made for Mayor Marcotte from a design developed by his son, Brian. The Quebec mayor will be given the key at a French Revue program to be held in the Columbia Market parking lot tonight in connection with the Lewiston Summer Festival program.

The new keys were made at Lewiston Brass & Enterprise Foundry Inc. of Lewiston and were hand wrought by Joseph Legendre, an employee.

Lewiston Citizens Hear Quebec Mayor

Quebec Mayor Wilfrid Hamel spoke to an estimated 5,000 persons at Le Montagnard Club parking lot last night where he praised Lewiston citizens for excellent profession of faith and friendship toward the Canadian people.

The Tuesday night affair was the end of a day-long list of activities during the Lewiston Summer Festival's "A Day In Old Quebec."

"My infinite thanks," Mayor Hamel said "for everything and anything you have done for me. When I shall return (to this city in the future), I shall be very pleased to shake your hands because you are the best friends anyone may have."

Powerful Country

Mayor Hamel pointed out that "because you are in your youth as a country," the United States is a definite asset to the entire world. He said, speaking in French, that the United States is "powerful in several ways: powerful in population, powerful in environment, and powerful in culture."

"This is why," the mayor said, "you are a prime example of friendship to the world." The official was all praises for the Lewiston as a community. He also paid respect to the various city officials and residents who made the Summer Festival possible.

Following his remarks in French, the Quebec official turned to English and said, "Thank you for everything. I hope you will be happy and lucky" throughout the future.

At this point, Mayor Hamel presented Lewiston Mayor Roland L. Marcotte with a special bronze plaque bearing the coat of arms of Quebec.

Receive City Key

Prior to addressing the large throng, which gave the visiting officials a warm and thunderous welcome, Mayor Hamel was presented with the newly created key to the City of Lewiston by Mayor Marcotte.

The Lewiston mayor, who also spoke in French, told Mayor Hamel that he would always be most welcomed in the Textile City. In honor of this special event, Mayor Marcotte said, a special key to Lewiston was prepared bearing the famed "fleur-de-lis", a symbol rich in French history and culture.

Mayor Marcotte noted that more keys of this nature would be presented in the future while he is mayor of the city. He said, however, that "it is an extreme pleasure for me to present the first one to Mayor Wilfrid Hamel of Quebec." He added that this was a symbol of amity of the United States toward Canadians.

Mayor Hamel Will Arrive on Special Train from Danville

Quebec's Mayor Wilfrid Hamel will arrive in Lewiston at 9:20 a.m. Tuesday on a special train coming into the Textile City from Danville.

Official word on the arrival was reported Monday night by committee representative planning the "A Day in Old Quebec" program of Lewiston's first Summer Festival.

Escorting Mayor Hamel on the last leg of his long trip from Canada will be a delegation of Lewiston officials and residents who will make the trip into the Textile City.

It was also learned there are still a few open seats for the trip to Danville. Persons interested in making the historic journey into the city may do so by reporting to the Lewiston city building at 8 a.m. A small donation is required, however.

Persons making the trip will receive a souvenir ticket, printed in French, bearing the official seal of the City of Lewiston.

Also on the train will be the family of Robert A. Biron of 125 Webber Ave., Lewiston, which has been selected to represent the immigration of Canadians into Lewiston.

The train will arrive at the railroad station at 9:20 a.m.

where a stage coach will be waiting to transport the Biron family to the Lewiston city building for official greetings by Mayor Marcotte.

Following the city building program, the group will take a short trip around the community and a reception at the Jacques Cartier Hall will follow.

Biron's ancestors came to the United States at the turn of the century, although the Biron family first arrived in Quebec from France in 1648.

Mrs. Biron is the former Irene Chouinard, whose parents came to the United States in 1895.

The Biron family have eight children. They are: Joanne 17, Jacqueline 15, Joline 13, Daniel 10, Jeannette 7, Judy 6, Joyce 2, and Donald who is seven months old.

At the arrival ceremony, the entire family will be dressed in attire of the early 1900's.

With the city hall arrival, the morning program will be carried live over WCME of Brunswick with Canadian radio announcer Giles Bernier commenting. The program will also be carried over radio station WCOU of Lewiston with Ward Five Alderman Robert L. Courrier reporting.

Honorary Police Captain

Quebec Police Captain Joseph Bussiere, who made the long trip to Lewiston with Mayor and Mrs. Hamel, was also presented with a special honor.

Mayor Marcotte noted that Captain Bussiere, who is known for his police work in Canada, deserves the congratulations of Lewiston with the presentation of the title of honorary captain of the Lewiston Police Department. Captain Bussiere was accompanied by his wife and a daughter, Ghislaine.

Several other gifts, including mementoes from the State Department of Agriculture and the Bates Manufacturing Company, were presented to the visiting dignitary.

The evening festivities opened with the revival of the French-Irish Baseball duel which was won by the Irish with a 9-3 score at the Lewiston Police Athletic Park.

Mayors Jailed

Officials had a hard time keeping the contest rolling be-

cause the umpires kept getting drafted to serve a few moments in the Jailbird Jamboree jail at the park site.

During the contest, which was witnessed partially by the Hamels, Bussieres, Marcottes and festival officials, spectators were given a treat as Mayors Hamel and Marcotte and Police Captain Bussiere were sentenced to jail. They were bailed out by Festival Chairman Raymond A. Geiger, however.

Captain Bussiere turned the cards around, however, and had Mmes. Marcotte, Hamel, Bussiere and Mrs. Emile Jacques and Miss Bussiere placed behind bars for a few minutes. The condition of their release was that Mayor Marcotte would provide the bail. Although reluctantly, he did so with the approval of the audience.

Sen. Emile Jacques, who served as chairman of the French-Canadian activities, was also imprisoned.

Orpheon Society

At 7 p.m., the French Revue program began at the Columbia Super Market parking lot on Lisbon Street with a one-hour display by the Lewiston-Auburn Scarlet Cadets and the Pine Tree Warriors Drum and Bugle Corps.

The precision and eye-catching activity by the two groups

gave spectators a good show. At 8 o'clock, the revue began with the Orpheon Society of Lewiston presenting several numbers, followed by a humorous discourse by Roger Saucier of Lewiston on politics.

The presentation of the city key was then made to Mayor Hamel. Following brief talks by the two mayors, the officials adjourned to the Montagnard Club rooms while the audience enjoyed a few hours of entertainment by the Kinfolk, a local musical group, fiddlers and other entertainers.

An old fashion square dance was held with a large number of participants demonstrating their abilities.

French-Canadians Make Grand Entry To Lewiston In Song-Fest Train Ride

By PAUL MARCOTTE

The French-Canadians arrived in Lewiston in grand style today — accompanied by Quebec Mayor Wilfrid Hamel in a fiddlin', song-fest train ride from Danville.

The train's passengers, who boarded a modern Canadian National Railroad car at the Danville station, were representative of the predominantly French community.

Music was provided by Roland Boileau of 115 Wood St., Lewiston, who fiddled the make-believe immigrants into the city. Most of the group joined in with the songs, especially the Robert Biron fam-

ily of Lewiston, who were selected to represent the immigration of Canadians to Lewiston.

It was the second day of the week long Lewiston Summer Festival.

Several Hundred

On hand to greet the train, which arrived at approximately 9:40 at the Grand Trunk Railroad Station on Lincoln St., were several hundred local residents.

Many surrounded the aged Quebec mayor, obviously happy to see him. He addressed the crowd briefly, expressing his thanks for being invited to attend today's festivities, appropriately "A Day in Old Quebec."

Along with the Quebec mayor, were his wife, and the assistant chief of police of Quebec, Joseph Bussiere, his wife, and their daughter Ghislaine, 19.

The Bussieres accompany the mayor on many of his excursions.

Bus Then Train

A large bus transported the train passengers to the Danville Station shortly before 9 o'clock while Mayor Hamel and his party were driven out in a private car. Mayor Hamel and his group spent the night at the DeWitt Motor Hotel, after arriving in Lewiston late yesterday afternoon.

The passenger coach provided by the Canadian National Railways was completely air-conditioned and for many of

the passengers, especially the younger ones, it was without a doubt their first train ride.

The train got underway shortly after 9 o'clock and the three dozen or so passengers filled about half of the car.

Boileau, who is a member of "The Kinfolk," the group that will provide music and entertainment at special festivities tonight, warmed up his fiddle and the passengers got into a musical mood.

The group sang several old-time French-Canadian songs, of the type that have been handed down through the generations of French-Canadians that settled in the area. Many of the train passengers knew the songs very well, other hummed the tunes.

The entire Robert Biron family, dressed appropriately in

See LEWISTON Page 7 Col. 4

Our Assessment Jungle

There is a veritable jungle in Maine which usually goes unrecognized, yet it affects hundreds of thousands of property owners, and, indirectly, many more residents of the state who pay rent in various forms. That jungle is in the field of municipal assessment of property for tax purposes.

Despite the fact that the nearly 500 towns in Maine levy a larger combined total of taxes on the citizenry than the state, the task of deciding how that burden is to be distributed is left, for the most part, in the hands of untrained and usually part time officials who are assessors in name only. Maine laws do not require that assessors be trained for their work, nor is there any legal provision for uniformity within or among the towns and cities in assessments.

Generally speaking, the cities have a higher quality of assessment work. Lewiston, for instance, is especially fortunate in having the services of experienced and well qualified assessors who have taken advantage of the opportunities offered by the state for special training and for self improvement.

Statewide, there are some 1,500 assessors, with the large majority having little or no training for the work, according to the state tax assessor, Ernest H. Johnson. As a result, assessments are a hodge podge in which equity often finds no place at all.

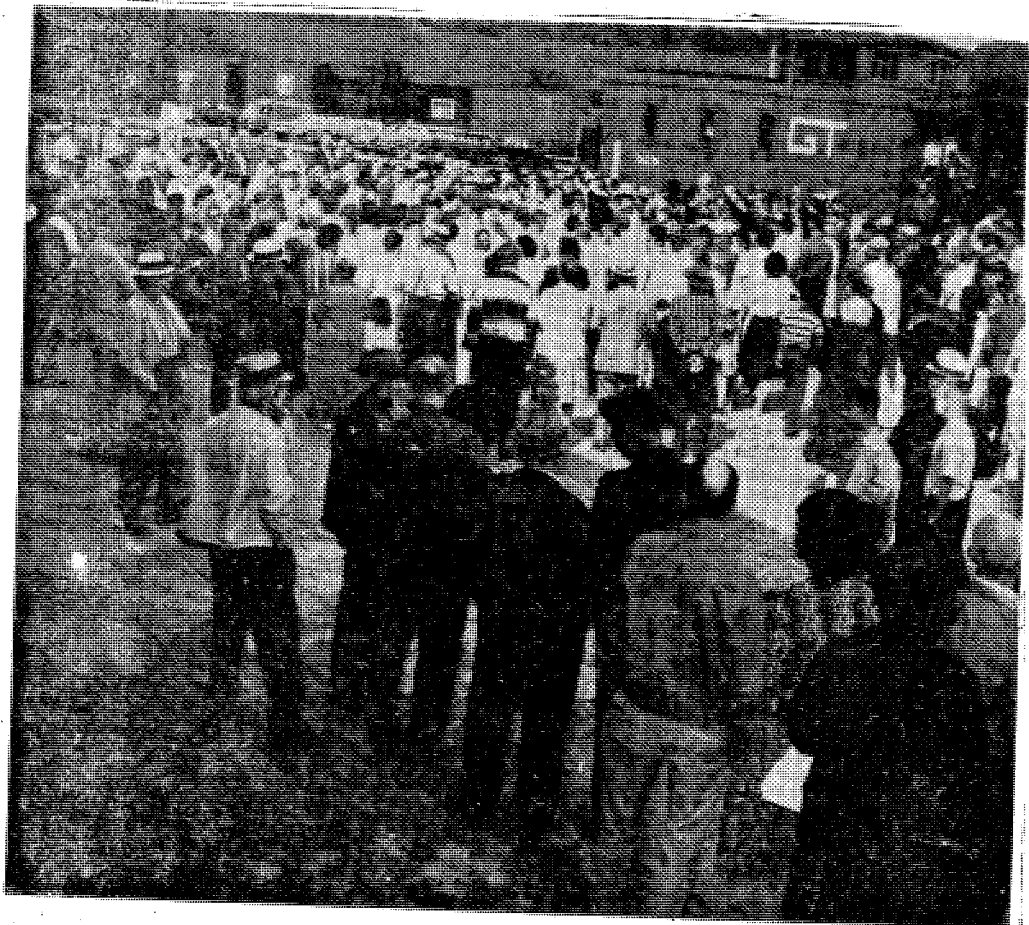
Johnson has been trying to blaze a trail of uniformity through the assessment jungle for several years. The Legislature has not responded. The state official has not given up. He is laying the groundwork for another effort at the next legislative session. What he seeks is the establishment of assessing districts, which would be able to afford trained, qualified men to do the annual job which must be done. He also would have the law spell out the training and qualifications necessary, as well as lay down ground rules for assessing property.

With the burden of taxation on property rising every year, we feel that Tax Assessor Johnson deserves support for the legislation he proposes. Property owners will pay their fair share of taxes only when uniformity brings equity into our system. They are the ones with the most to gain, or lose. It is among them that Johnson should find his strongest supporters.



MAYORS FROM TWO COUNTRIES MEET—The Mayor of the City of Quebec, Wilfrid Hamel, left, and his wife, Mrs. Hamel, center, were officially greeted by Lewiston Mayor Roland L. Marcotte, right, on their arrival by stage-coach at City Hall at mid-morning today. The Quebec mayor was driven to the City Building by the Poland Spring Hotel stage-coach, after he arrived in the city via a special train ride from Danville to the Grand-Trunk Railroad Station on Lincoln St. The train ride, provided by the Canadian National Railways, was the start of a day-long list of activities commemorating the arrival of French-Canadians to the Lewiston area. The title of the day is appropriately called "A Day in Old Quebec."

8-18.
Staff Photo By Philbrick



LARGE CROWD AT GRAND TRUNK RR STATION THIS MORNING—A large crowd made up of many Lewiston French-Canadians were on hand to greet Quebec Mayor Wilfrid Hamel as he arrived in the city via a special train from Danville this morning. The train, which also carried local dignitaries and citizens, had as special passengers Lewiston's first family, the Robert Birons of 125 Webber Ave., who were selected to represent the immigration of French-Canadians to Lewiston. The crowd was very enthusiastic over the arrival of Quebec Mayor Hamel, and many approached the mayor to personally greet him.

Staff Photo by Philbrick

8/18

Tomorrow's Scheduled Activities for The Lewiston Summer Festival

Tomorrow's scheduled activities for the Lewiston Summer Festival are:

Special train filled with local dignitaries and French - Canadians, celebrating French - Canadian Day, will arrive at the Grand Trunk Railroad Station, at approximately 9:20 a.m. The train will start from the Danville station at 8:45 a.m., and buses for the train passengers will leave City Hall at approximately 8 o'clock.

Following arrival in Lewiston, Quebec Mayor Wilfred Hamel, also to be on the train, will be greeted by Lewiston Mayor Roland L. Marcotte. Next activity

planned, is tour of local French stores and clubs.

At 1:30 p.m., a talent show, open to everyone, will get underway at the Lewiston City Hall auditorium.

Local merchants, during French - Canadian Day, will accept Canadian currency at full value on all purchases.

Gigantic French Revue at the Montagnard Club and Columbia Market parking lot in the evening, with Mayor Hamel to speak.

At 6 o'clock, a French-Irish baseball game will get underway at the Lewiston Athletic Park.

Jailbird Jamboree, from 7 to 9 p.m.

8-18-64

THE LEWISTON DAILY SUN LEWISTON-AUBURN



Staff Photo By Houghton

SAM GOES TO JAIL—Sam (alias "Mister Sam" and "Funny Man") Cowling of the famed Don McNeill Breakfast Club radio program, and Raymond A. Geiger, Lewiston Summer Festival Chairman, were jailed Monday night following their "apprehension" in downtown Lewiston.

The pair was spotted by Patrolman Gerald Levesque of the Lewiston Junior Chamber of Commerce (jailbird jamboree sponsor) eating in a restaurant. Warrants for their "arrests" were served on charges of their participation in the Lewiston Summer Festival. Cowling, who appears to question the incident, did admit his guilt and both men served five minutes in the make-believe jail.

voir suite ->

Sam Cowling, Geiger Jailed for Taking Part in Festival

Two leading personalities in the week-long Lewiston Summer Festival activities were "arrested and sentenced to jail" early Monday night, after pleading guilty to charges of taking part in the festivities.

Sam Cowling, a righthand man on the famed Don McNeill Breakfast Club radio program, and Raymond A. Geiger, festival chairman, were apprehended at a Lisbon Street restaurant.

The two were spotted eating at Marois Restaurant on Lisbon Street shortly before 7 p.m. by Patrolman Gerald Levesque, Lewiston Junior Chamber of Commerce Jailbird Jamboree chairman, and taken to make-believe prison at Kennedy Park.

Officer Levesque walked in the establishment blowing his whistle to attract attention, only to have Cowling, alias "Mister Sam," admit his guilt by commenting, "He's got me, Ray."

The bobby-looking officer, adorned in full police regalia, approached the Cowling-Geiger table, and read the charges filed against the two. Cowling had a warrant issued against him for being part of the "Breakfast Club Show which brings joy and enjoyment to Lewiston, for always telling jokes while on the air and making everyone laugh, for singing so well, and for being a friend of Ray Geiger."

Festival Chairman Geiger was charged with "contributing too much time and energy for the Lewiston Summer Festival, for arranging the broadcast of the Breakfast Club from Lewiston, and for being a friend of Sam Cowling." The two men

both pleaded guilty as charged and moments later were escorted to jail.

As they approached the prison, Officer Levesque could be seen dragging Cowling to jail by holding to his collar with extreme firmness, while Geiger, who led the parade, was being pursued through the use of a billy-club being poked into his back.

A large crowd of youngsters, and some adults, converged on the scene as the word spread that the prison already had two occupants.

When interviewed by a Sun newsman, Cowling, who appeared to enjoy his first prison sentence, even though it was on his first visit to the State of Maine, commented that this "is probably the first time a 50-year-old delinquent has been arrested in Maine."

The jail billboard displayed several "wanted" posters bearing the names and figures of Cowling and Geiger. The two men spent five minutes in jail and were then released to continue their activity.

The jailbird jamboree facet of the program will be shifted to the Lewiston Athletic Park on Tuesday night. On Wednesday, Thursday, and Friday nights, the jail will again be established at Kennedy Park from 7 to 9 p.m. The program will be in full swing all day Saturday, it was reported.

Beginning Wednesday, special jailbird jamboree warrants can be served with Jaycees members on hand to travel about the city to apprehend the persons. Prior arrangements can be made by contacting Paul Dube or Levesque.

show at the city auditorium. The program will be open to all ages.

The historical French-Irish Baseball game also will be revived at the Lewiston Athletic Park at 6 p.m. with a series of French-Irish Textile City residents taking part.

A gigantic French Revue will get underway at 7 p.m. at the Columbia Super Market parking lot on Lisbon Street.

French Revue

The Scarlet Cadets and the Pine Tree Warriors Drum and Bugle Corps will give a one-hour display of precision movements and entertainment.

At 8 o'clock, the well-known Orpheon Society of Lewiston, a singing ensemble, will give a brief program. Other musical groups from the city will also take part in presenting special entertainment. A violin contest will follow with Lewiston residents participating.

Mayor Roland L. Marcotte of Lewiston will then give the official welcome to Mayor Wilfrid Hamel of Quebec. Following Marcotte's remarks, Mayor Hamel will deliver an address. Again, the program will be in French.

A dance, consisting of square dancing and fads of yesteryear, will be featured, with a large attendance expected.

Throughout the day, merchants stores in the community will accept Canadian currency at full face value on all purchases.

"Tin Goose"

In addition, the special carnival, which drew a large crowd Monday night, will continue with the Jailbird Jamboree, sponsored by the Lewiston Junior Chamber of Commerce, slated to be held at the Lewiston Athletic Park.

Should inclement weather prevail, Senator Boisvert said that the evening festivities will be held in the Montagnard Club rooms on Maple Street.

The Quebec Day festivities are under the direction of Ward Seven Alderman Emile (Bill) Jacques, assisted by Emilio Ouellette, Albert Cote and Rosaire Halle.

On Monday, the Summer Festival program opened with a display of the famed "Tin Goose," a Ford tri-motor aircraft of the 1920's, at the Auburn-Lewiston Municipal Airport.

Several hundred Twin City residents gathered at the airport to view the aircraft during the afternoon. Special trips were given to leading city officials and businessmen during the morning hours.

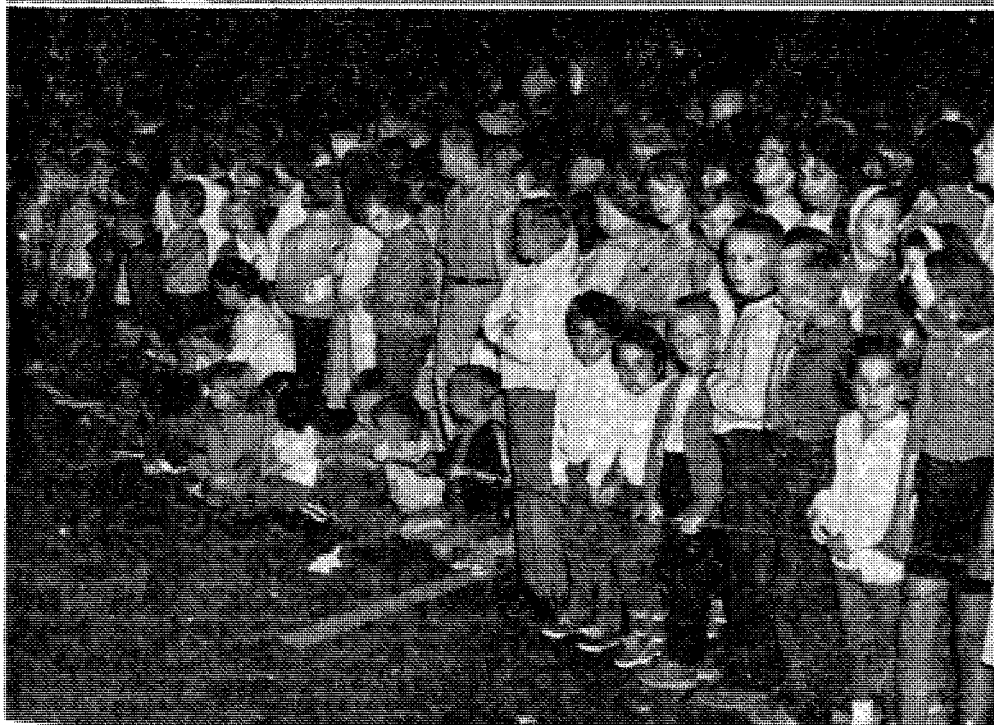
A series of fashion shows were held in downtown stores, attended by Fran Allison (Aunt Fanny) and Mary Anne Luckett of the Breakfast Club show as special guests. The two were escorted by Mrs. Raymond A. Geiger.

Monday night, Sam Cowling and Chairman Geiger were on hand at the Northwood Park Shopping Center to greet the guests, following a brief stay at the Lewiston Jaycee jail.



Staff Photo By Philbrick

QUEBEC MAYOR AND LEWISTON'S "FIRST FAMILY"—Quebec Mayor Wilfrid Hamel, at the left, is pictured as he arrived in Lewiston this morning from a special train ride from Danville which pulled into the Grand Trunk Railroad Station. With the mayor is the large Lewiston family who have been chosen to depict the early arrival of French-Canadians to the Textile City. Pictured, left to right, starting with the mayor, are members of the Robert A. Biron family of 125 Webber Ave., who are Joline, 13, David, 10, Jacqueline, 15, Judy, 6, Janet, 7, Joanne, 17, Mrs. Hamel, with Mrs. Biron above still in the train, and Mr. Biron with his daughter Joyce, 2.



Staff Photos By Houghton

FESTIVAL SPIRIT—The fine Lewiston Summer Festival spirit is displayed in these two photos taken Tuesday at "A Day in Old Quebec."

In the top photo, members of the Scarlet Cadets Color guard unit are pictured leading a parade which made its way from the city building to the Columbia parking lot for a gigantic French Revue, at which a cross section of the crowd is depicted in the lower photo. An estimated 5,000 persons watched the Tuesday night activities.

May Ask Ruling On Commercial Activity In Park

The Lewiston City Council may request a ruling from the corporation counsel at its Wednesday evening meeting concerning the location of a commercial activity in Kennedy Park, such as the carnival which is now in operation at the park.

According to Chapter Three of Lewiston Ordinances, the park cannot be used for any commercial purposes. It appears however, that the aldermen, along with the Public Works and Education Boards approved the request to allow a carnival in the park for the Summer Festival.

The request for the carnival came from Lewiston Industrial Development Director Samuel Michael, who approached the Board of Public Works on the matter on July 6.

The Chairman of the Public Works Board, John Maloney Jr., reported that his board was not aware that there was an ordinance stating such restrictions in the park.

The Public Works Board voted the approval subject to the concurrence of the Board of Education, Maloney said.

School Supt. J. Weldon Rus-

sell, who attended the Education Board meeting on July 24, when that board also accepted the request, said that the board looked at it as a charitable project. Russell said that he had no knowledge that there was an ordinance against such an endeavor.

The only reason why the request was sent along to the Education Board is because the carnival was to be near the Kennedy Park Pool, Russell said.

Mayor Roland L. Marcotte said that the ordinance did not come to his attention, or to the aldermen's, at the time that the request for a license was approved, at the Aug. 4 council meeting.

"We did it in proper spirit with no intent on the part of anyone to violate a city ordinance," Mayor Marcotte said.

The mayor said that seeing as the carnival, which is a part of the Summer Festival, "was a civic endeavor, no one, including department heads of the police department, said anything about an ordinance."

Mayor Marcotte guessed that the aldermen will ask for a ruling from City Attorney Jere R. Clifford "for future direction."



PRESENTATION OF THE KEY—Lewiston Mayor Roland L. Marcotte (right) is pictured presenting the first "fleur-de-lis" key to the City of Lewiston to Mayor Wilfrid Hamel of Quebec during the Textile City's first Summer Festival French-Canadian day activity, held Tuesday.

Mayor Hamel expressed extreme happiness with the presentation and praised the community for its effort in preparing and planning such a Summer Festival. The presentation was made during a French Revue attended by 5,000.

AUBURN, MAINE

FRIDAY AUGUST 21 1966



Staff Photo By Philbrick

NEW CREDIT UNION BUILDING CEREMONY—The ground was broken today for a new office building for the St. Croix Credit Union at 1004 Lisbon St. Presiding with a gold-plated shovel was Credit Union President Arsene Morin. Present for the groundbreaking were: Alexander Ferguson, Richard Morin, Robert Lajoie, Wilfred Allard, Ross Deblois, Albert Robitaille, Albert Grenier, Gerard Lajoie, County Commissioner Georges Rancourt, Mayor Roland L. Marcotte, Msgr. Felix Martin, Robert Cote, Leonard Cote and Dominic Rioux. The credit union was organized in 1950 and Rancourt was its first president. The organization now has \$2.24-million in assets.

FB TO MEET WITH SUPT. OF SCHOOLS

Will Discuss Special
Accounts Set Up By
Education Dept.

Board Wants to Talk to
Maher About Sidewalk
Package Proposal

By RICHARD KISONAK

Lewiston's Finance Board will ask Schools Supt. J. Weldon Russell to attend next week's business meeting to discuss "special" school accounts said to embrace thousands of dollars. A meeting with the superintendent was suggested by Mayor Roland L. Marcotte following the receipt of a legal opinion Monday night from Corporation Counsel Jere R. Clifford in which the special funds are mentioned.

Finance Board members indicated they are interested in learning what the accounts are used for and the amount of dollars involved.

Julius G. Goudreau of the FB said he's heard there is about \$80,000 involved in the accounts. "This is getting out of hand," commented another board member, Ludovic R. Vaillancourt.

Board members did not indicate if they will question the school department's authority to employ this type of special fund. Marcotte said only that it might be a good idea to have Russell in to "talk about these things" and to bring the board up to date on developments.

The Opinion

At the suggestion of Mayor Marcotte, Clifford will be requested to attend the session next Monday.

Clifford's legal opinion, addressed to City Controller Laurier T. Raymond and read at the city building meeting, concerned the installation of vending machines at Memorial Armory by the Education Board. The Finance Board had questioned the Education Board's prerogative to have the machines installed without clearing it with the FB. The Finance Board also contended proceeds from the machines should be deposited in the city's general fund and not in a special fund. Clifford sides with the Finance Board on the second point.

His ruling states, in part: "To answer the second question first, my letter of July 30 to Superintendent Russell contained a rather complete discussion of the matter. Regardless of whether 'this vending machine operation' constitutes service or materials, I do not believe that a purchase is involved."

With respect to the first question concerning financial control, I believe that the Finance Board could require the proceeds received from the vending machine operation to be deposited to the General Fund rather than into a separate special fund.

Maher, Too

"Your question seems to suggest that all revenues are deposited in the General Fund, but I believe, as noted in the July 30 opinion, at least some other special funds are maintained by the Education Department," Clifford wrote.

The proceeds from the vending machines are being put in a special fund to be used to purchase recreation equipment and materials. The machines are used primarily by children and adults participating in recreation programs.

The FB wants to see Public Works Department Director George J. Maher next week about a sidewalk project bid recommendation from the Public

Works Board. The following communication was received: "The Board of Public Works recommends that the low bid on Sidewalk Package No. 5 be awarded to Blue Rock Sand & Gravel Co. on projects 1, 2 and 3, and that project 4 be rejected as the property owner and the alderman of Ward Five do not want a walk at 128 Howe St. The deduction for project 4 would be \$366, leaving a balance of \$8,192 to be awarded."

Not Right

The FB approved the contract award on the first three projects, which involve work on Pettengill Street, Fairlawn Avenue and East Avenue, and left up in the air the matter of the Howe Street project. Goudreau said the area is used by many people to get to the youth center and a paint firm in the neighborhood and he contended a single property owner should not be able to decide if a project is to be done after it had been studied and recommended by the PWB and other municipal bodies.

Marcotte agreed with Goudreau and said the board ought to have more information on the matter.

Going along with PWB recommendations, the FB awarded a contract for lamps to Lewiston Supply Co. which bid a 48% trade discount less another 2%, and voted to purchase about 5,000 feet of snow fence from W. H. Shurtleff Co. for \$925. They were low bidders.

The Education Board proposed purchase of plumbing equipment for Jordan School from Lewiston Supply Co., second lowest bidder at \$407.70, but the FB voted for low bidder E. H. Basselet, \$397.89. Nine urinals, 11 traps and 11 valves are to be purchased.

Ninety desks and chairs will be purchased from Henry S. Wolkins Co., lowest bidder meeting specifications, for \$1,595.70. The EB recommended Wolkins.

Three budget transfers were recommended to the City Council as proposed by the department and boards involved. One involves a transfer of \$1,200 within the Health-Welfare Department budget to beef up three accounts, a \$175 transfer for the Planning Board to provide more dollars for office supplies and miscellaneous expenses, and a \$180 for the Zoning Board of Appeals which needs money to pay the salary of two new board members.

A \$9,520 payment to United Appraisal Co. was voted by the board. City Controller Raymond said the revaluation work is 37% completed.

Joseph Pinette Co. was voted a final payment of \$1,776.98 for work on the Pleasant Street storm sewer project. Blue Rock Quarry was voted a total of \$15,694.20 for sidewalk construction.

Raymond told the board work is progressing at the Lincoln Street fire substation. The painters were "cleaning up" last Friday and much foundation work had been completed. Still to be done is some paving and the installation of a fence.

MAYOR TO CALL JOINT SESSION

Mayor Roland L. Marcotte of Lewiston said Monday he will call a joint meeting of the City Council and Finance Board soon to discuss the city water problem.

The city has not yet received word about its applications for a loan under the Accelerated Public Works Bill, and local officials feel that no money may be available under the act, to help out. The cost of the first phase of the water project was tagged at \$691,200, with the city's share about \$345,000.

Now that the hot summer months are nearly passed, the city's water needs will lessen appreciably, and most people forget about the yearly problem. But not the mayor.

"I'm not going to forget it," Mayor Marcotte said.

The mayor said that he will call a joint meeting of the two boards "in the near future."

"There is apparently no Accelerated Public Works money available," Mayor Marcotte declared, adding that at the special meeting he may make another proposal aimed at a once-and-for-all solution of the problem.

The city has been under a water ban since June 15, the time of the first hot spell. The use of water hoses had been restricted to one hour per day. Since that time however, as the city's reservoirs have managed to remain nearly full during the cooler periods, the ban

has been eased to two hours per day.

Just recently, Mayor Marcotte and other city officials were told, at a meeting of LIFT (Lewiston Improving For Tomorrow), that the city could handle the water problem by borrowing for that purpose only.

Public Works Director George Maher said the city could borrow for the water improvements encumbering water revenues only.

Mayor Marcotte reported that he wants to get in touch with state officials to receive more information concerning that type of loan.

"It's something we never knew about," Mayor Marcotte said.

The city can also undertake the project by borrowing on the present bonding capacity, but other costly matters are coming up before the city fathers, such as a shortage of classrooms in the public school system, and construction of a new school or of several additions to present buildings is contemplated.

In any event, Mayor Marcotte and other city officials are determined to see that something be done about the annual water shortage.

Dr. Gauvreau Is Appointed to Zoning Board of Appeals

A well-known Twin City obstetrician has been appointed to the Lewiston Zoning Board of Appeals, it was learned Monday night.

Dr. Norman O. Gauvreau of 69 Fair St., Lewiston, was named to the now five-member board by Mayor Roland L. Marcotte.

The doctor was appointed to a full five-year term, replacing ZBA Chairman Lionel Goulet whose term expired Saturday. Mayor Marcotte said the appointment became effective Labor Day.

A specialist in obstetrics and gynecology, Dr. Gauvreau is married to the former Dorothy Daniels of California. The couple has four children: Douglas, Paul, Kenneth and Gayle.

Dr. Gauvreau was graduated from Lewiston High School in 1939 and from Hebron Academy.

The doctor received his bachelor's degree from Bowdoin College in 1943 and was graduated from the College of Medicine of the University of Vermont in 1950. In 1951, he interned at the U.S. Naval Hospital at Chelsea, Mass.

Dr. Gauvreau opened his medical practice in Lewiston in 1951 and practiced here until 1955 when he became a resident in obstetrics and gynecology at the Cambridge City Hospital, Mass. He completed his residency there in 1958 and was a resident in surgery at the Massachusetts State Cancer Hospital in 1958-1959.

A World War II veteran, he was a Marine pilot in the South Pacific Theater of operation, serving from 1942 until 1946. He received several service citations, including a Presidential unit citation. While in the South



DR. NORMAN O. GAUVREAU

Pacific, he flew 102 missions.

Dr. Gauvreau is a member of the Lewiston-Auburn Rotary Club, Maine Medical Association, American College of Obstetrics and Gynecology. He is on the staff of St. Mary's General Hospital and is on the courtesy staff at the Central Maine General Hospital.

A former president of LIFT (Lewiston Improving For Tomorrow), he was unsuccessful in his mayoralty bid in Lewiston in 1962.

In the absence of a permanent chairman, with the term expiration of Chairman Goulet, the senior member on the board, Atty. Roscoe H. Fales, will serve as acting chairman until the election of officers expected for the next meeting slated Sept. 17.

Calls Special Meeting Of Aldermen

Lewiston Mayor Roland L. Marcotte today called a special meeting of the aldermen, to take place in the office of City Controller Laurier T. Raymond Thursday evening, starting at 7:30.

The special session was called to discuss budget overdrafts, the mayor said.

At last Tuesday's regular City Council meeting, Ward Six Alderman Paul A. Couture got support from the other aldermen, and voted to instruct the mayor to schedule such a special meeting.

The matter came to light when certain overdrafts in the Health and Welfare budget were noted, and Welfare Director Robert Baillargeon asked for transfers to cover the overdrafts. The director was turned down, however.

Tomorrow night's meeting will deal with all overdrafts in the entire budget, City Clerk Lucien Lebel said today.

No Quorum for FB Meeting, Next Meeting to Be Monday

There was no meeting of the Lewiston Board of Finance on Tuesday night.

It's just that simple, explained one official, "We don't have a quorum."

Controller Laurier T. Raymond was on hand for the scheduled 8 p.m. meeting in the office of Mayor Roland L. Marcotte. Also present were board members Jules G. Goudreau and Atty. Harold S. Skelton.

But, one more member was needed for the quorum.

At 8:04 p.m., Atty. Skelton declared, "Let's wait one more minute." About 60 seconds later, he stood erect and exclaimed that the next session would be at "7 p.m. next Monday."

Raymond confirmed this,

saying "I don't think there'll be any more 8 o'clock meetings."

As the board members started to leave the mayor's office, one department head exclaimed, "Spoiled my entire evening for nothing?"

The almost dozen persons who had made it a point to come to the meeting to discuss various items on the agenda, respectfully bowed out, leaving with somewhat grim faces.

The FB has a full agenda planned, but no action was taken.

Among the persons on hand was housing developer Amedee Bolduc who was making his second appearance in as many sessions with a request for \$15,000 to install a water line on

Mitchell Street.

Bolduc came equipped with the backing of the Board of Mayor and Aldermen who recommended that the project be financed with funds from the present budget or by short term loans.

Fire Chief Roland G. Dumais was available to assist in whatever manner he could with two communications from the Fire Commission. One was for a transfer of funds to meet the needs of the department for the remainder of the year. The second was to change the classification of department clerk Roger Bisson.

City Treasurer-Tax Collector Alfred J. Plourde Jr. was on hand with recommendations on tax abatements of delinquent poll taxes. Ernest J. Desjardins was there with a tax abatement report for August.

Several spectators were also in attendance.

Absent from the session were Mayor Marcotte and board members Dr. Michael J. Harkins, Ludovic R. Vaillancourt, and Atty. Philip M. Isaacson.

Atty. Isaacson, however, was spotted outside the building moments later, but by this time, Goudreau had left the premises.

BD. APPROVES "POLICY" ⁹⁻⁹ FOR PLAY PROGRAM

**Tentative Schedule
Is Presented by
Frank Torrey**

**Club for Senior Citizens
Planned, Dancing for
Lewiston. Youngsters**

By RICHARD KISONAK

A general operating policy for the Lewiston Recreation Department's indoor program was approved late Tuesday afternoon at a meeting of the Board of Education.

It was presented by Recreation Director Frank Torrey, who also outlined a tentative slate of events.

Torrey has wrapped up a successful summer vacation program and, as the city's first full-time director of recreations, is now concentrating on a year-round schedule. The indoor program gets off the ground later this month.

Hours of operation at the Lewiston Recreation Center, located in Memorial Armory, will be from 9 a.m. to 10 p.m. Monday through Saturday. Sunday hours are pending.

The Education Board approved the following general use policy, as submitted by Torrey:

"1. School age youngsters will have the use of the building from 2-6 daily Monday through Friday, 6-10 Friday evenings and 9 a.m. to 10 p.m. Saturdays.

Reserved

"2. During school vacation the entire facilities will be reserved for school children daily, 9 a.m. to 10 p.m. Most adult programs will be canceled for the vacation period.

"3. During school hours the facilities will be reserved for ladies and senior citizen programs.

"4. Evening hours 6 to 10, Monday through Thursday, will be reserved for adult programs.

"5. Programs will change from time to time depending on interest."

"6. No programs are being planned for Sundays as yet, but some programs in the future may be scheduled, such as basketball games, tournaments, etc.

"7. Recreation Department programs will be scheduled around outside group activities, such as product shows, dances, etc."

The Education Board went along with proposed pay scales for department assistants who will help out with some aspects of the program. Roving supervisors will be paid \$1.50 an hour, supervisors-instructors will get \$2 and professional instructors the "going rate (square dance callers, etc.)."

Dancing

Torrey submitted to the board a tentative list of activities which include a proposed social dancing program starting the first week in October for boys and girls 10 and older. Ellen Cooper is expected to conduct a series of 10 classes at neighborhood schools and churches, perhaps late in the afternoon, one night a week. There will be instruction in waltz, swing, rumba, fox trot, cha-cha, polka, etiquette and receiving line. There would be no fee to the youngsters.

"I think it will be a good program and something we should have," Torrey said.

Other tentative activities: square dance classes with Brooks and Fran Eastman as callers, on Friday evenings at a school; baton twirling, adult ballroom dance instruction, adult pottery classes, body building program, grammar school indoor track, clay fun program, and special neighborhood programs for grade school youngsters. The latter events will include basketball, badminton, volleyball, group games and ping pong, two or three afternoons a week and Saturday at neighborhood schools.

Senior Citizens

Torrey is planning to set up a Senior Citizens Christmas Club which will meet at the armory between 10:30 a.m. and 1:30 p.m. on Fridays. The group will include senior citizens 62 and over and the Christmas Club theme is to project crea-

tive activity. For activity, there will be movies, recreation, interesting speakers and events, games, plays and luncheon.

"By Jan. 1, the club should be able to organize and choose their own leader," Torrey said.

A Senior Citizens Coffee is scheduled at 10 a.m. Sept. 18 at the armory. This is being offered to acquaint the senior citizens with the facilities available to them. It also will provide for a registration for the club.

The federal government would put up the lion's share—\$1,962,440—and Lewiston's share is set at \$612,890. However, credits which the city is able to get through the turning over of municipal property, tax credits and the like, bring the city share down to about \$211,490.

These are the figures which the Lewiston Urban Renewal Authority has submitted to the HHFA people along with its detailed development plans. The HHFA could make some adjustments in the estimated cost figures as well. Again, they likely would not be major changes.

The councilmen can accept or reject the program.

When the plan is given a green light by New York and Washington offices, it comes back to Lewiston and then it's up to the City Council.

"We're still looking for this fall, early October if we can," said Ronald C. Desjardin, the Urban Renewal Authority's assistant director. He conferred with MacDonald by telephone Wednesday afternoon.

Dissident members of the City

Council are expected to make an attempt to block the program when it comes before their body, which has the power to kill the whole proposal or shoot it through to the actual demolition-construction stages. Past urban renewal program discussions on the floor of the council indicate, however, that a majority of its members will favor the urban renewal development, first of its kind in the Textile City.

First, the aldermen will hold a public hearing. The all-important vote by members of the council follows.

"All we can do is submit the plan to the municipal officers,"

The cost of the program has been estimated at \$2,470,620.

These are the figures which the Lewiston Urban Renewal Authority has submitted to the HHFA people along with its detailed development plans. The HHFA could make some adjustments in the estimated cost figures as well. Again, they likely would not be major changes.

The URA voted to submit the final plan at a June meeting. Later, minor changes were encompassed in the plan and it was returned to New York. It usually takes from four to six months for federal approval, the plans having to go first to New York and then to Washington for scanning. However, several weeks ago an official told Mayor Roland L. Marcotte of Lewiston that they would make an attempt to get the clearance within 90 days. If this is the case, the plans would come back here approved about the first part of October.

The general boundaries for the proposed downtown project are Oak, Park, College and Ash streets. A public housing project, planning for which is well under way, is part of the overall program.

The program is being developed to provide considerable new commercial activity on both sides of Park Street, which would be blocked off between Oak and Ash; large parking areas off Oak Street on one end and Ash Street on the other side; a proposed municipal building development, the public housing project, all connecting the Lisbon Street business district with walkways in two locations.

Desjardins said the city can use the area designated for municipal use in the manner it seems fit. There has been talk of a new fire station there, possibly a combination fire and police station, but nothing concrete has come out of the talks.

The Urban Renewal Authority has outlined several objectives in proposing this renewal program. It would stop the spread of blight in the area, broaden the city tax base and improve the central business district, URA says. It is designed to increase off-street parking opportunities, provide public housing for the elderly, eliminate obsolete buildings and provide sites for new commercial property.

In conjunction with the UR program, sections of Bates and Oak streets would be widened and College Street would be extended to Bates Street. Along this extension, a playground area connected with the public housing project would be situated on one side and the municipal property site on the other side of the street.

Expect UR To Present ⁹⁻¹⁰ Plan Soon

It is expected that the Lewiston urban renewal plan will be in the hands of the aldermen for their action next month. The action can include approval or disapproval, according to Executive Director William MacDonald who now is in New York conferring with officials of the Housing and Home Financing Agency are studying the proposal.

"We're still shooting for this fall, early October if we can," said Ronald C. Desjardin, the Urban Renewal Authority's assistant director. He conferred with MacDonald by telephone Wednesday afternoon.

Dissident members of the City Council are expected to make an attempt to block the program when it comes before their body, which has the power to kill the whole proposal or shoot it through to the actual demolition-construction stages. Past urban renewal program discussions on the floor of the council indicate, however, that a majority of its members will favor the urban renewal development, first of its kind in the Textile City.

First, the aldermen will hold a public hearing. The all-important vote by members of the council follows.

"All we can do is submit the plan to the municipal officers," Desjardin noted.

The cost of the program has been estimated at \$2,470,620.

The federal government would put up the lion's share—\$1,962,270—and Lewiston's share is set at \$612,890. However, credits which the city is able to get through the turning over of municipal property, tax credits and the like, bring the city share down to about \$211,490.

These are the figures which the Lewiston Urban Renewal Authority has submitted to the HHFA people along with its detailed development plans. The HHFA could make some adjustments in the estimated cost figures as well. Again, they likely would not be major changes.

The URA voted to submit the final plan at a June meeting. Later, minor changes were encompassed in the plan and it was returned to New York. It usually takes from four to six months for federal approval, the plans having to go first to New York and then to Washington for scanning. However, several weeks ago an official told Mayor Roland L. Marcotte of Lewiston that they would make an attempt to get the clearance within 90 days. If this is the case, the plans would come back here approved about the first part of October.

The general boundaries for the proposed downtown project are Oak, Park, College and Ash streets. A public housing project, planning for which is well under way, is part of the overall program.

The program is being developed to provide considerable new commercial activity on both sides of Park Street, which would be blocked off between Oak and Ash; large parking areas off Oak Street on one end and Ash Street on the other side; a proposed municipal building development, the public housing project, all connecting the Lisbon Street business district with walkways in two locations.

Desjardins said the city can use the area designated for municipal use in the manner it

seems fit. There has been talk of a new fire station there, possibly a combination fire and police station, but nothing concrete has come out of the talks.

The Urban Renewal Authority has outlined several objectives in proposing this renewal program. It would stop the spread of blight in the area, broaden the city tax base and improve the central business district, URA says. It is designed to increase off-street parking opportunities, provide public housing for the elderly, eliminate obsolete buildings and provide sites for new commercial property.

In conjunction with the UR program, sections of Bates and Oak streets would be widened and College Street would be extended to Bates Street. Along this extension, a playground area connected with the public housing project would be situated on one side and the municipal property site on the other side of the street.

ELECTION IS JUST AROUND THE CORNER

**Lewiston Voters to Go
to Polls Twice
in November**

**Mayor Marcotte Is Expected
to Seek a Fourth Term;
Couture to Run Again**

By ARTHUR BISSON

At present, the big political arena in Lewiston is like a vacuum — empty. But, it won't be long before many a hat is tossed into the ring, the bell is sounded, and the show begins.

Textile City voters will have to go to the polls twice come November. First, for the national election on Nov. 3, and secondly for the municipal election slated for Nov. 30.

The latter, of course, is now an annual affair as residents in Lewiston approved a fiscal year change last September which seems to have been a step toward progress.

Once again, the arena will feature eight rings. The center of attraction, however, could be the mayoralty contest. The smaller demonstrations will come from the seven aldermanic battles, again expected to draw candidates from all corners of the various wards.

Fourth Term

If the 1963 campaign is any sign of what could happen on Nov. 30, several incumbents could find themselves faced with strong battles. In some instances, incumbents could be forced to step down from their posts as well.

Should he do so and win, he would be the first mayor to hold the office for such a period since the enactment of the present city charter in 1939.

Marcotte, who has yet to give any indication as to his intentions for November, is believed to have been instrumental in giving the community that "badly needed" guiding hand this year. During his administration, several programs were adopted, and quite successfully.

Sources close to the mayor note that Marcotte has not even discussed the matter with them. Marcotte was first elected mayor in 1952 and was re-elected the following year.

Last year, Marcotte was one of four candidates for the post. In a run-off election, he edged out former Ward Four Alderman Joseph T. Poulin by a slim margin.

It has been learned that there is "a good possibility" that Poulin will again seek the mayoralty post. Although he would not confirm his candidacy, Poulin is believed planning a campaign.

Also mentioned as a possible candidate for mayor is the name of former Mayor Ernest Malenfant. Malenfant was the first man to hold the office for three terms under the current charter.

During recent weeks, Malen-

fant, who also served as a member of the city council, has declared that Lewiston is in "absolute need of a new administration."

Boisvert Not Candidate

Malenfant, who has confirmed that he will be a candidate, would not state whether it would be for mayor or alderman. Sources have noted that the former mayor may turn to the Ward Six council seat instead.

State Sen. Romeo T. Boisvert, a two-time mayor, definitely ruled his named out as a possible contender this year. Boisvert emphasized that he is seeking to be re-elected to the state senate and nothing more than that.

Other names being mentioned are those of former Mayor Donia J. Girard and Ward Five Alderman Robert L. Couturier. The latter, however, has strongly indicated that he is not a mayoralty candidate this year. The future, however, remains to be seen.

For the aldermanic positions, several contests are currently being planned for as a long list of probabilities is circulating the community.

Incumbent William Donovan Jr. of Ward One commented that he hasn't made up his mind yet to seek re-election. Sources close to the current council president report that he is expected to seek another term on the board. He is presently completing his second year as an alderman.

A strong probable contender for the Ward One seat is former Alderman Gregory W. Weber who served on the council a few years ago. Weber is believed to be planning his campaign.

Gabriel O. Tetreault, Donovan's only competitor last year, may also be a candidate, one source said. Tetreault lost the battle by almost a 2-1 margin in the incumbent's favor.

Ward Two Alderman Bruce J. Clark will be a candidate for re-election. He had reported that plans for his campaign are currently underway. Clark was a 2-1 favorite over former Alderman Robert Caron in the last campaign.

Landry Says "No"

The incumbent was unsuccessful in his first bid for public office two years ago when he was defeated, by a five-vote margin, by former Alderman John Lavertu. Lavertu is also considered a possible candidate in November.

Ward Three Alderman George F. Call, currently on his second term for Ward Three and former Ward Four Alderman, is expected to seek a third term this winter.

Call defeated former Alderman Roland D. Landry by an estimated 30 votes last year. Landry, who has been nominated for the short term on the Androscoggin County Commission and is opposed by Atty. Nelson M. J. Peters, declared this week that he would not be a candidate for alderman.

"It's out of the question," Landry declared. He pointed out, however, that an opponent for Call is "being groomed." Names being mentioned include Raymond Boulet and Gerald St. Pierre, a former Health-Welfare Board member.

Ward Four Is Open

The situation in Ward Four, however, appears to be somewhat different. One source indicated that incumbent Leo St. Pierre reports that he will not seek re-election. However, St. Pierre could not be contacted for comment.

If St. Pierre does not seek re-election, the post would then be up for grabs. Behind-the-scenes sources indicate that former Alderman Poulin may decide to return to the city council as an alderman.

Nicholas Punteri, St. Pierre's only adversary last year, may decide to take another chance at the post should the incumbent drop out of running. Punteri netted 653 votes compared to St. Pierre's 937 last November.

The Ward Five contest could

be the scene of quite a battle. Incumbent Robert L. Couturier, who single-handedly ousted veteran Alderman Frank J. Bussiere in 1963, is believed considering a re-election bid.

Couturier, a freshman politician, said he had "no comment" on reports that he would seek a second term. The incumbent netted 886 votes to Bussiere's 565 during the last campaign.

Bussiere is expected to toss his hat in the ring again, hoping to regain his former position. Other probables include Joseph P. Cloutier, Adelerard Michaud and Romeo Giasson. Veteran Alderman Paul A. Couture of Ward Six is definitely a candidate for re-election, it was reported. Currently serving his 12th term, Couture is hoping that number 13 will be lucky for him.

However, 1964 could be a tough year. Couture retained his position last November by a very narrow margin. His only adversary, Renald Belanger, who was making his first bid for public office, registered 766 votes to Couture's 819, a difference of less than 50 votes.

Belanger is expected to run again, and this time he could be successful. Former Mayor Malenfant has also been named as a probable candidate for the post.

Ward Seven Alderman Emile (Bill) Jacques has expressed deep interest in serving the residents of his ward for another year. Although non-committal, the former two-term mayor and current State Senator is expected to seek re-election.

Jacques served as alderman of Ward Three for six years prior to becoming mayor in 1960 with subsequent re-election. The veteran politician served as president of the City Council for two years.

Mentioned as probable contenders for the post are Joseph R. A. Roy and Eugene Caron, both candidates last year. Roy received 677 votes compared to Jacques' 871.

The campaign has not begun, but soon will. The first date on which petitions will be available is Oct. 1, with the first filing date slated Oct. 31. The

deadline for filing, however, is Nov. 14, two months away.

The focus might be on the Presidential battle at the present time, but the center of attraction will be the Lewiston arena from Nov. 4 to Nov. 30.



ROLAND L. MARCOTTE

The center of attraction, however, will again be the mayoralty race.

Mayor Roland L. Marcotte, who is currently serving his third term in that office, is definitely expected to seek a fourth term as chief magistrate of the Textile City.

BUDGET GIVEN ONCE OVER BY 9-1 CITY COUNCIL

Health and Welfare Gets Fine Tooth Comb Treatment

Aldermen Spot Half-Dozen Overdrafts at Two-Hour Special Session

By ARTHUR BISSON

Members of the Lewiston City Council spent two hours, Thursday night, looking into overdrafts in the 1964 municipal budget.

The aldermen joined Mayor Roland L. Marcotte and City Controller Laurier T. Raymond in scanning the various department budgets with a fine tooth comb.

During the special session, which was held in the controller's office, the council did manage to spot about a half dozen overdrafts, although not all the budgets were investigated.

The aldermen spent a considerable amount of time looking over the Health and Welfare Department budget, the primary cause behind the special meeting.

The council voted earlier this month to hold a special budget hearing session when the Health Department presented a request for a series of transfers of funds because of overdrawn accounts.

Another Bill

At the time, the H-W Department was requesting transfers in the amount of \$1,000 for maintenance and motor vehicle repairs. The transfers, if they had been approved, would have meant the needed money would be transferred from the fuel supplies account.

But the aldermen interrogated H-W Department Director Robert Y. Baillargeon at length and then decided that all accounts would be checked.

As the council began its two-hour session, Raymond brought to the board's attention another bill in the amount of \$186.10 for repairs to Health Department motor vehicle.

Raymond explained to the board that this statement was in addition to the already previously noted \$200 overdraft which caused some uproar by council members earlier. The controller added that the department's motor vehicle repairs account is now overdrawn by nearly \$500.

Couture Displeased

The aldermen examined the latest bill to some extent and then indicated that the repairs to the vehicle were completed during the later part of August, just a few days before the coun-

cil received the request for a transfer.

Ward Six Alderman Paul A. Couture was quite displeased with the latest findings and, as he did one week ago, he reminded the board members that all departments heads were asked to keep a close eye on their departmental expenses and try to avoid any transfers, if at all possible.

The controller pointed out the \$186 was used for repairs to a truck.

Couture commented, "Maybe we'll have to snap someone's fingers, then have them resign." Raymond replied, "But I don't have that power."

"But we have. We've warned them against this before," said Couture.

Purchase Order

Mayor Marcotte, who arrived at the session a few minutes late, was brought up to date with the latest Health Department expense by Council President William Donovan Jr. of Ward One.

Upon hearing the report, the mayor commented that the "fallacy here is that they should get a purchase order before doing the work." The repairs was done by the municipal garage, under the direction of the Public Works Department, and therefore, no purchase order is necessary.

Donovan asked the board, "Isn't it part of their job" to maintain running accounts of their budgetary balances? Raymond replied that a few years ago he assisted all departments in setting up such a system which would be similar to the one he maintains.

He explains that each department was given a set of cards with a breakdown and all they had to do was to get them going from there. He noted the majority of the different units keep tabs on their expenses and anticipated charges. He said they also check with his office once a month for confirmation of their standing.

Shelter Dump Truck

The mayor pointed out he could understand an overdraft if it was for an emergency. But to have body work done, cause an overdraft and then ask for transfer was something different.

The council spent more time looking over H-W accounts. Looking over the repairs and maintenance to motor vehicle category, there was a question about spending \$30 monthly for the first few months of the year.

One member quipped, "Are we buying something on an installment plan or something?" Raymond checked the matter further and then confirmed a conviction the money was being used to park a vehicle, possibly during the winter months only.

After computing for a few seconds, the controller indicated that if this is the case, about \$250 of the \$500 budgeted for

repairs to motor vehicles is being utilized to store one dump truck.

Some Accounts On Edge

He noted the H-W Department does not have a special account for such items and was using this category's money. Couture completed the discussion by stating if "they did (have a special account) it probably would have been cut a long time ago." Some members present objected to the use of such funds for the purpose sheltering such a machine.

Couture pointed out a considerable amount of money is being utilized annually for the city farm. He turned to the mayor and commented, "Let's close it down!"

After deliberating some more, Couture noted the H-W Department has many accounts that are "right on the edge" of being overdrawn.

When it got to the point of fuel supplies at the city farm, the category where the transfer is being sought, it was pointed out that \$2,400 of the \$3500 appropriated is already gone. Discussing it further, it was noted Baillargeon would have to find some other account which can be transferred.

Could Be Rough Winter

Marcotte said fuel supplies are a necessity and the board members agreed. Raymond added that this particular account could very well be closed by December, should a rough winter hit the area.

Under the category of repairs and maintenance to equipment at the city farm, the controller noted that \$703.62 has already been spent while only \$500 was appropriated. An overdraft of \$203.62.

A \$13.55 overdraft for wearing apparel was also noted in the Health Department budget. Other minor discrepancies were also noted.

The aldermen started the deliberations by looking over the public safety budget and spotted only a minor \$4 overdraft. After completing this category, Raymond informed the council that overdrafts in the public safety and fire budgets are almost nil.

Upon his recommendation, the council skipped the fire department appropriations.

School Department

Raymond explained the only accounts he has trouble with are the public works and health-welfare. The aldermen, however, never got close to the Public Works Department budget.

With reference to the school department, a \$6.55 overdraft for expenses incurred on printing and reproducing supplies was spotted. A major discrepancy, however, was the overdraft of \$138.78 for school books. Budgeted was \$9,000.

The aldermen acknowledge, however, that such an overdraft is understandable for an account of that size.

An average of \$49 was no-

ticed in an account on repairs to buildings and structures under the recreation department budget. The original appropriation was in the amount of \$4,780.

The industrial development budget was all in order except for a \$27 overdraft for subscriptions, periodicals and textbooks. Appropriated was \$40 while the actual expense totaled \$67.

At this point, the aldermen called it quits and all seemed quite satisfied with the findings. Present for the meeting, in addition to Couture and Donovan, were Ward Four Alderman Leo St. Pierre and Ward Two Alderman Bruce J. Clark.

City Council to Discuss Possibility of Obtaining Voting Machines on Trial Basis

By PAUL MARCOTTE

Members of the Lewiston City Council, at their regular bi-monthly meeting next Tuesday evening, will discuss the possibility of obtaining voting machines on a trial basis, as offered by a New York City firm.

City Clerk Lucien Lebel said today that the matter was brought up at the Sept. 1, council meeting, and discussion of the proposal was postponed to the upcoming session.

The voting machine com-

pany, hoping to eventually sell its products to the city, has offered the use of six to eight machines for the upcoming elections," at no cost other than transportation, one way, estimated at \$40 per machine."

The firm has also offered the use of a display machine which would be set up well in advance of election day, also voting literature and instructions "will be furnished to all voters of the designated ward, with model machines for demonstrating purposes."

A special course for election workers would also be given, conducted by the company, and a company representative would be on hand to supervise and assist on election day.

The company stipulated that the machines remain in Lewiston "no longer than Mar. 1, 1965." If they are purchased or leased over a five-year period, at six per cent interest, "the first payment will be due Mar. 1, 1965 with no interest charges accrued," the city fathers were told.

If the machines are purchased or leased, the company will also train a man "of Lewiston's choice" at the factory at their expense, and will conduct the first two elections for the city.

The cost of one machine is \$1,723, F.O.B., Canton, Ohio with a five-year guarantee.

If the city decides not to purchase or lease the machines, they will be returned to the com-

pany at the city's expense.

The proposal was sent to Mayor Roland Marcotte—the letter was dated Aug. 13.

Street Sweeping

The aldermen may also act on a recently-drawn up ordinance dealing with the sweeping of streets.

The ordinance imposes a fine of \$5 if a motorist allows his vehicle to be parked where street cleaning operations are to be conducted, so as to interfere with or hinder the removal of dirt and rubbish.

The ordinance further provides that the chief of police may remove such vehicles at the owner's expense. Signs indicating such removal of rubbish must be posted for a period of at least four hours.

A communication from the police department concerning a report on a condition on King Street Alley, between Ash and Pine Streets, is on the agenda.

Dr. Chakmakis James owns a garage which is said to extend out quite a ways over the alleyway, and the building has been struck several times by large vehicles.

The Welfare Department is requesting aldermanic approval of a \$55 transfer from the fuel supplies account to the account for repairs and maintenance of equipment. The item was tabled from the last meeting.

Also tabled was acceptance of a quit-claim deed from Morey G. Plavin who is granting an easement for a sewer line across his property at Nelke Place. It was reported at the last meeting that Plavin desires a tree removed from in front of his property, in exchange for the quit-claim deed.

The United Social Club, 3-7 Canal St., has made application for a liquor license, and the Central Maine Power Company has a request for a pole location permit.

FB Meeting Scheduled Tonight 9-14

The members of the Lewiston Finance Board will take up items which were on last week's agenda at their regular meeting tonight. The meeting last week failed to materialize because there were not enough members to make up a quorum.

Tonight, Lewiston developer Amedee Bolduc will again make his request for a \$15,000 water line for Mitchell Street. He received a cool reception when he asked the FB members for the line a few weeks ago, but now he returns with the approval of the aldermen.

The developer wants the line for eight houses he's building on Mitchell Street as part of his development there. The FB hesitated because of the financial picture.

There are no readily available funds in the budget but the City Council was told the Public Works Department probably could scrape up a considerable amount toward the work.

The city council will recommend to the FB financing the project with funds in the present budget or by a short term loan. The developer has offered to finance the installation himself at this time if the city will guarantee reimbursement in 1965.

Also on the agenda, the board will receive an August tax abatement report from the Board of Assessors and a recommendation from Tax Collector Alfred A. Plourde Jr. will concern a recommendation for delinquent poll tax abatement.

The Education Board is recommending the purchase of a second hand pool table for the Recreation Department.

The Fire Commission has two requests which will be submitted. One of them involves a change in classification for Roger Bisson, and the second recommends a transfer of funds to meet the needs of two departments for the remainder of the fiscal year.

A communication from the United Baptist Church will include a request for the use of the Lewiston Memorial Armory, Oct. 2, for a State Baptist Youth Fellowship banquet. The FB will also receive a report from the Board of Education relative to the extra curricular funds which are set up in a special school department account.

Also scheduled is the opening of bids for a Public Works Department sidewalk project Number 8, a hydraulic crane and for salt.

The city auditor will present applications for the Maine State Retirement System. The PWB will recommend a bid on the new roof and painting of Garcelon School.

Bids on Hydraulic Crane, 9-14 Walk Package Opened by FB

Three firms submitted bids to the Lewiston Finance Board, Monday night, on the purchase of a hydraulic crane for the Public Works Department.

Bidding were Chadwick Bar-Ross Inc., \$7,655; Files & O'Keefe of Maine Inc., \$7,479.50; R. C. Hazelton Co. Inc., \$12,700; and N. A. Burkitt Inc., \$6,698. The bids were referred to the Public Works Board to be studied and followed up with a recommendation.

There were two bids on sidewalk package project No. 8, which involves construction on sections of South Avenue, Shawmut Street and Howe Street. Blue Rock Quarry bid \$3,559 and there was a bid of \$4,847 from Lewiston Crushed Stone Inc. They were referred to the PWB.

The PWB will have a problem here as only \$2,880 is available in the way of budgeted funds, apparently. Also sent to the PWB were salt bids which will be tabulated and studied.

There was a recommendation from the Fire Commission for a change in classification, in the 1965 budget, for Roger N. Bisson, department clerk. The proposal was set aside for consideration at budget time.

The FC is asking that Bisson, currently earning \$64.88 as a clerk, be reclassified as a secretary (Grade 15 of the Jacobs Wage Plan) with a salary

of \$68.12. The board spent several minutes discussing Bisson's duties with Fire Chief Roland G. Dumais.

The FC also recommended budget transfers of \$800 for repairs and maintenance of motor vehicles, \$120 to the wearing apparel account and \$25 for office supplies. Funds would be shifted from other sections of the fire budget. FB members sent the proposal along to the City Council.

A financial report on the special account at the high school, used for a variety of purposes and by school clubs, was submitted and shows a balance of \$10,241.50. FB members recently asked about the fund and called for the breakdown. Largest single item is a \$30,000 account which is used as a self-insurance fund. The report, based on a recent audit, also included a balance sheet on accounts at the other schools, accounts used primarily in connection with lunch programs, PTA and band booster functions.

Dr. Michael J. Harkins of the FB suggested the board be supplied with a copy of the auditor's report. He said he doesn't question the financial data given the board but is interested in reading any recommendations the outside auditor might have made in connection with the audit.

Decide to Call for Bids on That "Old Black Box"

The City of Lewiston will ask for bids on a Police Department radio unit over which a controversy developed earlier this year.

Once used for testing purposes by the Police Department, the equipment has been gathering dust for several years and a controversy arose when it was recommended months ago that the "old black box" be sold or discarded. Some contended the unit is worth considerable money. Others said it's outdated, and of little use to anyone.

It's a radio receiver, City Controller Laurier T. Raymond told the Finance Board Monday night. He said the supervisor of the municipal pumping station—Roger Simpson—reported they can use it at the pumping station to tune in on radio communications of the Public Works Department, Police Department and the Fire Department.

Discussion will be held on a Police Department radio monitor, while other business includes requisitions for payment to the United Appraisal Company and the Granite Paving Company.

Controller Laurier T. Raymond is expected to report on the sale of a parcel of land on Columbia Street and on a request from the PWB for renovations of the court room.

Mayor Roland L. Marcotte questioned if the idea's a good one, wondering if it would not mean additional expense for a transmitting unit to go along with the receiver at some future date. There would be repairs, which would add to the overhead, he said.

Personnel at the pumping station can easily be contacted by telephone, a board member said, and even with the receiver unit there it would only be possible to turn to one frequency at a time. It was decided to ask for bids and see what the offers amount to.

Raymond told the board that he was approached by a person interested in purchasing a piece of city-owned land on Columbia Street, at the rear of Farwell School. The lot measures 90 by 44 feet and is part of the property purchased for the school years ago. Board

members said Raymond should get the feeling of the Education Board before the proposal is taken further. If the land is sold, the city will ask bids.

No action was taken on Public Works Board bid recommendations for proposed roof work and painting at Garcelon School, where the Association for Retarded Children provides special instruction. Repair work would cost in the neighborhood of \$2,000 but some board members indicated they don't want to invest that much if there's a chance the association will move to new quarters in the near future.

An association official will be asked to meet with the board next week to discuss the situation. It's reported there are federal funds available to the association for new school construction. The FB held an executive session after the regular business meeting in the mayor's office.

Finance Bd. to Get Bolduc's \$15,000 Water Line Request

A request for the installation of a \$15,000 water line on Mitchell Street will be presented to the Lewiston Board of Finance on Monday.

The board will hold its regular weekly meeting beginning at 7 p.m. in the office of Mayor Roland L. Marcotte.

The request will be presented by housing developer Amedee Bolduc who received a cool reception from the FB two weeks ago when the original proposal was made known. However, this time, Bolduc has the backing of the Board of Mayor and Aldermen.

Bolduc's request was supposed to have been heard last Tuesday, but that meeting was cancelled because of lack of a quorum.

The developer wants the line for eight houses he's building on Mitchell Street as part of his development there. The FB hesitated because of the financial picture.

There are no readily available funds in the budget but the City Council was told the Public Works Department probably could scrape up a considerable amount toward the work.

The city council will recommend to the FB financing the project with funds in the present budget or by a short term loan. The developer has offered to finance the installation himself at this time if the city will guarantee reimbursement in 1965.

Also on the agenda, the board will receive an August tax abatement report from the Board of Assessors and a recommendation from Tax Collector Alfred A. Plourde Jr. will

concern a recommendation for delinquent poll tax abatement.

The Education Board is recommending the purchase of a second hand pool table for the Recreation Department.

The Fire Commission has two requests which will be submitted. One of them involves a change in classification for Roger Bisson, and the second recommends a transfer of funds to meet the needs of two departments for the remainder of the fiscal year.

A communication from the United Baptist Church will include a request for the use of the Lewiston Memorial Armory, Oct. 2, for a State Baptist Youth Fellowship banquet. The FB will also receive a report from the Board of Education relative to the extra curricular funds which are set up in a special school department account.

Also scheduled is the opening of bids for a Public Works Department sidewalk project Number 8, a hydraulic crane and for salt.

The city auditor will present applications for the Maine State Retirement System. The PWB will recommend a bid on the new roof and painting of Garcelon School.

Discussion will be held on a Police Department radio monitor, while other business includes requisitions for payment to the United Appraisal Company and the Granite Paving Company.

Controller Laurier T. Raymond is expected to report on the sale of a parcel of land on Columbia Street and on a request from the PWB for renovations of the court room.

ALDERMEN COULD APPOINT NEW LHA MEMBER TUESDAY

The Lewiston Board of Mayor and Aldermen could appoint a new member to the Lewiston Housing Authority at its regular meeting slated for 7:30 p.m. Tuesday in the council chambers.

The board members are expected to be asked to submit names of persons who may qualify for the position. Following the nominations, a vote is expected to decide who will be named to the post.

The existing vacancy was caused by the recent resignation of Vice Chairman George Orestis who quit the post for personal reasons.

Orestis was named to the authority last year by Mayor Donia J. Girard.

PARK DAMAGE IS REPORTED BY PWD HEAD

9-15
**Maier Lists Mischief
Caused Over Labor
Day Weekend**

**Call, Jacques on Hand With
Many Requests; Bd. Looks
Over Budget Items**

By ARTHUR BISSON

Labor Day weekend damage to two Lewiston parks was reported Monday night to the Public Works Board by PWD Director George J. Maier.

The director said the malicious mischief was done at Kennedy and Marcotte parks. Turned over and uprooted were five trees at Kennedy Park. In addition, 22 light bulbs were reported missing and had to be replaced.

An electrical duct and socket, positioned on the bandstand at the park, was "ripped off the wall," Maier said.

The director completed his report by informing the board that three trees at the Marcotte Park, on the Caron Street side, were also damaged during the weekend.

Sewerage Problem

It was reported the Lewiston Police Department is currently investigating the mischief.

On hand at Monday's meeting were Ward Three Alderman George F. Call and Ward Seven Alderman Emile Jacques.

Call wanted to check on certain requests he had had a few weeks ago, some of which have already been started, and some of which are to be done.

Referring to a sewerage problem in the area of Sabattus to Walnut streets, from Howard to Jefferson streets, Call requested an answer to what is being done?

Director Maier reported the problem has been investigated and a final report is expected soon. The situation was brought to the PWB's attention several weeks ago when a large delegation of residents from that area attended a PWB meeting to protest and ask for some solution.

Path At Park

Call told the director, "I just wanted you to know the importance of the problem." Chairman John J. Maloney Jr. asked Maier if there was anything special Call could tell his constituents.

The director replied, "Well, we're working on it. We have no answer yet, but we hope to have by budget time."

The alderman then informed the board of another situation. Call explained a path is being made at the southerly end of the park by persons who are taking a shortcut from Park and Spruce streets to Walnut Street. He said a dirt path is becoming more and more evident daily and possibly the board could consider making it a permanent walk.

"Good Suggestion"

Board members agreed that it might be good to consider making it a permanent walkway. Call explained the width would not have to be more than four feet, if that wide.

A motion was made to place the request on the list for viewing at the next session, slated for 6 p.m. Sept. 28.

Board member William C. Harkins told the board, "It's a good suggestion."

Alderman Jacques had several requests to make, but his all concerned the 1965 municipal budget. Jacques, who said he left his list of projects at home, reported the various items from memory, sometimes getting assistance by PWB members. His requests pertained to sidewalks on several streets, resurfacing roads and other work.

Jacques said he had been in contact with the Public Utilities Commission earlier in the day about a request housing developer Amedee Bolduc has made public.

Bolduc asked to have a water line installed on Mitchell Street, where he is building several homes. The developer is willing to put up the \$15,000 for the work, providing he is reimbursed by the city next year.

No action on the matter was taken. The board accepted and placed on file a report from City Clerk Lucien Lebel stating the aldermen had voted to back up Bolduc.

The board voted unanimously to retable the matter pertaining to the acceptance of property right-of-way for a street to extend between Westminster Street and Webster Road.

Maier informed the board that when there is an opportunity to "pick an area" where a street can someday be located, it's good to take advantage of the offer. However, the board wants to get more information.

Many Petitioners

The board accepted and placed on the list for viewing a request from residents of Morris Avenue who are asking that the road be tarred. The request was accompanied by a petition bearing many names.

A letter from the Pine Tree Warriors was read to the PWB by Chairman Maloney. The correspondence was addressed to all parties concerned with assisting the Warriors during

the recent Drum and Bugle Corps competition held as part of the Lewiston Summer Festival.

Ward Six Alderman Paul A. Couture, who telephoned Director Maier during the session, asked the board to consider installing a street light at Gayton and Lisbon roads. Couture explained the corner is used as a bus stop and a light would be beneficial. The request was added to the list for viewing.

Also added to the list were requests from the City Council for a new water line on Ellis Street, and street lights on Garnett Avenue in the vicinity of 732½ Lisbon St., Mason and Nancy streets.

The PWB also approved the low bidders for paint and roofing of Garcelon School.

Also on hand for the session was former Ward Five Alderman Frank J. Bussiere. Bussiere wanted some sidewalk work done on Walnut and Bates streets near St. Patrick's Church, and also between Walnut and Birch streets.

The former alderman told the board he would like to see them have money placed where it belonged. He said the council took sidewalk money and placed it in the Pleasant Street project, but said the money should be returned for sidewalk projects.

At the completion of a five-minute oration, Chairman Maloney turned to Bussiere and said "I don't know what you can do, unless you can vote."

The session was adjourned and the next meeting is scheduled for Sept. 28.

BOLDUC WATER SUGGESTION IS TABLED BY FB

**Goudreau Has Request
Put Aside Until New
Budget Talks Begin**

**Claims It's an Unusual
Expense at \$15,000;
Argues With Jacques**

By RICHARD KISONAK

Lewiston's Finance Board tabled home developer Amedee Bolduc's \$15,000 water line request, Monday night, as board member Jules G. Goudreau called it an "unusual expense" for which the city isn't obligated.

Goudreau, with support from two others around the table, had the issue sidetracked until such time as the board begins discussing the 1965 municipal budget. This could be several weeks.

He also took issue with claims from State Sen.-Alderman Emile Jacques that the city, under Public Utility Commission regulations, is required to install the 1,250-foot water line.

"Not if it's an unusual expense," Goudreau said.

"Fifteen thousand is an unusual expense and the PUC will not force you to go into it."

Jacques had told the board of checking with the PUC earlier in the day. He said the law provides that the city has to supply the water if Bolduc asks for it.

Goudreau also checked with the PUC and insinuated that Jacques did not tell the whole story. They argued on this point. According to Goudreau, only "reasonable" requests need be followed up by the city.

Bolduc, planning eight new homes along Mitchell Street — two foundations are in — has offered to foot the bill himself at this time if the city will reimburse him with an appropriation in the next budget. Apparently there's no money in the current budget to finance the job. Bolduc has the support of the City Council and the Public Works Board.

"We would provide him with water immediately if we get an okay, if the funds are available," Public Works Department Director George J. Maher reported.

The aldermen have suggested the city obtain a short-term loan if the money can't be found in the current operating budget.

Some FB members feel it's

kind of late in the construction season for such a project. Goudreau, who was throwing up roadblocks throughout the talks, said if the city did go ahead with it then part of the expense should be written off by the developer.

Rebates

His tabling motion was on a 3-1 vote as Goudreau picked up support from board members Philip M. Isaacson and Dr. Michael J. Harkins. Harold S. Skelton, who cast the opposition vote, was ready to "meet the issue head-on" and work toward drafting of a ground-rules policy that would be fair to all.

The city has been faced with cases in the past where a rebate arrangement was made and one of the cases — the Saunders development off Main Street — was mentioned. In this case, Saunders put in his lines at his own expense in developing the area. Maher said the city is "kicking him back" \$200 per house "which I am sure is less than his cost."

On the basis of the number of homes, the Bolduc proposition would cost close to \$2,000 per house. Anticipated ledge excavation expenses would account for the heavy cost in the Bolduc case.

"Kind of a large expense at the end of the budget year," Dr. Harkins commented.

An Agreement

The doctor said the city already is spending a lot of money for road work and storm sewer construction in the area of the Bolduc development, and he felt that ought to suffice for awhile.

Maher said the PWD operates on a policy to go 100 feet for a water line customer. Two of Bolduc's sites are within this distance of an existing line. Technically, he could get the city to hop-scotch service lines as the houses are built. This piecemeal type of situation would take time, however, and Bolduc wants the line in this fall.

Skelton once suggested City Corporation Counsel Jere R. Clifford be asked to draw up an agreement for the city and Bolduc under which it would be guaranteed he'd not be provided with anything in excess of what normally would be available. Perhaps it's time a policy was formulated along this line, he suggested. Included would be a predetermined rebate schedule as the homes were occupied and the city took on the inhabitants as new water customers and taxpayers.

Sewer Job

Mayor Roland L. Marcotte,

who was thinking along similar lines, also noted that no rebates would be made, naturally, until after the new budget is passed. Marcotte said there should be a concrete recommendation, in writing, from the Public Works Board before the FB can be expected to include a budget appropriation. Maher contended such a recommendation had been sent.

Later, after the issue was tabled, Goudreau indicated he'll let it rest there for the present.

The Finance Board put into the record official votes of "intention" concerning plans for the big \$420,000 Thorne's Corner sewer project.

"This is a requirement we have to have for the federal government," the mayor pointed out. The federal government, which will provide \$120,000 in aid, wants to know the city intends to float a bond for its share of about \$180,000. Another \$120,000 will be allocated by the state. Some planning is under way at this time.

A Proposal

City Tax Collector-Treasurer Alfred A. Plourde was before the board with a proposal on delinquent poll taxes. There's a six-year statute of limitations on collecting them and Plourde recommended the abating of those accounts which fall outside the six-year period. Some of the accounts which are on the books go back to 1951. The board approved his proposal and authorized him to take what action is necessary to clean up delinquent accounts not that old.

The assessors submitted an August tax abatement report — the abatements totaled \$169.80 — and the FB also filed a report on delinquent poll taxes which had been studied at an earlier meeting. Purchase of a second-hand pool table for the Recreation Department, for

\$500, was approved.

The United Baptist Church was granted free use of Memorial Armory Oct. 2 for a State Baptist Youth Fellowship banquet. Approved were requisitions totaling \$22,062.56 from Granite Paving Co. and \$1,785 from United Appraisal Co.

Work on the tax revaluation program is 40% done, City Controller Laurier T. Raymond said. It was voted to ask the Public Works Department to get on with courtroom renovations.

ALDERMEN ARE AGAINST VOTE BY MINORITY

'Underhanded Tactics' Charged in Joint Statement

Four Aldermen Say Tabling of Voting Machine Talk Is Not Fair, Just

By ARTHUR BISSON

A majority of the members of the Lewiston Board of Aldermen termed as "underhanded tactics" the method adopted by a minority of the same group to re-introduce further discussion on voting machines.

Four members of the city council issued a joint statement Thursday night objecting strongly to a vote taken while the city council was at Nelke Place at a special session held Thursday afternoon for the purpose of viewing a tree. The council earlier inspected the new Lincoln Street fire substation.

The four aldermen were in determined opposition to a move made by Ward Seven Alderman Emile Jacques that further discussion on voting machines for the municipality be "tabled until next Tuesday's special meeting."

Request Defeated

After the entire board had inspected the fire station, the group moved by private vehicles to Nelke Place to check out the tree. Everyone, that is, except for Ward Two Alderman Bruce J. Clark who had another 5:15 appointment.

Following a vote on the Nelke Place tree, Jacques made a motion that additional discussion on the subject of voting machines be tabled until next week's session.

Earlier this week, the aldermen, by a 4-3 vote, decided against accepting an offer by Shoup Voting Machine Company to try out six to eight machines for the November election, hoping the city would buy some in the future.

Receiving strong backing by Mayor Roland L. Marcotte, the request was defeated by votes cast by Ward Two Alderman

Bruce J. Clark, Ward Three Alderman George F. Call, Ward Four Alderman Leo St. Pierre, and Ward Five Alderman Robert L. Couturier.

Voting in favor of the machines were Jacques, Ward Six Alderman Paul A. Couture, and Ward One Alderman William Donovan Jr.

Couturier led a strong battle to defeat the motion and thus won the support of three other aldermen.

However, on Thursday, Jacques, during the absence of Clark, took the opportunity to introduce the subject. He told the mayor and board — minus Clark — he had something to talk about. He said it was in reference to the voting machines.

Within a few seconds, it was recommended by another member present the subject be tabled until later. Jacques then made the motion calling for the tabling.

Couturier questioned the legality at this point and exclaimed he would have to leave. When a vote was called for by the mayor, Couture, Donovan and Jacques voted in favor of tabling. Call and St. Pierre opposed it and Couturier, who returned to the scene, went along with the opposition.

With a 3-3 vote, Mayor Roland L. Marcotte was forced into breaking the tie and decided in favor of further discussion.

"Laid To Rest"

In their statement Thursday night, the four Aldermen declared:

"We cannot understand the underhanded tactics used by certain members of the Board of Mayor and Aldermen to stuff so-called 'voting machines' down the people's throat. At the last regular meeting of the Board of Mayor and Aldermen last Tuesday, it had been decided not to accept the offer of the Shoup Company.

At the special meeting held Thursday afternoon," the four continued, "certain members of the Board of Mayor and Aldermen found it necessary to take advantage of the absence of the alderman from Ward Two, Mr. Bruce Clark, to bring up the matter of 'voting machines' and, with Mayor Marcotte's affirmative vote, table it to next Tuesday's special meeting.

"Usually, under parliamentary procedure, once a matter is discussed and decided, the question is laid to rest.

"We will object most strongly to the method used to bring back to life a matter which has already been discussed and decided. We cannot understand the motivating factor of those who are insisting that the matter of 'voting machines' be brought up again."

"Necessities of Life"

Clark, Call, Couturier and St. Pierre went on to add that they "will not let the question rest while others say that having voting machines is 'progress.'"

"We favor progress," they said, "but progress must accomplish a useful purpose. Progress is one thing and spending on frivolous articles and luxury is another. We favor progress, but we do not want to vote for unreasonable spending."

"The taxpayers of Lewiston should be taxed for the necessities of life, not for the luxuries that only satisfy the vanity of a few," the four aldermen concluded.

Clark then went on to express a few personal comments of his own. He said he had forewarned some council members that he couldn't be at the tree viewing and indicated the action by the minority might have been pre-planned.

"Was All Fixed"

"How can you table something that has already been rejected?" the Ward Two representative declared. "How can you take action on an item of \$68,000 while viewing a tree while standing out in the middle of the road?"

"This here was all fixed," he ascertained. "That \$68,000," an estimate of costs for voting machines for the city of Lewiston," Clark noted, "can be used for something else much more important.

"We need schools, at least more than we need voting machines. We go to the polls only once a year and these voting machines would require an additional four ward workers per ward.

"There's no saving here whatsoever. I don't think this was done in a fair manner.

"I don't think," Clark emphasized, "the mayor should have honestly permitted such a vote on the road, beside a tree. It's not a proper thing for the city government to discuss such a thing which has already been rejected," he concluded.

One alderman noted he couldn't quite understand what actually was being tabled. "The subject had already been voted upon and put away," he said.

Advantages Are Obvious 9-19

We will not debate the question of whether or not Thursday's meeting of the Lewiston Board of Mayor and Aldermen was in order insofar as a vote to table the issue of voting machines to next Tuesday's session. This is a decision for the corporation counsel.

But we must question their joint statement to the effect the cost of elections in Lewiston, if voting machines should be used in the future, would be greater than through the current system. This statement is of questionable accuracy. Admittedly there would be the purchase cost and if this cost were prorated over the early years of using voting machines, perhaps the cost of elections would be greater. In the long run, however, we believe voting machines would cut the average cost of elections.

More important is the matter of efficiency. It might be pointed out that an individual living in the country could own and maintain a horse for transportation less expensively than an automobile. We do not see many horse-drawn vehicles on local streets today.

The advantages of voting machines are obvious. They enable swift voting by the public and eliminate the "spoiled" or allegedly spoiled ballot. They provide an almost immediate count and virtually insure against fraudulent elections.

The council certainly is not attempting to "stuff voting machines down the people's throat. All we urge is that voting machines be given a trial here. The cost would not be great. If they are found wanting for one reason or another, then by all means forget them. We know they will be satisfactory. If they were not, progressive communities throughout the U.S. wouldn't be using them.

NEGOTIATIONS NEAR END

Bates Mfg. Co. And Local Group Talks May Be Successful

9-19
Negotiations between the Bates Mfg. Co. of Lewiston and a local, non-profit group headed by Lewiston Mayor Roland L. Marcotte for the sale and lease-back of Bates' property in the Textile City reportedly are headed for a successful conclusion.

Marcotte, it has been learned, is heading up a group of local people interested in creating better local opportunities for the textile firm.

Negotiations for the sale of the firm's local property have

been underway for some weeks, it has been known, and it appears that a break may be forthcoming in the near future. H. L. Gosselin, assistant to the president of the Bates Mfg. Co., told the Journal, "We are negotiating and don't expect to have an announcement for some time."

Negotiations with the local group broke off some weeks ago after initial discussions and it was believed that an outside, profit motive concern may have been attempting to purchase the Bates local assets.

Says Mayor, Aldermen Can Take Up Matter of Voting Machines Tomorrow Night

Lewiston Corporation Counsel Jere R. Clifford said today that the Board of Mayor and Aldermen can take up the matter of voting machines at tomorrow night's special public hearing, although the meeting was set up to deal specifically with a proposed change in zoning on East Avenue.

Clifford said he has not officially been called upon to rule on action taken by the mayor and aldermen last Thursday afternoon on the street in front of a Nelke Place residence, at which time the aldermen present voted to bring up the voting machine issue again tomorrow night.

A voting machine manufacturer has offered the city the use of up to eight machines in the upcoming national and local elections, and at the last City Council meeting Tuesday night, the offer was turned down 4-3.

However, at the Thursday afternoon meeting, with Ward One Alderman Bruce Clark, who voted against acceptance of the offer. Absent, the matter

was brought up again, and with the vote 3-3, Mayor Roland L. Marcotte broke the tie in favor of discussing the subject again.

The four aldermen who voted against the proposal publicly protested this vote.

Attorney Clifford said that the aldermen can vote to take up the matter again tomorrow night, if they wish.

LARGE CROWD EXPECTED

East Ave. Zoning Hearing Tuesday

By **PAUL MARCOTTE**

The East Avenue zoning controversy goes before the aldermen again tomorrow evening, and attendance by residents of the area and other interested citizens, is likely to be very large. The public hearing is being held to give citizens of Lewiston a chance to say whether or not a section of East Avenue is to remain residential or be changed to allow commercial activities. Because of the large turnout, it is anticipated that the meeting will have to be held in the municipal courtroom.

Some aldermen have indicated publicly what their vote will be, and others (the East Avenue situation has been up before the City Council nearly a half dozen times in the past few years) will likely continue to vote as they did when serving on past city councils.

One alderman, who voted against the zoning change at last year's public hearing, has said it is his expectation that the vote will be 5-2 in favor of keeping the area residential.

Most area residents are against the proposed zone change, and also in hopes of doing away with the annual dispute.

Last year, after the proposal was defeated, some of the aldermen in favor of the change, acknowledged defeat and indicated that it would never come up again—yet it did, less than one year later.

If the vote is 5-2, as predicted by the one alderman, this could find Ward One Alderman William Donovan, who voted for the change last year, alongside Ward Six Alderman Paul A.

Couture, who has been a staunch advocate of the switch.
Clark

Ward Two Alderman Bruce J. Clark indicated two weeks ago that he is definitely against the proposed change, while other members of the City Council, who voted against the proposal last year, are expected to do the same. They are Ward Three Aldermen George Call and Emile Jacques, of Ward Seven.

The two aldermen who have yet to give an indication of which way they will vote are Robert Couturier from Ward Five (the proposed change is in his ward) and Ward Four Alderman Leo St. Pierre.

4-3 Vote

Another of the members of the City Council has indicated unofficially the vote will be 4-3, "one way or the other."

This alderman, although he earlier said that he had about made up his mind, after talking to a large number of local citizens on the matter said last week that "something new" had been thrown into the situation, and therefore he would have to give the matter more thought.

Mayor Marcotte

There's the possibility, also, that — in the absence of one of the aldermen — that Mayor Roland L. Marcotte may have to cast his ballot, in the case of a tie.

Mayor Marcotte has been approached by the press several times concerning his views on the East Avenue question, and he maintains that he has not made up his mind, and will wait until "I am called upon to do so."

Voting Machine Controversy Continues in the Spotlight

By PAUL MARCOTTE

Lewiston's voting machine controversy, scheduled to come up before the City Council following tonight's public hearing on the proposed re-zoning of a section of East Avenue, continued in the spotlight today as aldermen on both sides of the issue had something to say.

Ward One Alderman William Donovan earlier termed a statement made by four aldermen opposing the machines "misinformation."

Donovan gave his expressed views as to why the city should accept the offer, as a means of "setting the record straight," he said.

Taking issue with Donovan later today was Ward Four Alderman Robert T. Couturier, who sided with Bruce Clark, George Call and Leo St. Pierre, in opposing the offer of a trial use of the machines.

Couturier stated:

"I can appreciate the good intentions of the alderman from Ward One, who issued a statement x x x in order to clarify the voting machine question.

"I'm afraid he did not accomplish what he set out to do.

"The Ward One Alderman, who favors the 'trying-out' of voting machines, believes that the four aldermen who issued a joint declaration last Friday, publicized 'misinformation.'

"Such is not the case, for the aldermen involved made a valiant effort to state their position clearly. The Ward One Alderman claims that the purchase of voting machines would cost the city of Lewiston \$18,000.

Made Very Clear

"That is not correct. It was made very clear, even by a company representative, that the cost would be in the vicinity of \$68,000.

"Further, the Ward One Alderman states that the question before the City Council is not the purchase but the 'trying-out' of such voting machines. He is right to a certain extent, but he does not seem to realize that if we did

sure would be brought to bear for the city to purchase them.

"Further, it is not fair to the Shoup Voting Machine Company for the aldermen to give them the impression that we are interested when we cannot afford to buy.

"As a citizen said, referring to the city's trying out voting machines, when the matter was brought up, 'after you let the elephant get his head into the tent, how do you keep him out?'

"I have no serious objections to voting machines as such, but, we cannot afford to spend our city's money frivolously when we need water, sewers, streets, sidewalks, lights and

other necessities of life.

Bread, First

"A poor family has to buy bread for the table before purchasing desserts of all kinds.

"The Alderman from Ward One and I probably do not have the same concept of money. I believe that necessary expenditures should be made, but I don't think that spending for spending's sake is in the best interest of the citizens and taxpayers of Lewiston," he concluded.

Donovan in Statement on Voting Machine Controversy

The president of the Lewiston City Council, Ward One Alderman William Donovan Jr., issued a statement Monday night on the voting machine controversy which has split the board.

Donovan said his reason for making the statement is to set the record straight.

"After reading the misinformation in last week's paper concerning voting machines, I would like to let the voters of Lewiston know the truth," Donovan said, "instead of false statements.

"As for the voting machines to cost the city \$18,000, this would only come about if we were to purchase these machines at a later date, and this would be the price to equip the entire city with the voting machines. But that is not the proposal submitted to the City Council. The issue on hand involves the use of a small number of machines on a trial basis for which our cost would be between \$400 and \$600 and the trial period would cover three elections.

"This would at least give the voters of the City of Lewiston an opportunity to try these machines at a basically low cost. Then, if the reception is good," Donovan added, "we could always put it to a referendum vote and let the people of Lewiston decide whether they

want these machines or not.

"As for being against progress, I think that is true of any educated person who states openly that he is against purchasing voting machines without even trying them out, and states that he would vote against even giving the people of Lewiston an opportunity to see what they are like. I think this is a very backward step."

Donovan said, "Our city clerk, who has devoted his life to city work and elections, has been trying very hard to at least have these machines on a trial basis. Other communities (and I use this with reservation because I think of Lewiston as a leader instead of a follower) have started their purchases of voting machines on a yearly basis through their budget and eventually their city will be equipped with voting machines.

"My purpose in making a statement," Donovan said, "is simply to bring the facts before the people."

Four members of the council voted against using the machines on a trial basis when the issue was debated last week. The subject comes up again at a special meeting of the board Tuesday night. City Corporation Counsel Jere R. Clifford said Monday an alderman can bring up the subject again even though the special session was scheduled to deal with a zoning matter.

Ask Russell Attend Next Council Session

Members of the Lewiston City Council last night asked Schools Supt. J. Weldon Russell to attend the next aldermanic meeting, after getting fired up over remarks concerning a shortage of school supplies made by a teacher.

Margaret Simmons addressed the board relative to the spending of over \$600 for the trial of voting machines in the city, stating that the money could be used to purchase additional books or other items needed in the city.

However, some aldermen — Paul A. Couture and William Donovan Jr. especially — claimed she said that she needed more paper and more books and they took issue because, according to the aldermen, the education budget was pretty well approved as presented to the board earlier this year.

Going to the teacher's aid was Mrs. Dorothy Clarke, a substitute teacher, who also said the money could be put to better use than voting machines.

However, Alderman Emile Jacques objected to the statement by Mrs. Simmons, also contending she said there weren't enough books. "We do not have to take this," Jacques said. Couture made a motion to have Russell called in "to question him on the needs of the kids in the schools x x x as a result of the attack we got here tonight."

Mrs. Simmons looked at the board and said her remarks should not have been taken in that vein.

Rejection

If Russell's to come in, then all departments ought to be called in, Alderman Robert L. Couturier suggested. Donovan said a complaint had been made that the school department is lacking in materials — which was denied by the teacher — and Donovan suggested the board get to the bottom of the situation.

Voting to call in Russell were Aldermen Donovan, Leo St. Pierre, Couture and Jacques. Mayor Roland L. Marcotte said the board was right in making the move as a result of the remarks made.

"I just said the money could be used otherwise," the teacher told the board.

The aldermen rejected again the Shoup Voting Machine Co. offer of machines on a trial basis, also by a 4-3 vote following considerable debate. A week earlier the vote was similar but the issue was brought up again and this itself caused a lot of argument on the council floor.

Alderman Bruce J. Clark, who was absent when the aldermen discussed the issue last Thursday afternoon, said some other board members took advantage of his absence to push the matter again.

A Report

Couture said, however, the matter was tabled until Tuesday night because he was absent.

Alderman Couturier, his parliamentary rule book in hand, raised procedure points which brought a ruling against him by the mayor. Couturier had moved for adjournment, was ruled out. A moment later, he took issue with reading of an old editorial by Jacques. This fired up Jacques, who said, Couturier's actions were an insult to the mayor, that an alderman like that should resign.

Earlier in the session, Corporation Counsel Jere R. Clifford reported to the board that the bonding company is responsible for a one-year guarantee on the new Lincoln Street fire substation. This was followed by a Jacques' motion to accept the station but considerable discussion followed the motion and eventually, blocked around the table, Jacques made a move to table the matter. It was tabled.

Pay For Oil?

Jacques' move to accept the station for the city was subject to a few defeats being corrected.

Couture argued against accepting a facility with existing

defects. It should be in A-1 condition when accepted. There's no hurry, he added.

Jacques said he believes the city is paying for the oil to heat the station now and this raised Couture's eyebrows. He'll look into this, apparently.

The \$100,000 station, an Accelerated Public Works Program project, was started over a year ago. Last spring the contractor dropped out of the picture and the city turned to the bonding company.

Members of Mayor-Appointed Committee Meet to Evaluate City Farm Operations

Members of a committee appointed by Lewiston Mayor Roland L. Marcotte to evaluate the need—if there is need—of continuing operations at the City Farm, met in the mayor's office early this afternoon.

Mayor Marcotte told the committee, "as far as I am concerned the poor farm is a service of the past."

The mayor said that the institution of a land-fill system of disposing of the city's rubbish and garbage would be cheaper than the cost of operating the farm.

"The land fill program appeals to me—we have to find out how much it will cost," the mayor told the group of six persons present.

One Of The Last

"We are probably one of the last communities left with a poor farm," the mayor said.

Public Works Director George J. Maher said the city's dump contract expired on July 1 of this year, and presently the dump is being maintained on a day-to-day basis.

The committee will look into the feasibility of doing away with the Farm.

Jules G. Goudreau, member of the Finance Board who was named to the committee, told of what took place while he was a member of the Health and Welfare Board "for seven years."

Goudreau and the entire board looked into the City Farm operation, "especially when a drastic reduction from the sale of the pigs occurred," he said.

"The Board of Health and Welfare, after looking into the land-fill system, and viewing a similar project in Sanford, wanted that new situation," Goudreau said.

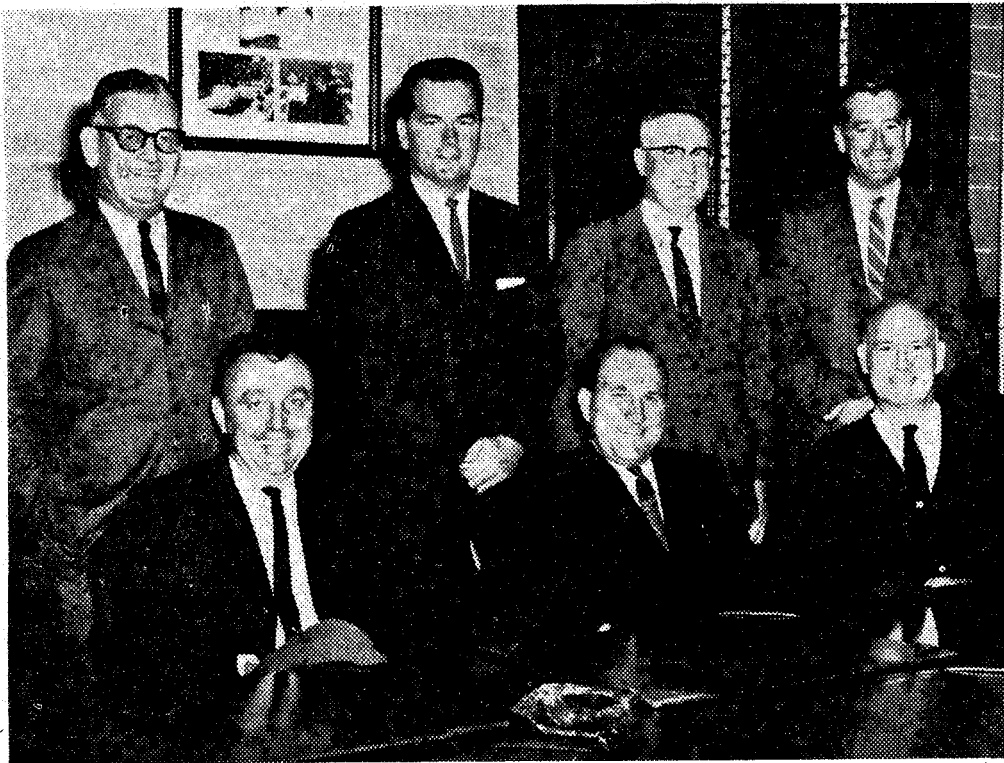
The H&W Board's investigation disclosed that savings would be realized, "if the Public Works Department would pick up the garbage and rubbish together and dump it into land-fill," he said.

Savings would be realized, the H&W Board discovered, by doing away with the piggery, eliminating the cost of constantly fixing the boiler, and cooking the garbage, Goudreau said.

Attending the meeting today were Public Works Board Chairman John J. Maloney, Aurele Bosse, another member of that board, George Maher, William Adams, the city engineer, Ward Two Alderman Bruce Clark, and Goudreau.

Absent were Dr. Michael J. Harkins, another member of the Finance Board, and Ward Four Alderman Leo St. Pierre.

Later on, when the committee "gets its feet on the ground" Mayor Marcotte explained, they will meet with members of the Health and Welfare Board, and the Public Works Board to discuss their findings.



Staff Photo by Philbrick

DOWN ON THE FARM? — An organizational meeting of the newly-appointed City Farm Study Committee, seen here with Lewiston Mayor Roland L. Marcotte, took place Wednesday afternoon in Marcotte's city building office. The possibility of closing the municipal farm will be considered.

Seated, left to right, are City Engineer William R. Adams, Mayor Marcotte and Finance Board member Jules G. Goudreau. Standing are Chairman John J. Maloney Jr. of the Public Works Board, Ward Two Alderman Bruce J. Clark, Public Works Director George J. Maher and PWB members Aurele J. Bosse. Missing were committeemen Leo St. Pierre, Ward 1 alderman, and Dr. Michael J. Harkins of the FB.

Marcotte to Request Data from Health-Welfare Board

Mayor Roland L. Marcotte of Lewiston will request from the Board of Health and Welfare data pertaining to municipal farm operations for study by the special committee he recently named.

An organizational meeting of the study committee was held in Marcotte's city building office Wednesday afternoon.

The group discussed possible effects of closing the city farm, including the impact on the Public Works Department program and the Health-Welfare Department operation. Marcotte feels the city could close the farm and switch to a land-fill system for trash-garbage disposal. The committee will look into this possibility.

It was agreed the mayor should ask the Health-Welfare Board for city farm operational statistics covering the past few years. If the mayor is unable

to attend the next meeting of the H-W Board, he plans to make the request by letter.

Later, the study committee plans to meet with the H-W Board for joint talks on the subject.

The meeting lasted from 1:30 to 3 p.m. and committee members in attendance were PWD Director George J. Maher, City Engineer William R. Adams, PWB Chairman John J. Maloney Jr., PWB member Aurele J. Bosse, Ward Two Alderman Bruce J. Clark and Jules G. Goudreau of the Finance Board.

Goudreau said the H-W Board, when he was on the board several years ago, looked into the city farm operation and found that savings would be realized if the PWD picked up garbage and rubbish together and disposed of it by the land-fill system.

Mayor Still Trying to Fill Post on Housing Authority

Members of the Lewiston City Council apparently are not in any hurry to fill a vacancy on the Housing Authority.

Mayor Roland L. Marcotte, on the other hand, has approached the councilmen on a couple of occasions about filling the spot but each time he couldn't get anywhere. The latest attempt

was Tuesday night, following a meeting of the board.

The mayor called board members into his city building office to talk things over but this time he wasn't even able to get them all inside the room,

it's reported. Marcotte had somebody in mind for the post. The post has been vacant since the resignation of George Orestis early this month.

Marcotte has asked the aldermen to consider filling the vacancy ever since then. The appointment will run to 1968. The aldermen have to approve the appointment so it's necessary that they get together with the mayor.

Goudreau Named To Festival Com.

Jules G. Goudreau, a member of the Lewiston Finance Board, was named the new chairman of the Lewiston Summer Festival Committee, at a committee meeting held at the Lewiston Memorial Armory last night.

Goudreau succeeds Raymond Geiger, who was in charge of the first Lewiston festival last month.

At Wednesday's meeting, Geiger was presented with a special plaque from Mayor Roland L. Marcotte for the successful program which was initiated a few months ago.

Upon accepting the plaque, Geiger said he was doing so because the memento is "the symbol of the city's thanks to the Festival Committee." The plaque was accepted, he said, "on behalf of all the people who worked in planning and making the festival a success, included the police and fire departments, and especially on behalf of the newspapers who so adequately covered the various events."

During the meeting, the committee discussed briefly some of the programs which were held during the week-long festival. Included was talk on the carnival which was stationed at Kennedy Park.

The committee went on record to point out the carnival program will again be used next year. Chairman Geiger said the event played a vital role in supporting many of the expenses encountered.

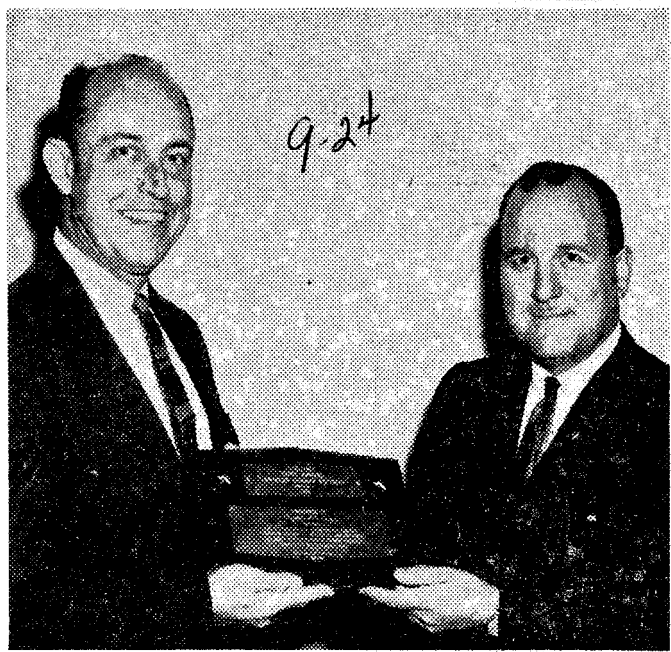
However, added to the recommendation, was the fact the carnival will be established in the center of the city (maybe not at the park) "so that it is less offensive."

A major part of the Wednesday program was a decision that the festival would only be four days in 1965. This decision was reached after it was indicated some days during the past festival were open and made a gap in the festivities.

The 1965 festival, the committee decided, will be held, tentatively, July 21-24.

Also pointed out was that an art exhibit will again be featured next year. Geiger commended the work of the art exhibit chairman, Mrs. Helen Archambault. The exhibit was held on Saturday this year, and inclement weather moved the program into the DeWitt Motor Hotel.

Committee members expressed satisfaction with the program, and Daniel Harris, DeWitt manager, pointed out an estimated 4,000 persons traveled in and out of the establishment to view the exhibit.



Staff Photo By Houghton

FOR A JOB WELL DONE — Lewiston Mayor Roland L. Marcotte (right) presented this handsome plaque Wednesday night to Raymond A. Geiger, who was chairman of the first annual Lewiston Summer Festival. The presentation was in appreciation of Geiger's unselfish efforts in organizational and promotional work in connection with the festival program.

Poulin Admits He's Thinking of Running Again This Year

Former alderman Joseph T. Poulin confirmed Wednesday night that he's thinking about running for the mayor's post again this year.

Poulin made a similar bid last year and was nosed out in a runoff election with Mayor Roland L. Marcotte, who is expected to seek re-election.

There have been reports in political circles that Poulin will try again and he was asked about the reports. Poulin replied he is "thinking about it" but emphasized that he isn't leaning in either direction at this time. He indicated that he will not make up his mind for some time.

"I am feeling my way around right now," said Poulin.

Poulin surprised political observers with the number of votes he polled in the close runoff election after trailing Mar-

cotte by a wide margin although winning second place in the regular 1963 city election. A runoff between the top two candidates is required by city charter when the leader fails to get a majority of all votes cast for mayor.

Poulin heads a political-civic group, Crusaders for the Common People, and is active in Democratic politics on the county level. It's said that he's been approached recently by Democrats who want him to run against Marcotte. Poulin was questioned about this, said it did happen.

Marcotte has his own strong organization and at this stage of the 1964 political campaign, which hasn't really started as yet, is being given the nod by political pundits over whatever field may materialize.

Following a dinner, and brief meeting session, the committee was given a sneak preview of a 27-minute film on the first Summer Festival.

The motion picture opened with the history and various opportunities available in the Textile City, giving a good report on the community. Later, the film highlights the festival of 1964. The film is in color and will be aired on television station WMTV within the next few weeks. Time of the broadcast will be announced.

SEPTEMBER 25, 1964



Staff Photo By Haughton

ALSAC KICKOFF—Teenage groups participating in the ALSAC Teenagers March on Sunday are pictured with Lewiston Mayor Roland L. Marcotte, the first local contributor, at a kickoff banquet Thursday night at Steckino's Restaurant. ALSAC is the organization aiding leukemia stricken American children at St. Jude Research Hospital which was founded by Danny Thomas.

Seated, left to right, are Louise Saucier, Christine Curran, Susan Boisvert and Anita Bussiere. Standing are Al Charron, Dick Collins, Tom Archambault, Pauline Landry, Raymond Boisvert, Richard Dudzic, Peter Gamache and Mayor Marcotte.

MAYOR GUEST AT ALSAC KICKOFF

The third annual kickoff banquet for the ALSAC Teenagers March was held at Steckino's Restaurant, Thursday night, with Lewiston Mayor Roland L. Marcotte a guest.

The presidents of the local teenage clubs were given kits for distribution to their club members for the drive to be held Sunday, Sept. 27. Mayor Marcotte made the first contribution.

The ALSAC Teenagers March aids leukemia stricken children at the St. Jude Research Hospital, which was founded by TV star Danny Thomas.

Teenage groups marching on Sunday will be The Squires, St. Dom's Sodality, St. Dom's Key Club, the Interact Club of Auburn, the Future Nurses and Future Teachers of LHS, the LHS Key Club and members of the LHS Booster staff. Representatives of these groups were instructed on the door-to-door drive.

In addition to Mayor Marcotte, the banquet guests were Mrs. John Bourisk, Mr. and Mrs. Thomas George, Mrs. Mabel Ingham and Mrs. Katherine Hussen.

Bussiere Seeks To Block Raymond Trip To Chicago

A Lewiston state representative, Frank J. Bussiere, said today he will present a petition bearing ten names to City Clerk Lucien Lebel today, seeking to prevent City Controller Laurier T. Raymond from attending a city manager's conference in Chicago next week.

Bussiere, charged that the Finance Board had no right to authorize Raymond to attend such a conference and said he will present the petition to the City Clerk Lebel late this afternoon.

Not a Manager

"I question the Finance Board for giving him (Raymond) the right to attend the conference. He is not the city manager," Bussiere said.

"This is the most illogical move ever made by the Finance Board," the state representative said, contending the move is a waste of taxpayers money.

Raymond is scheduled to leave for the convention site, Chicago, tomorrow. The convention begins Monday and runs through Wednesday.

"Who does Raymond think he is?" Bussiere asked.

The former Ward Five alderman said that he can recall when the Finance Board authorized Raymond to attend a hearing at Augusta to "oppose a charter-change bill that I presented." The bill, according to Rep. Bussiere, dealt with the creation of a city manager-form of government in Lewiston.

"Is Raymond going to oppose the national convention of city managers?" Bussiere asked. "This is a joke to see taxpayers money being spent the way that it is. This should be stopped and I intend to get ten names on a petition to see that it is stopped," he said.

Bussiere said that \$305 has been set aside for Raymond's trip to Chicago. There is also another \$100 allowed for mileage for other trips, Bussiere said.

"Something has to be done to stop that Finance Board the spending board. Maybe the Finance Board members, or Raymond himself, will have to pay for this trip themselves," Bussiere said.

City Auditor Sansoucy Will Be Asked to Resign At Tonight's FB Meeting

City Auditor Armand G. Sansoucy will be asked to resign from his city post at tonight's regular meeting of the Finance Board, following several executive sessions of the board over the weekend.

Mayor Roland L. Marcotte announced Sunday night that he had been instructed by the FB members to instruct Sansoucy that he is to be dismissed from services with the City of Lewiston.

Mayor Marcotte said that Sansoucy's service dismissal would be effective immediately following the formal vote at tonight's regular meeting.

"The action was taken," the mayor said, "as a result of another oversight in a series of errors and oversights, which have occurred in the conduct of Mr. Sansoucy's department."

Sansoucy was issued an ultimatum Friday, and that was to resign, immediately from his present post, or be relieved of his duties, it was said.

The ultimatum of "quit or be fired" was served on him by Mayor Marcotte about 9:15 p.m. Friday.

Sansoucy, in a statement released at 8:30 p.m. Sunday, said the FB's action is based on charges that certain errors have been made in books maintained by the city auditor.

Since late Friday afternoon, there have been several behind closed-door sessions which determined the fate of the auditor who has served in that capacity the past 11 years.

Refused to Resign

In his prepared statement, Sansoucy pointed out:

"The Mayor and a majority of the Board of Finance, have asked me to submit my resignation as city auditor, or be relieved of my duties.

"I have refused to resign for

reasons which I shall make clear. However, I would like the citizens of Lewiston to know what is going on.

"Last Wednesday," Sansoucy said, "I notified the city controller that, in examining some of the year-end accounts, I had found the last payment for \$22,000 on the reservoir and construction bond of 1949 was not included in the bond appropriation of the current budget.

"This payment, due May 1, 1964, was paid with other bills on April 20. This omission, I reported, would create an overdraft in the bond appropriation account. Further, I asked the controller to notify the Board of Finance of this matter."

Ultimatum Is Issued

At this point, the veteran auditor explained the special executive meeting of the FB held Friday afternoon following a discussion on school expansion in Lewiston. "At 4:45 p.m. Friday, I was called into executive session by the Board of Finance and I explained how this oversight came about.

"The members of the Board of Finance appeared satisfied with my explanation. I offered to appear before the City Council to explain the matter to that board. However, no action was taken on my offer.

"At 6:30 p.m.," Sansoucy added, he was contacted by telephone by Controller Laurier T. Raymond and "told that I was to appear at a special meeting of the Board of Finance at 9:15 p.m.

"At that meeting," the former mayor explained, Mayor Marcotte "stated that due to this error and others in the past, the majority of the Board demanded my resignation forthwith. I refused to resign because I feel that an honest mistake is not cause for dismissal.

Department Is Understaffed

"Let me state that this error is not one in auditing, for which my department is primarily responsible, but an error in listing bonds at budget time. Furthermore, I feel that the controller, L. T. Raymond, was as much to blame as I for he approved payment of this premium in April, at a time when he should have known that no funds were available.

"Sunday morning, Mayor Roland Marcotte called my home and requested that I meet with him in his City Hall office at 10:45 a.m. Mayor Marcotte said: 'It is my sad duty to inform you that the Board of Finance demands your resignation immediately.'

"I replied that I would think it over. He answered that he would reach me Sunday night for an answer. When the mayor did reach me, I did not resign.

"It is true that several errors have been made in the past," Sansoucy said, "But it must be realized that the Auditor's Department is understaffed. This has been recognized by the outside auditors, Paciox & Gervais."

Help Request Ignored

"In their recommendations listed at the end of their report for the fiscal year ending March 31, 1963, the certified public accountants, Pacios & Gervais, state 'The post-audit function of the auditor's department has been seriously limited due to the ever increasing workload of the department. This department is responsible for the internal auditing of transactions initiated in all other departments in addition to the performance of the general accounting function for the city.

"In this connection, we recommend that an additional clerk be employed to insure that this important function is carried out.' I have repeatedly requested more assistance," Sansoucy said, "from the Board of Finance and have repeatedly been ignored.

"In the same report, Pacios & Gervais also recommended that 'the auditor take part in all financial planning to insure that every municipal activity is accounted for properly.'"

Not Infallible

But, the veteran auditor said this "has not been the case, for the Board of Finance has never asked the auditor to attend any of their meetings where financial planning was involved. Yet, if I had been invited to attend, many so-called errors might have been avoided.

"When humans are at work, human mistakes are to be expected. No one is infallible. Errors can be made under pressure of time and lack of help and equipment.

Sansoucy then pointed out that in 1954, the Textile City's budget "involved approximately \$2,500,000. Today, it has more than doubled the 1954 figure. yet, the auditor's department has the same equipment now as it had then. One girl was added five years ago.

"Errors — it should be re-

membered — are not made only by auditors. The Board of Finance also makes mistakes. Some \$27,000 of water and sewer projects were included in the last bond issue. Yet, that sum was never approved for the bond issue by the Board of Aldermen as stated in the city charter. That was not a mistake in the auditor's department.

Cash Balance Change

"At the last budget hearing," the auditor noted, "last February, Mayor Marcotte asked the controller to request the Finance Board to change a vote previously taken; the change affected the cash balance by approximately \$18,000.

"By that action, an \$18,000 shortage was caused in the tax commitment passed that same night by the aldermen who were not told of the mayor's actions.

"Two weeks later," Sansoucy said, "the Board of Finance requested that I explain this shortage to the aldermen. Yet, that was not an error in the auditor's department.

"Honest mistakes can and do happen. The aldermen can solve this dilemma by transferring funds. I do not feel that it is serious enough to warrant my dismissal," Sansoucy concluded.

The possible firing of Sansoucy caused a stir.

Very Helpful

Veteran Ward Six Alderman Paul L. Couture exclaimed, "There is something odd here, letting go a man with the capabilities of Mr. Sansoucy as an auditor for Lewiston. If the Board of Finance does get rid of him, it would only mean that I will not, in any way, shape or form, be able to overrule them.

"In the 12 years that I have served on the City Council, Mr. Sansoucy has been one very helpful man as far as I'm concerned, and very cooperative with all and any questions concerning financial expenses or any other questions that I had as a city official.

"If Mr. Sansoucy is through as an auditor, it would be with regret that I see him go. But at the present time, I would only hope that I could attend the FB meeting, but a special session of the Maine Legislature opens at 7 a.m. Monday, and as a member of the State Senate, I have to be there.

"I am hoping the FB will reconsider its actions, if any is taken, though there may have been a slight mistake on Sansoucy's part."

1^{re} rangée, de gauche à droite: R. Lagassé, M. Mathieu, Rév. Frère Norbert, s.c.; Rév. Frère Marius, s.c., directeur; Rév. Frère Augustin, s.c.; R. Muty.

2^e rangée, même ordre: R. Simard, M. Hamann, R. Croteau, R. Morin, P. Labbé, L. Dehêtre, N. St. Pierre R. Métivier, G. Dutil, J. Morin, R. Rodrigue, M. Lauze, G. Levasseur, M. Fournier.

3^e rangée: G. Beaulieu, R. Champagne, H. Little, R. Ouellette, P. Soucy, R. Curran, R. Cantin, R. Jacques, M. Dehêtres, Charpentier P. Nadeau, G. Ouellette, D. Albert, R. Turmenne, M. Tremblay, C. Genest, R. Fournier G. Roy.

4^e rangée: P. Desrochers, P. G. Patry, P. Samson, C. Stevens, R. Gosselin, R. Forgues, R. Provancher, R. Dumont, D. Beaulieu, R. Jalbert, R. Hachey, P. Doyon, M. Roderick.

5^e rangée: R. Thibault, G. Métyer, R. Tremblay, M. Rodrigue, D. Levesque, P. Bouffard, W. Folsy, A. Després, J. M. Doyon, P. Little.

Les Frères du Sacré-Coeur ont béni le terrain pour leur nouveau noviciat à Harrisville, R. I., et, à cette occasion, les Petits Chanteurs de SS. Pierre et Paul prenaient part au concert qui eut lieu à cet endroit. Les Frères du Sacré-Coeur, on le sait, ont prélevé l'argent nécessaire à ce noviciat un peu partout dans la Nouvelle-Angleterre où ils enseignent, y compris à Lewiston-Auburn.

Au concert, la chorale chanta l'opérette qu'elle présentait avec succès récemment à Lewiston. La

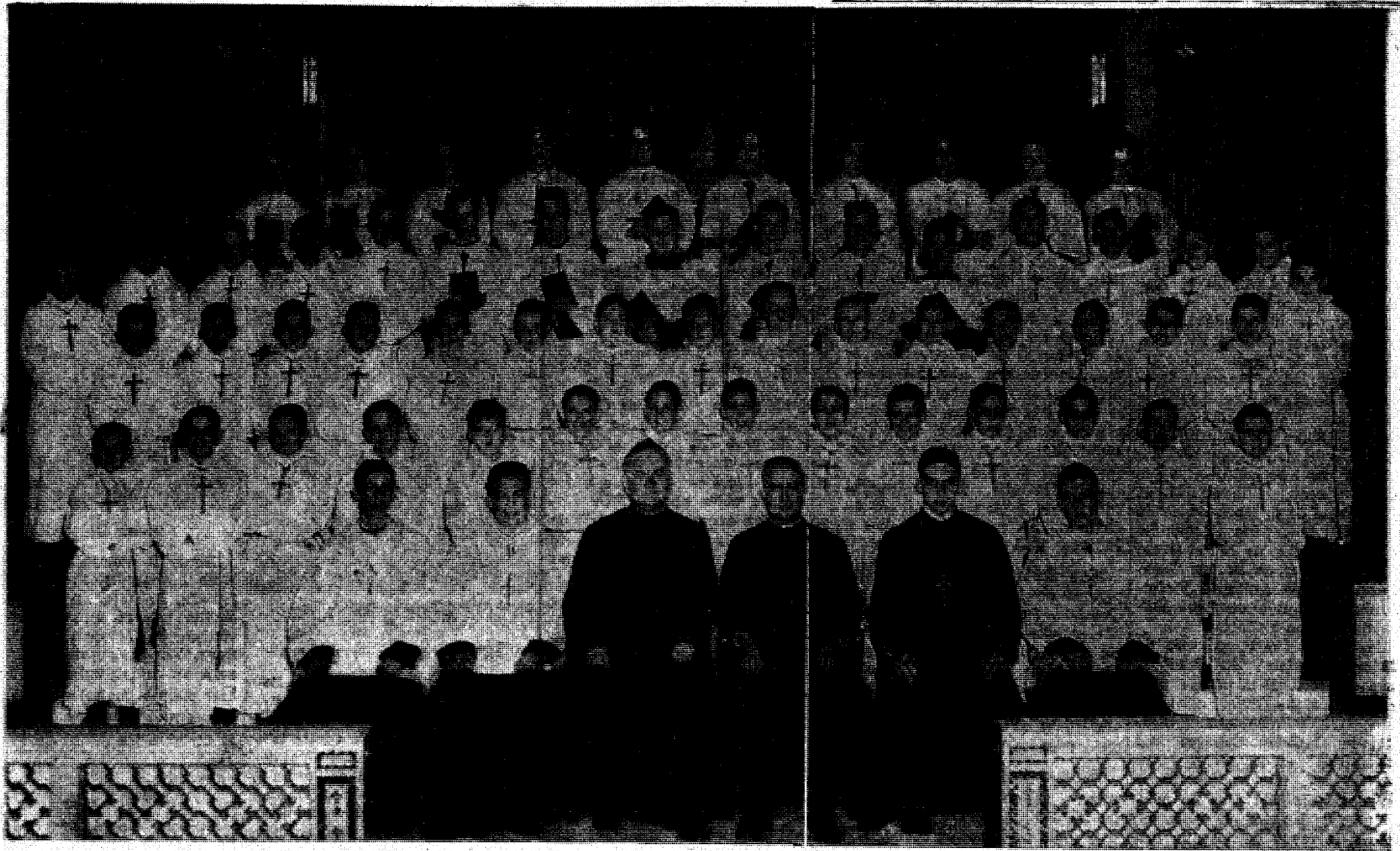
fanfare du séminaire Mont S. Charles, dirigée par le Rév. Frère Henri Pierre, s.c. était aussi au programme.

Les membres de la chorale firent le trajet de Lewiston à Harrisville en autobus, et arrêterent en route à Andover, Mass., Fitchburg, Mass., et Sharon, Mass. A leur arrivée à Harrisville un banquet était servi en leur honneur.

Mlle Lucienne Bédard, organiste de Lewiston, accompagna la chorale pour ce voyage et les accompagnements au concert et aussi à la bénédiction du terrain.



De gauche à droite, en arrière: Mme Adolphe Lachance, née Antoinette Bégin; M. Alfred Bégin; Mme John McGuigan, née Eméline Bégin; M. Henri-D. Bégin; Mlle Jeanne Bégin; M. Luc Bégin.—Première rangée: M. Napoléon Bégin; la Ryde Soeur Marthe-Marie, née Eva; le R. Ange-Marie Bégin, o. p.; la Ryde Soeur Maria-Generosa, née Zélie; Mme Napoléon Bégin.



Chorale SS-Pierre et Paul voyage à Harrisville, R.

voir suite
→

25 Years Ago Today — '52

(From The Lewiston Journal Files)

Flowers bedecked the platform for the inauguration of Lewiston's new city council. Pictured in their moment of glory were Mayor Roland L. Marcotte, Aldermen Paul L. Genest, Lucien A. Drapeau, Donat E. Boisvert, Raymond L. Poulin, Robert Caron and Robert W. Caron with Council President Aime J. Lauzier. In appointments announced by the new administration, the following people played prominent roles: Roland C. Ganier, Board of Finance; Roland Saucier, Police Commission; Mrs. Fred J. McCarthy, Board of Education; Ernest Belisle, Fire Commission; William S. Provencher, Board of Public Works; Bertrand R. Rioux, Zoning Board; Frank M. Coffin, Corporation Counsel; Charles A. Legare, Board of Health and Welfare; Louis P. Pinette, Zoning Board.

Sanford's Comeback

By Frank Sleeper



Just how far back has the town of Sanford come in its struggle to make up the gap left when Goodall-Sanford Mills closed up? Some idea can be gained from figures on the gross manufacturing wages paid in Sanford as compiled by the Maine Department of Labor and Industry. In 1952, manufacturing wages were \$15,588,583. By 1955, a low point had been reached. That point was \$3,509,692. Total manufacturing wages in Sanford for 1963 were \$10,765,458. The 1962 figure was \$10,075,583, the first time the figure had crossed the \$10 million mark since Goodall-Sanford decided to leave.

On the basis of gross manufacturing wages then, Sanford has come back about two-thirds of the distance needed to reach its 1952 activity. This definitely leaves the town a goal at which to shoot. In 1955, Sanford bank deposits were \$16,456,622. Now, the figure is \$24,847,021.

Figures on the number of people employed in Sanford manufacturing show that there were 4,670 in 1952. In 1955, this had dropped to 1,292. In 1963, the total was going up again, to 2,988. On the employment side, the comeback hasn't been quite as rapid as in gross manufacturing wages. One thing the figures show without much of a doubt. Sanford has still a good way to go before it meets the challenge of a comeback to the 1952 level of things.

\$ \$ \$ \$

How About Lewiston?

Will the city of Lewiston, in the year 1964, face the same situation as Sanford did in 1952? There have been rumors circulating through the Lewiston-Auburn area since negotiations for purchase of Bates Manufacturing Company real estate by a local non-profit community operation. One of those rumors concerns liquidation of the textile firm, this state's largest single textile employer. It can be said now that high Bates officials know of no plans for liquidation.

It must be said that Bates, which is continuing to work with others for sale of its real estate and then a lease-back arrangement, can pretty well name its own ticket on such arrangements. In this day of severe competition for industry from state to state, Bates can look around for cities in the south or in other locations. As a result, it has the whiphand in any negotiations to stay in Maine.

Maine people can only rely on the integrity of Bates management—especially after that firm has sold all of its real estate here. Bates management has consistently said that it will stay here even after the buildings are sold. Such promises are all that Maine will have to go on once the sale has taken place. There is a distinct feeling of helplessness when you talk to some Maine people about the Bates situation. Only time will tell whether that feeling is warranted.

Other rumors have Bates moving into other fields but there's been no word on such moves. Some unbiased observers feel that the \$500,000 price offered for the Bates buildings and real estate was much too low. It will be interesting to see whether the big textile manufacturer eventually will get a much higher price from another purchaser.

Mayor Marcotte Calls Special Joint Meeting Of Aldermen, Finance Board

Lewiston Mayor Roland L. Marcotte today called a special joint meeting of the Lewiston Board of Finance and the Board of Mayor and Aldermen, to be held in his office Monday evening, starting at 8:30.

The Mayor will at that time, acquaint the membership of the two boards with the Thorne's Corner sewerage treatment project, for which approximately \$240,000 has been made available by federal and state agencies.

The city has also asked for an Accelerated Public Works Project grant, and if approved, the city will have to meet the aid with matching funds.

The sewer project (outlined in another story in this edition) will alleviate a serious sewerage problem in the Thorne's Corner area of the city.

Prior to the joint meeting, the Finance Board is scheduled to meet in the mayor's office at 7 o'clock.

Lewiston To Get \$120,000 For Thorne's Corner Sewerage

Unexpected Allocation

Maine Water Improvement Com. Funds Available

By PAUL MARCOTTE

The city of Lewiston will get an unexpected \$120,000-allocation from the Maine Water Improvement Commission to be used on the Thorne's Corner sewerage treatment project, it was learned today.

Word of the availability of the substantial amount of new funds was passed by Mayor Roland L. Marcotte, who said he was notified by R. W. MacDonald, chief WIC engineer, that the money would be forthcoming.

Cancelled

The funds were made available "as the result of cancellation of a sewerage project for which funds had previously been allocated in another community," MacDonald told the mayor. Previously, the Lewiston mayor had been told that there was no money available from the commission this year.

The surprise was possible when a Maine community turned down a sewerage project in a referendum election, thereby making some \$319,000 available for other projects in the state.

Also available for the sewerage job here is an additional \$120,000 from the Public Health Service, which, added to the other grant, represents about 60 per cent of the total cost of the project, officially tagged at \$420,000.

Bond Issue

The city's share of about \$180,000 can be financed through a bond issue, the mayor said.

City Engineer William Adams described the sewerage project as basically a pipe-laying job.

Sewerage from that area of the city, which is now distributed to an area off No. Temple Street., will be piped to a 40-acre plot of land located some 1,000 feet off the Randall Road.

There the sewerage will be pumped into an oxidation plant. The Thorne's Corner filter bed has not been operating well. Adams said. "It has created a health hazard."

By Fall

The engineer reported that the work could get underway by early fall. The pipe laying can be done throughout the winter months, except for minor delays that would occur in foul weather, he said.

Mayor Marcotte now has to gain the approval or the Board of Finance and the aldermen before seeking bids for the project.

The mayor is expected to approach the two boards in the near future.

Survey

The work slated to be done is in direct accord with the need as set forth in the survey conducted last year by Camp, Dresser and McKee of Boston, Mass.

au Collège d'Antigonish, N.E.

MM. Roland Roy, fils de M. et Mme Maurice Roy, de 236 East Avenue, Lewiston, et Richard Mutty, fils de M. et Mme Roland Mutty de 17 rue Howard, Lewiston, tous deux diplômés de l'école supérieure St-Dominique en juin dernier, feront leur entrée au collège St-François - Xavier, d'Antigonish, Nouvelle-Ecosse, mercredi, le 20 septembre.

Le long trajet pour les deux jeunes étudiants se fera en autobus, et ils partiront lundi pour un voyage de 25 heures.



M. Roland Roy

M. Roy a reçu une bourse d'études de l'Union St-Jean Baptiste d'Amérique, qui lui aidera à défrayer les dépenses de son cours pré-médical au collège. Il était très actif dans les activi-

tés de l'école St-Dominique, participant au Glee Club, au Key Club, et membre du Club de Débats; il était rédacteur en chef du Veritas, le journal de l'école, membre du personnel de la rédaction de l'annuaire Echo; il a servi de photographe pour l'école pendant deux ans, et a participé à un grand nombre d'autres activités scolaires durant son séjour de quatre ans à St-Dominique.



M. Richard Mutty

M. Mutty, faisait partie du Glee Club, était membre du Key Club, et fut nommé le membre le plus en vue de cette organisation l'an dernier; il était rédacteur-associé du VERITAS, membre du personnel de rédaction de l'annuaire ECHO; membre du Club de Débats; officier des Petits Chanteurs de St-Pierre; il a été diplômé avec honneur; et il s'est toujours distingué comme étudiant et élève en demande durant ses quatre années à l'école supérieure locale.

M. Mutty suivra aussi le cours pré-médical. *Sept 14-1961*

Sept 14, 1961 Notes personnelles

M. Hervé McGraw, 29 Deuxième rue, Lewiston, est sorti ces jours derniers de l'hôpital Ste-Marie, après plusieurs semaines de traitement.

M. Dorian McGraw, de Mil-bridge, Maine, autrefois de Lewiston, qui était retenu à la maison depuis deux semaines, est maintenant rétabli.

M. Louis Thibault, 26 rue Horton, a quitté l'hôpital Ste-Marie dernièrement.

M. Bernard Belleau, fils de Mme Mona Belleau, de 1 rue Orange Extension, est parti ces jours derniers pour Austin, Texas, pour étudier le droit, à l'Université du Texas. Le jeune homme est diplômé de l'Université du Maine.

Peter B. Chavonelle, fils de M. et Mme Arthur K. Chavonelle, jr, de 25 rue Wakefield, à Lewiston, est parti cette semaine pour faire ses études au collège St-François de Biddeford. Il a reçu son diplôme cette année de la Lewiston High.

Mlle Alida Martel, 134 rue Bartlett, Lewiston, est sortie samedi après avoir passé deux semaines à l'hôpital. Elle s'est cassée une jambe lorsqu'elle a été renversée par une bicyclette, coin des rues Pine et Bartlett.

M. Léo Gagnon, de Lynn, Mass., est reparti après avoir passé quelques jours ici en voyage d'affaires. Il demeurait autrefois à Lewiston.

M. Albert Verville, fils de M. et Mme Donozor Guilmette, de 35 Boston Avenue, est parti récemment pour continuer ses études à l'Université St-Joseph chez les Pères de Sainte-Croix, à Moncton, Nouveau-Brunswick.

Le militaire Robert J. G. Ouellette, fils de M. et Mme Gérard Ouellette, de 44 Sixième rue Auburn, est maintenant à Fort Rucker, Alabama. Le jeu-

DECES et FUNERAILLES

M. Octave Lavoie

Le service de M. Octave Lavoie, a été chanté à 8 heures mardi matin, en l'église St-Pierre St-Paul, par le R. P. Joseph Tondreau, o.p., assisté du R. P. Jean Marie Lapointe, o.p., comme diacre, et du R. P. Luc Aubin, o.p., comme sous-diacre.

Le chant au service a été rendu par MM. Roland Pineau, Azarias Beaudette, et Robert Gosselin, accompagnés de M. Bernard Piché à l'orgue.

Les porteurs, tous des membres du Club Eagle, étaient MM. Alfred Morin, Thomas Cliche, Patrick Dubois, Joseph Pelchat, Fernand Breton, et Roméo Bolduc.

L'inhumation a été faite au cimetière St-Pierre, et le R.P. Tondreau a récité les dernières prières sur la fosse.

Sont venus de l'extérieur pour rendre hommage au défunt, Mme Maxie Lasden de Lynn, Mass.; M. et Mme Maxime Lavoie, de Grand Isle; Mme Willie Lurette et Mme Gene Dumont, de Skowhegan.

Les funérailles étaient sous la direction de la Maison Funéraire Pinette.

Mme Evangéline Lemay

Mme Evangéline Lemay, 826 rue Main, Lewiston, est décédée ce matin à l'hôpital Ste-Marie.

Elle était née à Lewiston, le 19 décembre, 1892, fille de Alfred Bazinet et de Praxède Riard. Avant de prendre sa retraite elle était employée à la Koss Shoe Company.

Lui survivent cinq filles, Mme Michel (Dora) Girouard, de Lewiston; Mme George (Rolande) Clark, Jr., de East Hartford, Conn.; Mme Richard (Georgette) Brushein, de Portland; Mme Philippe (Rita) Brushein, de Lewiston; Mme Walter S. (Lorraine) Reed, Jr., de Boothbay Harbor. Un fils, Frédérick, de Somerville, Mass; trois soeurs, Mme Adélaïde Nadeau, Mme Imelda Dufresne de Lewiston; Mme Joseph Duchaine, de Westbrook; quatre frères, Philippe, Oscar, et Réginald Bazinet de Lewiston; Ralph Bazinet, de McFalls; ainsi que dixneuf petits-enfants. Elle était membre de l'American Legion Auxiliary; ancienne présidente du Parley 8 and 40 Club, Veterans of Foreign Wars et Eagles.

Son service sera chanté samedi matin à l'église St-Joseph, à neuf heures.

La dépouille mortelle repose à la maison funéraire Albert, 2 rue Howe, Lewiston. Les heures de visite sont de 1 à 5 heures, et de 7 à 9 heures le soir.

bres du Poste 22 de la Légion Américaine de Lewiston, étaient MM. Thomas Pelletier, Alcide Bellmore, Etienne Jolie, Cyprien Pelletier, Louis Miclon, et Léo Plante.

LESSARD - FORTIER

Rev. Hervé Carrier bénissait ces jours derniers le mariage de Mlle

Patricia Fortier de Hartford Conn., fille de M. et Mme Hervé Fortier, 17 rue Beckett, Lewiston et Normand Lessard, fils de M. et Mme Elphège Lessard de Newington, Conn., en l'église Ste Croix.

Mlle Jeannine Fortier soeur de la mariée agissait comme demoiselle d'honneur.

Edward Juskulski de Hartford, Conn., remplissait le rôle de garçon d'honneur.

Après la messe nuptiale il y eut réception à la salle de "Starlight" au Restaurant Steckino. Mlle Paulette Fortier cousine de la mariée avait charge de faire circuler le livres-souvenir parmi les invités. Mlle Louise Dubé prit soin de l'étalage des cadeaux à la demeure des parents de la mariée.

M. et Mme Lessard résideront à 123 rue Cedar, Newington, Conn., à leur retour d'un voyage de nocces.

Mme Lessard est graduée de l'école supérieure de Lewiston et de l'école de Garde-Malades Ste Marie. Elle est employée à l'hôpital de Hartford, Conn.

M. Lessard a reçu son éducation dans les écoles de Nashua, N. H., et Worcester, Mass. Il est employé par la Ross Construction de Hartford

Les personnes de l'extérieur qui ont assisté au mariage sont: M. et Mme Elphège Lessard, Wilfred Lessard et Lauline Lessard de Newington, Conn. M. et Mme Richard Dardone, Needham, Mass.; M. et Mme Adam Cesaitis, M. et Mme Bernard Lessard, M. et Mme Melvin Anderson, M. et Mme Ray Lenehan, M. et Mme Thomas Mancuso, Worcester, Mass.; M. et Mme Gérard Fortier, Bangor; M. et Mme Aimé Howe et M. et Mme Roland Letendre, Biddeford, Me.

Messenger 14 Sept. 1961

Rousseau-Filiault



PHOTO BISSON

M. et Mme Guy Rousseau

Le mariage de Mlle Dorothy Filiault et M. Guy Rousseau a été béni le samedi matin 2 septembre en l'église St. Pierre. La mariée est la fille de M. et Mme Joseph Filiault, 117 rue Howe, Lewiston, le marié est le fils de Mme Omer Rousseau, de Asbestos, Qué., et M. Rousseau, décédé.

Mlle Bernice Filiault, soeur de la mariée était demoiselle d'honneur, Mme Robert Jalbert, Hartford, Conn., Mme Olivette Forcier, Manchester, N. H. et Mlle Georgette Lemelin, Asbestos, Qué., étaient suivantes. M. Réjean Rousseau, Laconia, N.H. était garçon d'honneur; MM. Robert Jalbert, Hartford, Conn., Gilles Forcier, Manchester, N.H. et Gérard Rousseau, Asbestos,

Qué., plaçaient les invités. Lors de la réception à l'hôtel DeWitt, Mlle Claudette Robert, était en charge de l'album-souvenir.

M. et Mme Rousseau ont fait leur voyage de noces à Atlantic City, N. J. Ils demeureront à 117 rue Howe.

La mariée est diplômée de l'école St. Dominique, elle est employée à Raytheon, son mari est diplômé d'une école de coiffure de Montréal, il fait partie du personnel du salon de beauté Provencher, de Lewiston.

Intentions de mariage

Robert Lucien Lagacé, 1 rue Main, Auburn, et Tena laine Lamontagne, 1166 rue I bon, Lewiston.

Angelo Joseph Gervais, 72 Morse, Lewiston et Jeanni Pauline Nadeau, 9 rue Howe.

Robert William Friese, Lo Prairie, Minnesota, et Lorrain Rita Hamel, 62 rue Howa Lewiston.

Sept 14/1961

Pine Tree Warriors



Les Pine Tree Warriors, est une organisation très active dans la musique et la drille, ayant deux corps de clairons et un corps de drille. L'organisation sera en vedette durant la célébration du centenaire de Lewiston. De gauche à droite, M. Bert Dutil, Tambour Major et directeur, avec le drapeau du Canada. Bert a reçu la permission d'utiliser ce drapeau, l'an dernier directement du Parlement du Canada. M. Ludovic Moreau, président des Warriors, avec le drapeau des Etats-Unis, et Mme Hélène Bissonnette avec le drapeau de la France, qu'elle a reçu la permission d'utiliser, du Consul de France, M. Gaston Leclerc.

Hôpital Central Maine

Les patients qui sont sortis de l'hôpital Central Maine:

Normand Lafontaine, 71 High. Emilie Letourneau, 1059 Sabat-tus; Pauline Corriveau, 75 Wal-nut; Cécile Chouinard, 38 Bates; Lillian Mason, 11 Bearce; Ger-trude Turgeon, 72 Goff, Auburn, Claude Allen, Hebron.

Lucille Daigle, 482 Canal; Raymond Sirois, 142 Oxford; Donald Caron, 23 Avalon; Mme Roméo Plourde, et son fils, 13 Spruce; Mme Gordon Violette et sa fille, 30 1/2 Maple; Mme An-thony Albert, et sa fille, 6 rue Noble.

Hôpital Ste-Marie

Voici les noms des patients qui ont quitté l'hôpital Ste-Marie récemment:

Mme Suzanne Massé, rue Gro-ve; Mme Jean Jacques, 4 Pou-lin; Robert Caron, 31 Damon; Mme Réal Bureau, 4 Dionne; Léo Bouffard, 12 Robert; Mme Patricia Poulin, 74 Birch; Lio-nel Plourde, 41 Ash; Mme Yvon-ne Larochelle, 164 Bartlett.

Mme Alice Cyr, 57 Dow; Ray-mond Bouleau, 1445 Lisbon;

9-14-61



NEW HEALTH-WELFARE BOARD — Staff Photo by Fletcher
 Adrien D. Laverdiere, veteran member of the Lewiston Board of Health and Welfare, was re-elected chairman at a Monday night business meeting. It was the first meeting for Dr. Thomas F. Shields, who was named to the board last week by Mayor John B. Beliveau.
 Seated, left to right, are Mrs. Maria Robinson, Chairman Laverdiere and Georges Rancourt. Standing are Dr. Shields, Health Officer Cecile Levasseur, Welfare Director Romeo Thibodeau and board member Ronald Couturier.

AU POSTE WCOU

Oct 31/61

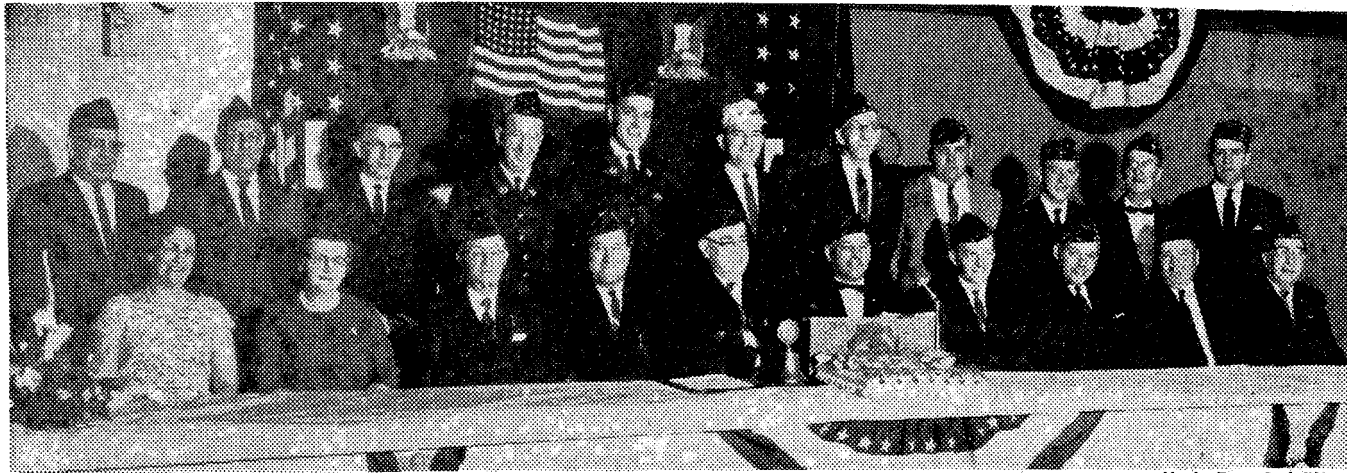


Monsieur **CHARLES-M. COURBOIN**, le célèbre organiste, photographié dans les studios du poste **WCOU**, après avoir visité les bureaux du **Message**, le lendemain de l'inauguration des orgues de l'église **St-Pierre**, inauguration qui eut lieu le quatre octobre courant.

1961



NEW HEALTH-WELFARE BOARD — Staff Photo by Fletcher
Adrien D. Laverdiere, veteran member of the Lewiston Board of Health and Welfare, was re-elected chairman at a Monday night business meeting. It was the first meeting for Dr. Thomas F. Shields, who was named to the board last week by Mayor John B. Beliveau.
Seated, left to right, are Mrs. Maria Robinson, Chairman Laverdiere and Georges Rancourt. Standing are Dr. Shields, Health Officer Cecile Levasseur, Welfare Director Romeo Thibodeau and board member Ronald Couturier.



M. A. Bonenfant Photo

ATTEND AMERICAN LEGION FESTIVITIES—Attending an anniversary celebration at Post 22 of the American Legion recently were, seated, left to right: Mrs. Rita Levesque, Mrs. Berniece Jackson of Rockland, Atty. Hercules Belleau, Mayor Roland L. Marcotte, John Murphy, Laurence Levesque, Andre Potvin, Bert Lagueux of Augusta, Robert McFarland of Togus, and Carl Young. Standing: Anthony Cormier, Rev. Eugene Beaudoin, Lionel Girouard, Willie Belanger, Herbert Cantwell, Fred Laurence of South Paris, George Gillis, Romeo Beaudoin, Henry Brodeur, Adrien Lambert and Ange Nadeau.

AL Post 22 Celebrates 45th Anniversary

American Legion Post 22 of Lewiston, Saturday evening celebrated its 45th anniversary and Past Commander's birthday at the Legion hall on Bates St., Lewiston, with a host of honored guests in attendance.

Included as guests were: Lewiston Mayor Roland L. Marcotte; Mrs. Rita Levesque, president of the Auxiliary Unit 22; Mrs. Bernice Jackson of Rockland, department president of the American Legion Auxiliary; Hercules Belleau, first commander of the Lewiston post; Past commander Laurence Levesque; Andre Potvin, representing the mayor of Auburn; Robert McFarland, department service officer for the American Legion at the Veterans Administration Hospital at Togus; and Past Commander Adrien Lambert; also Past Commanders Carl Young, Tony Cormier, Lionel Girouard, Willie Belanger, George Gillis, Romeo Beaudoin, Henry Brodeur, and Ange Nadeau; and Fred Laurence, vice-commander of the South Paris post.

Acting as the master of ceremonies was Past Commander John Murphy. The keynote speaker was the past Department Commander Bertrand Lagueux of Augusta.

Property Tax Relief If State To Progress--C

Local Gov'ts Unable To Meet Rising Demands Burden Heaviest on Group Least Able to Pay; Greater State Grants Seen Answer

AUGUSTA (AP)—The over-burdened local property tax must have relief if Maine's government on any level is to progress, the executive secretary of the Maine Municipal Association said today.

Frank G. Chapman of Gardiner told the Intergovernmental Relations Commission that the real and personal property tax produces three to four times as much revenue as either the sales or gasoline tax. Yet he said, it has the smallest number of taxpayers and the least relationship to ability to pay.

Chapman told a public hearing that equitable taxation should be the goal and should correlate to some degree with ability to pay. A governmental service should be performed at the level of best economy and efficiency. And the ability of one level of government to finance a service does not necessarily mean ability to administer it best.

Those promises justify grants-in-aid from state taxes, he said.

"If one rejects this then it is difficult to find a reasonable solution to the municipal tax dilemma," he said.

Major Services

Running down a list of major local services, Chapman told the hearing:

Greater state aid will be needed to maintain growth of local tax commitment for schools, averaging 58½ per cent of local revenue, not only starves other municipal services but isn't even keeping pace with school needs.

Welfare laws and philosophies cause frustration and dispute, but probably the only fruitful

area of legislation would be in protecting small towns against the financial drain of unusually costly welfare cases.

Zoning Codes

Little effort is being made in most communities toward zoning and building code enforcement. Maine will soon have to be influenced by the nation's urban explosion. Growth without some order is chaos and chaos in tax-supported organizations is expensive. This can be handled only locally.

Chapman said there are different types of taxes but in the end the same persons pay all the bills.

If part of the municipal tax need is shifted from property to some other form of tax, the chief effect will be in the method of payment, not total tax liability, he said. The average taxpayer finds it easier to pay in small but frequent payments rather than a large annual one.

Deane Stevens, Augusta city treasurer, told the commission that the political body in charge of and responsible for a budget should have the same control over all departments in the

budget.

School Board Power

Stevens said city governments, not school boards, should have final authority in financial matters affecting schools, as they do with police, fire and other departments. If that can't be done, he said, then school boards should be required to levy and collect the money they spend.

He also advocated a uniform excise tax on boats rather than a varying personal property tax, said the 1963 law exempting out-of-state owners should be repealed.

The Rockland city manager, Thomas L. LaPointe, complained of a "wasteland in our present three levels of government."

He said he agrees with recent studies which advocated either abolishment or drastic revision and streamlining of county government, to end duplication. Political power, and not a need for the poor services has perpetuated various county offices, he told the commission.

The commission will hold a hearing Tuesday in Bangor city hall and another next Friday in Portland city hall for discussion of municipal-county-state-federal relationships.

Leo Morencz, Rumford town manager and a member of the State Water Improvement Commission, said the fact that the federal government has entered the Androscoggin River pollution abatement picture has complicated already difficult financing problems.

The WIC plan to classify the Penobscot in 1965 and the Androscoggin in 1967 probably will be carried out, he said. But federal pressure will require Androscoggin cleanup to be completed by 1973 — some 10 years earlier than the state had contemplated.

The size of the problem is indicated, he said, by the fact that when Lewiston builds its sewerage system the state will have to contribute \$1 million in a single year — at a time when it also will need to aid the work of other communities. The present state payout is about \$1¼ million a year. The state and federal governments pay 30 per cent each, the municipality 40.

'Must' apman

LHA to Notify Aldermen Of Amount of Payment in Lieu Of Taxes on Housing Project 5-4

The Lewiston Housing Authority, at tonight's meeting of the Board of Mayor and Aldermen, to be held at 7 o'clock, will notify the board of the annual amount of payment in lieu of taxes which will be made on the proposed 60-unit housing project which recently was granted more than a half million dollars by the Federal Government.

According to the LHA, an annual payment of \$2,500 will be made to the city. The property were privately owned, the annual amount of taxes levied would total about \$11,600.

Government operated projects are not taxable and the city will receive the payment for the use of municipal services.

The Board of Aldermen at an earlier session approved the use of the land by the Housing Authority.

Also included on the agenda tonight will be a recommendation from the Planning Board that no changes be made in the zoning ordinance that would allow barber shops and beauty parlors in residential A and B zones.

Other matters to be taken up include:

A police recommendation that an ordinance be drafted allowing a two hours time limit for parking on Pine Street between Bates and Pierce Streets.

A petition for the extension of Jeffrey Street for a distance of 125 feet from where the ac-

cepted part now ends.

A corporation counsel ruling on tree cutting, where the project is authorized by the aldermen, and turned down by the Public Works Department, will also be discussed.

Some recommended zoning changes are to be presented to the aldermen by the Planning and Zoning Boards.

The Health Department will present its May report, and some applications for various permits may be presented.

Note Spread Of \$21,000 5-4 On Sewer Bids

A \$21,000 price spread was noted yesterday afternoon when city officials opened bids on the proposed big storm sewer project for Pleasant St., in Lewiston.

The base prices ranged from \$11,300 to a high of \$32,400.

Bids were also opened on new poles and fixtures for the city of Lewiston.

The lowest base bid came from Chester E. Davis of Portland while a Lewiston concern, Joseph Pinette & Son, was within a few hundred dollars. The unit prices they submitted on ledge excavation could be the deciding factor in the contract award.

City Engineer William R. Adams said the amount of ledge will be estimated and then tabulated against the excavation prices.

Davis submitted base bids of \$11,500 and \$11,300, plus a ledge excavation rate of \$30 per cubic yard. All firms came in with two base bids, one involving the use of concrete pipe and the other, asbestos cement pipe.

The Pinette base bids were \$12,354 and \$11,700. Its price for ledge excavation, \$16 per cubic yard, was almost half the ledge tab from Davis.

Also bidding on the storm sewer project were Lewiston Crushed Stone Co., \$30,540 and \$29,540, plus \$35 per cubic yard for ledge; Samuel Aceto & Co., Portland, \$25,700 and \$25,300 with a \$20 ledge price; Ralph Romano Jr. Inc., Portland, \$32,400 and \$31,900, plus \$25 on ledge; and J. Garigan Co., Boothbay Harbor, which submitted two identical \$27,190.53 base bids, plus a ledge excavation base bids, plus a ledge excavation price of \$20 per yard. The bids, which also covered a few other probable incidental expenditures, were referred to the Public Works Board to be tabulated and studied.

It was reported the city has in the neighborhood of \$25,000 in the budget for this project. The storm sewer will be installed from the brook at Mitchell Road to Scribner Boulevard and is part of the reconstruction of Pleasant Street.

The bids were opened by Mayor Roland L. Marcotte. In attendance were City Controller Laurier T. Raymond, City Engineer Adams and representatives of the bidding firms.

Five companies submitted bids on a supply of 40 metal street light poles for the city to be used as part of the new lighting system along a downtown section of Lisbon Street.

They were: Edward Gillis Co., \$82.50 each; Holmes Electric Co., \$86.14; Westinghouse Electric Co., \$81.60 and \$89.60 (alternate bid); General Electric Supply Co., \$80.89; and Union Metal Manufacturing Co., \$81.39.

Also referred to the Public Works Board, to be tabulated and studied, were a variety of bids on mercury luminaires. They came from Edward Gillis Co., Holmes Electric Co., Westinghouse Electric Co. and General Electric Supply Co.

The Public Works Board is expected to act on the bids at a meeting set for Thursday afternoon and the bids probably will be referred to the Board of Finance for final action on Monday.

Streamlining Called For...

Lewiston Mayor Asks State For Economy Leadership

By NORMAN FOURNIER
Staff Reporter

LEWISTON — Mayor Roland L. Marcotte has called upon state government to exert more leadership in streamlining governmental units at the local, county and state levels.

Marcotte says the answer to help over-taxed local governments is not new tax sources, but elimination of waste and duplication in governmental units now supported by taxpayers.

"It is my personal feeling," Marcotte adds, "that the leaders of our State have neglected to plan for the future and face up to realities of modern times with its resulting highly competitive ways of doing business."

THE THREE-TIME Lewiston chief executive urges state leadership to take steps to abolish county government.

"How long," he asks, "will municipalities be forced to support antiquated county governments? I am certain that the present county functions could be consolidated and administered by the State through an area concept."

Marcotte suggests the state take positive action to abolish county governments, and replace this system with five district or area state government offices.

These area offices, he says, would permit the coordination of state, county and municipal functions and eliminate much of the



Mayor Marcotte

duplication which is costing taxpayers an increasing amount each year.

THE FIVE-AREA concept, Marcotte says, would produce tax savings equal to any new tax source the legislature might ponder in the next few years.

Marcotte warns that "any attempts to raise additional revenues, on a state level, at this time would definitely act as a deterrent to the expansion of our recreational or tourism programs, as well as hamper the acquisition of new industry."

The popular mayor of Maine's second largest city emphasizes he is "against any additional state revenues by such means as increases in sales tax, state

income tax, or lotteries."

He adds:

"If we are to follow the road of not increasing state revenues and still continue the trend of increasing services to our citizens, at all levels, it seems to me that the answer to our problem will have to come from some other source.

"In my way of thinking," he says, "this new source will have to come from the practice of economy, through state-wide reorganizations of governmental functions, with our aim of eliminating duplication of efforts and expenditures."

HE POINTS to industrial development as an area which should be improved in this state. It was under his leadership in 1953 that Lewiston became the first Maine municipality to inaugurate a locally-financed industrial development department.

Now Marcotte would go one step further and have Maine Department of Economic Development take over local programs by placing its personnel in the five state districts he proposes.

This would not be an increase of personnel in the DED, he says, but a shuffling of existing personnel to station them in the district office.

Marcotte feels strongly that DED personnel, operating in this fashion, would produce better results at reduced costs to the state and local municipalities.

Marcotte, an Auburn businessman who operates an automobile dealership, says "The State of Maine and its communities are faced with a serious dilemma. On the one hand we have to carry the same burden

of 'increased cost of living' as do the other states, while remaining rather stagnant in our economic growth. It would be foolhardy to expect that we will be able to keep increasing the tax burden on individuals whose incomes remain static."

Will Pick Queen to Reign 5-29 Over Lewiston's Festival

Plans for the selection of a queen to reign over the Lewiston Summer Festival, a week-long program of colorful events to be held in August, were announced Thursday afternoon by Raymond A. Geiger, festival program chairman.

The selection of the queen will take place prior to the start of the festival, which will be held the week beginning Aug. 17, and one of her activities will be to appear on the Don McNeil Breakfast Club radio show which will be aired from Memorial Armory on two successive mornings.

Geiger announced a queen selection committee consisting of State Rep. Albert Cote, chairman; Mrs. Helen Bissonnette and Armand Dutil. Initial plans were discussed at a meeting in the office of Mayor Roland L. Marcotte at the city building.

Girls interested in the queen contest should telephone the mayor's office Geiger said, and leave their names with his secretary.

The selection will be based primarily on personality, Geiger pointed out, although other things will be taken into consideration. Eligible are girls, single or married, between 18 and 25. This will be a popularity contest. Further details will be announced.

Geiger urged all interested girls to register at the mayor's office as soon as possible.

A meeting concerned with the auctions planned for festival week also was held Thursday afternoon, Geiger said, and two auctioneers have signed for the program. They are Rene Lavoie of Danville and Ernest Robertson of Auburn. A gigantic auction program is being planned and will include gun and stamp auctions.

Geiger also said there will be a dozen drum and bugle corps participating in a proficiency contest during the festival and that the units will come here from all over New England and Quebec. The competition will be held on the Bates College football field on Saturday, Aug. 22.

In addition, some 24 to 30 bands will participate in a gigantic parade which will take place late Saturday afternoon. The units will come here from across New England.

Bert Dutil is making arrangements for the drum and bugle corp competition and the parade program is in the hands of Rep. Albert Cote.

On Friday night, plans are to put on a dance at which the queen will reign. The local service clubs are expected to sponsor the dance.

OLMSTED TO BE MC AT UNIQUE NY PROMOTION

Top Business Leaders to Promote Sale of Industrial Space

Lewiston's Sam Michael Is
Assisting with Plans;
Joint Area Effort

By RICHARD KISONAK

George Olmsted Jr., president of the S. D. Warren Co. of Westbrook, has agreed to serve as honorary chairman and master of ceremonies at a luncheon in New York City planned to promote the sale or lease of available industrial buildings in southwestern Maine, including Lewiston.



GEORGE OLMSTED JR.

Olmsted was invited by the heads of the industrial development groups in Sanford-Springvale, Portland, Lewiston and Augusta, the communities sponsoring the unique promotional effort.

Lewiston Industrial Development Director Samuel Michael has been working on arrangements for the program for several weeks in conjunction with the Sanford-Springvale Chamber of Commerce and the Area Development Council of Portland. Michael will attend the New York luncheon to meet prospective clients and Lewiston Mayor Roland L. Marcotte may also be on hand.

The modern industrial buildings, all community owned, are located in Waterboro, Portland, Sanford and Lewiston. They vary in size from 18,750 square feet to 116,000 square feet.

The luncheon will be held Oct. 7 in New York's Biltmore Hotel and is to be by invitation only. Featured as honored guests will be chief executives of major industrial firms in southwestern Maine.

As a means of emphasizing Maine's healthy industrial climate, special attention will be called to the fact that the state's pulp and paper industry is presently spending some \$150 million for the construction of new facilities and to modernize existing facilities. In addition, the business leaders at the luncheon will stress the plastic, shoe, textile, food processing and other basic industries of the state. The invited guests will be leaders from the financial, business consulting and service fields who are located in the metropolitan New York area.

The steering committee organizing the luncheon consists of, in addition to Industrial Development Director Michael of Lewiston, William J. St. Onge, the executive manager of the Sanford group; Eugene S. Mar-

tin, manager of the Portland Council; Norman J. Temple, director of the Area Development Department of Central Maine Power Co., and Roderic C. O'Connor, manager of the Maine Industrial Building Authority.

Mayor Marcotte of Lewiston has thrown the full support of his office into the massive venture of regional cooperation.

HEARING SLATED ON MOVES TO CHANGE ZONING

6-5
**No Date Is Set by
Aldermen; Beauty
Parlors Talked**

**Two Apartment House Areas
Suggested; Trailer, Lot
Line Rules Discussed**

By RICHARD KISONAK

Building Inspector Charles A. Buteau recommended to the Lewiston Board of Aldermen, Thursday night, that two classified zones be established in the city where construction would be limited to two-story homes.

He proposed as boundaries for the special zones: Montello Street, Main Street, Russell Street and East Avenue, and Mitchell Street, Webster Street, Pleasant Street and East Avenue.

The aldermen earmarked the proposal for public hearing, along with other recommended zone changes which were aired at a joint discussion with the Planning Board and Zoning Appeals Board. Date of the public hearing is to be announced.

The special zones proposed by the building inspector are inside existing Residential-A zone lines. His recommendation is to add to the protection of property owners in these heavily-populated home areas, where the size of most individual properties is generally limited.

Eight-Family Units

Buteau is suggesting new construction of only single-family homes there.

A second Buteau recommendation to the aldermen also was set up for the public hearing. This is to permit two-story apartment buildings in the Residential -A zone outside the classified districts, plus in Residential-B zones. The inspector proposed apartment buildings with up to six families but the figure was raised to eight families on recommendation of Alderman Paul A. Couture.

According to Buteau, the builder still would have to adhere to a requirement that the building can't take up more than 40% of the individual property. Therefore, such apartment structures could only go up in those areas where sufficient land is available and where there would be no close association with abutters.

and Sabattus Street from Gold-
er Road to Webster line.

On Trailers

College Street and Road from
Montello Street.

North and east of Russell
Street: Northeasterly to the
Greene line; Main Street from
Gulf Island Road; northerly to
the Greene line.

Also, the entire Mitchell
Street.

Exterior walls of buildings
in commercial and industrial-
general zones must have at
least a five-foot side yard if
there's no fire wall, another
recommendation states.

The current ordinance allows
mobile homes singly in Resi-
dential-B and Agricultural
zones. The proposed change
restricts them to agricultural,
commercial and industrial
zones "except the industrial
zones along the Androscoggin
River, beginning at Riverside
Street and continuing to that
industrial zone which is wester-
ly of South Avenue and Mount
Hope Avenue, and westerly of
an extension of Mount Hope
Avenue from its present loca-
tion in a general southwesterly
direction to the river."

Under the current ordinance,
trailer parks are allowed in
Residential B, agriculture and
commercial zones.

More Changes

The proposed change is to al-
low them in agricultural, com-
mercial and industrial zones
"except the industrial zones
along the Androscoggin River"
previously mentioned and con-
tinuing to the industrial zone
near South Avenue and Mount
Hope Avenue "from its present
location in a general southerly
direction to the river, north-
westerly from Westminster
Street to Mitchell Street, south,
northerly from Pleasant Street
to Webster Street.

Under "non-conforming uses,"
the plan is to delete "musician
and artist" from the list of pro-
fessional people allowed to
operate their business out of
their home or in an adjoining
building. The section now per-
tains only to physicians, sur-
geons, dentists, lawyers "or a
member of a similar profes-
sion."

A section concerning general
use exceptions would be revised
to call for public hearings.

Another proposed change pro-
vides for recommendations from
both the planners and ZBA, in-
stead of just the planners, when
ordinance changes are proposed
to the City Council.

The group also is proposing
that the depth of a commercial
zone on Sabattus Street be
changed from 150 feet back to
200 feet. The 150-foot allowance
isn't enough to meet the needs
of some commercial interests.

The aldermen, again going
along with a Buteau idea, ap-
proved the removal of a re-
quirement that an apartment
building be set back 50 feet
from the front lot line.

Add Boarding Houses

The aldermen sanctioned a
reduction from 10 feet to 5 feet
the distance a building should
be from a side lot line. Accord-
ing to Buteau, these existing
restrictions have caused hard-
ships and hampered new con-
struction.

It was a lengthy city building
session at which the aldermen
also set up for public hearing
a plan to increase the size of
the Zoning Appeals Board from
three to five regular members,
a proposal to allow beauty par-
lors and barber shops in the
residential zones, the establish-
ment of new trailer regulations.
The planners are opposed to the
barber shop-beauty parlor open-
door policy.

Tabled was a ZBA plan to
allow 25 square foot front
porches inside the required 15-
foot allowance between the
front of a house and lot line.

Also set up for the coming
hearing were proposals to add
boarding houses to allowable
construction in commercial
zones and apartment zones.
Couture got the council to add
nursing homes to construction
allowed in apartment zones.

Tossed Out

Tossed out was a recom-
mendation to outlaw the con-
struction of flat-roof buildings
and open stairways in residen-
tial-A zones, or alterations
for this purpose. Buteau op-
posed this one. A section re-
quiring performance bonds, on
receiving a variance for con-
struction in residential zones,
was eliminated. A new require-
ment being proposed calls for
a five-foot distance between a
building and the rear property
line.

A revised area is proposed
under the residential regula-
tions involving lots along main
arteries and collector streets
used exclusively as dwelling.
They shall be set 30 feet back
from street lines. Buildings
used exclusively as dwellings,
such as a garage, must be back
50 feet. Streets in this category
include:

South and east of East Ave-
nue; Lisbon Street and Road
from westerly wall of North
American Philips plant, easterly
to the Lisbon line; Webster
Street from Scribner Boulevard;

Council Told It Can't Make Public Works Remove a Tree

Lewiston aldermen were told Thursday night they can't make the Public Works Department cut a tree.

The aldermen, who have been feuding a bit with the PWD because some of their tree-cutting requests have been ignored, had requested a legal ruling from Corporation Jere R. Clifford.

Clifford didn't attend the meeting but his ruling, which he said was based on a study of the city charter, the statutes and McQuillin on municipal corporations, was read by City Clerk Lucien Lebel.

It said in part, "I conclude that you do not have the legal right to compel the Public Works Department to remove a tree. I believe that as general custodians of the city property you may authorize the cutting or removal of a tree. In fact a tree cannot be removed from city property in the absence of your authorization even though under the charter the Public Works Department is charged with responsibility for maintenance, and repairs of streets, sidewalks" and "control and maintenance of public parks and lands."

Clifford adds, "However, under the charter individual boards and departments enjoy autonomy and self regulation within the spheres of their respective areas of responsibility. Your board earmarks funds in establishing the Public Works Department budget and that department cannot, in my opinion, properly spend funds for

projects which do not fall within the earmarked accounts. But your control over the departmental activities ceases with this control over the funds or subsequent transfers within the budget. You have no right to direct the manner or timing of the internal administration of departmental projects."

The aldermen could authorize an individual property owner to remove a tree at his own expense, however, "in the same manner as some individual property owners have replaced curbing at their own expense with proper authorization."

Clifford pointed out that shade trees are a benefit to the city in many ways and urged the exercising of care "to protect against their too hasty removal since many years are required for their growth."

The corporation counsel said care should be exercised to see that the public interest in preserving healthy, mature shade trees isn't prejudiced" by removing such trees to benefit a relatively few persons."

Some people have contended the aldermen have been getting too many trees cut in the city and Alderman Emiles Jacques didn't like Clifford's preservation reference, apparently. Jacques got on his feet to say the board hasn't been asking anybody to cut trees which don't need cutting. He's chairman of the street committee which views trees.

Jacques added that apparently the aldermen will just have to earmark a tree to be cut from now on.

Headquarters and Headquarters Co., National Guard, \$20; Anthony Cormier, decorations, \$35; Paul Cote Jr., speaker, \$5; Paul Lepage, speaker, \$5; Joseph Cloutier, singer, \$10; and trucking, \$5.

Ammunition

The bill totals \$1,031 but the city pays only up to the amount which is budgeted to help defray the program expenses each year. Lawrence L. Levesque, post commander, added in a footnote on the bill, "We, Lewiston Post 22, American Legion, thank you very sincerely for taking this statement under consideration."

The board went along with the Police Commission recommendation to obtain factory reloads in firing range ammunition. Regular ammunition will be purchased for the policemen to carry while on duty. The FB and PC have recently discussed the feasibility of purchasing reloading equipment for the department. However, Chief Joseph H. Farrand said buying factory reloads will be cheaper.

He pointed out that when the LPD did its own reloading some years ago, the results were not the best. Three revolvers were damaged by the ammunition and men on the range firing line were often pelted with tiny bits of lead which were blown from the reloads.

Motorcycles

Accepted and filed were reports from the Fire Commission which pointed out the need of \$240 to buy shades and drapes for the new Lincoln Street fire substation, and which noted the FC has tabled for more information the proposal to combine the city's radio-electrical repairs departments.

Police Officer Ray M. Small, who retires July 12, was voted pension benefits.

A note from the City Council reported on the decision of the council to give the police department's old three-wheel motorcycle to the Public Works Department. A two-wheeler stored by the LPD will be put up for sale. The FB was also informed that the aldermen went along with the proposal to ask bids on the sale of the Leader Property at 65 Lincoln St., which the city acquired through the tax lien process.

Board members spent about an hour discussing the purchase of a tractor shovel for the Public Works Department. Salesmen from three of the bidding firms delivered sales pitches for their particular units.

Lots Of Study

When the smoke had cleared, the FB went along with a PWB recommendation and voted to buy a Michigan unit from Chadwick-Ba Ross Inc. at a net cost of \$19,181. Only three of the six firms met bid specifications, PWD Director George J. Maher told the board. They were Chadwick-Ba Ross Inc., N. A. Burkitt Inc. at \$21,994 and R. C. Hazelton Co. Inc. at \$17,782. The winning firm also had submitted a second bid, which didn't meet specifications.

Lucien Couture, head mechanic for the PWD, who said he spends half his time studying various pieces of equipment, recommended the Chadwick-Ba Ross unit.

Two board members felt the city ought to accept the low bid. Going along with the PWB recommendation would serve to defeat the purpose of competitive bidding, said Ludovic R. Vaillancourt. It would serve to discourage the competition, said Dr. Michael J. Harkins, who also leaned toward the low bidder.

Tie Vote

The Chadwick-Ba Ross unit was a larger model than the others and it was favored in the vote by Jules G. Goudreau, who said the FB ought to go along with the PWB which Goudreau added, has spent a lot of time studying the matter. Voting with Goudreau was Philip M. Isaacson.

The tie had to be broken by Mayor Marcotte, who sided with the Goudreau-Isaacson faction.

Finance Board members, going along again with the PWB, awarded the Pleasant Street storm sewer project contract to the Joseph Pinette & Son firm of Lewiston, the low bidder. The total estimated project cost, including rocks and materials, is expected to run about \$26,835.

SPRINKLER IS ACCEPTED BY FINANCE BD.

Warning System Idea for Jordan Junior High Is Dropped

Low \$7,494 Bid Is Picked;
Legion Submits Bill
Totaling \$1,031

By RICHARD KISONAK

Jordan Junior High School in Lewiston is going to get the sprinkler fire alarm system sought by the Board of Education.

Eastern Fire Protection Co.'s low bid of \$7,494 was accepted by the Finance Board, Monday night, and the Public Works Department will be instructed to put in the new water line that will serve the alarm system.

The need for a sprinkler system at the school had been questioned in some quarters and the matter was unsettled for weeks. In this period, a heat-activated warning system was proposed as an alternative.

City Controller Laurier T. Raymond obtained data and comment on each system, reporting back to the FB last night. He had a note from Fire Chief Roland G. Dumais, in which Dumais recommends the sprinkler alarm system.

"There is no known record of a person losing his life in a sprinkled building," the fire chief wrote.

Raymond also had checked with the state department which "more or less said the same thing" as the first chief, he told the board. Acceptance of the sprinkler system bid was by a unanimous 4-0 vote with one member, Atty. Harold S. Skelton absent.

The Finance Board, meeting with Mayor Roland L. Marcotte in the city building office, received an itemized bill on Memorial Day program expenses and voted to pay the \$1,000 donation which the city budgets for this purpose annually. The vote was 4-0.

The following bill was submitted by Lewiston Post No. 22, American Legion:

G. A. R. Cemetery Association (donation), \$300; 14 gross flags, \$281; Montagnard Band \$160; Lewiston High School Band, \$50; Montello Junior High School Band, \$30; Sons of Legion Bugle and Drum Corps, \$20; Crimson Lancers, \$25; Scarlet Cadets, \$35; Pine Tree Warriors, \$50.

Bids Turned Over to EB ^{6/11}

The Lewiston Board of Finance yesterday afternoon opened bids on three projects for the Board of Education and then turned them over to the EB for evaluation. Involved were bids on the armory tower project, reroofing of the armory and the installation of two boilers at Jordan School.

On the armory tower project, only one firm, the All State Roofing Company, submitted a bid. The bid was \$6,390.

The cutting of the four towers began last year at which time two front spires were trimmed. Early this year, the EB successfully budgeted about \$10,500 for the completion of the project.

When bids were submitted, however, it was found that one of the rear towers with the chimney would be more expensive to cut down since more work was involved.

The EB then recommended to the EB that only one spire, the one with the chimney, be cut down this year and that the roof of the building be repaired since it was leaking.

Hard To Estimate

Raymond reported that not only is the job uncommon, "but it's hard to estimate the exact cost." He said that, in addition to the regular procedure for soliciting bids, he advertised in the newspapers but still only one firm submitted a bid.

On the roofing job at the Armory, about \$2,500 was available for the project. Two bids were submitted and both were over the anticipated cost. Hahnel Brothers Company of Lewiston bid \$2,700. The All State Roofing Company bid \$3,521.

Boiler bids for Jordan School were also received, and again only two firms submitted bids.

The Arthur Paradis Company said it would install two boilers for \$25,573.08, and one boiler for \$18,298.08.

The low bidder was the Dave Collins Company which reported it would put in two boilers for \$24,980, and one for \$6,382 less than the bid for two.

Expected \$23,000 Bid

Raymond reported about \$35,000 was budgeted for the repairing of all elementary schools. This, he said, includes boilers, a sprinkler system and other miscellaneous repair work.

About \$8,400 has already been allocated for the sprinkler system, and with the acceptance of the \$25,000 boiler project, there would be approximately

\$2,000 for other work.

The controller said that the boiler project was expected to cost about \$23,000.

Referred to the Public Works Board were bids on mercury luminaries. Submitting bids were Westinghouse Electric Supply Company, \$56 each; Edward Gillis Company, \$53.85; Graybar Electric, \$74; and General Electric Supply Company, \$53.20.

Says Businessmen Seem Reluctant to Approach Local Governments for Assistance ^{6/12}

Lewiston Mayor Roland L. Marcotte of Lewiston told a meeting of local industrialists in Auburn today that businessmen seem reluctant to approach local government officials for assistance, and he urged that they call upon the industrial developments of both Lewiston and Auburn for help in solving various problems.

Marcotte addressed a breakfast meeting at the Phil-O-Mar Restaurant which was attended by nearly a dozen Lewiston-Auburn business leaders. The meeting, one of a series of similar gatherings, was sponsored

by Mayor Marcotte and Auburn Mayor Harry Woodard Jr.

Financial Help

Lewiston's industrial development director, Samuel Michael, told the group that many local industries and businesses are not familiar with financial assistance that can be made available to them for expansion plans or for other purposes. Michael noted that in Lewiston some 32 expansion programs had been undertaken in the last seven years.

Marcotte told the group the establishment of a business advisory committee had been suggested at a previous meeting and he recommended that one person be appointed to serve as liaison between industry, and business and local governments in the Twin Cities in order that prompt and permanent assistance could be rendered throughout the year.

The Lewiston mayor spoke of

Lewiston's \$500,000 water improvement project which it is hoped will be started in the fall, and which will be an aid to industry and business, as well as to the homeowner.

Pontbriand

The president of the Auburn Business Development Corporation, Bertrand Pontbriand, called upon those present to supply the ABDC and the Lewiston Development Corporation with information and leads about companies which may be interested in locating in the Twin City area.

Raymond Bellavance of the Eastern Die Company, suggested that municipal governments of both Lewiston and Auburn and local manufacturers consider the broadening of recreation programs to create more good will between industry and the citizens of the communities.

The next meeting will take place at the DeWitt Motor Hotel, June 26, at 8 a.m.

Others who attended the meeting, in addition to those already mentioned were, Geo. Cote, Crest Shoe Co.; Thor Mennealy, president of Lewiston Development Corporation; Edmund Meltzer, Standard Products; D. Dwight Dodge, assistant to Auburn City Manager Woodbury Brackett.

Donald Perretti, H. P. Hoozons; Joel Goodman, W. Goodman Co.; George Sjoström, Auburn Die Co.; Harvey Paul Reliable Oil & Heating Co.; John Maloney Jr., Maine Manufacturing Co., and William Tewh executive vice president of Lewiston-Auburn Area Chamber of Commerce.

H. CALLAHAN LOW BIDDER ON PROJECT

**Auburn Firm Submits
\$10,950 Bid on
6-18 Brook Arch**

**City of Lewiston Gets
\$200 Offer for Old
Police Motorcycle**

By RICHARD KISONAK

Herbert E. Callahan Inc. of Auburn was the apparent low bidder Wednesday afternoon on the installation of a multi-plate arch at Hart Brook for the Pleasant Street reconstruction program.

The Callahan base bid totaled \$10,950.

Mayor Roland L. Marcotte, at a special 4 p.m. bid opening in his city building office, received two other bids on the same project. They came from Hodgkin Inc. of Auburn, \$13,086, and W. H. Hinman Inc., Westbrook, \$18,100. The firms also turned in rock excavation prices with Callahan listing a cost of \$12 per cubic yard, Hinman \$25 and Hodgkin, \$35.

The bids will go to the Public Works Board for study and are expected to be submitted to the Finance Board on Monday night for final action.

Several other bids were opened at the session, which also was attended by FB member Jules G. Goudreau, City Engineer William Adams, Esther Gagnon, assistant to the city controller; and representatives of some of the companies submitting the bids.

The Motorcycle

A two-wheel motorcycle which the city put up for bid, drew several offers — and a bit of confusion — as two bids apparently were submitted by the same person, one of them a high \$200 and the other one for \$100. The high bid came from John Ford of RFD 2, Mechanic Falls, and the signature on the \$100 bid was that of John H. Ford of RFD 2, Mechanic Falls.

"Let's take the second bid (the \$200 one) of John Ford," Mayor Marcotte suggested with a grin.

Also bidding on the 1949 motorcycle, which the Police Department hasn't used for years, were: Ray Lemieux, 149 Lincoln St., Lewiston, \$50; Carl Miner, Oxford, \$126.50; Phillip Farrington, Lisbon, \$37.60; Raymond Cote, 23 Ames Ave., Lewiston, \$50; and R. Mailhot, 1543 Main St., Lewiston, \$150. There was another bid for \$75, written on a Sun Oil Co. sheet, but not signed.

A second LPD motorcycle, a three-wheeler, has been given to the Public Works Department.

Street Work

Four companies submitted per-gallon and per-ton unit prices on surface treatment for several Lewiston streets and the figures were referred to the PWB for tabulation and study. Bidding were Northeastern Paving Corp., Westbrook; William S. Williams, Gardiner; Warren Bros. Roads Co., Fair-

field, and Granite Paving Co., Brunswick.

There was a long list of bids on the purchase of a vacuum cleaner and a floor scrubbing machine for the school department. The bids follow, with the vacuum cleaner prices listed first, the scrubber second:

Polar Co. Inc., \$315.61 and \$357.79 (alternate \$253.34); Lumb Inc., \$289 and \$299; Don Sales Co., \$375 and \$320; M. F. Bragdon Paint Co., \$300.65 and \$329; General Floorcraft Inc., \$359.50 and \$474; George T. Johnson Co., \$402.30 and \$379.45; Hillyard Sales Co., \$297.45 and \$322.50; A to Z Service Inc., \$335 and \$340, \$362; Masury - Young Co., \$418 and \$380.75; Mercury Floor Machines Co., \$209.50 and \$250.90; Hild Floor Machine Co. Inc., \$228.80 and \$314; and M. D. Stetson Co., \$361 and \$379.80.

LHS Equipment

Seven companies came in with bids on industrial arts equipment for the high school consisting of five bench units, a scroll saw and a speed lathe. The bids will be tabulated by the Education Board, which will

follow this up with its recommendations. Bidding were Brodhead-Garrett Co., Rudolph Co., Patterson Brothers, Maine Hardware & Plumbing Co., Parent Metal Products Co., Gould Industrial Supply Co. and Lewiston Supply Co.

THURSDAY JUNE 18 1964

Recommend Benefit Changes

Changes in the Lewiston Board of Finance's revised fringe benefit plan insofar as they apply to the Lewiston fire department were recommended by Fire Chief Roland G. Dumais at a Wednesday meeting of the Fire Commission.

Dumais proposed changing the term "fire fighters" to the term fire department personnel (all are not fire fighters, as such). It also was decided the personnel starting on the 7 a.m. shift on holidays should be the crew receiving holiday pay (rather than the crew leaving that same morning), and there was a proposal to change a sick leave provision which the chief feels isn't clear in intent. The latter provision gives authority to require physical examinations when an employee is out sick for three days.

"This could be challenged," Dumais feels.

As the provision reads, it covers a person out for three days, no more and no less, he feels. Apparently, this was not the intent, however.

"I want to discuss this with the police chief and Maher (public works department director) which I am going to do tomorrow," Dumais told his commission.

He offered a substitute provision mentioning "four or more calendar days" and requiring a medical certificate from the sick employee's doctor. The commission took no votes and will discuss the plan again at another business meeting.

The commission approved bills totaling \$669.73 and received a note from Raymond A. Geiger, chairman of the Summer Festival Committee, asking the PC to cooperate in the venture. It will.

A note from Schools Supt. J. Weldon Russell was "a reminder" of needed repair work at the Lincoln Street Playground.

Russell listed a need for a fence, asphaltting of some area currently gravel (around the station), and added that the windows on the fire station near the play area should be screened heavily for protection.

"Nothing we can do," commented Commissioner Roland D. Landry. The commission hasn't any funds at this time for the screens, doesn't even have control of the new station because it hasn't been accepted by the city.

The matter of creating a single radio - electrical division

for the city was again tabled without discussion. The FB has asked the FC, PWB and Police Commission for comment. The PC would rather leave things as they are.

Next meeting of the commission was set for Wednesday, June 24. Wednesday night's public session was followed by executive talks.

CITY COUNCIL REJECTS FB'S PURCHASE LAW

1-17
**Doesn't Want \$3,800
to Be Taken from
Contingent Fund**

**Options on Parcels of
Land for Oxidation
Pond Expire Soon**

By RICHARD KISONAK

The Lewiston Board of Mayor and Aldermen would not go along Tuesday night with a Finance Board recommendation to tap the budget's contingent fund for the \$3,800 needed to purchase property at the site of the proposed oxidation pond off Randall Road.

After getting mired in a confusing mixture of motions and amendments, the board went on record in favor of the land purchase but wants the FB to find the money in another part of the budget. Further action may come at a joint meeting of the two boards on Monday night.

About an hour was spent on the issue, with Aldermen Emile (Bill) Jacques and Paul A. Couture at odds where the money should come from. According to Couture, available funds in the contingent account already are promised for Lincoln Street Playground improvements.

Jacques contended there's enough money in this account to buy the land and fix up the playground.

No Funds

The Finance Board on May 18 sent along the land-purchase proposal to the aldermen and it had been on the table. The proposed oxidation pond off the Randall Road, part of the recommended new filter bed system for the Thorne's Corner area of the city, would be constructed on three parcels of land for which options were obtained some time ago. These options — there are two owners — expire July 1 and July 31. Jacques was concerned a holdup by the board would delay matters until after the options expire.

The federal government won't advance engineering funds until the city has bought the land. The Federal aid in the amount of 50% has been requested under the Accelerated Public Works Program Act.

Couture jumped on Jacques attempts to vote the FB recommendation, declaring there's enough of a disgrace existing at this time in that the new Lincoln Street fire substation hasn't been finished yet without adding to the disgrace by ignoring a need to repair the playground which is right next door. Playground area was taken for the new station and Couture wants the area put back in the shape it was in before this happened.

Amendments

He told Jacques he doesn't oppose purchase of the land for the filter bed pond — in fact, no members of the board did — but that the money tapped by the FB is tied up and "you can't spend it twice." Couture said the FB can find the \$3,800 in other parts of the budget, suggesting it check salary accounts, including teacher salary funds, and contended there's a surplus there because new teachers are hired below the amounts in the budget. Couture would not listen when Aldermen William Donovan Jr. and Jacques reported the playground money will be found elsewhere when its needed.

His reply: "You say you can find it? Why don't you find it for the land?"

When Jacques put the FB proposal up for vote, Couture added the amendment to have other funds used for the land. Arguments as to proper procedure followed with Mayor Roland L. Marcotte and Corporation Counsel Jere R. Clifford required to issue opinions. A recess was taken to check parliamentary rules.

Come On, Now

Couture's amendment, called improper in one corner, was voted 4-3. The board disagreed now whether the main motion was still on the board. Couture said it's dead. His own amendment was called improper.

Clifford explained: There was a motion, and the motion to amend the motion was made. This amendment motion was passed. Which means the aldermen must vote on the main motion now, which reads as it was amended.

"Let's don't get some funny business here," Couture exclaimed.

The debate continued. Jacques begged the aldermen to vote against Couture's version. Couture called a point of order on Jacques, said debate was shut off. Jacques kept debating.

"It will be too late to buy the land later," he argued.

Couture moved to reconsider his amendment, asking for a vote on the previous question on the original motion.

"This may seem funny," Ward Five Alderman Robert L. Couture told Mayor Marcotte, "but I am serious. Would you give an explanation now? Where are we now?"

Over Again

After the explanation, there was discussion about the legality of acting at other than a regular meeting on a new source from which the \$3,800 could come from, should the FB later move in this direction. Clifford gave a green light.

Starting over again, the

board turned down 4-3 the original FB motion on tapping the contingent fund and followed up with a 4-1 vote in support of Couture's other-source proposal. The FB will be asked to find the money and the aldermen hope the FB's got a plan set up when they meet jointly at 8:30 Monday. The aldermanic session was recessed until the Monday meeting.

Jacques reported he knows where \$2,600 can be found to use for the land purchase. He didn't elaborate.

Council May Set Hearing ⁶⁻¹⁵ Date for Zoning Changes

Lewiston's Board of Mayor and Aldermen might set a date for a public hearing on the many proposed changes in the city's

zoning ordinance this week.

Action could be taken when the board holds a regular post-election meeting Tuesday night, although the zoning issue is not a part of the agenda prepared for the session. The matter was left open following joint board talks on June 4.

"I wouldn't be surprised if a public hearing date is set," a member of the board said Sunday. This would be the next step.

Many changes are being proposed in the zoning ordinance by the Planning Board and City Building Inspector Charles A.

Buteau. One of them, from the building inspector, is for the establishment of two special zones in the city where new construction would be limited to single family homes. Buteau would call them classified-A zones.

Boundaries for his special zones would be Montello Street, Main Street, Russell Street and East Avenue, in one case, and Mitchell Street, Webster Street, Pleasant Street and East Avenue comprising the line for the second zone. Both areas are part of existing Residential-A zones.

The items which City Clerk

Lucien Lebel has put on the agenda for the meeting are routine in nature. The Fire Commission is reporting a capital outlay account surplus of \$197. The Police Commission is proposing the drafting of ordinances to cover a Sabattus Street loading zone and the installation of stop signs on Franklin Street at Vale Street, Bardwell Street at Vale Street, and on the Pond Road at Grove Street. The aldermen will receive a communication from Steel Service Center, High Street, regarding the lease with the city for right-of-way across a section of SSC land which is used for street purposes.

The aldermen will accept the primary election vote tabulation subject to correction.

There may be action on a Finance Board recommendation to transfer \$3,800 out of the budget's contingent fund for the purchase of land involved in easements which were acquired in connection with the Thorne's Corner reconstruction project. Action was tabled earlier by the aldermen for additional information.

A communication will request that the aldermen recommend the name of prospective jurors to the Androscoggin County Grand Jury Commission. Municipal licenses make up the rest of the agenda. The council

meets at 7:30 p.m. Tuesday at the city building.

May Construct ⁶⁻¹⁶ Library Addition

A special committee of Lewiston people, with the assistance of the librarian-elect of the Brooklyn, N. Y., public library, are looking into the possibility of securing Federal funds to create a three-story addition to the Lewiston Public Library, it was learned today.

Mrs. Ann T. Bauer, librarian, told the Journal the committee, headed by Dr. Philippe Begin, is composed of Mayor Roland L. Marcotte, Mrs. Jane Taintor, Attorney Philip M. Isaacson, Mrs. Helen Archambault, Mrs. Thomas Moore, H. L. Gosselin, George Barron, and Joseph Poliquin.

The committee, Mrs. Bauer said, "is looking into the Library Services Act recently passed by Congress to see if it can benefit Lewiston under its section providing funds for library buildings."

Mrs. Bauer pointed out that the new law, if it is applicable

to Lewiston, could provide 59 per cent of the funds necessary to build an addition to the present structure.

Not Feasible

She said that plans had included a renovation of the present building instead of an addition, but a survey by the City Engineer, William R. Adams, proved this to be unfeasible.

According to the librarian, the building, if constructed, would be of three stories, 40 by 50 feet in area—enough space, she said, on the upper two stories, to house 49,392 books.

John Humphrey, the librarian-elect of Brooklyn, visited Lewiston recently as a volunteer consultant at the request of Dr. Begin, surveyed the present building and made recommendations to the committee verbally.

The addition would be constructed between the present building and the Eagle's Club building, next door.

FIVE MUNICIPAL ⁶⁻¹⁶BOARDS MEETING

Five of Lewiston's municipal boards will hold business meetings Tuesday night.

The first meeting will be a 4 p.m. session of the Board of Education in the Memorial Armory office of Schools Supt. J. Weldon Russell. Action will be taken on recently-opened bids on school department projects.

The Board of Health and Welfare will meet at 6 p.m. in the welfare office at the city building.

A regular meeting of the Police Commission is scheduled for 7 p.m. in the judge's chambers at the city building. At 7:30 p.m. the Board of Mayor and Aldermen are meeting in the council chambers upstairs. Also meeting at 7:30 p.m. will be the Planning Board at its Park Street office.

REQUESTS PW CHECK WATER 6-17 COMPLAINTS

Jacques Tells Council of Problems in the Randall Rd. Area

Couture Asks About the Lincoln Street Fire Substation Work

By RICHARD KISONAK

Lewiston Alderman Emile (Bill) Jacques called Tuesday night for an investigation by the Public Works Board into the water situation in the Randall Road, Pond Road and Grove Street areas of the city.

He told a meeting of the City Council that he's received many complaints from residents.

"There's not enough water to flush the toilet or even to use in the house."

Jacques added there are water problems on Pleasant Street as well and asked for a report from the PWB, following its investigation. The alderman-state senator acknowledged the city has had special water surveys performed and is working toward solving some of its water problems but he said Lewiston "isn't going at this fast enough."

Alderman Leo St. Pierre, backing up Jacques, told of visiting the Pond Road area last week and there wasn't any water available in the homes for a period lasting several hours. He's going to see the PWB about it Monday night.

A Sprinkler

A suggestion that the PWB also look into the water situation in Ward Five came from Alderman Robert L. Couturier. There's been rust and sand in it, he said.

Another alderman, Paul A. Couture, mentioned the partial water ban now in effect and told of a sprinkler being in operation on a lawn next to the South Lewiston Post Office building off Lisbon Street. He referred the matter to the PWB.

At another point, Couture asked when the Lincoln Street fire substation will be completed. Mayor Roland L. Marcotte advised that the bonding company has been contacted, in line with rules and regulations under such contracts, and that the bonding firm has until June 18 to reply as to its intentions. The contractor dropped out of the picture, and the city has asked the bonding firm to complete the structure. Little work remains to be done.

For Sale

Later, Couture reported he understands the land next to the old Lincoln Street fire substation is for sale. There was a fire in this building a few weeks ago. He suggested the city might purchase the land for playground use. Apparently, the Recreation Department has approached the owner and there may be some word on developments soon, the board was told.

The aldermen filed a report from the Fire Commission which was to inform the board of a \$197 surplus in the department's public safety capital outlay account.

Going along with Police Commission proposals, the aldermen ordered the drafting of an ordinance creating a loading zone on Sabattus Street, near Oak Street; and for stop signs on Franklin Street at Vale Street, Bardwell at Vale, Pond Road and Grove Street.

PWB proposals to cut several trees in connection with the Pleasant Street rebuilding project were referred to the street committee, which will view the trees.

Complaints

Jacques reported receiving complaints about trailers in the Grove Street area and he recommended a check of the zoning regulations governing trailers. The check should be made before any more changes are made in the zoning ordinance, he said.

Monday's primary election returns were officially accepted "subject to correction in case of error."

Several municipal permits were approved. Board members were reminded to submit a list of names of prospective jurors to the Androscoggin County Grand Jury Commission.

Calls Special Meeting Of 6-17 Mayor, Aldermen

Lewiston Mayor Roland L. Marcotte has called a special meeting of the Board of Mayor and Aldermen to be held in the office of the Lewiston Urban Renewal Authority, Thursday, June 25, at 4 o'clock in the afternoon.

City Clerk Lucien Lebel reported this afternoon that aldermen will be brought up to date on plans of the proposed Urban Renewal Authority, as approved by the Federal government.

Marcotte, Maher Visit 6-17 Concord, N. H.

Lewiston Mayor Roland L. Marcotte, along with members of the Board of Public Works, and George Maher, Public Works director, travelled to Concord, N. H., today.

According to a member of Maher's office staff, the group was to view sewerage treatment facilities at Concord.

There has been talk of the future need of such sewage treatment facilities here.

Council Is Told of Water Problem

Members of the City Council last night were told by Ward Seven Alderman Emile Jacques about a serious water problem on the Randall Road, Pond Road and Grove St., areas of the city, and the alderman called for an investigation to be conducted by the Public Works Department to eventually remedy the situation.

The Alderman said that there is not even enough water to flush the toilets.

Jacques added there are water problems on Pleasant Street as well and asked for a report from the PWB, following its investigation. The alderman-state senator acknowledged the city has had special water surveys performed and is working toward solving some of its water problems but he said Lewiston "isn't going at this fast enough."

Alderman Leo St. Pierre, backing up Jacques, told of visiting the Pond Road area last week and there wasn't any water available in the homes for a period lasting several hours. He's going to see the PWB about it Monday night.

A Sprinkler

A suggestion that the PWB also look into the water situation in Ward Five came from Alderman Robert L. Couturier. There's been rust and sand in it, he said.

Another alderman, Paul A. Couture, mentioned the partial water ban now in effect and told of a sprinkler being in operation on a lawn next to the South Lewiston Post Office building off Lisbon Street. He referred the matter to the PWB.

At another point, Couture asked when the Lincoln Street fire substation will be completed. Mayor Roland L. Marcotte advised that the bonding company has been contacted, in line with rules and regulations under such contracts, and that the bonding firm has until June 18 to reply as to its intentions. The contractor dropped out of the picture and the city has asked the bonding firm to complete the structure. Little work remains to be done.

For Sale

Later, Couture reported he understands the land next to the old Lincoln Street fire substation is for sale. There was a fire in this building a few weeks ago. He suggested the city might purchase the land for playground use. Apparently, the Recreation Department has approached the owner and there may be some word on developments soon, the board was told.

The aldermen filed a report from the Fire Commission which was to inform the board of a \$197 surplus in the department's public safety capital outlay account.

Going along with Police Commission proposals, the aldermen ordered the drafting of an ordinance creating a loading zone on Sabattus Street, near Oak Street; and for stop signs on Franklin Street at Vale Street, Bardwell at Vale, Pond Road and Grove Street.

PWB proposals to cut several trees in connection with the Pleasant Street rebuilding project were referred to the street committee, which will view the trees.

Complaints

Jacques reported receiving complaints about trailers in the Grove Street area and he recommended a check of the zoning regulations governing trailers. The check should be made before any more changes are made in the zoning ordinance, he said.

Monday's primary election returns were officially accepted "subject to correction in case of error."

Several municipal permits were approved. Board members were reminded to submit a list of names of prospective jurors to the Androscoggin County Grand Jury Commis-

Board of Mayor, Aldermen Schedule Meeting With FB

By PAUL MARCOTTE

The Lewiston Board of Mayor and Aldermen scheduled a meeting with the Board of Finance next Monday night to discuss the purchase of property at the site of a proposed oxidation pond off the Randall Road, following a confusing hour of motions and amendments at the regular City Council meeting last night.

The discussion started when Ward Seven Alderman Emile Jacques proposed that the aldermen favor a recommendation of the Finance Board that \$3,800 be taken from the Contingent Account to purchase the land.

After Jacques's motion was seconded, Paul A. Couture, alderman of Ward Six, said that the money in the Contingent Fund has already been promised to repair the Lincoln St. playground.

"The city has made a mess out of that playground on Lincoln Street and a disgrace out of the new fire station," Couture said.

Ward One Alderman William Donovan said that regardless of where the money is to come from "we are in a position where we have to take a stand on this pretty soon."

Jacques reported that options on the land expire July 1, and he said the city is just about to get federal money for the project.

Mayor Roland L. Marcotte reported that federal money will be available if the land is purchased by the city.

"I'm not opposed to that project, but I am against using the contingent fund," Couture declared. He made an amendment to Jacques' motion calling for the money be taken from somewhere else in the budget.

Up To Them

The Ward Six alderman said that it is up to the Finance Board to find the money. "It's their baby." He said FB members should go into the teachers' salary account and "they'll find some there."

Killed

Jacques motion to take money from the Contingent Fund was killed by a 4-3 vote, then Alderman Couture called for a vote on the principal motion.

Ward Five Alderman Robert Couturier and George Call, of Ward Three, stood up and declared that the principal motion was defeated when the amendment was passed favorably.

Mayor Marcotte stated that he felt Couture's amendment was a motion in itself and therefore the original motion still has to be voted on.

Corporation Counsel Jere R. Clifford, asked to rule on the matter, stated that the vote placed the motion in the amended state, and that a vote in favor of the motion would now pass "as amended."

"Do you have a motion to be voted on?" Couture asked City Clerk Lucien Lebel, who shook his head negatively.

Couture then asked for a five minute recess "to check into the parliamentary procedure book," he said.

"Move to Reconsider"

Following the recess, which was punctuated by more arguments among the aldermen, Lebel, Clifford and the mayor, Couture moved to reconsider

PB TABLES LPC REPORT ON LIGHTS

To Study Recommended Changes in Traffic System in City

Must Implement Proposal by 1966, Otherwise No More Federal Aid

By **ARTHUR BISSON**

The Lewiston Planning Board tabled, Tuesday night, a report from the Police Commission with reference to the upgrading of the street light system in the Textile City.

The planners, after hearing an extended discussion on the proposed changes which have been classified as a "must," told Police Chief Joseph H. Farrand that the report would be placed on the table until the next regular meeting.

This was done, it was pointed out, to give the planners an opportunity to study the situation some more before reaching a decision.

Chief Farrand told the planners that the LPC had prepared the report and was presenting it to the PB for consideration, hoping that the latter group would give its "blessing" prior to it being presented to the Finance Board for budgetary measures.

Get Explanation

The report was accepted by the Police Commission on March 17, and that same evening was brought to the planners for studying purposes. PB Chairman Lionel Lachance explained that several other matters were also awaiting consideration and this had to be placed on the list.

The planners got their first opportunity to review the subject this week, however, at the opening of the session, and it was felt by the chairman and board members that a sufficient number of copies of the proposed project should be made available to the board.

Philip L. Levesque of Lewiston, associated with the Kerr Electrical Company Inc. of Auburn, was on hand at the Tuesday meeting with Chief Farrand to explain the proposal in detail.

The proposal, according to officials, is needed to conform with state and federal traffic standards. "Unless the upgrading of the system is completed by 1966," the planners were told, "the federal government will cease providing assistance to federal highway programs in the city."

About \$30,000

The cost of the project has been estimated at \$30,000 and the Police Commission feels that it would be best to spread the expense over a two-year period, rather than being stuck with the expenditures all at once.

The proposal, as presented by Levesque, is in two stages: that which should be done the first year, and that which can wait another 12 months before being worked on. The new system must, however, be implemented within the next two years.

Levesque told the board that the Federal Bureau of Roads came up with the new code around 1960 and the law is being put into effect throughout the country. This, he said, is being done so that all traffic signals in all cities and towns in the country will be alike.

It was noted that the restriction on having the system in effect by 1966 was imposed in order that all communities would comply with the requirements.

Far Left, Far Right

The new system calls for two traffic lights at each intersection currently being serviced by similar devices. The lights would be located at the far left and far right of each street, in order that motorists could see at least one signal in the event the second is blocked by another vehicle.

Chief Farrand pointed out that the LPC has asked for funds in the past to replace street lights in certain sectors of the city, however, when the Finance Board has reviewed the budget it has been "blue-penciling" the entry.

It's getting to a point, it was reported, that the city will have to do the complete job on a two-year basis at the present, or wait another year and do the entire job in one-year.

Levesque noted that some changes proposed by the Edwards and Kelsey report of a few years back are not in line with the standards of today. It was noted that some minor changes will have to be made to some lights, however, others

will have to be replaced completely.

The planners were told that some of the systems currently in use are between 30 and 40 years old. Brought out as an example was the intersection of Lincoln and Chestnut streets, and Lincoln and Cedar streets.

Chief Farrand said that not too long ago, one light had to be replaced at one of these intersections and when the repairman leaned a ladder onto the pole to climb up, the pole itself fell over.

The wiring in these sections, the chief reported, is very thin. The systems are very old, the planners were told.

Levesque noted also that the pedestrian walk signal is important in the program. The new code requires that pedestrian signals be installed at each crosswalk along the streets.

Planning Board members had some opinions on the matter. Joseph P. R. Roy said he felt it is a "necessity." "The city has a lot to gain on the two-year basis," commented Romeo Begin. Most of the board members seemed to agree with the proposal, however, official action will not be taken until later this month.

Roy made a motion that the report be tabled until the next meeting and a unanimous vote followed.

In other business, Chairman Lachance read a report from William MacDonald on the space availability for a public safety building for the police and fire departments.

MacDonald's study revealed that about 45,000 square feet of land would be made available to the city for the construction of the building. He said the area encompasses Bates, Oak, College, and Blake Streets.

Lachance was then given a report on the recent meeting of the Board of Mayor and Aldermen with the planners. The pros and cons of the session were reported to Lachance as the Planning Board and Zoning Board of Appeals reportedly met some difficulty with certain recommendations in the zoning ordinance revision.

Festival Queen Contest to Be Kicked Off Next Monday

A kick-off meeting will be held next Monday night to officially start the Lewiston Summer Festival queen competition, it was announced Wednesday.

State Rep. Albert E. Cote, chairman of the queen committee, reported the kick-off will take place in the council room at the city building with the queen contestants on hand to sign official contracts.

Starting time will be 7 p.m. with Mayor Roland L. Marcotte

on hand to wish the contestants well. There'll also be best wishes from Raymond A. Geiger, festival program chairman.

Rep. Cote said eight girls have registered for the queen's contest to date and more are expected. Interested girls in the area who are 18 to 25, single or married, may sign up at any time. The contest will end at 6:30 p.m. Aug. 15 and the coronation ball will take place the same night at the city building auditorium. The week-long festival will run the following week.

A queen and two princesses will be selected to reign over the festival.

The queen committee held a meeting Wednesday night in the mayor's office. Attending, in addition to Rep. Cote, were Mrs. Helen Bissonnette, secretary-treasurer; Bert Dutil and Armand Dutil.

SEWERAGE CONSTRUCTION GRANT OF \$120,000 FOR LEWISTON IS APPROVED

By ARTHUR BISSON

A \$120,000 grant for a sewerage construction project in the Thorne's Corner area of Lewiston has been approved, according to official confirmation received Thursday in the Textile City.

The office of Maine Sen. Edmund S. Muskie reported the Housing and Home Finance Agency has given the green light to the fund allocation which will help build a treatment lagoon.

The entire cost of the anticipated project, which was recommended late last year by the Camp Dresser & McKee consulting firm, is estimated to cost approximately \$420,000.

According to city officials, the project, once completed, would put out of use a filter bed currently located off North Temple Street. It has been reported this bed has been malfunctioning for several years.

Provide More Service

George J. Maher, Lewiston Public Works Department director, reported the treatment lagoon will be situated off the Randall Road and will provide service for residents in a large area in the Thorne's Corner vicinity.

Maher said the facility will provide service from the Thorne's Corner Grange, easterly to the Pond and Sabattus roads, and the Grove Street area.

"This lagoon," Maher emphasized, "will take in many more miles of other sewers" in that particular area which are currently not receiving the proper treatment.

Maher noted that the city of Lewiston currently has an option on Randall Road land which is to be used for the treatment bed. The official said that as it stands now, the option will expire July 1.

The Finance Board, Maher said, has recommended that \$3,800 to buy this land be taken from the contingency fund. However, the Board of Mayor and Aldermen feel that money

should be taken from another fund.

Batted Around

The two boards will meet next Monday night to discuss the matter and take the necessary steps. "This has been batted around for some time," commented Maher.

City Engineer William R. Adams was authorized by the Board of Mayor and Aldermen to prepare applications for several government loan last fall.

Adams said Thursday night that the grant from the HHA represents about 30 percent of the costs for the program. He said that the city has also applied for additional assistance in undertaking the project.

The engineer noted that another 30% of the costs is being solicited in state aid and that an additional 20% of the costs is being asked on a grant from the Accelerated Public Works Fund.

"This, he said, would mean a balance of about 20%, or approximately \$100,000, which would have to be handled by the city.

Adams said that this \$120,000 is an "outright grant" and is interest-free.

Lewiston Mayor Roland L. Marcotte, currently out-of-town on other business, was unavailable for comment.

Water Shortage Could Be Relieved With Expenditure Of \$700,000, Says Maher

Lewiston Public Works Director George J. Maher said today that if Lewiston is successful in being granted matching funds from the Federal government, Lewiston residents won't be plagued much longer with the summer-time lack of water.

According to Maher, the situation can be relieved "for about \$700,000, and we have an application in with the approval of the Board of Finance."

He pointed out that the annual lack of water occurs in the hottest weather as a result of the much-increased use of water facilities in the city.

High Houses

Lewiston has two reservoirs, both of which are not as high as some of the homes they service. Therefore, if the water in the res-

ervoirs falls below a certain limit and the highest houses are almost at the same height as the reservoirs, then they are completely without water.

Maher said that as a result, the water in the reservoirs has to be kept at a level higher than the houses involved.

Because of the limited supply pipe running to Lewiston from Lake Auburn, not enough water can be stored in the reservoirs to supply the high houses during times when peak use is being maintained by water using manufacturing in the community.

According to Maher, the \$700,000 project would involve cleaning and lining the pipe running from the lake and the installation of a bypass line to the reservoirs "so we could fill them faster."

FB and Councilmen to Hold \$3,800 Discussion Monday

Members of the Lewiston Finance Board and the City Council meet jointly, Monday night, to determine where the money to buy land off Randall Road is to come from.

Last week, the councilmen refused to approve a FB recommendation to tap the budget's contingent account. The city plans to purchase land off the Randall Road for the site of a proposed oxidation pond and \$3,800 is needed. The joint session, at 8:30 p.m., will follow a regular business meeting of the FB.

The agenda for the FB meeting is routine in nature. The board will receive reports on bids opened June 10 and 17 and there will be reports from the Police Commission relative to the proposal to create a new radio-electrical maintenance division and concerning a traffic

signal installation. The Education Board has bid recommendations on three projects, a Jordan Junior High School boiler installation, removal of part of another tower at Memorial Armory, and roof repairs at the armory.

There will be a recommendation for a transfer of funds to help underwrite Summer Festival Program expenses, and communications from Bates College and Edward Little High School concerning the use of Memorial Armory for their commencement exercises and baccalaureate exercises, respectively. Another communication will deal with a request for use of City Hall auditorium for the festival coronation ball. The FB will be asked to approve a contract payment to the Herbert E. Callahan Inc. for work done on the East Avenue-Montello Street reconstruction project.

The FB members, meeting at 7 p.m. in the mayor's office, will also receive an invitation to attend an Urban Renewal

NO FEDERAL HELP—YET

Water Problem In Lewiston May Take Time

By **PAUL MARCOTTE**

Lewiston homeowners' who hope for better water service during hot spells, more progressively a problem each year, may not be getting any results in the near future as city officials first thought, it now appears.

The City of Lewiston has still heard no word from the Federal government on an application for Accelerated Public Works aid to get the city's water improvement program underway.

Public Works Director George Maher said that there had been no confirmation as yet that the city will be granted APW money to get the badly-needed project started.

Maher has been hoping to hear that Congress has appropriated more APW funds before it adjourns, but up to now, there has been no word on such action, he said today.

The director said that he was told all the APW money

voted previously by the Congress has been allotted, therefore there is no more aid available unless more is approved.

If there is no Federal money available "then the city will have to do the project on its own," Maher said.

Ban

Each year, the progressively moreso as the years pass, the need for more water to Lewis-

See WATER Page 6 Col. 2

BECAUSE OF DROUGHT, SAYS JACQUES

Androscoggin A Disaster Area? 6-22

Androscoggin County Senator Emile Jacques today told the Journal he has approached Sen. Edmund S. Muskie seeking to have the county listed as a distressed area because of the prolonged drought.

Jacques said Androscoggin County is the driest county in the state as a result of the lack of rain, "and this county is the largest dairy county in the state," he pointed out.

Hay

According to the state senator, "there will be only about one half as much of a hay crop this year as there was last year, therefore the dairy industry is going to suffer."

He added that the vegetable farmers, too, are expecting poor crops as a result of the drought. Jacques points out that he is

not aware of what the federal government may be able to offer in the way of assistance, but said he was sure Sen. Muskie will do all he can for the area.

MONDAY JUNE 22 1964

FB to Meet With City Council

The Lewiston Board of Finance will meet jointly with the City Council tonight to see if it can figure out where it will find the money with which to purchase land off the Randall Road for the site of an oxidation pond.

Last week, the councilmen refused to approve a FB recommendation to tap the budget's contingent account. The city plans to purchase land off the Randall Road for the site of a proposed oxidation pond and \$3,800 is needed. The joint session, at 8:30 p.m., will follow a regular business meeting of the FB.

The agenda for the FB meet-

ing is routine in nature. The board will receive reports on bids opened June 10 and 17 and there will be reports from the Police Commission relative to the proposal to create a new radio-electrical maintenance division and concerning a traffic signal installation. The Education Board has bid recommendations on three projects, a Jordan Junior High School boiler installation, removal of part of another tower at Memorial Armory, and roof repairs at the armory.

There will be a recommendation for a transfer of funds to help underwrite Summer Festival Program expenses, and communications from Bates College and Edward Little High School concerning the use of Memorial Armory for their commencement exercises and baccalaureate exercises, respectively. Another communication will deal with a request

for use of City Hall auditorium for the festival coronation ball. The FB will be asked to approve a contract payment to the Herbert E. Callahan Inc. for work done on the East Avenue-Montello Street reconstruction project.

The FB members, meeting at 7 p.m. in the mayor's office, will also receive an invitation to attend an Urban Renewal Authority meeting Thursday, at which final project plans will be discussed.

TUESDAY JUNE 23 1964-
Propose Using
Surplus For
Land Purchase

The use of an anticipated surplus in police department pension funds to purchase land off Randall Road for the site of the proposed oxidation pond was agreed upon last night by the Lewiston City Council and the Finance Board at separate business sessions.

An FB recommendation to take \$3,800 from the anticipated pension balance of \$4,819.72 was approved by the aldermen without debate.

Last week the aldermen refused to tap the budget's contingent account, as originally proposed by the Finance Board.

The land will be purchased before options expire July 1 and July 31 (three parcels are involved). The oxidation pond is part of a proposed sewerage-improvement program for the Thorne's Corner section of the city. An existing filter bed off Sabattus Road hasn't been functioning properly for years.

Members of the Finance Board spent some time discussing possible areas of the budget where the funds could be taken. A short-term note also was considered.

Big Project

The Police Commission, in a communication to the board which dealt with a new type of traffic signal unit at Main and Canal streets, pointed out the anticipated surplus in the pension account. FB member Jules G. Goudreau suggested using this money. A unanimous vote of the FB followed.

Meeting across the hall minutes later, the aldermen quickly accepted the recommendation, also by a unanimous vote with one member absent—Council President William Donovan Jr. The council had recessed its June 16 regular meeting until Monday night so that it would be able to officially act on the FB proposal.

Lewiston already has received a \$120,000 interest-free grant from the Housing and Home Finance Agency toward the cost of the overall sewer project in the area. The HHFA loan represents about 30% of the estimated cost. Lewiston also is asking for state aid and Accelerated Public Works Program aid in the work.

A Problem

During the FB search for funds, Dr. Michael J. Harkins suggested a temporary note at one point. Jules G. Goudreau pointed out an approximately \$3,700 unearmarked surplus in the Montello Junior High School Bond Issue. Later, Atty. Harold S. Skelton made a motion to use these funds, if still available, to be reimbursed when a general bond issue is floated to finance the city's share of the project. A second part of the same motion was to take out a short term note if there's no money in the Montello bond issue that's available. The first part of the motion was amended, then the entire package was dropped

when the board decided instead to tap the police pension account.

Schools Supt. J. Weldon Russell was at the meeting and he was questioned as to the possibility of getting some money out of his budget. Mayor Roland L. Marcotte touched on common school repair funds, in particular, where there's an approximately \$7,000 balance after taking out funds for a Jordan School sprinkler system and a new boiler. Russell said he needs the funds, however.

"I've got to do this work now. I can't do it later. That's my problem."

A Suggestion

The superintendent pointed out several things that should be done around the various schools, said they're badly needed.

The communication from the Police Commission, dealing with the proposed installation of the traffic light unit at Main and Canal, said in conclusion: "Monies available in the capital outlay traffic signals account amount to \$950 and the estimated cost of the implementation of the installation was \$1,290. It will be necessary to request a transfer of \$340. It is suggested that this transfer be made from the pensions account. Anticipated projection of this account would indicate a balance of \$4,819.72 at the end of the fiscal year. This is taking into consideration the recommended transfer of \$1,100 for the summer festival."

As to the new installation for the corner, the FB filed the letter without action. Mayor Marcotte suggested the PC should put the project in the next budget and the board went along. The mayor commented that the police department got a good amount of funds this year for light installations and the like.

Boiler, Tower

The FB accepted Education Board bid recommendations, giving the Jordan School boiler project to the low bidder, Arthur F. Paradis Co. (\$18,298); the armory tower project to All-State Roofing Co. (only bidder at \$6,390), and the armory roofing project to low bidder Hanel Bros. (\$2,700).

Recommended to the aldermen was a transfer of \$2,500 in budgeted funds for summer festival program expenses, from three sections of the city budget—industrial development travel, \$1,000, police pension account, \$1,100, and CD capital outlay, \$400.

Bates College and Edward Little High School were granted free use of Memorial Armory for 1965 graduation exercises, the board also approving free use of the city hall auditorium in August for a dance to be held in connection with the summer festival. Filed was a communication from the Education Board, noting the EB approves of the revised fringe benefit-working conditions policy. A payment of \$56,438.10 to Herbert E. Callahan Inc., contractor on the East Avenue-Montello Street road project, was approved. The FB authorized the PWD to purchase up to \$2,000 worth of liquid road

binders material for its dust-control program.

Granite Paving Co.'s low bid of \$50,929.50 on plant mixed surface treatment for several Lewiston streets was accepted. The board approved low bids on street light poles and various sizes of mercury luminaires.

Water Project Vital 6-23

For more summers than we like to think the City of Lewiston has experienced a water shortage problem. It actually hasn't been a lack of water supply, because Lake Auburn has been entirely adequate in this respect. The problem has been due to the fact the city's tired, old water system has not been able to withstand the pressure build-up that would be necessary in order for the pumping station to keep up with demands upon the water supply during the busiest hours of the day.

The city now knows what needs to be done as a Phase 1 step in remedying the situation. This information has been provided in the Camp, Dresser & McKee engineering report. By cleaning and lining the transmission line from the lake to the pumping station; by building a section of main between Webster and Farwell Streets, -probably along Sabattus Street, it will increase the capacity of available water for this fast-growing area; by lining the line from Farwell St. to the Montello Reservoir, and by making certain improvements at the pumping station itself, it will be possible to bring more water down from Lake Auburn and to maintain the reservoir levels.

Currently the more than half million dollar project is under consideration by the federal government. Whether or not Lewiston will qualify for federal funds remains to be seen. Regardless of the outcome of this application, we are convinced the city should undertake the Phase 1 plan next year. Even if the entire amount has to be bonded, it should be obvious by now that the annual summer water shortage situation, which has grown worse as Lewiston has grown larger, must not be permitted to go on indefinitely.

Even the carrying through of Phase 1 in the Camp, Dresser & McKee report will not assure a consistent water supply for homes located on heights of land or way out in the country. Undoubtedly a big boost in the direction of ample water for all would be an investment by the city in enough water meters to include all homes. The city would save money in the long run, since the purchase of thousands of meters at one time would mean a lower unit cost than buying them in odd lots of several hundred.

At the rate the city is buying meters now it will be at least two decades before all water-users will be metered. Experience has proved in other communities, including neighboring Auburn, that when everyone is metered, the wasting of water ceases.

For years the Public Works Board and its department heads have stressed the need for improving the city's water supply facilities. For years these requests have been bypassed for the most part by the Board of Finance and the Board of Mayor and Aldermen. The day of reckoning is at hand. Whatever the outcome of the request for federal aid in an extensive water improvement program, Lewiston next year should carry through that program.

TUESDAY JUNE 23 1964-

Propose Using Surplus For Land Purchase

The use of an anticipated surplus in police department pension funds to purchase land off Randall Road for the site of the proposed oxidation pond was agreed upon last night by the Lewiston City Council and the Finance Board at separate business sessions.

An FB recommendation to take \$3,800 from the anticipated pension balance of \$4,819.72 was approved by the aldermen without debate.

Last week the aldermen refused to tap the budget's contingent account, as originally proposed by the Finance Board.

The land will be purchased before options expire July 1 and July 31 (three parcels are involved). The oxidation pond is part of a proposed sewerage-improvement program for the Thorne's Corner section of the city. An existing filter bed off Sabattus Road hasn't been functioning properly for years.

Members of the Finance Board spent some time discussing possible areas of the budget where the funds could be taken. A short-term note also was considered.

Big Project

The Police Commission, in a communication to the board which dealt with a new type of traffic signal unit at Main and Canal streets, pointed out the anticipated surplus in the pension account. FB member Jules G. Goudreau suggested using this money. A unanimous vote of the FB followed.

Meeting across the hall minutes later, the aldermen quickly accepted the recommendation, also by a unanimous vote with one member absent—Council President William Donovan Jr. The council had recessed its June 16 regular meeting until Monday night so that it would be able to officially act on the FB proposal.

Lewiston already has received a \$120,000 interest-free grant from the Housing and Home Finance Agency toward the cost of the overall sewer project in the area. The HHFA loan represents about 30% of the estimated cost. Lewiston also is asking for state aid and Accelerated Public Works Program aid in the work.

A Problem

During the FB search for funds, Dr. Michael J. Harkins suggested a temporary note at one point. Jules G. Goudreau pointed out an approximately \$3,700 unearmarked surplus in the Montello Junior High School Bond Issue. Later, Atty. Harold S. Skelton made a motion to use these funds, if still available, to be reimbursed when a general bond issue is floated to finance the city's share of the project. A second part of the same motion was to take out a short term note if there's no money in the Montello bond issue that's available. The first part of the motion was amended, then the entire package was dropped

when the board decided instead to tap the police pension account.

Schools Supt. J. Weldon Russell was at the meeting and he was questioned as to the possibility of getting some money out of his budget. Mayor Roland L. Marcotte touched on common school repair funds, in particular, where there's an approximately \$7,000 balance after taking out funds for a Jordan School sprinkler system and a new boiler. Russell said he needs the funds, however.

"I've got to do this work now. I can't do it later. That's my problem."

A Suggestion

The superintendent pointed out several things that should be done around the various schools, said they're badly needed.

The communication from the Police Commission, dealing with the proposed installation of the traffic light unit at Main and Canal, said in conclusion: "Monies available in the capital outlay traffic signals account amount to \$950 and the estimated cost of the implementation of the installation was \$1,290. It will be necessary to request a transfer of \$340. It is suggested that this transfer be made from the pensions account. Anticipated projection of this account would indicate a balance of \$4,819.72 at the end of the fiscal year. This is taking into consideration the recommended transfer of \$1,100 for the summer festival."

As to the new installation for the corner, the FB filed the letter without action. Mayor Marcotte suggested the PC should put the project in the next budget and the board went along. The mayor commented that the police department got a good amount of funds this year for light installations and the like.

Boiler, Tower

The FB accepted Education Board bid recommendations, giving the Jordan School boiler project to the low bidder, Arthur F. Paradis Co. (\$18,298); the armory tower project to All-State Roofing Co. (only bidder at \$6,390), and the armory roofing project to low bidder Hanel Bros. (\$2,700).

Recommended to the aldermen was a transfer of \$2,500 in budgeted funds for summer festival program expenses, from three sections of the city budget—industrial development travel, \$1,000, police pension account, \$1,100, and CD capital outlay, \$400.

Bates College and Edward Little High School were granted free use of Memorial Armory for 1965 graduation exercises, the board also approving free use of the city hall auditorium in August for a dance to be held in connection with the summer festival. Filed was a communication from the Education Board, noting the EB approves of the revised fringe benefit-working conditions policy. A payment of \$56,438.10 to Herbert E. Callahan Inc., contractor on the East Avenue-Montello Street road project, was approved. The FB authorized the PWD to purchase up to \$2,000 worth of liquid road

binders material for its dust-control program.

Granite Paving Co.'s low bid of \$50,929.50 on plant mixed surface treatment for several Lewiston streets was accepted. The board approved low bids on street light poles and various sizes of mercury luminaires.

69

Water Project Vital 6-23

For more summers than we like to think the City of Lewiston has experienced a water shortage problem. It actually hasn't been a lack of water supply, because Lake Auburn has been entirely adequate in this respect. The problem has been due to the fact the city's tired, old water system has not been able to withstand the pressure build-up that would be necessary in order for the pumping station to keep up with demands upon the water supply during the busiest hours of the day.

The city now knows what needs to be done as a Phase 1 step in remedying the situation. This information has been provided in the Camp, Dresser & McKee engineering report. By cleaning and lining the transmission line from the lake to the pumping station; by building a section of main between Webster and Farwell Streets, probably along Sabattus Street, it will increase the capacity of available water for this fast-growing area; by lining the line from Farwell St. to the Montello Reservoir, and by making certain improvements at the pumping station itself, it will be possible to bring more water down from Lake Auburn and to maintain the reservoir levels.

Currently the more than half million dollar project is under consideration by the federal government. Whether or not Lewiston will qualify for federal funds remains to be seen. Regardless of the outcome of this application, we are convinced the city should undertake the Phase 1 plan next year. Even if the entire amount has to be bonded, it should be obvious by now that the annual summer water shortage situation, which has grown worse as Lewiston has grown larger, must not be permitted to go on indefinitely.

Even the carrying through of Phase 1 in the Camp, Dresser & McKee report will not assure a consistent water supply for homes located on heights of land or way out in the country. Undoubtedly a big boost in the direction of ample water for all would be an investment by the city in enough water meters to include all homes. The city would save money in the long run, since the purchase of thousands of meters at one time would mean a lower unit cost than buying them in odd lots of several hundred.

At the rate the city is buying meters now it will be at least two decades before all water-users will be metered. Experience has proved in other communities, including neighboring Auburn, that when everyone is metered, the wasting of water ceases.

For years the Public Works Board and its department heads have stressed the need for improving the city's water supply facilities. For years these requests have been bypassed for the most part by the Board of Finance and the Board of Mayor and Aldermen. The day of reckoning is at hand. Whatever the outcome of the request for federal aid in an extensive water improvement program, Lewiston next year should carry through that program.

Signs to Direct Public to ⁶⁻²⁵ Pioneer Groundbreaking

Area residents attending the official groundbreaking ceremonies for the new 350,000 square foot Pioneer Plastics Corp. plant Friday morning in Auburn will have directional signs provided by the Auburn police to assist them in locating the site.

The ground breaking ceremonies will take place at 11 a.m. Friday near the Maine Milling and Manufacturing plant off the Poland Road. Attending will be Lewiston and Auburn government and industrial development officials.

Area businessmen and the general public are urged to attend the ceremony to demonstrate the communities' interest in the development.

Lewiston Mayor Roland L. Marcotte will take part in the program with welcoming remarks on behalf of the neighboring city.

Gov. John H. Reed will be the featured speaker and Auburn Mayor Harry W. Woodard Jr. will present a key to the city to Arnold Aron, president of the plastics firm.

The City of Auburn's mass feeding truck will be at the site half an hour before the ceremony to dispense free coffee and donuts to spectators and participants in the program.

The formal groundbreaking

will be held regardless of the weather — under cover of a large tent in case of rain.

A committee of Auburn Business Development Corporation directors and city officials headed by Donald C. Gautier of the ABDC has completed arrangements for the program.

Bertrand Pontbriand, president of the ABDC, will open the ceremony, introducing Chairman Gautier. It is expected that Standish K. Bachman, commissioner of the Maine Department of Economic Development, will speak briefly, followed by Gov. Reed, who will deliver the principal address.

Robert Hudson, president of the Androscoggin Area Development Corporation, and Lewiston Mayor Roland L. Marcotte will give brief welcoming speeches, and Mayor Woodard will present a large key to the city to Aron.

Following Aron's speech of acceptance and acknowledgment on behalf of Pioneer Plastics Corp., the actual turning of the earth will take place.

Also expected to attend are Louis Doering, DED director of industrial promotion; the Auburn City Council; Auburn City Manager Woodbury E. Brackett; and the entire board of directors and other key personnel of Pioneer Plastics Corp.

Marcotte Reports Governments Of Two Cities Have Been Able To Fulfill Needs of Industries 6-26

Mayor Roland L. Marcotte of Lewiston reported today that the municipal governments of Lewiston and Auburn have been able to satisfy the needs of certain industries and business establishments since the inauguration of a series of meetings held to promote more cooperation between the governments of the Twin Cities and industry and commerce.

Speaking at a breakfast meeting at the DeWitt Motor Hotel, he urged top representatives of industry and commerce in the Twin Cities to call upon the industrial development departments of both Lewiston and Auburn for assistance in solving various problems that arise throughout the year.

Have Been Lax

Woodbury Brackett, city manager of Auburn, in discussing the water supply in his city, noted that for fifty years both cities have been lax in looking ahead to supplying adequate water to meet the increasing demands of industry and commerce.

In Auburn, he declared, the Water District is currently planning to remedy the situation.

Brackett called upon industry leaders and businessmen to come forward and speak up about their problems as they accrue throughout the year and emphasized that in doing so, it would lay the foundation for better mutual understanding with the municipal governments of the Twin Cities.

"We, too, in Lewiston are being faced with a grave water shortage," Mayor Marcotte de-

clared.

"This inconvenience to many of our people, both in the industrial and in private life of our community has come about by the lack of planning since the turn of the Century."

He pointed out that Lewiston is presently in the process of awaiting the support of the Federal Government to complete the initial Water Improvement Program which would alleviate this yearly situation.

In discussing Lewiston's Urban Renewal Program, Mayor Marcotte urged people to take greater interest in it, and declared that the Program will be of great benefit to the City of Lewiston.

Attending today's session were Emil Schott of Hahnel Bros., Robert Adam of Crest Shoe, Theodore Johanson of Falcon Shoe Mfg. Co., Theodore Rosenthal of New England Waste Process Co., Richard Dennis of the B. Peck Co., Alfred Jacques of the Redwood Motel, George Nichols of Nichol's Tea Room, Robert Hamilton of Hamilton and Son, Inc., Lawrence Michaud of Axton-Cross Co., Joseph Koss of Koss Shoe Co., Deane Quinton of Quinco Fabric, and Norman Theberge of Theberge Sewing Machine Co.

In addition, the meeting was attended by Lewiston Industrial Development Director Samuel Michael; Joseph Meehan, public relations man; William P. Tewhey, Chamber of Commerce; Thomas Menneally, Lewiston Development Corp.; Harry Woodard Jr., mayor of Auburn; D. Dwight Dogherty; and Auburn City Manager Woodbury T. Brackett.

UR PROJECT FINAL PLANS EXPLAINED

Changes Are Noted in Report Given to Many Boards

Lewiston's Share of Cost
Is Estimated at About
\$222,861

By ARTHUR BISSON

Some changes were noted in the final preliminary plans for Lewiston's long-awaited-for Urban Renewal Project One as presented in detail to several municipal bodies on two different occasions Thursday.

Urban Renewal Authority Chairman Frank S. Hoy, who presided at both sessions, opened the meetings by informing the groups that the information that was to be outlined represented the "final plans" of the anticipated project.

Hoy noted that the data has already been delivered to the Housing and Home Finance Agency in New York for approval or rejection.

"These are the plans that we (the Lewiston URA) are recommending" to the federal authorities, he said. Previously, the preliminary outline of the project had been released, but since then some changes have been made.

Overall Cost

Hoy said that "when they (the New York authorities) get this, they may make some changes. They may approve it without changes, then they may not."

The details of the proposed project were outlined by Morton Braun, a planning consultant who has worked on the Lewiston program for a considerable period of time.

Braun classified the project into two categories: the plans of the proposed site, and the financial aspects of the program.

In presenting the report, Braun noted that the overall cost of the project would be \$2,908,000. Previously, the project was estimated at \$2,610,954. But this did not include the housing for the elderly project which is to be located in a parcel between Blake, College and Ash streets and SS. Peter and Paul Church.

Donate Properties

Of this aggregate, he said, \$395,000 would be deducted for the resale value of the land in the project area which encompasses Park, Oak, Ash, College streets and the church, leaving a balance of about \$2,513,000.

With the cost of the project being shared by the city and the federal government on a three-fourths, one-fourth basis, Braun said that Lewiston's cost would be \$628,000. In 1962, when the preliminary project was being outlined, the city's share was recorded at \$598,989, indicating an increase of about \$30,000.

The city's portion of the bill, it was pointed out, can be made up either in cash or credits.

Credits may be compiled from three major sources, Braun said. The first area would be from the donation of three parcels of land which include the current Central Fire Station, the old hook and ladder building on Park Street and the Bates Street Playground. These pieces of real estate would provide credit estimated at \$231,000.

The second source of credit comes from Lewiston's anticipated and proposed 60-unit housing project for the elderly. This would bring in about \$140,000. The third area encompasses the tax credits estimated at about \$25,000.

Omitting the credits from the \$628,000 cost, the city's share is expected to be \$222,861. Previously, the community's share was to be less than \$200,000.

Braun reported that the UR project costs at listed include an expenditure of \$272,000 for site improvements which would have to be accomplished. By this he was referring to the fact that sewer lines would have to be removed or replaced, and various service lines would have to be buried in the ground.

The consultant noted that some of the changes which have been made on the project during recent months were put into the plans as they were felt necessary.

Major Changes

He said that first of all, Park and Middle streets, and two portions of Blake Street would be closed to through traffic. In this line, he emphasized, Oak Street, from Park to Bates streets, would be widened from 50 to 70 feet, and that Bates Street from Oak to Ash streets would also be enlarged.

The major changes in the

plans, he said are that College Street would definitely be extended through the playground. The anticipated commercial uses area would be moved to about 100 feet from Ash Street, facing the post office.

A short time ago, it had been discussed that such a development might be located just a few feet from Ash Street behind stores currently located opposite the Post Office building.

The reason for the development being pushed back somewhat, Braun said, is that the building, or building, facing Ash Street would be in line with a proposed walk extending from Lisbon to Park streets where Endicott Johnson shoe store is currently located.

Green Light

The URA officials gave their short briefing to members of the Lewiston Board of Finance, the Lewiston Housing Authority, the Planning Board, and Citizens Advisory Committee at 7:30 p.m. in the directors room in the First-Manufacturers National Bank Building.

Earlier in the day, the Board of Mayor and Aldermen received a similar briefing on the anticipated project.

In closing the presentation, Hoy remarked that the final plans have been in the process for about one month. Currently they are with New York officials and once approval is given, they will be returned to Lewiston.

Approval by municipal authorities will be needed before a public hearing is held, which would give the project the green light.

Call Doesn't Want UR to Cut Bates St. Playground 6-27

Lewiston Ward Three Alderman George F. Call reported Friday the beginning of a drive to "save" the Bates Street Playground which is inside the boundaries of the proposed urban renewal development area.

He contended the Urban Renewal Authority and advisors want to "abbreviate it greatly or remove it entirely."

As a member of the City Council, Call has taken pot shots at urban renewal programming. He said Friday the city has already lost part of one playground and the one on Bates Street needs to be preserved.

Call said, "I think that the apathy on the part of some of our local politicians regarding local playground areas and the welfare of our children is absolutely disgraceful. Support has been promised me, already, in my drive to preserve the Bates Street Playground—in toto—despite the efforts of the Urban Renewal Authority and their professional advisors, to abbreviate it greatly or remove it entirely."

"We already have lost the greater part of one playground — on Lincoln Street — due to construction of the new fire station which, although ready for occupancy, is just standing there."

The alderman added, "When they can use such talk to their own advantage the politicians will say that such and such a project is being planned to benefit children; however, we have an instance here where the Urban Renewal Authority, using the services of a 'planner' who does not live in the State of Maine, would push College Street through the Bates Street Playground from Blake into an already overly-congested Bates Street. The City of Lewiston should add to its recreational facilities rather than to delete some of the facilities. I certainly don't feel that the threat of losing one of his biggest and most popular playground areas serves as a very warm greeting to our new director of recreation who has come here just bursting with enthusiasm to launch a full-scale program which will, when it is under way completely, serve as a great boost in many ways to our fine city."

Call said he isn't against hous-

ing for the aged "but if housing for the aged is being developed here just to take the curse off the distasteful aspects of urban renewal, I don't feel the method should be condoned. It is a known fact that, where ever an urban renewal project is undertaken, something is injected into the program to offset the imminent unpleasantness. In some cities, playgrounds have served as a means of softening the blow, but here, one of our most productive playgrounds is being threatened."

"Approximately 18 years ago, when the Public Works Department was removed from Bates Street and re-located on Willow Street, there was a referendum vote by Lewiston voters to decide what was to be done with the Bates Street area. The decision of the voters, by an overwhelming margin, was to have a playground for children rather than to use the area for parking of autos."

"It is to be assumed that the will of the people 18 years ago remains the same, but do the people of Lewiston realize that once the Board of Aldermen give the Urban Renewal Authority their approval, the Urban Renewal Authority can do exactly as they please with an Urban Renewal project area?"

"I visited the Bates Street Playground, Thursday, prior to the meeting the aldermen had with the URA, and I saw where a new shelter is being constructed to replace an old rickety one. Friday morning, I visited the same area, saw that plans were still being carried out concerning the shelter, and that preparations were being made to locate, to the northwest of the proposed shelter, a merry-go-round. Many youngsters—more than in the past, are expected to enjoy the facilities at that playground, this summer, and an added feature will be a basketball league."

"There is no time like the present for the citizens of the City of Lewiston to start fighting for their rights as presumably freedom-loving individuals and to assert themselves in a manner which will discourage certain politicians from welcoming administrative programs which contain more detriments than benefits and which flagrantly disregard the rights and privileges of our people," Call said.



PROCLAIM SAFE BOATING WEEK—Mayors Roland L. Marcotte of Lewiston and Harry W. Woodard Jr. of Auburn have followed the lead of President Johnson and have proclaimed June 28-July 4 as Safe Boating Week in the local area. This follows the lead set on a national scale. With the two mayors, are Robert Casavant, left, training officer of Lewiston-Auburn Flotilla 1-202, Coast Guard Auxiliary; and at the far right, John Telow, the vice commander of the flotilla. Special attention is being called to boat safety by the flotilla.

Lewiston Gets \$12,260 From CFA

WASHINGTON — Sen. Edmund S. Muskie's office today revealed that \$12,260 has been granted the city of Lewiston by the Community Facilities Administration as a planning advance for improvements contemplated in the city's water supply system.

Mayor Roland L. Marcotte told the Journal he had not received word early this afternoon concerning the planning grant which provides money to lay the ground work for some \$200,000 in improvement projects as they concern the city's water supply which has been under fire for some years.

According to Marcotte, this is the first phase of a program to improve the city's supply. The second phase of the program, money for which already has been applied for, will amount to another \$400,000 in improvement funds and some \$87,000 in planning costs.

Marcotte Reports Nova Co. ^{6/30} A Substantial Manufacturer

Lewiston's newest industry is a substantial firm with its own resources, Mayor Roland L. Marcotte reported Monday night in a statement in which he officially welcomed the company to the Textile City.

Nova Co. Inc. will employ more than 100 people in a new operation at the Continental Corp. plant on Cedar Street.

"It is indeed a pleasure for me to welcome the latest addition to Lewiston's growing industrial family, the Nova Co.," Mayor Marcotte said. "Byron Crowe, the company treasurer, and the management of this company have already proven their ability to compete in the New England area for their share of the major markets, regardless of transportation barriers.

"This is a substantial manufacturer with its own resources as to capital requirements, management ability, and the will to survive in a highly competitive market."

Marcotte said, "We should keep in focus at all times the tremendous amount of planning and overall activity that is necessary over many years to ac-

quire just one industry such as this one.

"We should take notice of the tremendous service that Mr. Robert Roy has and is rendering to this community. In 1963 Mr. Roy made the decision to invest in the former Continental Mills, looking toward the future and with certainly unlimited faith in this community. If a person such as Mr. Roy did not see fit to make investments, approximately 700 people would not now be working in this one location which houses many different businesses.

"It has been my opportunity," the mayor said, "to support and work very closely with Mr. Sam Michael, our industrial development director, on this and several other prospects during the past five months. This day-to-day work within this department with our industrial friends already located here, and the contacts from outside industries will, I feel, keep an even flow of new jobs for our community.

"My sincere appreciation to the Lewiston Development Corp. and to any other groups or individuals that may have contributed to bring the Nova Co. to our community," Marcotte said.

NEW INDUSTRY IN LEWISTON TO HIRE OVER 100 WORKERS

Nova Co. Leases Space in Continental Plant; Will Make Lace for Garment Industry; Big Weaving Machines Are Being Installed in the Building 10/30

By RICHARD KISONAK

A new industry that will employ more than 100 persons has leased considerable floor space in the former Continental Mills plant in Lewiston and will begin operations soon.

Nova Co. Inc., a new firm headed by Rhode Island businessmen who operate similar plants in that state and another plant at St. George, in Maine, has begun moving equipment into the sprawling Cedar Street

building, it was announced Monday.

The company will use giant lace-weaving machines weighing about eight tons each to manufacture lace for women's dresses, pajamas and tablecloths.

Negotiations between the firm and Continental Corp. were completed late last week.

The lease is for 10 years with an option for renewal, it was announced jointly by Lewiston Industrial Development Director Samuel Michael and Byron Crowe, treasurer of Nova Co. Inc.

Like Lewiston

Nova will use more than 30,000 square feet of space on the first floor of the former textile mill. The firm has plans to expand its operation at a later date, once enough people can be trained to run the big machines and to work at other facets of the unique operation.

Other officers of the firm are Robert Corp, president; Raymond Corp and Thomas Corp, who will serve here as plant managers.

Industrial Development Director Michael was instrumental in the firm's decision to locate in the Textile City. Many other possible plant sites had been visited by Nova personnel.

"After looking at many locations throughout New England, including several places in Maine, we finally decided on Lewiston for many reasons," said Crowe. "The main reason is that we found in Lewiston the type of worker who we feel can be trained to operate the complex machines we have. We have been very pleased about the type of people we have found here, and the young people here are interested in learning, too. This is not the case in other places.

Complicated

'Sam found the space for us,

and convinced us that we should expand in Lewiston. He sold us pretty well on the whole deal," Crowe added.

He reported that the lace-weaving operation is about the most complicated form of textile work to learn and that it takes a person with ability to fit into the operation. The company has found, through the assistance of the Lewiston office of the Maine Employment Security Commission, that the Lewiston area has the type of worker who can readily adapt to the new process. Nova has been mildly surprised but very pleased with the results of employment tests which have already been given.

Nova will begin training workers immediately, Crowe explained, and will keep adding to its work force as the trainees become able to operate the machines. About 18 of the giant units will be set up for the operation.

It was necessary to knock a big hole in one side of the Cedar Street plant to get bulky pieces of the lace-weaving machines into the structure.

People will be hired for the Lewiston operation through the MESC office, according to Crowe. Nova is planning to operate three shifts, eventually.

Both synthetic and natural fibers are used in the making of the lace for the garment industry. The St. George plant also produces fish nets and rope and the Lewiston operation might be diversified to include additional products at some future date, it was indicated.

Nova is the seventh new industry to open in the former textile mill since Continental Mills closed down in 1961, tossing some 600 persons out of work. There are 600 working there now and the additional jobs Nova is going to provide will bring to more than 700 the number of workers in the revitalized plant.

Robert A. Roy, well-known businessman who is president and treasurer of Continental Corp., purchased the big textile property in 1963. Negotiations are under way with other firms, he revealed, which could boost employment by 300 or more jobs before the end of the year.

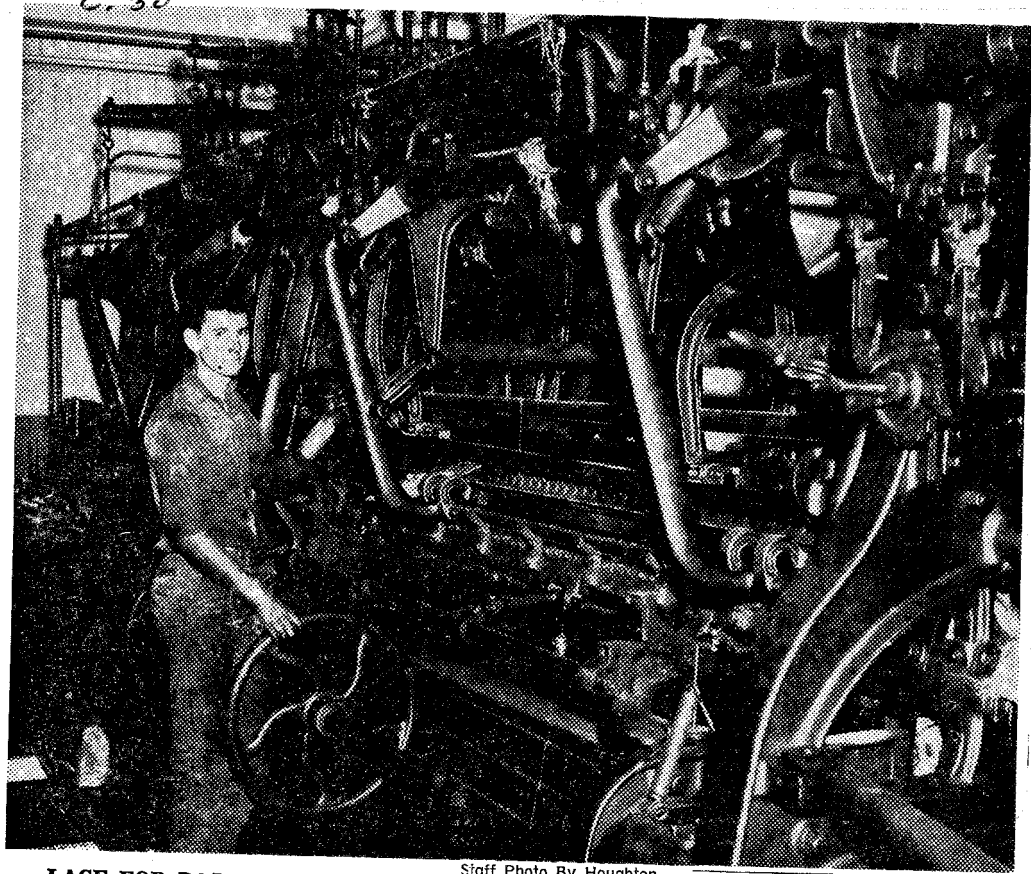
Other companies operating out of the Continental property now are Commonwealth Shoe and Leather Co., Falcon Shoe Co., Billens Shoe Co., Arno Moccasin Co., Maine Fabric Sales and Malvee Stitching Corp.

"I think Sam (Michael) is doing a terrific job," Roy said in connection with the announcement on Nova.

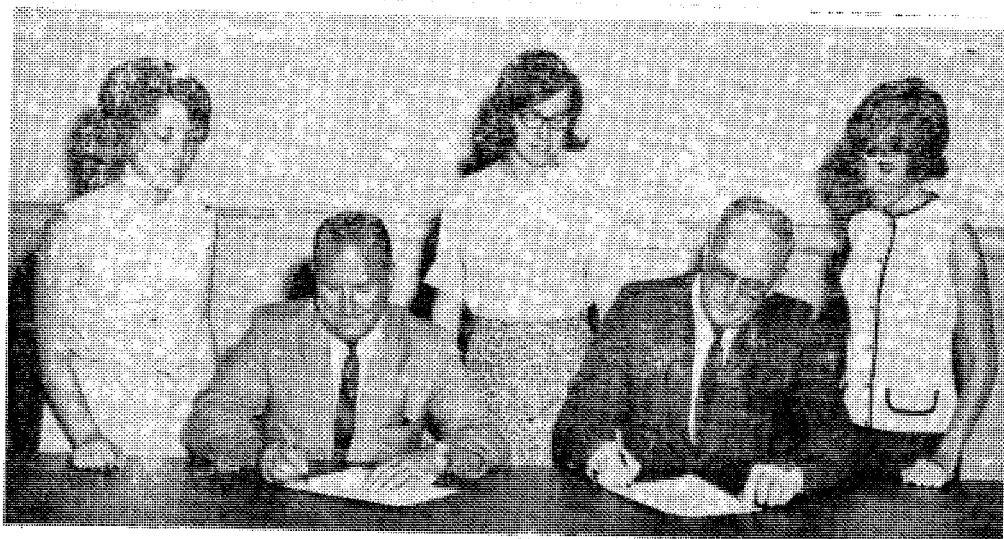
Lewiston's geographic location has been termed a liability by some businessmen but Crowe and the other Nova officials do not go along with this line of thinking. On the other hand, there are advantages, they were quick to point out. They like the city and its people, and the distance from Lewiston to the New York market is not a hindrance.

"We're only hours away from New York by truck, just an overnight trip, and it's just as long from Rhode Island," Crowe pointed out. "Also, this is a good area for recreation. And the people here are wonderful."

The Nova businessmen are young and a determined group. They brought their wives here for a look around the city. Even the wives liked what they saw. They are from Coventry, R.I.



LACE FOR PAJAMAS — This huge eight-ton lace-weaving machine dwarfs Thomas Corp, who will serve as plant manager for Nova Co. Inc., Lewiston's newest industry. Corp is supervising the installation of the complex machines on the first floor of the former Continental Mills building on Cedar Street. They will produce a variety of designs of woven lace for the garment industry.



MAYORS PROCLAIM FREEDOM RING — Lewiston Mayor Roland L. Marcotte (left) and Auburn Mayor Harry W. Woodard Jr., have signed a joint proclamation calling for citizen participation in a Statewide "Ring of the Bells" for four minutes at 2 p.m. July Fourth "as a solemn tribute to our country's founders and as a rededication to our national unity and our undying devotion to our country and for what it stands."

The "Let Freedom Ring" program has been adopted by the Auburn-Lewiston YMCA and representatives of the Tri-Hi-Y Club look on as the two chief executives sign the proclamations. Left to right are Sue White, Nancy Macomber and Sandra Murphy. Other members of Hi-Y and Tri-Hi-Y who are working on the project are Peter Kern, Bob Murch, Don Bouvier and Lillian Fournier. The proclamation also points out that the Fourth of July this year is the 188th anniversary of the signing of the Declaration of Independence and calls for a reaffirmation of the principals stated in that document.

END OF WATER PROBLEMS MAY BE IN SIGHT

CFA Loan of \$12,260 Good News to City Officials Here

Will Finance Plans for the Improvements to City's Water System

By RICHARD KISONAK

A wide-ranging \$691,200 water improvement program, designed to eliminate Lewiston's irritating water problems during the warm weather months, was a step closer to reality Tuesday night.

The \$12,260 grant from the Community Facilities Administration in Washington was good news to municipal officials.

Now the city waits to see if the federal government will provide about \$346,000 in matching funds under the Accelerated Public Works Program Act. This will depend, probably, on what Congress appropriated for APW programming. The grant from CFA could be a sign that the CFA is optimistic APW funds will be forthcoming.

That's how some Lewiston city officials feel right now.

The \$12,260 grant announced Tuesday by the office of Sen. Edmund S. Muskie will be used to obtain detailed plans and specifications on projects recommended last year by the Camp, Dresser & McKee consulting engineers following a hard look at the city's water system and the bugs it has.

The Projects

Mayor Roland L. Marcotte reported the projects include renovations at the municipal pumping station on Island Avenue, renovations at the Webster Avenue Reservoir to include chlorination facilities, and the construction of a new chlorination plant at the transmission line at Lake Auburn, Lewiston's source of water.

The big water main from Lake Auburn to the pumping station would be relined.

The package includes the installation of a new water main from Webster to Farwell streets, plus the lining of the main from Farwell Street to Montello.

Overall cost of this work would be approximately \$691,200 with the city's share some \$346,200.

"We could, of course, go ahead with the planning now and get the engineering work done and the specifications completed so that the work can be ready to be put out on bid," Mayor Marcotte said.

The Solution

Lewiston would not have to repay the \$12,260 if the city later decided not to do the work, Marcotte pointed out. If the amount of the grant would be added to the overall costs.

Some of the work could be started as early as this fall, according to Public Works Department Director George J. Maher, if the plans are ready. He referred to pumping station work, other things which can be done during the winter months.

"The experts claim this could eliminate the summer water shortages," he said.

A requirement on acceptance of APW funds is that the work must get under way within 120 days. If the city gets APW money, then puts together a bond issue for its share, some work would be going on before winter.

Sewer Program

The City of Lewiston also has applied for federal funds with which to help finance a big \$420,000 sewer improvement program. The Housing and Home Finance Agency recently approved a \$120,000 grant for this sewer work, representing about 30% of the total cost, and the city is asking for another 30% in state funds and another 20% in APW funds. Lewiston's cost would run about \$100,000.

The proposed sewer project involves the construction of an oxidation pond off the Randall Road and related facilities, including new line, to serve the Thorne's Corner area of the city.

These water and sewer programs are just first steps in long-range plans of the city to update both systems.



Staff Photo by Philbrick

PLAN NEW YORK MEETING—Members of the special committee set up to prepare and plan a New York meeting for industrialists and designed to sell available industrial space in southwestern areas of Maine, met today at the office of Lewiston Industrial Development Director Samuel Michael. On the business agenda was planning of the guest list for the Oct. 7 meeting at the Biltmore Hotel; and planning of the presentation which will be given the industrialists. Left to right at the session were, seated: Michael, Lewiston Mayor Roland Marcotte, and William J. St. Onge, Sanford-Springvale Chamber of Commerce. Standing, same order: Eugene S. Martin, Portland Area Development Council; Norman J. Temple, Central Maine Power Co.; and Richard F. Wagner Jr., CMP Co.

JULY 2, 1961

LEWISTON GETS \$120,000 FROM WIC FOR SEWER

The Maine Water Improvement Commission has allocated \$120,000 to the City of Lewiston to use on the Thorne's Corner sewerage treatment project. Mayor Roland L. Marcotte was notified Wednesday.

R. W. MacDonald, chief WIC engineer, reported the allocation, unexpected by Lewiston, was possible in that another Maine community decided in referendum against a proposed sewerage project, thereby making available some \$319,000 to be used elsewhere in the state.

Also available for the sewerage job here is an additional \$120,000 from the Public Health Service, which, added to the other grant, represents about 60 per cent of the total cost of the project, officially tagged at \$420,000.

The city's share of about \$180,000 can be financed through a bond issue, the mayor said.

City Engineer William Adams described the sewerage project as basically a pipe-laying job.

Sewerage from that area of the city, which is now distributed to an area off No. Temple Street., will be piped to a 40-acre plot of land located some 1,000 feet off the Randall Road.

There the sewerage will be pumped into an oxidation plant.

The Thorne's Corner filter bed has not been operating well. Adams said. "It has created a health hazard."

The engineer reported that the work could get underway by early fall. The pipe laying can be done throughout the winter months, except for minor delays that would occur in foul weather, he said.

Mayor Marcotte now has to gain the approval of the Board of Finance and the aldermen before seeking bids for the project.

The mayor is expected to approach the two boards in the near future.

The work slated to be done is in direct accord with the need as set forth in the survey conducted last year by Camp, Dresser and McKee of Boston, Mass.

Open Bids on School Dept. Items; No Offers for Land

Several bids were received by the City of Lewiston, Wednesday afternoon, on the purchase of a calculator and an adding machine for the school department. There were bids from two companies on a spinning lathe for the same department, and but a single bid on the purchase of two billiard tables for the recreation program.

Officials were disappointed that no one offered a bid on the small parcel of land the city owns at 65 Lincoln St., the former Leader property.

At the 4 p.m. bid opening in the office of Mayor Roland L. Marcotte were the mayor, City Controller Laurier T. Raymond and Finance Board member Ludovic R. Vaillancourt.

The following companies submitted bids on the calculator: Monroe Business Machines, Portland, \$755; SCM Corporation, Portland, \$1,075; Carl L. Cutler Co., Lewiston, \$445; Olivetti Underwood Corp., Portland, \$485; Friden Inc., Scarborough, \$950 and Shepard's Inc., Augusta, \$500.

Bidding on the adding machine were Burroughs Corp., \$292.50 and \$247.50 (alternate bid); Monroe Business Machines, \$219.51; SCM Corporation, \$275; Carl L. Cutler Co., \$225, \$295 and \$139.50; Olivetti Underwood Corp., \$166.50; Friden Inc., \$295; National Cash Register, Portland, \$325; Transco Distributors, Augusta, \$165, \$220; and Shepard's Inc., \$240.

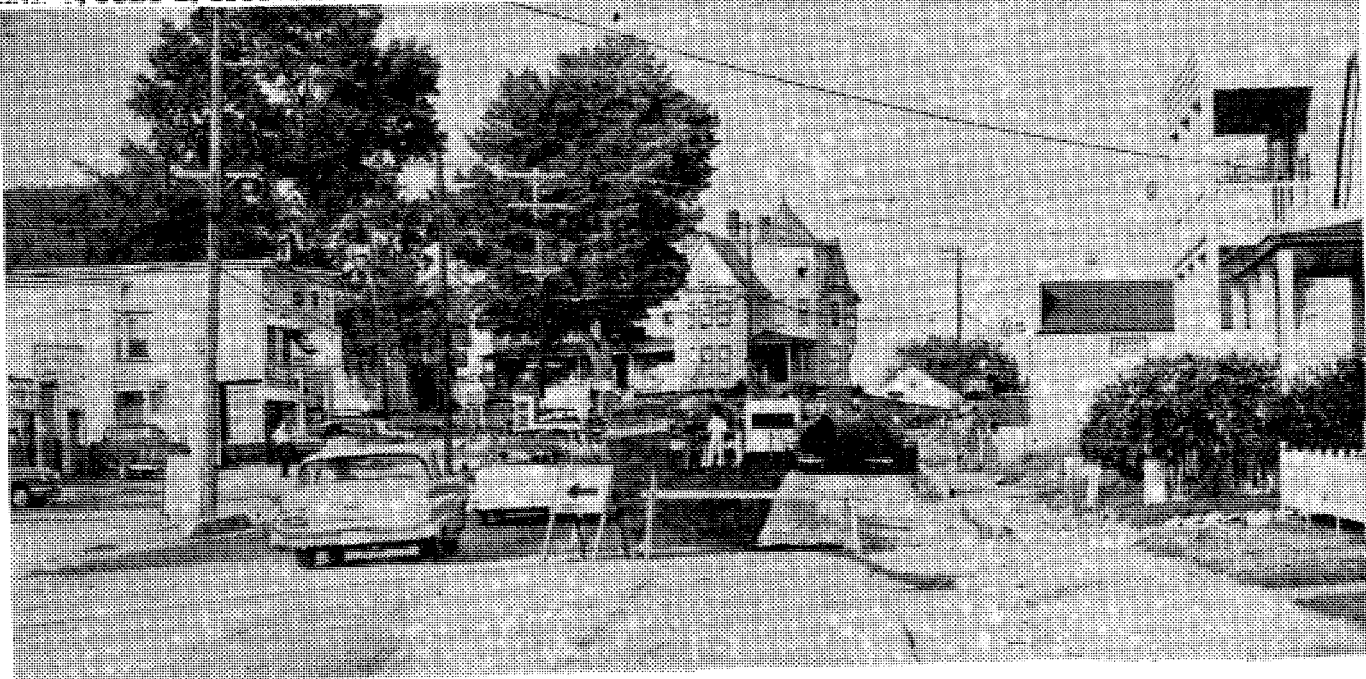
Submitting bids on the spinning lathe were Gould Industrial Supply Co. Inc., Leominster, Mass., \$360, \$400 and \$456; and Patterson Bros., Clifton, N.J., \$475.

The billiard table bid came from Commonwealth Billiard Supply Co. of Boston. Its asking price for two pool tables is \$1,875.

The bids are being referred to the Board of Education for study and recommendation, after which the Finance Board will take official action. The Finance Board probably is going to discuss the former Leader property when it meets in regular session Monday night. City Controller Raymond re-

ceived a couple of inquiries about the property recently but that's the only apparent interest generated by the city's proposal to sell the land. A building on the site was demolished last year.

It was the final time this summer, apparently, that special Wednesday afternoon bid openings will take place. At the last meeting of the FB one board member, Jules G. Goudreau, questioned if it was worth it. The mayor then decided to return to the former system of opening bids at regular meetings on Monday night.



Staff Photo By Houghton

THORNE'S CORNER PROJECT COMING ALONG — A \$66,000 reconstruction project at Thorne's Corner is moving along at a rather rapid pace. On Wednesday, the firm undertaking the project put down the first layer of hot top on Sabattus Street and additional layers are expected to be put on during the next week. The State Highway Department project is expected to be completed within two or three weeks. *7-64*

Thorne's Corner Project "Coming Along Very Good"

A giant step was taken Wednesday on a \$66,000 reconstruction project in the Thorne's Corner area and work on the program appears to be "coming along very good."

Ralph J. Leblanc, resident engineer for the State Highway Commission, reported the two-month-old project made good headway on Wednesday as the first coat of hot-top was applied to the surface. The first layer was installed all except for a 12-foot lane about 50 feet long.

The project entailed the rebuilding of two-tenths of a mile of Sabattus Street (Route 196). It involved the removal of a high grade which obstructed the view of drivers entering Sabattus Street from the Old Greene and Randall roads.

The program was started April 22, and thus far the leveling of the road has been completed, public utilities have been lowered, and new curbing has been installed.

In the process of completing the work, the William S. Williams Company of Gardiner, the firm which undertook the program, has lowered the knoll about 18 inches and raised both ends of the knoll (at the Old Greene Road approach and beyond the filling station) about one foot each. The side distance, Leblanc said, has also been increased considerably.

The first layer of hot top was installed Wednesday, a second will be put on Thursday and a third Friday, the engineer pointed out. At the first of next week,

the public utilities, including work by the Lewiston Water Division and the Lewiston Light-Gas Company, will bring respective hydrant and manholes to finished grade.

Leblanc reported that a final coat of hot top will be installed on the road during the later part of next week.

From then on, he said, the crew will start working on grading the sidewalks, and then landscaping work will be undertaken.

"It'll be roughly, two to three weeks more," Leblanc pointed out before the work is completely finished.

The engineer noted that despite the heavy flow of traffic in that area, no accidents were reported and "traffic has been moving rather smoothly." He indicated project abutters have been very "patient and nice" throughout the entire program.

Lewiston's Tax Rate 7-5-64

Property owners in Lewiston will get a breather from the ever increasing tax load this year. The tax rate of \$48 per thousand dollars of property, or 48 mills, as set by the Board of Assessors, represents a drop of \$1.50 per thousand.

The major reason for the lower tax rate is the change in the fiscal year which lopped three months from last year and provided a \$604,000 surplus for the current year. Without that windfall, there would have been a substantial rise in taxes for this year.

While a cut in taxes always is a happy event, we continue to wonder whether the long term interests of the city and its property owners would not have been served better if the tax rate had been maintained at the 1963 level and more attention had been paid to the progressive program of needed improvements proposed by Mayor Roland L. Marcotte.

It will take little short of a miracle to prevent a jump in taxes next year. The current breather will be short lived.

Fortunately for the city and its taxpayers, the fiscal year change surplus and the loss of the major part of the revenue from the Raytheon Co., which has closed its local plant, occurred in the same year. Otherwise, there would have been no cutback in taxes this year and even holding the line would have been out of the question.

Good News from WIC 7-5-64

The City of Lewiston received excellent news from the Maine Water Improvement Commission Wednesday. It seems that because another Maine community voted against a sewerage project in a referendum election, Lewiston will be eligible to receive \$120,000 toward the cost of the Thorne's Corner sewerage treatment project.

The difference, what with the \$120,000 available from the federal government's Public Health Service, will mean that Lewiston's cost will run approximately \$180,000 instead of \$300,000. This project can be bonded, as noted by Mayor Roland L. Marcotte, and we would expect the availability of the additional \$120,000 from the WIC should make a proposal to take such action acceptable both to the Board of Finance and the Board of Mayor and Aldermen.

The existing Thorne's Corner filter bed setup has not been satisfactory. City Engineer William Adams commented that the situation in that area has "created a health hazard."

The proposed treatment of sewerage at Thorne's Corner will require a considerable amount of pipe. The pipe will lead to a plot of land situated around 1,000 feet off the Randall Road, and there the sewerage from the area will be pumped into an oxidation plant. A

Even had the additional money not been available from the Maine Water Improvement Commission, we believe the Thorne's Corner project should have been undertaken. Certainly the health of people residing in a particular section of any municipality must take precedence over the matter of cost.

As we see it the Thorne's Corner project has been given an especially happy boost through the offer of \$120,000 from the state. This will lessen Lewiston's future capital improvements burden and lessen the impact of the project upon the city's borrowing capacity.

Mayor of Quebec Invited To 7-3-65 Attend Festival

Lewiston Mayor Roland L. Marcotte personally invited the mayor of Quebec, Wilfred Hamel, via a telephone call yesterday, to attend the Lewiston Summer Festival, especially the activities scheduled for Aug. 18, which is entitled "A Day in Old Quebec."

"He felt that he could be here," Mayor Marcotte reported after the telephone exchange. "He was planning to be in the area, anyway."

Mayor Hamel's scheduled attendance in Maine apparently is in connection with Quebec celebration at Old Orchard Beach, where hundreds of Canadians vacation each summer.

Marcotte followed up the long-distance telephone call with a letter to the Quebec official.

Mayor's Letter

The letter reads: "My dear Mayor Hamel, it was enjoyable to have the opportunity to talk with you this date regarding the coming Lewiston Summer Festival and your agreement to participate in the event. We will welcome and expect you to address the group of people that will be present on the occasion of 'Day In Old Quebec.'"

"The subject will, of course, be at your discretion. However, I feel that it should include some comments regarding either the Canadian-American relationship as that exists today the cultural heritage existing between American and Franco-American relationships. As you undoubtedly know, this community is made up of approximately 75% Canadian descent and will naturally welcome your presence here in our midst and appreciate your acceptance of this invitation."

Mayor Marcotte continued, "The Lewiston Summer Festival will be in effect for the full week of Aug. 17 and we will appreciate your presence on the evening of the 18th which, as previously mentioned, will be celebrated as 'Day In Old Quebec.'"

Expect Many

"If this date is available to you, I would appreciate your answer as quickly as practicable and we will furnish you with details of the activities at a later date. Hoping that this finds you in good health and that you will be with us as requested," the Lewiston mayor concluded.

Many Lewiston-Auburn people who have relatives in Quebec and in other sections of Canada, are inviting them here for the festival. Program Chairman Raymond A. Geiger is looking for a big turnout.

JULY 6, 1964-

Aldermen to Get Petition from Grove St. Residents

A petition signed by residents of the Grove Street area in Lewiston will be presented to the Board of Mayor and Aldermen on Tuesday.

The matter was referred to the aldermen by the Zoning Board of Appeals. The 26 persons who signed the petition are requesting that Grove Street be zoned as it originally was in order that the appearance of their properties be saved from "unsightly buildings, trailers, etc..."

According to one report, the people are getting "hurt" by other residents who are buying lots and rushing for permits for trailers.

The current zoning ordinance, which was adopted late last year, allowed the use of trailers in residential B and agricultural zones.

In other action, the aldermen will receive a report from Fire Chief Roland G. Dumais regarding the Steel Service Center on Bates Street in Lewiston.

A lease which allows the city use of land owned by the Steel Service Center reportedly will expire shortly and the municipal officials must decide whether it will be renewed or not.

Chief Dumais, in his report, indicates that it should be, primarily because of the fire hazards in the area and the lack of passageway for fire apparatus should a fire break out in that area.

Police Chief Joseph H. Farand is also presenting a report on the situation from the Lewiston Police Department's view-

point. Farrand reportedly will inform the aldermen the right-of-way loss would not be detrimental effect on the department.

Corporation Counsel Jere R. Clifford is expected to report on two claims filed against the city. The claims involve Anita Leblanc and Mrs. Robert Palson.

The aldermen will be asked to rule on a recommendation from the police commission regarding an ordinance for stop signs on both sides of Tampa Street at East Avenue. Several city licenses are also on the agenda for the Tuesday meeting.

The Lewiston Summer Festival Committee, through its publicity chairman Parker Hoy, will ask the aldermen for permission to hang three advertising banners in the Textile City. The banners are to be installed on Main, Lisbon and Sabattus streets.

The board will confirm the permission granted the Central Maine Power Company informally by the aldermen on June 26 for the relocation of poles on Pleasant Street between Mitchell Street and Scribner Boulevard, and trimming of certain trees designated by the Public Works Department director.

The aldermen will receive a request for a change of the name and address of the Freeport Swap Shop, also the Freeport Swap Shop & Loan, both located at 109 Maine St., Lewiston, to the Wagon Wheel Trading Post at 1317 Sabattus St. Two pole permits will be brought for hearing by the CMP Co.

6 Ask Use 7-69 Of Park For Festival

Lewiston Industrial Development Director Samuel Michael last night attended the regular meeting of the Public Works Board to request the use of part of Kennedy Park for a carnival which is planned during the Lewiston Summer Festival, the week of Aug. 17-22.

Michael, who is in charge of arranging the carnival activity and a products show, told the board about the planned festivities which are headed by Mayor Roland L. Marcotte.

He pointed out the costs of the festivities could be counter-balanced, somewhat, should there be some income from an activity such as a carnival.

Near Swimming Pool

After the introduction, board member Philibert H. Roy Sr. asked: "Which part?" Michael noted it would be the section near Spruce and Park street. It was later developed that the area would be that currently used as a basketball court, near the swimming pool.

Michael explained to the board the carnival, which is being planned, is the one which occupied part of the Central Maine Youth Center parking lot a few weeks ago.

Public Works Department Director George J. Maher opposed endorsing the request and had some remarks to make in passing. He said that he had "seen that thing, and it won't go in the park."

Maher went on to explain that in his opinion the carnival is just too big for the park area and felt another area should be sought.

Opposes Approval

It was also pointed out that having a carnival in the park

may interfere with the playground activity. "It's quite an outfit," declared Maher as he continued to oppose granting approval.

Michael retaliated by reporting that "the man running this show claims he can get it in there." He added that the individual should have an idea whether it can or can't be situated there.

The PWB gave Michael the green light, subject "to concurrence from the Board of Education."

The industrial development official said that the carnival operator is slated to be in the area in the near future and that he would have the "man come down and explain it to the Board of Education."

Later, Maher again pointed out that it would be wise to set the carnival elsewhere. Several reasons were listed, such as traffic, the parking of carnival trailers, and possible damage to the playground.

Waste Collection

In other business, Chairman John J. Maloney Jr. reported he had received a report from a Lewiston businessman that some waste collectors have refused to pick up his waste. Maloney reportedly told the individual that the department has the right to establish the size of containers.

The chairman said that after informing the businessman of this, he was told that the collectors are refusing some people, because they are not complying with container size, but "that the next fellow does not have to meet the requirement."

Director Maher, in addressing the board, noted this is a problem and that something may have to be done about it. Primarily, he was concerned with the fact that at the last meeting, the PWB went on record to state that only waste which is deposited in 28-inch high containers will be picked up by the collectors.

Consistency

It was reported the policy would have to be consistent in all ways. The director said it may be necessary, in the future, for the collectors to place a warning on the containers which do not meet the policy requirements, informing residents that

the cans and barrels should be the standard size or the waste will not be removed.

Earlier in the session, Ward Three Alderman George F. Call appeared before the board requesting the group to view the sidewalks on both sides of Horton Street, between Ash and Pine streets.

Call said the sidewalks are in a "much traveled area, near Maine's largest church, near a school," and several businesses. He said the walks are "in really bad shape," and classified the project as urgent.

The board accepted his report and placed the request on the list for viewing.

Jacques On Hand

Ward Seven Alderman Emile Jacques was also before the board to see about his request to have about 700 feet on Grove Street tarred. He was informed by the chairman that the project was added to the list of work to be done at the end of the year several months ago.

The board then authorized Director Maher to recommend the low bidder on sidewalk package deal Number Four, provided the bidder is one with which the city has done business in the past and that the cost was not above the budgeted amount. This was done, it was pointed out, to expedite matters.

Maher asked the board to view a sidewalk and driveway which extends into the pavement on College Street, near Mountain Avenue. The director said that the area is dangerous and may be the scene of an accident. He asked the board view the site and take appropriate measures to correct the situation. He explained that two trees may have to be removed in the process.

In other business, the board took action on some routine matters and set the next meeting date for July 20. The board will meet to view some projects at 6 p.m. and a regular meeting will be held about 6:30 o'clock.

May Discuss Fire Station at Finance Board Meeting

The Lewiston Board of Finance may discuss what further action will be taken on the Street when it meets at 7 p.m. Monday in the mayor's office.

City Controller Laurier T. Raymond reported that so far he "hasn't heard anything new in regards to the station" but said that he would contact Corporation Counsel Jere R. Clifford on Monday to see what, if any, developments have occurred.

The station, which has been accepted by the Lewiston Fire Commission, needed additional repair work when the FB checked it out a few months ago. The board, at the time, advised the architect to notify the contractor that some minor repairs had to be done before the city would accept the building.

The contractor, however, reportedly hasn't done them and the city took the dispute to the bonding company.

Clifford's report, if one is available, is expected to be given to the FB.

The FB is also scheduled to open bids on water meters which the city is to purchase. The bids were not received in time for the special bid opening session held Wednesday. In addition, the FB will look

over bid recommendations for a calculator and adding machine, a spinning lathe and billiard tables for the school department.

Action is also expected on disposition of the Leader property. No bids had been submitted for the property late last week.

The Lewiston Fire Commission has submitted a recommendation on policy for holiday pay for the fire department. The FB is expected to review this and take appropriate action.

The board will discuss a bid on multiplate arch for Hart Brook on Pleasant Street. The city auditor will present the board with applications for the Maine State Retirement system, and the tax collector will give a recommendation on tax settlements.

The Board of Education has submitted its recommendation for the purchase of a floor machine, vacuum cleaner and industrial arts equipment, which the FB will review.

In other business, the controller will present a report on a survey of the city's insurance program. An audit of accelerated public works projects and a transfer of funds from the mayor's budget will also be acted upon.

Lewiston's Urban Renewal Plan Headed For Trouble?

By PAUL MARCOTTE

Lewiston's downtown Urban Renewal project may be in for some rough going when the final plan is presented to City Council for its approval later this year.

The subject came up again last night, at the regular City Council meeting, with Ward Six Alderman Paul A. Couture contending that UR project plans

have been changed "just the same way as the zoning laws were changed."

Couture reminded his fellow aldermen that the zoning laws were changed—and not in the manner that the aldermen wanted them changed—"So, that's why we're changing them again," he declared.

The Ward Six Alderman, discussing current UR plans, said he will vote against the project

as it now stands.

Among the items in the Urban Renewal project that Couture said were not originally planned was a new fire station.

The subject came up when Ward Three Alderman George Call urged that the Urban Renewal Authority discontinue its plans "to eliminate or abbreviate the Bates Street Playground."

When the matter finally came to a vote, only Call and Couture voted in favor of his motion.

Ward Five Alderman Robert Couturier stated his feelings on the matter, and said that there is probably no need for a playground in the Urban Renewal Area.

"A playground is like a school, there must be children in the area," he noted.

Couturier said children in that particular section of the city are near the City Park playground, and maybe another playground could be built in that neighborhood.

Earlier, the board asked Corporation Counsel Jere R. Clifford to determine if the council can take "remedial action" against a board which does not conform with correct procedure as outlined in the city charter.

Some aldermen were burned up, it appeared, because the Public Works Department cut a tree at Kennedy Park without authorization from the City Council. The PWD reported the tree was dangerous because of its condition and children might be injured.

Clifford, in a recent legal opinion, stated that municipal trees should not be cut without aldermanic approval. Alderman Couturier, in an address on "the principle behind this whole thing," said it is an example of what has happened to the powers of the council "in this mock democracy which we call city government." He said the charter is supposed to provide for a division of power, and either it's this way or it isn't, and if not, then the city's got a new charter.

"What I want to know," Couturier said, "is are we going to let this thing go on, or aren't we?"

First time Call knew a tree was going down, he said, was when it was reported in the afternoon newspaper. "And it's in my ward," Call said the Public Works Department will say it was an emergency.

Eminent Domain

Replying to an inquiry by Couturier, Clifford said the charter contains a provision on malfeasance and misfeasance "and that sort of thing" but added he was not certain if it applies in this case. He was asked to find out.

Couturier asked for an answer for the board's next regular meeting.

The aldermen also asked Clifford to set in motion the procedure for obtaining land now owned by Steel Service Center by eminent domain proceeding. The city's lease on a piece of land, used for street purposes for years, has expired. Bates Street would be a dead-end at the former railroad station if the street is closed. The strip runs from Bates to the railroad overpass near High Street.

Couture said the firm is asking \$15,000 for the land and declared the price is too high.

In communications to the board, concerning the matter, Fire Chief Roland G. Dumais recommended the street be kept open. Police Chief Joseph H. Farrand said closing of the street would not hamper operations by his department.

Couture reported he wants steps taken now to get the land before it is taken by someone else.

Zone Change

At the request of Alderman Donovan, the board sent along to the Planning Board and Zoning Appeals Board for study a proposal to remove the agricultural zoning stamp from the Merrill Road and put it in an unrestricted area.

Clifford submitted rulings on two damage claims against the city, recommending a claim by Richard and Anita Leblanc be denied, and that a claim by Mrs. Robert Palson be allowed. Mrs. Palson and Mrs. Leblanc were hurt in falls near 272 Sabattus St. and 108 Nichols St., respectively, and claimed the city was at fault because of the condition of the sidewalks. In the Leblanc case, Clifford told the board, requirements on prior notice and of a defect were not met.

Businessman Roland J. Carbonneau was granted a variance from the building code to permit him to continue with the addition of his Pine Street store without having to install a sprinkler fire alarm system in apartments on upper floors, as the code demands. The change has been approved by state fire officials, the board was told.

There'll Be Room for A Playground in UR Area—It's Up to the Aldermen

1.10

By PAUL MARCOTTE

Some Lewiston Aldermen have complained about plans of the Urban Renewal Authority which calls for doing away with the Bates Street Playground, but actually, the city fathers can re-locate the same playground just a few feet away from its present location, it was stated today by a UR official.

Ronald Desjardin, assistant director of the Urban Renewal Authority, said the URA has set aside a plot of land which contains 37,260 square feet of area, roughly measuring 175x225 feet for municipal use, and the aldermen can "do whatever they want to do with it."

Desjardin said that the area runs about 175 feet on Bates Street, and 225 feet on Oak, and if a playground were to be located there, "it would be closer to the residential areas of College and Oak Sts., than the present playground is right now," he said.

At Tuesday night's City Council meeting, Ward Three Alderman George Call made a motion — which was defeated 4-2, incidentally — ordering the Urban Renewal Authority to alter its plans concerning the Bates Street Playground.

Call was disturbed upon hearing that the children in that area will be left without a playground, apparently.

But UR officials noted today that the land — and a large piece of it—will be there and it's up to the aldermen themselves to decide whether or not they want a playground in the area.

The UR plans now call for demolition of the present Central Fire Station, and the fire commissioners are going along with that proposal, seeing as they'll get a new fire station out of the deal.

It is possible that the new fire station will be located on the plot of land that Desjardin is talking about, but there is apparently plenty of room for both the fire station, and a playground.

Desjardin said that UR plan has always contained in its plans, a large site for "municipal use."

Sixth Busiest

Although the Bates Street Playground covers a large area, perhaps much larger than some of the city's ten other play areas, it is not by far the busiest.

During the week of June 22, the Lewiston Recreation Department which keeps weekly enrollment records at each of the playgrounds, noted a total of 165 youngsters registered at the Bates Street play area.

During that week, the Bates Street Playground ranked sixth in enrollment. City Park, naturally, is the busiest of all, as the city pool is located there. Other playgrounds better patronized than Bates St., during that particular week, were Wallace, with 295; Martel, 202; Cedar St., 177, and Lincoln, 170. A check of some of the youngsters at the Bates Street Playground this afternoon showed they are happy with their present situation there, and they

don't want to lose a playground in that area.

Reaction

If the city fathers decided that there was to be no playground at all in that area, "I'd have to go to Frye School, I guess," pretty Judy Morse, 10, of 14 College St., told an inquiring reporter today.

Judy doesn't particularly like to go to the City Park, "except once in a while," she said.

Carol Lacompote, 10, of 10 College St., who also favors the Bates Street play area, said she would probably divide her recreational time between both the Frye and City Park areas.

"But I like it better here, cause it's nearer home," she said.

Mrs. Annie Boucher of 48 Oak St., who lives on the edge of the Urban Renewal area—her apartment building will remain where it is—doesn't like the idea of losing the Bates St. Playground.

Mrs. Boucher said she doesn't like to have her children travel to the City Park. "It's too far away," she said.

Mrs. Boucher's daughter, Linda, 9, spends most of her time at the nearby playground, while her 15-year-old brother, Raymond, plays a lot of basketball there.

The Bates Street Playground is the only play area in the city which has two large basketball courts, and all of the games in the summer basketball league are played there, according to James Taylor, one of the recreation supervisors.

In any event, what is to become of the Bates St. Playground has already been decided by the Urban Renewal Authority—and it appears that the future of another playground in the area lies with the aldermen.

JULY 10, 1964—

Finance Bd. Takes Another Look at New Policy Monday

The Lewiston Board of Finance is slated to discuss its new policy on working conditions and fringe benefits again Monday night at a regular meeting in the office of Mayor Roland L. Marcotte.

Board members appear anxious to put together a definite plan but whether this will take place Monday remains to be seen. Reports from various boards and commissions in the municipal government, giving their views on the proposal, will be presented to the FB.

The FB proposal has been in the talking stages for many weeks.

The new policy in many ways is similar to policy already in effect. One exception

involves holidays. The Public Works Department, which now has off Friday when a holiday falls on Saturday, will lose this benefit the way the new plan is drawn. The new policy provides, however, that when a holiday falls on a Sunday the succeeding Monday shall be observed as a holiday.

The sick leave policy under the new plan is about the same as in effect now.

However, the Police Commission has questioned a section which provides grounds for dismissal if a person absent from his job for a specified number of days fails to submit to a physical examination when requested to do so by his department head or the city controller.

Police Commissioners Will Consider Report Tonight; 1.21 Concerns Survivor Benefits

Members of the Lewiston Police Commission will consider a special report dealing with survivor's benefits, at the regular commission meeting slated to get underway at 7 o'clock in the Judge's Chambers tonight.

Police Chief Joseph H. Farrand said that the report will be studied by the commissioners. There is at present no sound benefits for survivors of police officers, Commission Chairman J. Dennis Bruno stated last weekend.

Commissioner Bruno is push-

ing for a good benefit program for the local department, possibly a part of the Maine State Retirement System.

The only person out of five who passed the recent police application tests will be given an oral examination by the commissioners tonight.

There is at the present time three vacancies on the department.

There are also a couple of items to be discussed in executive session, Chief Farrand said.

Bonding Co. Looks Into Possibility of Doing Fire Station Work Itself 1.23

By PAUL MARCOTTE

The City of Lewiston is proceeding with plans to seek bids on the job of completing the new Lincoln St. fire station, and at the same time, the bonding company is looking into the possibility of finishing the building itself, it was learned at a meeting held at the station this morning.

Much of the discussion was between Lewiston Mayor Roland L. Marcotte, who announced to the group that plans and specifications for bids to be sent out by the Finance Board on Monday night are currently being prepared, and Roger Whitmore of Lewiston, a representative of the U. S. Fidelity and Bonding Company, the firm which bonded proper completion of the project.

Also representing the bonding company was Auburn architect Carroll Taylor, who has inspected the building.

Opening the discussion, which got underway shortly after 9 o'clock in the kitchen section of the new fire station, Whitmore said: "I think with all the masterminds here that we should be getting something done."

He expressed a desire to see that the problem be corrected with the people "present here today - - or is it going to be a political football, jumping from one thing to the other?" he asked.

Taylor told the group that the separation in the foundation "can be replaced without damage to the building, and it has to be done in a logical way."

NOT A CRACK

The Auburn architect said that the trouble in the foundation is not a crack, but "a separation between an unbounded wall, because of the footing."

It was said that the contractor of the building, Robert Roy of Lewiston, set in a footing for a protruding front wall section of the building, and then - after he noticed that the plans had not called for such a footing - filled it over with gravel, then placed a cement foundation for the wall above over the gravel.

Taylor said that the footer is there in the ground, and that whoever does the repair work will have to brace the upper wall securely when setting in a new foundation, down to the existing footer.

"Not Right"

The architect told the group that he agreed that as it now stands, that section of the building "is not right." He said that it is possible that some settling may occur during freezing periods.

Speaking on the city side, along with the mayor, were Corporation Counsel Jere R. Clifford, City Engineer William Adams, City Controller Laurier T. Raymond, Ludovic Vaillancourt, a member of the Finance Board, and the building architect, George Head. Fire Chief Roland Dumais walked in on the meeting but made no comment.

Also on hand was contractor Robert Roy, who told the group that he didn't have enough money to finish the job.

Mayor Marcotte told Whitmore that the building has been unoccupied for a long time, and unless something is done "it may be vacant forever."

"The city now has to take

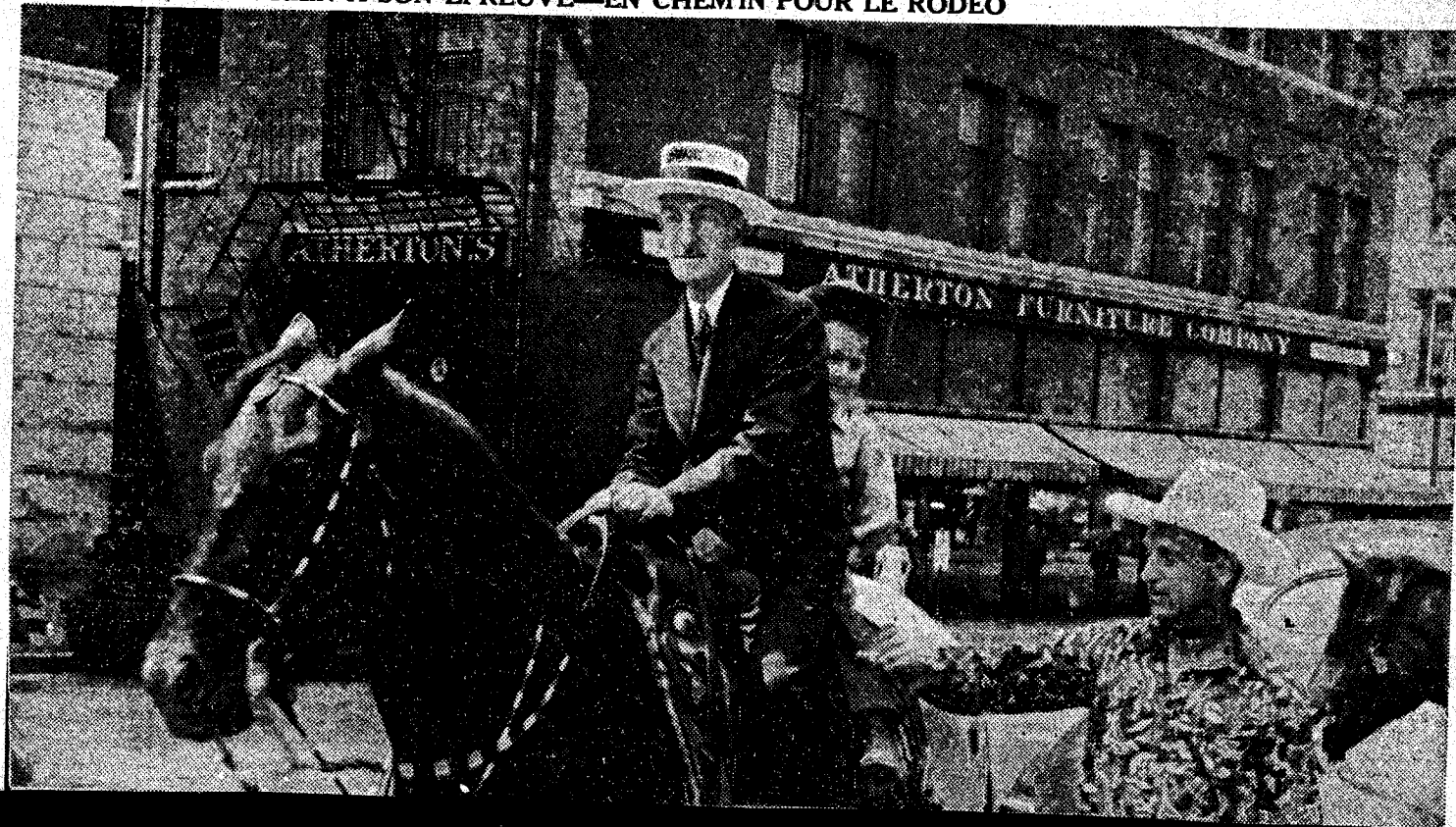
action," the mayor said, and he said the first step will be instituted at the Monday night Finance Board meeting.

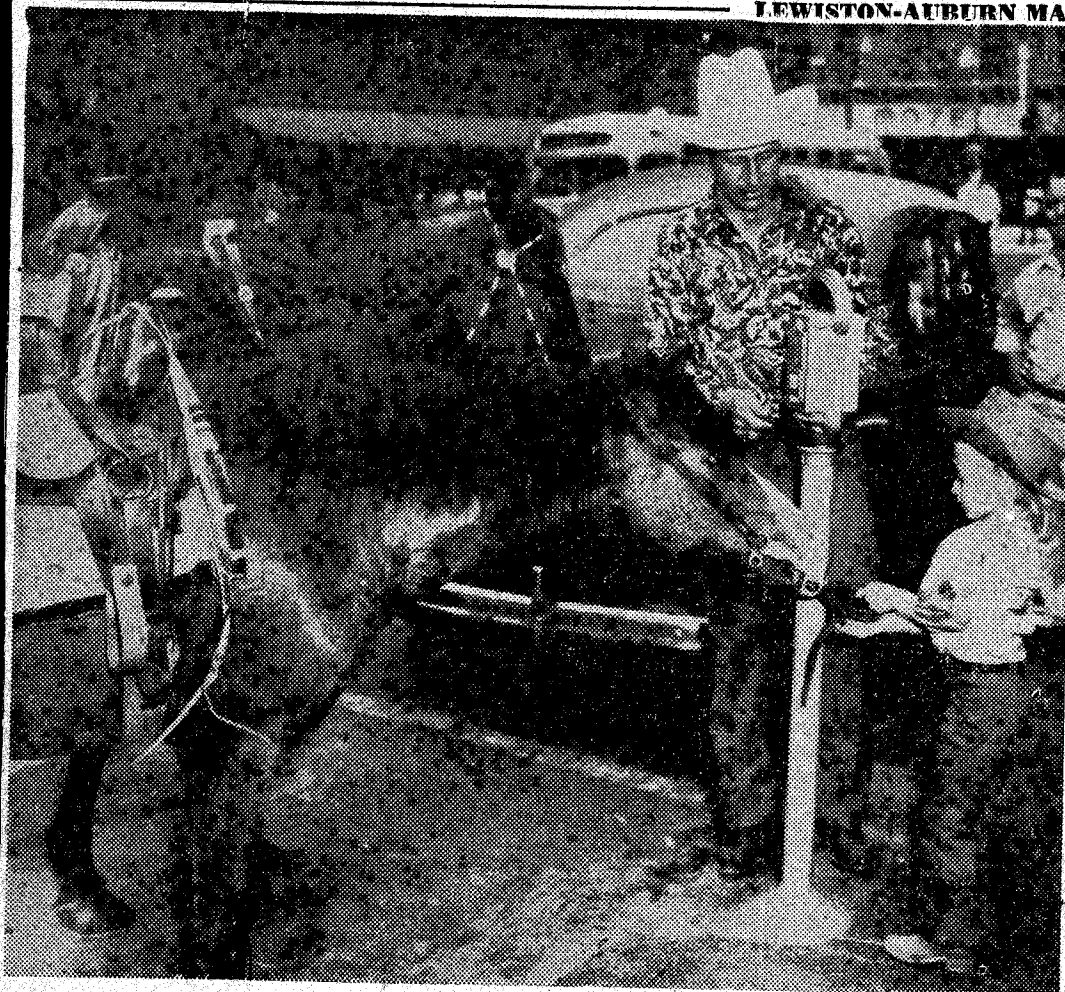
Whitmore said that he would be in contact with the mayor before that meeting.

Also noted - - and scheduled to be repaired or replaced - - was a sliding door located in the kitchen that has several dents in it. Architect Head was scheduled to make a tour of the building today to list the jobs which will have to be done by either a contractor selected by the city, or by a contractor who is hired by the bonding company.

After the building has been repaired in line with specifications which are to be drawn up by Adams and Head, the new station will have to be approved by the Finance Board and Board of Aldermen, before it is turned over to the fire commissioners.

UN MAIRE QUI N'A RIEN A SON EPREUVE—EN CHEMIN POUR LE RODEO





CUT RATE FOR VISITING HORSES—Oklahoma Blackie, rodeo star, wonders what Lewiston's parking meter law is as it regards horses. Blackie and Patty Blackmon, three year old star of Blackie's show, put the question up to Mayor Louis P. Gagne. He didn't know the answer, but compromised by sharing a ride with Patty. Blackmon & Co. are at the Fair Grounds this week.

AGREE ON PLANS FOR REVISION OF MAINE BLUE LAWS

5-12-58
**Lewiston, Auburn, Waterville Representatives
Meet With Mayor Gagne - Charge Some Parts
of Section 39, Chapter 121, Obsolete—George
B. Ober Urges Poll of Public Sentiment**

Representatives of Lewiston, Auburn and Waterville city governments conferred in the office of Mayor Gagne here yesterday and agreed in principle on procedure in presenting to the Maine Legislative Research Committee its ideas on revision of the Maine Blue Laws. Attending the session was Louis C. Jalbert, House minority leader and member of the research committee. The group agreed on need of revision of the laws and that some had become obsolete and should be stricken from the books.

PUBLIC SENTIMENT

George B. Ober of Auburn urged that public sentiment be polled. He urged a rough draft of the committee's ideas be made public. "Let the people know what you propose and you will get a specific reaction in 24 hours," he asserted.

Ober, with G. Linwood Golder and Robert J. Wade, had been designated by Mayor Rosario Halle of Auburn to attend the conference.

Legal Problems

James B. O'Kane, secretary of the Maine State Fair Association, saw any attempt to revise the statutes as a legal problem. His suggestion that the corporation counsels of the three cities prepare rough drafts was adopted by the committee. "By this means," he said, "we will have something definite to turn over to the Research Committee."

Delegations from the three cities

discussed at considerable length the events banned under the blue laws and found that strict enforcement would result in very few things allowable on the Sabbath. It was noted that special laws covered Sunday movies and bowling, common carriers, operation of airplanes, printing and selling Sunday newspapers, selling of gasoline, keeping open hotels, restaurants, garages and drug stores, and giving of scientific, philosophical, religious or educational lectures where no admission is charged.

The group was especially interested in Section 39 of Chapter 121 where penalties are provided for keeping open shops and places of business, working or doing business on the Sabbath except works of necessity or charity, any sports, games or rec-

reation and being present at dances or shows.

Could Eliminate Some

The group felt the Legislature could delete in their entirety several parts of Section 39 as the laws are no longer applicable to modern living. Jalbert declared that, with the laws still on the books, it is unlawful to play golf on Sunday.

City Clerk Charles A. Nawfel of Waterville said methods of entertainment have outstripped the laws which have come down from the days when the Sabbath was strictly observed.

The delegation would continue under the ban such events as boxing and wrestling shows, horse racing, circuses and certain features of carnivals. Samuel Michael declared he knew of only one city in the country, New Orleans, where Sunday races are staged.

It was brought out that ice racing is run in Maine on Sundays during the Winter months and it was alleged admission is charged to such an attraction.

Review Police Action

Mr. O'Kane traced activities of local law enforcement officers regarding Sunday entertainments. He said police had stopped presentation of thrill shows here and banned future Sunday concerts.

City Treasurer Adrian O. Ancill, in charge of booking local municipal halls, said Lewiston has a conscientious police commission. O'Kane then cited the three law enforcement agencies, the State, county and local police.

Jalbert declared useless parts of Section 39 dealing with travel, working, and doing business. He also saw as outmoded sections dealing with operation of common carriers, taxi cabs, airplanes and private cars.

The group saw need of a definite revision of that part dealing with sports, games and recreation to bring the law to the present accepted standards.

Favorable action is sought on a revision which would allow both amateur and professional athletic events, except boxing and wrestling, and amateur and professional entertainments on Sundays.

Staged At Portland

Committee members cited events, both athletic and entertainment, which they said were staged at Portland. According to Mayor Gagne, Portland has permitted a Sunday performance of an ice show and for years has permitted a professional football team to play Sunday games. He also cited Old Orchard Beach which he charged is "wide open" on Sundays during the Summer months.

Robert J. Wade of the Auburn delegation said it might not be necessary to seek a change in the Blue Laws if these things are permitted. "It might be an embarrassing question to ask before any action is taken," he said in referring to the events permitted at Portland.

Rep. Jalbert brought up the question of local option. He first made mention of this in saying that the Sunday bowling bill he sponsored was finally brought out of committee at the last Legislative session with local option attached.

He suggested local option might be inserted on all items except those specifically banned under the proposed revision.

Regarding circus and carnival attractions and thrill shows, James B. O'Kane, secretary of the fair association, declared "we don't want to bring in any show that would be harmful to the normal observance of the Sabbath." He declared many people are unable for one reason or another to go to places where entertainment is permitted on Sundays.

Rep. Jalbert then stated he saw

it no more harmful to attend a Sunday concert than to stay at home and listen to a radio entertainment.

Advice of Clergy

Ober saw the clergy as greatly interested in the activities of the committee. He mentioned the broad term of "carnival" and said "we will have to have something specific. There are plenty of broadminded clergymen to ask for advice."

"I think with what we have discussed we could go to the research committee now," declared Jalbert.

Nawfel declared "Maine is a conservative State. We will have to walk softly and feel our way along."

Besides Nawfel, other Waterville representatives participating in the discussion were Mayor Russell Squires and James Glover, city treasurer.

Lewiston was represented by Mayor Gagne and Adrian O. Ancill, city treasurer.

Also in attendance at the meeting were Elwood F. Ross, library trustee; Thomas Kerrigan, Samuel Michael, and Attorney George O. LaRochelle.

The Lewiston Daily Sun

Thursday, July 8, 1948

Unfair Attack on Lewiston

Mayor Louis Gagne is taking the right step in making a vigorous protest to "American" magazine against an article in its latest issue classifying Lewiston as one of nine American cities "not fit to live in."

The survey from which the article was drawn was conducted several years ago by a Columbia University group. Their aim was to find "where the goodness of life" was greatest. The nine cities most condemned, seven of which lie in the South, significantly enough, are given a poor rating in such matters as schools, parks, sanitation, literacy, home ownership, crime, traffic conditions and hospitals.

The article is most unfair in that it gives the impression all the cities named are deficient in all these classifications, which is not true locally. Our hospitals are good, our schools at least adequate, crime is not a problem, traffic is handled efficiently by Lewiston's fine police force, and there are probably as many home-owners here as in other cities of its size.

Of course there is room for improvement, and in time it will come. But no magazine ought to publish "shotgun" charges of this type, and Lewiston deserves to know exactly what the inquiry discovered here, and how it was conducted. The detailed story of the survey might be less damaging than the bad impression the article conveys.

7-16-48

THE LEWISTON DAILY SUN LEWISTON-AUBURN

Will Ask Magazine to Clear "False Impressions" of City

The Lewiston Board of Mayor and Aldermen took action, Thursday night, to challenge the editors of American magazine and one of its contributors on the recent article citing Lewiston as an unfit city in which to live but it sidetracked Alderman Petropulos' proposal to sue the editors and author for one million dollars.

Despins was authorized to confer with officials of the Chamber of Commerce to prepare a letter to "clear the good name of the city" and to ask the editors of the magazine and the author of the article, Guy Greer, to "devote sufficient publicity to clear the ambiguity and false impressions which have been propagated by the survey".

The city attorney advised the board on embarking on a libel suit. He pointed out there have been only two cases of a municipality suing for malicious and false statements. Both suits, one involving the City of Chicago against the Chicago Tribune, and another in England, were not upheld by the courts, Despins said.

After citing numerous favorable

features and attractions in Lewiston, the corporation counsel advised a letter be sent to the editors of the publication, pointing out the advantages in the city and asking the author of the article to explain the reasons for the city's low classification.

"After reading the entire article, any intelligent person with good judgement realized the reason for the low rating," Despins said. "This group which made the survey were Utopians; they had as their standard the dream cities of individual homes, beautifully landscaped parks and other attractions pleasant to the eye. The survey was not a fair one."

At the outset of the discussion, Alderman Petropulos admitted the city had some disadvantages, such as the river stench and the traffic islands, but that the advantages outweighed the unfavorable aspects of life here. He praised the various city departments, the mills, and the workers and ended his long eulogy by declaring "Something must be done to heal the wounds of the city of which I, a native of Greece, am proud."

What Do You Say? Is Lewiston A Fit Place To Live In? Journal's Inquiring Reporter Gets Local People's Viewpoint

Sure Lewiston is a "fit" place to live in. More than that, it is a "friendly" town which has many adopted sons to speak in its behalf.

Interviews with Lewiston people, and visitors, brought that reaction again today. The opinions of the persons interviewed were in sharp contrast to the American Magazine article in which Lewiston was listed at the bottom of a list of nine cities "not fit to live in."

Following are typical samples of the opinions gathered by the Journal's roving reporters who asked: Is Lewiston a fit place to live in?

THOMAS E. DELAHANTY, asst. county attorney—"I think that the article was unjustified and unfair. I know from experience, that crime in Lewiston is among the lowest in the country. Also from my own experience, the hospitals and schools in town are comparable to those in any city the size of Lewiston. The traffic system is controlled for the rapid transit of motorists through both cities and the parking facilities are good. I have talked to an executive of the American magazine, and he is of the opinion that Greer, the author, was in Lewiston at the time that the river stench was at its highest and that that was the controlling factor in judging Lewiston in the way that it was. The river stench is not the fault of Lewiston."

BERTRAND MARQUIS, member of the Lewiston Board of Public Works—"Lewiston is a wonderful place to live in but there is plenty of room for improvements. Many streets are in dire need of repair. The recreational facilities do not provide enough for our youngsters. The police department is located in cramped quarters. We have only one park that is worth mentioning. The main arteries into the city, the traffic islands, could be beautified by planting of grass and a few shrubberies and our alleys are in pitiful conditions. No survey could help but put Lewiston at the top if these were brought to par."

HARRIS M. ISAACSON, clerk of Lewiston Municipal Court—"There is no crime in Lewiston, in fact an extremely low tendency toward organized crime. Our court handled around 2000 cases yearly in the 1920's and now we average around 1,200 cases a year. Juvenile delinquency, also, has been extremely low the past ten years. The city's real criminals commit their acts elsewhere, he concluded, referring to the three bandits who recently drew long jail sentences for robberies in New York City."

EVELYN RIDLEY, telephone supervisor—"Certainly! I've lived here a long time and haven't seen anything obviously wrong so far."

THOMAS E. JOHNSON, Chief of Police—"Speaking as a citizen he said, 'Lewiston is a thriving and industrious town, and although we are lacking in recreational facilities, as everybody else has said, the Police Athletic League was formed for the purpose of keeping young boys busy. Before becoming a member of the police department, I did quite a bit of traveling about New England, but I have yet to find a city I'd rather live in. However, I would like to see a good planning board for the public buildings like schools and the police station we need.'"

JAMES T. MCCROARY, manager N. E. Tel. & Tel. Co.—"I've lived in a lot of places but to me, Lewiston is O. K. The river is bad at times, but that's something that takes a long time to fix. Many of my friends that come to Lewiston like the Falls as they come in because it looks like Maine. I think the guy was a little off the beam."

JULIEN J. L. GIGUERE, University of Maine student—"For young people, no. The entertainment isn't bad, but the library facilities are lacking for research and keeping up with the current novels. It is good commercially and all visitors to the city that I met in the service liked it. It is a friendly town. I really think we should have year-round playground programs."

HOUSEWIFE—"I like Lewiston fine. Maine would be a pretty funny place without it."

FRANCES KRASON, cashier—"I think so. I don't think it's that bad. A lot of us girls were talking about it and we like it all right. I talk to a lot of people from out-of-town and they think Lewiston is swell."

DR. ANDERS M. MYHRMAN, head of the department of sociology at Bates College—"I am familiar with the Thorndike report, so I will make comment on one aspect only. The recreational program in Lewiston has been very backward compared with other communities. That is one criteria that was used in the survey. Of course it is fit to live in, yet there is room for improvement."

BARBER—"I think it is a good place to live, but the river might have made the guy think that it wasn't a good place to be. We might not have enough parks for the kids, and not any hotels, but I myself am satisfied."

MRS. IRMA MICHAUD, police matron—"Naturally I do. I live here don't I?"

HOUSEWIFE—"I think it was awful for them to say that about our town. As for music and art, of course you can't compare Lewiston and Boston because they are different in size. I think the schools are wonderful and the teachers are wonderful. I will admit that there is a lack of recreational facilities, but I don't know what they are doing about it."

GEORGE E. MAROON SR., Lewiston baker—"I wouldn't have been here so long if it wasn't okay. I've been here seven years—and I lived in New York State eight years. I lived here a year before bringing my family here—and if I hadn't thought that Lewiston was a fit place to live in—I never would have brought them here."

W. BARTON, pastor of the Baptist church, Greene—"I haven't lived in Lewiston for 28 years, but it has most everything as a trading center. I have seen no lawlessness, and there are fine streets. No city is perfect, but Lewiston has improved very much since I had my place of business on Park Street, 28 years ago. I also have had many visits from relatives that live in Aroostook and they really believe it pays them to come all the way down just to shop."

ZEPHERIN F. D'ROUIN, Fire Chief—"I think that Lewiston is a swell place to live and we have everything here. There is no other place in the world for me." In regard to the article he said, "I think it's terrible and I don't know how they did it."

CHARLES F. PHILLIPS, president of Bates College—"I think it is a darn fit place to live in. Our hospitals, and police and fire systems have fine records. It is true that along with many other towns we can improve but that is always true of any real proud progressive community."

TRAVELING MAN, with home in Lewiston—"It's okay here—except for the smell sometimes. If you'll pardon me, I've got to leave for Brunswick. I'm in a hurry now."

ELIZABETH M. SMITH, chief telephone operator—"I have been treated very nicely. I eat out and I think the restaurants are good. It certainly is a friendly town."

ROBERT PELLETIER, Lewiston bus driver—"Sure, I think it's a fit place to live in. Maybe it was because the surveyor came here last July when the river smelled so bad—and when its fumes blackened the houses. I've seen a lot worse places than this. I was in the Navy three years—and now I'm here with my own home and am raising a family. If this guy that wrote the article doesn't like it—he can stay out."

FERNAND DESPINS, attorney—"I certainly do. I think the article was certainly wrong and quite unfounded. The investigation appears to be very superficial. We have a fine college here with fine buildings and a very good faculty and campus with a good national reputation. As for crime and delinquency, we are far above the average. The police department records indicate that we have a well-behaved community."

WILLIAM J. COOK SR., retired—"I certainly do, yes. I was brought up here and I brought up a family here. This is a fine little town, and like every other city, there is room for improvement."

STORE CLERK, with residence on Bates Street—"Is Lewiston fit to live in? Well, I'll tell you—it is and it ain't. Some places here are dirty the same as in other cities. It isn't the cleanest city in the world, but it isn't the worst."

MATTHEW FRANGEDAKIS, Restaurant Operator, Lewiston

—"I have been in this city 42 years and I have had businesses in many other places but Lewiston is one of the best there is. In Lewiston, we have the best department store in the State and a police force that is one of the finest. We are unfortunate to have the river. We have tried to help correct this situation—and in time it will be cleared up."

WILLIAM FORTIN, bus dispatcher—"I have been all over the United States and I have seen worse places than this. There could be improvements—like playgrounds and beautified traffic islands—but that isn't up to us to tell."

over street

LEWISTON BUSINESSMAN, who said he had contact with many visitors to the city:—"Yes, Lewiston is all right—with e x c e p t i o n s. Travellers that I have contacted say Lewiston is a great town progressively as far as they believe that the City Government is not keeping on the same level of progress that the storekeepers are. One big headache is the appearance of the traffic islands on Main Street. The gravel that was put there last Winter is still around the islands. Another bad thing is that there isn't a proper sign post on Main Street. The signs indicating downtown bus stops should be lowered to make them more convenient to the storekeepers are concerned. But general public. The signs in front of Pecks showing the direction to various other cities are so black that they cannot be read. Only one wooden post is located near the head of the Street on Main Street. Traffic lights are attached to that pole. Why not have that pole painted green to match the other metal poles? What's the use of a merchant painting the front of his establishment to improve its appearance when the street is not properly cleaned each night."

Mrs. EVANGELINE FAY-ZETTE, secretary to Clerk Har-

MAYOR GAGNE TO PROTEST SURVEY WHICH SAYS CITY "UNFIT PLACE TO LIVE IN"

The classification of Lewiston by a Columbia University professor, Dr. E. L. Thorndike, and his staff as one of nine U. S. communities "not fit to live in" has aroused Mayor Louis P. Gagne who declared, last night, he will submit an official protest to the editors of the "American" magazine. The article in the current issue of the publication includes Woonsocket, R. I., as the only other New England city censured for low standards in schools, parks, sanitation, literacy, home ownership, crime, traffic conditions and hospitals.

The survey, according to the article, was conducted with the objective of finding "where the goodness of life" was greatest. Seven of the cities condemned are in the South.

Said Mayor Gagne: "I was shocked to read the article. We have one of the best communities in the country. I will protest to the editors of this magazine and ask that such a classification be substantiated with true figures. I also will ask the city council to officially protest."

The official continued "It's a shame to see such an injustice against our city. I urge the proud citizens of this community to protest to the editors of the magazine."

Gagne declared he could not see where Lewiston is lacking in the factors cited in the article. "We have the finest of hospital. They are well staffed and are recognized by National medical authorities. We have excellent police and fire departments. The professional

standards of our schools are high and the teachers are well paid. Most of our working people own their homes. We certainly are a progressive city for you only, have to look at our population which has increased over 10,000 within ten years."

The mayor admitted the city is lacking in recreational advantages. He said he wondered whether the river stench was responsible for the unfavorable classification.

The survey was conducted in 310 of the larger towns and cities in the nation. Other communities labeled as "unfit to live in" are Charleston, S.C., High Point and Durham, N. C., Savannah and Columbus, Ga., Jackson and Meridian, Miss.

Pasadena, Calif., was declared to have the finest living conditions, followed by Montclair, N. J. and Cleveland Heights, O. These were listed as prosperous suburbs and "hardly typical" of U. S. communities. Close to the top of the ten typical manufacturing and trading communities were Los Angeles, San Diego, Calif.; Springfield, Mass.; Grand Rapids, Mich.; Minneapolis, Miss.; Fresno, Calif.; Rochester, N.Y.; Seattle, Wash.; and Madison, Wis.

The survey was made several years ago. The author, Guy Greer, a consultant on city planning, said the situations in some of the towns and cities may have improved or grown worse since the time the survey was conducted.

Mayor Says Aldermen Ready to Start Suit Against Magazine

Mayor Gagne of Lewiston said last night he had talked during the day with several members of the Board of Mayor and Aldermen and that at the next meeting, set for July 15, it is expected the board will authorize Corporation Counsel Despina to instigate a libel suit against American Magazine and Guy Greer. The mayor said he believed such action is appropriate "in fairness to our citizens, merchants and business enterprises."

Both the mayor and Alderman A. J. Petropoulos said earlier, Friday, they would call for action against the magazine and Greer, author of an article in which Lewiston is classified among those cities not fit to live in.

The mayor said he made a special tour of Lewiston last evening and took note of the many beautiful new homes under construction or completed. In speaking of the anticipated civil suit action, Gagne said:

"I hope that such action has the moral backing of industrialists, merchants, businessmen, workers and other citizens who might be willing to contribute money toward defraying expenses which would be incurred in a law suit. There are those who probably might feel they themselves have been defamed or unjustly treated. I appeal to various organizations and other groups to present a united front in that vindication."

Lewiston Crime Rate Low; Gets Far Better Rating Than 'Best Place to Live' Pasadena

Lewiston ranks high among American cities having low crime rates.

According to a crime rate analysis released today by Police Chief Thomas E. Johnson, compared with the records of the top 12 cities that are "fit to live in" as listed by a monthly magazine, Lewiston could be placed in a tie for third place.

The population figures used in the chart were based on the 1940 census and many cities may have increased or decreased in population. Chief Johnson stated that Lewiston's population is up approximately 25% over that of the 1940 census.

"This is offered not as an answer to the magazine article, but as an opportunity for our own people to compare our record with that of the supposedly 12 top cities," said Chief Johnson.

The source of his material came from the Uniform Crime Report, Annual Bulletin—1947, as published by the Federal Bureau of Investigation from figures submitted by the respective police departments throughout the country. They list crimes within the major classification of offenses as standardized by the International Association of Chiefs of Police.

In the chart, the "offenses reported" is a measure of the criminal trend of a population, and it also measures a police department as to its crime prevention success.

According to the report, only five cities have a lower reported crime average per 1,000 people than Lewiston. They are Montclair, N. J., 6.75; Cleveland Heights, Ohio, 7.03; Rochester, N. Y., 9.67; Minneapolis, Minn., 9.76; Springfield,

Mass., 10.31; and Lewiston comes next with 11.86. Because of the variances, Lewiston, Rochester, Minneapolis and Springfield can almost be classified together, said the chief.

According to the magazine, Pasadena, Calif., was listed as the most favorable place to live and that it was far above the typical average town. The number of offenses reported per 1,000 people in Pasadena is 27.81.

The seven major classifications that were used in the Uniform Crime Report are murder and manslaughter, robbery, aggravated assault, burglary (breaking and entering) larceny (over \$500), larceny (under \$50), and auto theft.

Lewiston with a population of 38,598, is the smallest of the 13 cities reported on by the chief. Montclair, N. J., comes second with a population of 39,807.

	Population (1940)	Murder, Nonnegligent Manslaughter	Robbery	Aggravated Assault	Burglary—Breaking Or Entering	Larceny—\$50 and Over	Larceny—Under \$50	Auto Theft	Total Number Offenses Reported	Number Offenses Reported Per 1,000 Population
Pasadena, California	81,864		64	12	543	397	1,086	173	2,277	27.81
Montclair, New Jersey	39,807		1	16	68	25	122	37	269	6.75
Cleveland Heights, Ohio	54,992		9	4	73	34	235	32	387	7.03
Los Angeles, California	1,504,277	119	3,722	2,235	11,610	13,483	17,287	6,607	55,063	26.60
San Diego, California	203,341	16	193	121	867	858	2,182	1,106	5,343	26.27
Springfield, Mass.	149,554	4	3	22	353	173	753	234	1,542	10.31
Grand Rapids, Michigan	164,292	2	38	34	634	218	2,002	261	3,189	19.41
Minneapolis, Minn.	492,370	12	209	46	1,179	928	1,463	971	4,808	9.76
Fresno, California	60,685	1	179	80	560	474	1,388	384	3,066	50.52
Rochester, New York	324,975	4	38	63	734	307	1,566	433	3,145	9.67
Seattle, Washington	368,302	19	582	80	3,111	1,360	4,536	1,715	11,403	30.96
Madison, Wisconsin	67,447		5	1	159	184	624	83	1,056	15.65
LEWISTON, MAINE	38,598		8	2	117	52	257	22	458	11.86

Is Lewiston A Fit Place To Live In?

Journal's Inquiring Reporter Gets Views From The Local Citizenry

Lewiston citizens, interviewed at random on the streets today, rose to the defense of their city as a "swell" place to live. American Magazine may brand Lewiston as "not fit to live in," but its editors won't find that sentiment here.

Below are sample opinions gathered by Journal reporters who asked: Do you think that Lewiston is a fit place to live in?

In some instances, persons interviewed had not heard of the magazine story; in other instances, they had not heard of the magazine. Most persons, however, had seen the Journal story about the American Magazine article—and they were vociferous in their disagreement with the "facts" claimed by the magazine.

FRANK MOREY COFFIN—I feel the investigator should come here and spend a week, during which time he could be conducted on a tour of our city and get a clearer picture of things which, I know, would not call for a report similar to the one which resulted from a visit four years ago next month when the Androscoggin River was at its worst.

WARREN S. SHAW—I have done quite a bit of traveling in various parts of the country, have lived in the middle West, and I am perfectly pleased with Lewiston. It's the best place I've been yet.

DR. LLOYD W. FISHER—I certainly haven't been aware of the difficulties mentioned, and have lived here 19 years. If such things do exist, the City of Lewiston is perfectly capable of correcting them in time.

GERALD R. LEBLANC—The expression, "Lewiston is not fit to live in," is a very distasteful one, to say the least. Such is certainly not true and, for that reason, I think the least said about anyone who should so brand our precious city, the better.

RETIRED PROFESSOR—"Tsk, ts, ts. This is a fine town. Why anybody should say that, I don't know. That survey must have been taken a long time ago. Certainly this town is fit to live in. I would like to see the traffic islands fixed up a little, however. That would make the town look a little better."

MEMBERS OF THE MUSICAL-LITERARY CLUB of Lewiston, at a meeting last night, voted to protest the rating given Lewiston. A committee was appointed to draft such a communication.

STORE MANAGER—"I like Lewiston, I think it is a swell place and I can't see where this guy can say that about the town." In answer to what he thought about the parks in town he said, "Yes, there I think we are lacking a little, they could be improved a little bit."

HOUSEKEEPER—"The town isn't too bad as a whole, but I think that the hospitals aren't too good. I was told by a Boston doctor that the hospitals could be better—that they aren't as good as they could be for the size." This lady's reaction to the question about the school system, she replied, "Lousy!"

HOUSEWIFE—"I'm really in no position to say anything about it, but I'm satisfied with Lewiston. Don't say anything about the river, 'cause that really is bad." Mrs. Housewife did hesitate on the literacy questions, but then condescended by saying, "Well, I guess that most everybody in Lewiston can read or write English or French."

over 50

✓ **GUY LADOUCEUR**, manager of the Lewiston Chamber of Commerce, quickly sent a letter to Columbia University when he read the news of the rating Lewiston had been given. Ladouceur asked for information on how and when the survey was conducted.

Meanwhile Mayor Louis P. Gagne was about the angriest man in town. The Mayor didn't like the blast at the city. He doesn't believe it's as bad as that. He will ask the City Council to take a protest vote and will attempt to prove such a rating wasn't justified.

Officials in Lewiston City Hall were all talking about it. "Sure this is a fine city and is definitely fit to live in," they asserted. They agreed recreational facilities maybe were not up to par but said no attack could be leveled against our educational system especially when we have one of the finest colleges in the country right here in the heart of Maine.

ALLEN M. BROWN, hotel manager—"Boy, I was really burned up when I read that. Aside from the lack of recreational facilities, I don't think they have one reason in the world to criticize Lewiston. Our municipal departments are fine. I think it was very unfair. As for Savannah, it is known for its parks and squares. In fact it is a city of parks and squares as General Oglethorpe designed it for a semi-tropical area. The only reason for them to list Savannah down so low would be on account of the old Negro slums that have long been cleaned out and replaced with housing projects."

SCHOOL SUPERINTENDENT A. ALDEN WOODWORTH would not comment until he had read the Thorndike report. The article in the national magazine was written from the Thorndike report.

ONE CITIZEN thought Lewiston could afford many improvements but "it certainly is a swell place to live."

A POLICE OFFICER said "I think the article is a bad piece of publicity. Lewiston is a swell place to live in and I've seen many worse places."

BARTENDER—"Of course there are problems in all cities just as we have here, but I've lived here for 20 years and I can't find a thing wrong. It's true that the park facilities are lagging but they're doing something about it now."

MUSICIAN—"I've been pretty near all around the world and this is a pretty clean place. I see where Mayor Gagne was objecting about the article and I'm pretty burned up, too. I'm a resident of Lewiston and have been quite a while and the boys and I up at the club are pretty sore about it. How come they can say that?"

Teintes nouvelles pour les bas

Le printemps, qui nous apporte mille teintes douces que l'on peut harmoniser dans nos toilettes plus légères, nous offrira aussi des tons pastels ravissants, dans les bas de nylon. La plus nouvelle sera la teinte pastelle-naturelle, qui imite à perfection celle d'une peau bronzée. Elle est très différente du tan foncé qu'on voyait auparavant et produit un effet merveilleux. Les tons de bleus, qui accompagneront les toilettes rouges, marine et grises, sont aussi une chose neuve dans la mode des bas, et on trouvera des bas bleugris, bleu moyen, et bleu marine, tous aussi jolis sur la jambe. Naturellement, les bruns variés et nombreux demeurent à la page.

Il est préférable de se joindre aux autres sur les grandes routes de la vie. Certes, les petits sentiers écartés sont très invitant, mais en s'y engageant on s'aperçoit soudain qu'on est seul!

Enchaînement: Les actions sont des idées qui se matérialisent; et les idées nous portent à l'action.

le 16 juin 1948

Les Nations-Unies s'établiraient en pays helvétique

Genève redeviendrait le siège
des Nations-Unies

LAKE SUCCESS, 16, (U.P.)—Un mouvement se dessine présentement à Lake Success favorisant le déménagement des quartiers-généraux des Nations-Unies à l'extérieur des Etats-Unis.

Les pays en faveur du projet travaillent dans l'ombre et préparent un terrain solide à l'adoption de leur plan. Leurs efforts se concrétiseront tout probablement à l'Assemblée de Paris l'automne prochain. Le site choisi serait tout probablement à Genève.

16 juin 1948 - Messager

The Evening Journal

Published daily except Sunday at 104 Park St., Lewiston, Maine.

The Lewiston Weekly Journal the predecessor of The Lewiston Evening Journal was established in 1847. Entered as second class matter Sept. 28, 1870, at the Post Office at Lewiston, Maine, under the Act of March 6, 1876.

Lewiston, Thursday, July 8, 1948

MEMBER OF THE ASSOCIATED PRESS

The Associated Press is entitled exclusively to the use for republication of all the local news printed in this newspaper as well as all AP news dispatches.

The Journal assumes no financial responsibility for typographical errors in advertisements but will reprint that part of any advertisement in which typographical error occurs. Advertisers will please notify the Advertising Manager promptly of error which may occur.

We do not guarantee the return of unsolicited pictures and manuscripts submitted to The Journal for publication.

DAILY SUBSCRIPTION RATES PAYABLE IN ADVANCE

BY CARRIER

In Lewiston and Auburn	
One Year	\$11.00
Six Months	5.50
Three months	2.75
One Month	1.00
One Week	.25

BY MAIL

In Me. and N. Hampshire	
One Year	\$7.00
Six Months	3.50
Three Months	1.75
Seven Weeks	1.00
One Month	.65

By Mail to any Address Outside
Maine and New Hampshire

One Year \$9.00

Back copies, if available, 5c a copy; over 3 months old out of print.

The Lewiston Journal Saturday edition only by mail in Maine and New Hampshire \$2.00 per year. To any address by mail out of Maine and New Hampshire \$3.00 a year.

As Others See Us

Mayor Louis P. Gagne of Lewiston properly resents anyone raising the question of whether his city is a fit place to live in.

"Several years ago," as reported by Guy Greer, in the current edition of the monthly magazine, The American, a survey of 310 American towns was made under the direction of Dr. E. L. Thorndike of Columbia University to find where the "good of life" was the greatest. Greer, a consultant on city planning, titles his article, based on the Professor's data, "Is Your Town Fit To Live In"

In the author's words: "Close to the bottom of the list—largely because of their poorer rating in such matters as schools, parks, sanitation, literacy, home ownership, crime, traffic conditions, and hospitals were—Lewiston, Maine; Charleston, S. C.; High Point and Durham, N. C.; Savannah and Columbus, Ga.; Jackson and Meridian, Miss.; and Woonsocket, R. I."

Such generalizations as this are usually incomplete. The brilliant Englishman, Arnold J. Toynbee, whose "Study of History" is high among non-fiction best sellers, could only find five States in New England. He had Maine folk ekeing out a bare existence as hunters, trappers, cooks, and guides. John Gunther in his "Inside the United States", failed miserably in his evaluation of French Canadian contribution to the cultural and economic life of Maine.

It happens that we are fairly well acquainted with some of the cities classed with Lewiston. It's in more or less distinguished company with Charleston, S. C. and Savannah, Ga. "Several years ago", we saw quite a lot of these two cities—also Columbus, S. C., Jackson and Meridian, Miss.

Without impeaching the reputation of these cities, and without the benefit of the professor's data, we also resent the implications in the bottom of the list classification by Thorndike and Greer.

85
The comparison as far as schools, sanitation, literacy, crime and hospitals go, is off beam.

Perhaps as the mayor suggests, the surveyors got a whiff of the Androscoggin river at its worst. That's something Lewiston can't do anything about. Lewiston has no red light districts, no commercialized vice. It is not illiterate. Its hospitals are rated professionally high.

High ranking United States Army officers making a survey of this area prior to the second World War, in an informal conversation with us, were high in their praise of Lewiston, especially its hospital facilities. They found these to be more adequate than many cities twice the size of this community.

* * *

Before we blow a fuse, however, this criticism of Lewiston could be the occasion to look at us as others see us.

As a matter of fact, Lewiston has been somewhat backward in the last 25 years. It has consistently neglected some responsibilities.

Among these are school plants, recreational opportunities for children and adults, upkeep of parks, and failure to draw up long range plans for the growth of the city. It has no comprehensive design for development of its suburban residential areas.

It has skimmed in little and big things. The failure to beautify the traffic islands in the Main Street trans-state artery has been a source of comment by thousands of tourists.

Its public spirit is more or less hard to arouse.

A spirit of intolerance is more noticeable today than at anytime in a generation.

* * *

On the credit side is the forward step it took in shuffling off a weak form of municipal government in 1939 for a new charter. This is threatened now and then by an excess of political shenanigans. But the tide ebbs and floods on such matters as city politics.

It has not yet developed a civic conscience—nor a maturity of social and political outlook.

Again on the brighter side of life in Lewiston, there is a great deal of "the goodness of life here." It is a fit place to live in. There are spots in the city that are unfit to live in. That is true in any city.

No public scandals lessen our faith in the city. No excess of juvenile delinquency shocks us.

Bates College contributes much to the community in addition to offering higher educational opportunities to many living here who otherwise might not be able to continue in school.

As our collective temperature rises at the audacity of rating Lewiston near the bottom of unfit towns, we would do well to overhaul our attitudes.

* * *

As a City and as citizens we should work toward having a better place in which to live. As Mayor Gagne says, we have neglected to provide anywhere near

over sea

sufficient playground facilities. The swimming pool in the city park is a case in point.

The unkempt appearance of the park may be a small thing as far as fitness for living goes, but it doesn't make a good impression on visitors or residents.

Lewiston is in a state of transition from its early history as just a mill town. It is sound at the core. Disinterest exists among many who thrive on the best of goodnesses here, to take part in civic affairs. Municipal administrations have coddled the tax rate to the neglect of schools, for example.

The financial standing of the city has been maintained. Financially Lewiston is in better condition than any municipality in Maine. It has not resorted to the legal fiction of schools, sewer or water districts. It owns its water works outright. It has an excellent investment in the railroad spur to Danville Junction.

Lewiston is a good place in which to do business.

* * *

We are not the least discouraged by Professor Thorndike, nor Consultant Greer.

We would like to have a more active and awake consciousness of our shortcomings.

We have sincere faith in the future of Lewiston. It is the fastest growing community in the State.

Its industries are modern.

Its sins are of omission, not commission.

We foresee a long period of prosperity here, a gradual improvement in public spirit and conscience, a continuation of many goodnesses of life—for which we are grateful.

POURQUOI UN GERANT MUNICIPAL A LEWISTON?

Nous sommes en droit de nous poser cette question, puisque le maire Louis-Philippe Gagné l'a soulevée mardi alors qu'il causait avec notre confrère George Call du Lewiston-Journal.

Comment se fait-il cependant que le maire Gagné a un système de gérance municipale, alors qu'il en est à son dernier terme comme maire de notre ville? C'est tout de même étrange que cette idée ne lui soit pas passée par le cerveau alors qu'il venait d'être nommé premier citoyen de Lewiston à son premier terme. Les circonstances ont changé depuis ce

temps-là. Le maire Gagné a subi a été sans doute la réélection de puis le début de l'année 1948. La première et la plus importante a été sans doute la réélection de son adversaire de toujours, l'échevin Ernest McLenfant, tandis que notre population s'est complètement désintéressée au projet du War Memorial Center.

Nous ne sommes pas prêts à croire cependant que le maire Gagné était le seul au fond de la dénonciation de l'échevin du Trois. Au contraire, les faits laissent voir de plus en plus clairement que d'autres fonctionnaires

municipaux ont agi en sous-main dans cette conspiration pour faire disparaître un échevin trop souvent embarrassant.

Puisque le maire parle d'améliorations, qu'il nous donne toutes les raisons pour laquelle il désire la gérance municipale! Si l'on nomme un gérant de ville qui sera au-dessus de toute politique locale, il faudra le faire venir de l'extérieur.

Maintenant, on a le droit de se demander, et sérieusement, si le choix du gérant municipal devrait être laissé au Conseil de Ville actuel. Sans doute que nos échevins retarderaient beaucoup pour choisir l'homme qu'il faut, et qu'ils imiteraient en cela, plusieurs de nos commissions locales qui aiment beaucoup à jouer à la balle.

Aussi, puisque l'on est sur le sujet d'améliorations, pourquoi ne commencerait-on pas par en apporter une qui vaille la peine aux Travaux Publics. Celui qui devrait être à la tête de cet important service municipal est un **INGENIEUR CIVIL**, et pas d'autre. Encore une fois, il faudrait que ce soit un personnage de l'extérieur, pour qu'il puisse agir librement, et dans le meilleur intérêt de la Ville sans qu'il soit sujet aux pressions politiques qui, Dieu seul le sait, sont trop nombreuses.

Evidemment, on songe à changer le système d'administration. La chose est-elle sérieuse? nous en doutons. Nous serions les premiers à approuver tout changement capable de redonner à Lewiston le bon renom qu'elle est en

train de perdre rapidement. . . .
Point n'est besoin d'en dire plus long.

Lewiston Not Billy Goat

Lewiston isn't exactly the "billy goat" of the Maine Sunday blue laws, as suggested at Mayor Louis P. Gagne's indignation meeting.

Lewiston happens to have a police commission that takes laws seriously. As Corporation Counsel Fernand Despins remarks, "If they get a complaint what can they do?" They could, of course, close their eyes to infractions of the law. Many laws are winked at as it is. There is a mean between the wide-open resort Sunday business such as goes at Old Orchard Beach and other places and a strict interpretation of all laws.

Enforcement is local, as it used to be in the days when Maine was the pioneer prohibition State with the most of the nation wet. A project to repeal outmoded blue laws is the proper step.

Joint Celebration

There may be hope that some day Lewiston and Auburn can combine some of its public services in interest of economy. The two sister cities of the Androscoggin are going to celebrate the Glorious Fourth together. This year in Lewiston. Next year in Auburn.

It would be to Auburn's financial interest to join with Lewiston but peculiarly that's where objection to a closer municipal administration is strongest.

LEWISTON EVENING JOURNAL LEWISTON-AUBURN

Lewiston Not Fit to Live In According to Magazine Article; Grouped With Nine Worst Cities

Lewiston has been condemned as a city "not fit to live in."

In an article appearing this month in American magazine, Guy Greer identified as a consultant on city planning, replies negatively to the question, "Is Your Town Fit to Live In?" including Lewiston in a group of nine cities in the United States which he censures for an extreme lack of the qualities that make cities gracious residential areas.

A survey of 310 of the larger U. S. towns and cities established a poor rating for the condemned cities in such matters as schools, parks, sanitation, literacy, home ownership, crime, traffic conditions and hospitals.

One other New England city, Woonsocket, R. I., was included in the list of nine cities which the author placed at the bottom of his list. The other seven included: Charleston, S. C.; High Point and Durham, North Carolina; Savannah and Columbus, Georgia; Jackson and Meridian, Mississippi.

The survey conducted by Dr. E. L. Thorndike and his staff at Columbia University sought to find "where the goodness of life" was greatest.

Of the 310 towns measured, Pasadena, California, was tops closely followed by Montclair, N. J. and Cleveland Heights, Ohio. These the article described as prosperous suburbs and are "hardly typical" of U. S. towns. But near the top were 10 "typical" manufacturing and trading towns: Los Angeles, San Diego, California; Springfield, Mass.; Grand Rapids, Michigan; Minneapolis; Fresno, California; Rochester, N. Y.; Seattle, Washington; Madison, Wisconsin.

The survey was made several years ago and the author admitted that the situation in some of the areas may be somewhat better—or worse—today.

Concord, N. H., Greer declares, is one of the middle-sized cities, with an outstanding over-all planning program.

City in Real Estate Business

The city had only one way out of its dilemma over the Barkerville school property. That was to sell it to the highest bidder, Corporation Counsel Despins informed the City Council last night. So the council voted to sell it.

It also was found that it would be illegal to lease the property to the Police Athletic League for \$1 a year. The matter of worth did not enter into it. It was somewhat similar to the original arena proposition. The city cannot assist a private corporation financially or materially unless it is prescribed by law. The PAL and the arena were projects not exempted by law.

The city had advertised for bids and not to sell would constitute a violation of contract, it was further pointed out.

The City Council acted too hastily in this case in the beginning. It should not sell land it owns that some day might be needed for park purposes. It had no choice last night. The city should stay out of the real estate business.

Joseph Gendron Resigns Zoning-Planning Board Post

Joseph A. Gendron, chairman of the Lewiston Zoning-Planning Board has resigned, it was learned today from Mayor Louis P. Gagne. In a letter to the Mayor, Gendron tendered his resignation effective August 11. Gendron said he could not devote the necessary time to the board because of the pressure of business conditions. He operates a grocery store.

Gendron was first named to the board by Mayor Gagne in 1947 when the board was formed with the adoption of Lewiston's zoning ordinance. The Mayor renamed him for a five-year term this year. The Zoning Board members serve without pay.

Gendron is a former Lewiston alderman. His successor is not expected to be chosen for several days. The resignation becomes effective the day following the next meeting of the board which will take place next Tuesday.



JOSEPH GENDRON

Tax Assessment

The 1947 valuation for tax purposes in Lewiston for 1947 was \$35,584,531. The estimated valuation this year is \$36,384,531.

Except for the poll tax canvass, the business of evaluating taxable property in Lewiston, is carried on by three assessors and two clerks.

It doesn't seem reasonable to expect three persons, with the aid of a senior and a junior clerk, to cover the city thoroughly. And at the same time engage in a revaluation.

The City Council, or a committee from the council and agencies, this newspaper believes, could make a profitable study of tax valuation.

We repeat the suggestion made in this column yesterday that a study be made this Fall or Winter for the information and guidance of the next City Council. We suspect that the assessors' department—which functions under the Board of Finance—should be strengthened to speed the revaluation to a quick conclusion. Three assessors, under the current organization, can't do the job justice. That's the way it looks to us.

We believe the city is losing much income that it should properly collect in taxes.

LEWISTONEVENING JOURNAL

LEWISTON-AUBURN, MAINE

FRIDAY, JULY 9, 1948

Ike Would Refuse to Accept Nomination City May Sue 'American' And Author

Mayor Gagne, Petropoulos To Ask Despina To Bring Action

**Alderman Says Damages
Of Million Dollars
Will Be Asked**

The prospect today was that the City of Lewiston would bring a libel suit in civil court against the American Magazine and Guy Greer.

The latter was author of the much talked of article "Is Your Town Fit to Live In," published in the latest edition of the magazine. In the article Greer listed Lewiston as "close to the bottom of the list."

Both Mayor Louis P. Gagne and Alderman Anthony J. Petropoulos, said today that they would call on Corporation Counsel Fernand Despina to bring action against the magazine.

Mayor Gagne and Alderman Petropoulos have often been at odds on various political issues that have come before the City Government—but in the latest instance, they stand united in calling for action against the writer and the magazine for the charge made against the city.

Anthony J. Petropoulos, Alderman from Ward Two, said today that he would call for the Corporation Counsel of the City of Lewiston to bring a million dollar civil suit against the American Magazine and Guy Greer, the writer, whose article appeared in the latest issue of that magazine in which the City of Lewiston was listed as an "unfit" place to live in. The action will be called for in the event that the magazine and Greer, are unable to prove their accusation. Alderman Petropoulos said that the suit would

be called for "to clear the good name of our beloved city."

The alderman's complete statement is as follows:—

"While we deserve some criticism—I think the criticism they gave us was uncalled for. I have travelled several nations and about two-thirds of the States of our union and I fail to see where Lewiston is unfit to live in.

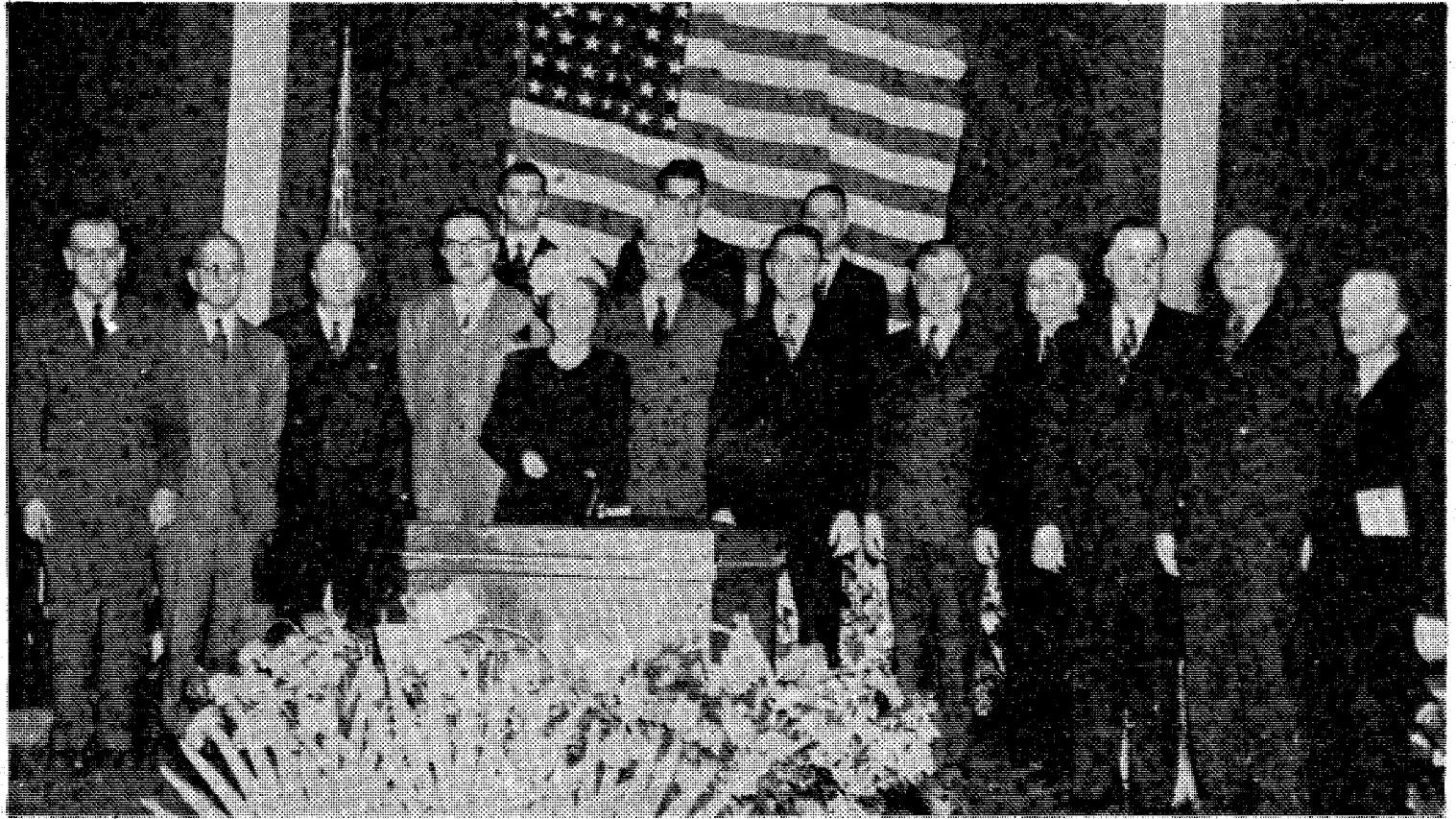
"I have lived the best part of my life in Lewiston, and I do not care to live anywhere else.

"I believe that the surveyor should be invited to come and explain his findings to us that we might correct them.

Hits At Survey

"He must have failed to have seen the most beautiful and magnificent church in the country, SS Peter and Paul. And I am not ashamed of any of our other churches—most of which are commendable.

See CITY Page 11 Col. 5



MAYOR GAGNE AND NEW APPOINTEES—Mayor Louis P. Gagne and the persons he selected to serve on Lewiston's municipal boards and commissions were photographed this morning on the Lewiston City Hall stage after the inauguration. From left to right, front row: Maurice Cloutier, Finance Board; Fernand Despins, Corporation Counsel; Alfred Dutil and Dr. Paul Chevalier, fire commission; Mrs. Alberte Sasseville, Board of Health and Welfare; Prof. R. R. N. Gould, Board of Health and Welfare; Robert W. Bonenfant and Walter Haynes, Fire Commission; Dominique Dumont, Cyrille Labranche, Jr., and Winworth W. Warren, Police Commission, and Mayor Gagne. Back row: Armand Saneoucy, Board of Education; Maurice Fontaine, Board of Health and Welfare, and Bertrand A. Marquis, Board of Public Works.



CURRAN REPORTS ON BASEBALL FIELDS—Benjamin Curran of W. E. Cloutier & Co., reported to the Lewiston Board of Finance, last night, relative to work necessary on Lewiston baseball fields. Curran said most work could be accomplished at the Mohawks diamond on East Avenue. He said a drop along the first base line at that field needed to be filled as well as a depression in the outfield. Before any work is started, Curran wanted to know how far the Board of Finance wished to go on such projects. He reported some brush could be cleared from the diamond on Bartlett Street Extension to improve that field. The board voted to obtain estimates on the Mohawk field work. 5-16-48

Public Works Employees May Meet to Discuss Wage Hike

Romeo Bouchard, secretary-treasurer of the newly-formed Public Works Employees' Association, said early this morning he could not say whether the \$100 wage increase granted, last night, by the Finance Board would be acceptable by them. "They (the employees) anticipated receiving a ten cent an hour increase. No doubt they will be disappointed." The association officer, who is head janitor at the city building, said he expected the association would hold a meeting before working hours today. Although he admitted he did not know how the increase would be received, Bouchard said "the fact all department employees are to receive the same increase is consoling."

Bouchard estimated the increase would bring the average wage of a laborer to six cents an hour, or \$2.50 a week over present wages.

GAGNE IRKED AS FINANCE BOARD CALLS MEETING

Joint Session to Discuss Salary Adjustments With Public Works Board, Fire Commission and LMAA Set for Wednesday Night - Mayor Sees "Big Three" on Board-Resents Action

"If the Board of Finance thinks it can put me on the shelf it is mistaken," said Mayor Gagne, last night, after he had learned the board had called a meeting for 8 o'clock Wednesday night to discuss salary adjustments with the Public Works Board, the Fire Commission and Lewiston Municipal Administrative Association. The mayor said he saw a "Big Three" in the Board of Finance. He said he resented calling the meeting without his knowledge; that, as chairman and presiding officer, he "protested against this way of doing business." The mayor declined to name those he charged are operating as a big three. Serving with Mayor Gagne on the Finance Board are Dr. Camille Tousignant, John A. Finn, Harold N. Skelton, Romeo Bouvier and Maurice Cloutier.

NOTICES SENT

Notices of the meeting were forwarded to the Board of Public Works, the Fire Commission and Lewiston Municipal Administrative Association. Controller Parent also notified at least one member of the Board of Finance by telephone the meeting would take place Wednesday night. It was reported Maurice Cloutier of the board first learned

about the reported meeting. Reports of the secret session persisted and yesterday the Mayor claimed to have been given the cold shoulder again.

Monday afternoon Controller Parent, at Bouvier's request, sent notices to the Lewiston Municipal Administrative Association, the Lewiston Fire Commission and the Board of Public Works, inviting the LMAA committee and members of the two municipal boards to tomorrow's Finance Board session.

Some Finance Board members could not be reached while others were notified. The Mayor did not know of the session until he was told by someone on the street, he said today.

This irked Mayor Gagne. He issued a statement charging a "Big Three" existed on the Finance Board but it was not until today he named the alleged members. He also said: "If the Board of Finance thinks it can put me on the shelf it is mistaken."

"Left Word"

When asked about this today Controller Parent said he had left word for the Mayor in the City Clerk's office yesterday. "I told City Clerk Lebel to ask the Mayor to contact me if he should come in," Parent said. He said he had not tried to reach the Mayor at his home because "I never call the commissioners at their home."

Parent also said he had not been able to reach Skelton because he was out of town. He said he had called Maurice Cloutier, another board member, but that Cloutier was out and that "he must have forgotten to get in touch with me."

Meanwhile today the Mayor reiterated his statement of last night. "As chairman of the Board of Finance, I feel I should know what is going on. I resent the fact they did not let me know about the meeting but I will be present and I plan to make myself heard," he said.

He said he was "convinced" neither Dr. Camille Tousignant or Cloutier had anything to do with his being given the "cold shoulder."

"That leaves, Bouvier, Skelton and Finn," he added.

And as the Mayor attacked the alleged "Big Three" it was common talk around City Hall that some members of the Board of Finance were preparing for tomorrow night's salary adjustment meeting.

Bouvier Asked Figures

Many City Hall workers were telling of Bouvier's asking City Auditor Julian W. Deshaies to line up figures on the salary survey and to supply a list of the names of city workers.

The Finance Board was asked to consider salary adjustments at a recent meeting. The MAA seeks the immediate adoption of the recently-completed salary survey. The Fire Department seeks salaries comparable to those received by police and Public Works Department employees have asked the PWB, in a formal letter, to request a 15 cent an hour wage hike.

Gagne Says He Hopes Finance Board Did A Good Job If They Held Meeting Without Him

"If the Board of Finance did meet secretly, without notifying me, I hope they did a good job," Mayor Louis P. Gagne remarked this morning, relative to the alleged meeting which took place after board members had received demands of municipal employees that salaries be adjusted to coincide with proposals set forth in a recent survey conducted here.

"After all, I'm only the mayor," was Gagne's comment while discussing the alleged failure on the part of finance board members, if such a meeting was held, to inform the municipality's chief executive so that he could have been present.

Mayor Gagne declared today that he is highly in favor of wage increases for municipal employees. Remarking on the alleged failure of the finance board to answer requests for meetings with city employees, he said, "I'm not going to dictate to the Board of Finance. They know their responsibilities and no doubt they wish to study the situation before discussing the matter with various groups."

The Lewiston Municipal Administrative Association, the Public Works Board, and the Fire Commission have requested conferences with the finance board to discuss salaries.

THE MAYOR'S PLAN

Mayor Louis Gagne's talk municipal affairs before the Lewiston-Auburn Rotary Club yesterday noon was not only instructive it demonstrated the mayor's eagerness to make Lewiston a more pleasant place in which to live and—an ambition which, we are is shared by all the city's people.

The projects he has in mind merit,—the building of a new reservoir, construction of a fire station to protect the wide area adjacent to lower Lisbon Street, street lights, new street main and more and better sidewalks—these things are municipal undertakings; the difficulty is in finding the money for them without posing burdensome new tax bond issues.

Mayor Gagne also addressed himself to another civic problem—the provision of recreational facilities for Lewiston's thousand children, a great many of whom live in crowded downtown areas where they are forced into the dangerous practice of playing in streets.

At present the principal and most only playground is the 1 section of City Park, whose swimming-pool is now so crowded the mayor says it must be closed. He would build another in the vicinity of Maple and Birch Streets and he offers the suggestion the site of the public works department between Bates and 1 streets be turned into a new playground with two pools for youngsters as soon as the department moves its new facilities on Bartlett Street.

In our judgment the pool in City Park ought not to be closed until it is certain it cannot be healthfully maintained or improved. Its location is well-suited to serve a heavily-populated part of Lewiston, its replacement elsewhere would be an expensive proposition.

The idea of a new park, though a small one, on Bates Street is worthwhile. If the money can be found, it could hardly be better spent to make hot weather a little more pleasant. And keeps hundreds of youngsters off the streets, and mischief and it so easy to get into, that is another great advantage.

Mayor Gagne's vision is commendable; we hope money can be found to translate some of his proposals into reality.

Gagne Says "Bread and Butter" Comes First in Role of Mayor

In reply to a statement issued Tuesday by Ward Two Alderman Anthony J. Petropulos, who said he wondered why the mayor "is not so anxious to preside at meetings of the board of Mayor and Aldermen," Mayor Louis Gagne said, last night:

"The alderman from Ward Two should refer to my record at the city clerk's office. He would find that since my election as mayor I have presided at each and every meeting of the Board of Mayor and Aldermen and Finance Board except two or three. I believe the following reasons will justify my absence from those few meetings.

"The office of mayor is part-time. Whenever I have an appointment for my own personal business,

I shall take care of it first. I am sure Mr. Petropulos would never be able to attend a meeting of his board should the session be held on a night that would force him to leave his employment as watchman at the Bates Division of the Bates Mfg. Co. in order to attend. That I know, because, he always insisted our meetings be held anytime except on certain nights.

"Were a mayor to attend every session of the board, no chairman would be required—and Alderman Lavoie is a very able chairman. Furthermore, it is not at all impossible that I shall miss a few more meetings in order to attend my business, which is my bread and butter."

Parent Doubts Finance Board Held Reported Secret Meeting

A charge that the Lewiston Board of Finance was attempting to hold a meeting on municipal wage hike requests without notifying Mayor Gagne was denied last night by City Controller Albert A. Parent, who acts as clerk to the board.

"I tried to reach the mayor by telephone Monday to inform him of the planned meeting but was unsuccessful," Parent declared. "A message was left at the city clerk's office for the mayor to see me. The same message was left there Tuesday but the mayor did not contact me."

The controller said he also failed to reach board members John A. Finn Jr. and Harold N. Skelton, who, with Romeo Bouvier, were described by irate Mayor Gagne as the board's "Big Three." Parent indicated Skelton and Finn still have

not been notified of the meeting, called at the request of Bouvier.

Reports of a secret board meeting without the mayor, who acts as ex-officio chairman of the group, were discredited by Parent. "I don't believe any such meeting was held," he said. "There might possibly have been telephone conversations between board members on some matter of city business but that is not an uncommon practice among members of the various city boards."

Notices of tonight's Finance Board meeting were given Monday by Parent to the Lewiston Fire Commission, Board of Public Works and the wage committee of the Lewiston Municipal Association. The meeting will deal with wage boosts sought by municipal employees and concerned groups invited to attend.

Mayor Gagne, learning unofficially of the scheduled meeting, charged the board is trying to give him the "cold shoulder."

TUESDAY, AUGUST 10, 1948

Petropulos Says Mayor Ought To Preside Over Meetings Of Board Of Mayor And Aldermen

Alderman Anthony J. Petropulos of Ward Two thinks Mayor Louis P. Gagne is right in wanting to preside over meetings of the Board of Finance but he wonders why the Mayor isn't as anxious to rule over sessions of the Board of Mayor and Aldermen.

Petropulos said this today in a statement to the Journal.

He declared Mayor Gagne failed to show up at last Thursday's meeting of the Aldermanic Board and that he had not appeared at the last "four or five" meetings when the board had to rule on insane cases.

"I do not blame Mayor Gagne for wanting to preside at meetings of the Board of Finance but as an Alderman I wonder why the Mayor

is not so anxious to preside at meetings of the Board of Mayor and Aldermen.

"The Mayor did not attend last Thursday's meeting of our board and did not show up at the last four or five insane case hearings.

"It is not that I am not satisfied with the work of Alderman Lavoie but the Alderman has his own duties of representing the people of Ward Five and he should not be forced to take on the additional duties of the presiding officer, except in an emergency.

Alderman Joseph Lavoie of Ward Five, president of the Board of Aldermen, presides at sessions when the Mayor is absent.

GAGNE IRKED AS FINANCE BOARD CALLS MEETING

Joint Session to Discuss Salary Adjustments With Public Works Board, Fire Commission and LMAA Set for Wednesday Night - Mayor Sees "Big Three" on Board-Resents Action

"If the Board of Finance thinks it can put me on the shelf it is mistaken," said Mayor Gagne, last night, after he had learned the board had called a meeting for 8 o'clock Wednesday night to discuss salary adjustments with the Public Works Board, the Fire Commission and Lewiston Municipal Administrative Association. The mayor said he saw a "Big Three" in the Board of finance. He said he resented calling the meeting without his knowledge; that, as chairman and presiding officer, he "protested against this way of doing business." The mayor declined to name those he charged are operating as a big three. Serving with Mayor Gagne on the Finance Board are Dr. Camille Tousignant, John A. Finn, Harold N. Skelton, Romeo Bouvier and Maurice Cloutier.

NOTICES SENT

Notices of the meeting were forwarded to the Board of Public Works, the Fire Commission and Lewiston Municipal Administrative Association. Controller Parent also notified at least one member of the Board of Finance by telephone the meeting would take place Wednesday night. It was reported Maurice Cloutier of the board first learned

about the reported meeting. Reports of the secret session persisted and yesterday the Mayor claimed to have been given the cold shoulder again.

Monday afternoon Controller Parent, at Bouvier's request, sent notices to the Lewiston Municipal Administrative Association, the Lewiston Fire Commission and the Board of Public Works, inviting the LMAA committee and members of the two municipal boards to tomorrow's Finance Board session.

Some Finance Board members could not be reached while others were notified. The Mayor did not know of the session until he was told by someone on the street, he said today.

This irked Mayor Gagne. He issued a statement charging a "Big Three" existed on the Finance Board but it was not until today he named the alleged members. He also said: "If the Board of Finance thinks it can put me on the shelf it is mistaken."

"Left Word"

When asked about this today Controller Parent said he had left word for the Mayor in the City Clerk's office yesterday. "I told City Clerk Lebel to ask the Mayor to contact me if he should come in," Parent said. He said he had not tried to reach the Mayor at his home because "I never call the commissioners at their home."

Parent also said he had not been able to reach Skelton because he was out of town. He said he had called Maurice Cloutier, another board member, but that Cloutier was out and that "he must have forgotten to get in touch with me."

Meanwhile today the Mayor reiterated his statement of last night. "As chairman of the Board of Finance, I feel I should know what is going on. I resent the fact they did not let me know about the meeting but I will be present and I plan to make myself heard," he said.

He said he was "convinced" neither Dr. Camille Tousignant or Cloutier had anything to do with his being given the "cold shoulder."

"That leaves, Bouvier, Skelton and Finn," he added.

And as the Mayor attacked the alleged "Big Three" it was common talk around City Hall that some members of the Board of Finance were preparing for tomorrow night's salary adjustment meeting.

Bouvier Asked Figures

Many City Hall workers were telling of Bouvier's asking City Auditor Julian W. Deshaies to line up figures on the salary survey and to supply a list of the names of city workers.

The Finance Board was asked to consider salary adjustments at a recent meeting. The MAA seeks the immediate adoption of the recently-completed salary survey. The Fire Department seeks salaries comparable to those received by police and Public Works Department employees have asked the PWB, in a formal letter, to request a 15 cent an hour wage hike.

Gagne Says He Hopes Finance Board Did A Good Job If They Held Meeting Without Him

"If the Board of Finance did meet secretly, without notifying me, I hope they did a good job," Mayor Louis P. Gagne remarked this morning, relative to the alleged meeting which took place after board members had received demands of municipal employees that salaries be adjusted to coincide with proposals set forth in a recent survey conducted here.

"After all, I'm only the mayor," was Gagne's comment while discussing the alleged failure on the part of finance board members, if such a meeting was held, to inform the municipality's chief executive so that he could have been present.

Mayor Gagne declared today that he is highly in favor of wage increases for municipal employees. Remarking on the alleged failure of the finance board to answer requests for meetings with city employees, he said, "I'm not going to dictate to the Board of Finance. They know their responsibilities and no doubt they wish to study the situation before discussing the matter with various groups."

The Lewiston Municipal Administrative Association, the Public Works Board, and the Fire Commission have requested conferences with the finance board to discuss salaries.

THE MAYOR'S PLAN

Mayor Louis Gagne's talk municipal affairs before the Lewiston-Auburn Rotary Club yesterday noon was not only instructive it demonstrated the mayor's eagerness to make Lewiston a more pleasant place in which to live and—an ambition which, we are sure, is shared by all the city's people.

The projects he has in mind merit,—the building of a new reservoir, construction of a fire station to protect the wide area adjacent to lower Lisbon Street, street lights, new street main and more and better sidewalks—these things are municipal undertakings; the difficulty is in finding the money for them without posing burdensome new tax bond issues.

Mayor Gagne also addressed himself to another civic problem—the provision of recreational facilities for Lewiston's thousand children, a great many of whom live in crowded downtown areas where they are forced into the dangerous practice of playing in the streets.

At present the principal and most only playground is the 1 section of City Park, whose swimming-pool is now so crowded the mayor says it must be closed. He would build another in the vicinity of Maple and Birch Streets and he offers the suggestion the site of the public works department between Bates and 1 streets be turned into a new playground with two pools for youngsters, soon as the department moves its new facilities on Bartlett Street.

In our judgment the pool in City Park ought not to be closed until it is certain it cannot be healthfully maintained or improved. Its location is well-suited to serve a heavily-populated part of Lewiston, its replacement elsewhere would be an expensive proposition.

The idea of a new park, though a small one, on Bates Street is worthwhile. If the money can be found, it could hardly be better spent to make hot weather a little more pleasant. And keeps hundreds of youngsters off the streets, and mischief-making it so easy to get into, that is another great advantage.

Mayor Gagne's vision is commendable; we hope money can be found to translate some of his proposals into reality.

Gagne Says "Bread and Butter" Comes First in Role of Mayor

In reply to a statement issued Tuesday by Ward Two Alderman Anthony J. Petropulos, who said he wondered why the mayor "is not so anxious to preside at meetings of the board of Mayor and Aldermen," Mayor Louis Gagne said, last night:

"The alderman from Ward Two should refer to my record at the city clerk's office. He would find that since my election as mayor I have presided at each and every meeting of the Board of Mayor and Aldermen and Finance Board except two or three. I believe the following reasons will justify my absence from those few meetings.

"The office of mayor is part-time. Whenever I have an appointment for my own personal business,

I shall take care of it first. I am sure Mr. Petropulos would never be able to attend a meeting of his board should the session be held on a night that would force him to leave his employment as watchman at the Bates Division of the Bates Mfg. Co. in order to attend. That I know, because, he always insisted our meetings be held anytime except on certain nights.

"Were a mayor to attend every session of the board, no chairman would be required—and Alderman Lavoie is a very able chairman. Furthermore, it is not at all impossible that I shall miss a few more meetings in order to attend my business, which is my bread and butter."

Parent Doubts Finance Board Held Reported Secret Meeting

A charge that the Lewiston Board of Finance was attempting to hold a meeting on municipal wage hike requests, without notifying Mayor Gagne was denied last night by City Controller Albert A. Parent, who acts as clerk to the board.

"I tried to reach the mayor by telephone Monday to inform him of the planned meeting but was unsuccessful," Parent declared. "A message was left at the city clerk's office for the mayor to see me. The same message was left there Tuesday, but the mayor did not contact me."

The controller said he also failed to reach board members John A. Finn Jr. and Harold N. Skelton, who, with Romeo Bouvier, were described by irate Mayor Gagne as the board's "Big Three." Parent indicated Skelton and Finn still have

not been notified of the meeting, called at the request of Bouvier.

Reports of a secret board meeting without the mayor, who acts as ex-officio chairman of the group, were discredited by Parent. "I don't believe any such meeting was held," he said. "There might possibly have been telephone conversations between board members on some matter of city business but that is not an uncommon practice among members of the various city boards."

Notices of tonight's Finance Board meeting were given Monday by Parent to the Lewiston Fire Commission, Board of Public Works and the wage committee of the Lewiston Municipal Association. The meeting will deal with wage boosts sought by municipal employees and concerned groups invited to attend.

Mayor Gagne, learning unofficially of the scheduled meeting, charged the board is trying to give him the "cold shoulder."

TUESDAY, AUGUST 10, 1948

Petropulos Says Mayor Ought To Preside Over Meetings Of Board Of Mayor And Aldermen

Alderman Anthony J. Petropulos of Ward Two thinks Mayor Louis P. Gagne is right in wanting to preside over meetings of the Board of Finance but he wonders why the Mayor isn't as anxious to rule over sessions of the Board of Mayor and Aldermen.

Petropulos said this today in a statement to the Journal.

He declared Mayor Gagne failed to show up at last Thursday's meeting of the Aldermanic Board and that he had not appeared at the last "four or five" meetings when the board had to rule on insane cases.

"I do not blame Mayor Gagne for wanting to preside at meetings of the Board of Finance but as an Alderman I wonder why the Mayor

is not so anxious to preside at meetings of the Board of Mayor and Aldermen.

"The Mayor did not attend last Thursday's meeting of our board and did not show up at the last four or five insane case hearings.

"It is not that I am not satisfied with the work of Alderman Lavoie but the Alderman has his own duties of representing the people of Ward Five and he should not be forced to take on the additional duties of the presiding officer, except in an emergency.

Alderman Joseph Lavoie of Ward Five, president of the Board of Aldermen, presides at sessions when the Mayor is absent.



DEMOCRACY IN ACTION—Postmasters Charles P. Lemaire, Lewiston, and L. W. Haskell, Auburn, are shown making the first local sales of the U. S. Government's new three-cent stamp, honoring the four chaplains who went down together in the North Atlantic on the SS Dorchester during World War II. The buyers are Mayor Louis P. Gagne, Lewiston, and Mayor Rosaire L. Halle, Auburn. Back row, left to right, Rev. Edward T. Pomerleau, curate at St. Louis Church, Auburn; William Cohen, chairman of the State Council of B'nai B'rith's anti-defamation league; Irving Friedman, president of Lewiston Lodge of B'nai B'rith; Rev. Francois M. Drouin, pastor of SS Peter & Paul Catholic Church; Rev. Albert C. Niles, pastor of Elm Street Universalist Church, Auburn; Rabbi Norman Zdanowitz of Congregation Beth Abraham, Auburn; Rev. John E. Bowers, rector of Trinity Episcopal Church; and Rabbi David Berent of Congregation Beth Jacob.

'Four Chaplains' Memorial Stamp Goes on Sale Today

The "Four Chaplains" three-cent postage stamp issued by the U. S. Government to commemorate the lives of the four U. S. Army chaplains who died when the SS. Dor-

chester was sunk in February of 1943, went on sale today. When the Dorchester, a troopship, went down in the North Atlantic after being hit by a torpedo, four chaplains representing three religious faiths, threw their lifebelts to nearby men who had none, joined hands and prayed together to one God that the men struggling to safety might live. Survivors who landed in Greenland said, relative to the proposed image for the new stamp, "This is the picture engraved on our minds and hearts as the SS. Dorchester disappeared beneath the waves."

The four chaplains, whose likenesses appear on the stamp, above

a picture of the sinking ship, are George L. Fox and Clark V. Poling (Protestants), John P. Washington (Catholic), and Alexander G. Goode (Jewish).



chester was sunk in February of 1943, went on sale today. When the Dorchester, a troopship, went down in the North Atlantic after being hit by a torpedo, four chaplains

WEDNESDAY FEBRUARY 16 1949



"MERCI TRAIN" GIFTS—Gifts from the people of France, four trunks full of them, were presented the Dominican Sisters of Lewiston today by Mayor Louis P. Gagne, representing Governor Frederick G. Payne. Left to right: Rev. Francois M. Drouin, pastor of SS Peter and Paul Church, Mayor Gagne, and Sister Aquinas, sub-prior of the local Dominican convent.

Lewiston Nuns Get "Merci Train" Gifts

The gratitude of the people of France came to Lewiston today in the form of four trunkloads of gifts for the Dominican Sisters of Lewiston. The gifts were aboard the French "Merci Train."

In brief ceremonies at St. Peter's School hall the gifts were presented

the Sisters today by Mayor Louis P. Gagne of Lewiston, who was representing Governor Frederick G. Payne. Rev. Sister Aquinas, sub-prior of the local convent, accepted them in the name of the local nuns.

Rev. Francois M. Drouin, pastor of SS. Peter and Paul Church, spoke briefly. The gifts were addressed to the nuns here.

Girl students at St. Peter's School and St. Dominic High School for girls filled the hall and sang the National Anthem as the gifts were brought in.

LEWISTON EVENING JOURNAL

Lewiston Weekly Journal Established 1847 16 PAGES NEWS
Lewiston Evening Journal Established 1861 12 PAGES MAGAZINE

LEWISTON-AUBURN, MAINE.

SATURDAY, MARCH 19, 1949

3-19-1949

Chances of New Tax for Maine Appear Doomed

Gagne Suggests One-Board Government for Lewiston

BY HAL GOSSELIN

A new type of government for Lewiston—one with a single board instead of six—was suggested by Mayor Louis P. Gagne in a farewell statement to the citizens of Lewiston today.

Text of Statement on Page 9

The statement, released exclusively to the Journal on the eve of the Mayor's retirement, pointed out some of his observations during his two years as Chief Executive of Lewiston. He urged also:

- (1) Elimination of the two-year limit on the length of time a Mayor can serve consecutively.
- (2) Larger pay for the City Attorney.
- (3) The turning of the Mayor's Fund for recreation over to the Education Department, and
- (4) More city-sponsored activities to interest citizens to

take an active part in the operation of their government.

The latter, said Mayor Gagne, would be an "important step toward the preservation of this democracy and would lead to better government."

Hits Finance Board

The Mayor also assailed—and praised members of the city's Board of Finance. He termed them "honest and sincere" but he felt they "overstepped" authority recently in certain cases of "so-called insubordination or inefficiency of some employees." He apparently referred to the Finance Board's decision to cut the salary of Edgar St. Hilaire, director of the Lewiston Public Works Department, to \$40 per week. It was charged St. Hilaire was "inefficient, incompetent and not performing his duties in a manner satisfactory to the taxpayers of Lewiston."

Mayor Gagne also praised his

successor, Armand G. Sansoucy, who will take office next Monday. "The citizens of Lewiston made a fine choice when they elected Mr. Sansoucy," said Mr. Gagne. "I am proud to have brought him into city affairs last year when I named him to the Board of Education. I feel sure he will be a good Mayor and I wish him the best of luck."

Duties of Mayor

As many believe the duties of a Mayor are not limited to appointing members of various boards and presiding over the City Council and Board of Finance meetings, said the retiring Mayor. "If these people could only glance at the files in the Mayor's office they would realize that the chief Executive is called upon to be on the alert every day for all kinds of unexpected problems." Elaborations on this will be found in the full text of Mayor Gagne's statement

in an article appearing elsewhere in this edition.

One Board Plan

Referring to his suggestion for only one board to replace the present six, Mayor Gagne asserted: "My frank opinion of the best government for Lewiston is that we should have but one board of five members and the City Council. This was suggested by Rep. Louis C. Jalbert when the Charter Committee studied recommendations for charter amendments recently but the Committee overwhelmingly defeated the plan."

Under his plan one man would be Fire Commissioner, one, Commissioner of Education, one, Public Works Commissioner, one, Police Commissioner and a similar position in the Health and Welfare Department. These five members would also serve as a Board of Finance and an elected Board of Mayor and Aldermen

would have the same duties it now has.

"But," emphasized the Mayor, "these five commissioners should receive a worthwhile compensation for their responsibilities. Then you would see more action and less red tape; more cooperation and less buck-passing. No one would have in mind a Manager form of Government any more!"

Terms for Mayor

Retiring Mayor Gagne was also very emphatic in his suggestion the Mayor of Lewiston should be allowed to serve as long as the citizens of Lewiston wish to elect him their Chief Executive.

The reason for putting a two-year limit on the length of time a Mayor can serve consecutively was because it was feared one would "pack" the boards, said Gagne. However—

"As for myself it can be said I

that my appointments during my terms of office were wholesale x x x. Now would any citizen honestly say that I ever tried to dictate to them or that I ever asked any favor or any privilege from any of my appointees? They themselves know I never did."

During his two years as Mayor of Lewiston he named five members on the Fire Commission, three to the Police Commission, two to the Board of Finance, three to the Board of Public Works, two on the Board of Education and five on the Board of Health and Welfare.

Corporation Counsel

The Corporation Counsel, "whoever he is," should receive a larger compensation, Mayor Gagne said. "There is no meeting of the Board of Mayor and Aldermen when he

See GAGNE Page 14 Col. 3

Gagne Terms Finn, Skelton, Bouvier As "Big Three"

BY HAL GOSSELIN

Romeo Bouvier, Harold N. Skelton and John A. Finn were named today as the "Big Three" of Lewiston's Finance Board by the man they allegedly gave the cold shoulder to, the Chairman of the board, Mayor Louis P. Gagne.

The Finance Board reportedly met without inviting the Mayor last week and at 11:30 A.M. today he still had not been officially invited to another board meeting scheduled for tomorrow night. This session, to discuss salary adjustments, was called yesterday afternoon by Controller Albert A. Parent at Bouvier's request.

If the Finance Board met last week, and it has not been denied, the meeting marked another chapter in Lewiston politics. A meeting of the Finance Board without an invitation to the chairman, the Mayor, has been unheard of in Lewiston, according to those who can remember activities in city politics many years back.

Can't Run Again

There are also those today who claimed the Mayor is most always given the cold shoulder during his second term. "They know he can't

run again," they said. In Lewiston, according to the charter, a person can be Mayor for only two consecutive terms.

The Finance Board-Gagne controversy began last week after the Journal published a report the Board of Finance reportedly met. At that time a member of the alleged "Big Three" refused to confirm or deny the report.

After the report had been published the Mayor made a statement

See GAGNE Page 2 Col 2

Finance Board Has One Week to Whip Budget Into Shape

The Lewiston Board of Finance has cut deeply into funds requested by two city divisions in their budget estimates it was reported last night but no figures were available to show where the cuts had been made.

It was reported the Finance Board, in a private session, reviewed the estimates of general government and the public works department. It is understood the board has taken the same attitude as that expressed by Mayor Gagne and is determined to

keep down the tax rate again this year.

Chief Auditor Julian W. Deshaies said, Monday night, the Finance Board would have to complete its blue-penciling of budget estimates this week to meet the deadline as set forth by the city charter. The charter provides the Finance Board must whip the budget into shape to present to aldermen one week before April 1. Deshaies said it would take his department about a week to make the revisions after the Finance Board completes its work.

Appointments Trouble Gagne; Despins Assured of Office

Lewiston Mayor Louis P. Gagne admitted, Monday, he has met with a number of "stumbling-blocks" in selecting new public office appointments for his second administration of 1948-49.

He asserted he was "astounded" to find four of his appointees to ten offices were either un-enrolled or not registered voters.

"It was a set-back to learn these professional men have not made the necessary efforts to qualify themselves as active citizens in this community. They are not only losing the opportunity to hold public office but are depriving the city of their known abilities," he stated.

The mayor emphasized the fact he "did some fast hustling" when he found those startling facts at the office of the Board of Registration. Declaring the public will be "pleased" with the selections, Gagne averred he has found "suitable replacements."

In addition, the mayor explained some of the prospective appointees were found to be enrolled in a party which has no vacancies on the board to which they were destined to be named. "This," he said, "was amazing since some of the men he believed to be staunch Democrats are Republicans" and conversely.

The appointments will be made public at the inaugural at City Hall next Monday morning. One vacancy each will be filled on the Board of Public Works, Health and Welfare and Education. Three are to be named to the Police Commission—one to fill a vacancy and the remaining two to bring the body to a five-man commission in accordance with the referendum vote. Two new men will be appointed to the Fire Commission to make that a five-man group.

The tenth appointment is the corporation counsel. Mayor Gagne said he "feels" Fernand Despins will be renamed to that post. He indicated there are no other candidates. Salary for this position is budgeted at \$2,000. Salary of a Finance Board member is \$400 a year while other board appointees receive \$200 a year.

Little information has leaked out relative to the names of the new appointees. Scuttlebutt heard in the city building gives some credence to the report there will be at least two re-appointments. These are Chairman W. T. Warren of the Police Commission and Chairman Bertrand Marquis of the Public Works Board.

Gagne says: "Monday will tell."

Report Mayor Gagne Unable To Appoint Tardif, Bousquet Because Not Registered Voters

Mayor Louis P. Gagne of Lewiston would have appointed Dominique J. Tardif and Dr. Jean Bousquet to municipal boards but he dropped his plans when it was discovered they are not registered voters.

This was learned today from a source close to Mayor Louis P. Gagne who asked not to be quoted by name.

The source declared the Mayor had decided to name Tardif and Bousquet and was "very disappointed" when he discovered they were not registered as voters.

The two were among four Mayor Gagne wanted to appoint to various commissions but who turned out to be not registered on the city's voting lists.

Dr. Bousquet is a former captain in the United States Army.

Tardif is a former Democratic Mayor of Bath and representative to the Legislature from that municipality. He returned to Lewiston, his native city, about a year ago to head the Lewiston Branch of the Equitable Life Assurance Society.

He is prominent in the Lewiston High School Alumni Association.



—Staff Photo by Wardwell

NEWS CONFERENCE OBSERVERS—The Twin Cities were well represented among the observers at a new conference held by the chairman of the Democratic National Committee in Portland today. Stephen A. Mitchell, seated right, opened the door wide to questions from Maine newsmen. Seated at the left is Miss Lucia Cormier of Rumford, Maine legislator and National Committee-woman. Standing left to right are: Judge Alton A. Lessard, former U. S. District Attorney; Edward J. Beauchamp, Androscoggin County Attorney; Frank M. Coffin, chairman of the Democratic State Committee; and Thomas E. Delahanty, Democratic candidate for Congress.

May 25, 1954

Bon pour les Anglais

5/21/55
Les journaux anglais annoncent que le petit prince Charles, fils de la reine Elizabeth, héritier du trône de Grande-Bretagne, apprendra le français. Il vient d'entreprendre ses études et d'ores et déjà on lui inculque des notions de français afin qu'un jour il puisse parler couramment cette langue.

Il n'y a rien d'étonnant à cela. Sa Majesté parle le français et le prince consort, le duc d'Edimbourg arrive également à se faire comprendre dans cette langue. La souveraine sait que la connaissance du français ne pourra être que très précieuse à son fils.

Ce qui fait dire à "Montréal-Matin":

"Beaucoup, évidemment, s'en scandaliseront, pas en Angleterre, mais au Canada, où une poignée d'anglophones plus anglais que leur reine affichent le plus souverain mépris et la haine la plus intense pour tout ce qui est français."

Ici, en Nouvelle-Angleterre, personne n'en sera "scandalisé", mais beaucoup s'étonneront, principalement chez nos propres buses franco-américaines.

On s'étonnera qu'un futur roi d'Angleterre puisse attacher de l'importance à la connaissance d'une langue pour laquelle ils n'ont eux-mêmes aucun intérêt.

Tant il est vrai que d'étonnement en étonnement, une forte partie de notre peuple marche à l'insignifiance.

En Français

Une demande des Journalistes de langue française du Canada

MONTREAL. — L'union canadienne des Journalistes de langue française, dont le siège social est à Montréal publie la résolution que voici:

"Attendu qu'un grand nombre d'entreprises, d'associations pour hommes d'affaires, de clubs sociaux et d'organismes anglophones de tous genres adressent périodiquement aux quotidiens canadiens-français des textes, comptes-rendus et communiqués de toutes sortes, rédigés en anglais;

"Attendu que la traduction de

ces textes impose un surcroît de travail aux journalistes canadiens-français et les place dans une situation défavorable par rapport à leurs collègues de langue anglaise;

"Attendu que les sociétés et organismes qui adressent de tels textes à nos journaux en retirent d'importants avantages pour leurs fins particulières;

"Attendu que nos journaux qui rendent ainsi service à ces entreprises et organismes sont en mesure de leur rappeler que la langue française a statut officiel dans ce pays et que lorsque l'on sollicite un service, il convient de respecter la langue de ceux auxquels on s'adresse;

"Le comité directeur de l'Union canadienne des Journalistes

de langue française, a résolu à l'unanimité:

"1—de prier instamment la direction des quotidiens canadiens-français de bien vouloir faire savoir à toutes les entreprises et associations de langue anglaise que nos journaux ne publieront désormais leurs textes et communiqués divers, que si ceux-ci nous sont envoyés dans notre langue;

"2—d'inviter la direction des quotidiens canadiens-français, en vertu de motifs élémentaires de fierté nationale, à n'accorder à l'avenir aucune attention aux textes et communiqués envoyés en anglais par tout organisme qui ne tiendrait pas compte de l'avertissement à lui adressé."



Samedi matin dernier, à 6 heures 45, en l'église St-Pierre et St Paul, a eu lieu le mariage de Mlle Priscilla Gastonguay et de M Norman Fontaine. Après la cérémonie, il y a eu réception au Club Acme. Les nouveaux époux partirent en voyage de noces à Boston, dans le Connecticut et à New York. Mme Fontaine est la fille de Mme Yvonne Gastonguay de 101 rue Birch, et le nouveau marié, le fils de M. et Mme Lorenzo Fontaine, de 42 rue Bridge, Lewiston. Les nouveaux époux fréquentèrent les écoles supérieures locales et sont employés à la filature Libby.

5-21-55

Le Français comme langue

Le triple lien du sang de l'histoire et du civisme nous conservera comme peuple distinct, même si la langue française perd de sa fonction usuelle, alors qu'elle en gagne sur le plan de la culture générale, du politique et du national. A preuve, les récentes déclarations du président Eisenhower, du Secrétaire d'Etat Dulles, sans compter l'appui d'organismes comme la Modern Language Association, Foreign Languages in Elementary Schools, qui visent à

introduire l'enseignement du français dans les écoles publiques élémentaires. La préfète des études d'une communauté de sœurs enseignantes, ayant trente écoles sous sa juridiction dans le New Hampshire et le Rhode Island, nous confiait, l'autre jour, que le temps s'en vient où le français sera enseigné aux Etats-Unis non plus comme langue étrangère, mais comme langue seconde.

En attendant, occupons-nous du présent.

Le présent, il peut se concrétiser dans un petit verbe de cinq lettres: TENIR ! là où c'est encore tenable.

TENIR à ce qui fait de nous un

peuple distinct, foi, langue, traditions, institutions !

TENIR parce que la génération présente serait marquée au front du rouge de la honte si elle ignorait tout des sacrifices que se sont imposés nos devanciers pour nous léguer un héritage culturel que nous n'avons pas le droit de dilapider sans appauvrir d'autant la civilisation américaine !

TENIR, comme le voulait le cardinal Villeneuve, dont ce fut le dernier conseil à nos frères du Manitoba avant d'être frappé par la maladie qui devait l'emporter !

TENIR, parce que c'est pour nous un DROIT et un DEVOIR, comme le disait encore l'éminent cardinal dans son discours de Boston, en 1938 !

TENIR, comme l'admirable peuple acadien qui commémore cette année dans la gloire et le triomphe le deuxième centenaire du plus grand malheur qu'un peuple puisse éprouver, celui d'une dispersion sur toutes les plages du monde !

Adolphe ROBERT
dans "Le Canada"

Pas tous à nous!

QUEBEC. — Encore que nous soyons assez éloignés de notre Fête nationale, rien n'empêche que nous puissions parler quelque peu de ses attributs ou de ses emblèmes qui sont, comme on le sait: la feuille d'érable, le castor, le mouton et la devise "Nos institutions, notre langue et nos droits".

Mais on s'est déjà demandé si tous ces attributs de notre fête nationale nous appartenaient en propre, à nous Canadiens français. Il est certain que la devise et la feuille d'érable sont bien à nous. Mais il y aurait des doutes pour le castor et même pour le mouton.

Dans un ouvrage: "Contes populaires, Préjugés, Patois, Proverbes. Noms de lieux de l'arrondissement de Bayeux, en France, par Frédéric Pluquet, édité en 1854, on lit ce qui suit:

"Autrefois, le mouton de saint Jean-Baptiste figurait dans les processions et entra même dans la cathédrale où il était placé près de l'autel. Cet usage ne fut supprimé que quelques années avant la révolution".

Comme on le voit, le mouton de la saint Jean-Baptiste existait en France avant la Révolution.

Quant au castor, les opinions diffèrent et il y a eu à ce sujet, en 1883, une polémique entre Benjamin Sulte et le "Star". Sulte dans son "Histoire des Canadiens français" avait écrit: "En 1880, toute la Confédération réclame le castor et la feuille d'érable. Nous voyons les Anglais qui croient avoir inventé ces emblèmes. Alors, pourquoi n'acceptent-ils pas, aussi "Nos institutions, notre Langue et nos Droits"? On n'est pas Canadiens sans cela — et tous les Anglais doivent maintenant être Canadiens".

Et Sulte, pour prouver que le Castor entre autres emblèmes, était bien français, invoquait la numismatique: la Médaille de 1690, "Kebeca Liberata" et le billet de banque de 1792 et il alléguait le désir exprimé par Frontenac de mettre le castor sur les armes de la ville de Québec.

A cela, le "Star" répondait, lui aussi, par la numismatique. Il rappela qu'en 1670, une médaille fut frappée pour le Canada et l'on n'y voit aucune trace de castor ni même aucun signe allégorique des armes du Canada. Et le journal anglais faisait, en outre, cette remarque qu'on ne découvre aucune marque distinctive dans la monnaie octroyée aux colonies françaises de l'Amérique, en 1781-82 et sur laquelle est la devise même de la France, qu'aucun emblème distinctif non plus n'apparaît sur les médailles accordées aux chefs indiens par Louis XIV et Louis XV, et qu'enfin le seul cas où l'on voit figurer le castor sous le régime français, c'est sur une médaille commémorant la défaite de Sir William Phipps en 1690, mais le journal anglais déclarait que le destin ne comportait aucune application héraldique au Canada...

Dans un autre article, le journal anglais déclarait que cet animal — le castor — a servi d'emblème exclusivement sous le ré-

gime anglais. "Le 10 septembre 1621", rappelait-il, "le roi Jacques 1er octroyait à Sir Alexander de Menstrie le territoire de la "Nouvelle-Ecosse par une charte avec permission de diviser ce territoire en cent lots en y attachant le titre de baronnet dans le but de promouvoir les intérêts de la colonisation". Sir William Alexander fut créé comte de Sterling et vicomte du Canada et son écusson pour ce dernier titre était un castor avec la devise "Per Mare, per Terras" avec privilège, en outre, de frapper une monnaie inférieure en cuivre pour la colonie et qui portait probablement aussi un castor — mais

l'auteur de l'article ne l'affirme pas.

Et le journal anglais concluait ainsi: "Louis XIV ne confère aucune armoirie à Champlain, comme gouverneur de la Nouvelle-France, ni à ses successeurs tandis que Jacques 1er octroya à la colonie de la Nouvelle-Ecosse l'emblème distinctif du Castor qui depuis a été régulièrement maintenu. Son origine serait donc anglaise".

Comme on le voit, pour conclure à notre tour, le castor serait d'origine anglaise et le mouton d'origine française, en France, et non chez nous...

SAINT-FOY

UN FAIT UNIQUE



Un événement très rare a été enregistré depuis trois mois. Il est déjà peu ordinaire pour une famille de voir la cinquième génération, mais ce qui est plus que rare est de voir des deux côtés la cinquième génération. C'est pourtant le cas pour les familles Bazinet, Caron et Gagné. La photo ci-dessus représente: en avant, à gauche, M. Alfred Bazinet, de l'Hospice Marcotte, âgé de 93 ans; en arrière, à droite, sa fille, Mme William Dufresne, de Lewiston; en arrière, à gauche, Mme Léo Gagné, d'Adams Mass., jusqu'à récemment de Lewiston, fille de Mme Dufresne; en avant, à droite, M. William Gagné, de Lewiston, portant sur ses genoux son bébé, Michel, âgé de trois mois.

...de Salaberry était aussi un fier-à-bras

Un combat à mort

Je n'entreprendrai pas de raconter ici la carrière du célèbre guerrier, que fut le lieutenant-colonel Charles-Michel de Salaberry. Plusieurs écrivains célèbres, notamment MM. de Gaspé, L. O. David, et P. G. Roy, lui ont consacré de longues biographies, et je n'ai point la témérité de refaire des pages qui sont peut-être définitives. Mon but est plus modeste, il est tout autre, car je ne veux que ressortir la grande force musculaire dont le héros de Châteauguay était doué.

Il en fut de même de son père et de ses aïeux puisque leur devise: "Force à superbe, mercy à faible", indique bien que la vigueur physique faisait partie du patrimoine de cette noble famille. Toutefois en rappelant les prouesses qui le classent parmi nos athlètes, il me sera permis de citer quelques dates importantes de sa vie.

Ce grand personnage de notre histoire était fils d'Ignace de Salaberry et de Françoise-Catherine Hertel, et il naquit à Beaufort, le 8 novembre 1778, Charles-Michel, tels étaient ses prénoms, s'enrôla à l'âge de quatorze ans dans le 44^e régiment et en 1794, il fut nommé enseigne dans le 60^e régiment en partance pour les Indes Occidentales. C'est durant son séjour aux Indes que se place l'anecdote suivante puisée dans les "Mémoires" de M. de Gaspé. Elle démontre bien que tout jeune encore, notre héros était brave, habile, endurant, et qu'il maniait déjà l'épée comme un maître d'armes:

Les officiers du soixantième régiment, dans lequel de Salaberry était lieutenant appartenaient à différentes nationalités. Il y avait des Anglais, des Prussiens, des Suisses, des Hanovriens et deux Canadiens français: les lieutenants de Salaberry et Des Rivières. C'était chose assez difficile de maintenir la paix parmi eux; les Allemands surtout étaient portés à la querelle: excellents duellistes, ils étaient de dangereux antagonistes.

Un matin, de Salaberry était à déjeuner avec quelques-uns de ses frères d'armes, quand un des Allemands le regarde et lui dit d'un air de mépris: "Je viens justement d'expédier un Canadien français dans l'autre monde," faisant par là allusion à Des Rivières qu'il venait de tuer en duel.

De Salaberry bondit de son siège, mais reprenant son sang-froid, il dit: "Nous allons finir de déjeuner, et alors vous aurez le plaisir d'en expédier un autre."

Ils se battirent comme c'était la coutume, à l'arme blanche. Tous deux firent preuve d'une grande adresse, et le combat fut long et obstiné. De Salaberry, était très jeune, son adversaire plus âgé, était un rude champion. Le premier reçut une blessure au front dont la cicatrice ne s'est jamais effacée.

Comme il saignait abondamment et que le sang lui interceptait la vue, ses amis voulurent faire cesser le combat, mais il refusa. S'étant attaché un mouchoir au tour de la tête, le combat recommença avec plus d'acharnement. A la fin, son adversaire tomba mortellement blessé, et la plupart dirent qu'il n'avait eu que ce qu'il méritait.

Ce duel mit pour toujours de Salaberry à l'abri des insultes. Il avait fait ses preuves.

De retour au pays, Charles-Michel resta dans le service militaire et il eut plusieurs occasions de montrer quels muscles de fer il avait. En voici un exemple:

"Il entre, un jour dans un hangar, lieu ordinaire des exercices de son régiment, et est témoin d'un spectacle étrange pour un homme accoutumé à la discipline sévère de l'armée anglaise. On y fait un tapage à tout casser. Les officiers et les sous-officiers essaient vainement de rétablir l'ordre.

Un nommé Rouleau, un des plus redoutables fiers-à-bras du faubourg Saint-Roch, à Québec, nu jusqu'à la ceinture et écumant de rage, faisait appel à tous les assistants.

✓ Rouleau à cause de ses rixes continuelles, visitait souvent le banc des prévenus durant la Cour des Sessions de la Paix. C'était un homme d'une haute stature maigre; un composé de nerfs et d'os avec un semblant de chair pour couvrir la charpente; en un mot, un homme qui sait se faire craindre. Rouleau se targuait de n'avoir pas perdu ses dents à manger des sucreries.

—Habille-toi, Rouleau, lui cria le colonel d'une voix de tonnerre...

—Il en faudrait des petits officiers comme vous, vociféra l'indocile conscrit en fureur, il en faudrait des petits officiers pour faire obéir Rouleau.

Il avait à peine prononcé ces malencontreuses paroles qu'une main de fer s'appesantissant sur son épaule l'écrasa sur le plancher comme s'il eût été un enfant.

Cette prouesse musculaire à laquelle personne ne s'attendait, car le colonel de Salaberry était d'une taille moyenne, fit tomber la colère du fier-à-bras comme s'il eût été assommé. Il se retira tout moulu et dit:

—Oui, oui, mon colonel, je vais m'habiller, où est ma chemise?

Un contemporain racontait: "Nous crîmes que Rouleau avait passé au travers du plancher; le colonel l'avait aplati comme une punaise. Mais il s'en consola bien vite en disant que ce n'était pas un rossignol qui l'avait étrillé de pareille façon, et si vous en doutez, ajoutait-il, passez-lui par les mains."

Lorsque j'aurai noté après M. A. N. Montpetit, "que de Salaberry se faisait un jeu de se promener dans les rues de Montréal, portant un quart de farine sous chacun de ses bras," j'aurai rapporté tous les exploits

athlétiques que nos annalistes ont daigné enregistrer.

Ce valeureux compatriote est mort à Chambly le 27 février 1829, soit quinze ans après son grand fait d'armes à Châteauguay et le 7 juin 1881, les Canadiens reconnaissants lui ont élevé un superbe monument.

Que les amateurs de culture physique, de passage à Chambly, n'oublient pas d'aller contempler la mâle figure que le bronze perpétue.

(André de la Chevrotière)

Ancien petit porteur

5-21-1933



Le matelot Henri R. Hughes, fils de M. et Mme Rosario Hughes, de 759 rue Liston, Lewiston, fait partie de la marine américaine depuis quatre mois et s'est engagé dans cette branche du service militaire pour quatre ans. Il est actuellement stationné à Salisbury Sound, AUV2 Division, c/o Fleet P. O. San Francisco, Californie. Avant son engagement, il fréquenta les écoles locales et était un petit porteur du Messenger.

Les Franco-Ontariens vont de l'avant

L'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario, par l'entremise de son distingué président, maître Gaston Vincent, d'Ottawa, vient d'adhérer à la Souscription patriotique 1955. Elle a fait tenir au secrétariat de la campagne un montant de mille dollars représentant la contribution de compatriotes franco-ontariens à ce mouvement.

Les rapports commencent à parvenir des diverses régions. Après quelques jours de travail, trente pour cent de l'objectif, soit quinze mille dollars, avait été souscrit. Partout les sociétés Saint-Jean Baptiste sont à l'oeuvre. Elles ont organisé la

souscription à date dans plus de cinq cents paroisses du Québec et elles poursuivent leur travail.

Malgré cela, elles ne peuvent couvrir tout le territoire ni atteindre tout le monde. Qu'on se le dise et qu'on n'attende pas d'être sollicité. Plusieurs person-

nes ont fait tenir leur contribution spontanément aux organisateurs. Ceux qui désirent les imiter n'ont qu'à adresser leur don à une section de la Société Saint-Jean Baptiste ou au Conseil de la vie française, à l'Université Laval, à Québec.



LES AMIS DISPARUS

A tous ceux et celles qui, depuis soixante-quinze ans, ont collaboré au succès du "Messager" et qui nous ont laissés pour l'au-delà, nous dédions ces beaux vers de Lamartine :

Ainsi nous mourons feuille à feuille,
Et quand vient la main qui nous cueille,
Nos rameaux jonchent le sentier;
Qui de nous survit tout entier?

Ces contemporains de nos âmes,
Ces mains qu'enchaînait notre main,
Ces frères, ces amis, ces femmes
Nous abandonnent en chemin.

A ce chœur joyeux de la route
Qui commençait à tant de voix,
Une voix manque chaque fois.
Chaque fois que l'oreille écoute,

Chaque jour l'hymne recommence
Plus faible et plus triste à noter :
Hélas ! c'est qu'à chaque distance
Un cœur cesse de palpiter.

Adieux, les voix de notre enfance !
Adieux l'ombre de nos beaux jours !
La vie est un continuuel silence
Où le cœur appelle toujours !

Lamartine



Lewiston Lawyer Santa At Healey Asylum 17 Years

97



Staff Photo By Philbrick

CHRISTMAS TREE PARTY PREPARATIONS—Judge and Mrs. Fernand Despins and daughter, Rachel, at their home at 134 Ash St., Lewiston, make a final check of the bright candy-filled Santa Claus stockings. Every year Mrs. Despins prepares special candy gifts for the tree. Climax of the Healey Asylum's Christmas tree is having all the children line up, file up to chat with Santa Claus and receive from him a box, a bag, or such as this year, a tarlatan stocking crammed with candy. Over the years the Healey Asylum boys have become convinced that nobody can compare with "their" merry Santa Claus who keeps them laughing from the moment he appears until he waves his final goodbye. For the Despins family, the Healey Asylum Christmas tree party is a highlight of their Christmas season.

Lewiston Journal



Staff Photo By Philbrick

THE BIG MOMENT, LONG AWAITED, DREAMED ABOUT, PLANNED FOR—At last the moment comes when Santa Claus calls out the name and almost in a trance the little boy moves up to the tree, to be given a gift by the smiling Santa. In years to come there will be many important moments in this young man's life, but none ever will eclipse the shining memory of this moment at the Healey Asylum Christmas tree and the chat with "the best" of all Santas.

By ROSE O'BRIEN

DRESSED in his old Red Devil's snowshoe outfit and disguised by a white beard, "Fern" Despins for the 17th year enacted the role of Santa Claus at the annual Christmas party at the Healey Asylum on Thursday night. This is the party for the little boys who have nobody in the world to remember them.

Some of the youngsters at the Healey Home have mothers or fathers or relatives who take them for Christmas. Those little boys have every right to EXPECT a Santa Claus. But the orphaned boys and the State wards know there is nobody in the world to remember them, there is no place for them to go on Christmas Day. And that is why they KNOW that the red suited, white-bearded, soft-spoken gentleman with gifts of toys and candy and clothing as he keeps calling them back again and again to the big tree HAS to be Santa Claus. Who else knows them?

Friends claim that of all the many tributes and honors that justly have come the way of the prominent Lewiston attorney none give Judge Fernand Despins the pleasure and satisfaction as does his yearly role as the Healey Asylum Santa Claus.

"If the President of the U.S.A. and the Prime Minister of Canada were both in town the night of that tree," say Judge Despins' friends, "and both wanted to see Fern, he'd turn them down rather than disappoint those kids up at the Healey Home. He's been mayor, judge, and all the rest of the things in this town, but he's happiest and proudest of that Santa Claus business even though he never mentions it."

Just This Year

It all began 17 years ago, the first Christmas that Judge Despins was married. His wife said casually: "Marie Pelletier is hunting for a Santa Claus for the Healey Asylum party. She asked me if I thought you might be willing to help out just this year and play Santa. I told her you probably would."

Men, the world over, know there is no answer to such so-called requests. The answers have been decided long before the requests ever are made. All Fernand Despins could do was agree. "Tell Marie she won't have to search any longer. I'll be Santa Claus, this year."

That was 17 years ago. Miss Marie Pelletier has not had to worry about a Santa Claus since. Miss Pelletier is the Lewiston woman who organized this party more than 30 years ago. Worried about the "forgotten" youngsters at the Healey Home she started asking a few friends if they would "take" just one little orphan boy, buy him a toy and attend the Christmas tree party as his guest. Now that party is an institution at the Healey Asylum, the highlight of the boys' Christmas season.

"If you are going to be Santa Claus," Mrs. Despins said, "we should take along a little extra gift. I'll make some candy."

That started another Christmas tradition for the Despins family. That little gift of candy has grown and grown. This year the Despins contributed 95 Santa Claus stockings, filled with candy, one stocking per boy at the Healey Asylum.

"We learned our lesson that very first year," said Judge Despins, his slow smile crossing his face. "We took along a big box of bulk candy. ALL the children at the Healey Home attended the tree, but the gifts were only for the little boys who had nobody, the orphan boys and State Wards who would have no other gifts. Those boys were called to the tree, given their presents and I also gave them candy. I was so busy I didn't realize what was happening. My list of names was completed, the candy was gone and I prepared to leave the hall. Well, that turned out to be an evening none of us is going to forget."

Not So Funny

Judge Despins shook his head and chuckled. "It's funny now, but it wasn't funny that night. I began to gather up my things, started to wave goodbye to the boys when I heard something that sounded suspiciously like a snuffle. Next minute a little boy, not much more than a baby, put his head back and howled. In a second all the little ones were crying and some of the older boys looked like they felt like crying. We got the story fast enough. Santa Claus had overlooked them. They hadn't received one single thing!

"How do you explain to somebody five years old that Santa Claus is going to call on him LATER? Try it sometime and see where you get. All he knows is that Santa Claus is standing right in front of him and hasn't given him a thing. We finally restored peace and calm, that night. You never saw such a reshuffling of candy. The young-

sters were satisfied, but every adult there was pretty well shaken.

"On the way home, my wife said: 'That settles it. NEXT year I'll get a list of the names at the Home and we'll see that every boy has at least one gift from Santa Claus. That can be our candy. Don't you think that is the best way?' I agreed. Then I realized my agreement also meant that next year I would be Santa Claus again."

That's how easily it all began. Just like that. Over the years the Healey Asylum Christmas tree party has undergone some slight changes. For example, when Judge Despins first became the party's Santa Claus, a boy received just one big package. All his gifts were put in one big box and he was called to the tree just once. But Santa Claus Despins, seeing the glow in the child's face as he approached the tree, the delight in his eyes as he reached for his package, knew half the fun of the party was being called out, marching to the tree, being given a gayly wrapped package.

The Wonderful Party

Now a little orphan boy travels back and forth to that tree many times in the course of the party, making just as many trips as there are gifts for him. The nuns at the Healey Home make certain no little boy has only one gift on that tree and they also make certain no little boy's gifts overshadow another's. Through the years the party has taken giant steps. As more and more people heard of Miss Pelletier's wonderful plan of looking after the little orphan boys at Christmas time, more and more people

every plan, never had any time to go down to the Healey Home with her and her mother. Rachel would beg him to go, but always Mrs. Despins and Rachel went off by themselves, with Judge Despins waving them goodbye and wishing them a merry time.

It never occurred to young Rachel that she and her mother seemed to be quite early arrivals at the party. Had Rachel been able to look into her home during the time she waited for the party to begin she would have seen her "disinterested" father flying around, getting into his bright red suit, pasting on his beard, eying the clock and working against time. Rachel could never quite figure out, either, how the Santa Claus at the Healey Asylum Christmas tree knew so much about her. When she went up with the rest of the children to greet Santa Claus he always called her by name and

sometimes mentioned the name of a favorite doll. Rachel would stand transfixed, her eyes big as platters.

When she returned home she would rush in to tell her father all he had missed. She would find him just as she had left him reading, but now readily putting aside his book to listen with complete interest to all the details of the party.

"So Santa Claus knew THAT?" her father would exclaim. "Well, he has been listening, hasn't he?"

Rachel, properly awed, would nod her head.

But the time came, of course, when Rachel recognized her father. She was grown up enough to be in on the secret, and there was no fooling her after that.

Now Family Project

From that year on, Rachel has played her role in the Christmas tree party. With her mother and father she has had her share of helping in party preparations, packing candy, checking and re-checking the list of names, getting the candy to the tree in plenty of time, and then being there in the hall with her mother as the little boys started their song that always brings in Santa Claus, calling out his greetings and waving to everybody.

It takes some minutes, each year for Santa Claus to break the ice and let the little boys get thoroughly accustomed to his being among them. It is such a big night for them, all the company and all the packages under the tree and some of the little boys, for the first time they can remember, having a guest all to themselves.

Then Santa starts calling names and formality is chased out the door. The first little boy comes back from his trip to the tree. He sits down and starts unwrapping his gift. His young neighbors, curiosity getting the best of them, crowd in just to look. Another name is being called, and another and another. Excitement mounts. By the time the last name rings out the hall is bedlam. Tops are twirling, high pitched squeals are echoing, everybody, children and adults are laughing and talking all at once. Above it all, Santa Claus is trying to make himself heard: "Line up, children, line up and come up for your gifts."

Treasured Tribute

This is another big moment. Until now Santa Claus has spoken only to the little boys to whom he has given gifts. Now each little boy is going to be greeted by Santa Claus. Obediently, for these are perfectly trained little boys, the youngsters form a line,

move forward at what seems snail's pace to them, but when they get to Santa Claus it seems they only have a moment with him. He speaks to each one, talks with each one, then gives a gift of candy. It is agreed, afterwards, that no Santa Claus can compare with "their's." Some of the "outside" boys who go to their homes for Christmas see other Santas, but they assure the rest of the boys that the best one of all is the Santa Claus at the Christmas party. "Their's!"

Fernand Despins has earned many tributes in his civic life. Twice he has been Mayor of Lewiston. He has served on the Lewiston Finance Board. He was a member of the Lewiston Charter Committee. For eight years he was Androscoggin County Registrar of Probate. For many years he served as Corporation Counsel for the City of Lewiston. He now is serving his second term as Judge of Lewiston Municipal Court. He is on the Board of Directors of L'Associate des Artisans Insurance, a fraternal Insurance Society. A member of the Auburn-Lewiston Kiwanis Club, he is a member of the highly esteemed Jester's orchestra for he is an excellent musician. Of all these tributes, probably the one he most treasures is that the little boys at the Healey Asylum unanimously vote him "the best" Santa Claus.

Over the years the Despins have stored up many wonderful personal memories associated with the Healey Asylum Christmas party. Their favorite memory happened to Rachel, just a year or two ago. She was standing with her mother watching Santa Claus leave the hall. Santa skirted the group, paused ever so briefly by Mrs. Despins to whisper where he would meet her and Rachel. Then he caught Rachel's eye, smiled and left.

Quick as it all was, it was not fast enough to miss the watchful eyes of a little seven-year-old boy. The boy sidled up to Rachel.

"Are you Santa Claus's daughter?" he whispered.

For one wild second Rachel Despins didn't know what to do. The truth, she decided, would be best. The child seemed to have everything figured out. But, it developed, he had only half of everything figured.

"Yes," said Rachel, "I am."

The little boy's eyes widened and he stared at her, awe-struck, for a moment. "My," he said, reverence deep in his voice, "aren't you lucky!"

have volunteered to "take" a little boy and attend the Healey Asylum party.

A person requests a name from Miss Pelletier who, in a few days, calls and gives the name of the boy, the boy's age, his preference for a special gift. Also there will be one gift of clothing made the boy, usually a pair of shoes or a much needed shirt, maybe a pair of overshoes. Just one, that is all that is asked, but it gives the nuns a big helping hand in clothing the children. The boy's special Christmas 'looker-after' can decide on what toys or games will be given. Then the packages are wrapped, name put on, and left at the Healey Asylum either the day of the party or a few days before. The night of the party, if possible, the person attends the party as the little boy's guest. That is as much a present to the child who has nobody as any gift given him.

Candy For Everybody

When the gifts have all been distributed by Santa Claus, then ALL the boys at the Home line up and march up, in file, to the tree and each one is presented a gift of candy from Santa Claus. Sometimes it has been a gaily cellophane bag, crammed with brightly wrapped candies and topped by a box of crackerjacks. Other times it has been a bright box. This year it was a tarlatan stocking, packed with candies, and the stocking can be kept for the rest of the year.

Through the Christmas season much is done for the little children at the Healey Asylum, the St. Joseph's Orphanage of the Marcotte Home and the Lewiston-Auburn Children's Home. One of the big joint parties is given by the Elks, who entertain the three groups royally at the Elks Home. Lewiston-Auburn organizations and clubs are noted for their generosity.

But the Healey Asylum Christmas party is something a bit different. This is the party JUST for the orphaned boys. It is THEIR party. The other boys at the Home attend the party, are remembered by Santa Claus, but they are the on-lookers. Later they will have their Christmas in a home. For the orphaned boys this Christmas tree party is their big night.

When the other little boys go home for Christmas they leave behind them these orphaned boys. The nuns have tried to make the Christmas vacation at the Healey Asylum so pleasant for the little boys, that often the boys leaving wish they could stay on for the

big doings. On Christmas Eve the older boys at the Home are permitted to stay up and attend Midnight Mass at St. Peter's. That is a major event for them, because these beautifully mannered youngsters never are out after dark during the school year. When they return from Midnight Mass there is a lunch awaiting them, sweet buns and warm milk, before they go to bed. When they awaken Christmas morning, each boy finds a gift from the Mother Superior and the nuns also give the youngsters presents. But their Santa Claus comes to them only at the Healey Asylum Christmas Tree Party. That is why Fern Despins lets nothing interfere with that evening. He knows what it means to the little boys.

Red Devil's Uniform

"I wear my old Red Devil's snowshoe outfit for my Santa Claus costume," explained Judge Despins. "It is heavy wool, designed as an outdoor uniform on a cold Maine winter day. Before that tree is half over I am dripping with perspiration, dressed as I am in heavy wool with my face covered with a beard and a woolen stocking cap on my head. But if you could look down on those little faces, so awe-struck they can just gasp Thank You, you would know it was worth any minor discomfort."

The Red Devils Snowshoe Club no longer is in existence. It was organized in 1926, one year after Le Montagnard Snowshoe Club, the first USA Snowshoe Club. In 1926 a small group of Lewiston-Auburn business and professional men formed the Red Devils. That same year Jacques Cartier and Cercle Canadian organized their clubs. For several years the Red Devils was one of the most active clubs in the American Snowshoe Union, but by the very token of their limited small membership, the club dwindled, finally went out of existence. Their snowshoe outfit was a gorgeous red uniform, trimmed in white, and with a few extra touches makes an ideal Santa outfit.

Those Were the Years

Judge Despins role as Santa called for some fast mental footwork in the Despins family during the years that daughter Rachel, now a 14 year old freshman at St. Dom's High School, was in the under-seven age group.



A grandson, Robert Roy, is a prominent Lewiston businessman, and member of the Lewiston Board of Finance.

Mrs. Roy's living children are Anselme Roy, 84, Mrs. Yvonne Bouvier, 69, and Miss Alphonsine Roy, 86, with whom she resides.

Her grandchildren are Robert, Gerard and Armand Roy, Mrs. Lydia Laurendeau, Ronald Bouvier, Mrs. Bertha Murphy, and Mrs. Juliette Connelly, the latter from Woodbury, N.J.

Great grandchildren are Julien, Lionel, Denise, Robert Jr., and Paul Roy, Georgette Ayotte, Sonia Tracy, Paulette Poussard, Marc and Susan Bouvier, Normand, Lorraine, and Philippe Laurendeau, all Lewiston-Auburn; Jackie, Danny, Donna and Debbie Connelly, Woodbury, N.J.; Lt. Gerald Murphy Jr., Camp Lajeune, N.C.; and Mary Ellen Trepanier, Nashua, N.H.

The fifth generation includes Colleen, Steven, Lori Ann, and Joline Roy, Timothy and Nancy Ayotte, Lewiston-Auburn; Lisa Connelly, Woodbury, N.J.; Columbanus Murphy, North Carolina. And Stephanie Trepanier, Nashua, N.H.

Staff Photo by Staples

SHE DOESN'T LOOK A DAY OVER 70, yet today, Mrs. Clarida Roy is celebrating 38 birthdays more than that, and looking ahead to several more. With her is Timothy Ayotte, a fifth generation great-great-grandson, the son of Mr. and Mrs. John Ayotte of 51 Pierce St., Lewiston.

Clarilda Roy, a Grand Young Lady — At 108!

By MAXINE TALON

A hundred, plus eight represents a lot of birthdays and Mrs. Clarida Roy has had them, and enjoyed each one.

This is the day she's the center of attention as her family and friends gather at her home at 97 Knox St., Lewiston, to help her celebrate.

Cards, gifts and flowers

arrive in profusion and, since Mrs. Roy loves company, this year's celebration will include a weekend open house, in her honor.

She's "sharp as a cracker"

and has a keen interest in everything going on in the world—especially in the worlds of politics and baseball.

Mrs. Roy was born Oct. 15, 1863, at St. Anselme, Que., and has resided in this community many, many years. Her descendants span five generations, and she was the mother of 12, three of whom are living.

UNE BELLE FAMILLE

Le 20 Dec 1958



M. et Mme JOSEPH GERVAIS, 12 rue Shawmut, réunissaient autour d'eux tout récemment, pour la première fois dans 15 ans, leur belle et nombreuse famille de 12 enfants. M. et Mme Gervais demeurent à Lewiston depuis cinquante ans. Cette photo a été prise lors de la visite de M. et Mme Ludovic Poulin, de Flushing, N. Y., et de M. et Mme Louis Boucher, d'Arlington, Mass., il y a trois semaines. On remarque dans la première rangée, de gauche à droite: Mme Louis Boucher (Juliette) d'Arlington, Mass.; Mme Roméo Muty (Fleur-Ange); Mme Joseph Gervais, M. Joseph Gervais, Mme Rosaire Hallé (Carmen) d'Auburn; et Mme Roméo Bouvier (Blanche). — Deuxième rangée, de gauche à droite: M. Willie Gervais, Mme Antonin Dostie (Clarilda), Mlle Jeannette Gervais, M. Roland Gervais, Mme Ludovic Poulin (Simonne) de Flushing, N. Y., Mme Amédée Dion (Génénaise) d'Auburn, et M. Wilfrid Gervais, gérant des Lewiston-Auburn United Grocers.

(Studio LaFlamme)

THE LEWISTON DAILY SUN

HOUSE PASSED WAR RESOLUTION AT 3 O'CLOCK THIS MORNING!

The Vote Was 373 to 50. Pacifists Polled Unexpected Total As the Result of the Dramatic Speech of Congressman Kitchin, the Democratic House Leader. Final Vote Came After a Night of Great Excitement

NATION'S DESTINIES BELIEVED SECURE! **YOUNG MEN BETWEEN AGES OF 19 AND 25 TO BE CALLED FIRST** **KITCHIN'S SPEECH A GREAT SURPRISE**

U. S. Now Said to Be Capable of Meeting Pressure of Germany, No Matter How Stubborn

Government Officially Announces How It Intends to Raise Army of a Million Men Within a Year and of Two Million Within Two Years

Administration Leaders Were Taken Off Their Feet By His Opposition

President Has Backing of 100,000,000 Persons, 20,000,000 of Whom Are Capable of Military Duty. A First Glance at Our Resources

CONGRESS ASKED TO FURNISH THREE BILLION DOLLARS

GERMAN STEWARDS SIZEN AT BOSTON

They Had Paid Little Attention to Reports That He Was to Make Speech Said to Sound His Fervent Character

NAVAL MILITIA AND NAVAL RESERVE TO BE MOBILIZED

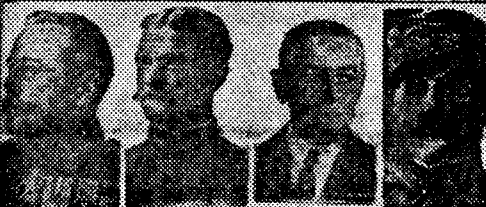
EXTRA THE LEWISTON DAILY SUN EXTRA

WAR IS AT AN END!

GERMAN DELEGATES SIGNED ARMISTICE TERMS AT MIDNIGHT
HOSTILITIES CAME TO AN END AT SIX O'CLOCK THIS MORNING
CONDITIONS IMPOSED TAKE ALL MILITARY POWER FROM HUNS

WASHINGTON, NOV. 11.—(BY THE A. P.)—ARMISTICE TERMS HAVE BEEN SIGNED BY GERMANY THE STATE DEPARTMENT ANNOUNCED AT 2:45 O'CLOCK THIS MORNING.

THE ANNOUNCEMENT WAS MADE VERBALLY BY AN OFFICER OF THE STATE DEPARTMENT IN THIS PHASE—THE ARMISTICE HAD BEEN SIGNED. IT WAS SIGNED AT 11 O'CLOCK A. M. PARIS TIME. HOSTILITIES WILL CEASE AT 11 O'CLOCK THIS MORNING, PARIS TIME.



LEWISTON-AUBURN FITTINGLY CELEBRATES GREATEST EVENT IN WORLD HISTORY

Citizens Assembled from Churches by Lighting of Five Whistles, Shown at Orders of Assembly and Banquet—Today Is to Be a Local Holiday. All Schools Being Closed—Festivities Will Continue Throughout Day and Wind Up With Banquet Before This Evening

WASHINGTON, NOV. 11.—(BY THE A. P.)—ARMISTICE TERMS HAVE BEEN SIGNED BY GERMANY THE STATE DEPARTMENT ANNOUNCED AT 2:45 O'CLOCK THIS MORNING.

TWO BEGINNINGS AND AN END—Lacking only a formal declaration, the European phase of World War II is about at an end. In April, 28 years ago, the United States declared war on the Central Powers—the Triple Alliance of Germany, Italy and Austria-Hungary. The nation's strength was added to that of the Triple Entente—Great Britain, France and Russia as the House of Representatives passed the war resolution as shown in the headline at top left.

One year, seven months and five days later, an armistice brought this struggle to an end. The Sun's headlines in an extra edition on Monday, Nov. 11, 1918, are shown in the central photo.

At the right are the headlines of Monday morning, Dec. 8, 1941, the day after the Japs got themselves into a lot of trouble by bombing Pearl Harbor. With Italy out of the war, Germany all but mopped up, and Japan's doom drawing nearer daily, it's two down and one to go.

THE LEWISTON DAILY SUN

U. S. AND JAPAN AT WAR

**JAPANESE FLIERS BOMB U. S. BASES AT HAWAII;
350 REPORTED KILLED; PRESIDENT LIKELY TO
ASK CONGRESS DECLARE WAR THIS AFTERNOON**

**ALL FACTIONS
RALLY BEHIND
THE PRESIDENT**

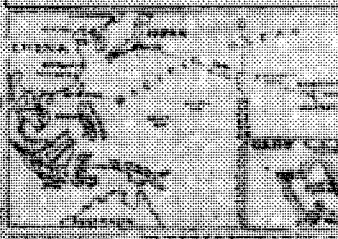
ALL FACTIONS RALLY BEHIND THE PRESIDENT
IN THE AFTERNOON
THE PRESIDENT'S SPEECH
WILL BE LISTENED TO
BY THE PEOPLE OF THE
UNITED STATES
AND THE WORLD

**AT LEAST 350
KILLED**

AT LEAST 350
KILLED
IN THE BOMBING
OF HAWAII
ON DECEMBER 7
1941

THE PRESIDENT
WILL ASK CONGRESS
TO DECLARE WAR
ON JAPAN
THIS AFTERNOON

SCENE OF ACTION IN THE PACIFIC



U. S. TRANSPORT SINK

U. S. TRANSPORT SINK
IN THE PACIFIC
ON DECEMBER 7
1941

THE U. S. TRANSPORT
SINK IN THE PACIFIC
ON DECEMBER 7
1941

THE U. S. TRANSPORT
SINK IN THE PACIFIC
ON DECEMBER 7
1941

THE U. S. TRANSPORT
SINK IN THE PACIFIC
ON DECEMBER 7
1941

**TOKYO DECREES STATE
OF WAR AGAINST U. S.
AND BRITAIN, TODAY**

TOKYO DECREES STATE
OF WAR AGAINST U. S.
AND BRITAIN, TODAY
ON DECEMBER 8
1941

TOKYO DECREES STATE
OF WAR AGAINST U. S.
AND BRITAIN, TODAY
ON DECEMBER 8
1941

TOKYO DECREES STATE
OF WAR AGAINST U. S.
AND BRITAIN, TODAY
ON DECEMBER 8
1941

TOKYO DECREES STATE
OF WAR AGAINST U. S.
AND BRITAIN, TODAY
ON DECEMBER 8
1941

PHILIPPINES ATTACKED

PHILIPPINES ATTACKED
ON DECEMBER 8
1941

Coups de Plume

L'ami Louis P. Gagné, du "Messager", annonce sa candidature à l'échevinage dans le Quartier 7 de Lewiston, Me. A l'exemple du confrère Benoit, naguère de "L'Avenir National", devenu premier magistrat de Manchester, N. H., Gagné sera bientôt maire de sa ville.

Il veut modifier la vieille maxime et lui faire dire que le journalisme mène à tout, même sans en sortir.

Dans tous les cas, succès au vaillant Louis Philippe!

URGES STUDY OF PENSION PLANS

Rep. Louis C. Jalbert has sent letters to Lewiston municipal employees urging them to familiarize themselves with provisions of various pension systems. An Enabling Act passed at the last session of the Maine Legislature authorizes the City of Lewiston to establish a pension system for city employees not so covered under existing plan. Under consideration are the contributory, non-contributory and the insurance plans.

Rep. Jalbert attended the last meeting of the Board of Mayor and Aldermen, asked that body to take steps now in order that a pension system might be enacted as soon as the legislative Act becomes law July 21.

Jalbert's letter:

"You will find attached a copy of the Act relating to a Pension Plan for the Employees of the City of Lewiston as passed by the 92nd Legislature.

As you possibly know, this becomes law 90 days after adjournment of the recent session of the Legislature which falls on July 21st.

There are three plans, any one of which may be adopted:

1. A Contributory pension plan.
2. A non-contributory pension plan.
3. An insurance pension plan.

The power to select and adopt the plan to be followed lies in the hands of the Board of Mayor and Aldermen. I have appeared before this Board and suggested the formation of a committee composed of our Mayor, Alderman, Corporation Counsel, Charter Revision Committee appointed by Ex-Mayor Boucher, and a delegation of members of the various departments involved.

Mayor Lessard had taken my suggestion under advisement.

The purpose of such a committee would be the immediate study of the three above mentioned plans which would bring about an early adoption of that plan proving to be most satisfactory.

My only interest in this matter is that, as a member of the 92nd Legislature I was honored by the Charter Revision Committee which selected me to present this bill for passage. Consequently I am very anxious to see this matter carried to a successful end."

The mystery box went to Mrs. Joseph S. B. Knox and a gift of \$25 from Miss Elizabeth Hersey, Lynn, Mass. was announced for the Bower Memorial Improvement Fund. An invitation was accepted from Rev. and Mrs. A. I. Oliver to hold the June meeting at the parsonage on East Avenue, Lewiston. Refreshments were served by Mrs. Edwin Bradbury and Mrs. Fred A. Gilbert.

COUNTY HAS \$4,696 FOR INFANTILE CARE

State Senator J. C. Boucher, county chairman of the March of Dimes campaign in Androscoggin County, announced Friday \$4,696.79 is on deposit at the Lewiston Trust Co. for infantile paralysis sufferers' care.

Senator Boucher, in a final report on the work, disclosed that \$644.88 was collected throughout the county during the campaign, while another \$1,508.89 was collected by the theaters in the county and turned in towards the work. March of Dimes donations sent to Washington are not included in the totals, he said. One-half of local donations each year are retained for work here, while the remainder of the funds is sent in to national headquarters.

Expenses of the drive, a campaign conducted each year in honor of the birthday of the late President Franklin D. Roosevelt, totaled \$84.87 in this county, the chairman said. That included \$35 for billboard advertising, \$11.80 for tags for the tag day; and \$38.07 for the coin containers distributed in stores and public places for donations.

Following is a breakdown of the collections by cities and towns, not including the theater collections:

Auburn	\$313.23
Durham	7.41
Greene	5.00
Lewiston	270.19
Lisbon	60.20
Livermore Falls	19.43
Mechanic Falls	21.06
Minot	3.51
Poland	4.50
Turner	3.66
Wales	5.81
Webster	15.75
Grand Total	\$729.75

Lewiston Expenditures Above First Month's Costs of 1944

Lewiston municipal expenses for April were \$101,065.73, the first month of the 1945-46 fiscal year. This is an increase of \$7,314.03 above the same month a year ago. While expenditures rose, revenues decreased \$8,558.67 according to figures released by Julian W. Deshaies, chief auditor. Revenue for April totaled \$47,024.16. For the same month a year ago the figure was \$55,582.83.

As of April 30, the city had a cash balance of \$67,509.89 according to the chief auditor. Local welfare costs showed a decrease of \$590.81 over the same month a year ago, the April 1945 cost being \$2,095.82, and a year ago \$2,686.63. Total welfare costs for the month this year were \$3,849.24, a \$223.17 decrease from the \$4,072.41 figure of a year ago.

A breakdown of welfare costs showed:

	April 1945	April 1944
Administration	\$1,081.67	\$ 934.13
Local	2,095.82	2,686.63
State	507	359.47
Outside towns	164.30	92.18
Totals	\$3,849.24	\$4,072.41

AUDITOR'S OFFICE

Budget Report For The Month Of April, 1945

City Of Lewiston, Maine

Departments	Dept.	Credits	Expenditures
General Government			
Mayor and Council		\$	309.45
City Clerk			728.13
Municipal Court			531.55
Corporation Counsel			192.30
Board of Registration	17.07		603.57
Finance			
Commissioners			200.00
Controller			731.53
Auditor			1,077.39
Treasurer-Collector			1,269.25
Assessors			2,603.00
Unclassified			752.98
Public Works			
Administration	.20		1,526.92
Highways			11,116.51
Snow Removal			602.07
Waste Removal			1,705.35
Sewers			441.83
Street Lights	1.05		549.92
Water Service			2,958.03
City Building			689.01
Armory			715.59
Park St. Building			107.13
Public Safety			
Police	\$0.26		8,983.74
Sealer of weights			150.00
Fire			20,554.76
Building Inspection			25.00
Electrical Inspection			25.00
Education			
Administration			1,128.77
Common Schools			9,331.45
High School			5,930.59
Transportation—Parochial			
Schools			330.00
Athletic Park			90.00
Public Library			999.50
Health and Welfare			
Administration			1,081.67
Locals	12.88		2,095.82
State			507.45
Outside Towns			164.30
Soldiers			294.68
Mother's Aid			3,255.33
City Farm	34.42		1,226.52
City Physician			144.20
Health			856.00
Communicable Diseases			614.57
Debt Service			
Serial Bonds			10,000.00
Bond Interest			3,857.50
Misc. Interest and Fees			7.37
Total Disbursements of all Departments		\$145.88	\$101,065.73

AUDITOR'S OFFICE

REVENUE REPORT FOR THE MONTH OF APRIL, 1945

CITY OF LEWISTON, MAINE

Source of Income	Receipts
Tax Deeds and Liens	\$ 72.95
Taxes—Real Property	
(Delinquent)	921.47
Taxes—Personal (Delinquent)	270.40
Taxes—Polls (Delinquent)	267.50
Penalties and Interest on Taxes	64.08
Motor Vehicle Excise Tax	799.39
Taxi Licenses	5.00
Health Licenses	49.00
Plumbing Fees and Licenses	45.55
Amusement Licenses	30.00
Professional and Occupational	
Licenses	102.00
Police and Protective Licenses	136.00
Dog Licenses	1,010.90
Marriage Licenses	72.00
Burial Permits	16.50
Municipal Court Fees	58.10
Rents—City Building	795.00
Rents—Armory	200.00
Health Aid	66.66
Recording of Legal Instruments	76.03
Vital Statistics	67.00
Sewer Assessments	20.00
Weights and Measures	21.00
Scale Fees	3.40
Fire Protection Services	10.90
Library Fines, Fees and Rentals	91.63
Sales—City Farm	188.76
State Cases Reimbursements	717.79
Outside Towns Reimbursements	290.79
Unclassified—Revenues	1,172.41
Sale of Waste and Junk	34.28
Sale of Real Property	390.00
Water Services	29,558.67
Hydrant Services	9,375.00
Rents—Other Property	24.00
Total Receipts from all Sources	\$47,024.16
Statement of Cash—April 30, 1945	
Cash Balance Mar. 31, 1945	\$121,423.26
Departmental Revenues	47,024.16
Departmental Credits	145.88
Withholding Tax	7,146.03
Miscellaneous	2,200.00
Totals	\$177,944.33
Warrants Paid April, 1945	\$110,434.44
Cash Balance Apr. 30, 1945	67,509.89
	\$177,944.33

Julien W. Deshaies
Auditor

102

MAYORS HALT MAINE STRIKE

Credited With Keeping Buses Running

LEWISTON, Me., Oct. 18—Mayors of the two cities were credited today with preventing a threatened bus strike that would have been crippling in central Maine. Robert P. Lounsbury, president of the drivers' union that reached an agreement late last night with Lewiston-Auburn Transit Company, said Mayor Louis P. Gagne of Lewiston and Mayor Rosaire L. Halle of Auburn were "mostly responsible" for bringing about the settlement.

A federal conciliator who attempted to bring the bus firm and the union together earlier in the week left for Boston Thursday, convinced nothing more could be done, according to Lounsbury.

Mayor Gagne then called Mayor Halle into conference, and the two asked Governor Horace A. Hildreth for assistance. Hildreth assigned the State Board of Arbitration to the case, and two members of this board were present at Friday's conferences in the Mayors' offices.

Under the new agreement, the drivers will get 96 cents an hour, an increase of 12 cents, on a 54-hour week. The mechanics will receive \$1.07 an hour, also a 12-cent increase. The contract will not reduce hours.

PI 10-19-47

Charter Committee to Make Report to Citizens Committee

The official report of the original charter committee will be made tonight to the committee of 78, said Mayor Gagne, yesterday. The mayor said he has not received a copy of the report, that the official report of changes in the city charter will not be made public until the meeting, called for 7:30 P.M. in the courtroom.

The committee of 78 was originally named by Mayor Gagne to consider proposed projects and the order in which they should be under-

taaken. Its duties became more complex during the charter hearings as it was decided the original charter committee should make its official report to the representative group.

Unofficial reports say the committee will recommend a full-time city engineer under the Board of Finance, a Planning Board, biennial election of the mayor, and appointment by the corporation counsel by the Finance Board instead of by the mayor.

The Municipal Pay Problem

Although Monday night's meeting before the Lewiston Board of Finance on the subject of pay raises for city employees ended inconclusively, in the end the city is likely to make some upward readjustments in salary scales. Another session will be held soon, to be attended by representatives of the firemen, who want parity in pay with the police.

Prominent in the discussion Monday night was the wage survey made by an outside organization some months ago. The survey found some salaries and pay scales out of line with the average of other cities, comparable to Lewiston, and recommended changes which would cost Lewiston approximately \$31,000. But now the Municipal Administrative Association wants the readjustments made retroactive to April 1st, and City Treasurer Ancil says this would boost the amount needed to about \$55,000.

If the city were to do this, it would mean more than another mill in taxes, making the rate at least 45 instead of 44 mills. (A mill of taxes brings about \$35,000 in revenue.) Lewiston should not increase the tax rate, and impose a heavier burden on its industries, home-owners, and on landlords still subject to rent control, but who must meet ever-rising costs for repairs and other maintenance.

A diligent search of the budget may possibly discover some projects which can be deferred, or which cannot be completed, as Ancil said. There is the growing valuation of the city through the construction boom, which means increased municipal revenue. With other savings here and there, it may be possible to make some readjustments in out-of-line city pay, and a modest upward boost satisfactory to the employees. More than that should not be expected at this late date, and there will be an opportunity for changes next year. But the Board of Finance ought not to reopen the budget and make changes requiring a boost in the tax rate.

Evénements 3-1947 franco-américains

— M. Louis-P. Gagné a été intronisé maire de la ville de Lewiston, Maine, le 17 avril, en même temps que son Conseil d'échevins dans lequel on remarque les noms de MM. Ernest Malenfant, Léo St-Pierre, Aimé Dionne, Gérard H. Saint-Pierre. Avant son élection à la mairie, Gagné était échevin de son quartier. Il fut l'initiateur du mouvement de la raquette aux Etats-Unis et l'un des fondateurs de l'Association des Vigilants. M. Gagné est originaire de Québec où il a fait ses études. Journaliste de carrière, il fit un stage au SOLEIL de Québec et au MESSAGER de Lewiston. Le jour de son intronisation, un télégramme de bons souhaits et de félicitations lui fut transmis par l'Association Canado-Américaine dont il est membre.

Charter Committee Recommendations To Be Presented

The recommendations of Lewiston's Charter Committee are to be presented to Mayor Louis P. Gagne's committee of 78 representative citizens at a meeting tomorrow night.

The committee recommendations have not been sent to Mayor Gagne as yet, he said today. They have not been made public but are reliably reported to include a full-time city engineer under the Finance Board, a biennial election for Mayor, the creation of a Planning Board, and the appointment of the City Attorney by the Board of Finance instead of by the Mayor.

Lewiston City Council To Consider Wage Increases, Applications for Licenses

Beside acting on a Lewiston Board of Finance recommendation for a \$100 wage increase for municipal workers the Lewiston City Council will have several items to act upon at its meeting tomorrow night.

Among these will be several applications for various municipal licenses and the recommendation of Police Chief Thomas E. Johnson for a "no parking" area on Lowell Street near the Malier Bros. garage. The license applications submitted to City Clerk Lucien Lebel are as follows:

Baby Home—Antoinette Lachance of 81 Shawmut Street and Carmen Tourigny of 48 Elliott Avenue.

Auction License: Ralph Guilmette of 733 Lisbon and Paul Bolduc of 99 Webster.

Beano License: Canadian Legion Amusement Corp., 48 Sabattus.

Victualer permits: Frances Berube, Sabattus Road; Kozy Kar Diner, 97 Main; C. W. Simmons, Lobsterland, 114 Blake Street; and for Armand Fecteau of 42 Knox Street for Armand's Variety Store.

Gagne Says "Pressure" Exerted to Halt Proposed Wage Survey

Lewiston Mayor Louis P. Gagné said, last night, he understood pressure has been brought to bear on some Finance Board members relative to halting a proposed survey and subsequent readjustment of wages of municipal employees and officers. The survey, similar to that conducted this year in other Maine cities, will be directed toward reported "inequalities" within and between departments because of the past hikes granted the past two years.

On July 15, the Finance Board authorized the city auditor to obtain an estimate on the cost of such a survey by a professional group and to report this back to the board.

Mayor Gagne related he has not heard anything on the matter since then, but he "understood pressure has been brought to bear on Finance Board members to discourage the

survey since it would mean some salaries paid city building officers and employees would be affected.

The Mayor said he believed such a survey would cost about \$3,000. "I consider this a small amount in view of the fact that it would make things right in the various departments. Wages would be paid commensurate with the duties and responsibilities of the officers and employees. I know the taxpayers would favor a survey because it may mean additional money for other purposes," he asserted.

It has been reported that some fear has been expressed in city building quarters since a readjustment of salaries would mean some city officials and employees would suffer pay cuts. The survey has been recommended by the Lewiston Municipal Administrative Association, of which most municipal employees are members.

Nos maires de retour—

Le maire Louis P. Gagné de Lewiston et le Maire Rosaire Hal-
lé d'Auburn ont atterri hier à l'aéroport d'Auburn d'un voyage dans la ville de New-York où ils ont pris part à une conférence des maires.

Le maire Gagné est mécontent du fait que les autorités de l'aéroport d'Auburn chargent des taux plutôt élevés à ceux qui en font usage. Notre premier magistrat nous déclarait ceci hier matin lorsque nous lui avons demandé si Lewiston n'avait pas assumé récemment une charge qui pourrait devenir onéreuse à la longue. A l'heure actuelle, Auburn doit retirer une large part des profits, si profits il y a, tandis que notre ville sera traitée en parent pauvre. Ne dans pas surpris si le maire Gagné émet prochainement un communiqué en marge avec cette importante affaire d'intérêt général.

Dissatisfied City Employees May File Objections to Wage Plan at Council Meeting

Many dissatisfied Lewiston municipal employees may file formal objections to the \$100 wage increase recommended by the Board of Finance when the City Council meets at 7:30 tonight.

Their objections, however, may depend on conferences this afternoon. Fire fighters reportedly were to meet with members of the Fire Commission and member of the Lewiston Municipal Administrative Association had a meeting scheduled for 5 P.M.

Public Works Department employees took no action on the wage increase when they met last night. According to Omer Parent, president of the association of Public Works Employees, the association will not be represented at tonight's meeting.

Whether the City Council will accept the recommendation of the Finance Board or refuse it and make suggestions was a matter of pure speculation this afternoon. No one appeared to know.

Thomas and Longtin Retain Armand Dufresne as Counsel

Robert M. Thomas, one of two deposed members of the Lewiston Fire Commission, said, Tuesday night, he was awaiting word from Attorney Armand A. Dufresne Jr., on the fight planned by himself and Joseph O. Longtin relative to their ousting by Mayor Gagne.

Thomas and Longtin were removed from office by the mayor when he named an entirely new five man commission.

Attorney Dufresne said there had

been no developments, that he was checking the law before he had anything to say.

Chief Drouin of the fire department said R. M. Thomas had turned in his office key, Monday, and that Longtin still had in his possession an office key and a key to the clerk's files.

The new five man commission is scheduled to organize at its meeting at 7 o'clock tonight.

Mayor Gagne to Seek Second-Term Election

Mayor Louis P. Gagne of Lewiston announced today he would seek a second-term at the municipal elections February 16.

The Mayor said he had arrived at the decision after careful consideration and in the hope I will see the plans I proposed carry through.

He indicated he would seek to have funds for the erection of a fire

department sub-station on Lisbon Road in the next municipal budget and stated he would seek to better the city's playgrounds. The Mayor has also proposed the erection of a park with two large swimming pools at the site now occupied by the Lewiston Public Works Department.

The Mayor is not expected to encounter opposition at the coming elections.

MAYOR OPENLY HITS TACTICS OF ALDERMEN

Assails Malenfant, St. Pierre for "Alleged Political Footballing" on Election Eve - Officers' Attack on Lincoln Street Snow Conditions Reported Unfounded - News Items Also Scored

Alleged vote getting tactics on the part of Ward Three Alderman Ernest Malenfant and Ward Six Alderman Leo St. Pierre were bitterly assailed by Mayor Gagne, Thursday night, as he declared at a meeting of the Board of Mayor and Aldermen "I do not wish to see any more political footballing on the eve of an election." The two aldermen had attacked the reported lack of snow removal work on Lincoln Street. The meeting was subsequently adjourned and the street inspected by six aldermen. Later, Alderman Hopkins, speaking for the other aldermen, said the street has been satisfactorily cleaned and the PWD "should not be the object of criticism." Malenfant also proposed boosting the wages of ward workers but this was defeated.

PROTECT TAXPAYER

Malenfant proposed boosting the wages of the ward officers in the forthcoming city election from the usual \$12 and \$10 a day to \$17 but this met with the disapproval of Alderman Petropoulos and Mayor Gagne. Petropoulos made heated objection to the proposal when he declared: "We are here to see our city is protected and the same goes for the taxpayer. I feel the \$12 for wardens and \$10 for ward clerks and other workers is fair compensation. Such work should be a pleasure and an honor for those who want to serve their city."

The fiery Ward Three representative stated "the workers are not satisfied with the small pay. They are making big wages in the mills and other places and can't afford to work for such small pay. The city should pay \$17 to them because they work 18 to 20 hours a day. Petropoulos should be ashamed at what he has said."

At the suggestion of City Clerk Lebel the mayor read scale of wages paid ward workers the past eight years. In 1941 and 1942, he said, the ward clerks, wardens and others received \$6. In 1943 and 1944 they received \$10, with \$7 being paid to workers. Since 1945 the rate has been \$12 for wardens and \$10 for ward clerks and other workers.

Portland Pays \$7

In reply to a question from Mayor Gagne, Clerk Lebel said workers in Portland wards receive \$7 for their services.

Petropoulos charged Malenfant's arguments were improper and irregular and were directed toward "getting a few votes."

Speaking of the long hours put in at the polls by the ward workers, Malenfant told Petropoulos that if he wanted to save money "Why don't you scratch out the money in the budget for the police officers' dinners when they work at the polls?"

Petropoulos Angered

This appeared to infuriate Petropoulos, a retired police officer, as he declared "Mr. Malenfant seems to have it in for the police department. Let me tell you I have worked at many polls for long hours, without the chance to get home for supper or sleep. And I didn't get \$14 a day but was given the same wages I or-

dinarily received. And I might add we worked without kicking or complaining."

At this moment Malenfant moved his proposal be acted on by a ye and nay vote. It was not seconded.

A motion by the alderman from Ward Two to fix the wages at \$12 for wardens and ward clerks and \$10 for ballot and election officers was approved by a ye and nay vote of six to one, Malenfant dissenting.

Set Election Hours

The election warrant calling for a municipal election in the city's seven wards on Feb. 16 was approved. The polls will open at the usual hour, 8 A.M., and close at 7 P.M. The board also voted not to hire extra ward clerks.

Attacks Press Story

Alderman Leo St. Pierre of Ward Six began to ask that snow on Lincoln and Canal Streets be removed when Mayor Gagne interposed.

"Pardon me," Gagne said, "I'm addressing my remarks to the alderman of Ward Six and any others that may be interested. There was published in the local French paper this week to the effect the Ward Three and Ward Six aldermen would raise hell at this meeting about the condition of Lincoln Street. 'May I first ask you, Mr. St. Pierre, when you last inspected Lincoln Street?'"

"I think it was Monday or sometime the first part of the week. I guess I don't remember," St. Pierre replied. Referring to the article reportedly published in the French American paper, St. Pierre continued: "I want it known I never talked to the Ward Three alderman about the snow conditions."

Mayor Gagne interrupted, saying "The article was unfair not only to the department of public works but to this board. The department should be defended for doing a good job." At that point the mayor suggested the board adjourn to inspect Lincoln Street.

Says Feeling Hurt

Petropoulos continued the discussion when he said "my feelings were hurt when I read that article. I'm not well versed in French but I can read it. Such a thing was uncalled for in bringing such a story to the press. I took it upon myself to meet with the chairman of the Fire Commission, police commission, the mayor and city clerk and inspect the street. We found the street has been cleaned from Main Street up to the 'triangle.' In addition, the business district has been cleaned and there is ample space for parking."

"We should be thankful for a job well done," he continued. "They have worked under hard conditions this year and I hate to see criticism when it is not called for." The aldermen praised the public works department, education board, fire and police departments for their excellent service to the city.

FEBRUARY 6 1948

Adjourn Meeting

The board adjourned and all aldermen, except Malenfant, made the inspection in the company of City Clerk Lebel and a reporter. Malenfant indicated he would not go unless he rode in a car not holding the other aldermen.

On returning and reopening the meeting, Alderman Hopkins reported "Little Canada," Cedar Street and Main Street were inspected and found satisfactorily cleaned. He said he did not see where any criticism was necessary. The alderman said there were small banks of snow on

the westerly side of the street but they do not interfere with traffic.

Calls Arguments Ridiculous

Malenfant asked for the floor but Mayor Gagne declared "I will not entertain any more discussion on Lincoln Street. The arguments you raise are ridiculous. I do not wish to see any more political footballing on the eve of an election."

St. Pierre of Ward Six said he was glad to hear Lincoln Street had been cleaned. He stated he was more concerned with Canal Street and did not want anybody to feel he is making it a "political football."

Malenfant again tried to get into the discussion but Gagne stated "I won't allow you. If you keep on I'll have you thrown from the room. We need no more foolish explanations."

After this, a motion by Petropoulos to send a letter to the public works department commending the "excellent" snow removal work was voted.

St. Hilaire Speaks

PWD Director St. Hilaire, taking the floor at the invitation of Mayor Gagne, stated "It seems these issues come up every time there is an election. I wish to advise you gentlemen we have not received a single complaint about our work this season. The two that have come indirectly were prompted by the alderman from Ward Three. According to the report, he told them it seems too bad the public works forgets our streets and picks up snow elsewhere."

He explained the situation on Canal Street was caused by the cars of mill workers. He said the crews can get at the street only Saturday and Sunday night and those are the two days when the city is forced to pay overtime wages. "We have cleaned the street when possible," he stated.

The director explained his snow removal schedule and said "if the aldermen from Wards Three and Six wish more service in their wards they can recommend it to the Public Works Board. By doing this we will have to curtail the service in other wards." He said 65% of the money for snow removal is spent in the two wards.

St. Hilaire said he has tried sincerely to do a good job with the available men and equipment. "If there is any praise it should go to the men and not me. They have worked under adverse conditions this year. Criticize me, not the men." Petropoulos declared "We should all be satisfied. The director has given us the necessary facts."

UN APPEL AUX VOTANTS ET VOTANTES DU QUARTIER 3.

Comme maire de la ville, c'est mon devoir d'être intéressé dans le bien-être de TOUS les citoyens. De plus aux dernières élections, 892 citoyens du quartier TROIS m'ont confié le mandat de maire, soit un nombre plus considérable que ceux qui avaient élu l'échevin Malenfant.

Comme maire, c'est mon devoir d'exposer tous ceux qui, volontairement et sans aucun scrupule, nuisent au progrès de la ville et des citoyens en général. Voilà pourquoi je m'intéresse à la présente campagne du Trois, tout comme l'échevin Malenfant, d'ailleurs, a cru bon, il y a un an, de se mêler de la campagne à la mairie.

Quel que soit le candidat opposé actuellement à l'échevin Malenfant, je soutiens qu'il représentera son quartier plus dignement que l'échevin actuel.

Quand l'échevin Malenfant jette les hauts cris en faveur d'économiser l'argent des payeurs de taxes, il oublie de mentionner qu'un jour, alors que les échevins étaient réunis pour étudier deux cas de maladie mentale il aurait voulu que ce fussent deux assemblées séparées pour chaque cas, afin de lui permettre de retirer \$6.00 au lieu de \$3.00. Il oublie de dire qu'il m'a demandé de convoquer des assemblées spéciales à propos de n'importe quoi pour permettre aux échevins d'avoir la limite de \$300 qui leur est allouée pour l'année à raison de \$10 par assemblée.

Quand l'échevin Malenfant vient brailler pour économiser l'argent des payeurs de taxes, il oublie encore que c'est l'argent des payeurs de taxes qui paye le salaire des officiers d'élections, et que lorsqu'il réclame \$17 par jour pour les wardens et les ward clerks, il se fiche bien du payeur de taxes, pourvu que cela lui obtienne quelques votes dans son quartier.

Ce même échevin oublie de mentionner que pendant presque TREIZE ANS, l'Etat et la ville, c'est-à-dire les payeurs de taxes ont déboursé des milliers de dollars pour en avoir soin dans certaines institutions. Dans chaque institution, on a fini par s'en débarrasser parce qu'il n'était plus endurable. Mais il n'a jamais parlé de rembourser ni l'Etat ni la ville!

C'est ce même échevin qui durant la guerre bavait sur les soldats et les "sailors" qu'il voyait en compagnie de jeunes filles, comme si lui, l'échevin Malenfant, était le gardien de la morale dans la ville. Il ne sait pas qu'il est dangereux de lancer des pierres quand on habite une maison de verre!

C'est ce même échevin que pas un seul maire n'a pu satisfaire depuis les six ans qu'il réchauffe son siège au Conseil. Et pas un seul échevin qui a siégé depuis six ans n'a pu s'accorder avec lui. On ne dira toujours pas que ce sont tous les autres qui ont toujours eu tort, et lui, toujours raison!

L'échevin Malenfant est un anti-vétéran, un anti-sportsman qui passe par les portes pour faire croire aux citoyens que le projet de l'aréna est un épouvantail. C'est un anti-progrès, un anti-n'importe quoi. Durant les six ans qu'il a été échevin, il s'est contenté de s'asseoir à chaque cas de maladie mentale pour retirer ses \$3.00 SANS VOTER UNE SEULE FOIS.

L'échevin Malenfant ne croit pas à sa ville et n'a toujours cherché qu'à la critiquer et à critiquer tous ceux qui lui ont fait du bien, dans les institutions qui l'ont aidé comme dans tous les départements de la ville.

Il me semble que le temps est venu pour le quartier Trois de se choisir un échevin digne et représentatif. Deux des candidats sont des vétérans qui savent ce que c'est que de se battre ailleurs que dans une salle du conseil. Quant à l'échevin Malenfant, où était-il donc durant la première guerre mondiale, alors qu'il avait 28 ans?

Durant la présente année, tous les échevins n'ont pas toujours été d'accord, mais ils sont toujours restés de parfaits gentlemen, intéressés au progrès de leur ville. Voilà des jeunes gens qui ont de la fierté, du courage, de la conviction et de la conscience, mais dans le cas de l'échevin Malenfant, qui se prétend une victime de la persécution alors que c'est lui qui dégoûte toujours sur tout le monde, c'est un vrai specimen.

Quel que soit le candidat que favoriseront les citoyens du Trois parmi les adversaires de l'échevin actuel, n'importe lequel aura au moins de la dignité et de la décence et le quartier Trois s'en félicitera.

Not So Hasty, Mayor

It is understandable and proper that Mayor Gagne of Lewiston is worried over welfare cases, evictions and aid to the unfortunate. He was somewhat hasty however in his bitter denunciation yesterday of the State Commissioner of Health and Welfare Stevens.

What ired the Mayor was a statement in a memorandum to municipal boards that "it seems evident that welfare problems are at a minimum insofar as practically all of the municipalities of the State are concerned."

If Lewiston finds itself in an unusual position the Commissioner should be so informed.

Commssioner Stevens is trying to clear up State aid and welfare problems. His funds, as all others, temporarily, have been held back (5%). The Mayor says that the State is furnishing "aid to women who are continuously in barrooms." It is just this sort of thing that Stevens is trying to clean up. The local board should have notified the State of such cases.

We advise the Mayor to call on Stevens (not in anger) to talk the situation over if he fears Lewiston is being discriminated against.

Cet appel que je fais, je le fais à tous les votants du Trois. Je demande à tous les citoyens de ce quartier d'aller aux polls, lundi et de voter pour un des trois adversaires de l'échevin Malenfant, que ce soit M. Bussière, M. Gamache, deux vétérans, ou M. Ducasse. Cela prouve assez clairement que je n'ai aucun parti-pris pour ce qui concerne ces candidats qui font opposition à l'échevin actuel. C'est l'intérêt de la ville qui me concerne et pas d'autre chose. J'ai essayé de le prouver durant l'année écoulée, et je le prouverai davantage durant la nouvelle année municipale. J'ai essayé d'avoir de la dignité, d'être humain avec tout le monde et je crois qu'on me rendra le témoignage que le poste de maire ne m'a pas enflé la tête. J'ai continué de regarder tout le monde, n'importe où, et de parler à qui que ce soit.

Encore une fois, lundi, un vote contre l'échevin Malenfant sera un vote pour le progrès de la ville et une année paisible, harmonieuse, digne de ceux qui se respectent et qui sont fiers d'être des Franco-Américains.

LOUIS-P. GAGNE

Maire de Lewiston

ECHO DES ELECTIONS MUNICIPALES

L'espace nous a manqué hier pour publier le résultat complet des élections municipales de lundi.

Voici la liste complète telle que préparée par le commis de la ville, M. Lucien Lebel:

VOTE PAR QUARTIER QUARTIER UN

Maire—	
Louis-P. Gagné	220
Echevin—	
Arthur T. Hopkins	205
Officier-rapporteur—(Warden)	
Léo D'Auteuil	120
Lelia Gilbert	94
Sous-officier-rapp.—(W. Clerk)	
Henrietta Bartlett	199

QUARTIER DEUX

Maire—	
Louis-P. Gagné	294
Echevin—	
Anthony J. Petropulos	295
Officier-rapporteur—(Warden)	
Lester E. Davis	276
Sous-officier-rapp.—(W. Clerk)	
Geneva L. Langley	287

QUARTIER TROIS

Maire—	
Louis-P. Gagné	712
Echevin—	
Angelo J. Bussière	226
Laurier Ducasse	75
Albert P. Gamache	207
Ernest Malenfant	530
Officier-rapporteur—(Warden)	
Leandrus G. Caron	510
O'Nues G. D. Dubé	253
Sous-officier-rapp.—(W. Clerk)	
Helen S. Pellerin	619

QUARTIER QUATRE

Maire—	
Louis-P. Gagné	475
Echevin—	
Ernest Dionne	465
Officier-rapporteur—(Warden)	
Andrew S. Sturtevant	404
Sous-officier-rapp.—(W. Clerk)	
Raoul J. Levesque	437

QUARTIER CINQ

Maire—	
Louis-P. Gagné	657
Echevin—	
Orila J. Lavoie	656
Officier-rapporteur—(Warden)	
Dechamplain H. Caron	360
Joseph M. Lemieux	273
Sous-officier-rapp.—(W. Clerk)	
Joseph W. Caron	282
Ida Dionne	382

QUARTIER SIX

Maire—	
Louis-P. Gagné	918
Echevin—	
Alphonse Jalbert	152
Ernest W. Ouellette	323
Léo St-Pierre	684
Officier-rapporteur—(Warden)	
Lucien Albert	432
Léo P. Couture	283
Laurier E. Jean	334
Sous-officier-rapp.—(W. Clerk)	
Aimé J. Laje	594
Joseph Leblond	434

QUARTIER SEPT

Maire—	
Louis-P. Gagné	371
Echevin—	
Robert Delorme	91
Gérard H. St. Pierre	334
Officier-rapporteur—(Warden)	
Fred K. Lawrence	111
Désiré St-Pierre	261
Sous-officier-rapp.—(W. Clerk)	
Léa Pinette	282
Stella J. White	84

QUARTIER SEPT—2

Maire—	
Louis-P. Gagné	289
Echevin—	
Robert Delorme	155
Gérard H. St-Pierre	169
Officier-rapporteur—(Warden)	
Alice R. Hodge	242
Sous-officier-rapp.—(W. Clerk)	
Flossie A. Poliquin	250

Voici les détails du referendum:

COMMISSION DU FEU

	Oui	Non
Quartier Un	110	125
Quartier Deux	145	191
Quartier Trois	610	301
Quartier Quatre	356	220
Quartier Cinq	443	254
Quartier Six	709	135
Quartier Sept-1	268	134
Quartier Sept-2	183	121
Totaux	2824	1481

COMMISSION DE POLICE

	Oui	Non
Quartier Un	102	131
Quartier Deux	131	195
Quartier Trois	666	311
Quartier Quatre	224	230
Quartier Cinq	407	274
Quartier Six	645	244
Quartier Sept-1	259	133
Quartier Sept-2	165	124
Totaux	2599	1642

P. W. LOT DISPOSITION

Quartier	Parking Lot	T. Jeux	Oui	Non
Un	96	48	80	56
Deux	211	84	145	85
Trois	301	208	301	113
Quatre	197	80	160	50
Cinq	425	127	470	130
Six	644	204	704	146
Sept-1	247	89	244	59
Sept-2	105	62	115	31
Totaux	2226	902	2219	670

IMPORTANTE DECLARATION DU MAIRE L.-P. GAGNE EN MARGE DES ELECTIONS

LEWISTON, 18 (DNR)

En marge de sa candidature pour un deuxième terme, le maire Louis P. Gagné nous communique ce qui suit:

"Tel que déjà publié dans les journaux, je me porte candidat pour un deuxième terme à la mairie, aux élections du 16 février prochain. Jusqu'ici, depuis l'adoption de la nouvelle charte, en 1939, aucun maire n'a eu d'opposition pour un deuxième terme. En aurai-je? C'est le secret des dieux. Nous vivons dans un pays libre et tout citoyen a le privilège de penser autrement que son voisin.

"J'ai la satisfaction d'avoir fait mon devoir depuis mon élection et d'avoir rempli mon mandat consciencieusement. L'augmentation du taux de la taxe a été rendue nécessaire par l'augmentation des salaires de tout le personnel employé par la ville.

"Durant la présente administration, le conseil municipal et les différentes commissions ont coopéré activement avec le maire pour le bénéfice de la municipalité. L'ordonnance du zoning a été adoptée et mise en vigueur; le stationnement des autos au centre de la rue Main a disparu; plusieurs services publics ont été ajoutés; une autre partie du Lisbon Road a été construite en neuf, ainsi que la rue Pine; Lewiston s'est distinguée à l'occasion de la visite du Freedom Train et à l'occasion aussi de la malheureuse situation causée par les feux de forêts; durant la même administration a été réglée à l'amiable la menace de grève des chauffeurs d'autobus; les dépenses municipales ont été faites sagement et, pour la première fois depuis un très grand nombre d'années, le fonds contingent, qui comprend la somme de \$25,000, est encore intact, bien qu'il ne reste plus que trois mois à l'année municipale.

"L'année 1948-49 promet de faire époque dans les annales de

la ville si la situation financière municipale actuelle n'est pas embarrassée par quelque problème imprévu. Le prochain budget devrait pouvoir inclure suffisamment pour une nouvelle station du feu sur le Lisbon Road, un terrain municipal de stationnement bien surveillé et entretenu; une nouvelle piscine dans le parc municipal; un nouveau réservoir aux environs de la rue Montello; un budget deux fois plus considérable que cette année pour des nouveaux trottoirs et l'entretien des trottoirs présentement construits; des nouvelles enseignes pour toutes nos rues; des lumières partout dans les limites de la ville, etc. etc.

"Je considère que les citoyens ont droit d'attendre des nouveaux services pour l'argent qu'ils payent.

"Durant la présente année, j'ai désigné un comité appelé War Memorial Committee pour la construction d'une arène à glace artificielle, d'un nouveau terrain de football et de baseball. Le public connaît déjà le travail accompli jusqu'ici par le comité et quelques très généreux citoyens doués du meilleur esprit civique. L'an 1948 devrait amener l'inauguration de l'arena. La réponse du public en général à l'appel du comité commence déjà à se manifester de façon extraordinaire. De grands événements se préparent pour la grande satisfaction des citoyens.

"Je termine en disant ma reconnaissance à tous ceux qui m'ont aidé à l'accomplissement de mon devoir. Le crédit de ce qui s'est fait revient à tous ceux qui y ont participé. Si je suis réélu, j'ai la conviction que tous les citoyens seront enchantés de la prochaine année municipale.

"Pour le moment, je profite de l'occasion pour souhaiter un joyeux Noël à toute la population".

HAS ANOTHER YEAR



ARTHUR T. HOPKINS
Ward One



ANTHON P. J. PETROPULOS
Ward Two



MAYOR LOUIS P. GAGNE



ERNEST DIONNE
Ward Four



OVILA J. LAVOIE
Ward Five

One half of all the votes cast would be 519. A majority would be 520. The charter provides that a majority of votes cast for that particular office is the determining factor.

Gamache's Statement

In a signed statement, Albert Gamache, third in the Ward Three race, praised voters who had confidence in Malenfant but said the alderman was re-elected by those who didn't vote.

"Those most worthy of representation are the ones who took the small pains and inconveniences to go to the polls," he said. "With this in mind, I hope Malenfant will deserve and receive the cooperation of other city officials."

"I would like again to remind voters of their error in not coming out to vote. To the common citizen, the alderman is the most important of elected officers. He is their most accessible voice within the government. I would like to see a new and deserved respect bestowed upon the office," said Gamache.

St. Pierres Re-Elected

Alderman Leo St. Pierre in Ward Six retained his seat on the board by defeating two aspirants. St. Pierre drew 684 votes to 323 for Ernest William Ouellette and 152 for Alphonse Jalbert.

In the only other ward in which there was a contest, Ward Seven, Gerard H. St. Pierre easily defeated Robert Delorme, 503 to 246.

Re-elected without opposition were Arthur T. Hopkins in Ward One, A. J. Petropoulos in Ward Two, Ernest Dionne in Ward Four and Ovilla J. Lavoie in Ward Five. Hopkins received 205 votes, Petropoulos 295, Dionne 465, and Lavoie 656.

Voting Was Light

Voting was light throughout the day. Ward workers experienced their biggest rush in the final hour. The total vote of 4,984 was far behind the 10,172 ballots cast when Gagne defeated J. C. Boucher a year ago. At that time Gagne polled 7,335 votes.

VOTE BY WARDS

WARD ONE	
MAYOR	
Louis P. Gagne	220
ALDERMAN	
Arthur T. Hopkins	205
WARDEN	
Leo D'Auteuil	120
Lelia Gilbert	94

WARD CLERK	
Henrietta Bartlett	199

WARD TWO	
MAYOR	
Louis P. Gagne	294
ALDERMAN	
Anthony J. Petropoulos	295
WARDEN	
Lester E. Davis	276
WARD CLERK	
Geneva L. Langley	287

WARD THREE	
MAYOR	
Louis P. Gagne	712
ALDERMAN	
Angelo J. Bussiere	226
Laurier Ducasse	75
Albert P. Gamache	207
Ernest Malenfant	530
WARDEN	
Leandrus G. Caron	510
O'Nues G. D. Dube	253
WARD CLERK	
Helen S. Pellerin	619

WARD FOUR	
MAYOR	
Louis P. Gagne	475
ALDERMAN	
Ernest Dionne	465
WARDEN	
Andrew S. Sturtevant	404
WARD CLERK	
Raoul J. Levesque	437

WARD FIVE	
MAYOR	
Louis P. Gagne	657
ALDERMAN	
Ovilla J. Lavoie	656
WARDEN	
Dechamplain H. Caron	360
Joseph M. Lemieux	273
WARD CLERK	
Joseph W. Caron	262
Ida Dionne	382

WARD SIX	
MAYOR	
Louis P. Gagne	918
ALDERMAN	
Alphonse Jalbert	152
Ernest W. Ouellette	323
Leo St. Pierre	684
WARDEN	
Lucien Albert	432
Leo P. Couture	283
Laurier E. Jean	334
WARD CLERK	
Aime J. Lauze	594
Joseph Leblond	434

WARD SEVEN	
MAYOR	
Louis P. Gagne	371
ALDERMAN	
Robert Delorme	91
Gerard H. St. Pierre	334
WARDEN	
Fred K. Lawrence	111
Desire St. Pierre	261
WARD CLERK	
Lea Pinette	282
Stella J. White	84

WARD SEVEN-2	
MAYOR	
Louis P. Gagne	289
ALDERMAN	
Robert Delorme	155
Gerard H. St. Pierre	169
WARDEN	
Alice R. Hodge	242
WARD CLERK	
Flossie A. Poliquin	250

WARDS ONE AND TWO

(Continued from Page One)

posed increasing the fire commission 125 to 110, and opposed the police commission measure 131 to 102. Ward Two was against the measures 191 to 145 and 195 to 131, respectively.

The referendum figures:

FIRE COMMISSION		
	Yes	No
Ward One	110	125
Ward Two	145	191
Ward Three	610	301
Ward Four	356	220
Ward Five	443	254
Ward Six	709	135
Ward Seven-1	268	134
Ward Seven-2	183	121
Totals	2824	1481

POLICE COMMISSION		
	Yes	No
Ward One	102	131
Ward Two	131	195
Ward Three	666	311
Ward Four	224	230
Ward Five	407	274
Ward Six	643	244
Ward Seven-1	259	133
Ward Seven-2	165	124
Totals	2599	1642

P. W. LOT DISPOSITION				
WARDS	Parking	Lot	Playground	
	Yes	No	Yes	No
One	96	48	80	56
Two	211	84	145	85
Three	301	208	301	113
Four	197	80	160	50
Five	425	127	470	130
Six	644	204	704	146
Seven-1	247	89	244	59
Seven-2	105	62	115	31
Totals	2226	902	2219	670



CROWD OVERFLOWS ALDERMEN'S ROOM—The crowd which gathered at the meeting of the Lewiston Board of Mayor and Aldermen, last night, to protect increases in business license fees, overflowed the Municipal court room. Only a small section of the crowd is shown in the above picture.

Thomas and Longtin Question Legality Of Their Removal

By HAL GOSSELIN

The legality of Mayor Louis P. Gagne's appointment of a new Lewiston Fire Commission was questioned today by Dr. R. M. Thomas and Joseph O. Longtin through their attorney, Armand A. Dufresne, Jr. of Lewiston.

The attorney said that Thomas and Longtin protested against the legality of the commission as appointed by the Mayor but that it was not their "desire to interfere physically in the orderly conduct" of the fire commission meeting which is scheduled for tonight. The session will be the first since Monday when the Mayor appointed an entirely new commission and removed Thomas and Longtin.

Thomas and Longtin are not planning to attend tonight's session of the commission, Dufresne asserted.

Not Waving Rights

In the statement Dufresne said Thomas and Longtin would not interfere with the new commission but added "we do declare that we shall proceed in the old-fashioned American way to have the rights of Masters Longtin and Thomas determined by our courts thus not waving nor abandoning any rights which they have at the present time."

The attorney continued: "I may say that there is no animosity between myself, Masters Longtin and Thomas against any member of said commission. Said appointments are very satisfactory to us and we feel that if legally entitled to serve they will perform their civic duties in the best interests of the city of Lewiston."

"We are satisfied that we have a justifiable cause to present before our courts."

If Mayor Had Right

"The question to be decided," he continued, "is only whether or not the Mayor had a right under the charter as amended to appoint the five commissioners as he did."

"I wish to state that no official ruling has been given in this case by anybody notwithstanding the rumor to the contrary. Court action will be taken as soon as the legal procedure has been definitely determined."

Thomas and Longtin were ousted on Monday by Mayor Gagne who appointed a new commission. The mayor said he was acting on a "legal opinion" which had stated it was his "prerogative" to appoint an entirely new commission.

The new members of the fire commission are: Walter Haynes, Alfred Dutil, Joseph Norton, Dr. Paul Chevalier and Robert W. Bonenfant. Bonenfant was the only holdover from the former commission.

Bonenfant Predicts 'Greater Cooperation' Between Fire Commission, Other Boards 3-15-48

Robert W. Bonenfant, of the Lewiston Fire Commission, today foresaw "greater cooperation" between the fire commission and other municipal departments as a result of Mayor Louis P. Gagne's decision to remove Dr. R. N. Thomas and Joseph O. Longtin from the Commission.

Bonenfant said the new Commission "will make a lot of difference with the personnel."

"There has been a lot of dissension among members of the fire depart-

ment and the new commission should eliminate this," he declared.

"I believe there will also be greater cooperation between the Fire Commission and other municipal departments now," he concluded.

Thomas Not To Fight Gagne Ouster 3-48

Dr. R. M. Thomas, local chiropractor who for several years has been the kingpin of the Lewiston Fire Commission, stated this afternoon he would not fight the decision of Mayor Louis P. Gagne which removed him from office.

The present commission chairman and Joseph O. Longtin, also a past commissioner chairman, and former member of the Lewiston Board of Assessors, were supplanted today by a brand new five-man board named at Inaugural Day exercises by the mayor.

"I'm perfectly happy they got their way," Dr. Thomas declared, adding "it just means one less headache for me. I bear no animosity whatsoever toward anyone." He acknowledged that if his presence was not wanted on the board he would rather not remain a commissioner "as it would just mean more trouble."

The dethroned commissioner said that he had enjoyed every minute of his stay on the commission and had cherished particularly the association of the firemen whom he termed "a great bunch of boys."

Longtin could not be reached for a statement.

The Evening Journal

Established 1861
The Lewiston Weekly Journal the predecessor of The Lewiston Evening Journal was established in 1847. Entered as second class matter Sept. 28, 1870, at the Post Office at Lewiston, Maine, under the Act of March 3, 1879.

Lewiston, Wednesday, March 10, 1948

MEMBER OF THE ASSOCIATED PRESS
The Associated Press is entitled exclusively to the use for republication of all the local news printed in this newspaper as well as all AP news dispatches. The Journal assumes no financial responsibility for typographical errors in advertisements but will reprint that part of any advertisement in which typographical error occurs. Advertisers will please notify the Advertising Manager promptly of error which may occur. We do not guarantee the return of unsolicited pictures and manuscripts submitted to The Journal for publication.

DAILY SUBSCRIPTION RATES PAYABLE IN ADVANCE			
BY CARRIER		BY MAIL	
In Lewiston and Auburn		In Me. and N. Hampshire	
One Year	\$11.00	One Year	\$7.00
Six Months	5.50	Six Months	3.50
Three Months	2.75	Three Months	1.75
One Month	1.00	Seven Weeks	1.00
One Week	.35	One Month	.65

By Mail to any Address Outside
Maine and New Hampshire
One Year \$9.00
Back copies, if available, 5c a copy; over 3 months
old out of print.
The Lewiston Journal Saturday edition only by mail in
Maine and New Hampshire \$2.00 per year. To any ad-
dress by mail out of Maine and New Hampshire \$3.00
a year.

Citizenship

Citizenship includes personally taking part in civic affairs by at least registering as a voter and casting the ballot.

Mayor Louis P. Gagne of Lewiston is on the trail of persons for appointment to municipal boards and commissions. He learns that some of those ideally fitted for this kind of public service are not registered voters. Therefore they are not eligible.

There is no citizen superior to the duties of citizenship. None who has the right to shun public service unless certain complications exist that would prevent conscientious duty. No citizen, surely, should have the affrontery not to be a voter or not to vote if he is.

Once, years ago, we were assigned to interview a prominent local educator on a civic question upon which he had made public statements. Purely as after thought, he was asked, "What ward do you vote in?" It turned out that he wasn't registered, although eligible. What he had to say contributed to the discussion of an issue—but he should have been in a position to follow through his convictions with a vote on election day.

It is hoped that Mayor Gagne in his search for high-type appointments, can convince delinquent citizens that they err in not being voters.

NEGLECTED REVENUE

From the description given by Public Works Department Director Edgar St. Hilaire of the water division, it looks as if Lewiston might be losing quite a bit of revenue from the sale of water.

St. Hilaire said Monday that his department is asking \$15,000 for more water meters because many of those now installed are not registering accurately due to deterioration, while almost 90% of the city's water customers are still unmetered.

In other words, only 580 meters are in operation measuring the water consumed by large users, while over 4,400 other accounts enjoy a flat rate, with no way of determining whether they are using more water or less than they pay for. Thus it is only fair to the metered accounts that the others should be brought, so far as possible, under the same system. Mr. St. Hilaire also pointed out that the huge waste of water forces his department to install larger mains to meet the demands of regular domestic users, which is an extra expense to the city.

For those curious to know how much the city realizes from the sale of water, the statement of last year, ending Dec. 31st, shows total operating revenue of over \$145,000. Of this amount, \$72,000 came from flat rate sales, and nearly \$64,000 from metered sales. In this connection it is interesting to note that almost as much income was derived from the city's 580 meters as from the more than 4,400 flat-rate accounts, though it does not mean that if all commercial users were metered the income would proportionately increase.

Total operating expense, including depreciation and uncollectible revenue, was a bit over \$71,000. Thus the department's net revenue was over \$74,000, which was boosted to a gross of \$77,000 by merchandise sales. By taking out \$5,000 for interest on its long-term debt, the city made a net profit of \$72,269 and there is no reason why this not inconsiderable sum could not be boosted by a more general use of meters. The \$15,000 sought by the Public Works Department looks like a good investment.



MAYOR MAKES INAUGURAL ADDRESS—Mayor Louis P. Gagne was photographed as he made his inaugural address at the Lewiston City Hall this morning.

LEWISTON EVENING JOURNAL

LEWISTON-AUBURN, MAINE

MARCH 15, 1948

109

Thomas And Longtin Removed From Fire Com

Mayor Names New Board; Bonenfant Only Holdover

By Hal Gosselin

Mayor Louis P. Gagne today ousted Dr. R. N. Thomas and Joseph O. Longtin from the Lewiston Fire Commission. He named a new board of five members and retained only Robert W. Bonenfant whom he first appointed last year.

He said the commission had been a "sore spot" and added he believed the new members "will remedy the situation."

By naming an entirely new commission, he stated, he was acting under legal advice. He said it was "my prerogative to appoint a new commission."

The Mayor did not single out Thomas and Longtin by name but said "some members of this board, I believe, have not done their duty in the best interests of the city."

The Mayor named Bonenfant and four other prominent Lewiston men to the Fire board. They are: Walter Haynes, one year; Alfred Dutil, retired police officer, two years; Joseph Norton, three years; Dr. Paul Chevalier, four years. Bonenfant's new term is for five years, the same period he had remaining to serve.

The removal of Thomas and Longtin by Mayor Gagne is the first such action taken by a mayor since the adoption of the new city charter in 1939.

Thomas had another year to serve while Longtin's term was not due to expire until 1951.

Thomas was first named by former Mayor Edmond Lambert to fill the unexpired term of one member. He was reappointed by former Mayor Jean Charles Boucher in 1944. He is a Republican.

Longtin was named by former Mayor Alton A. Lessard in 1946. He is a Democrat.

Mayor Gagne made a total of 15 appointments including that of Corporation Counsel Fernand E. Despins. He accepted the resignations of Dr. Chevalier and Maurice B. Cloutier from the Board of Health and Welfare and appointed them to the Fire Commission and to the Board of Finance respectively.

He reappointed Winworth W. Warren to the police commission for a term of one year and named Cyrille Labranche, Jr. for two years and Dominique Dumont for four years as that commission's new members.

Woman on Welfare Board

On the Board of Health and Welfare Mayor Gagne appointed Mrs. Alberte Gastonguay Sasseville for a term of five years, Prof. R. R. N. Gould for three years and Maurice Fontaine, local war veteran, for a one-year term.

To replace Odilon J. Goulet on the Board of Education the mayor appointed Armand Sansoucy, Lewiston public accountant and former Ward Four Alderman.

Beside Warren the only officeholder to be reappointed was Bertrand A. Marquis of the Lewiston Board of Public Works.

Cloutier succeeded Ronaldo E. Cloutier, the new member of the Cailler on the Board of Finance. Board of Finance, had been on the Mrs. Sasseville replaced Joseph M. Board of Health and Welfare since Gastonguay on the Board of Health 1946. He is a Republican and is pro- and Welfare and Sansoucy wasduction manager at the F. R. Lepage named to succeed Goulet on the Ed-bakery in Lewiston. His home is at location Board. 63 Howe Street.

The Mayor expressed his thanks to the outgoing members of the Lewiston City Government and of the members he said: "I say that every one of them have been chosen of my own free will despite pressure of all kinds from all sides. I alone am responsible for all of them and I am proud to give them a chance to serve their city."

Haynes

Haynes, the one-year member on the new Fire Commission is 40. He has been manager of the Stover Broom Company of Lewiston since 1933 and lives at 827 Main Street. He is married and the father of a daughter, a student at Lewiston High School. Haynes graduated from Northeastern University in the class of 1928. He is a member of the fraternal order of Masons and of the Lewiston Lodge of Elks.

Dutil

Dutil reached the age of 65 only several weeks ago and at that time retired from the Lewiston Police Department. His term is for two years. He is the father of a son who died in World War II. Another son, Roland, is a member of the Lewiston Fire Dept. He makes his home at 17 Wood Street. Dutil is a Democrat.

Norton

Norton is an automobile salesman and lives on Pleasant Street. He is a Republican.

Norton is also a veteran of World War II. He is a graduate of Lewiston high school and of the Maine School of Commerce.

Dr. Chevalier

Dr. Chevalier is one of Lewiston's best-known physicians. He is a Democrat and has been serving on the Board of Public Works since 1944. He served as a Captain in the Army Medical Corps during World War II. He is married and makes his home at 37 Central Avenue.

Bonenfant

Bonenfant also serves as Andro-coggin County Commissioner. He is a former member of the Board of Aldermen and was first appointed to the fire commission last year by Mayor Gagne. He is married and is employed at St. Peter's School. He is a Democrat. His home is on Bartlett Street.

Cloutier

Warren

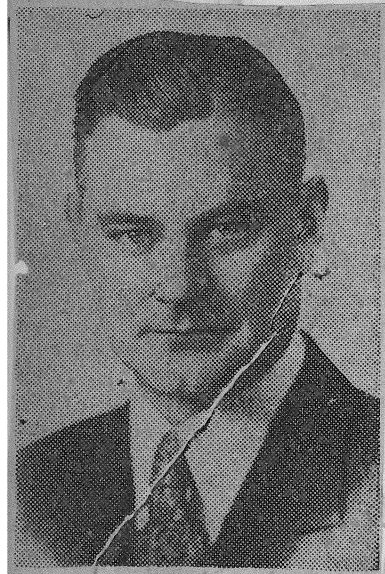
Warren today began his third term on the Police Commission. He was first appointed to that board in 1936 by the late Louis J. Brann who was then Governor of Maine. He is a Republican and is vice-president of the Lewiston Trust Company. He has two daughters. His home is at 64 Nichols Street. His term is for one year.

Labranche

Labranche, a Democrat, has been

over sent
->

Ousted!



WALTER HAYNES



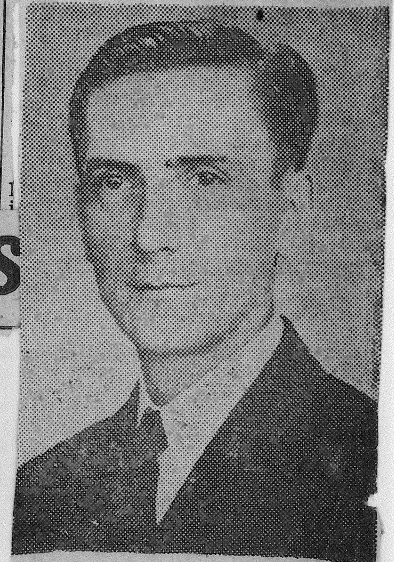
REMOVED FROM OFFICE—Dr. R. M. Thomas (left) and Joseph O. Longtin of the Lewiston Fire Commission who were removed from office today as Mayor Louis P. Gagne appointed an entirely new fire commission.



DR. PAUL CHEVALIER



ALFRED DUTIL



ROBERT W. BONENFANT



JOSEPH NORTON

Appointments

CYRILLE LABRANCHE—2 YEARS.

DOMINIQUE DUMONT—4 YEARS.

3. HEALTH AND WELFARE BOARD

MAURICE FONTAINE—1 YEAR.

PROF. R. R. N. GOULD—3 YEARS

MRS. ALBERT E. SASSEVILLE—5 YEARS.

4. FINANCE BOARD

MAURICE CLOUTIER—5 YEARS.

1. FIRE COMMISSION

WALTER HAYNES—1 YEAR.

ALFRED DUTIL—2 YEARS.

JOSEPH NORTON—3 YEARS

DR. PAUL CHEVALIER—4 YEARS.

ROBERT W. BONENFANT—5 YEARS.

2. POLICE COMMISSION

WINWORTH T. WARREN—1 YEAR.

5. PUBLIC WORKS BOARD

BERTRAND A. MARQUIS—5 YEARS.

6. EDUCATION BOARD

ARMAND SANSOUCY—5 YEARS.

7. CORPORATION COUNSEL

FERNAND E. DESPINS. 3-15-48



WINWORTH W. WARREN



CYRILLE LABRANCHE



DOMINIQUE DUMONT



MAURICE FONTAINE

Mayor

(Continued from Page One)

"The time has come to realize that spending and wasting are two different things," he declared. "Let's be frank about it. Our city is faced with a situation where retrenchment has become imperative x x x If action is not taken immediately the city will be in a very dangerous financial situation in six or eight years and could even be entirely out of bonds."

The Mayor also revealed the Board of Finance had discovered some municipal departments spent as much as six times more than they are allocated for certain items without asking for money transfers.

"Charter Violation"

"This must be corrected immediately," the Mayor asserted. "It is in open violation of our city charter and cannot be tolerated any longer."

He called on the Board of Finance and the Board of Mayor and Aldermen to cut \$600,000 from the 1948-49 budget estimates submitted by all municipal departments. He termed this "the only solution" in order to keep the present tax rate as it is.

He listed the Zoning Ordinance, the ban of use and sales of fireworks on the Fourth of July, the 600 new parking meters; the parking regulation on Main Street; the skating rinks; and "the best job ever in snow removal work and in installation of new services," among the achievements of the administration during the past year.

Mayor Gagne also pointed to the "wonderful cooperation" of the City council and of the members of various boards or commissions.

He declared he had done his "utmost" to place the welfare of the city above "any political or personal interest," and added "since I became Mayor I have attempted to appoint citizens who are known to be out of politics."

Downfall

Referring to recent charges the police department would become political if the police commission was increased to five members the Mayor said, "Some police officers may have been under the impression that a five-man commission would mean the downfall of the very good

police system which we now enjoy. They may change their minds after they know I have selected as their new commissioners."

After reading letters of resignation from Dr. Paul Chevalier and Maurice Cloutier of the Health and Welfare Board, the mayor revealed his 15 appointments. Chevalier and Cloutier were named to the Fire Commission and to the Board of Finance respectively.

The new appointees took the oath of office from City Clerk Lucien Lebel this morning as did the Mayor and the members of the Board of Aldermen.

Jalbert

(Continued from Page One)

Jalbert's Letter

Following is the letter sent by Rep. Jalbert:

"This letter is in protest of the House Banking Committee's vote of last Friday to strip Federal officials of major authority over rent controls, and to turn the decision powers over to local rent control boards. I am a member of the 'Rent Advisory Board' in this Maine area, made up of five members, serving three counties, namely: Androscoggin, Cumberland and York. I am the only member from Androscoggin, the second largest county in Maine in population.

"Pressure has been brought to bear upon board members, serving, as now, in an advisory capacity. What, then, happens if these boards are given dictatorial powers?"

"Enclosed is an editorial particularly interesting, that explains the situation with the correct answers. This article, printed in one of Maine's largest newspapers, the LEWISTON EVENING JOURNAL, and I would appreciate it if it were possible for the twelve Republican committee members who voted for this amendment to find time to read it. This paper can rightly be termed as 'rock-ribbed' Republican. It was at least pleasing to notice that the eight Democratic members voted against such a proposed amendment.

"If controls are to be continued, the present Board set-up should be continued in an 'advisory' capacity to the Rent Directors in their various states. Our Maine Director, Mr. Whelpley, is doing his duties well, according to the laws now existing, and acting fairly in his deliberations. There are some difficult cases, but we both know that you can't please everybody.

"At a recent Board meeting this proposed amendment was discussed and every member expressed the belief that they would not serve such set-up.

"I, for one, have enjoyed my duties as an 'Advisory' board member, but should this amendment have passed, giving me, or any other board member these dictatorial powers, I would resign immediately.

"I have never been one to neglect any duty given me, but I am not a magician, nor do I intend to begin now to even attempt to study the art.

manager at Atherton's Furniture Store here for many years. He is married and lives at 287 Pine Street. His term is for two years.

Dumont

Dumont, brother-in-law of Captain Joseph A. Picard of the Lewiston Police Department, has operated the Triangle Filling Station in Lewiston for several years. He is a Democrat and his term is for four years. He is married and lives at 365 Sabattus Street.

Mrs. Sasseville

Mrs. Sasseville, the five-year member of the Board of Health and Welfare, is well-known in Lewiston. She is the daughter of former Police Commissioner Arthur Gastonguay. Mrs. Sasseville has secretly been doing welfare work for several years. She is a widow. She lives at 108 Sabattus Street and is enrolled as a Democrat.

Mrs. Sasseville was born in Lewiston and received her education in Lewiston and at Columbia University.

She is the author of 'La Jeune Franco Americaine' which was published in 1933. She has a son. Mrs. Sasseville is a member of the Lewiston-Auburn Girl Scout Council, is founder and treasurer of Les Marchandes de Bonheur and is vice-president of the Ladies of Charity.

Prof. Gould

Prof. Gould is well-known in Lewiston and is a retired Bates College professor. He has already served on a municipal board and was unsuccessful candidate for mayor in 1942. He is a Republican and lives at 129 Nichols Street.

Fontaine

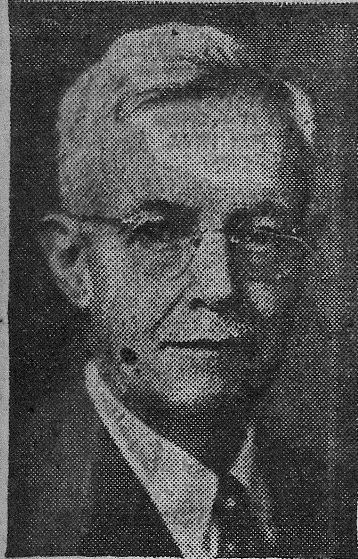
Maurice Fontaine is a Democrat and the first veteran of World War II to be appointed to one of Lewiston's municipal boards. He is 26 and lives at 65 Fairawn Street. He is the son of Mr. and Mrs. Emile Fontaine of 110 Pierce Street, Lewiston, and is employed as a meat cutter at Bonneau's Master Market.

During the recent war he left Lewiston with the 103rd Infantry. He served in Guadalcanal, Munda, Luzon, New Guinea and on other Pacific Islands.



ARMAND SANSEUCY

very good servant



PROF. R. B. N. GOULD



MRS. ALBERTA SASSEVILLE



MAURICE CLOUTIER



BERTRAND A. MARQUIS

Marquis

Marquis lives at 64 Nichols Street, Lewiston. He was first named to the Board of Public Works in December, 1946, by former Mayor Alton A. Lessard. He succeeded Edmond J. Lambert. Marquis is the owner of Marquis Sign Company. He is married to the former Bernardine Conley. They have no children.

Sansoucy

Sansoucy is 38. He is a public accountant and former alderman from Ward Four. He graduated from Lewiston high school in the class of 1929 and from the Bentley School of Accounting in Boston in 1932. He was born in Auburn and now lives at 33 Davis Street, Lewiston.



FERNAND E. DESPIN

More Than 800 Attend Gagne Inaugural at City Hall

By ROSE O'BRIEN

An audience estimated at 800 filled Lewiston City Hall Monday morning to witness the inaugural ceremonies of Mayor Louis Philippe Gagne, the Lewiston Board of Aldermen and the appointed officers who will serve the City of Lewiston for the coming year. The City Hall balconies were filled with high school students, members of civic and political education classes, who attended the inauguration in class groups.

The City Hall stage was attractive with a dark blue back drop curtain trimmed with red, white and blue bunting, and centered with an immense full-flung American flag. Desks were arranged for a regular City Council meeting and the stage was decorated with baskets of colorful Spring flowers at each desk and potted plants lining the front of the platform.

Preceding the ceremonies the Lewiston High School band furnished a fine musical program under the direction of Dennis Kelly, conductor. The City Hall filled slowly, the majority of the crowd standing in the corridors discussing the inauguration until just before the ceremony. A few minutes before the entrance march of the new city officials and the prominent Twin City men who were seated on the platform for the inaugural, the crowd entered the hall.

Procession

The city officials and their guests, headed by Mayor Gagne and Rev. Felix Martin, pastor of St. Croix Church, marched down the center aisle to the stage to the accompaniment of hearty applause from the large audience. The procession went two by two with the exception of the three church representatives, who walked abreast, Rev. Francois Drouin of SS. Peter and Paul Church, Rabbi Norman Zdanowitz of Beth Abraham Synagogue and Rev. Percy L. Vernon of the Lewiston United Baptist Church.

When the group assembled on the stage, in their respective places, the Lewiston high band played the National Anthem and then the invocation was offered by Father Martin. Following this a regular City Council meeting, presided over by Mayor Gagne, was held.

At the close of Mayor Gagne's inaugural speech he read his appointments to the various boards for the coming year and asked that as each name was read, that person step to the stage. Mayor Gagne, the new appointments and the Board of Aldermen formed a receiving line after the ceremony and virtually every person in City hall went up on the stage to congratulate the new Lewiston city government.

One Woman Appointee

One woman, Mrs. Alberte Gastonguay Sasseville, was included in the list of the new appointees. She is to serve with the Health and Welfare Board. Mrs. Sasseville a very attractive woman, was gowning in a softly draped navy blue crepe, her only ornament being a triple choker of

small pearls. She wore a Winter white flower trimmed halo hat and a short mink jacket. Mrs. Sasseville is very prominent in these two cities, is noted for her charitable work having served for many years with several French charity groups that have done extensive charity work and a vast amount of war work.

While the new city officials were receiving congratulation from the audience, the Mayor's family found themselves surrounded by people who moved from the stage over to where Mrs. Louis P. Gagne and her daughters stood, to speak to them.

Mayor's Family

Mrs. Gagne, a slim, very pleasant woman, wore a navy blue crepe made peplum fashion, trimmed with a soft old rose trim on one shoulder. Her hat was navy blue with a soft white braid cross-stitch pattern and she wore a lavender orchid shoulder corsage.

The five daughters stood with their mother, greeting their many friends who gathered round them. All five girls are very friendly, show an unusual ease in meeting the public. The eldest daughter, Mrs. Juliette St. Pierre wore a two piece navy crepe dress edged with plaid taffeta and dark accessories. She wore a shoulder corsage of Spring flowers.

Miss Margaret chose a pink flannel tailored dress and a rosebud corsage. Miss Cecile wore cerise crepe in tailored lines and a blending rose bud corsage while Miss Yvette chose a smart Winter White peplum suit with dark accessories. Miss Denise, the young teen-age daughter, wore a light blue mocked frock and an old fashioned corsage.

Flowers Saved

One of the notable events of the 1948 inauguration was that the beautiful baskets of flowers on the stage, gifts to the various city officials by their families and friends, were saved from destruction this year. In the past the crowds have torn these floral arrangements to pieces, snatching for boutonnières, but this year policemen, at either side of the stage, saw to it that the flowers were not disturbed. These flowers, after being taken from the stage, are sent by the officials to hospitals and friends and in the past the tearing of these displays has always caused considerable concern.

Beautiful Bouquets

The bouquets on stage consisted of all the Spring flowers, with jonquils, purple iris and snapdragons the most prominent. An unusual basket was that of giant white Easter lilies sent to Mayor Gagne by the Artistic Memorial Company. Another basket, placed at the desk where Mayor Gagne presided at the inaugural, was of red carnations, the gift of Mayor Rosaire Halle of Auburn.

The Alfred Malo's sent a large basket of jonquils and purple iris, a very handsome basket of white tulips and snapdragons was sent by Israel Winner, a large basket of pink snapdragons was sent the Mayor by his family, the Fernand Despins sent a beautiful bouquet of white iris, the Municipal Administration sent a big basket of jonquils and iris, Leo P. and Francis J. Dube sent a large basket of mixed Spring flowers, Mr. and Mrs. Julien Deshaies sent a basket of jonquils and iris, the Musical Literary Club sent a beautiful basket of mixed Spring flowers, Mr. and Mrs. Maurice Rioux sent a bouquet of mixed carnations, the Cercle Lacordaire Saint Jeanne D'Arc sent a large bouquet of iris snapdragons and jonquils, Roland Houle sent a basket of snapdragons.

All the aldermen had beautiful bouquets banking their desks. Among the names noted here were Mr. and Mrs. W. Haine, Philippe St. Pierre and Leo St. Pierre, family names such as Cecile, Paul and Rene, Mr. and Mrs. George Hopkins, Claire, Leonie, Yvette, Maisie, Ovide Laplante, Cecil and Wilfred, Blanche and Aimee, Germaine, Mr. and Mrs. Leo P. Dube, Emile St. Pierre.

Alderman Anthony Petropoulos had many flowers including a beautiful basket of snapdragons from the American Hellenic group, another large bouquet of mixed Spring flowers signed Bournakel, and a beautiful potted plant from the Rev. Costakis and family, pastor of the Greek church.

No bouquet on the stage, however, was more carefully prized than the one received by Alderman St. Pierre, a lovely bouquet of iris, tulips and snapdragons with a card signed: Joyce Ann, Ronald, Joline the three young children of the aldermen from Ward Seven.

The Evening Journal

Established 1861

The Lewiston Weekly Journal the predecessor of The Lewiston Evening Journal was established in 1847. Entered as second class matter Sept. 28, 1870, at the Post Office at Lewiston, Maine, under the Act of March 8, 1876.

Lewiston, Monday, March 15, 1948

MEMBER OF THE ASSOCIATED PRESS

The Associated Press is entitled exclusively to the use for republication of all the local news printed in this newspaper as well as all AP news dispatches.

The Journal assumes no financial responsibility for typographical errors in advertisements but will reprint that part of any advertisement in which typographical error occurs. Advertisers will please notify the Advertising Manager promptly of error which may occur.

We do not guarantee the return of unsolicited pictures and manuscripts submitted to The Journal for publication.

DAILY SUBSCRIPTION RATES

PAYABLE IN ADVANCE

BY CARRIER		BY MAIL	
In Lewiston and Auburn		In Me. and N. Hampshire	
One Year	\$11.00	One Year	\$7.00
Six Months	5.50	Six Months	3.50
Three Months	2.75	Three Months	1.75
One Month	1.00	Seven Weeks	1.00
One Week	.25	One Month	.65

By Mail to any Address Outside Maine and New Hampshire

One Year \$9.00

Back copies, if available, 5c a copy; over 3 months old out of print.

The Lewiston Journal Saturday edition only by mail in Maine and New Hampshire \$2.00 per year. To any address by mail out of Maine and New Hampshire \$3.00 a year.

Gagne Exerts Leadership

Mayor Louis P. Gagne exerted leadership today in no uncertain manner.

Upon taking the oath for his second term, he declared the tax rate of \$44 on \$1,000 valuation must NOT be increased.

Under a new law adopted at the municipal election, he boldly tossed the old Fire commission out of the window, supplanting it with four brand new members. This he did, he related in his inaugural address before a well-filled City Hall, on legal advice.

"For many weeks, I have been watching the actions of this (fire) commission. Some members of this board, I believe, have not done their duty in the best interests of the city," said the Mayor. This has caused him "great anxiety". So he gave them the old heave-ho.

* * *

Mayor Gagne says the city "is faced with a situation where retrenchment has become imperative."

Well, he might say so with the total of departmental budget items adding to \$715,000 more than last year. The most the city can expect in new revenue is \$125,000. The Finance Board and finally the City Council will have to strip the budget of \$600,000. This will hurt in some cases—but there's no other choice. The mayor's right about this. The non-essentials must be tagged for the future, if desirable.

The Mayor put his finger on a dangerous practice that he will stop this year. The habit of transfers within departments of funds without authority.

The Board of Finance "has discovered that some departments spent four, five, and even as much as six times more than the sum allocated within the budget for certain items," he declared.

This must be stopped, he warned. It is an "open violation" of the city charter. He will not "tolerate" it longer.

The Mayor modestly and quite properly, referred to the year just ended as "progressive". He cited the adoption of a zoning ordinance, parking meters, more "equitable" license fees, regulation of parking, construction of skating rinks, a ban on 4th of July fireworks, and the best job ever in snow removal.

* * *

It is not easy to assay the whole list of the Mayor's 14 appointments. The Mayor showed courage. His discharge of the Fire Commission was somewhat breath-taking and a complete surprise to "those in the know".

"Since I became mayor I have attempted to appoint citizens who were known to be out of politics," he said. This isn't easy. It looks as though the Mayor has made an excellent selection. Time and performance will tell. Even he cannot guarantee this. We are glad to see that the Mayor appointed a woman to the Welfare Board. We would like to see one on the Board of Education.

The sports center project—which is non-city-financed, is on the way with football and baseball playing field under construction. The mayor asks more public subscription for this project.

* * *

Mayor Gagne and the City Council which was reelected with him, start the new years under favorable circumstances. We urged the various boards and commissions to cooperate. Lewiston's tax rate must not be increased. The departments must stay within the limits set by the charter. The Mayor recognized the uneasiness over possible change in policy in the Police Department. He believes that he has allayed any fear in that direction by his appointments to the new 5-member board.

The Journal congratulates him again and wishes him the best of success.

LEWISTONEVENING JOURNAL

LEWISTON-AUBURN, MAINE TUESDAY, MARCH 16, 1948

Fire Com Ouster May Mean Big Court Fight

Dufresne Retained By Thomas, Longtin To Battle Mayor

Prospects of a sensational court fight loomed today as Attorney Armand A. Dufresne, Jr. acknowledged he had been engaged by Dr. R. M. Thomas and Joseph O. Longtin. The two were removed from the Lewiston Fire Commission by Mayor Louis P. Gagne yesterday.

A few hours after Thomas declared "We do not intend to have our names dragged through the mud" Dufresne stated he would study the "legal phase" of the ousting.

As the removal of the two fire commissioners threw a bombshell in Lewiston political circles, many today were predicting sensational developments should Thomas and Longtin carry their case to court.

The attorney for Thomas and Longtin also declared he didn't know what action he would take until he had studied the matter.

"No Comment"

Meanwhile Mayor Gagne said "no comment" to announcements by Thomas and Longtin they would seek "the best legal advice in Maine" to fight the ouster.

Reached at their homes this morning, neither Thomas nor Longtin would add to their statements of last night. Yesterday, Thomas said he would not fight the ouster but apparently changed his mind last night as he announced he would seek legal advice.

To Ask Manser

The former fire commission chairman today would not disclose the name of the attorney he had contacted but said he would be "my mouth-piece." Longtin said he would ask Justice Harry Manser active retired justice of the Maine Supreme Court, if he had furnished the "legal opinion" referred to me in the mayor's address.

At 2 o'clock this afternoon Longtin had not returned his keys to the Central Fire Station. Thomas gave up his key yesterday.

Longtin, according to fire department officials, still holds a key for a fire station office and another for the clerk's files.

In appointing a new fire commission yesterday, Mayor Gagne said he was acting on legal advice.

Robert W. Bonenfant, whom the Mayor first appointed to the fire commission last year was the only holdover on the commission. The Mayor named Walter Haynes for one year, Alfred Dutil, for two years; Joseph Norton, for three years; Dr. Paul Chevalier, for four years; and Bonenfant, for five.

Mayor Gagne's action yesterday was a surprise to all as it was expected he would only increase the membership of the police and fire commissions to five members, as was the "intent" of the bills, according to the author, State Senator Jean Charles Boucher of Lewiston.

The Police Commission measure which was approved at a referendum at the last municipal election states "The police department shall consist of a police commission of 5 members x x x. The present three members of the commission shall serve after the expiration of their respective terms until the first inaugural of the Mayor following the expiration of such terms."

The police bill also states: "At the time of appointing the two new members of the commission, the mayor shall designate the member whose term shall expire at the expiration of each period of 1 year for 5 years thereafter."

The Fire Commission bill makes no provision like the police bill on "the present 2 members of the commission shall serve after the expiration of their respective terms xxx."

It states: "The affairs of the fire department shall be administered by a fire commission of 5 members to be appointed by the mayor for a term of 5 years or until their successors have been appointed and qualified, save that at the time of appointing the first commission under this charter, the mayor shall designate the member whose term shall expire at the expiration of each period of 1 year for 5 years thereafter. xxx"

Before announcing his plans to seek legal advice last night Thomas declared "I am perfectly happy they got their way. It just means one less headache for me. I bear no animosity whatsoever toward anyone."

"Sufficient Funds"

Last night Thomas declared "we have sufficient funds to hire the best legal advice in Maine and I plan to go through with it." He was also quoted as saying he didn't care how much it cost.

Longtin said "I had in mind to resign last Summer when I was sick. I don't think there is anything to do if they want it that way. I think I have done a good job in office."



NEW FIRE COMMISSION—Lewiston's new five-man fire commission organized Wednesday night, with Walter W. Haynes, seated, as chairman. Standing, left to right, are Dr. Paul R. Chevalier, Joseph B. Norton, Robert W. Bonenfant and Alfred Dutil. Bonenfant was chosen clerk.

NEW LFC VOTES OPEN MEETINGS

"Have Nothing to Hide" Says Chevalier at Or- ganization Session

**Walter W. Haynes Elected
Chairman—Gagne to Return
Budget for Study**

A program of open meetings was adopted by the new five-man Lewiston Fire Commission at its organization meeting, Wednesday night, at the central fire station. Walter W. Haynes, the one year man, was elected board chairman and Robert W. Bonenfant, clerk. "We have nothing to hide from the public," said Dr. Paul R. Chevalier. "In the best interests of the department, the chief, deputy chief and clerk should be present at all meetings of the commission," he asserted.

TO RETURN BUDGET

To aid the new commission in formulating its plans for the year, Mayor Gagne, who attended part of the meeting, declared commission members would receive revised copies of the fire department budget and he felt an agreement would be reached between the Board of Finance and the Board of Mayor and Aldermen whereby the fire department budget would be held open a reasonable time.

The mayor said he believed this would be only proper in view of the complete change made in the commission.

Not One Man Commission

Dr. Chevalier declared, and other members of the commission agreed, operation of the new board would be on a five-man basis. "There will be no one man rule," he said. Dr. Chevalier declared that any complaints firemen have should be made to the board through proper channels, not by contacting a commissioner.

ELECT OFFICIALS

On motion of Robert W. Bonenfant, the commission re-elected Alfred Malo building inspector on a part time basis and Charles Delisle and Ovila Bussiere, electrical inspectors.

The new commission took action whereby all fire department bills and invoices would be handled through Chief Drouin and then come to the commission for final approval. It approved medical expenses of \$21 for Pvt. William Donovan.

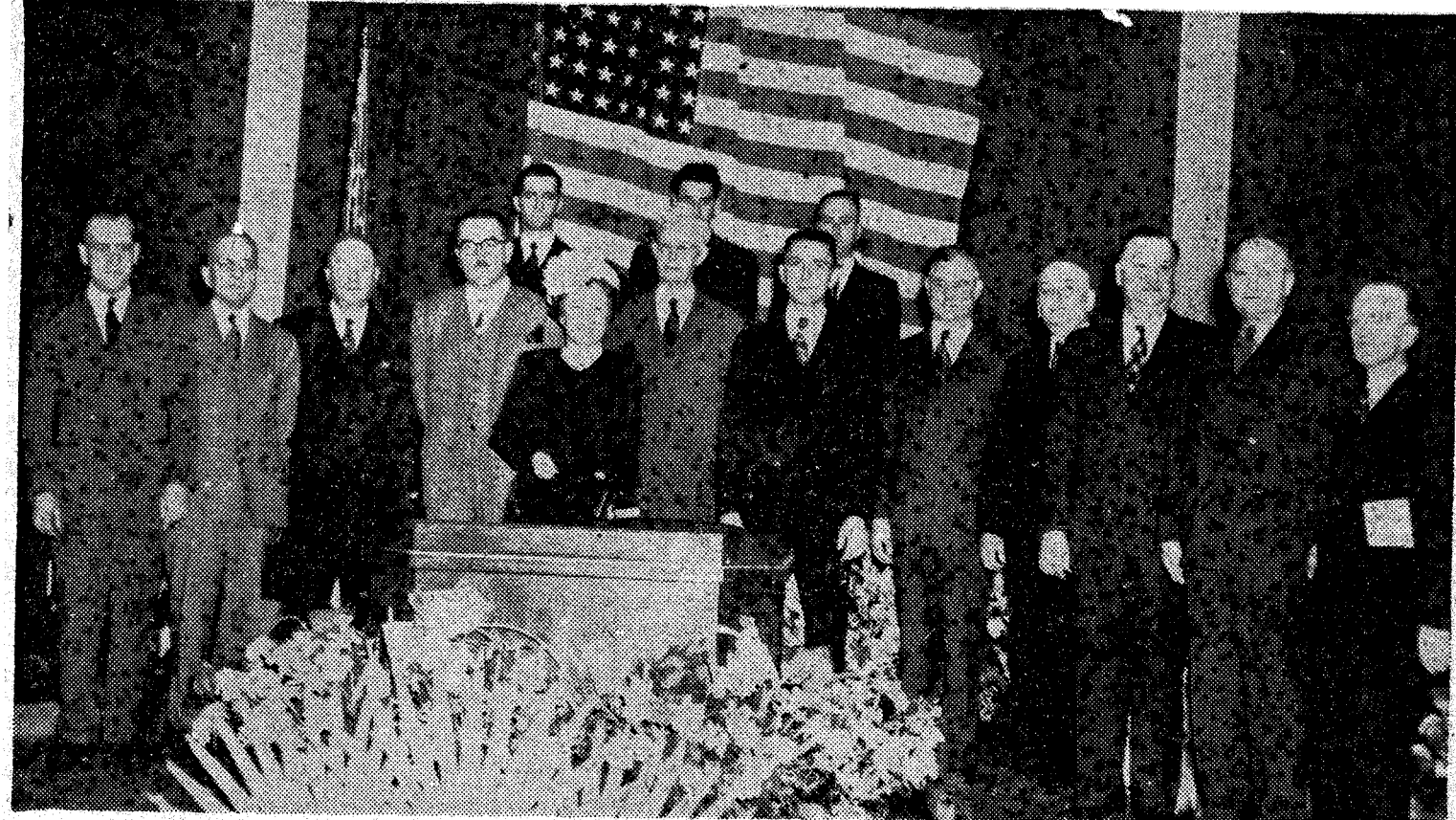
Chief Drouin informed commissioners a \$140.89 transfer from the current to the new budget should be requested in order to pay for fire alarm cable ordered in December but as yet not received.

Meet Personnel

Prior to the meeting, commissioners met personnel of the department. At a brief meeting with the firemen, the new commissioners asked for cooperation of the men, and Bonenfant, acting as chairman, declared "we will present you with a program and you can expect our cooperation."

Commissioners spoke briefly in turn, and then Mayor Gagne declared, "what I had to say, I said Monday."

Chief Drouin assured the new commissioners of full cooperation by the men.



NEW MEMBERS OF MUNICIPAL BOARDS—The new appointees named by Mayor Gagne at the inaugural ceremonies, Monday morning, at Lewiston City Hall, are pictured with the mayor as they were about to take the oath of office. From left to right are Maurice B. Cloutier, Board of Finance; Corporation Counsel Fernand Despins; Alfred Dutil, Dr. Paul R. Chevalier, fire commission; Mrs. Alberte G. Sasseville, Prof. R. R. N. Works, Gould, Board of Health and Welfare; Robert W. Bonenfant, Walter W. Haynes, fire commission; H. Dominique Dumont, Cyrille LaBranche Jr., and Winworth T. Warren, police commission; and Mayor Gagne. Standing at the rear are Armand G. Sansoucy, Board of Education; Maurice Fontaine, Board of Health and Welfare; and Bertrand A. Marquis, Board of Public

GAGNE ASKS FOR CUTS IN BUDGET

Tells Inaugural Gathering \$600,000 Slash in Funds Necessary

Would Put Pension System on Contributory Basis—800 at Ceremony

In addition to contriving his own "coup d'etat" in the governmental administration of Lewiston by a shake-up in the Fire Commission, Mayor Louis P. Gagne, in his inaugural message to the citizens of Lewiston, Monday morning, made it specific the various municipal departments of the city are requesting appropriations which, if granted, "taxpayers cannot afford." Asserting if the proper steps are not taken immediately, the official, who placed particular emphasis on the non-contributory pension system of the city, said Lewiston will "be in a very dangerous financial situation in six or eight years" and even could exhaust its borrowing capacity.

OPPOSE TAX HIKE

Citing the achievement of his administration in 1947-48, namely, enactment of the zoning ordinance, prohibition of sale and use of fireworks on the Fourth, the parking meter ordinance, revision of business license fees, construction and maintenance of skating rinks, and improved snow removal work, the mayor explained these accomplishments necessitated a raise in the tax rate. Although he said he realized increased costs encountered by salaries of municipal employees and in the purchase of materials and maintenance costs, Gagne indicated he was opposed to any increase in the present \$44 per \$1,000 tax rate.

He said it was his candid opinion that "This year municipal departments definitely have asked far too much money and they must face drastic reductions."

"The time has come to realize spending and wasting are two different things. Any unnecessary items must be eliminated from the budget and I earnestly urge members of the Finance Board and city council to reduce or cut freely departmental requests wherever there is not an absolute necessity."

Rings Ominous Note

Stressing the point "taxpayers cannot afford more," the mayor, entering his second and last consecutive year, declared "Our city is faced with a situation where retrenchment has become imperative. I realize budget cuts will hurt some. If action is not taken immediately the city will be in a very dangerous financial situation in six or eight years and could, entirely lack capacity to borrow."

The mayor gave particular attention to the city's pension system. He asserted the "Board of Mayor and Aldermen should vote pensions on a contributory basis as soon as possible." He explained pensions alone represent an average of \$8,000 to \$10,000 a year increase in expenses and they bring no financial returns to the city. The city has recommended \$12,000 for pensions this year compared to \$7,000 last year.

"If our city is to keep its present form of government something must be done before it is too late," said Gagne. "I do not believe I am a pessimist, but I must speak frankly and give you the alert now. This community does not belong to any individual, nor to any city official but to all who pay for its maintenance, its upkeep and services."

Must Cut \$600,000

Hinting there have been instances of haphazard spending of monies by various municipal departments, the mayor stated he believed it his duty to call this condition to the attention of the public. "The Board of Finance," he asserted, "has discovered some departments spent four, five and even as much as six times more than the sum allocated in their budget for certain items without asking transfers." He declared such a situation "must be corrected immediately as it is an open violation of our city charter and cannot be tolerated longer."

Speaking on the budget requests for the new fiscal year, which total \$715,000 more than last year, the

per cent increase in vehicle fatalities in Maine for the first two months of 1948 is reported by the Division of Traffic and Safety of the Maine State Police. For the first two months of this year there were 21 fatal accidents. During January and February 1947 there were 19 and for the same months of 1941 the total was 26.

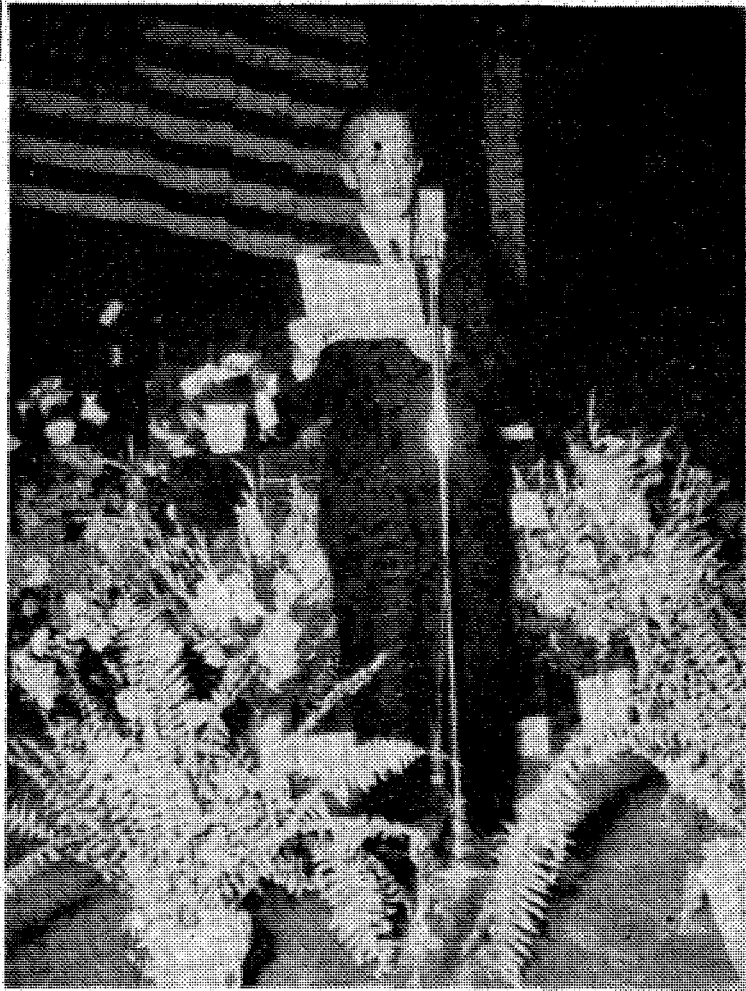
Androscoggin county which, during the first two months of 1947, had a clean slate, recorded one fatality in 1948 and four in 1941.

According to the breakdown, 13 persons killed were not occupants of motor vehicles and eight were. The leading cause reported was "pedestrian in road." This accounted for six deaths. Reckless driving and coasting or playing resulted in five deaths. In four fatalities, liquor was associated. Exceeding safe speed accounted for the other death.

The record by counties:

County	1941	1947	1948
Androscoggin	4	1	1
Aroostook	2	4	3
Cumberland	1	5	1
Franklin	1	1	2
Hancock	1	1	1
Kennebec	1	1	1
Knox	1	1	1
Oxford	1	1	1
Penobscot	1	1	1
Somerset	1	1	1
Waldo	1	1	1
Washington	1	1	1
York	3	1	4
Total	26	19	21

Mass-1948
16



HIS HONOR, MAYOR LOUIS PHILIPPE GAGNE, photographed delivering his inaugural address at City Hall, today.

Mayor Gagne's Appointments

Board of Finance—Romeo Bouvier
Board of Public Works—John J. Maloney Jr.
Board of Education—Alton A. Lessard
Board of Health and Welfare—Charles A. Legare
Fire Commission—Robert W. Bonenfant
Corporation Counsel—Fernand Despins

Text of Inaugural Address

Following is the complete text of Mayor Louis Philippe Gagne's inaugural address, delivered today:

A new city government is born today.

I wish at this time to thank the citizens of Lewiston for the confidence they have reposed in me.

I pray God to give me the courage and determination to face the obligations that accompany the honor of being mayor.

In taking office I have inherited a load of additional and unavoidable expenses.

These include at least \$90,000 in salary increases not included in last year's budget but voted last year.

That money must be paid.

No matter who would have been your chief executive this year he would have had to face the same situation.

Moreover, the time has come for our city to expand and give to our citizens the services they so badly need and demand.

Should we be content with paying wages without giving the taxpayers the needed street and sewer improvements?

Should Lewiston remain at a standstill without showing some tendency of progress?

Should we deny to the taxpayers the betterments they are entitled to?

I believe in giving the citizens their money's worth in new developments and services.

The one who pays taxes should get something in return.

For that reason I propose a special planning board to prepare and organize a five or ten year plan for the development of these projects, such as I advocated before the last election.

Much more could be accomplished by this long range program.

not have to foot the entire expense all at the same time.

That same planning board will also be requested to attempt to bring new industries to this city.

This is a task Lewiston needs a variety of such industries, and what has been accomplished in other centers can be done here as well.

Our city needs new playgrounds. Young boys and girls deserve attention and should receive it.

Mayor's 75-Year-Old Mother Comes from Montreal To Witness Son's Inaugural

BY ROSE O'BRIEN

Mrs. Elphege Gagne of Montreal, who claims she is 75 years old but who looks years younger, was in the front row at Lewiston City Hall this morning, witnessing the inauguration of her son, Louis Philippe, as Mayor of Lewiston. Mrs. Gagne had travelled all night without any sleep, but she looked wide awake and happy, enthusiastically greeting the many people who, learning of her identity, sought out to congratulate her.

Mrs. Gagne, attractively gowned in black crepe with black accessories and wearing a rose corsage, was very pleased to learn that one of the largest crowds in recent years to attend a Lewiston mayoralty inauguration turned out to see her son be sworn in as the city's mayor. She was accompanied by her daughter, Miss Marguerite Gagne.

Although Mrs. Gagne could carry on a conversation in English she laughed and asked that she be excused for any errors she might make. "I am not too used to speaking English," she said and seemed very gratified when she was told that there was nothing wrong with her pronunciation. "I've been learning," she agreed. "I'm going to keep talking it till I talk it good." Which gives an inkling to the pep and ability that this 75 year old lady has.

"Good Boy"

She watched the large crowd filing up onto the stage to wish her son success and to congratulate him. She didn't even try to hide the pride that she felt.

"This is a happy day for me," she said. "He's a good boy. He's always been a good boy."

As word was spreading that she was the mayor's mother more and more people were moving up to

See MOTHER Page 3 Col. 6

Grown-ups also should have their recreation center and at this moment may I say that it is very unfortunate that Lewiston has done nothing as yet for its war dead or its veterans in the way of erecting a war memorial.

I still hope that some day, in the near future, our city will dedicate an ice arena to the boys and girls who were on the firing line while we were at home, reading of their deeds in the newspapers.

Many of those who made the supreme sacrifice will be brought back to our city within a few months. I propose to make arrangements with the various veterans organizations so that all those who return will be honored by our city.

This city government will have many problems to solve.

It should do so having in mind the citizen's interest, whatever the problems may be.

I invite all citizens to attend any and all public meetings of the various boards and their city council.

This government is your government.

Whether elected or appointed, office holders should bear in mind that they owe a duty and are the servants of the people.

The city's money is the public's money and it should be spent wisely and not wasted.

See TEXT Page 5 Col. 2

Mayor Gagne Refuses to Reveal His Inaugural Appointments

BY HAL GOSSELIN

Mayor Louis P. Gagne remained silent today and refused to tell even his closest friends the names of those he would appoint on municipal boards at next Monday's inaugural exercises.

The city's chief executive and members of the Board of Aldermen are scheduled to take the oath of office at the 10 o'clock ceremony Monday morning. At that time Mayor Gagne will begin his second and last year as mayor of Lewiston.

He is scheduled to make his appointments known at that time. Five office holders will end their services with the city unless the Mayor decides to reappoint them. As it appeared today only two of these were definitely slated to be renamed.

As it appeared today Winworth W. Warren of the Police Commission and Bertrand Marquis of the Board of Public Works were the two who were practically assured of reappointment.

No one except the mayor himself appeared to know whether Ronaldo E. Cailler of the Finance Board, Joseph M. Gastonguay of the Board of Health and Welfare, and Odilon J. Goulet of the Board of Education would be renamed.

Reappointment Unlikely

According to some close to the mayor, it is unlikely Cailler, Gastonguay and Goulet will be renamed. Those who were predicting this, however, were quick to point

out this was their own belief and not necessarily that of the mayor's.

Increase Police, Fire

Monday will also see the police and fire commissions increased from three to five members. This was made possible by the city's voters who accepted a referendum question dealing with the membership of those commissions at the last election.

The Board of Aldermen remains unchanged. All were re-elected at the last municipal election.

By wards they are: Arthur T. Hopkins, 1; Anthony J. Petropoulos, 2; Ernest Malenfant, 3; Ernest Dionne, 4; Ovila J. Lavoie, 5; Leo St. Pierre, 6 and Gerard H. St. Pierre, 7.

The only other assured appointment is that of the city's attorney, Fernand E. Despins. Despins' term is for 1 year. He will begin his eighth.

Inauguration exercises which are expected to be brief will be followed by a banquet at the DeWitt Hotel for city officials and their guests.

Boucher Says Oustings Not Intended

While taking no issue with the appointments made by Mayor Louis P. Gagne today, State Senator J. C. Boucher said that the legislative act creating a five member Fire Commission for Lewiston was not intended to cut short the term of any commissioner. He made the statement when asked to comment on the ouster of Dr. R. M. Thomas and Joseph O. Longtin from the Fire Commission.

The sponsor of the measure which was accepted by the voters of Lewiston in the referendum last month, Senator Boucher said that he made it clear, at the time the bill was drawn up, that 'no one is to be removed.'

"I feel that my intentions haven't been followed out," he said, "but that's all I can say."

The State Senator made it clear that he is "no lawyer and no judge, so I cannot interpret the law as it was passed. All I can say is what I intended when I had the bill drawn up at Augusta and what I understood it would do after it was passed by the Legislature. No removals were intended, he emphasized.

The former Mayor would not comment on the Fire Commission appointments whereby Thomas and Longtin were ousted while the services of Robert W. Bonenfant were retained. On the Mayor's appointments as a whole, however, he made the comment: "I think they are very, very good."

INAUGURAL PROGRAM

NEW COMMISSION APPOINTEES TO TAKE OATH OF OFFICE AT EXERCISES

Lewiston's new city government will take office at 10 o'clock next Monday forenoon and, Mayor Gagne said yesterday, the new commission appointees will immediately take the oath of office.

While the inaugural program is set for 10 A.M., the outgoing government will meet at 9 A.M. to transact such business as there may be. The meeting will take place in the mayor's office. The new government will take over at its organization meeting at the inaugural ceremonies at City Hall and the new board chairman will announce his committees.

The inaugural ceremonies will be preceded by a concert by Lewiston high school band from 9:30 to 9:55 A.M. At 10 o'clock the inaugural ceremonies will begin with the band playing "Star Spangled Banner." Prayer will be offered by Rev. Felix Martin of Holy Cross church.

After the opening ceremonies, the oath of office will be given Mayor Gagne and the aldermen by City Clerk Lebel. The board will then organize and elect a president who will name his committees.

It is expected that during the aldermen's brief organization meeting the board will take favorable action on the \$600,000 temporary loan in anticipation of taxes.

Mayor Gagne's second inaugural address will conclude the ceremonies. The mayor will name his commission appointees and will call them to the stage where they will immediately take the oath of office.

After the ceremonies, the Lewiston Municipal Administrative Association will honor Mayor Gagne at a banquet at the DeWitt Hotel.

THE LEWISTON DAILY SUN

TUESDAY, MARCH 16, 1948

Published every day except Sunday at
104 Park St., Lewiston

Entered as Second-Class Matter March 25,
1893 at the Post Office at Lewiston, Maine
under the Act of March 3, 1879

MEMBER OF ASSOCIATED PRESS

The Associated Press is entitled exclusively to the use for republication of all the local news printed in this newspaper as well as all AP news dispatches.

The Sun assumes no financial responsibility for typographical error in advertisements but will reprint that part of any advertisement in which a typographical error occurs. Advertisers will please notify Advertising Manager promptly of any error which may occur.

We do not guarantee the return of unsolicited pictures and manuscripts submitted to The Sun for publication.

SUBSCRIPTION RATES

Single Copy Five Cents

By Sun carrier in Lewiston and Auburn by the week 25 cents payable Saturday morning or payable in advance at The Sun office as follows:

One Month	\$1.00
Three Months	2.75
Six Months	5.50
One Year	11.00

BY MAIL IN ADVANCE

In Maine & New Hampshire

One Week	.25
One Month	.65
Seven Weeks	1.00

Outside Maine and New Hampshire

One Year	9.00
----------	------

WELL DONE, MR. GAGNE

In his inaugural address, and new appointments, made yesterday Mayor Louis P. Gagne continued his good work as Lewiston's chief magistrate.

The biggest surprise, as the mayor began his second term, was his ouster of two members of the Fire Commission,—Dr. R. N. Thomas and Joseph Longtin—and the naming of a new board of five members. The only member retained in the new board is Robert Bonenfant; the two additional appointees are the result of the recent referendum which gave the mayor authority to increase both the Fire and Police Commissions from three to five members.

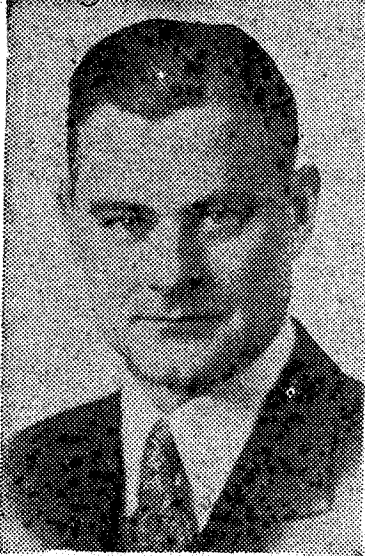
It is no secret that things have not gone well on the Fire Commission for some time. The mayor called it a "sore spot" and charged that some members, whom he did not name, "have not done their duty in the best interests of the city." Now we shall see whether a board of five men instead of three can work together more harmoniously to carry on this important function of the city administration.

Altogether the mayor made 15 new appointments. We are willing to accept his statement that the appointees are the best he could find, and that they were chosen "despite pressure from all sides." His attitude is entirely in accord with the principles of the city's new charter.

It was natural that Mayor Gagne should devote a large part of his inaugural address to the next budget. He repeated his determination to keep the tax rate at 44 mills, which sounded well to citizens who had just paid, or who were about to pay, their annual tribute to Uncle Sam. He spoke out against the practice of over-spending by some departments, and best of all, the mayor called attention to Lewiston's present system of paying non-contributory pensions to retired municipal workers.

Here is a matter that will admit of little delay. Entirely aside from the dubious legality of non-contributory pension payments, which The Sun pointed out some time ago, Mayor Gagne predicted that within a decade the pension item might rise to \$80,000 or \$100,000. It is a larger burden than the taxpayers should be called on to shoulder, and we suggest that the mayor and the board of finance take steps to associate the city with the State Employees' Retirement System—an action taken by Auburn last year. Under it, city workers pay 5% of their salaries, the city's contribution is amortized over a 20-year period, and the result is retirement pay which, for those having a long record of service, is very generous.

Revision of the pension system might well prove to be the most notable accomplishment of Mayor Gagne's second term. The most pressing need, however, is to wring the water out of the projected budget and thus keep the 44-mill rate.



WALTER W. HAYNES



ALFRED DUTIL



JOSEPH B. NORTON



DR. PAUL R. CHEVALIER

THREE NAMED TO HEALTH-WELFARE BOARD



MAURICE FONTAINE



PROF. R. R. N. GOULD



MRS. ALBERTE SASSEVILLE

ent or public schools and first president of the LMAA, praised the "courageous undertaking" of the mayor in his appointments and cited the duties of a public servant.

Vocal solos were rendered by Miss Eveline Parent, clerk at the education department office, and Guy P. Ladouceur, manager of the Lewiston Chamber of Commerce.

Seated at the head table were Mayor and Mrs. Gagne, Public Works Director and Mrs. St. Hilaire, Police Captain and Mrs. J. A. Picard, Edmond J. Lambert and Attorney Despins. The above mentioned men are officers in the LMAA.

mayor stated in order to keep the tax rate static the "only solution for the Finance Board and Board of Mayor and Aldermen will be to cut \$600,000 from the estimates given by the various departments. The most the city can expect in new revenues is \$125,000. Personal feelings or friendship have no place in a public budget."

Cites Progress of War Memorial
 The mayor climaxed his remarks on this subject by declaring: "I am opposed to any increase in the present tax rate (44 mills) and I am convinced the Finance Board feels the same way."

Gagne rang a familiar note in his message when he urged "every citizen to subscribe as soon as possible" to the War Memorial and Civic Center. This project, his "dream" which he proposed in his 1947 inaugural address, has already materialized to some degree as the mayor pointed out "I promise the first part of the project, the new football field with lights, will definitely be ready for this Fall." He expressed gratitude for the arena committee and subordinate committee for their work in the past ten months.

Commenting on his 15 appointments, the mayor said he made them despite strong pressure from various factions. "Since I became mayor I have attempted to appoint citizens who are known to be out of politics," he declared.

MAYOR TO END CAREER IN '49

Tells Inaugural Dinner Gathering "Political Aspirations" Reached

Despins Says "Psychology" Used in Appointments—Sing Lambert's County Song

Mayor Louis P. Gagne, speaking in the inaugural dinner at the De Witt Hotel, Monday afternoon, proclaimed his political aspirations will cease at the close of his second administration and he would not take an active part in the proposed memorial arena project for at least six years. The mayor made these remarks in a brief message to the group of members of the Lewiston Municipal Administrative Association—sponsors of the dinner—other city officials, their relatives and guests. He said his appointments were made without guidance from any factions, that most of the ap-

pointments were not intimate friends, and his sole object in being mayor was to be "fair with the citizens, my family and myself."

SONG FOR LAMBERT
 The dinner gathering had its customary amount of persiflage and mirth, provided in part by Corporation Council Fernand Despins, toastmaster, and a parody on song, "He's Too Fat for Me." This, labeled "The County Song," was dedicated to Edmond J. Lambert, assistant director of public works, vice-president of the association, and an Androscoggin County Commissioner. The song, pointing to Lambert's recent Washington trip and the subsequent expenses thereof, contained such lines as: "Spends \$10 for a sandwich, then buys a bus; He's a storehouse for pork sausage, but we pay the check." Lambert, who opened the meeting in the absence of Pres. Cyprien Levesque, who is ill, sang with the group. Song leader Lucien Lebel, city clerk, explained no demerision was intended by the lyrics.

Toastmaster Despins precipitated an uproar of laughter when he explained how mayor Gagne "used psychology in appointing board members." First, the speaker said, the mayor wished to keep the Police Commission "clean" so he re-appointed W. T. Warren, a former laundry firm owner. To the Finance

Board he appointed Maurice Cloutier, a baker who knows what "dough" is. He wanted harmony to prevail on the Education Board so he added Armand Sansoucy, who is a saxophonist.

Kept Secret
 Despins said the Fire Commission was an apparent problem, being somewhat "sickly and subject to distemper. To remedy this he appointed a medical doctor, Paul R. Chevalier. "You know a chiropractor is inclined to be a little tough on the backbone at times," he bantered. Mayor Gagne told the group he

was particularly pleased with his appointments since "they knew how to keep a secret." He said he had been continually forced to revise his slate because he found many prospective appointees either unenrolled or not registered. Some of the appointments were not decided until last Friday and two, Prof. R. R. N. Gould and Cyrille Labranche Jr. were not notified until Sunday night.

The mayor stated persistent pressure from factions forced him to become a "political refugee" during the latter days of the weeks. He said he resisted pressure from various sources and felt proud he made his appointments of his own free will. A. Alden Woodworth, superintendent

now suite
 -7

POLICE COMMISSION INCREASED TO FIVE



ROBERT W. BONENFANT



H. DOMINIQUE DUMONT

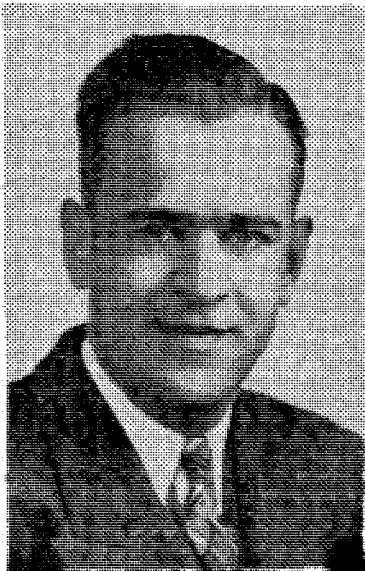


CYRILLE LABRANCHE JR.



WINWORTH T. WARREN

NAMED TO VARIOUS LEWISTON MUNICIPAL BOARDS



MAURICE B. CLOUTIER
Board of Finance



BERTRAND A. MARQUIS
Board of Public Works



ARMAND G. SANSOUCY
Board of Education



FERNAND DESPINS
Corporation Counsel

Dispels Rumors

The mayor dispelled the "alarm" raised over the referendums which, when favorably voted on at the February municipal election, automatically boosted the police and fire commissions from three-man to five-man bodies. "Some police officers may have been under the impression a five-man commission would mean the downfall of the very good police system which we enjoy. They may change their minds after they know who I have selected as their new commissioners."

He concluded: "Members of some boards who have done a good job will be replaced. On behalf of the citizens I express my thanks for them for their devotion to duty."

Approximately 800 persons, including a large number of school children, attended the exercises at City Hall. Former and present city officials, Mayor Halle of Auburn and guests were seated on the stage with the new Board of Mayor and Aldermen.

LONGTIN AND THOMAS SEEK LEGAL ADVICE

Ousted Fire Commission Members Plan to Fight Removal by Gagne—Won't Have Name Dragged Through Mud, Says Thomas—Mayor Names New Board—Lavoie President of Aldermen

BY GERALD J. REED

Chairman Robert M. Thomas and Joseph O. Longtin, deposed by Mayor Gagne at his second inaugural, Monday, as members of the Lewiston Fire Commission, declared last night they would seek "the best legal advice in Maine", to fight the ouster. "We do not intend to have our names dragged through the mud", said Chairman Thomas, and Longtin declared he sought to clear his record. "I don't think he can get away with this. He didn't ask us to resign", Thomas asserted.

At the inaugural ceremonies, Mayor Gagne retained Robert W. Bonenfant, and named four new men to the fire commission. Membership was increased from three to five by a legislative act of 1947 approved at a referendum at the municipal election last month.

The mayor moved Dr. Paul R. Chevalier from the Board of Health and Welfare to a four year term on the fire commission. Bonenfant was given the five year term. The other three members are Joseph B. Norton, three years; Alfred Dutil, retired police officer, two years; and Walter W. Haynes, one year.

CHANGE MINDS

At first neither Chairman Thomas nor Longtin planned to fight the ouster. Thomas was quoted as saying "I am perfectly happy they got their way. It just means one less headache for me. I bear no animosity whatsoever toward anyone."

Longtin had said, "I had in mind to resign last Summer when I was sick. I don't think there is anything to do if they want it that way. I think I have done a good job in office."

Longtin was appointed in 1946 by Alton A. Lessard to a second term on the fire commission.

Later Monday night, both men changed their minds and decided to fight the ouster. Dr. Thomas said "we have sufficient funds to hire the best legal advice in Maine and plan to go through with it." Thomas said he didn't care how much it cost.

Thomas' term ran to 1949 and Longtin's to 1951.

Was Not Intent

Former Mayor J. C. Boucher, sponsor of the legislation to increase both the fire and police commissions from three to five members, said, after Mayor Gagne had announced his appointments, the intent of the fire commission bill was not to create an entirely new board, but rather to add two members to the existing board personnel.

"I feel that my intentions haven't been followed out but that is all I can say," the former mayor declared. Boucher said he made it clear when the bill was drawn that no one was to be removed from office but "I cannot interpret the law as it was passed."

Had Legal Advice

In making his appointments, Mayor Gagne declared he was acting under legal advice.

The mayor said in his inaugural address, "For many weeks I have been watching the actions of this commission. Some members of this

board, I believe, had not done their duty in the best interests of the city. The commission has been a sore spot in municipal affairs, and this has caused me great anxiety. I believe the men I have chosen to serve on the fire commission will remedy the situation which has been existing for a time. In appointing this new fire commission I am acting under a legal opinion stating that it is my prerogative to appoint a new commission."

Of the new fire commission appointees Haynes and Norton are Republicans, Bonenfant, Chevalier and Dutil, Democrats.

Renames Warren

Chairman W. T. Warren of the police commission was renamed to a one year term on the increased commission. Two new appointees, Cyrille Labranche Jr., manager of the Atherton Furniture Co., and Henry Dominique Dumont, filling station operator, drew the two and four year terms respectively. The two remaining members of the commission, Frederick A. Hall and Napoleon J. B. Martel will continue as members until their terms expire in 1952 and 1950 respectively. This procedure was outlined in the Legislature Act creating the five member board.

Two Resignations

Prior to making known the new appointments, Mayor Gagne accepted the resignations of Maurice B. Cloutier and Dr. Paul R. Chevalier, as members of the Board of Health and Welfare. Chevalier was chairman of the board and Cloutier a former chairman.

Mayor Gagne then named Cloutier to the Board of Finance for a five year term. Dr. Chevalier, as stated, was named to the fire commission for four years.

PLAN TO FIGHT OUSTER



ROBERT M. THOMAS



JOSEPH O. LONGTIN

Chairman Renamed
Bertrand A. Marghis was renamed to the Board of Public Works for five years. A member of the board since December 1946, he has served as chairman.

Armand G. Sansoucy, former Ward Four alderman, was named to a five year term on the Board of Education. He succeeds Chairman Odilon J. Goulet.

Change Health-Welfare Bd.

Three new appointees, including one woman, were named to the Board of Health and Welfare. The term of Joseph M. Castonguay expired and with Cloutier and Dr. Chevalier resigning, three vacancies were created.

Named to the five year term was Mrs. Alberte Gastonguay Sasseville, daughter of a former police commissioner, Arthur Gastonguay. She is the second woman named to the board since the charter was adopted in 1939.

Drawing the three year term was Prof. R. R. N. Gould, retired Bates College professor and a former member of the Board of Education and of the old Board of Aldermen.

The one year man is Maurice Fontaine, 29, a veteran of five years' service during World War II in the South Pacific. The remaining members of the board are Everard B. Whittier, an original appointee whose term expires in 1950, and Charles A. Legare, named a year ago.

Despins Reappointed

Fernand Despins, first mayor under the new charter and corporation counsel the past several years, was named to that office.

Aldermen Elect Lavoie

As the new Board of Mayor and Aldermen organized, Ovila J. Lavoie, Ward Four alderman, was elected president of the board. The vote was 6-0, with one ballot blank.

The new board passed the order authorizing Mayor Gagne and Treasurer Adrien O. Ancil to advertise for bids on the \$600,000 temporary loan in anticipation of taxes.

At the last meeting of the outgoing Board of Mayor and Aldermen, Arthur T. Hopkins of Ward One requested Corporation Counsel Despins to prepare a legal opinion, for the next meeting, on erection of a 110,000 gallon fuel oil storage tank at the site of the former Valvoline Oil Co. plant.

The stage at City Hall was decorated with a dark blue back drop, and red, white and blue bunting. Baskets of cut flowers were at the front of the stage. A full-fledged American flag was placed at the center of the backdrop, above the desk occupied later by Mayor Gagne.

A concert was presented by the Lewiston High School band prior to the inaugural ceremonies.

As the new government marched to the stage Mayor Gagne and Rev. Felix Martin, pastor of Holy Cross church, headed the procession. In addition to Father Martin, the clergy was also represented by Dr. P. L. Vernon of the Lewiston United Baptist church, Rev. Francois M. Drouin of St. Peter and Paul church, and Rabbi Norman Zdanowitz of Beth Abraham synagogue.

After the National Anthem, Father Martin offered prayer.

As the inaugural ceremonies came to a close with Mayor Gagne's address and announcement of appointments, Lewiston police were on hand to guard the numerous baskets of flowers, which were sent to local hospitals.

PASS REVISION OF LEWISTON'S LICENSE FEES

**Hot Argument on Rates for Victualers, Juke Boxes,
Pin Ball Machines Settled After Conference
—Two Aldermen Vote Against Ordinance
—Defer Dispute on Peddlers**

A revised scale of license fees was enacted last night by the Lewiston Board of Mayor and Aldermen after heated argument on proposed rates for juke boxes, pin ball machines and victualers selling beer. Agreement on the disputed fees was reached at a conference of aldermen, city officials and attorneys for the concerned business groups. The ordinance, effective 30 days after it is signed by a justice of the Maine Supreme Court, was passed with two dissenting votes following one of the longest board

IMPORTANTE DECLARATION DU MAIRE LOUIS-PHILIPPE GAGNE

"Un article paru dans LE MESSAGER de mercredi soir a soulevé la tempête d'hier soir chez les membres du Conseil municipal. Il est évident que le rédacteur du Messenger a été fort mal informé par quelqu'un qui avait intérêt à le tromper ou à tromper le public au bénéfice de quelques politiciens peu scrupuleux et en quête de votes.

"Il était dit dans cet article que l'échevin Léo St-Pierre, à cette assemblée devait s'allier à l'échevin Malenfant pour protester contre la "terrible condition" de la rue Lincoln, en tant que l'enlèvement de la neige était concerné.

"Ayant en vue de remédier à une si "terrible situation", je me suis rendu moi-même hier midi sur la rue Lincoln pour la visiter dans sa longueur. Je me suis demandé si j'étais l'objet de quelque hallucination ou si j'avais mal lu la déclaration de l'échevin St-Pierre. J'ai trouvé, en effet, que la rue Lincoln, de la rue Cedar à la rue Chestnut au moins, n'avait plus de neige du tout, d'un côté, tandis que de l'autre, il y a quelques petits bancs de neige qui sont tout à fait minuscules si on les compare à ceux du haut de la rue Main, ou à ceux de la rue Webster, ou à ceux des rues des autres quartiers.

"Je me suis donc demandé de quoi pouvaient bien se plaindre l'échevin St-Pierre et l'échevin Malenfant, et je me suis dit qu'il était impossible pour un ou pour l'autre d'amener cette question à l'assemblée, sans quoi ils feraient preuve d'un parti pris un peu trop manifeste.

"Pour ne pas passer pour partisan ou aveugle, j'ai demandé à

ceux qui étaient avec moi en automobile, au retour des funérailles de l'ex-gouverneur Brann, de passer par la rue Lincoln et de juger par eux-mêmes. C'étaient M. N. J. B. Martel, membre de la commission de police, M. Lucien Lebel, greffier municipal, le Dr Thomas, chairman de la commission du Feu, l'échevin Petropoulos et moi-même. Tous étaient renversés de voir comment les deux échevins en question pouvaient oser critiquer un travail si bien fait.

"Hier soir, à l'assemblée, j'ai voulu mettre fin définitivement à cette protestation politique si mal fondée et c'est pourquoi j'ai demandé l'ajournement pour 15 minutes afin de permettre aux membres du Conseil, ainsi qu'à un reporter présent, et au greffier municipal de se rendre immédiatement sur les lieux pour constater d'eux-mêmes. Et l'échevin Hopkins, appuyé par les autres membres du Conseil sauf l'échevin du Trois, bien entendu, a fait rapport qu'on venait de visiter la rue Lincoln ainsi que le Petit-Canada et que le Département des Travaux Publics, au lieu d'être critiqué, méritait des compliments.

C'est à la suite de ce rapport que l'échevin Malenfant, qui pose toujours en victime auprès de certains électeurs du Trois, et qui veut faire croire qu'il est une victime de la persécution, a voulu se monter sur ses grands chevaux et donner une autre "show" au bénéfice de sa campagne politique. J'ai pensé que le temps était venu de mettre fin à ce cirque et que le conseil municipal était intéressé à autre chose qu'aux campagnes électorales de
(à suivre en la 4ème page)



NEW FINANCE BOARD PERSONNEL—The make-up of the new Lewiston Board of Finance was pictured by The Sun cameraman in the office of Mayor Gagne, last night, prior to the board's executive session for budget purposes. Seated, left to right, are Harold N. Skelton, Mayor Gagne, and Maurice B. Cloutier; standing: Dr. Camille Tousignant, John A. Finn, and Romeo Bouvier.

FINANCE BOARD BUDGET IS CUT TO \$2,164,659

**Represents Increase of \$165,000 Over 1947-48
Figure and Cut of \$402,080 in Departmental
Requests—Unofficial Figure May Rise With
Adjustments in School Salaries**

An unofficial budget figure approximately \$165,000 above the \$1,998,650 appropriated for the 1947-48 fiscal year was arrived at by the Lewiston Board of Finance, last night. The \$2,164,659 budget represents a cut of \$402,080 from the \$2,567,739 requested by the various departments, and does not include any additional funds for salary increases. The figure is based on salaries paid during the current fiscal year. It also does not take into consideration salary increases recommended by the Board of Education for automatic increases.

MEET AGAIN TODAY

The Finance Board will meet again tonight to take final action on the budget to be presented to the Board of Mayor and Aldermen.

Auditor Julian W. Deshaies was instructed to have prepared a compilation of the reductions made by the board and, if additional reductions are necessary to keep the tax rate at 44 mills, these will be made at that time.

In its "blue pencil" work, done in executive sessions, the Finance Board has reduced the \$731,683 request of the Public Works Department to \$521,442, and the school department estimate of \$545,194 to



◆ **POLICE COMMISSION ORGANIZES**—The new five man Lewiston Police Commission organized, Friday afternoon, with Winworth T. Warren, chairman, and Frederick A. Hall, clerk. In the picture, Mr. Warren, H. D. Dumont and Cyrille Labranche Jr., are seated left to right and, standing, are Mr. Hall and Napoleon J. B. Martel. Dumont and Labranche are the new members of the board.

The Lewiston Police Commission which organized, Friday, with W. T. Warren renamed chairman, and Frederick A. Hall clerk, will meet at 7 P.M. Monday in executive session to interview the nine successful candidates in the recent civil service examinations relative to immediate employment for two and for all nine when vacations start in June. The nine men may be rotated until the vacation period starts so that all may gain experience in police work.

To acquaint new board members with department policy and rules and regulations, Chief Johnson was instructed to prepare reports on the sick leave plan and the methods of choosing men for the department. The new commissioners were supplied with reports on the vacation officers.

Chief Johnson will prepare a report on absenteeism in the department since last November. Commissioners felt there had been an

unusually large number of men absent from duty this Winter.

Chief Johnson recommended a loading zone on the easterly side of Canal Street, from Main to Ash Streets. He would prohibit parking in the entire area and have that side of the street strictly for trucks while loading and unloading.

As a safety measure, the commission suggested Chief Johnson contact agents of Lewiston textile mills in an effort to improve conditions on Canal Street. The commission felt that at the change of shifts in the mills, a traffic hazard was created by pedestrians crossing the street.

It was brought to the attention of the commission that Patrolman George Bernier plans to undergo surgery for a leg injury and that he will probably be away from duty more than a month. It was reported Bernier aggravated a cartilage injury when he fell on a loading platform recently.



DEMOCRATIC CAUCUS—One of the largest groups to attend a Lewiston Democratic caucus in recent years was in evidence, last night, at the Lewiston Municipal Court room where over 140 party leaders prepared for the State convention at Augusta, April 9-10.

LEWISTON EVENING JOURNAL LEWISTON-AUBURN MAINE



THE BIG CIGAR AND MR. FIVE BY FIVE—Assistant County Attorney Thomas E. Delahanty is ready to light the large cigar given County Democratic Chairman Edmond Lambert. In case there's an explosion Sheriff Louis A. Gendron is on deck.



THE COMPROMISE THAT FAILED—Chairman Edmond Lambert of the County Democratic Committee offers a compromise to State Senator Jean Charles Boucher to stay out of the State Committee race and get Congressional support. Boucher agreed not to seek the State post but changed his mind as the caucus opened.



FOR TRUMAN—Adelard J. Dumais (standing) was one of the most active figures at the Androscoggin County caucus last night. He asked national convention delegates be pledged to President Truman. From left to right: Attorney Benjamin Arena, Attorney Peter Isaacson, Dumais, Attorney Irving Isaacson, and County Commissioner Arthur Bazinet.

CHARTER GOV'T IN TENTH YEAR

1948
67 on Commissions Between March 1938 and March 1948

Joseph Castonguay Leads in Service—41 Were Democrats, 24 Republicans

By William C. Harkins

March 6, 1938 was noted as the date the voters of Lewiston adopted the charter form of government. Those years since March 6, 1939 and last March 6, saw a total of 67 persons serve on six principal boards and commissions charged with administering the affairs of the departments for which they are responsible. Of these persons 41 were Democrats, 24 Republicans and two unenrolled. City records for that period show there have been 15 resignations, forced or otherwise; two deaths in office and two dismissals. Joseph M. Castonguay (D), an original appointee of the Health-Welfare Board, is credited with having served the most years—nine.

SEVERAL REPEATERS

W. T. Warren also has served, since 1939, a total of nine years on the Police Commission but that body was not physically affected by the charter. Next in line are Harold N. Skelton, (R) who commenced his eighth year on the Finance Board this March, and Everard B. Whittier (R), also serving his eighth year on the Health-Welfare Board.

A glance at the names of those who served the various boards those nine years shows many appointments have been scattered among a group of men and women who took, and are taking, an active interest in the fascinating business of city government and its inescapable counterpart—politics. To illustrate this, it is found that of the 35 persons on the Fire and Police Commissions and boards of Finance, Education, Public Works, and Health-Welfare, today, at least 11 have retained seats on the bodies either by re-appointments or transfers from one board to another.

All Show Interest

For instance, there are John J. Maloney Jr., James J. Harkins Jr. and Bertrand A. Marquis on the Public Works Board. The first served on the Fire Commission prior to this PWB appointments. The last two received re-appointments. Whittier is serving his second appointment on the Health-Welfare Board of which Prof. R. R. N. Gould also is a member. Gould has appeared on the Education Board. Dr. Paul R. Chevalier, Robert W. Bonenfant and Walter Haynes on the Fire Commission also have seen service on other boards. Harold N. Skelton, John A. Finn Jr. and Maurice E. Cloutier on the Finance Board, have held various offices over the past seven years.

With few exceptions, it can be said these men have always displayed a penchant for the glamour, excitement, tension and, of more importance, the responsibility attached to the office. The compensation, most say, is of no consequence.

Although the charter was adopted in March 6, appointees did not take office until May 8, 1939.

Of the three five-man boards (prior to March 15, 1948), the Public Works Board had the largest number of appointments—17. This is explained by the fact there were five resignations and one death in office. Seven members were Republican, 11 Democrats. Willie Lebrun disenrolled after his first appointment but returned to the Republican ranks when named for a second term. Re-appointments went to Henry Gauthier (D) for a total of six years. Willie Lebrun (R) for nine years and James J. Harkins Jr. (R) for six years. Gauthier served all six, Lebrun seven and Harkins entered his fourth year this March. Harkins replaced Lawrence Donovan who died Feb. 29, 1945.

Skelton a Veteran

Twelve persons, eight Democrats, three Republicans and one unenrolled, served the Finance Board. Reappointments were given to E. P. Langley (D), William Richard (D) and Harold N. Skelton. Skelton, originally appointed in 1941, embarks on his eighth year this March. There was one resignation, that of E. P. Langley in 1943. One member, Emile J. Genest (D-1944-49) died in office and was succeeded by Dr. Camille Tousignant on Nov. 26, 1946.

Castonguay Has Record

The Health-Welfare Board had one member, Joseph M. Castonguay (D) who served nine years, a record yet to be surpassed. Five-year re-appointments were given to Everard B. Whittier (R) and Maurice E. Cloutier (R) for a total of ten years. The former entered his eighth year of service this March while Cloutier served only seven years since he resigned prior to the March 15 inauguration in order to accept a position on the Finance Board. A second resignation on this board was that of Dr. Paul R. Chevalier (D) who accepted a Fire Commission post.

Five Democrats and two Republicans served the Fire Commission, up to March 15 when it, like the Police Commission, was increased from a three-man body to five. The long-time members of the commission until their eventful dismissal by Mayor Gagne on March 15 were Joseph O. Longtin (D) and R. M. Thomas (R). The former had served six years, the latter seven. There has been one official resignation, that of Ernest Small (R) who was replaced by Thomas when he entered service in 1942.

Seven on Police Com.

When the charter was adopted the Police Commission continued to function under the same Legislative Act which created it in 1917. The "home rule" referendum, successfully passed by the voters in February, changed the commission from a three-man to a five man body. Two new members were appointed by the Mayor on March 15 to bring the membership in accordance with the referendum provisions.

Considering this group since institution of the charter, it is noted that seven men four Democrats and three Republicans, have served since 1939. W. T. Warren served nine years of service prior to 1939, his actual length of service has been 12 years.

Resignations from the commission included those of Dr. Michael J. Harkins (D), Bernard L. Harkins (D), and Lionel Legare (R) who entered the armed forces.

The Education Board also remained unchanged by the charter. Since 1937, 12 persons have served, seven Democrats, four Republicans and one unenrolled. There have been no resignations since 1939. The late Dr. William H. Chaffers (D) was the only person named twice for service since that date.

Four Not Compensated

Following are names of board members from 1939 to date. The last four boards, although their members are not compensated for their services, are included to provide a complete report of the agencies of the government.

Public Works Board

Emerille Belliveau (R), 1939-44

(resigned and succeeded on April 22, 1940 by Willie J. LeBrun (U), who finished unexpired term); Edgar St. Hilaire (D), 1939-43; John P. Scully (D), 1939-42 (resigned May 7, 1940 and succeeded on June 5, 1940 by A. C. Parker (D), who also resigned in December 1940. Frank M. Drigotas replaced Parker until Dec. 19, 1941 when he also resigned. Joseph D. Roussin was named to complete the term to 1942); Carroll I. McGilvery (R), 1939-41 (resigned and replaced on June 5, 1940 by Walter W. Haynes (R) who completed term); Lawrence J. Donovan (R), 1941-46 (died in 1945 and succeeded on Feb. 28, 1945 by James J. Harkins (R)); Romeo Forgues (D), 1942-47; Edmond J. Lambert (D), 1943-48 (resigned and succeeded on Dec. 21, 1946 by Bertrand A. Marquis); William J. Lebrun (R), 1944-49 (resigned and replaced June 13, 1947 by Victor A. Berube (R) who currently serves); Sarto Sasseville (D), 1945-50; James J. Harkins Jr. (R), 1946-51; John J. Maloney Jr. (D), 1947-52; and Bertrand A. Marquis (D), 1948-53.

Fire Commission

Sylvain J. Godin (D), 1939-45; Ernest L. Small (R), 1939-43 (resigned and replaced by Dr. R. M. Thomas (R), who started a second term in 1943 and served until ousted March 15, 1948 when new board was established); Joseph O. Longtin (D), 1939-40; Arthur Jolicoeur (D), 1941-47 (resigned and succeeded in 1946 by John J. Maloney Jr.); Joseph O. Longtin (D), 1945-51 (ousted last March 15 and replaced by Joseph Norton (R); Robert Bonenfant (D), 1947-53; Walter Haynes (R), 1948-51; Dr. Paul R. Chevalier (D), 1948-52.

Police Commission

John A. Finn (D), 1934-40; W. T. Warren (R), 1936-42; Lionel H. Legare (R), 1938-44 (resigned 1942 and succeeded by N. J. B. Martel); Dr. Michael J. Harkins (D), 1940-46 (resigned Aug. 28, 1942 and succeeded by Bernard L. Harkins. He also resigned in 1943, replaced by Frederick A. Hall); N. J. B. Martel (R), 1944-50; W. T. Warren (R), 1942-48; Frederick A. Hall (D), 1946-52; W. T. Warren (R), 1948-49 (first appointment by mayor); Cyrille LaBranche, (D) 1948-50; Dominique Dumont (D), 1948-52.

Education Board

Dr. William H. Chaffers (D), 1937-40; Raymond R. Gould (R), 1937-41; Hercules E. Belleau (D), 1937-42; Romain J. Marcoux (D), 1937-43; John J. Mahon (R), 1939-44; William H. Chaffers (D), 1940-45; Ralph N. Cummings (R), 1941-46; Odilon J. Goulet (D), 1943-48; Eugene J. Cronin (U), 1944-49; Alcide P. Morin (D); Charles Lamey (R), 1946-51; Alton A. Lessard (D), 1947-52; Armand G. Sansoucy (D), 1948-53.

Finance Board

Henry N. Paradis (D) 1939-44; William F. Carrigan (R), 1939-43; E. P. Langley (D), 1939-42; Stephen D. Trafton (U), 1939-41; William Richard (D), 1939-40; William Richard (D), 1940-45; Harold N. Skelton (R), 1941-46; E. P. Langley (D) 1942-47 (resigned Sept. 28, 1943. Rosario Dubois named Oct. 25, 1943 to fill unexpired term); Ronaldo E. Cailler (R), 1943-47; Emile J. Genest (D) 1944-49 (died in office in 1946 and Dr. Camille Tousignant

THE LEWISTON

named Nov. 26, 1946 to complete unexpired term); John A. Finn Jr. (D), 1945-50; Harold N. Skelton (R), 1946-51; Romeo Bouvier (D), 1947-52; and Maurice E. Cloutier (R), 1948-53.

Health and Welfare Board

Dr. Maurice Brien (D), 1939-44; Joseph M. Castonguay (D), '43; Mrs. Josephine C. Provost (D), 1939-42; Percy D. Wilkins (R), 1939-41; Louis C. Descoteaux (R), 1939-40; Everard B. Whittier (R), 1940-45; Maurice E. Cloutier (R), 1941-46; Henri Carbonneau (D), 1942-47; Joseph M. Castonguay (D), 1943-48; Dr. Paul R. Chevalier (D), 1944-49; Everard B. Whittier (R), 1945-50; Maurice E. Cloutier (R), 1946-51; Charles A. Legare (D), 1947-52; Prof. R. R. N. Gould (R), 1948-51 (replacing Maurice E. Cloutier resigned); Albertine G. Sasseville (D), 1948-53; and Maurice Fontaine (D), 1948-49 (replacing Dr. Chevalier resigned).

Electrical Bd. of Appeals

John T. Gahagan 1933, Dominique Moreau 1935, Raynaldo O. Simpson 1936 John T. Gahagan 1937, Dominique Moreau 1938, Raynaldo O. Simpson 1939, John T. Gahagan 1940, Frederick Leblond 1941, Frederick Leblond 1942, John T. Gahagan 1943, Dominique Moreau 1944, Frederick Leblond 1945, John T. Gahagan 1946, Dominique Moreau 1947, William Leblond 1948. The Board of Electrical Examiners was created in 1946 by a local ordinance. To this were named John T. Gahagan (D) 1947, Dominique Moreau (D) 1948, Frederick Leblond (D) 1949, and John T. Gahagan 1950. The original board was created April 1, 1934.

Zoning-Planning Board

The original Zoning-Planning Board created by Mayor Lessard in 1945 resigned the following year. On this were William S. Provencher 1945-50, Arthur D. Sedgeley 1945-49, Henry P. Dubuc 1945-1948, John L. Scott 1945-1947, and Thomas E. Delahanty 1945-46. In 1947 Mayor Gagne formed a new board after the Zoning Ordinance was enacted. Comprising this group are Chairman Joseph A. Gendron 1947-48, Fred J. McCarthy 1947-49, Ludovic Vaillancourt 1947-50, George Gibson 1947-51, and Donat Bonneau 1947-52.

Pension Board

This was established in 1946 by Mayor Lessard after approval of a pension system for the Public Works Department. The 1946 board included Chairman Alton A. Lessard, Rosario J. Dionne, Eugene J. Cronin, John A. Finn, Jr., Dr. Paul R. Chevalier and Robert W. Bonenfant; the 1947 board, Chairman Louis P. Gagne, Leo St. Pierre, John J. Maloney, Jr., Romeo Bouvier, Charles E. Lamey, William S. Provencher and Maurice E. Cloutier.

Library Trustees

Dr. L. Raoul Lafond 1941 (succeeded after his death by Dr. E. N. Giguere), Florence Judkins 1943, Ralph O. Cutler 1944, Eugene J. Cronin 1945 succeeded after his resignation by Rosario J. Dionne), J. H. Reny 1946 (succeeded after his resignation in 1945 by William S. Provencher), L. P. Gagne 1947 (succeeded by George O. LaRochelle) Robert Rivard 1948, Ralph C. Cutler 1950, Rosario Dionne 1951, William S. Provencher 1952, and Elwood F. Ross 1953. Terms on this board are for six years.

The Evening Journal

Established 1861
Published every day except Sunday at 104
Park St., Lewiston, Maine.
The Lewiston Weekly Journal the predecessor
of The Lewiston Evening Journal was established
in 1847. Entered as second class matter Sept.
28, 1870, at the Post Office at Lewiston, Maine,
under the Act of March 6, 1876.

Lewiston, Saturday, April 10, 1948

MEMBER OF THE ASSOCIATED PRESS

The Associated Press is entitled exclusively
to the use for republication of all the local news
printed in this newspaper as well as all AP news
dispatches.

The Journal assumes no financial responsibil-
ity for typographical errors in advertisements but
will reprint that part of any advertisement in
which typographical error occurs. Advertisers will
please notify the Advertising Manager promptly
of error which may occur.

We do not guarantee the return of unsolli-
cited pictures and manuscripts submitted to The
Journal for publication.

DAILY SUBSCRIPTION RATES

PAYABLE IN ADVANCE

BY CARRIER		BY MAIL	
in Lewiston and Auburn		in Me. and N. Hampshire	
One Year	\$11.00	One Year	\$7.00
Six Months	5.50	Six Months	3.50
Three months	2.75	Three Months	1.75
One Month	1.00	Seven Weeks	1.00
One Week	.25	One Month	.65

By Mail to any Address Outside

Maine and New Hampshire

One Year \$9.00

Rack copies, if available, 5c a copy; over 3
months old out of print.

The Lewiston Journal Saturday edition only
by mail in Maine and New Hampshire \$2.00 per
year. To any address by mail out of Maine and
New Hampshire \$3.00 a year.

Battle of Augusta

The casualty list was mounting today
in the Battle of Augusta.

No wonder the Democratic party of
Maine does not throw a big vote at the gen-
eral elections. It knocks its members out
so fully and completely at the biennial
conventions that it is marvelous that they
can recover in time to vote.

Last night in the county caucusses the
Cumberland delegation gave the silent
treatment to James McVicar who has been
chairman of the State Committee. They
just wouldn't stand for him and he found
it out in time to retire gracefully.

But in the good old Androscoggin
County there wasn't any such dropping of
the gloves. State Senator Jean Charles
Boucher, for ten years state senator, a
former Mayor and kingpin in Lewiston
politics was thrown to the tigers. All day
long the Lewiston Democrats fought over
this proposition; whether to re-elect Bou-
cher to the State Committee or to discharge
him without honor in favor of young John
J. Maloney Jr. It was rumored that Jean
wouldn't run again; in fact when the Lew-
iston Public Works Dept., took over the
caucus, with Assistant Director Edmund
Lambert as chairman, with his boss Edgar
St. Hilaire as his right bower, it was a fore-
gone conclusion (in the minds of Lambert,
St. Hilaire and City Chairman Adeland
Dumais) that Boucher would not contest
the nomination.

Chairman Lambert announced that
Sen. Boucher would not be a candidate.
Maloney was then nominated. And the
battle started.

Boucher arrived in person to announce
that he was in the fight to the finish, and
he certainly was right on that one. When
the votes were counted he finished, 76 to
39.

The Lewiston delegation to the Coun-
ty Committee was packed for just this
situation. Boucher two or three times
said that he wouldn't run, but he decided
five minutes before the caucus to go down
fighting—and down he went.

Boucher may try to rehabilitate his
tattered political fortunes in a try for a
sixth term as State Senator, but it looks
from here that the saga of Jean Charles
Boucher is now complete. He lost out to
Mayor Louis P. Gagne in the mayoralty
contest a year ago, and while he has his
friends and supporters he doesn't swing
the heavy bat that characterized this Lew-
iston contractor for many years.

In all fairness to Boucher it must be
said that he refused to take it lying down.
In all fairness to the Lewiston Public
Works Dept. it can be said that it is just as
effective erasing political opposition as it
was in removing snow last winter.

LEWISTON DEMS. FAVOR LAUSIER

Appoint Committee to Urge Biddeford Mayor Seek Governorship

Large Attendance at Caucus— Re-elect Officers—Oppose Barlow Labor Bill

Undaunted by the inclement weather, more than 140 Lewiston Democrats caucused, Friday night, in the Municipal court room where they elected a city committee, delegates to the State convention and, following steps taken at the Auburn caucus, Thursday night, recommended Mayor Louis B. Lausier of Biddeford as candidate for governor. The Lewistonites went further by appointing a committee which will wait upon Lausier to determine whether he will accept the nomination. Chairman Adelard J. Dumais and other incumbent officers of the city committee were re-elected.

Would Destroy Labor Gains

Another highlight of the caucus, which saw 87 delegates and alternates elected for the State convention at Augusta, April 9-10, was approval of a resolution calling for defeat of the Barlow bill. Bertrand Demers, a representative of the Textile Workers Union of America, CIO, in introducing the anti-Barlow bill resolution, said the bill would destroy all the gains labor has achieved over the years. He said Mr. Barlow, defeated in his efforts to pass the bill, "took the necessary procedure to initiate the bill so he could further display his animosity toward labor."

An unexpected caucus interruption occurred when the ward leaders returned to the court room after selecting delegates and committee-men. It was found each ward had selected 12 delegates instead of 10 as apportioned by the State. Twelve delegates from each were elected at the last biennial caucus but the 8,556 vote cast at the last State election resulted in the loss of a total of 14 delegates. Chairman Dumais told the group. A second caucus was held.

Lambert Sees Victory

County Chairman Edmond J. Lambert, the principal speaker, declared he sees a county Democratic victory as usual and the party will continue to provide good leadership. "We are not divided," he said, "like the Republican party before the coming conventions. However, we must stick together and it is possible next September our party will have an overwhelming victory throughout the State. If we continue our leadership I predict the Republican party will not dare find a single candidate to vie with us." Lambert did not say whether he was speaking about the county or State.

Will Not Be Shaken

In closing, he said he was not a candidate for re-election (county commissioner) but would continue to work diligently for the party. "We will go to Augusta as solid Democrats and nothing will shake us," he declared.

Chairman Dumais said many delegates plan to meet at Augusta the night before the convention opens Friday morning, April 9. In order to make it convenient for those unable to attend the convention until late Friday afternoon, Dumais said the county caucus will be held at 7:30 P.M. that day instead of 12 noon.

Endorse Lausier

committeeman from Ward Two, spoke for the endorsement of Mayor Lausier of Biddeford as the party's choice for governor. The attorney stated:

"We are all aware of the announcement made recently an outstanding Democrat has indicated an interest in the office of governor. It is seldom we have the opportunity of turning to a man who has so ably demonstrated his executive ability. We Democrats now have a man who, if he can be prevailed upon to accept the candidacy, has demonstrated his ability to administer the affairs of one of Maine's largest cities. With this executive ability he combines wisdom, judgment and courage. I want to congratulate the Democratic City Committee for passing a resolution endorsing Mayor Lausier for Governor."

"Inasmuch as Lewiston and Androscoggin county are the bulwarks of the Democratic party in this State, I move we go one step further than Auburn. It is my motion that you, Mr. Chairman, appoint a committee which will call upon Mayor Lausier at a time convenient to him and await his answer to our endorsement of his candidacy."

The motion unanimously passed. Chairman Dumais named the following committee to meet Lausier: Mayor Louis P. Gagne, Jean C. Boucher, Peter A. Isaacson, Ernest A. Boutin, Edmond J. Lambert, Thomas E. Delahanty and himself.

Appoint Ward Workers

Votes to re-elect Chairman Dumais and other incumbent city committee officers were unanimous. County Chairman Lambert instructed the clerk to make the records read the various offices are for two years, or until the next biennial caucus. Other officers are Ernest W. Ouellette, vice-chairman; Eddie E. Dostie, secretary; and Arthur J. Bazinet, treasurer.

Only chairmen of Wards One, Two and Three, Helen T. Rowe, Thomas E. Delahanty and Alderman Ernest Malenfant, respectively, were prepared to name their ward workers for the primaries. Chosen for Ward One are Helen T. Rowe, election officer; Alice Marshall, ballot clerk; May Berube, extra checker.

Ward Two: Edith Moreau, election officer; Marcella Murphy, ballot clerk; and Emile Bergeron, extra checker.

Ward Three: Delvina Pare, election officer; Gaudias Beaudoin, ballot clerk; and Ludger Beaulieu, extra checker.

Chairman Dumais instructed chairmen of the four remaining wards to submit names of their workers to the city clerk when ready.

Oppose Barlow Bill
Introduction of the anti-Barlow bill resolution reportedly was unexpected but obviously met unanimous approval. The resolution states in part:

"x x x the Barlow bill would deny Maine workers and employers the right to determine their own forms of collective bargaining whereas recent secret ballot elections showed the vast majority of workers have favored union security clauses which this bill would forbid; be it resolved the Democratic party in Lewiston inform the citizens of this city of the facts about the bill and work for the defeat of it."

The following are names of city committee members and delegates and alternates (17 delegates-at-large

will be named later by Chairman Dumais):

Ward One

City Committee: Helen T. Rowe, chairman; Louis A. Gendron, Alice Marshall, Mary Berube, William J. Cook, John L. McGee, A. F. Marjlin, Bertrand Demers, Frank E. Malliar and Conrad Jean.

Delegates: Helen T. Rowe, Louis A. Gendron, Peter A. Isaacson, Bertrand Demers, William H. Clifford, Mary Dugas, William J. Cook, John L. McGee, Leo D'Auteuil, Henry

Sirois; alternates, Alice Marshall, Wilfred Beaucage, John Butler, Frank E. Malliar, Adrien Blais, Emile Ayotte, Lionel A. Marcous, Allen Davis, Gratchen Hartley, Muriel Dube and May Berube.

Ward Two

City committee: Thomas E. Delahanty, Henry Nolin, Edith Moreau, Marcella Murphy, Joseph Palangi, Helen Murphy, Thomas Smith, Marcel Marquis, Armand Sansoucy, Irene Woodhead.

Delegates: Thomas E. Delahanty, Henry Nolin, Marcella Murphy, Edith Moreau, Joseph Palangi, John W. Spofford, Helen Murphy, Marcel Marquis, Thomas J. Smith, and Irene Woodhead; alternates, Adrien A. Anctil, Dominique Dumont, Mary Spofford, Julian W. Deshaies, Dorothy Donovan, Emile Dumont, Alfred Dugal, Armand Sansoucy, Geneva Langley, Theresa Beaudoin.

Ward Three

City committee: Ernest Malenfant, Jean B. Roux, Roland C. Houle, Arthur Fréchette, Louis P. Rossignol, Rose Aime Lagasse, John Verreault, Wilfred Leclair, Leandrus Caron, Roger Roux, Ralph J. Cote, Mary Dumais.

Delegates: Ernest Malenfant, Jean B. Roux, Roland C. Houle, John Verreault, Wilfred Leclair, Timothy Minahan, William Hanlon, Normand Purington, Yvonne Gregoire, Philip Ward; alternates, Rose Aime Lagasse, Mary Hamilton, Nellie F. Wilding, Gaudias Beaudoin, Roger Roux, Gedeon J. Gaudette, Philippe Napoleon Levesque, Arthur Bolduc, Ralph J. Cote, Arthur Fréchette.

Ward Four

City committee: Ernest Dionne, Andrew Sturtevant, Bertrand A. Marquis, Joseph A. Gendron, Raoul Forgues, Roland Desjardins, Louis Levasseur, Alfred Dutil, Rosario Roux, Viateur Lagueux, Sarto Sas-seville, Henry B. Michaud.

Delegates: Ernest Dionne, Henry Michaud, Paul A. Donovan, Henry Laurendeau, Joseph A. Gendron, Winifred Rideout, Viateur Lagueux, Andrew Sturtevant, Rose Sampson, Romeo Lavalliere; alternates, Patrick Hamilton, Fortunat Bouffard, Romeo Forgues, Leo Faucher, Rosario Roux, Patrick Sullivan, Lucien Bouchard, Cyprien Levesque, Louis Robert, Raoul Forgues.

Ward Five

City committee: Ovila Lavoie, chairman; Robert Bonenfant, Joseph H. Demers, Albert E. Cote, Armand St. Pierre, Ulderic Deblois, Ida Dionne, Emma Pepin, C. J. Russell, Edgar St. Hilaire.

Delegates: Oliva J. Lavoie, Eddie E. Dostie, Regina Guay, Albert Cote, Ulderic Deblois, Leopold Bonenfant, Armand St. Pierre, Emma Pepin, C. J. Russell, Ernest Parent; alternates, Raoul Pelletier, Romeo Fontaine, Arthur Berube, Anselme Morrisette, Henri Pepin, Edgar Lapierre, J. W. Caron, Maurice Leblanc, Mrs. Amanda Dumais, Ida Dionne.

Ward Six

City committee: Leo St. Pierre, chairman; Ernest W. Ouellette, Roland Cailler, Philippe St. Pierre, Leo Bernier, Fernand Jalbert, Lucien Albert, Adolphe Fournier, Ernest Lapierre, Jean Grenier, Daniel Turgeon, Hector Labrie.

Delegates: Philippe St. Pierre, Ernest W. Ouellette, Joseph Rancourt, Amedee Leconte, Ernest Lapierre, Leo J. Bernier, Roland Cailler, Adolphe Fournier, Aimee Lauze, Daniel Turgeon; alternates, Ludovic Vaillancourt, Roland H. Morin, Lucien Albert, Joseph Leblond, Rene Leconte, Ovila Brochu, Irma Brochu, Roger P. Dube, Hector Labrie, Jean Grenier.

Ward Seven

City committee: Gerard St. Pierre, Gerard Lavoie, John J. Maloney Jr., Jean C. Boucher, Arthur Bazinet, Louis P. Gagne, Lorenzo St. Pierre, Edmund J. Lambert, Desire St. Pierre, Eugene Veilleux, Armand A. Dufresne Jr.

Delegates: Edward J. Dube, Gerard St. Pierre, John J. Maloney Jr., Lorenzo St. Pierre, Eugene Veilleux, Irving Isaacson, Desire St. Pierre, Alpheo Philippo, Robert Bosse, Gerard Lavoie, alternates, Alphonse Cusseau, Antoine Landry, Leo Grenier, Mrs. John J. Maloney, Mrs. Lorenzo St. Pierre, Mrs. John B. Sutton, Mrs. Alice Hodge, Peter Pinette, Adelard D. Lorme, Maurice

PENSÉE

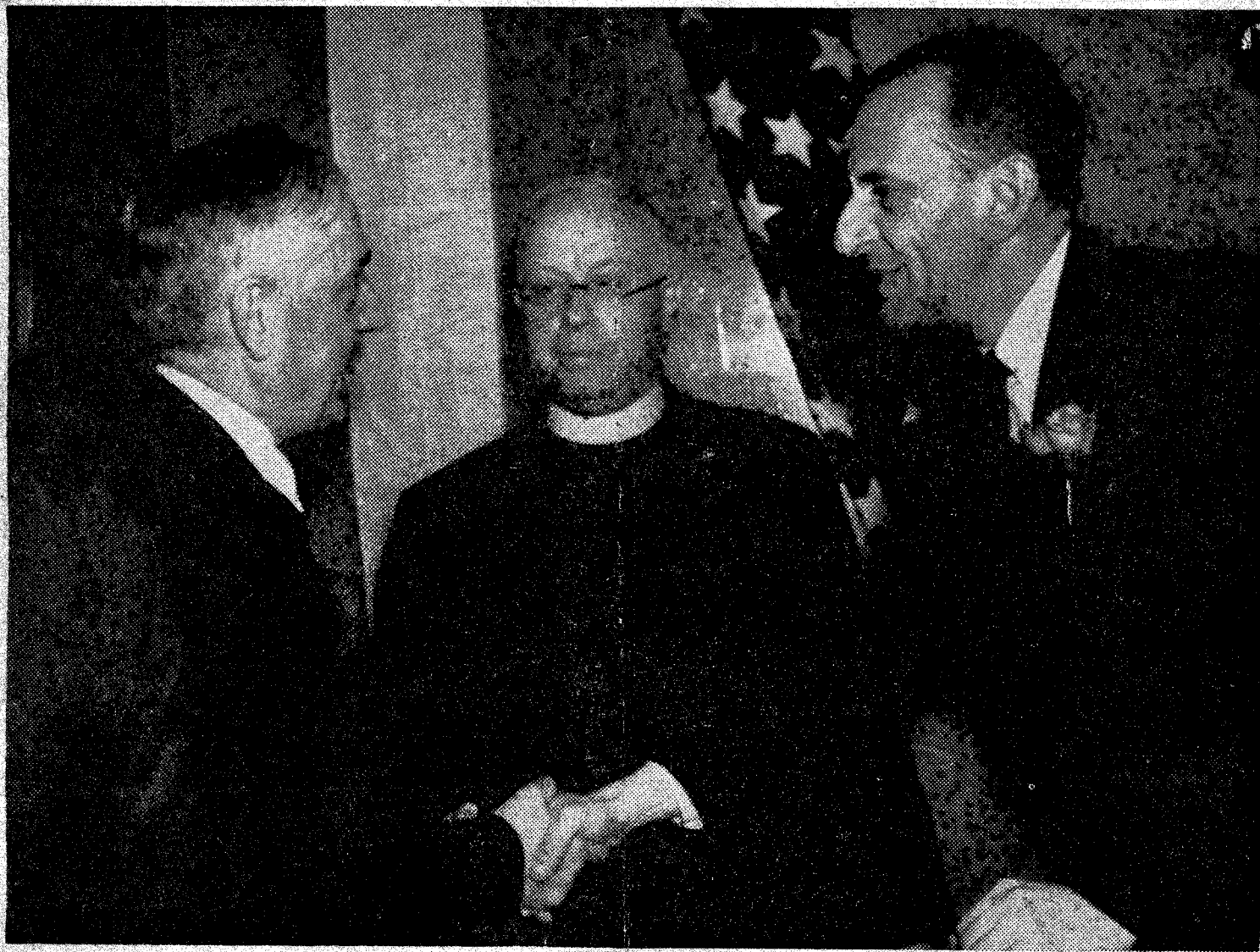
Le soldat qui aime son drapeau
aime son clocher.

LE ME**CENTS LA COPIE****8-1939****LEWISTON, MAINE****LEWISTON FONCTIONNE
SOUS UNE CHARTRE**

Le juge Alton LESSARD fait prêter serment au nouveau maire DESPINS, à la cérémonie d'inauguration. On distingue l'appareil émetteur de WCOU.

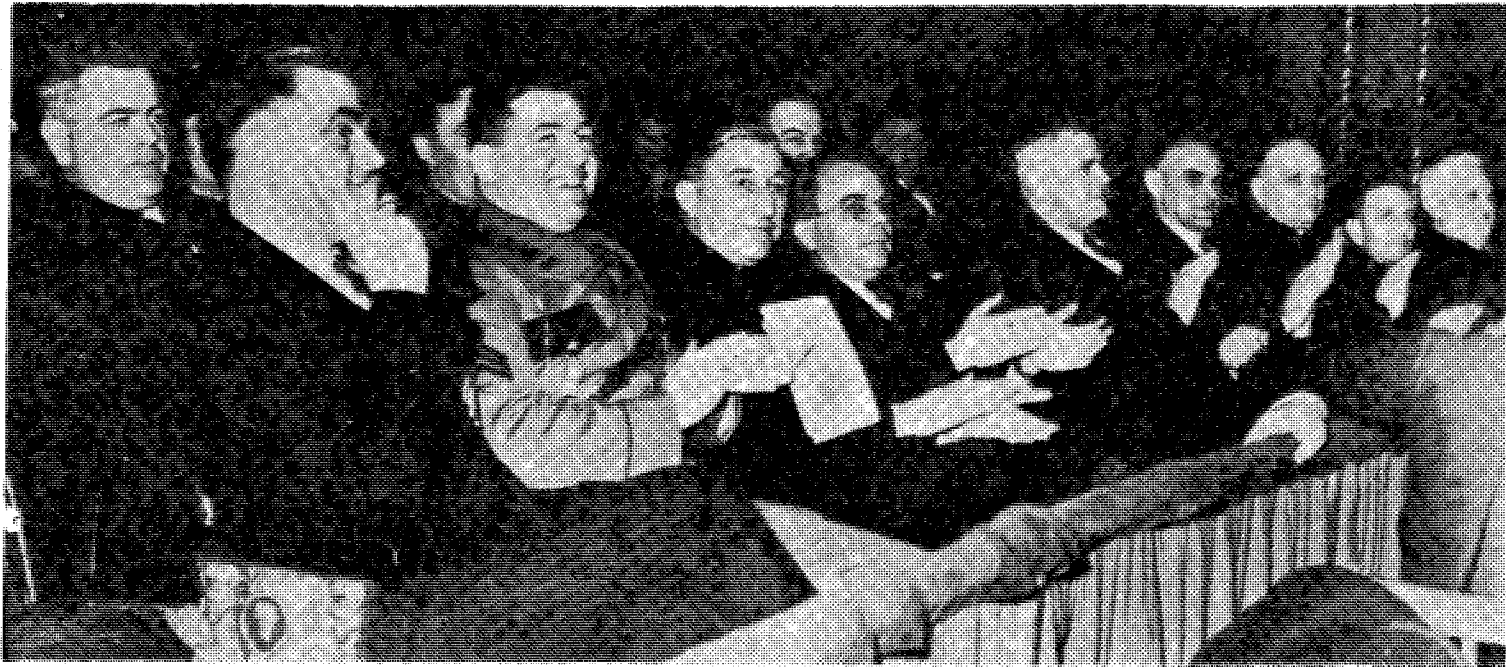
au verso →

ONNE MAINTENANT E TOUTE NOUVELLE



Le sénateur des Etats-Unis, M. WALLACE H. WHITE Jr., donnant la main au nouveau maire de Lewiston, M. FERNAND DESPINS, au moment où le R. P. Manès-E. MARCHAND, O.P., curé de la paroisse St-Pierre, se trouvait avec eux.

THE LEWISTON DAILY SUN, MONDAY MORNING, JANUARY 29, 1940



DIGNITARIES at Safety Council meeting: Left to right, Chief Thomas E. Johnson of the Lewiston police department; Governor Lewis O. Barrows, Sgt. Francis J. McCabe of the State Police, Major John Healy, chief of the State Police; Charles A. Jortberg of the State Insurance Department; Lucius D. Barrows, chief engineer of the State Highway Commission; Frederick Robie, Secretary of State; L. E. Flanders, member of the governor's council; Mayor Fernand Despins and Mayor L. Kenneth Green.

Lewiston Poor Expenses for January the Highest for the Year Although \$1598.47 Less Than January Last Year

1-40

Lewiston Welfare expenses amounting to \$13,334.33 for the month of January reached the peak for the eleven months of this fiscal year.

Although the cost was the highest of any month in the eleven month period, it was \$1,598.47 less than the amount of \$14,932.80 spent in January of last year.

The total cost of welfare for the eleven month period is \$39,978.43 LESS than for the same period one year ago. There has been a reduction in welfare cost for every month of the year.

A glance through the tables below will show savings on all items and the better supervision of this department shows up favorably in the substantial reductions.

Lewiston Poor Expenses for Month of January, 1940

	1939	1940	Increase	Decrease
Salaries	\$654.00	\$444.00		\$210.00
Board & Room	2,133.61	1,742.57		391.04
Rent	1,283.67	1,430.67	\$147.00	
Groceries	4,441.30	515.72		3,925.58
Municipal Store		3,935.04	3,935.04	
Shoes & Clothing	276.94	468.76	171.82	
Fuel	1,916.83	1,718.80		198.03
Supplies & Genl. Exp.	409.15	271.29		117.86
City Cases Outside	374.77	214.25		160.52
Hospitals, Doctors, etc.	1,205.31	774.39		430.94
Ambulance & Burials	84.00			84.00
State Cases	1,815.56	1,539.58		275.98
Outside Towns	251.71	279.26	27.55	
Wood for Fuel	85.95			85.95
	\$14,932.80	\$13,334.33	\$4,281.41	\$5,879.88
Net Decrease				\$1,598.47

Lewiston Poor Expenses Eleven Months Fiscal Year

	1939-39	1939-40	Increase	Decrease
Salaries	\$9,919.44	\$7,276.00		\$2,643.44
Supplies & Genl. Exp.	4,433.10	4,169.00		264.10
Board & Room	24,720.14	20,002.90		4,717.24
Rent	14,617.78	12,528.65		2,089.13
Groceries	46,676.93	28,277.63		18,399.30
Municipal Store		10,433.44	\$10,433.44	
Shoes & Clothing	4,214.23	2,928.72		1,285.51
Fuel	6,246.87	8,084.49	1,837.62	
City Cases Outside	4,728.90	1,733.16		2,995.74
Doctors, Hospitals	12,100.86	8,234.18		3,866.68
Ambulance & Burials	1,910.00	1,490.00		420.00
State Cases	20,857.97	16,622.99		4,234.98
Outside Towns	3,372.99	2,299.54		1,073.45
Wood for Fuel	10,259.92			10,259.92
	\$164,059.13	\$124,080.70	\$12,271.06	\$52,249.49
Net Decrease				\$39,978.43

Poor Expenses Month by Month 11 Months Fiscal Year

	1938-39	1939-40	Increase	Decrease
March	\$22,555.54	\$13,326.84		\$9,228.70
April	17,749.21	12,377.46		5,371.75
May	14,436.82	11,952.59		2,484.23
June	12,320.63	11,172.45		1,148.18
July	12,287.69	9,748.72		2,538.97
August	13,616.91	9,726.88		3,890.03
September	11,336.36	9,704.32		1,632.04
October	11,750.54	9,573.96		2,176.58
November	17,848.13	10,661.00		7,187.13
December	15,224.50	12,502.15		2,722.35
January	14,932.80	13,334.33		1,598.47
	\$164,059.13	\$124,080.70		\$39,978.43

Paid to Institutions in January, 1940

	1939	1940	Increase	Decrease
C. M. G. Hospital	\$37.50	\$95.50	\$58.00	
Marcotte Home	943.05	878.22		64.83
St. Joseph's Orphanage	236.81	233.35		3.46
Healey Asylum	148.00	120.00		28.00
St. Mary's Hospital	864.50	336.80		527.70
Andros. Nursing Home	150.00			150.00
	\$2,379.86	\$1,663.87	\$58.00	\$773.99
Net Decrease				\$715.99

To-morrow The Sun will publish in this space the expenditures of all departments of the Lewiston City Government.

Parent Says There Will

MONDAY, FEBRUARY 5, 1940

PRICE THREE CENTS

Be Surplus of \$40,000

May Be Much More Than That

SEN. SEWALL CAUTIONS AGAINST "GYP" INDUSTRIES

Advises Maine to Be "Choosey" Regarding Those It Seeks

PORTLAND, Feb. 19-AP-Maine should be choosey, State Senate President Sumner Sewall declared here tonight, about the industries it invites within its borders.

"We should seek only those industries which offer some prospect of stability and permanence," the candidate for the Republican gubernatorial nomination told the Portland Club. "We must guard against industries which will not find in Maine the resources or available labor skills needed for successful operations."

"Neither do we want irresponsible chiselers and fly-by-nights who are refugees from other States and who will exploit our labor, leave us stranded populations, reduce our public treasuries and abandon our industrial buildings."

2-20-40

When the new charter government finishes its first year, of 13 months, March 21, there will be "in the very conservative" estimate of Controller Albert A. Parent, a \$40,000 surplus.

More optimistic persons familiar with the city finances but unwilling to be quoted expect the surplus to be at least twice as much, if not more.

Mr. Parent said that when the city closed its books for January, there was cash on hand of \$252,484.79, of which \$205,318 was credited to the treasurer's accounts, and \$47,170 in the collector's.

Mr. Parent said that the estimated receipts, net, for the year, were \$373,624, of which all but \$8,424 has been received.

January Expenses Lower

The expenses for January were \$109,289, which was one \$1,685 less than a year ago for the same month.

The expenses for February and March as estimated by Mr. Parent are roughly \$212,000.

The \$40,000 surplus which Mr.

Parent can see at the end of the fiscal year amounts to slightly more than one mill in the tax rate, **Conservative**

"I call this a very conservative estimate," Mr. Parent told the Lewiston Journal.

"You think then there is a possibility that the surplus will exceed this figure?"

"I will stick to my conservative estimate," he said.

Those who expect to see a larger surplus give a greater estimated receipt from excise taxes on motor vehicles than Mr. Parent. New registration plates must be obtained by March 1. The city usually does a brisk business in excise fees in March for one cannot get a State registration unless he shows a receipt from the municipality where he lives for the excise tax, and also the poll tax.

There is also expectation of cleaning up considerable on tax deeds and delinquent accounts.

Three Candidates for Alderman In Ward 6



Leo Hebert

Ward 6 voters will be offered the widest range of selection of the entire city of Lewiston in the aldermanic contest to be decided Monday next. The three candidates represent all three views on the mayoralty issue: one is for Mayor Ferdinand Despins, the other, for Candidate Edward J. Beauchamp, and the third prefers to remain neutral on the question of our next mayor.

Bernier

The present alderman, Leo Bernier, entered this year's race proudly pointing to the fact that he was the only member of the old board of aldermen to be re-elected under the new charter. Bernier had served for six weeks last year, during the intermediary government of Mayor Beauchamp.

Candidate Bernier is 33 years of age. He is married, and has three children. He was born in Lisbon, but has lived in Lewiston for the past 28 years. He lives at 146 Oxford street.

After attending the local public schools, Bernier studied at Bliss College, Lewiston. He is now employed in the sheet department of the Lewiston Bleachery and Dye Works.

Mr. Bernier feels that the new charter is developing satisfactorily, but prefers to remain neutral on the mayoralty question.

Hebert

The second candidate for alderman of Ward 6 is Leo Hebert, of 133 Oxford street. Mr. Hebert has been in politics ever since he became of voting age, 8 years ago. Last year, he was elected ward clerk of his ward by a large majority, in a field of two candidates.

Mr. Hebert was born in Frenchville, and has lived in Lewiston for twenty years. He attended the local schools, and studied for two years at the Lewiston high school. He is not married.

He is employed as manager and salesman of a small restaurant on Knox street.



Daniel Turgeon

"I believe that Mayor Despins has done a good job in his first year under the new charter, and I am backing him 100 per cent", stated Candidate Hebert, in declaring his stand on the mayoralty issue.

Turgeon

Daniel Turgeon, of 482 Canal street, is the third candidate in Ward 6. He is single, and 24 years of age. Altho he explains that he

has long had an active interest in politics, this is Mr. Turgeon's first attempt to enter the political arena.

Mr. Turgeon was born in Lewiston. He went to the public schools, and then attended Roberts Business College in Lewiston for a year and a half.

The candidate is employed as sec-



Leo Bernier

retary to his father, Edward Turgeon, a Lewiston fuel dealer. He is strongly behind Mayoralty Candidate Edward J. Beauchamp, in the latter's fight for election.

✓"If I'm elected", states Daniel Turgeon, "I shall work to the best interests of my ward, and do my best to co-operate with the future mayor".

With these three candidates in the field, one avowedly for the reelection of Mayor Despins for a second term; the other for the election of Mayoralty Candidate Beauchamp; and the third running on a platform of strict hands off policy as regards the next mayor, the voters of Ward 6 are given a real choice. No other ward in the entire city of Lewiston affords the voters such an opportunity to choose.

Do the voters want to know how their alderman stands on the major issues of a campaign? We should go a long ways towards answering this question when we read the final tabulation of the votes in Ward 6 after next Monday's election.

124

LEWISTON DEMOCRATS ELECT ST. HILAIRE CITY COM. CHAIRMAN

Appoint 100 Delegates to State Convention at Bangor—
Maurice Filteau Recommended for Reappoint-
ment to Board of Registration—Officers
Quickly Elected *March 14-40*

Edgar St. Hilaire, member of the Board of Public Works, was named chairman of the Democratic city committee at the annual meeting, Wednesday night, in City Hall. He also was elected chairman of the committee to present credentials of the 100 Lewiston delegates to the State convention at Bangor, March 27. City committee officers were elected quickly. In each instance, as soon as a nomination was made for an office, someone seconded the motion and another motion that nominations cease was quickly made and seconded. The committee recommended Maurice Filteau be reappointed to the Board of Registration.



EDGAR ST. HILAIRE
Chairman

Potvin Seeks Legal Re-Entry Into the U. S.

AUGUSTA — Girard Potvin, formerly of Lewiston, who was released from the state prison last June and later deported to Canada, is seeking legal re-entry into the United States, it was revealed at a meeting of the governor and council at Augusta today.

Potvin was originally sentenced to two years in prison on a morals charge. Last spring, his sentence was commuted to one year, allowing his release from prison in June.

At the council meeting today, Potvin's counsel sought a full pardon to allow re-entry into the U. S. The matter was taken under consideration.

Adam B. Sichel, Lisbon Falls lawyer who with former Androscoggin County Attorney Edward J. Beauchamp of Lewiston appeared for Potvin, said legal notice would be necessary before hearing could be conducted on the petition of Leopold Gagnon of Biddeford. Gagnon was sentenced to two to four years for "uttering a forged instrument." He was committed in May, 1939.

Counsel for Williams said the young man "voluntarily confessed" to killing his wife but now realized the "enormity of the offense," adding:

Avec les Meilleurs Voeux de Succès



Rex V. Bridges

Shérif du Comté d'Androscoggin

Félicitations au Messager



Louis J. Brann

EX-GOUVERNEUR DU MAINE

(Political Advertisement)

(Political Advertisement)

Citizens of Lewiston:

"I promised a business-like administration.

"Through the excellent cooperation of the various boards and the personnel under the new charter government these definite results have been obtained:

1. The old deficit has been cleaned up.
2. Expenses have been greatly reduced.
3. Amounts owed the city for taxes and services have been collected without favor to anyone.
4. All bills are paid and there is more than enough cash on hand to pay all the expenses for the rest of the year.
5. There has been no borrowing to meet end of the year expenses; the State tax was paid on time; there will be no deficit, but there will be cash in the bank when the year ends.

"Doesn't this sound like good business to you?"

"If so, your vote of endorsement will be appreciated next Monday."

Mayor Fernand Despins

Candidate for Re-election

LEWISTON SAVES \$66,397; CASH ON HAND \$221,783.60

With money received Tuesday, Lewiston has reached the estimate of receipts for 13 months as set by the Finance Board early in 1939. Admittedly, the estimates were conservative. Large amounts in automobile excise taxes and in other accounts will come in before the end of the fiscal year, March 31. January operating expenses were \$109,289.53, compared to \$110,975.14. In 11 months the city has spent \$1,386,391.56 as compared to \$1,430,082.54 last year, a decrease of \$43,690.98.

In addition, the State will refund to the city \$22,706.07 in old age pensions for a total saving of \$66,397.05.

The city's cash position as of Feb. 6: In hands of treasurer \$172,293.33 (including water receipts), in hands of tax collector \$49,490.27, a total of \$221,783.60. Expenses for February and March will total \$212,000, it is estimated.

Lewiston Will Finish the Year With All Bills Paid and With a Substantial Cash Balance in the Bank

Yesterday in this space it was shown that the City of Lewiston during the first eleven months of this fiscal year has reduced departmental expenses \$62,568.73 and has increased departmental receipts \$67,706.93, a net gain for the city in the first eleven months of \$130,275.66.

A further study of the expenses and receipts brings out some interesting accomplishments.

Board of Finance

In the first place it should be recognized that the Board of Finance has done on the whole an exceptionally good job compared with the loose financial administrations which Lewiston has been having in the past.

In addition to supervision of purchasing, receipts and expenditures of all departments, the Board of Finance has caused to be collected \$52,279.39 on tax deeds which is an increase of \$23,592.37.

It has also caused to be collected \$19,793.44 on delinquent taxes, an increase of \$9,298.85.

These two items amount to an increase in receipts of \$32,891.22 for the City of Lewiston.

The Board of Finance through its supervision of purchases has made large savings for the City of Lewiston.

One good illustration of this is in the handling of the city's insurance. In the matter of fire insurance the city has the benefit of additional coverage amounting to \$585,580.00 and has bought insurance coverage on eighteen more automobiles than previously at a premium cost over a three year period of \$1,499.93 LESS than was previously paid for the smaller coverage. Over one-half million dollars more protection, at less cost, that is good business.

Cash Position

The city is in a good cash position.

The cash on hand as of February 13th. was \$218,799.71.

This is more than enough cash to pay the city's expenses for February and March.

The city will finish this thirteen month fiscal year with a substantial cash sum in the bank.

This is quite a contrast with accumulating deficits of previous administrations, and the habit of borrowing money to pay the State tax and to pay the expenses of the closing months of the year.

It is quite apparent that Lewiston will finish its first year under the new charter with all bills paid and with a substantial amount of cash in the bank.

Board of Public Works

The Board of Public Works has done a good job on the basis of their financial showing.

This Board has cut departmental expenses \$16,823.03, and has increased the receipts for the services rendered by this department.

For instance, note the following:

The cost of supplying water service has been REDUCED \$11,471.14, and the receipts to the city from the water service has INCREASED \$8,103.49.

This means that in the handling of the Water Department alone the Board of Public Works has accomplished a net gain to the city of \$19,574.63 in the eleven month period.

In the case of the City Building the Board of Public Works has reduced expenses \$1,550.73. The City Building receipts have decreased \$176.00.

In the case of the Armory, the Board of Public Works decreased expenses \$1,958.45 and increased the receipts \$1,177.01.

It must be said that the Board of Public Works has done a good job.

Board of Public Safety

This includes the Police and Fire Departments and shows a net increase in expenses for the first eleven months of this fiscal year of \$465.61.

Board of Education

This department shows a net decrease in total expenses of \$1,676.29.

The Department of Health and Welfare

The Department of Health and Welfare has shown a decrease in welfare expenses of \$39,978.43, and has shown an increase in receipts of \$1,989.58.

The itemized expenses of this department were published in this space last Tuesday.

City Election Next Monday

Next Monday all citizens of Lewiston will have an opportunity to vote at this first regular election under the new charter.

One does not have to be registered as a Republican or Democrat to take part in this election.

Under the new charter the candidates get their names on the ballot by petition.

There are no party caucuses.

There are no party designations on the ballot.

Therefore with only two candidates for mayor on the ballot the citizens next Monday will select the next mayor of Lewiston.

The candidate for mayor receiving the larger number of votes will be elected.

There will be no run-off election for mayor this year, except in the extreme possibility that the election next Monday might result in a tie.

Run-off elections may be necessary in some wards where there are more than two candidates for alderman.

The general administration of city affairs and the financial record of the present administration has been good.

It is for the citizens to decide by their votes next Monday whether or not they wish to change mayors at this time.

It is the duty of all citizens to vote next Monday.

Large Savings in Most Departments of Lewiston City Government For Twelve Month Period

Twelve months of the present fiscal year have been completed, but Lewiston has one more month to go before closing its books for this thirteen-month fiscal year.

The table below shows substantial savings in most of the city departments for the twelve months.

The largest reduction is in the Department of Health and Welfare.

In the table the net decrease for the Department of Health and Welfare is \$15,828.18, but to this amount ought to be added the amount of \$26,490.43 which the city has paid to the State for old age pensions. This money has been paid back to the city through the Highway Department and is not truly a Welfare expense. Therefore, the net decrease in the expenses of the Health and Welfare Department for the twelve months is really \$15,828.18 plus \$26,490.43, or \$42,318.61.

The department making the second largest decrease in expenses is the Department of Public Works with a net decrease of \$20,952.59. In this department the largest saving has been in water service, a net saving of \$11,109.39.

The Department of Education shows a net decrease of \$17,789.78. This, however, is largely due to a change in payroll dates and the saving at the close of the thirteen-month period will be much less than this amount.

The largest increase is \$11,432.74 for debt service.

\$10,000 of this increase is due to additional payment on bonds that came due during this year.

Lewiston City Expenses For Twelve Months Ending February 29, 1940 cf. 1939

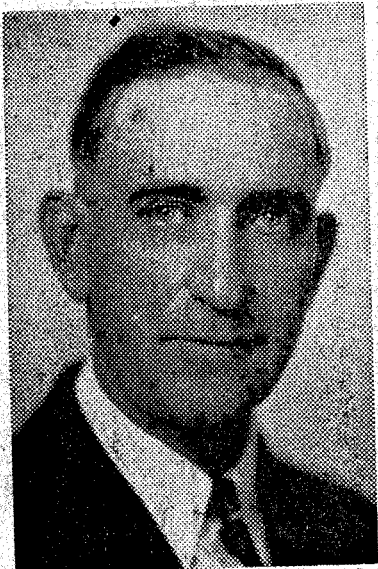
GEN'L GOV'T	1938-39	1939-40	Increase	Decrease
Mayor & Council	\$3,083.45	\$3,088.81	\$5.36	
City Clerk	6,348.47	6,746.20	397.73	
Corp. Counsel	750.00	1,165.71	415.71	
Board of Regist'n	6,540.88	6,243.98		\$296.90
Elections	3,634.14	3,482.64		151.50
	<u>\$20,356.94</u>	<u>\$20,727.34</u>	<u>\$370.40</u>	<u>\$448.40</u>
Net Increase				
DEPT. OF FINANCE				
Commissioners		1,780.00	1,780.00	
Controller		4,476.09	4,476.09	
Auditor	5,086.28	5,466.78	380.50	
Treasurer	9,146.12	7,574.46		1,571.66
Assessors	6,920.12	7,081.81	161.69	
Contingent	17,511.26	27,547.43	10,036.17	
Federal Relief	55,633.97	44,360.33		11,273.64
	<u>\$94,297.75</u>	<u>\$98,286.90</u>	<u>\$3,989.15</u>	<u>\$12,845.30</u>
Net Increase				
DEPT. OF PUBLIC WORKS				
Highways	\$105,609.96	\$101,214.63		\$4,395.32
Walks	2,543.93	1,851.88		692.05
Sewers	6,513.50	5,299.17		1,214.33
Bridges	3,001.63	4,562.44	1,560.81	
Tarring	12,980.00	14,484.39	1,504.39	
Engineering	716.70	700.71		15.99
Street Lights	12,527.66	8,074.09		4,453.57
Water Service	56,643.70	45,534.31		11,109.39
City Building	12,585.23	11,956.55		628.68
Armory	9,938.09	8,427.87		1,510.22
City Park	1,500.73	1,502.49	1.76	
	<u>\$224,561.13</u>	<u>\$203,608.54</u>	<u>\$3,066.96</u>	<u>\$24,019.55</u>
				<u>\$20,952.59</u>

Miss Smith

Net Decrease				
DEPT. OF PUBLIC SAFETY				
Police	\$85,519.07	\$84,972.57		\$546.50
Sealer of Weights		1,016.33	1,016.33	
Municipal Court	5,445.63	5,601.97	156.34	
Fire	79,911.24	79,018.48		892.76
Bldg. Inspection	300.00	307.50	7.50	
Electrical Inspection	465.80	450.65		15.15
	\$171,641.74	\$171,367.50	\$1,180.17	\$1,454.41
Net Decrease				
DEPARTMENT OF EDUCATION				
Common Schools	\$185,869.28	\$166,511.25		\$19,358.03
High School	86,517.33	86,455.83		61.50
School Repairs	5,651.66	5,165.57		486.09
Athletic Park	771.16	1,343.85	572.69	
Playgrounds & Rinks	655.50	953.54	298.04	
Public Library	10,000.01	11,245.12	1,245.11	
	\$289,464.94	\$271,675.16	\$2,115.84	\$19,905.62
Net Decrease				
DEPT. OF HEALTH				
Welfare	\$177,972.01	\$138,231.94		\$39,740.07
Soldiers	17,513.05	19,334.01	1,820.96	
Depend't Children	12,283.93	11,991.71		292.22
Mothers' Aid	14,892.50	14,413.50		479.00
City Farm	21,970.42	19,646.71		2,323.71
City Physician	700.00	1,483.33	783.33	
Health	10,695.66	9,604.73		1,090.93
Comm'u'ble Disease	12,366.06	11,369.09		996.97
Old Age Pensions—				
State		26,490.43	26,490.43	
	\$268,393.63	\$252,565.45	\$29,094.72	\$44,922.90
Net Decrease				
DEBT SERVICE				
Serial Bonds	\$91,000.00	\$101,000.00	\$10,000.00	
Bond Interest	54,706.99	53,705.00		\$1,001.99
Misc. Int. and Fees		2,434.73	2,434.73	
	\$145,706.99	\$157,139.73	\$12,434.73	\$1,001.99
Net Increase				
CIVIL DIVISIONS				
County Tax	\$67,535.52	\$67,618.17	82.65	
State Tax	249,909.49	254,103.46	4,193.97	
	\$317,445.01	\$321,721.63	\$4,276.62	
TOTALS				
Net Decrease	\$1,531,868.13	\$1,497,092.25	\$69,822.29	\$104,598.17
				\$34,775.88

Tomorrow The Sun will publish the Department Receipts for twelve months ending February 29th.

30-mars-1940
Avec les Meilleurs Voeux de Succès



Rex V. Bridges

Shérif du Comté d'Androscoggin

30-mars 1940
Félicitations au Messenger



Louis J. Brann

EX-GOUVERNEUR DU MAINE

Le messager 30-mars-1940
Les amis disparus

A tous ceux et celles qui, depuis soixante ans, ont collaboré au succès du "MESSAGER" et qui nous ont laissés pour l'au-delà, nous dédions ces beaux vers de Lamartine :

Ainsi nous mourons feuille à feuille,
 Et quand vient la main qui nous cueille,
 Nos rameaux jonchent le sentier ;
 Qui de nous survit tout entier ?

Ces contemporains de nos âmes,
 Ces mains qu'enchaînait notre main,
 Ces frères, ces amis, ces femmes
 Nous abandonnent en chemin

A ce choeur joyeux de la route
 Qui commençait à tant de voix,
 Chaque fois que l'oreille écoute,
 Une voix manque chaque fois.

Chaque jour l'hymne recommence
 Plus faible et plus triste à noter :
 Hélas ! c'est qu'à chaque distance
 Un cœur cesse de palpiter.

Adieux les voix de notre enfance !
 Adieux l'ombre de nos beaux jours !
 La vie est un continuel silence
 Où le cœur appelle toujours !

LAMARTINE

30 mars - 1940
Les Vieilles Maisons

Je n'aime pas les maisons neuves,
 Leur visage est indifférent ;
 Les anciennes ont l'air de veuves
 Qui se souviennent en pleurant.

Les lézardes de leur vieux plâtre
 Semblent les rides d'un vieillard,
 Leurs vitres au reflet verdâtre
 Ont comme un triste et bon regard

Leurs portes sont hospitalières,
 Car ces barrières ont vieilli ;
 Leurs murailles sont familières
 A force d'avoir

Le temps y ternit les dorures,
 Mais fait ressembler les portraits.

Des voix chères dorment en elles,
 Et dans les rideaux des grands lits
 Un souffle d'âmes paternelles
 Remue encor les anciens plis.

J'aime les âtres noirs de suie,
 D'où l'on entend bruire en l'air
 Les hirondelles ou la pluie,
 Avec le printemps ou l'hiver ;

✓ Les escaliers que le pied monte
 Par des degrés larges et bas,
 Dont il connaît si bien le compte,
 Les ayant creusés de ses pas ;

Le toit, dont fléchissent les pentes ;
 Le grenier aux ais vermoulus,
 Qui fait rêver sous les charpentes
 A des forêts qui ne sont plus.

J'aime surtout, dans la grand'salle
 Où la famille a son foyer,
 La poutre unique transversale,
 Portant le logis tout entier.

✓ Immobile et laborieuse,
 Elle soutient, comme autrefois,
 La race inquiète et rieuse
 Qui se fie encore à son bois.

Elle ne rompt pas sous la charge,
 Bien que déjà ses flancs ouverts
 Sentent leur blessure plus large
 Et soient tout criblés par les vers.

Par une force qu'on ignore,
 Ressemblant ses derniers morceaux,
 Le chêne au grand cœur tient encore
 Sous la cadence des berceaux ;

Mais les enfants croissent en âge ;
 Déjà la poutre plie un peu ;
 Elle cédera davantage,
 Les ingrats la mettront au feu...

Et quand ils l'auront consumée,
 Le souvenir de son bienfait
 S'envolera dans sa fumée ;
 Elle aura péri tout à fait,

Dans les restes de toutes sortes
 Eparses sous mille autres noms,
 Bien morte, car les choses mortes
 Ne laissent pas de rejetons.

Comme les servantes usées
 S'éteignent dans l'isolement,
 Les choses tombent méprisées
 Et finissent entièrement.

C'est pourquoi lorsqu'on livre aux flammes
 Les débris des vieilles maisons,
 Le rêveur sent brûler des âmes
 Dans les bleus éclairs des tisons.

SULLY-PRUDHOMME

IN MEMORIAM



M. L.-N. Gendreau

M. L.-N. Gendreau, décédé il y a une douzaine d'années, fut gérant d'affaires au Messager. Comme écrivain spirituel et orateur éloquent, il ne fut jamais égalé. Les nombreux amis qu'il a laissés conservent de lui le meilleur souvenir.

Le maintien de l'usage de la langue française dans la Nouvelle-Angleterre. C'est ce que nous disait, en résumé, au cours d'un interview, M. Léo Lévesque, poète franco-américain, qui vient de publier un volume intitulé: "Vita".

M. Lévesque, mieux connu sous son pseudonyme, Rosaire Dion-Lévesque, était de passage à Québec en fin de semaine. Nous avons eu le plaisir de le rencontrer ainsi que son épouse, autrui Alice Lemieux, de Saint-Michel de Bellechasse, dont les po-

mes sont classés parmi les meilleurs oeuvres de nos poètes canadiens.

Nous avons demandé à M. Lévesque de nous dire franchement, sans faux optimisme, non plus sans pessimisme, ce qu'il pense de la survivance de la langue française en Nouvelle-Angleterre. M. Lévesque nous a répondu qu'en premier lieu, ce sont "les écoles paroissiales qui sont la sauvegarde de la langue française chez nous. Chaque paroisse franco-américaine possède son école bilingue. Les sociétés de secours mutuels, y apportent un réel renfort et les journaux, dont nous comptons une bonne quinzaine, font une belle lutte pour notre survivance.

Dans les foyers

"Je crois, cependant, que la français se parle de moins en moins en moins dans certains foyers", avoue M. Lévesque. "A cela, il y a deux causes, l'ambiance anglo-saxonne et le fait que les enfants, après avoir quitté l'école paroissiale, sont en trop grand nombre absorbés par les écoles anglaises".

—Puisque vous connaissez le mal, ne trouvez-vous pas le remède?"

—"Le remède, c'est l'enseignement secondaire du français. Nous avons un collège classique français. C'est un commencement. De plus, plusieurs écoles paroissiales, comme à Nashua et à Manchester, ont ajouté à leurs cours élémentaires, un cours intermédiaire équivalent à la high school.

Un lien avec le Québec

"Le dernier Congrès de la Langue française à Québec nous a donné un nouvel enthousiasme", dit M. Lévesque, "et un gros espoir en l'avenir. Un comité permanent de ce Congrès est établi à Manchester et continue, par la voix des journaux et la publication de tracts, à perpétuer ce nouvel élan.

Groupements intellectuels

"Dans plusieurs centres comme à Lowell et à Worcester, nous avons l'Alliance française. Il y a d'autres cercles intellectuels comme la Société historique de Boston et la Société des conférences de Manchester qui, par la présentation de conférenciers célèbres, raniment, chez nous, l'enthousiasme pour la conservation de notre langue. La Société Historique de Boston a pour but de mettre en valeur les origines françaises des Etats-Unis. On y publie des documents. Les conférences de cette société groupent les Franco-Américains de toutes les parties de la Nouvelle-Angleterre".

La radio

—Et la radio?

"La voix française de la radio canadienne pénètre dans les foyers franco-américains et les programmes sont écoutés religieusement. Chez nous, nous avons plusieurs "heures françaises", dont la plus significative peut être celle de Manchester, sous l'habile direction de M. Josephat Benoit, rédacteur-en-chef de l'"Avenir National".

L'appui du Québec

"Les Franco-Américains demeurent toujours attachés à la province de Québec même si une

grande proportion d'entre eux sont nés aux Etats-Unis. Les Franco-Américains recherchent naturellement, dit M. Lévesque, chez les Canadiens français, l'appui nécessaire à leur survivance comme vous, Canadiens français, vous vous tournez vers la France. Nous sommes comme les cousins pauvres de la grande famille française.

Annexion

"Savez-vous que j'ai souvent l'obsession d'une certaine utopie rencontrée chez plusieurs des vôtres, celle de l'annexion du Canada aux Etats-Unis. Je n'y vois aucun danger pour la conservation de la langue française en Amérique. Au contraire, si nous, les Franco-Américains, qui ne sommes qu'une poignée d'hommes, avons pu conserver notre langue, à plus forte raison, avec l'appui d'un groupe de trois millions et plus d'individus parlant le français et ne parlant souvent même pas l'anglais, pourrions-nous constituer, en Amérique du Nord, un groupement totalement américain mais essentiellement français. Simple opinion personnelle", se hâta d'ajouter M. Lévesque.

L'Action Catholique, Québec

:o:

30 mars 1940

Sauvegarde du français

Par Jacques Trépanier

Les écoles paroissiales, les journaux, les sociétés de secours mutuels et la radio sont les principaux moyens qu'ont à leur disposition les Franco-américains pour

THE LEWISTON EVENING JOURNAL

Spirited, Entertaining Rehearsal of "Faust;" Local Amateurs Get Really Wonderful Results



CAST FOR THE OPERA "FAUST"

UPPER ROW, Left to Right—Anna Deshaies, "Martha;" Pierre Pelletier, "Valentine;" Laura Bernard, "Marguerite;" Alphonse W. Faust.
LOWER ROW, Left to Right—Albert Dussault, Siebel; Adolphe Roy, Wagner; Napoleon Sansoncy, Mephistopheles; Yvonne Reay, Faust.



A few friends, including a dozen members of the Lewiston Journal staff, were invited in to hear the most important rehearsal yet held in preparation for the opera "Faust," to be given by a group of Lewiston and Auburn amateurs, Jan. 11 and 12. The visitors got a real surprise as they went thru the five acts with a business-like dispatch and zest and a familiarity with the action as well as the music of the opera that really made one imagine, at times, that he were present at a rehearsal of professionals on the Empire stage. It is apparent that some earnest work has been put into this ambitious attempt that nothing is being overlooked to make the production as finished and complete as possible.

The full orchestra was present and it is a good one, including some of the best local instrumentalists with a couple of imported ones. Much attention is being given the orchestration, an important but often neglected part of an amateur performance. The chorus is just beginning its work in earnest. It has some good voices, the members enter into the spirit of the performance and, after the drilling which it will receive, it is going to be some chorus. L. N. Gendreau was conducting, assisted by A. W. Cote, who joined in with lusty voice and led the chorus when he thought it was lagging or lacking in vim. J. B. Couture was shouting suggestions, and gesticulating to the actors and George Filteau was all over the general effect.

Instead of the gorgeous red, be-horned and be-tailed Mephistopheles there was a fur-coated, felt-hatted Prince of the Hot Place, who evidently felt the change from his na-

tive temperature. You would know him by his Mephistophelian smile and lift of the eyebrows, his Sardonian leer and diabolic laugh. Without any make-up Nap. Sansoucy is a convincing Mephistopheles. What most disturbed him was that there wasn't any trap in the floor for his disappearing act but no doubt his diabolical cunning will come to his aid.

Judging from the duet and the little by-play at this rehearsal, Martha's flirtation with the devil is going to be quite diverting and moreover, Martha has more to offer in the vocal line than the Marthes we have heard, amateur and otherwise.

The impromptu audience was truly impressed by Pierre Pelletier's first solo, "Even Bravest Heart." They had not guessed there was so much of power and dramatic expression in the musical baritone of this young Lewiston man and he sang in true grand opera style, tho this, we are told, is his first attempt at any operatic performance. He did not require any make-up to make him youthful and romantic looking.

With only one string of beads and a ring, Laura Bernard gave a most spontaneous and natural version of the famous "Jewel Song," in which so many a prima donna has distinguished herself. If Marguerite can express so much of girlish delight and ecstasy over this meagre assortment of ornament what will she do when she gets a whole box full to sing and wonder over. Miss Bernard's voice was as easy and spontaneous and graceful as her manner. The expressiveness of her singing is going to make her a most appealing Marguerite.

Another professional touch in this company's work was the trio of Faust, Mephisto and Valentine in the trio of the fourth act.

Mephistopheles gave his serenade with a pasteboard guitar (or maybe

it was intended for some other instrument). Valentine was vanquished by the tin sword of Faust and died dramatically after his denunciation of poor Marguerite. Siebel supported the dying Valentine and sang his wistful song of adoration to Marguerite. Adelard Roy added a peeping baritone to the cast. It is a tribute to the company that, with all the incongruities of costume and lack of settings, the visitors took the opera in all seriousness and were properly impressed. From all indications the patrons of "Faust" are going to have

at the bills of grand opera Jan. 11 and 12.

Conductor L. N. Gendreau
Dramatic Director J. B. Couture
Stage Director George Filteau
Accompanist Miss Yvonne Reny

Cast
Faust, tenor A. W. Cote
Mephistopheles, basse Nap. Sansoucy
Valentin, baritone Pierre Pelletier
Siebel, tenor Albert Dusseault
Wagner, baritone Adelard Roy
Marguerite, soprano Miss Laura Bernard
Marthe, mezzo soprano Mrs. Anne Deshaies

Young Girls and Peasant Women—
Fernande Reny, Maine Thibault, Alice Parent, Gertrude Richardson, Gullberte Haller, Mugnette Charron, Marie-Ange Leblond, Yvonne Pelletier, Bertha Si-
rois, Alderie Doyon, Rita Gullmet, Lil-
lane Lefebvre, Lucienne Chabot, Eliane Chabot, Blanche Richardson, Harmonia Haller, Annabelle Gullmet, Jacqueline Belanger, Carmen Cote, Emerancienne

ACT IV
The Public Place and Church
Romance—Si le bonheur a sourire t'in-
vite Siebe
Church Scene—Seigneur, daignez per-
mettre Marguerite, Mephistopheles
Soldiers' Chorus—Gloire immortelle de
nos aieux
Recitative—Allons, Siebel
Valentine, Siebe
Scena and Serenade—Qu'attendez-vous
encore? Mephistopheles, Faust
Trio—The Duel—Que vous-messieurs?
Valentine, Faust, Mephistopheles
Death of Valentine—Par ici mes amis!

ACT V
A Prison
Final Trio; Prison Scene—Mon coeu
est penetre d'epouvante!
Faust, Marguerite
Mephistopheles
Alerte! alerte
Apotheosis—Sauve!

Marcoux, Edmire McGraw, Eveline Pou-
lin, Georgine Grondin, Yvette Couture.
Soldiers—Joseph Caouette, Arthur Jal-
bert, Ernest Paradis, Noel Beaudette,
Arthur Cloutier, Denis Giguere, Charles
Theberge, Lucien Bergeron, Valdor
Couture, Dominique Dostie, Joseph Thi-
bault, Charles Gilbert, Joseph Cote,
Adeodat Michaud, Sylvio Sasseville,
Julien Richard.
Students—Joseph Pelletier, Emillo
Ouellette, Philippe Tardif, Alphonse
Carrier, Lucien Roux.
Peasants—George Pontbriand, Albert
Gagnon, Alfred Marcoux, Eddie Mer-
cier, Louis Lagueux.
Angels—Lolita Sansoucy, Cecile Cote,
Juliette Cloutier.
Ballet Dancers—Pupils of Mrs. Fanny
T. Heth.

The following synopsis shows what a complete version of the opera will be presented, some numbers being given which are frequently omitted by professionals:

The scene is laid in Germany in the sixteenth century.
Ouverture Orchestra

ACT I
Faust's Study
Scena and Chorus—Rien! En vain j'in-
terroge—Faust
Scena and Duet—Mais ce Dieu—Faust
and Mephistopheles.

ACT II
At the City Gates, The Kermesse
Grand Chorus—The Fair: Vin ou biere
Scena and Recitative—O sainte me-
daille—Valentine
Cavatina—Avant de quitter ces lieux—
Valentine
Song of the Golden Calf—Mephistoph-
eles
Scena and Chorus—Merci de ta chan-
son!

Chorale of the Swords—De l'enfer qui
vient
Waltz and Chorus—Ainsi que la brise
legere
Scena—Ne permettez-vous pas
Faust, Marguerite

ACT III
Marguerite's Garden
Intermezzo and Song—Faites-lui mes
aveux—Siebel
Scena and Recitative—C'est ici?

Faust, Mephistopheles
Cavatina—Salut! demeure chaste et
pure Faust
Scena—Alerte, la voilà! Mephistopheles
Scena and Aria—Il etait un roi de
Thule Marguerite
Bijou Song—Je ris de me voir si belle
Marguerite

Scena and Quartet—Seigneur Dieu, que
vois-je!
Marthe, Marguerite, Mephistopheles
and Faust
Scena—Il etait temps! Mephistopheles
Duet—Il se fait tard

Marguerite, Faust

City of Lewiston Receipts For Twelve Months

The following table includes departmental receipts for the twelve month period ending February 29 of this year compared with the same period of last year.

The figures below include departmental receipts and receipts from back taxes and from excise taxes, but does not include real estate and personal tax receipts for either year.

The total amount of receipts for the twelve month period of this fiscal year is \$396,156.51, a net gain of \$92,645.71 over the previous twelve month period.

From this amount, however, ought to be deducted the \$44,879.43 collected from the State for highways which is really reimbursing the city for amounts paid to the State for old age pensions.

After this old age pension money is deducted the net gain in departmental receipts for the twelve month period is \$47,766.28.

Because the city is running on a thirteen month fiscal year basis the books will not be closed until the end of this month of March.

It is apparent from the table of general expenses published yesterday and from the table of receipts published today that the present city government will show a substantial reduction in expenses and a substantial increase in departmental receipts for the year.

At the close of business February 29 of this year the city had cash on hand totaling \$173,502.86. This is enough cash to pay all of the March bills and leave a substantial cash balance on hand at the close of the year.

In one year under the new charter government the city has not only put an end to accumulating deficits but will finish the year with all bills paid and a substantial cash balance in the bank.

City of Lewiston Receipts for 12 Mos. Ending February 29, 1940

	1938-39	1939-40	Increase	Decrease
Tax Deeds	\$30,937.92	\$53,044.73	\$22,106.81	
Excise Tax	41,588.48	34,120.71		\$7,467.77
Delinquent Taxes	12,575.08	20,429.53	7,854.45	
L. & A. R. R. Int.	13,500.00	13,500.00		
Bank Stock Tax	6,212.85	6,923.75	710.90	
Misc. Accts. Rec.	1,877.82	14,161.18	12,283.36	
Water Dept.	100,342.13	108,739.68	8,397.55	
City Clerk's	7,068.99	7,329.29	260.30	
Contingent	965.98	818.33		147.65
Highways	5,584.96	10,122.39	4,537.43	
Walks	49.59	78.39	28.80	
Sewers	550.00	370.00		180.00
City Building	1,145.00	1,068.00		77.00
Armory	1,515.00	2,767.01	1,252.01	
Police	347.30	76.20		271.10
Sealer of Weights		394.30	394.30	
Municipal Court	8,969.84	9,045.78	75.94	
Fire Dept.	147.91	116.77		31.14
Electrical Inspections	570.00	532.00		38.00
Common Schools	39,891.00	39,668.47		222.53
High School	1,279.58	1,968.30	688.72	
Public Library	200.01	200.00		.01
Welfare	16,693.73	15,672.74		1,020.99
City Farm	6,817.56	5,510.31		1,307.25
Health	2,746.66	2,652.64		94.02
Commun'ble Diseases	329.24	267.23		62.01
Highways—Old Age		44,879.43	44,879.43	
Miscel. Accts.	1,604.17	1,699.35	95.18	
	\$303,510.80	\$396,156.51	\$103,565.18	\$10,919.47
Net Increase			\$ 92,645.71	

Thawing Out of Frozen Assets Makes Cut in Tax Rate Possible--Despins

Thawing out Lewiston's frozen assets has been a large factor in making possible the reduced tax rate to be effected in the next fiscal year, according to a statement issued by Mayor Fernand Despins Wednesday.

Mayor Despins is a candidate for re-election in the municipal election February 19. He is opposed by County Attorney Edward J. Beauchamp.

An increase in collections on tax deeds of \$23,592.37 over 1938 is the result of an organized campaign to realize actual cash from tax deeds, some of them dating back several years, which have been carried as assets on the city books, said the mayor.

Personal Taxes

In addition to the work on tax deeds, the administration has also been fighting to realize cash on outstanding personal taxes. During the year 1939, \$19,793.44 in uncol-

lected personal taxes were brought into the city treasury. This represented an increase of \$9,298.85, the mayor explained.

"With the additional money received from the collection of back taxes, it will be possible to reduce the burden of taxation in equivalent", stated the mayor in concluding his statement.

The mayor's statement:

"The introduction of business methods in the administration of the municipal affairs has not only reduced the expenditures, but has also increased the revenues. For several years the amount of tax deeds and uncollected taxes had been mounting.

"In the last Annual Municipal Report, the item of tax deeds amounted to \$156,971.63. These tax deeds were carried to assets on the balance sheet. Unless efforts were made to collect them, these tax deeds remained as of doubtful value. We undertook a campaign to enforce the collection of these tax deeds, and our efforts proved successful as indicated by the following comparative figures:

"Tax deeds collected in	
1939	\$52,279.39
"Tax deeds collected in	
1938	28,687.02
Increase	\$23,592.37

Personal Taxes

"At the close of the fiscal year, February 28, 1939, there were outstanding the amount of \$59,662.08 in uncollected personal taxes, also carried on the books of the treasurer as assets. The following figures indicate and prove that our efforts were successful also in the collection of these uncollected personal taxes:

"Amount collected in	
1939:	\$19,793.44
"Amount collected in	
1938:	10,494.59
Increase	\$ 9,298.85

"The total amount of the increase in collection is therefore:

"In 1939:	
Tax Deeds	\$52,279.38
Pr's'l Taxes	19,793.44

"In 1938:	
Tax Deeds	\$28,687.02
Pr's'l Taxes	10,494.59
Total	\$39,181.61

"Total Net Gain

\$32,891.22
"At the beginning of the year, March 1, 1939, we had on the books of the city treasurer \$216,633.71 in tax deeds and uncollected taxes. During the year 1939, we have collected of this amount to date the sum of \$72,072.83, or approximately one-third of the total amount. Everyday the process of collection of these tax deeds and uncollected taxes continues, and before the end of the year, several thousand dollars more will be added to the amount already collected.

Tax rate

"Because of our successful efforts in the collection of these back taxes, and with the continuation of this policy, the tax rate can be reduced. The delinquent tax payers by their delinquency merely shift the burden upon those who pay their taxes promptly. With the additional money received from the collection of back taxes, it will be possible to reduce the burden of taxation in equivalent. All citizens interested in the lowering of the tax rates should back our policy of enforcing collection of these back taxes."

Ward Voting Strength Equalized in Revision

Revision of the boundaries of Lewiston's seven wards gives Ward 6 the lead in the number of voters, according to a tabulation made public by Aime N. Asselin, chairman of the Board of Registration, Wednesday.

The revision became effective Jan. 1 and the first election at which it will be in evidence will be the February caucus.

While Ward 6 appears largest, it is due to be cut when the board goes into open session, Chairman Asselin said today. He proposes to have an officer check all boarding houses, many of them in that precinct because of the large number of voters now listed at these places.

While on the subject, Chairman Asselin said the annual canvass made under the Board of Assessors could not be depended upon to trace voters. On checking as he plans, persons not found at the addresses on the list will be taken off the list and to vote will have to be reinstated at correct addresses.

Wants Law Complied With

Chairman Asselin also proposes to have the law complied with relative to voting. He has approached the Board of Education and hopes to have a decision shortly to have each ward vote within the precinct as provided by law.

At present Wards 1 and 7 vote out of the ward. One votes in Ward 2 and Seven in Ward 4. Asselin proposes to have Ward 1 vote at the Wallace school and Ward 7 at the Garcelon school, while the Ward 2 voting place would be shifted from the Main street school building, formerly owned by the city and now St. Joseph's parish, to the Armory.

However, these changes can not be made until the Board of Education consents to opening two school

buildings never before used for elections. Other wards would continue to vote in usual places.

The revision of the wards brings the number of voters in each to an even balance. There is only a difference of 335 votes between Ward 6, the largest, and Ward 4, the smallest.

Ward 2, formerly the largest, suffered the largest cut, while Ward 3, formerly the smallest ward, has the largest increase.

Women Lead in Four

In Ward 4, women are more numerous than the men, while in all wards, enrolled Democrats have a large majority over their Republican brothers and sisters.

At the last previous sitting of the board, there were 15,843 voters on the list. On the revised list there are 16,525. Of these, 11,521 are Democrats and only 2,758 are Republicans, while 2,246 are not enrolled.

The revision so balances the wards that it creates a big question mark for the politicians. Ward 3 gained much of Ward 4 territory and a large number of its vote while Ward 7 cut drastically into Ward 5. Wards 1 and 4 cut into Ward 2 while Ward 6 cut into Wards 3 and 5.

Just what effect these changes will have in the politics of the various wards is puzzling some of the politicians, but not all, because candidates are beginning to spring up all around.

Following is a comparison of ward enrollments, present and before revision:

		Present June 1938	
Ward 1	2268	1807	
Ward 2	2463	3106	
Ward 3	2345	1553	
Ward 4	2238	2723	
Ward 5	2343	2901	
Ward 6	2573	2177	
Ward 7	2295	1576	
Total	16525	15843	

Following is a table showing the new voting strength of each of the seven wards:

Ward	Rep		Dem.		Not Enrolled		Total		Ward Total
	Men	Women	Men	Women	Men	Women	Men	Women	
One	320	348	672	509	235	184	1227	1041	2268
Two	333	377	697	609	213	234	1243	1220	2463
Three	123	103	1025	776	176	142	1324	1021	2345
Four	183	224	710	788	150	183	1043	1195	2238
Five	119	91	1060	882	109	82	1288	1055	2343
Six	74	48	1270	917	145	119	1489	1084	2573
Seven	212	203	878	728	148	126	1238	1057	2295
Total	2758		11521		2246		16525		16525

Wilfred Ayotte Announces His Platform for Mayo

Wilfred Ayotte, former Ward 7 alderman and this past year a clerk of the Welfare commissary until reorganization of the personnel was made in August, announced Saturday the platform on which he will seek the Democratic nomination for mayor at the party caucus, Feb. 6. Ayotte differs from other candidates in not speaking of economy. In fact he advocates a program that would boost the tax rate several times.

He wants a new police station, three sub-fire stations, monuments to commemorate soldiers who died in the World and Spanish-American Wars, and besides these he would pay a salary to all able persons unable to find work and seeking relief. He would boost the pay of highway department employees and pay the aldermen \$600 a year per. His savings would be in doing away with the office of secretary to the mayor and placing two tax assessors on part time basis. The platform:

Proper shelter for the employees of the highway department. These persons have to wait in the cold, or in all kinds of stormy weather.

"The investigators of the Welfare department should be bonded so that the city of Lewiston would have responsible persons as investigators.

"The Lewiston Credit Bureau is in an institution which serves the city for two no good purposes. It is making money on the city and it serves to spoil the credit of the poor people of the city.

"The members of our city government should be persons of high patriotic sentiment and should have a high regard for the people of Lewiston and be interested in their welfare irrespective of party affiliations.

"I honestly believe that the commissary should be discontinued for a great economical reason. (Ayotte is a former clerk of the commissary.)

"The persons who are called to depend on the city for a livelihood, providing they are able to work, should be hired by the city, wherever their services are needed and be paid by the city like other persons so that they may earn a living.

"I will prove with actual figures that thousands of dollars could be saved by this method.

"The mayor needs no secretary. He should be at his desk like other city officials during the office hours. There would be \$1,000 a year saved by eliminating his secretary.

"The wages of the highway employees should be increased to correspond to those of the water department. The highway employees work as hard as the employees of the water department and therefore they should receive the same wages.

"The Board of Assessors should have a good system installed whereby the chairman be the only full time man, while the other two members would have only a part time job, a saving of \$2,000 a year would be effected in that department.

"Is the Lewiston Armory paying proposition for the city? It should pay for itself.

"Is the contract of the Central Maine Power Co. for furnishing the city electricity beneficial to the city?

"I should recommend the building

of a new police station for the housing of our local police department.

"I should recommend the erection of monuments to commemorate the death of our dear soldiers who died for the cause of the nation during the World War, the Spanish American War, etc. This would not only add attractiveness to our city, but would also show our devotion to those who made the supreme sacrifice for our country.

"Our city should have three sub-fire stations. This would save thousands of dollars for the citizens in fire insurance rates.

In addition, Ayotte proposes the following changes in the charter: All candidates be nominated by signatures on petitions; a provision whereby aldermen can fill vacancies on the board by calling a special election if vacancy occurs 90 days before the next election; fix salary of mayor at \$1890 a year and that of the aldermen at \$600, paid weekly.

Louis XV mécontent et surpris de la capitulation

Le roi s'attendait à une plus longue résistance. — Les malversateurs condamnés

En France, on apprit avec étonnement la capitulation de Montréal. Le ministre fit savoir à M. de Vaudreuil la surprise et le mécontentement du roi en recevant cette nouvelle. Sa Majesté, dit-il, connaissait bien le mauvais état de la colonie par suite du manque de secours; mais après les espérances que le gouverneur avait données, dans ses lettres de juin, de se maintenir encore quelque temps et ses assurances de soutenir l'honneur des armes du roi avant de se rendre. Sa Majesté ne s'attendait pas d'apprendre si tôt la reddition de Montréal. Malgré les motifs qui ont pu déterminer à capituler, le roi n'est pas satisfait des conditions peu honorables auxquelles il s'est soumis, surtout après les représentations qui lui ont été faites par M. de Lévis au nom de tous les corps militaires de la colonie. En lisant le mémoire de ces représentations, le roi a reconnu que, malgré le peu d'espérance de succès, le gouverneur était encore en état de tenter une attaque ou une défense, qui aurait pu engager le général anglais à lui accorder une capitulation plus honorable pour les troupes.

De Vaudreuil, Bigot et cinquante fonctionnaires et officiers commandants furent mis en accusation pour mauvaise administration ou malversation dans leurs emplois respectifs. Le 10 décembre 1763, une commission royale composée du lieutenant général de police, du lieutenant particulier

et des conseillers au châtelet et siège présidial de Paris, prononça jugement en cette affaire. Bigot fut condamné à 1,000 livres d'amende et 1,500,000 de restitution; Jean-Victor Varin, ci-devant commissaire ordonnateur à Montréal, à 800,000 livres de restitution. Les deux furent bannis à perpétuité. Jacques-Michel Bréard, contrôleur de la marine; Joseph Cadet, munitionnaire général; Joachim Pennissault, négociant; François Maurin, tous bannis du royaume pour neuf ans et condamnés à payer chacun 500,000 livres d'amende. Le premier dut restituer 300,000 livres; les trois autres 6,000,000 chacun. On ignore dans quelle mesure ce jugement fut exécuté.

Parmi les autres accusés, quatorze avaient été fonctionnaires ou commandants dans le district de Montréal. A Jean-Baptiste Martel de Saint-Antoine, ci-devant garde-magasin du roi, il en coûta 6 livres d'amende et 100,000 de restitution; à Jean Corpron, négociant, 6 livres d'aumône et 600,000 de restitution. Nicolas Fayolle fut reconnu innocent et Jean-Pierre La Barthe mis hors de cour. "La contumace fut déclarée bien et valablement instruite" contre Dumoulin et Villefranche, gardes-magasins au fort de Chambly; Hautraye, garde-magasin au fort Saint-Jean; Rouville, commandant du fort de Chambly; Saquespée, commandant au fort St-Jean. Il fut ordonné plus ample informé avant de prononcer la contumace contre Martel, ordonnateur de la marine; Belleau, garde-magasin à Chambly; Lemoine Despins, négociant; Salvat, commis du munitionnaire; d'Atigny, commandant au poste

Lachine.

Dans le cas de M. de Vaudreuil, les commissaires rendirent un verdict de non-lieu. Il est toutefois étonnant que tant de malversations aient pu se produire durant toute son administration, sans qu'il en ait eu connaissance. Averti par le ministre des abus

qui se commettaient depuis longtemps, il prend quand même la défense de Bigot, au point de ses compromettre lui-même. La mémoire de Vaudreuil ne souffre-t-elle pas quelque peu de l'ombre de Bigot et de ses complices?

Camille BERTRAND
"Histoire de Montréal"

3-30-40
60ème Anniversaire, I

IN MEMORIAM



M. L.-N. Gendreau

M. L.-N. Gendreau, décédé il y a une douzaine d'années, fut gérant d'affaires au *Messenger*. Comme écrivain spirituel et orateur éloquent, il ne fut jamais égalé. Les nombreux amis qu'il a laissés conservent de lui le meilleur souvenir.



M. et Mme Joseph BOIS, de Topsham, photographiés ces jours derniers.

M. et Mme Joseph Bois, de Topsham, célébreront leurs noces d'or dimanche, le 7 avril prochain.

M. Joseph Bois est né à St-Louis de Kamouraska, Qué., le 8 août 1868, de sorte qu'il aura bientôt 72 ans. Mme Bois, née Pomélie Gamache, est née à L'Islet, Qué., le 18 janvier 1870. Elle est donc âgée de 70 ans.

M. Bois est venu du Canada il y a cinquante-quatre ans et Mme Bois, il y a cinquante-trois ans. Ils ont demeuré plusieurs années à Brunswick et résident maintenant à Topsham. Leur mariage fut célébré à Brunswick le 7 avril 1896, par le Rév. M. J. Healy.

M. et Mme Bois ont quatre enfants vivants; Mme Willie Brillant, née Marie-Anne, de Topsham, âgée de 42 ans; M. Joseph Bois, de Topsham, âgé de 46 ans; M. Alcide Bois, de Brunswick, âgé de 45 ans; Mme Augustin Bergeron, née Pomélie, de Brunswick, âgée de 44 ans. Les jubilaires comptent aussi 12 petits-enfants et six arrière-petits-enfants.

Une grand'messe sera chantée samedi matin, le 6 avril, à neuf heures, à l'église St-Jean Baptiste de Brunswick.

M. Bois a un frère vivant, M. Téléphore Bois, de Lewiston. Mme Bois compte une sœur et deux frères vivants, Mme Honoré Ménard, de New Bedford, Mass., MM. Gabriel Gamache, d'Ottawa, Ont., et Anatole Gamache, de L'Islet, Qué.



M. et Mme Joseph BOIS, photographiés il y a cinquante ans, lors de leur mariage.

30-mars-1940

Les amis disparus

A tous ceux et celles qui, depuis soixante ans, ont collaboré au succès du "MESSAGER" et qui nous ont laissés pour l'au-delà, nous dédions ces beaux vers de Lamartine :

Ainsi nous mourons feuille à feuille,
Et quand vient la main qui nous cueille,
Nos rameaux jonchent le sentier ;
Qui de nous survit tout entier ?

Ces contemporains de nos âmes,
Ces mains qu'enchaînait notre main,
Ces frères, ces amis, ces femmes
Nous abandonnent en chemin

A ce choeur joyeux de la route
Qui commençait à tant de voix,
Chaque fois que l'oreille écoute,
Une voix manque chaque fois.

Chaque jour l'hymne recommence,
Plus faible et plus triste à noter :
Hélas ! c'est qu'à chaque distance
Un coeur cesse de palpiter.

Adieux les voix de notre enfance !
Adieux l'ombre de nos beaux jours !
La vie est un continuel silence
Où le coeur appelle toujours !

LAMARTINE



Here is how they lined up at the city clerk's counter Saturday forenoon when State Senator J. C. Boucher filed nomination papers for the office of mayor. From left to right at the counter are Wilfred Ayotte, former alderman and several times unsuccessful candidate for mayor who just looked on, Alcide Masse, Sabattus street garageman, who filed this morning as candidate for alderman in Ward 7, and Senator Boucher. *MARS-1940*

UNE DE NOS BELLES FAMILLES THETFORDOISES

1940



● Les photos ci-dessus furent prises le 22 octobre dernier, lors de la fête qui a marqué le trente-cinquième anniversaire de mariage de M. et Mme Adolphe Plante domiciliés à 411 rue Lafond à Thetford-Mines. La photo du haut nous montre les distingués jubilaires entourés de leurs 13 enfants; ce sont de gauche à droite, première rangée: Mlles Louissette et Gilberte Plante, les Jubilaires, M. et Mme Adolphe Plante (Georgianna Gilbert), Mlle Hélène Plante, Mme Alexandre Fortier (Jacqueline), et M. Denis Plante. Seconde rangée, gauche à droite: Jean-Marc, Suzanne, Raymonde, André, François, Rémi, Paul et Marcelle Plante. La photo du bas a été prise au cours du banquet qui a été servi pour souligner cet événement mémorable; nous remarquons, de gauche à droite, à la table d'honneur, Mme Linière Lessard, de St-Frédéric, soeur du jubilaire, Mlle Lise Paré, de Black Lake, M. Luc Gilbert-Lessard, B.A., M.Cc.S., les héros de la fête M. et Mme Plante, et Mme Lambert Nadeau, de St-Joseph de Beauce, soeur de Mme la Jubilaire.

(Cliché du PROGRES)



M. OMER LEBEL, de la rue Cedar, est photographié ici il y a cinquante ans.

"L'Oeil" du "Messenger" vient de s'éteindre

Nous lisons dans "Le Messenger" de Lewiston, que M. Louis-Philippe Gagné, rédacteur à ce journal depuis près de 23 ans, vient d'abandonner le journalisme pour se vouer à la vente des pierres tombales.

Avec lui disparaît "L'OEIL", colonne quotidienne lue avec intérêt par les nombreux lecteurs du journal de Lewiston. Le départ de M. Gagné est une perte sensible pour le journalisme franco-américain. Lutteur infatigable, il sera sans doute difficile de le remplacer.

M. Gagné a gagné ses épaulettes dans le domaine du journalisme et ses oeuvres variées pour l'avancement des nôtres est un monument qu'il s'est élevé sans prétention.

Aujourd'hui, Louis-Philippe aide aux affligés à choisir un monument qui leur fera aussi honneur.

Louis-Philippe abandonne la carrière mouvementée du journalisme pour se consacrer au métier plus calme mentionné plus haut. Nous lui souhaitons bonne chance et longue vie.

"Le Franco-Américain" de Waterville, Me. 1940.

Montréal ravagé par le feu

Montréal fut dévasté par un violent incendie en 1721. Le 19 juin, pendant la procession du Saint-Sacrement, le feu se déclara dans la chapelle de l'Hôtel-Dieu et se propagea à plus de la moitié de la basse-ville. Cent vingt-six maisons furent consumées sur les rues Saint-Paul, Saint-Louis, Saint-Joseph et Saint-François-Xavier. A la nouvelle de cette calamité, M. de Vaudreuil monta à Montréal. "La grande détresse de la population, celle des Hospitalières en particulier, l'émurent profondément". Il manda à Mgr de Saint-Vallier et à l'intendant Bégon de le rejoindre sur le lieu du sinistre, pour aviser aux mesures à prendre pour réparer le désastre.

L'intendant profita de son séjour à Montréal pour passer des règlements sur l'élargissement et l'alignement des rues et des trottoirs et la constructions des maisons. Par précaution pour l'avenir, il ordonna que les bâtiments seraient munis d'échelles et que l'on devrait dorénavant ramoner les cheminées une fois par mois.

30 mars 1940

partie du comité.

PERSONNEL 3-30-40

Mlle Juliette Corriveau, de Frenchville, est en promenade pour quelques jours, chez sa soeur, Mme Denis Michaud, ici.

Mlle Madeleine Martin, d'Outremont, Qué., est retournée chez elle après avoir passé quelques jours de visite chez M. et Mme L. N. Côté, rue Pine.

M. Arthur Lespérance, rue Birch et M. et Mme Théophile Bernier, rue Pierce, sont revenus de quelques jours de promenade chez des parents, à Hartford, Conn.

MM. Roland Fortin, rue Horton et Dominique Bilodeau, rue Howe sont partis ce matin pour un voyage d'affaires.

Mlle Jeannette Violette d'Augusta, est sortie cette semaine, de l'hôpital C. M. G., en bonne voie de rétablissement.

Mme Henry T. Brosseau de Rumford, est en vis^{te} pour quelques jours chez des parents parmi nous.

Mme Alphonse Jalbert d'Auburn, prend beaucoup de mieux, à l'hôpital Ste-Marie.

Mmes A. Leverdière et Roger Bilodeau, de 107 rue Shawmut, sont retenues à la maison par la maladie. Elles sont sous les soins du médecin.

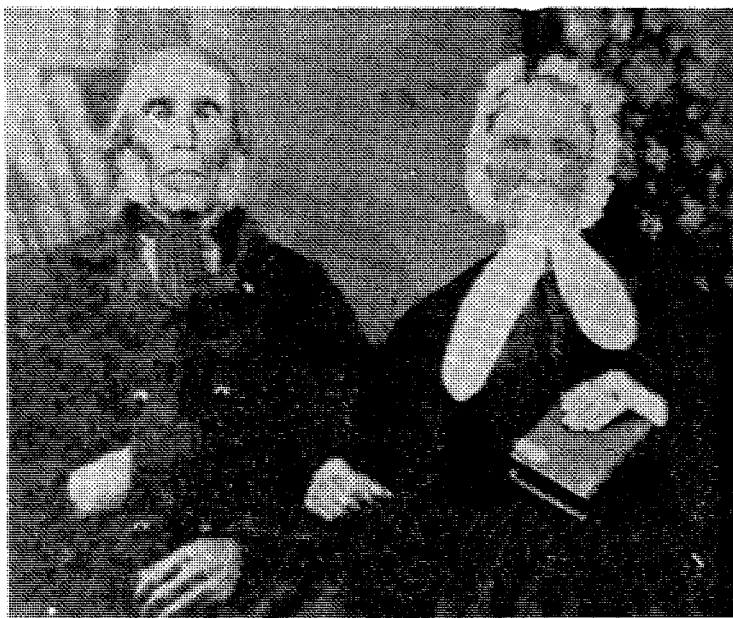
Mme Marie Labranche, de Berlin, N. H., est en promenade à Lewiston où elle passera deux semaines chez son fils, M. Alfred Labranche, de 58 rue River ainsi que chez d'autres parents et amis

Mme J. T. Morency, de l'Acme Business College, accompagnée de Mme Margaret Creeden, professeur de sténographie à la même institution, ont assisté au National Business Show, à la Mechanic Building, de Boston. On y a fait des démonstrations de nouvelles machines, à calculer, ainsi que d'accessoires de bureau.

Mme Désiré Bernard, de Ste-Mare, hier, et elle a subi une délicate opération, ce matin.

:o:

Samedi, 30 Mars 1940



Cette reproduction d'une photo très ancienne représente M. et Mme Jean-Baptiste Despins. M. Despins est décédé à 104 ans. Sa fille épousa M. John Adams, lequel est décédé à 96 ans. La fille de ce dernier épousa M. Dosithee Morin, père de M. Edouard Morin, de 93 rue Walnut, Lewiston.

PHOTO DE 61 ANS



MME SIMÉON LECLAIRE

Mme Simone Leclaire, de RFD 4, Auburn, nous a fait parvenir cette photo posée alors qu'elle avait 16 ans. Elle est aujourd'hui âgée de 77 ans.

30 Mars 1940

:o:

Sauvegarde du français

Par Jacques Trépanier

Les écoles paroissiales, les journaux, les sociétés de secours mutuels et la radio sont les principaux moyens dont à leur disposition les Franco-Américains pour

le maintien de l'usage de la langue française dans la Nouvelle-Angleterre. C'est ce que nous disait, en résumé, au cours d'un interview, M. Léo Lévesque, poète franco-américain, qui vient de publier un volume intitulé: "Vita".

M. Lévesque, mieux connu sous son pseudonyme, Rosaire Dion-Lévesque, était de passage à Québec en fin de semaine. Nous avons eu le plaisir de le rencontrer ainsi que son épouse, autrefois Alice Lemieux, de Saint-Michel de Bellechasse, dont les poésies

Le Messenger, Lewiston, Ma

mes sont classés parmi les meilleurs oeuvres de nos poètes canadiens.

Nous avons demandé à M. Lévesque de nous dire franchement, sans faux optimisme, non plus sans pessimisme, ce qu'il pense de la survivance de la langue française en Nouvelle-Angleterre. M. Lévesque nous a répondu qu'en premier lieu, ce sont "les écoles paroissiales qui sont la sauvegarde de la langue française chez nous. Chaque paroisse franco-américaine possède son école bilingue. Les sociétés de secours mutuels, y apportent un réel renfort et les journaux, dont nous comptons une bonne quinzaine, font une belle lutte pour notre survivance.

Dans les foyers

"Je crois, cependant, que le français se parle de moins en moins en moins dans certains foyers", avoue M. Lévesque. "A cela, il y a deux causes, l'ambiance anglo-saxonne et le fait que les enfants, après avoir quitté l'école paroissiale, sont en trop grand nombre absorbés par les écoles anglaises".

Puisque vous connaissez le problème, ne trouvez-vous pas le remède?"

"Le remède, c'est l'enseignement secondaire du français. Nous avons un collège classique français. C'est un commencement. De plus, plusieurs écoles paroissiales, comme à Nashua et à Manchester, ont ajouté à leurs cours élémentaires, un cours intermédiaire équivalent à la high school.

Un lien avec le Québec

"Le dernier Congrès de la Langue française à Québec nous a donné un nouvel enthousiasme", dit M. Lévesque, "et un gros espoir en l'avenir. Un comité permanent de ce Congrès est établi à Manchester et continue, par la voix des journaux et la publication de tracts, à perpétuer ce nouvel élan.

Grouperments intellectuels

"Dans plusieurs centres comme à Lowell et à Worcester, nous avons l'Alliance française. Il y a d'autres cercles intellectuels comme la Société historique de Boston et la Société des conférences de Manchester qui, par la présentation de conférenciers célèbres, raniment, chez nous, l'enthousiasme pour la conservation de notre langue. La Société Historique de Boston a pour but de mettre en valeur les origines françaises des Etats-Unis. On y publie des documents. Les conférences de cette société groupent les Franco-Américains de toutes les parties de la Nouvelle-Angleterre".

La radio

—Et la radio?

"La voix française de la radio canadienne pénètre dans les foyers franco-américains et les programmes sont écoutés religieusement. Chez nous, nous avons plusieurs "heures françaises" dont la plus significative peut être celle de Manchester, sous l'habile direction de M. Josaphat Benoit, rédacteur-en-chef de l'"Avenir National".

L'appui du Québec

"Les Franco-Américains demeurent toujours attachés à la province de Québec même si une

grande proportion d'entre eux sont nés aux Etats-Unis. Les Franco-Américains recherchent naturellement, dit M. Lévesque, chez les Canadiens français, l'appui nécessaire à leur survivance comme vous, Canadiens français, vous vous tournez vers la France. Nous sommes comme les cousins pauvres de la grande famille française.

Annexion

"Savez-vous que j'ai souvent l'obsession d'une certaine utopie rencontrée chez plusieurs des vôtres, celle de l'annexion du Canada aux Etats-Unis. Je n'y vois aucun danger pour la conservation de la langue française en Amérique. Au contraire, si nous, les Franco-Américains, qui ne sommes qu'une poignée d'hommes, avons pu conserver notre langue, à plus forte raison, avec l'appui d'un groupe de trois millions et plus d'individus parlant le français et ne parlant souvent même pas l'anglais, pourrions-nous constituer, en Amérique du Nord, un groupement totalement américain mais essentiellement français. Simple opinion personnelle", se hâta d'ajouter M. Lévesque.

L'Action Catholique, Québec 2-40

60ème ANNÉE No. 24 Samedi 30 mars - 1940 Edition 60ème Année

LES ALLEMANDS VOUDRAIENT DETRUIRE LE PRESTIGE DU PRESIDENT DES ETATS-UNIS

DIMANCHE DANS NOS PAROISSES

ST-FIÉRE et ST-PAUL — Messes à 5 h. 30 au soubassement à 6 h. 30, à l'église supérieure; à 7 h. 30 au soubassement pour les enfants; à 7 h. 30 à l'église supérieure pour les congrégations; à 8 h. 45 à l'église supérieure; à 10 heures à l'église supérieure; à 10 h. 15 au soubassement; à 11 h. à l'église supérieure. — Vêpres à sept heures. Curé: R. P. François Drouin.

STE-MARIE — Messes à six h., 7 h. 8 h. 9 h. 10 h. et 11 h. — Vêpres à trois heures. Curé: M. l'abbé Maxime Pomerleau.

STE-FAMILLE — Messes à 6 h. 30, huit heures et dix heures. — Vêpres à six heures et 30. Curé: M. l'abbé Vital E. Nonorgues.

STE-CROIX — Messes à sept heures, 8 heures, 10 heures et 11 heures. Vêpres à 2 h. 30 p.m. Curé: M. l'abbé Félix Martin.

ST-LOUIS d'Auburn — Messes à 6 h. 45, 8 heures, neuf dix et onze heures. — Vêpres à sept heures le soir. Curé: M. l'abbé Paul S. Buhrer.

SACRÉ-COEUR, Auburn — Messes à huit heures et dix heures. Salut après la grand'messe. Curé: M. l'abbé Armand Chabot. 3-20-40

Potato Market

Presque Isle, March 16. — Potatoes. Aroostook Offerings very light. Most present shipments are from previous sales. Wire inquiry moderate. Demand exceeds available supply. Too few sales to quote. Warehouse cash for grower bulk per barrel means central points \$3.75-\$4.

Des documents seraient destinés à empêcher la réélection de Roosevelt.—L'Allemagne susciterait un soupçon dans l'âme des citoyens des E.-U.—La Russie ne veut plus la guerre.

Par Frederick Kuh

LONDRES, 30. (U.P.) — Des Anglais bien informés, on apprend que l'Angleterre est prête à accepter d'après l'avis du président Roosevelt, cette nouvelle de documents polonais publiés par l'Allemagne en y ajoutant un grain de sel.

On a montré beaucoup de scepticisme à l'égard de l'authenticité des documents. La presse ne s'est pas montrée d'une grande volubilité au sujet de cette publication. Mais elle a été loquace dans ses commentaires en rapport avec le discours du premier commissaire des Affaires Etrangères Vitcheslav Molotov. Pour l'Angleterre c'est dire de l'espoir d'une entente possible entre l'Italie, l'Allemagne et la Russie.

L'impression générale veut que ces roduments allemands soit encore un autre exemple fantastique de la méthode de propagande avec laquelle les Anglais sont si familiers.

L'ambassadeur Joseph P. Kennedy s'est abstenu de tout commentaire. On sait que l'ambassadeur avait eu une entrevue avec le vicomte Halifax secrétaire des Affaires Etrangères, un peu avant la publication des documents. On croit que le vicomte a instruit Kennedy du résultat de l'assemblée du conseil de guerre, tenue jeudi dernier, et qu'il a dû lui parler de l'effet que la visite de Welles en Europe pourrait causer.

Tout en restant presque muette au sujet des révélations allemandes, la presse anglaise a capitonné avec grande emphase la nouvelle de Molotov.

On exprima de la joie à l'idée que la Russie voudrait rester étrangère à la guerre. "C'en est fait

avec l'axe de Hitler," lisait-on en grande ligne sur la première page des journaux anglais. "La Russie restera neutre". "Les Rouges ne veulent plus la guerre."

Toutefois dans les commentaires on dit que Molotov se présente à la fois comme un ange de la paix et un dieu de la guerre. Un jour il vomit le feu et sème la destruction, le lendemain il proteste de son innocence et il déclare qu'il n'aide pas l'en fort les Allemands.

Molotov ne s'adresse pas toujours dans une tonalité amicale aux Alliés et il ne calcule pas ses points pour faciliter la réalisation d'un traité commercial.

On interprète l'idée de l'Allemagne, en voulant adopter une telle ligne de conduite dans sa propagande, comme si elle désirait faire des ennemis au président Roosevelt pour empêcher sa réélection. De plus il est dit qu'en s'attaquant ainsi à Kennedy et d'autres membres importants et par eux au président, qui ferait preuve de favoritisme envers les Alliés, l'Allemagne croit que le président serait forcé à changer de politique en faveur du Reich.

On croit que la Russie ne voudrait pas se compromettre dans la politique du président en faveur de l'Allemagne.

MEILLEURES FELICITATIONS

AU MESSENGER

A l'Occasion de son 60ème Anniversaire

Dr LEO O. ROY

Mardi 30 mars - 1940

Montréal ravagé *messager* *mars - 1940* par le feu

Montréal fut dévasté par un violent incendie en 1721. Le 19 juin, pendant la procession du Saint-Sacrement, le feu se déclara dans la chapelle de l'Hôtel-Dieu et se propagea à plus de la moitié de la basse-ville. Cent vingt-six maisons furent consumées sur les rues Saint-Paul, Saint-Louis, Saint-Joseph et Saint-François-Xavier. A la nouvelle de cette calamité, M. de Vaudreuil monta à Montréal. "La grande détresse de la population, celle des Hospitalières en particulier, l'émurent profondément". Il manda à Mgr de Saint-Vallier et à l'intendant Bégon de le rejoindre sur le lieu du sinistre, pour aviser aux mesures à prendre pour réparer le désastre.

L'intendant profita de son séjour à Montréal pour passer des règlements sur l'élargissement et l'alignement des rues et des trottoirs et la constructions des maisons. Par précaution pour l'avenir, il ordonna que les bâtiments seraient munis d'échelles et que l'on devrait dorénavant ramoner les cheminées une fois par mois.



L'HON. L. KENNETH GREEN
Maire d'Auburn

LEWISTON ET AUBURN

Nous sommes très heureux de profiter de cette occasion pour adresser à M. J. B. Couture, président de la Compagnie du Messenger, nos plus cordiales félicitations et meilleurs souhaits pour le 60ème anniversaire de sa fondation. Comme maires de Lewiston et d'Auburn, nous disons que nous sommes fiers du Messenger, car il s'est montré un actif dans la communauté. Puisse le Messenger continuer à prospérer longtemps.

FÉLICITATIONS AU

A L'OCCASION DE SON

60ème ANNIVERSAIRE

3-30-1940



L'HON. FERNAND DESPINS
Maire de Lewiston

MESSAGER

SAIRE

3-30-1940

es Noces d'Or de 3-30-1940 M. et Mme Joseph Gervais

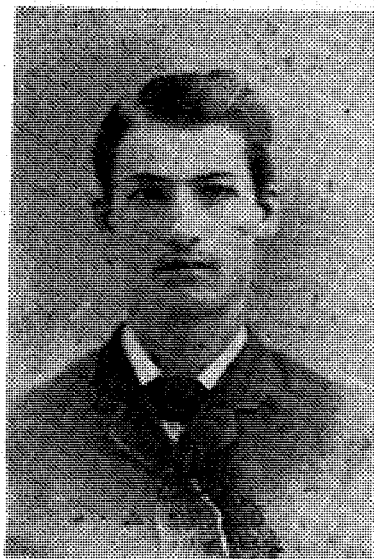


M. et Mme Joseph Gervais



M. et Mme Gervais lors de leur mariage

A L'AGE DE 17 ANS



M. Pierre Chabot

M. Pierre Chabot, de 158 East Avenue, est représenté ici photographié à l'âge de 17 ans.



Mme Victoria Pinette-Chabot

Mme Victoria Pinette-Chabot, de 258 East Avenue, photographiée à l'âge de 18 ans. Elle en compte aujourd'hui 72. M. et Mme Chabot sont au nombre des plus anciens habitants de St Pierre.

3-30-40

UN SOUVENIR A CONSERVER

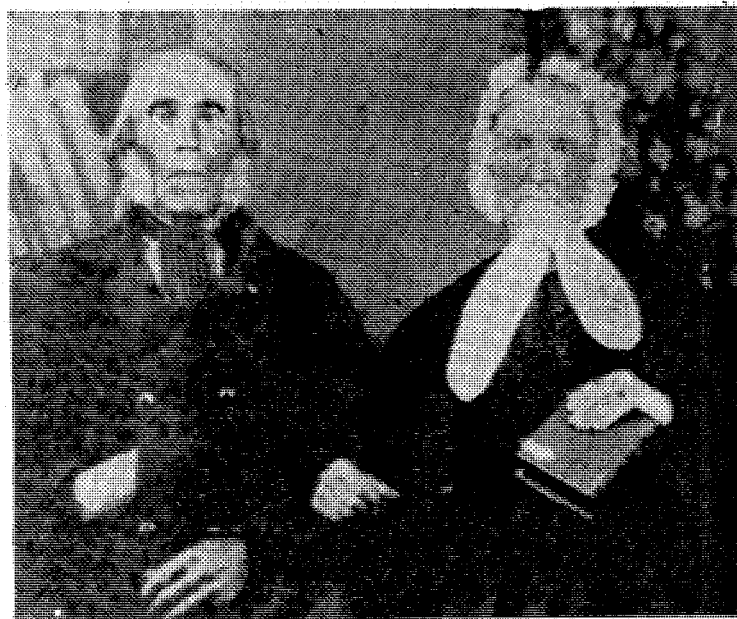


On conviendra que cette photographie ne date pas d'hier quand on saura que la personne que l'on voit debout, au centre de ce groupe, est Mme FERREOL BÉRUBÉ, née Hélène Binette, et qui a été la DEUXIÈME personne inhumée dans le cimetière canadien du Switzerland Road. Mme Bérubé a des parents qui lui survivent, dont les familles Pépin, d'Auburn et Bérubé, de Lisbon.

Premier mariage canadien à Lewiston

Les premières intentions de mariage canadien à Lewiston sont celle de M. Sheridan W. Bates à Mlle E. Fevraux, le 27 mai, 1867, et celle de M. Bruno Couillard à Mlle Mary E. Cates, le 7 octobre, 1867. Comme on le voit, ce furent deux mariages mixtes. Les premiers décès enregistrés sont ceux de William Blanchard, 60 ans et Abel Verville, 20 ans.

Samedi, 30 Mars 1940



Cette reproduction d'une photo très ancienne représente M. et Mme Jean-Baptiste Despins. M. Despins est décédé à 104 ans. Sa fille épousa M. John Adams, lequel est décédé à 96 ans. La fille de ce dernier épousa M. Dosithée Morin, père de M. Edouard Morin, de 93 rue Volant, Lewiston.

LES JOURS D'ANTAN....



Parfois on est porté à s'écrier: "Où sont-ils les jours d'antan, ces jours d'autrefois où la vie était si calme, si agréable, si belle?" Mais dans le cas qui nous occupe sur cette photographie, ils sont assez rares ceux qui regrettent la disparition de ces journées quasi sinistres, ou du moins cyniques où la Prohibition était en force, pour ne pas dire "en farce". On voit ici le résultat de la mise en force. Cette photo a été prise durant le régime prohibitionniste, à la prison du comté, après un raid. On a prétendu que le breuvage contenu dans ces barils était... enivrant (!). Mais depuis l'avènement du Président Roosevelt, le régime a changé et la jeune génération s'est affirmée d'une façon catégorique.

Hôpital Ste-Marie—

Les patients qui ont quitté l'hôpital Ste-Marie dernièrement: Mme Alphonse Beauregard et sa fillette, rue Bates; Mme George Rodrigue et sa fillette, Sixième rue, Auburn; Mme Charles Vézina, de Norway; Mme Hilaire Richard de Brunswick.

Pour la Législature—

M. Philippe Bergeron, professeur de violon, nous informe qu'il se présente candidat à la Législature.

Attention Spéciale—

Ce soir, à 8 heures, salle de l'Institut Jacques-Cartier, vues animées et conférence sur les missions des Indes par la Révérende Soeur St-George-Albert (Simonne Pratte), autrefois de Lewiston. Aussi dimanche après-midi, à 2 heures, salle du Foyer Musical. L'entrée sera gratis. L'offrande sera recueillie pour les Missions. (ann.)

Réunion importante, hier

A l'école St-Pierre, hier soir, avait lieu une assemblée importante des membres des comités des cercles St-Pierre et St-Paul, en vue d'organiser un grand whist-bridge-pinochle, au profit de la Jeunesse Etudiante de la paroisse St-Pierre et St-Paul, pour le mercredi, 17 avril, à huit heures, à la salle de l'école St-

Pierre. Un nombre limité de billets seront en vente lundi prochain et pourront être obtenus des élèves du High School. Un programme musical agrémentera la fin de la soirée pendant qu'on servira un goûter. Mlle Jeannette Roy, présidente du Cercle St-Pierre et M. Edward Levêque, président du Cercle St-Paul, sont les organisateurs de cette soirée avec l'appui des officiers de leur comité respectif et l'encouragement de tous les étudiants.

Pour les pauvres—

Hier soir a eu lieu la réunion d'un important comité des Dames de Charité de la paroisse St-Pierre, pour organiser un bridge-whist pinochle qui aura lieu dans l'après-midi du 10 avril, dans la grande salle de l'école St-Pierre, au profit des pauvres. Mme Nap. Despins est présidente de ce comité et les dames suivantes en font aussi partie: Mmes Francis Crowley, Zéphyr N. Boucher, Joseph Pelletier, Alfred Pomerleau, Adelard Beaulieu, Gerard Marcotte, Irenée Marcotte, Sylvio Morin et Lionel Huard.

Mme Albert Paré, présidente

"Bright Star Club"—

La danse qui devait avoir lieu à la salle Jacques-Cartier aura lieu à la salle des Montagnards, rue Maple, samedi soir, le 30 mars. 28-29-30.mars.

Faites finir vos souvenirs mortuaires au STUDIO LaRocque, et vous aurez satisfaction, 196 rue Pine, Tél. 1762-M. j.30

30-mars 1940

NOS LOCALES

Pour claques et Pardessus

Si vous avez besoin de claques ou de pardessus pour ces mauvais temps, allez au STAR SHOES STORE, à 221 rue Lisbon et vous en trouverez un gros assortiment pour toute la famille, aux prix populaires. (ann.16-17mars)

Maison vendue—

M. et Mme Charles Callette, 82 rue Horton, ont vendu leur résidence, à M. et Mme Albert Martin, 109 rue Ash. La transaction a été faite par E. L. Lamontagne Realty Co.

Naissances—

Ces jours derniers, à l'hôpital Ste-Marie: Mme Rosaire Caron, 140 Riverside Drive, Auburn, un fils.

Hôpital C. M. G.—

Les patients qui sont sortis de l'hôpital C.M.G. dernièrement: M. Jack Sinclair de Brunswick; Mme Léo Lauzier et sa fillette, 46 rue Pettingill; Mme Roger Breton, 323 rue Lisbon; Mme Fernand Rioux et sa fillette, rue Washington, Auburn; Mlle Constance Bourget, 35 Railroad Alley; Mme Théodore St-Pierre, 73 rue Lincoln; M. Harold Lachance, 278 rue Main, Auburn.

Hôpital Ste-Marie—

Voici les noms des patients qui sont sortis de l'hôpital Ste-Marie ces jours derniers: Mme Joseph Lacombe de Lewiston; M. Conrad Ouellette, 22 Dumont Circle; Mlle Sylvia Gaudreau, 700 rue Lisbon; Mme Philippe Cormier et sa fillette, 41 rue Spring; Mme Albert Desjardins, 339 rue Main; Mme Cyrille Ferland, d'Auburn; M. Roméo Gagnon, 122 rue Oxford; Mme Raymond Hines, 190 rue Middle; Mme Léo Pelletier, 146 rue Oxford; Mlle Doris Lavoie, 27 rue Birch; Mme Fernand Rochelleau, 107 rue Bartlett; Mme Anna Poulin, 649 rue Main; M. Joseph Chouinard, 37 rue River; M. Antonio Leclair, 148 rue Cook Aub.

Naissances—

Ces jours derniers, à l'hôpital C.M.G.: Mme Albert St-Germain, Webster Road un fils; Mme Francis Chicoine de Livermore Falls, un fils; Mme Albert Bolduc, 163 rue Lincoln, un fils.

Vente de linge usagé—

Jeudi de 2 à 4 hrs P. M., école St-Pierre. Auspices des Dames de Charité. ann.

Service anniversaire—

De M. Téléphore St-Hilaire sera chanté vendredi matin à 9 hrs à l'église St-Pierre. Parents et amis sont invités. ann.17-18

La question des vidanges

La commission d'Hygiène et du Bien-Etre a approuvé des licences pour une demi-douzaine de citoyens intéressés dans la collection des vidanges. Six autres ci-

toyens qui avaient été informés de l'assemblée ne se sont pas présentés. Les permis ont été accordés à Mary Delehanty, 303 rue Montello; Josaphat Bisson, 906 rue Sautus; Amédée Boulay, Randall Road; Joseph Aubé, Old Greene Road; Ralph Johnson, College Road; Rosario Giguère, Gayton's Corner.

Il démissionne—

M. Adélar Janelle a donné sa démission, ces jours derniers, comme concierge à la Bibliothèque Publique et sa démission a été acceptée à l'assemblée mensuelle d'hier. D'ici à quelques jours on s'occupera de lui trouver un remplaçant. M. Janelle a accepté un autre emploi plus rémunérateur. Ses fonctions à la Bibliothèque cesseront le 1er avril. Les syndicats ont aussi voté de permettre au Centre de récréations établi dans la bâtisse des Knights of Columbus pour les soldats, d'avoir l'usage d'une certaine quantité de chaises mises au rancart dans la cave de la Bibliothèque et dont on ne se sert que très peu souvent. Le Centre de récréations pourra en avoir l'usage d'ici à la fin de la guerre pourvu qu'il les retourne à la Bibliothèque quand des occasions se produiront où on pourrait en avoir besoin.

De retour dans sa famille

Muni de son congé de libération honorable de l'armée, le soldat Roméo Gastonguay, fils de M. et Mme Omer Gastonguay, rue Howe, est revenu définitivement dans ses foyers, après avoir passé quatre mois environ au Camp Gruber, Oklahoma. Il a été libéré à cause d'une affection des pieds.

Un beau surplus—

Lewiston aura, à la fin de l'exercice financier 1942-43, un surplus de \$165,000 et peut-être même de \$175,000. Samedi soir dernier, la ville avait en banque une somme de \$235,336.445. C'est dire que la situation financière de notre municipalité est exceptionnellement bonne.

Collision—

Une collision s'est produite, hier, à l'intersection des rues Lisbon et Pine, entre l'automobile de W. W. Douglas, de 62 rue Bridge et une machine appartenant à Thomas-J. Labrie, du Washington Road, Auburn.

Mme Sewall à Lewiston—

Jeudi après-midi, il y aura un ralliement en faveur des bons de guerre, à la Lewiston High School et Mme Sumner Sewall, épouse du gouverneur, sera présente, ainsi que Mme Lydia Barry, directrice des ventes des bons et timbres de guerre et M. Clinton A. Clausen, percepteur du Revenu de l'Intérieur.

PERSONNEL

M. Jean Reny, Troisième rue, Auburn, vient d'entrer comme comptable à L. & A. Fuel Co.

M. Albéric Côté, 22 Campus Avenue, est retenu à la maison depuis quelque temps.

Mlle Alexina A. Labonté de Washington, D. C., est repartie après avoir passé quelques jours de promenade chez ses parents, M. et Mme Armand Dufresne, Foster Avenue, Auburn.

Mme Rose Coombs, de Lynn, Mass., est venue reconduire son frère M. Augustin Pellerin, de l'avenue Jepson, qui était dans un hôpital de Boston où il a subi une délicat opération il y a cinq semaines. Mme Coombs sera quelques semaines à Lewiston où elle compte plusieurs frères et soeurs et autres parents.

30-Oct-1940

Etudiants au collège

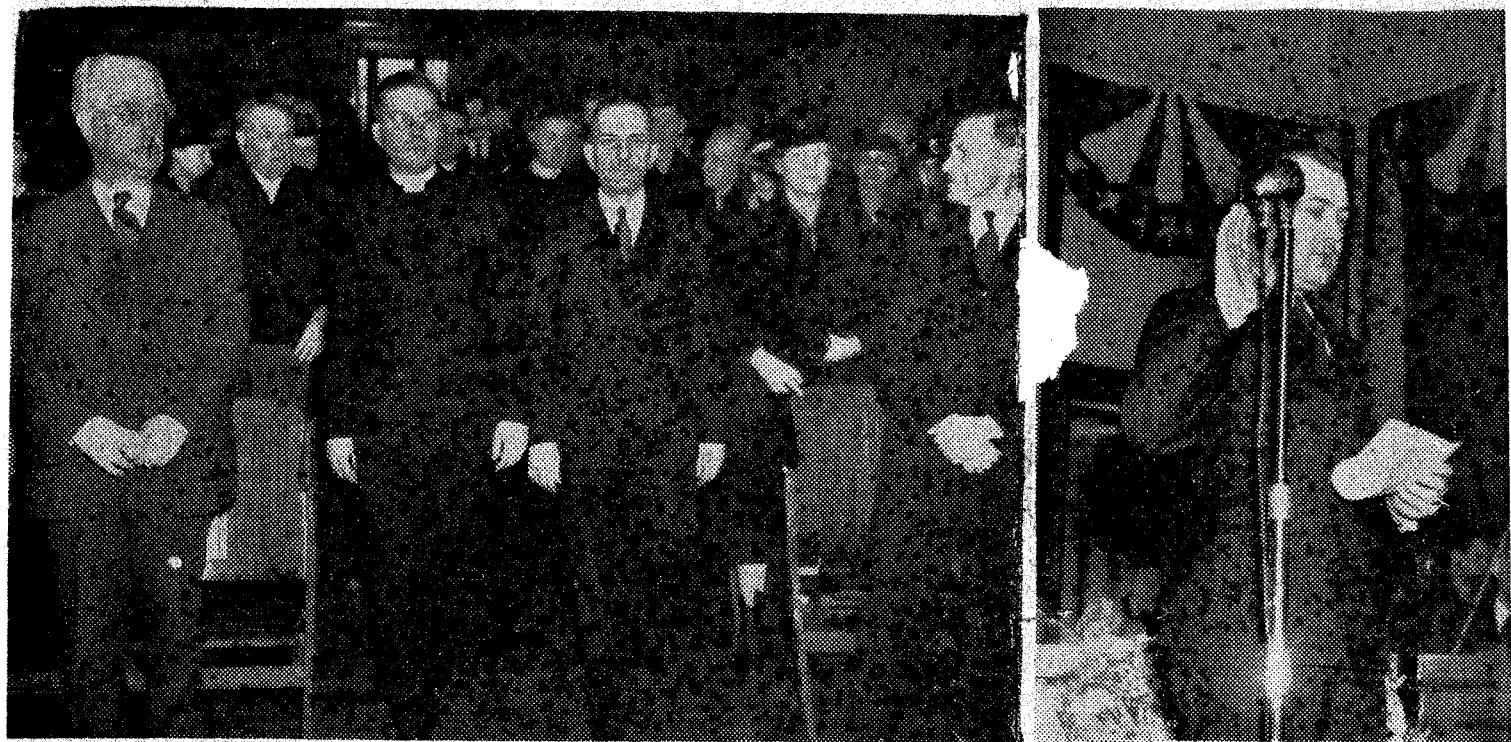
Les étudiants de Lewiston et Auburn qui partiront pour le collège de Providence, à Providence, R. I. sont Jean Dubois, Paul Philippon, Phil Cheney, Bertrand Pinard, Raymond Lepage, Roger Cronkite, Paul Dionne, et Frankie Raymond.

Ils commenceront leurs études le 18 septembre.

Le Messager
Jeudi, 14 septembre 1940

18 Mai 1940.

L'Economie devra se



Jeudi, 2 Mai 1940

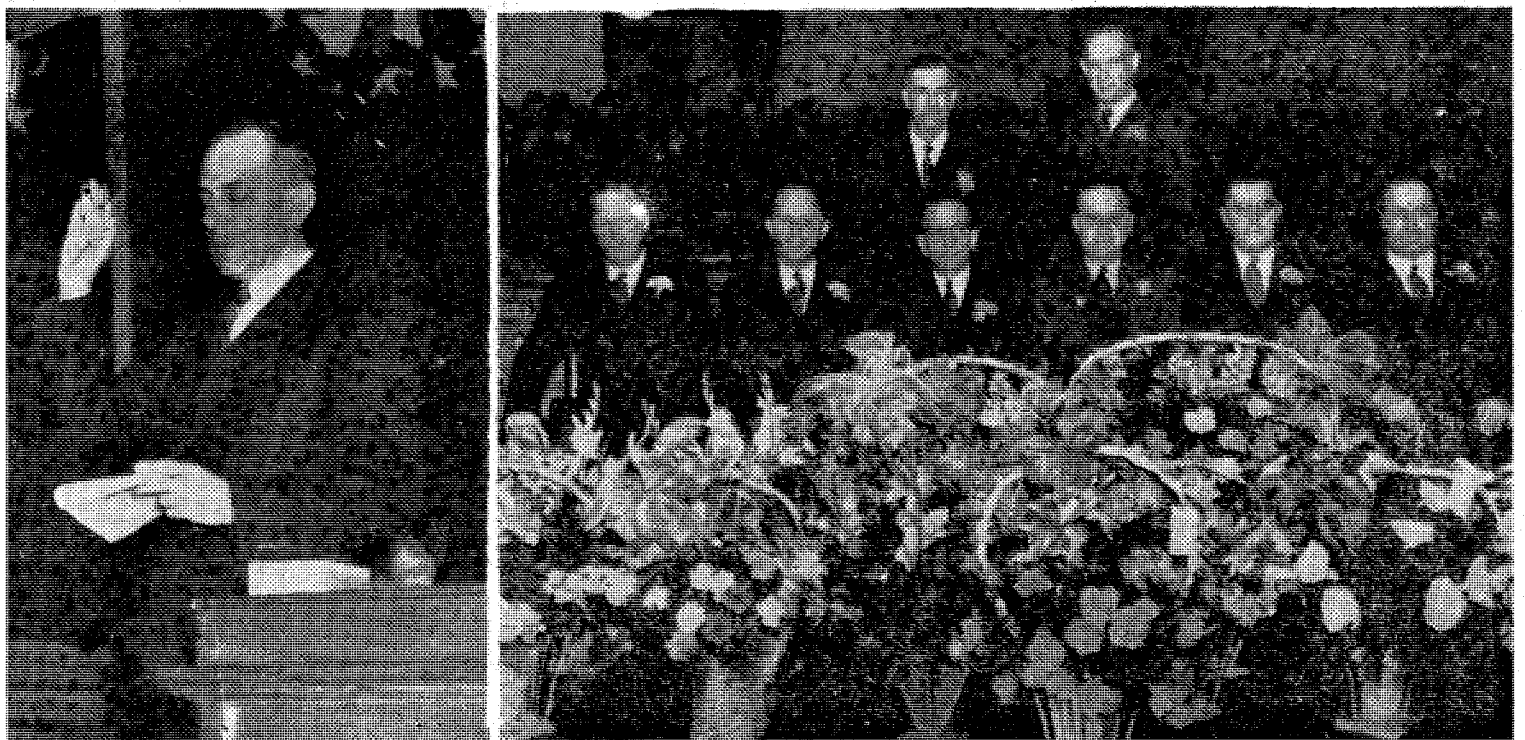
LES JEUNES AU GOUVERNAIL



A l'occasion de la Semaine des Garçons, qui a donné lieu à une élection municipale chez les jeunes, le jeune "maire" Howard Lambert et quelques membres de sa jeune administration ont assisté, hier soir, à une assemblée du gouvernement municipal de Lewiston. On voit ici, de gauche à droite, **RAYMOND D'AMOUR**, élu-échevin du quartier Un, en frais de donner lecture d'une ordonnance; le maire **FERNAND DESPINS**; son jeune acolyte, le maire **Howard LAMBERT**; à l'extrême droite, **M. THOMAS DELEHANTY**, procureur municipal; au pupitre du greffier municipal, **PAUL LEBEL**, fils du greffier officiel, M. Lucien Lebel.

voir suite

continuer, dit le Maire



Le maire **FERNAND DESPINS** fait son entrée dans la salle, accompagné du **R. P. FRANÇOIS DROUIN**, o.p., curé de la paroisse St-Pierre. A l'extrême gauche on voit **M. William Richard**, membre du Bureau des Finances; à l'extrême droite, **M. Napoléon Despins**, père du premier magistrat de la ville.—La vignette du centre a été prise au moment de l'assermentation du maire par le juge **Alton Lessard**. — La vignette de droite représente le conseil sortant de charge: assis: de gauche à droite, les échevins **James Melvin**, **Léo Bernier**, **Edward Wellman**, le maire **Despins**, les échevins **Rosario Roux**, **Arthur Labrecque**, **Henri Carbonneau**; debout: les échevins **Ernest Parent** et **Edward Wellman**.



Mes Meilleures
Félicitations
Au
MESSAGER

Léon Lévesque

Greffier Municipal

30 Mars 1940



139
Mes Meilleures
Félicitations
Au
MESSAGER

Léon Lévesque

Greffier Municipal

Samedi 30 Mars 1940



FELICITATIONS AU MESSENGER

DAVID WALTON

"Auburn City Manager"

3-30-1940

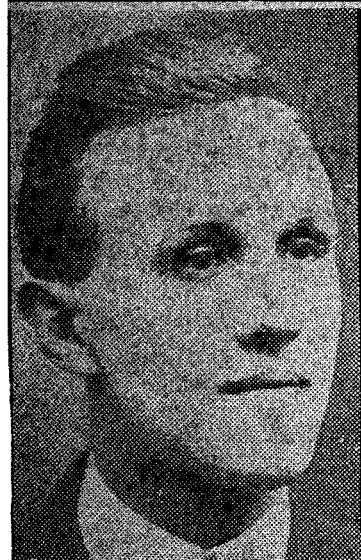
FELICITATIONS AU MESSENGER

Alton A. Lessard

JUGE DE LA COUR MUNICIPALE

DE LEWISTON

30-Mars-1940



Chaleureuses
Félicitations
au
MESSAGER

Rosario Giguère
DIRECTEUR DU
BIEN-ETRE
Ville de Lewiston

Chaleureuses
Félicitations
au
MESSAGER

Albert A. Parent

CONTROLEUR
Ville de Lewiston
3-40



3-30-1940
Chaleureuses
Félicitations
au
MESSAGER

Rosario Giguère
DIRECTEUR DU
BIEN-ETRE
Ville de Lewiston

Chaleureuses Félicitations au Messenger

JULIEN W. DESHAIES

VERIFICATEUR DES COMPTES
Ville de Lewiston

30-mars-1940

Joseph E. Croteau

Comme représentant général de l'Union St-Jean-Baptiste d'Amérique dans l'Etat du Maine, tous les jours j'ai l'occasion de constater le bien fait par Le Messenger. A l'occasion de son 60ème Anniversaire, je veux le féliciter et lui présenter mes meilleures félicitations.

3-30-40

FELICITATIONS AU MESSENGER

Thomas E. Delehanty

PROCUREUR MUNICIPAL
Ville de Lewiston

30 mars-1940

FELICITATIONS AU MESSENGER

RAYNALDO O. SIMPSON

TRÉSORIER DU COMTE
D'ANDROSCOGGIN

30 mars 1940

FELICITATIONS AU MESSENGER

Armand A. Dufresne Jr.

Assistant Procureur du Comté 3-30-40

Meilleurs Souhaits Au Messenger du



CONGRESSMAN

Ralph O. Brewster

CANDIDAT RÉPUBLICAIN

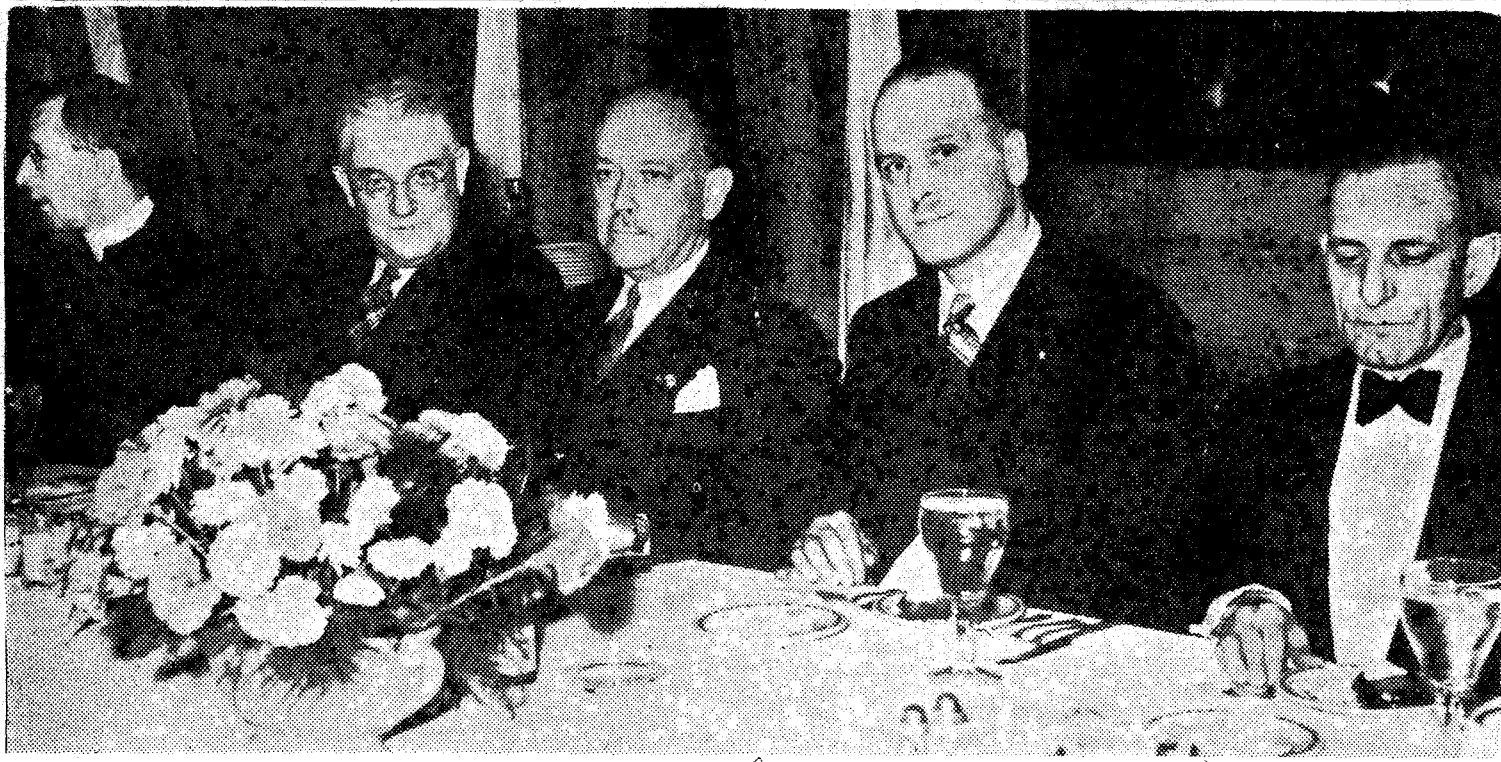
AU SÉNAT DES ÉTATS-UNIS

Aux Primaires de Juin

30 mars 1940

12/7/40

AMBASSADOR HENRI-HAYE BANQUETTED



Among those at the head table at the banquet held in honor of the French Ambassador, Gaston Henri-Haye, by Vigilants' Association last evening at the DeWitt hotel, from left to right: Father Goudreau, provincial of Dominican order; Henri T. Ledoux, President of the Union St. Jean Baptiste; His Excellency, Ambassador Henri-Haye; Olivier Pelletier, president of the Vigilants' Association; and Mayor Fernand Despins of Lewiston.

9 Dec 1940 **Au sujet des tramways—**

Comme la franchise de la compagnie des tramways sera tout probablement vendue au mois de janvier, le président de la Chambre de Commerce de Lewiston a formé un comité de transport qui s'occupera de voir à ce qu'un nouveau système de transport remplace immédiatement celui qui est destiné à disparaître. Ce comité devra travailler en coopération avec un comité semblable de la Chambre de Commerce d'Auburn. Le groupe se compose de MM. A. Redman Butler, O. D. Mudgett, Fernand Despins et du juge Edward Parent, président de la Chambre. A l'invitation de la Chambre Nationale de Commerce à Washington, la Chambre de Lewiston a nommé un comité de deux pour développer un programme de défense locale en coopération avec le programme de la défense nationale. Les personnes qui le composent sont MM. John E. Finn Jr. et Wilfrid Gervais.

:o:

L'HÉRITAGE 9-Dec-1940
FRANÇAIS

M. François Ho le rappelait encore dans sa causerie à la Société d'Etude et de Conférences: la situation critique où se trouve leur ancienne mère-patrie dans la présente guerre impose aux Canadiens-français une lourde responsabilité, celle de maintenir en Amérique leurs idéals nationaux plus vivants que jamais, autrement dit de faire fructifier largement l'héritage spirituel et intellectuel que leur ont légué les ancêtres.

Jadis, alors que les relations avec la France étaient plutôt rares, nos pères s'attachaient à tirer parti de tout ce qui pouvait conserver dans les coeurs le souvenir du pays lointain et toujours cher. Ainsi, pour faciliter l'instruction française, certains allèrent jusqu'à copier à la main des manuels entiers. De la sorte on put patienter et attendre l'avènement de circonstances plus favorables. Nous ne sommes pas obligés à tant d'héroïsme aujourd'hui. Le rôle que nous avons à remplir n'est cependant pas moins important s'il diffère, dans la pratique, de celui qui incombait à nos devanciers.

Il nous faut inspirer aux membres de notre nationalité, peu importe où ils sont établis sur le continent américain, une foi inébranlable dans la survivance française à travers le monde. Et pour bien nous montrer à nous-mêmes et aux autres que nous croyons sincèrement à cette survivance, nous devons cultiver individuellement et collectivement les qualités nationales, ajouter aux mérites qui ont valu à la France

l'héritage spirituel et intellectuel qu'elle a légué à ses enfants.

Pour dire, réussira-t-elle à unir nos volontés de tous les groupes de nos compatriotes, du Québec, des autres provinces du Dominion, des Etats-Unis.

Un journal du Canada

141
Luche. 12-13-40
:0:

NOTE DE SOCIÉTÉ

ATTENTION, CANADOS: —

Dimanche le 15 décembre, à 1 heure 30, aura lieu dans la salle de l'Institut, l'assemblée mensuelle de la Cour Martel, qui sera suivie d'une réunion récréative à laquelle sont invités les enfants, membres de la classe Infantile, ainsi que les enfants au-dessous de 16 ans, des membres. Il y aura jeux et rafraichissements pour grands et petits. Nous aurons la visite du père Noël. Venez nombreux. — **FERNAND JALBERT**, Prés. 13-14déc.

:0:

VIE SOCIALE

**AU PATRONAGE DES
BEAUX-ARTS**

Le Patronage des Beaux Arts eut sa deuxième soirée de Noël annuelle hier soir, à l'école Winter, Auburn, avec souper, divertissements et distribution de cadeaux par Mlle Adrienne Pelletier qui était costumée comme le Père Noël. La soirée était sous la direction de Mlles Cécile Descôteaux, Germaine Marcotte, Marguerite Marcotte et Adrienne Pelletier. Mlle Félicia Parent, présidente du groupe, présida à une courte assemblée d'affaires quand les personnes suivantes furent admises comme membres:

Mlles Angéline Simard, Claire Dostie, Corinne Simard, Gilberte Hallé, Marion Simard Mamie Barriault et Mme Sylvio Morin.

FUNERAILLES 3-30-40

Richards—

Ce matin, à neuf heures, à l'église St-Joseph, a été chanté par M. le curé Nelligan, le service de Mme Catherine Richards. Les porteurs étaient: MM. Roland Pelletier, Francis Pelletier, M. Plourde et Walter Mulaney. Était venu de l'extérieur M. David Savoy. L'inhumation a eu lieu au cimetière Mt. Hope. Les funérailles étaient sous la direction Nap. Pinette.

LE MESSAGE

le quotidien de Langue Française à

LEWISTON, MAINE, SAMEDI, LE 26 JUIN, 1948

UN MESSAGE ATTARDE AU MESSENGER DE SON HONNEUR LE MAIRE L.-P. GAGNE

Monsieur le rédacteur:

Puisque, depuis la journée des dernières élections municipales vous n'avez cessé de m'attaquer de toutes les façons possibles sans que j'aie le moindrement protesté, il me semble que le temps est venu pour moi de vous dire un peu ce que j'en pense. Et je compte sur votre esprit de justice pour publier ce texte exactement comme je vous le fais parvenir, signé de ma main, tandis que tous vos articles contre moi, écrits tantôt par le propriétaire du Messenger, tantôt par votre nouvel éditeur-en-chef, n'ont jamais été signés.

Le lendemain des élections vous disiez tout d'abord, comme si vous preniez vos lecteurs pour des niais, que ma majorité avait sensiblement diminué. Puisqu'il n'y avait aucune opposition à la mairie, il était évident qu'il ne pouvait y avoir le vote qui s'était enregistré un an auparavant; et je me demande ce que vous entendez par majorité puisque, en février dernier, j'ai reçu tous les votes qui ont été enregistrés pour la mairie, puisqu'aucun adversaire n'en a reçu un, précisément parce qu'il n'y avait pas d'adversaire. Quant à ce qui concerne l'échevin du Trois, que vous avez adopté si farouchement (et cela vous regarde), vous avez fait un gros potin du fait qu'il a été ré-élu. Mon Dieu Seigneur, tant mieux pour lui. Mais vous n'avez jamais publié dans le Messenger que dans cette même élection, 500 personnes ont voté pour lui, alors que ce même quartier m'a accordé 700 votes. Si vous aviez été moins partisan, vous auriez au moins publié ce détail. Mais je comprends que votre éditeur, qui venait d'arriver du Canada, croyait peut-être que notre mode d'élection était le même qu'à Verdun. Cela me rappelle exactement ce qu'il disait sur le Messenger lorsque, pour la première fois, il était question au conseil municipal, de hausser le taux des licences. Il disait que cela n'avait pas de bon sens et que chez lui, c'était une ville-modèle. Voilà pourquoi le City Manager de son ancienne ville (eh! oui, Verdun qu'il considère comme ville exemplaire compte un City Manager qui est un de ses amis!) a été invité d'adresser au greffier municipal de Lewiston une copie des taux de licences de la municipalité pour les différents commer-

ces. Vous devriez voir comment Verdun traite son monde! C'est édifiant, et je vous invite, monsieur le rédacteur, de référer au besoin dans ce rapport, au bureau du greffier municipal.

Et parlons-en donc du système de City Manager, puisque vous le voulez. Lorsqu'est venue la question de porter à cinq le nombre des membres de la commission de police, n'avez-vous pas publié que les contribuables payent déjà assez de taxes sans additionner d'autres fonctionnaires sur les commissions? Vous sembliez en faveur de commissions toutes à trois membres, pour sauver de l'argent.

Et vous vous demandez comment il se fait que je n'aie pas songé à parler d'un City Manager lorsque j'ai été candidat la première fois. Vous oubliez sans doute qu'il y aurait eu un maire quand même, tout comme à Auburn, puisque notre ville-soeur a un maire et un Intendant municipal. Vous trouvez étrange que je parle d'un City Manager alors que j'en suis à mon dernier terme. Est-ce que vous-même, monsieur le rédacteur, n'avez-vous pas toujours cherché à améliorer la situation de votre journal? Aviez-vous le service de la United Press il y a trente ans? Etiez-vous quotidien il y a vingt ans? C'est curieux que vous n'avez pas songé à tout cela lorsque vous avez fait vos débuts au Messenger.

Et maintenant, puisque vous l'avez sur le coeur, dites-moi donc, en vérité, qu'est-ce que l'échevin du Trois vient faire dans cette galère d'un City Manager, puisque vous l'avez insinué jeudi. Tout d'abord, monsieur le rédacteur, je dois vous mettre au défi de prouver que le maire actuel de Lewiston a déclaré une seule fois qu'il réclamait le système de City

Manager. La déclaration que j'ai faite est celle-ci, et vous devriez savoir assez l'anglais pour que vous puissiez y trouver toute la différence avec ce que vous insinuez: "A force de discussions qui n'amènent aucune solution à certains problèmes urgents de la ville, certaines commissions sont justement en train d'inviter un système de gouvernement par City Manager". Et c'est justement ce qui se produit.

La discussion actuelle, si vous ne la connaissez pas, devrait vous intéresser. Il s'agit de la commission de police qui soutient que le département de police ne peut plus s'occuper de réparer ni de faire la collection des compteurs, ni du peinturage des lignes blanches de circulation sur les rues, ni du peinturage des enseignes, ni de l'entretien des lumières de circulation. Elle veut que cela soit du domaine de la commission des Travaux Publics. Et cette dernière insiste que ce n'est pas à elle de faire ce travail, à moins qu'on ne lui donne un personnel additionnel. Le Bureau des Finances, de son côté, n'a pris aucune attitude et ne vote aucun fonds additionnel. Je soutiens ceci: aussi longtemps que les commissions concernées continueront de discuter sans que la question soit définitivement réglée, la ville perd des revenus dont elle a besoin. Or pour en arriver à une solution, il faut que les membres de chaque commission s'entendent une fois pour toutes. C'est pourquoi je les ai tous convoqués pour une conférence conjointe. Si je me contentais d'être un maire honoraire, il m'aurait été bien facile, si vous l'assurez, de ne porter aucune attention à ce problème. Mais j'ai été élu et réélu avec des responsabilités envers ma ville et mes concitoyens, et ces responsabilités, j'y ferai honneur jusqu'au bout, malgré la critique de n'importe quel journal ou éditeur, y compris celui et ceux du Messenger, ne vous en déplaise.

Ce qui m'a franchement amusé, monsieur le rédacteur, c'est que vous ne voulez pas d'un City Manager parce que, d'après vous, il faudrait le faire venir de L'EXTERIEUR, mais dans le paragraphe suivant, vous dites qu'on devrait commencer par améliorer le département des Travaux Publics en lui donnant un ingénieur civil, et vous demandez que cet ingénieur civil "viennne de L'EXTERIEUR, pour qu'il puisse agir dans le meilleur intérêt de la ville, librement, sans qu'il soit sujet à des pressions politiques qui, Dieu seul le sait, sont trop nombreuses".

au verso

Dites-moi donc, en vérité, qu'est-ce que vous voulez? D'un côté vous ne voulez pas d'un City Manager parce qu'il faudrait aller le chercher à l'extérieur, et d'un autre côté, vous reclamez un ingénieur civil en soulignant bien fort qu'il faudra qu'il vienne de l'extérieur, dans le meilleur intérêt de la ville. Il est évident que vous avez une politique de deux poids et deux mesures. Vous auriez dû vous relire avant de publier votre article.

Je comprends que vous êtes irrité parce que vous n'avez pas encore la petite lumière que vous avez demandée sur votre rue. A Auburn, le City Manager en fait mettre où il veut, et ce doit être la même chose à Verdun! Mais comme le maire de Lewiston n'a jamais cherché à dicter la moindre ligne de conduite aux membres des commissions, même à ceux qu'il a lui-même nommés, ce n'est certainement pas lui qui commandera aux membres de la

commission des Travaux Publics de vous poser cette lumière. C'est sans doute ce qui vous enrage. Puisque cela vous amuse, continuez d'être enragé.

Louis-P. Gagné,
Maire de Lewiston

1948

juin 26 - 1948

N.R.—Nous prions nos lecteurs de savoir que la lettre adressée au Messenger par Son Honneur le Maire Louis-Philippe Gagné, nous est arrivée par un intermédiaire.

N.R.—La voix du Prophète s'est faite entendre: Dieu soit loué. Puisse cette lumière de la rue Webster étendre ses rayons bienfaisants le soir à la pauvre rue Haley, tant privé de l'éclairage qu'elle a demandé si instamment tant de fois dans le passé. Que la divine Providence exauce nos prières et nous permette d'avoir bientôt un Arena municipal, comme cela nous a été promis sur tous les tons, si fréquemment au cours des premiers mois de l'année 1948.

Despins Declares PWD Work Stoppage Violated Ordinance

Last Thursday's walkout of about 100 Lewiston Public Works Department employees seeking a pay hike was termed last night by Fernand Despins, city corporation counsel, as "illegal and in violation of a city ordinance and Federal law."

Despins said the city ordinance, passed a little more than a year ago, gave municipal employees the right to form unions or associations to promote their mutual interests but it prohibited "strikes, work stoppages, walkouts or work slowdowns against the city by these employees."

The PWD workers came to work last Thursday morning, staged a two-and-a-half hour meeting at which they asked for a ten-cent-an-hour wage boost retroactive to April

1 and demanded the Finance Board meet their request within a week. The workers were willing to return to jobs about 9:30 A.M. but Edgar St. Hilaire, PWD director, said equipment could not be readied before 1 P.M. A morning's work on 17 projects was lost.

Despins said he told the Finance Board last night that the action of the PWD employees was illegal under the city ordinance and has violated a Federal law banning strikes against city, State or Federal governments.

Under the ordinance, Despins explained the city could secure a court injunction to force strikers back to work or it could fire all of them without being guilty of prejudice because the workers took part in an illegal action.

8-17-48

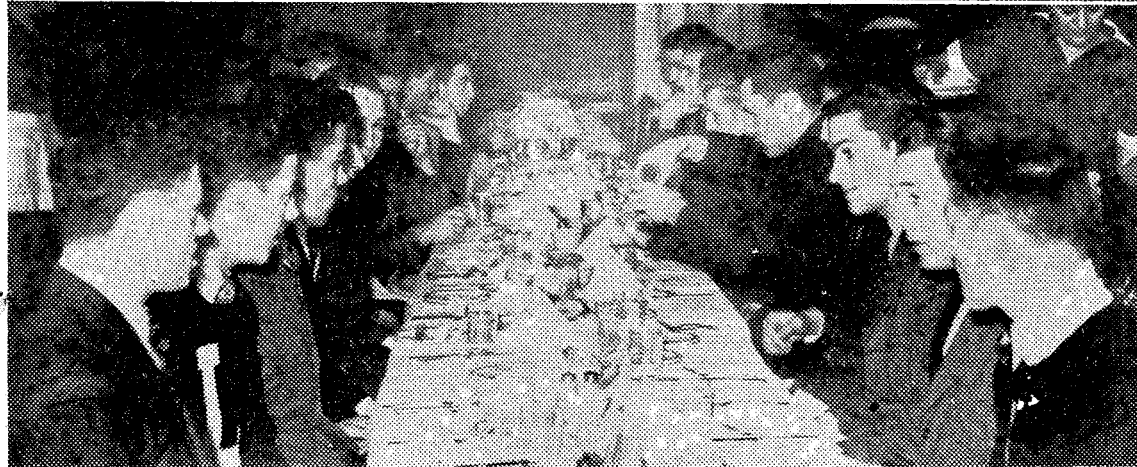
UN TRIOMPHE



Au banquet offert hier soir à l'ambassadeur de France, à l'hôtel DeWitt. A la table d'honneur on remarque, de gauche à droite: le T. R. P. Grégoire Massé, O.P., Prieur du couvent des Dominicains; le T. R. P. Pie-Marie Goudreault, O.P., Provincial des Dominicains du Canada et de la Nouvelle-Angleterre; M. Henri-T. Ledoux, de Nashua, N. H., président général de l'Union St-Jean-Batiste d'Amérique; Son Excellence, l'ambassadeur Gaston Henry-Haye; M. Olivier Pelletier, président de l'Association des Vigilants; Son Honneur le maire Fernand Despins, maître de cérémonies; M. François Brière consul à Boston; M. le curé Vital Nonorgues, de Sainte-Famille; M. Jean-Baptiste Couture, directeur du Messenger; M. l'abbé Cournoyer vicaire à Sainte-Marie.

Son Excellence Henry-Haye a été l'objet d'ovations successives partout où il a passé au cours de la journée d'hier. — Manifestation inoubliable à l'école Saint-Pierre. — Visites chez les religieuses Dominicaines, ainsi qu'à l'hôpital Sainte-Marie et au couvent de Sainte-Famille. — Méorable banquet à l'hôtel DeWitt.

Blue Streaks Line-Up At Table



Members of the Lewiston high school football squad and coaching staff lined-up at the banquet table last night for the annual win-lose-draw banquet.

In the upper photograph are speakers and coaching staff at the head table: Coach C. Ray Thompson of Bates, Athletic Director Ernest M. Moore of Bates, Mayor Fernand Despins, Toastmaster Attorney John T. Roche, Attorney Thomas E. Delahanty, Coach Henry "Hyme" Shanahan, Assistant Coaches Izzy Shapiro and Jerry Cailler.

In the lower photograph is the squad, with Norm Parent, outstanding end and tackle, pouring. Reading down the left hand side of the table, the lads showing are: Capt. Vilbon Boisvert, William Brimigion, Levesque, B. Higgins, Al Robertson, Roy, Red O'Hara, Joe Cronin, and Norm Miller; down the right hand side: Norm Dionne, Ernest Bailey, Norm Parent, Gaston Poulin, Dick County, and Wally Leahey.



La vignette supérieure représente quelques-uns des candidats démocrates du comté, en compagnie du Vice-Président des Etats-Unis, M. HENRY A. WALLACE, à l'occasion de sa visite au bureau du maire, ce matin. De gauche à droite: MM. Arthur Bazinet, candidat pour commissaire du comté; A. F. Martin, candidat pour procureur du comté; le maire Jean-Charles Boucher, candidat pour le Sénat; l'ex-maire Donat Levesque, candidat pour Register of Probate; le vice-président Wallace; Armand A. Dufresne Jr, candidat pour juge des Tutelles; Benjamin Arena, candidat pour sénateur. M. Louis A. Gendron, candidat pour shérif, n'a pu laisser son travail assez tôt pour se faire photographier avec le groupe. — Dans la vignette du bas, on voit M. Wallace, au moment de sa conférence de presse donnée aux journalistes locaux. Il est interviewé à ce moment par M. Louis P. Gagné, du Messenger.

voir suite

Le Vice-Président Wallace a visité Lewiston ce matin

Le vice-président des Etats-Unis est venu se rendre compte de la situation du travail dans notre localité et dans tout le Maine. — Il apprécie l'esprit d'entreprise des gens de notre Etat. — Une visite à WCOU. Conférence de presse.

Lewiston a eu de la grand'visite ce matin, dans la personne du vice-président des Etats-Unis.

M. Henry A. Wallace, une des figures prédominantes de la récente convention nationale démocratique, s'est rendu au bureau du maire Boucher, à 10 heures et 30, ce matin, et y a fait connaissance avec tous les candidats démocratiques du comté. De plus, il a bien voulu accorder une conférence aux journalistes, conférence qui a duré quelque 10 minutes.

Va sans dire que la nouvelle annonçant l'arrivée prochaine du vice-président des Etats-Unis n'a pas tardé à se répandre comme une traînée de poudre, le maire ayant pris les moyens de prévenir les chefs du parti démocrate local. On remarquait, dans le bureau du maire, la présence de nombreux fonctionnaires municipaux et du comté. Il y régnait une atmosphère de fraternité, comme ce doit être le cas, d'ail-

leurs, de tout rassemblement vraiment démocratique.

D'ailleurs, chacun a pu se rendre compte que pour être vice-président des Etats-Unis, dans un pays démocratique comme le nôtre, il n'est pas nécessaire d'être ganté ni de porter le haut de forme. M. Wallace, en effet, est un personnage qu'on peut dire sans cérémonies, c'est-à-dire abordable et même très affable.

Il était dit que la visite de M. Wallace n'avait aucun caractère politique. Toutefois, le maire Boucher a heureusement profité de cette visite importante pour réunir le groupe de candidats démocrates afin de permettre à M. Wallace de leur dire quelques mots. Le geste, d'ailleurs, en valait bien la peine. Après sa conférence de presse, M. Wallace a dit quelques mots au nombreux public rassemblé dans la salle du conseil municipal.

Dans sa conférence de presse, le vice-président a été plutôt prudent, glissant habilement sur certains sujets qu'il n'était pas disposé à discuter longuement. Il appuya cependant sur un détail, quand il déclara à un journaliste qui voulait connaître son opinion sur la situation du travail après la guerre:

— Je ne suis pas venu pour vous donner des conseils, mais plutôt pour connaître ce que votre public pense de la situation actuelle du travail.

Et M. Wallace d'expliquer qu'il est en tournée dans différents milieux du pays, afin de se rendre compte, par des contacts comme celui d'aujourd'hui, de la situation du travail, surtout en ce qui concerne l'après-guerre.

— Je suppose que vous désirez savoir le but de ma visite, avait dit M. Wallace en ouvrant sa conférence de presse. C'est que je tiens à connaître la situation actuelle, en regard du travail, pour que nous puissions nous préparer

en conséquence afin que chacun ait de l'emploi après la guerre. Personne, à Washington, ne peut vérifier, par de simples procédés, ce que le peuple travaillant songe à faire après la guerre.

Et le vice-président de dire que le travail qu'il accomplit présentement est plutôt préliminaire. Je désire savoir ce que pense les gens, au lieu de leur donner des avis.

Comme un journaliste rappelait au vice-président son attitude de 1935, quand il était venu dans nos parages, alors qu'il s'était aliéné les sentiments des gens travaillant dans les filatures de la Nouvelle-Angleterre, M. Wallace se contenta de sourire et de dire.

— Je préfère ne pas discuter la chose. J'aurais peur d'avoir beaucoup de difficulté à être compris.

Et pendant que se poursuivait la conférence avec les journalistes, le maire vint brusquement y mettre fin, car le vice-président devait aller à un autre rendez-vous et avant de se retirer il devait s'adresser à la foule massée pour le voir et l'entendre.

M. Wallace s'est ensuite dirigé vers le studio du poste WCOU où il a dit quelques mots, puis il s'est rendu dîner à Poland Spring.

À l'occasion de la visite du vice-président à Lewiston, tous les officiers de police de faction à cette heure-là portaient les gants blancs.

Vraiment, la courte visite de M. Wallace à Lewiston a été charmante, et elle a fait très bonne impression.

- Scènes prises aux endroits



Notre vignette de gauche re
M. Ernest Desjardins, déposant
poraie.—La photographie du
vost au moment où il réclame s
préposé aux liste électorales da
Clara Turcotte qui vient de réc
mier plan, M. Archie Touchette
quartier Cinq.

any
series
7

s de votation aujourd'hui -



présente un votant du quartier Ving,
en vote en présence du warden tem-
entre nous montre M. Roland Pro-
a bulletin de vote de M. M. Leclair,
le quartier Trois.—A droite, Mme
voir son bulletin de vote. Au pre-
un des préposés aux lises dans le





ROMEO-R. PROVOST

Nos Plus Chaleureuses

Félicitations

aux

RR. PP. DOMINICAINS

ainsi qu'aux

PAROISSIENS

À L'OCCASION DE LA BÉNÉDICTION

DE LA NOUVELLE ÉGLISE

NOS BONS DE SURETÉ ont répondu pour la
construction extérieure de ce superbe édifice.

ASSURANCES GÉNÉRALES

Feu—Vie—Accidents—Vols—Automobiles

Dommages de toutes sortes

Provost Insurance Agency

ROMEO-R. PROVOST

Propriétaire

30, Rue Webster

Le Messageur Oct. 1938

Téléphone 1422

18 ANS
DE
SERVICE
PERSONNEL



ROMÉO-R. PROVOST

ASSURANCES GÉNÉRALES

- FEU
- VIE
- ACCIDENTS
- VOLS
- AUTOMOBILES

RELEVÉS D'ASSURANCES GRATIS

PROVOST

INSURANCE AGENCY

ROMEO R. PROVOST, Prop.

30 Rue Webster

Tél. 1422

Meilleures
Félicitations
au Messager

3-30-70



THE DAY'S FESTIVE PROGRAM was topped off with a banquet attended by over 450 persons. The

scene above is a general shot of the banquet tables just before the dinner got underway.



THE SECRETARY-GENERAL of L'Union Saint John Baptiste, George Filteau, spoke at the ceremony dedicating a marker at the site of the original St. Joseph's church at North Prospect and Archibald Streets.



A WREATH WAS PLACED ON a commemorative marker at the site of the original church by Judge

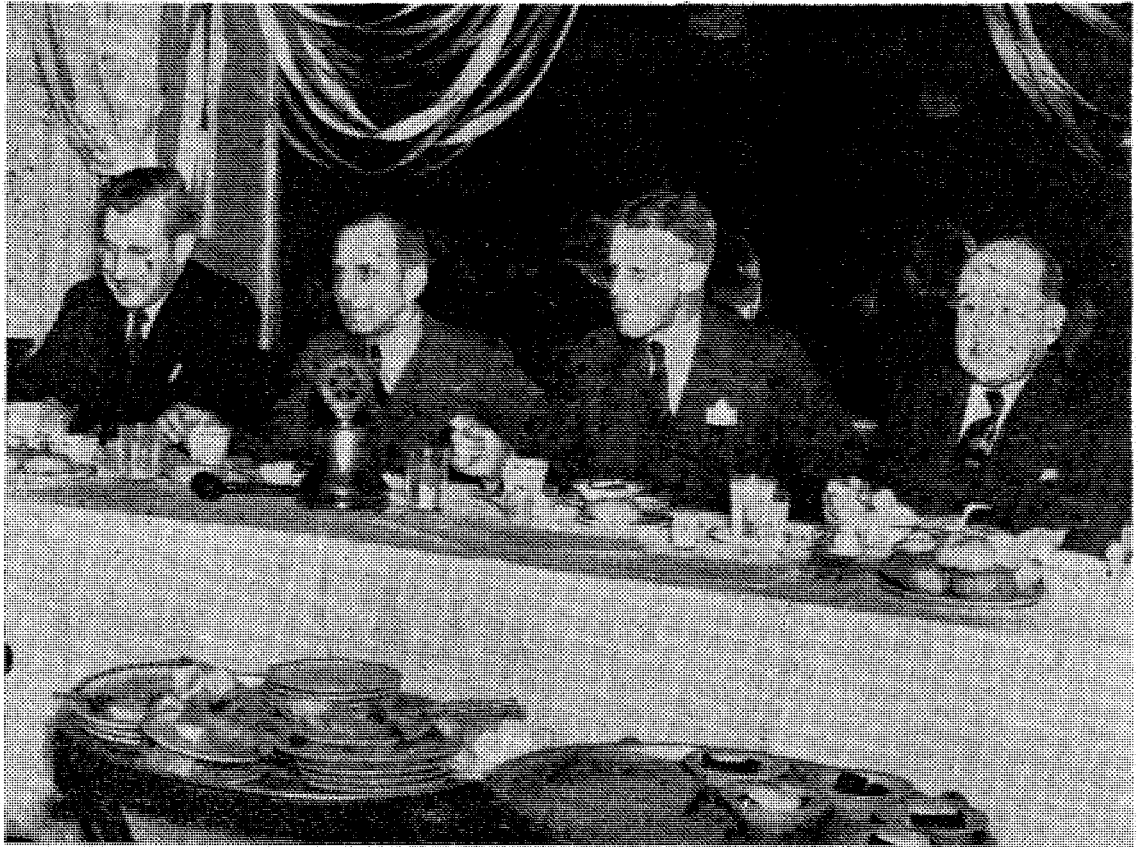
Edward Lavalley with several hundred persons in attendance. Father Pariseau is at the left.



BISHOP EDWARD F. RYAN, assisted by (l. to r.) the Very Rev. Daniel P. Lyons, SSE, St. Michael's College president; the Rev. Edmund Hamel, SSE, the

Rev. Bernard Depeaux, St. Joseph's curate and the Rev. Maurice Boucher, SSE, presides at the outdoor ceremony dedicating a plaque in front of the church.

La Charte ou une Commission



Au dîner hebdomadaire du club Rotary, à midi, les membres ont pris connaissance des détails de la nouvelle charte proposée pour la ville de Lewiston. Ces informations leur ont été fournies par les membres du comité de la charte. On voit, de gauche à droite, MM. Frank HOY, gérant d'affaires du Sun-Journal, M. Fernand DESPINS, Register of Probate et président du comité de la charte; Harold SKELTON, président du groupe civique de la Chambre de Commerce; le Dr L.-Raoul LAFOND, ex-commissaire de police.

Une femme a déclaré, ce matin, avec le plus grand naturel au monde, qu'elle travaillait contre la charte parce que si la charte était adoptée cela l'empêcherait, à l'avenir, de gagner de l'argent comme elle en gagne chaque année en travaillant pour la candidature d'un tel ou d'un tel échevin. Messieurs les citoyens, vous voyez donc qu'il est grand temps de faire du changement dans le système, puisqu'on en est rendu à avoir de tels raisonnements, aux dépens du bien-être de toute une ville.

Mrs. Sumner Sewall of Bath

Mrs. Sumner Sewall and her daughter, of Bath, are the wife and daughter of the Republican nominee for Governor of the State of Maine. There are four children in the family, two sons, this daughter and an older daughter who is married. Mrs. Sewall is actively interested in Girl Scout work and is a past president of the Cosmopolitan garden club of Bath.

Mrs. Ralph O. Brewster of Dexter

Mrs. Ralph O. Brewster, wife of the Republican nominee for United States senator, is active socially in Washington and in her home town of Dexter. When she is in Dexter, Mrs. Brewster is always occupied with her gardens which are show places in that section of Maine. In Washington she is closely associated with the activities of the Women's Congressional club, whose members are the wives of senators and representatives.

LA NOUVELLE CHARTE

Lorsque le bill de la nouvelle charte fut présenté à la Législature du Maine, on y a inclus une clause d'urgence, "emergency", et voici pourquoi:

On voulait tout simplement que la Législature s'occupe de ce bill immédiatement au lieu d'attendre les derniers jours de la session, afin de permettre au bill d'être prêt à être soumis aux citoyens de Lewiston le même jour que l'élection annuelle du 6 mars.

Ainsi, le peuple de notre ville pourra, la même journée, choisir les membres du gouvernement municipal, comme d'habitude et se prononcer en même temps au sujet de la charte.

Si la charte n'est pas favorisée par les citoyens, le maire et les échevins qui auront été élus seront en fonctions pour toute l'année, comme cela se fait présentement, et le gouvernement fonctionnera sous la vieille charte, comme auparavant.

Si la charte est adoptée par les citoyens, le maire et les échevins qui auront été élus entreront en fonctions le troisième lundi de mars, comme d'habitude, mais ce ne sera pas pour longtemps, car les citoyens auront manifesté le désir d'avoir un nouveau système local, une nouvelle charte, et il y aura une élection tout nouvelle, le deuxième lundi du mois d'avril, et immédiatement après cette élection, Lewiston sera administrée d'après le nouveau système.

